
3 1761 08133999 6


DEO · JUVANTE



COLLECTION

DE

DOCUMENTS HISTORIQUES

PUBLIÉS

PAR ORDRE DE S. A. S. LE PRINCE ALBERT I[er]

PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

CHARTRIER

DE L'ABBAYE

DE SAINT-PONS

HORS LES MURS DE NICE

PUBLIÉ

PAR ORDRE DE S. A. S. LE PRINCE ALBERT Ier

PAR

LE COMTE E. CAIS DE PIERLAS

CONTINUÉ ET AUGMENTÉ D'UNE ÉTUDE ET DE TABLES

PAR GUSTAVE SAIGE



IMPRIMERIE DE MONACO

MCMIII

La mort prématurée de M. le comte Eugène Cais de Pierlas ne lui a pas permis de mettre la dernière main à cet ouvrage dont la composition a occupé les dernières années de sa vie. Des relations datant de ses travaux sur les Grimaldi et Monaco, nous avaient rapprochés, et, lorsqu'il eut recouvré, par de longues et patientes recherches sur l'abbaye de Saint-Pons, un ensemble de manuscrits et de titres qui reconstituent son ancien chartrier, nous avions eu la satisfaction d'obtenir du Prince, auquel les études historiques et scientifiques doivent déjà de nombreuses et importantes publications, l'admission dans la *Collection des Documents* publiés par ses ordres, du *Chartrier de l'abbaye de Saint-Pons*.

Ces circonstances nous obligeaient, alors que l'auteur avait déjà poursuivi jusqu'à plus des trois quarts l'avancement de l'impression des textes, à assumer la charge de l'achèvement d'un recueil malheureusement privé des études et des notices dont l'auteur projetait de le faire précéder, et dont aucune ne s'est retrouvée dans ses papiers.

Issu d'une famille ancienne du comté de Nice, M. le comte de Pierlas a presqu'exclusivement dirigé ses travaux vers l'histoire de sa patrie d'origine, pour laquelle il avait

A

gardé une affection filiale. Il avait rencontré dans les œuvres du grand annaliste niçois, Pierre Gioffredo, une série de problèmes qu'il s'était donné la tâche de résoudre, et il débutait en 1884 par un mémoire sur l'origine des comtes de Vintimille, le prieuré de Saint-Michel et la principauté de Seborga, ouvrage qui révélait de très solides qualités.

Dans les années qui suivirent, après avoir successivement mis au jour des documents sur Nice, son château, son hôtel des Monnaies, sur les Grimaldi de Monaco, etc., il éditait en 1888, le *Cartulaire de l'ancienne Cathédrale de Nice*, dont il avait retrouvé l'original dans les archives du chapitre.

Cette publication était le prélude d'un travail dans lequel il déploya les ressources d'un esprit ingénieux doublé d'une scrupuleuse critique : *le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes* constitue l'œuvre la plus sagace qui ait été produite dans ces derniers temps pour éclairer l'état politique qui succéda dans le comté de Provence à l'occupation Sarrasine.

Ce livre avait paru en 1889 ; dès l'année suivante l'auteur donnait les *Statuts et privilèges accordés au comté de Vintimille et au val de Lantosque par les comtes de Provence.*

A la suite de cette publication, et pendant huit années, M. de Pierlas ne cessa d'insérer dans divers recueils scientifiques des mémoires, des documents accompagnés de commentaires relatifs à Nice, à son comté, à son histoire, à sa langue, travaux qui ont fait l'objet de nombreux tirages à part.

En 1898 paraissait enfin *La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des princes de Savoie*, qui

restera l'œuvre historique la plus considérable, sinon la plus originale de M. de Pierlas.

Au cours de ses travaux il avait été bien souvent amené à constater la grave lacune que laissait dans l'histoire du pays la disparition des archives de cette abbaye de Saint-Pons, si intimement liée aux annales de la ville et du comté de Nice. Il prit à cœur leur recherche ; il ne se faisait cependant pas illusion sur la possibilité de retrouver l'intégrité de ce précieux dépôt. Le monastère, dévasté à l'époque de la Révolution, avait subi de nombreuses affectations pour finir par être transformé, sous le premier empire, en hôpital militaire ; ses archives avaient entièrement disparu au milieu de ces bouleversement successifs ; cependant il conserva longtemps l'espoir d'en retrouver au moins quelques épaves ; mais ses efforts n'aboutirent à aucun résultat.

C'est hors de Nice que, grâce à la courtoise intervention d'un ami, ses investigations aboutirent à la recouvrance, non pas des originaux, mais de recueils de copies et d'analyses qui rétablissent l'ensemble des titres du monastère.

M. le comte Gabriel Alberti de la Briga lui communiqua plusieurs manuscrits de ses archives privées, dont l'un contenait une suite de transcriptions et d'indications de chartes de l'abbaye depuis le XIe siècle ; il avait été exécuté en 1706 par Charles-François Torrini, de Sospel.

Quelque temps après, la même amicale intervention et la généreuse communication de MM. Adolphe et Léonard Lanteri, de la Briga, lui procurèrent la connaissance d'un nouveau recueil de documents, celui-ci émané du compilateur qui a le plus contribué à la conservation des titres historiques de la région à la fin du XVIIIe siècle, le chanoine Jean-Baptiste Lanteri.

Ce volume n'ajoutait pas seulement de nombreux documents à ceux transcrits par Torrini ; sa partie principale se composait de l'inventaire analytique des titres de l'abbaye, dans l'ordre du classement de ses archives.

C'était, sinon la recouvrance du chartrier, du moins la révélation exacte de la consistance des titres qui avaient été l'objet d'un classement régulier à Saint-Pons.

Nous nous étendrons dans l'introduction sur les circonstances de cette double découverte en décrivant ces précieux recueils et en disant le parti que M. de Pierlas en tira.

Dans le plan qu'il adopta pour sa publication, il jugea nécessaire d'ajouter, pour la période du XIe au XIVe siècle, soit des textes empruntés au cartulaire de l'ancienne cathédrale de Nice, déjà publiés par lui, soit d'autres documents tirés des archives d'Etat de Turin, ou même des archives de sa propre famille.

Jusqu'à l'année 1420, il reproduit rigoureusement, sans lacune, à l'exception de quelques numéros faisant double emploi ou d'aucun intérêt, les pièces transcrites ou analysées par les manuscrits Torrini et Lanteri ; mais à partir de cette date, il avait fait une sélection dans les documents en ne publiant que ceux qu'il jugeait les plus importants.

L'impression était arrivée à l'année 1440, lorsque le mal implacable qui l'étreignait depuis longtemps eut enfin raison de son énergie ; M. le comte Eugène de Pierlas mourut à Turin le 10 avril 1900. Né le 14 octobre 1842, il n'avait pas encore atteint l'âge de cinquante huit ans.

Les quelques notes fugitives retrouvées dans ses papiers ne donnaient aucune indication sur le plan que M. de Pierlas avait projeté de suivre pour la rédaction de l'intro-

duction, dont il avait l'intention de faire précéder les pièces du chartrier; quant aux documents eux-mêmes, il avait eu d'abord la pensée d'en arrêter la publication à l'époque de la mise en commende de l'abbaye en 1473; mais l'examen du manuscrit Lanteri l'avait engagé à poursuivre au-delà du xv[e] siècle, sans qu'il ait eu, peut-être, le temps de fixer l'époque à laquelle il comptait se limiter. De ce travail de préparation nous n'avons retrouvé que quelques rares copies se rapportant à des textes des xv[e] et xvi[e] siècles rapidement analysés et sans ordre.

Nous avons dû, en conséquence, tout en suivant le plan adopté par l'auteur, relever dans le manuscrit de Lanteri une série de documents qui, à notre avis, ne pouvaient être négligés, et nous avons ajouté aux pièces indiquées par M. de Pierlas environ quatre-vingts numéros jusqu'à l'année 1749. Nous avons donné *in-extenso* quelques-uns de ces documents, notamment la convention conclue en 1561 pour l'échange du prieuré de Sainte-Réparate, cédé par l'abbaye à l'évêché pour la translation de la cathédrale (n° CCCCII), le procès-verbal de la visite du monastère par les délégués de l'abbé de Saint-Victor en 1567 (n° CCCCIV), dont M. de Pierlas n'avait projeté de publier que la partie relative à l'inventaire du trésor en la donnant en note au bas de celui de 1440 (n° CCCVIII), enfin les curieux actes relatifs aux reliques de Sainte Réparate qui auraient été cachées à Saint-Pons au commencement du xv[e] siècle sous le nom de Sainte Simplicie (n° CCCCXXII et sa note).

Le recueil des chartes de Saint-Pons ainsi formé se compose de 427 documents, sur lesquels 412 sont inédits ou indiqués en très petit nombre par des mentions de Gioffredo. Ils se répartissent ainsi : un d'entre eux remonte à l'avant-dernière année du x[e] siècle, 13 se réfèrent au

XIe siècle, 14 au XIIe, 90 au XIIIe, 147 au XIVe, 104 au XVe, 43 au XVIe, 10 au XVIIe, 4 au XVIIIe.

Nous avons dû, en outre, nous occuper des tables; M. de Pierlas n'avait pas jugé nécessaire de reproduire à la suite de chaque document l'indication de l'ancienne cote des archives de Saint-Pons; nous y avons suppléé en établissant une table chronologique et de concordance dans laquelle, en regard de la date du document et du numéro qu'il porte dans la publication, nous avons placé celui de l'ancien classement des archives du monastère d'après l'inventaire de Lanteri, et, à la suite, l'indication de la page de chacun des manuscrits Lanteri et Torrini où ils sont reproduits ou indiqués.

Nous avons enfin terminé le volume par une table générale alphabétique des noms et des matières contenus dans le recueil, et nous devons ici remercier notre confrère M. Léon Dorez, de la Bibliothèque Nationale, pour le concours qu'il nous a prêté dans ce long travail.

Il nous reste à émettre un vœu; par leur libérale communication à M. de Pierlas, M. le comte Alberti et MM. Lanteri se sont acquis des titres à la reconnaissance des amis de l'histoire, puisqu'ils ont permis la reconstitution d'un fond d'archives de premier ordre. Mais les manuscrits contiennent, on le verra plus bas, des quantités d'autres documents du plus grand intérêt pour l'histoire du comté de Nice. Il serait bien désirable que des recueils aussi précieux ne restassent pas exposés aux causes de destruction qui menacent les archives privées; leur place serait tout indiquée dans un grand dépôt public.

GUSTAVE SAIGE.

INTRODUCTION

Les chartes de Saint-Pons fournissent pour une période de huit siècles de l'histoire des Alpes-Maritimes les renseignements les plus nombreux et les plus divers; à côté de conflits de juridictions pour la sauvegarde de ses droits et de ses privilèges, de différends avec les évêques et le chapitre de Nice, de démêlés souvent violents avec la ville, on peut y puiser les éléments d'une étude complète sur le régime de ses biens, sur ses quinze prieurés et surtout les plus utiles indications topographiques sur les régions où s'étendaient ses domaines.

Le développement de ces questions, si intéressantes pour l'histoire du comté de Nice, était la tâche que s'était assignée M. de Pierlas; et nous avons déjà dit combien il est regrettable que ses notes, fruit d'un grand nombre d'années de recherches, n'aient pas été retrouvées.

Il ne saurait entrer dans notre dessein de reprendre ici une œuvre dont nous n'avons pas même trouvé le plan tracé; nous nous bornons dans une courte introduction à faire connaître les sources d'où est sortie cette publication, à rapprocher ce que nous avons pu relever dans les textes de notions sur les archives du monastère, puis, après un rapide examen des conditions dans lesquelles l'abbaye a vécu, nous donnons, d'après les chartes, une liste des abbés depuis 1004 jusqu'à 1749, liste qui ajoute de nombreux noms, si elle ne complète pas encore, les nomenclatures pleines de lacunes de Gioffredo dans *Nicæa Civitas* et du *Gallia Christiana;* nous terminons enfin par une note ajoutant quelques nouveaux noms d'évêques restés ignorés et apportant un certain nombre de corrections à la chronologie épiscopale de Nice.

I

LES ARCHIVES DE SAINT-PONS — SOURCES DE CETTE PUBLICATION

Les archives de l'abbaye de Saint-Pons ont entièrement disparu, soit que lors de la dispersion des religieux, en 1792, à l'époque de l'occupation du comté de Nice par les troupes françaises, elles aient été anéanties, soit qu'elles aient été alors recueillies et aient trouvé asile chez quelques uns de ces savants ou collectionneurs niçois qui réunirent au commencement du XIXe siècle et sauvèrent de la destruction dans leurs bibliothèques, beaucoup de titres des établissements et des juridictions de l'ancien régime à Nice.

M. de Pierlas avait conservé pendant de longues années l'espoir que la seconde de ces hypothèses s'était réalisée; il fit à de nombreuses reprises des tentatives qu'il crut par instants devoir être couronnées de succès; il finit par renoncer à cette espérance.

Ce qui est en tous cas certain, c'est que depuis plus d'un siècle, il n'est pas apparu un seul titre original provenant de ce chartrier; aucune épave n'est venue révéler le sort de cet ensemble de documents si précieux pour l'histoire des Alpes-Maritimes. Il paraît donc infiniment probable que la totalité des archives de Saint-Pons a péri.

Mais s'il faut définitivement renoncer à voir reparaître quelques-uns de ces vénérables parchemins que Gioffredo avait eus en mains lorsqu'il écrivait sa *Nicæa Civitas* et sa *Storia delle Alpi Marittime*, on pouvait espérer retrouver quelques notes, quelques recueils de textes transcrits dans le cours des XVIIe et XVIIIe siècles, pendant lesquels tant d'érudits ont mis à contribution les archives des grands établissements religieux.

M. de Pierlas dirigea dans ce sens ses investigations, et l'événement devait de beaucoup dépasser ses conjectures et ses espérances. Nous avons dit dans l'*avant-propos* comment cet heureux résultat est dû à la généreuse intervention de MM. le comte Gabriel Alberti, Adolphe et Léonard Lanteri, de la Briga.

M. le comte Alberti lui avait d'abord communiqué un manuscrit de 698 pages qui comprenait dans sa première partie, de la page 1 à

la page 584, une suite de chartes de l'abbaye de Saint-Pons, copiées *in-extenso* sur feuilles ou cahiers séparés et reliés ensemble dans l'ordre chronologique. Ces copies, faites avec soin, portaient sur soixante documents; les plus anciens remontent à la fin du xe siècle, le plus récent à l'année 1545[1]. A la suite de cette première série, viennent, sans ordre de dates, 181 autres documents donnés, soit par extrait, soit simplement analysés, parmi lesquels figurent cependant quelques textes copiés intégralement. Le tout formait un ensemble de 253 pièces provenant du chartrier de Saint-Pons[2].

Ces transcriptions, ces analyses et extraits avaient été exécutés en 1706 par Charles-François Torrini de Sospel[3], pour le compte et aux frais du prieur claustral de l'abbaye, ainsi que le constatent plusieurs annotations qu'il a intercalées dans le volume[4]. Le recueil avait donc une très grande valeur puisque les conditions dans lesquelles il avait été exécuté lui donnaient une authenticité incontestable; il fournissait une contribution importante à la restitution des titres de l'abbaye. M. de Pierlas entreprit d'en faire la base d'une publication, et il avait déjà fort avancé son travail pour l'établissement des textes, lorsqu'il fut mis en possession de deux autres manuscrits, portant une

1 Douze analyses d'autres chartes y sont intercalées à leur ordre chronologique; elles sont ajoutées, après coup, aux bas de pages restées en blanc, de la main de Lanteri, qui a eu soin d'y rappeler le numéro du classement que ne portent pas les copies de Torrini; c'est là un nouvel indice que ce classement est postérieur au travail dudit Torrini.

2 La seconde partie porte une numération particulière par folios de 1 à 57, à laquelle a été postérieurement ajoutée par Lanteri, la suite de la pagination de la première partie: (pages 585 à 698).

3 Torrini est l'auteur d'une *Relation du séjour fait à Nice en 1701 par Marie Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne,* publiée par M. le commandeur Girolamo Rossi, de Vintimille (*Miscellanea di Storia Italiana,* t. XXXIII, p. 365).

4 A la page 671 on lit: « La sopracripta « scritura..... quale ho estratto, io Carlo « Francesco Torrini, del luogo di Lantosca, « habitante nelle città di Nizza, dal suo « originale esistente di presente d'ellarchi- « vio di esso monastero. — In fede, come « pratico della lettura delle scritture antiche, « cosi richiesto, mi sono sottoscritto; CARLO « FRANCESCO TORRINI. »

On trouve encore, à plusieurs autres endroits du manuscrit, des mentions des paiements faits à Torrini pour son travail:

« 1706, li 5 giugno, sono stato sodisfatto « di tutti li suddetti compendii e copie di « scritture antiche per lire 20; dico l. 20.

« Il primo agosto ho ricevuto un scudo di « Francia dal signore D. Solaro.

« Li 7 settembre mi è stato misurato dal « fratello Suaut, presente il signore priore « D. Solaro, due stare di grano formento.

« Lo 7 detto si è ricomminciato a compen- « diare (p. 639).

« Li 6 luglio si sono finiti le pergamine « (p. 698). »

reliure identique à celle du volume de Torrini et qui lui révélèrent par quelle voie celui-ci était venu en la possession du comte Alberti; c'étaient, sous les titres d'*Appendix* et de *Memorie*, des séries de notes de toute espèce tirées des minutes des notaires de Nice, et d'archives privées; il s'y mêlait un certain nombre d'extraits des archives de Saint-Pons.

Ces recueils étaient de la main d'un des plus infatigables compilateurs de la fin du XVIIIe siècle dans la région, le chanoine Jean-Baptiste Lanteri.

Guidé par les indications de ces recueils, M. de Pierlas, grâce à l'intervention de M. le comte Alberti, put, en s'adressant aux autres petits neveux du chanoine Lanteri, être mis en possession d'un nouveau manuscrit d'une inappréciable valeur, écrit entièrement de la main de Lanteri, et qui est, dans sa première partie, l'analyse pièce à pièce, mêlée d'extraits et de transcriptions *in-extenso*, des chartes de Saint-Pons.

L'auteur était, par sa position, à même d'exécuter ce travail de la façon la plus exacte. Dernier administrateur de l'abbaye pour l'évêque de Nice, il en avait depuis longtemps en main les archives, et cela explique comment sa compilation ne contient pas seulement le résumé des documents classés dans le chartrier, mais, à la suite, une quantité d'autres qui n'avaient pas fait l'objet au monastère d'un classement régulier.

Jean-Baptiste Lanteri était né à la Briga le 28 novembre 1722, de Luc Lanteri, capitaine des milices, et de Julie-Marie Alberti. Aussitôt après avoir reçu la prêtrise, il avait été appelé auprès de l'évêque de Vintimille, Pierre-Marie Giustiniani. Ce savant prélat, qui avait rapporté du monastère du Mont-Cassin une haute renommée de science, trouva dans son jeune secrétaire un habile collaborateur lorsqu'il eut formé le dessein de réunir en un corps de transcriptions les chartes relatives à son évêché; et les précieux registres in-folio de documents conservés dans les archives épiscopales de Vintimille sont le fruit des patients travaux de Lanteri, devenu paléographe sous la direction de l'ancien moine Cassinien[1].

1 Sinesio, *De vita et rebus gestis Petri Mariæ Justiniani*, Monteregali, 1770, p. 40. — Nous devons ces renseignements biographiques et bibliographiques à l'aimable communication de M. le commandeur Girolamo Rossi de Vintimille.

La mort de l'évêque Giustiniani, survenue en 1765, donna une autre direction aux travaux de Lanteri ; pendant vingt-sept ans il partagea ses investigations entre l'histoire des différentes branches des comtes de Vintimille, notamment de celles qui s'étaient établies en France, la compilation d'un grand recueil sur le plan de ceux de Muratori, qu'il avait intitulé *Antichità Liguri* et dont le prospectus fut seul imprimé, enfin, des recherches sur l'histoire de l'abbaye de Saint-Pons.

Lanteri mourut subitement le 22 septembre 1792.

La découverte du manuscrit de Lanteri non seulement triplait le nombre des documents révélés par le travail de Torrini, mais il donnait la connaissance complète de l'ensemble des titres qui avaient été l'objet d'un classement régulier dans le chartrier. M. de Pierlas y trouvait de plus l'avantage de pouvoir contrôler, sur les transcriptions très souvent *in-extenso* de ce manuscrit, beaucoup de copies de Torrini.

Néanmoins il ne s'arrêta pas, et c'est un fait regrettable, à la pensée de faire une publication intégrale de l'œuvre de Lanteri, sous sa forme d'inventaire analytique, qu'il eût pu compléter par les textes entiers du manuscrit de Torrini ; il ne changea pas celle qu'il avait primitivement adoptée; il traduisit seulement en français, avec un soin scrupuleux, les analyses rédigées en italien par Lanteri, là où il n'avait pas les textes de Torrini, reproduisant même les annotations consignées en marge et qui forment la plupart de celles qu'il a prodiguées au bas de ses textes[1] ; d'autre part il s'abstint malheureusement, sauf de très rares exceptions, de mentionner les numéros attribués aux documents dans le classement du chartrier.

Il jugea en outre qu'à partir de la fin du XIVe siècle il convenait de faire une sélection et de ne reproduire que les actes principaux. Aux textes des siècles précédents il avait joint une série de documents du XIIe siècle réimprimés d'après sa propre publication du *Cartulaire de l'ancienne Cathédrale de Nice*, y ajoutant encore des actes tirés du *Livre noir* de la même cathédrale, des archives d'Etat de Nice, de ses archives de famille ; par contre il ne pensa pas nécessaire d'insérer, à

1 M. de Pierlas écrivait en français avec facilité; il a rédigé dans cette langue la presque totalité de ses ouvrages ; on remarquera cependant dans ses analyses un assez grand nombre d'italianismes qui, du reste, ne nuisent pas à la clarté.

partir du XV[e] siècle, des documents non transcrits dans les deux mauuscrits, et cependant très importants, tels que ceux relatifs à la sécularisation de l'abbaye et à son administration, déjà publiée soit par Gioffredo, soit dans le *Gallia Christiana.* Il ne paraît pas, du reste, avoir eu le dessein de poursuivre au-delà des premières années du XVI[e] siècle la publication des pièces du chartrier.

Nous ne pouvions, en terminant ce travail, que suivre le plan adopté par M. de Pierlas, tout en continuant jusqu'au dernier document compris dans les analyses de Lanteri, daté de 1749, la reproduction ou le résumé des pièces intéressantes pour l'histoire du monastère.

Le travail de Lanteri mérite un examen d'autant plus attentif qu'il contient, nous l'avons déjà dit, non seulement les chartes qui avaient fait l'objet d'un classement, mais encore des relevés très nombreux d'autres titres qui n'en avaient pas reçu ; en sorte que nous avons ainsi une connaissance probablement complète des archives du monastère à la fin du XVIII[e] siècle.

Ce manuscrit se compose de neuf cahiers de papier de 0,30 centimètres de hauteur sur 0,20 de large ; les pages ont reçu une numérotation récente à l'encre rouge de 1 à 610. A la suite, on trouve reliés plusieurs autres cahiers de dimensions différentes contenant des relevés d'actes de notaires de Nice, des recherches sur des familles niçoises ; ils n'ont plus trait au monastère.

L'inventaire analytique des titres classés occupe les 483 premières pages du manuscrit, il est intitulé :

« *Compendio delle pergamine, lequali anche attualmente retrovansi* « *nell'archivio dell'anticho ed una volta celebre monastero di San Ponzio,* « *presso e fuori le mura della città di Nizza, dell'ordine di San Bene-* « *detto, fondato, come leggesi in alcune delle stesse pergamine, dal* « *piissimo Carlo Magno re di Franchi e Longobardi e patrizio de* « *Romani.* »

Il est entièrement de la main de Lanteri, de 40 lignes à la page, d'une écriture régulière, avec grande marge d'un tiers de la largeur, où l'auteur a ajouté des annotations portant principalement sur des évêques, des abbés, divers autres personnages de l'histoire de Nice et du comté, et spécialement sur les modifications que les documents apportent à la chronologie abbatiale et épiscopale.

Les documents portent la numérotation du classement général du chartrier en chiffres romains ; elle se suit, de I à DCXXIII, telle qu'elle était inscrite sur les originaux. Une seconde série de numéros, en chiffres arabes, se rapporte aux différents actes qui sont parfois transcrits sur le même parchemin, en sorte que les 623 titres inventoriés comprennent 749 chartes.

Une dernière indication, insérée en marge de chaque pièce, renvoie à la page d'un *Registre principal* auquel se réfèrent les analyses et les transcriptions du compilateur[1].

Lanteri résumait, en effet, les titres d'après un recueil d'enregistrement, divisé en sept volumes reproduisant le texte intégral des documents ; et la dernière pièce, la plus récente, de l'année 1749, portant le n° DCXXIII (le n° CCCCXXVII du présent ouvrage), était inscrite à la page 1306.

Le *Compendio* reproduit les divisions de ces sept volumes, dont la pagination courait du premier à la fin du septième[2].

De nombreuses surcharges et adjonctions postérieures témoignent que Lanteri avait constamment amélioré son travail, qui tient, on le voit, de l'inventaire et de la compilation ; mais il ne s'en était pas tenu à ces améliorations des textes classés au chartrier : à la suite du *Compendio*, de la page 485 à la page 610, on trouve transcrites *in-extenso*, ou données en analyse, une quantité de pièces souvent d'un intérêt capital qui n'avaient pas été comprises dans le classement. Un certain nombre d'entre elles sont publiées dans le présent recueil. Cette partie du manuscrit n'a pas de marge, les lignes sont plus nombreuses et varient suivant les pages. On y trouve également de fréquentes annotations ou adjonctions en surcharge.

1 Cette appelation est donnée dans une note volante reliée avec le volume à la page 102, au sujet d'un acte du 16 mars 1341 « *Come si puo vedere, e nel registro principale alla p. 97, e nel compendio sotto il n° XLI.* »

2 Voici cette division :

Volume primo :	n°s I-CXXVII	années	959-1339,	pages	1-326.
— secondo :	— CXXVIII-CXCIII	—	1339-1367	—	329-442.
— terzo :	— CXCIII*-CCLXXXIX	—	1367-1440	—	445-724.
— quarto :	— CCXC-CCCXLI	—	1440-1451	—	725-886.
— quinto :	— CCCXLII-CCCCXLVI	—	1461-1514	—	888-1104.
— sesto :	— CCCCXLVII-DLXXXVIII	—	1515-1673	—	1107-1269.
— settimo :	— DLXXXIX-DCXXIII	—	1676-1749	—	1271-1303.

* La pièce CLCIII est partagée entre les volumes 2 et 3.

Il existait donc aux archives de Saint-Pons, dans les dernières années du XVIII[e] siècle, un classement chronologique des titres du monastère, et les pièces qui y étaient comprises avaient été l'objet d'une transcription intégrale dont les sept volumes formaient un ensemble de plus de 1306 pages, puisque le dernier acte qui s'y trouve analysé commençait à celle-ci.

Ces registres constituaient un véritable cartulaire, mais sa rédaction devait être récente ; peut-être était-elle l'œuvre de Lanteri, comme le classement lui-même ; tout au moins une pareille entreprise était bien de celles qu'il n'hésitait pas à exécuter et ressemble à ce qu'il avait fait aux archives de l'évêché de Vintimille, où ses recueils de transcriptions, plus heureux que ceux de Saint-Pons, ont subsisté. Du reste, l'ordre chronologique absolu suivi dans ce travail semble indiquer qu'il était relativement moderne et exécuté plutôt par un chercheur historien, que par un compilateur de titres ayant pour but l'établissement des droits de l'abbaye, qui eût de préférence adopté une disposition méthodique.

En tous cas ces registres n'existaient pas encore en 1706, lorsqu'avaient été faite sur les originaux, la copie des titres dont le prieur claustral Solaro, étranger à la paléographie, avait besoin et que Torrini exécuta. Il était, par conséquent, également postérieur à Gioffredo, puisqu'on y trouvait, ainsi qu'au *Compendio*, insérée à son rang chronologique de classement, une des pièces importantes, la convention pour la cession de l'église Sainte-Réparate au chapitre de Nice en 1531, transcrite d'après le texte de *Nicæa Civitas*, l'original n'existant plus au chartrier, « probablement distrait », ajoute Lanteri, « par Gioffredo, qui ne l'avait pas rendu [2]. »

Tout démontre qu'antérieurement il n'avait pas existé de cartulaire ; Pierre Gioffredo, dans ses ouvrages, n'y fait nulle part allusion ; il se réfère toujours aux originaux pour les documents de l'abbaye, tandis que pour les titres de la cathédrale de Nice, alors qu'il avait à la fois sous les yeux les originaux et le cartulaire, c'est constamment et exclusivement à ce dernier qu'il se rapporte.

1 Ce sont les pièces qui portent, à la table, la page du manuscrit Lanteri sans avoir en face le numéro du classement des archives.

2 Voy. aux textes la note relative à cette distraction, que nous avons insérée au nº CCCLXXXIX (page 413) où le document est analysé.

Pour Saint-Pons au contraire, il libelle ainsi ses références : *Ex archiv. S. Pontii, Ex dipl., in arch. S. Pontii*[1]. Cependant lorsqu'il dresse dans son premier ouvrage la liste, bien incomplète du reste, des abbés, on rencontre outre la mention *Arch. S. Pontii*, celle de *Regesta abbatiæ S. Pontii*[2]; mais cette indication, qui peut se rapporter à des listes d'obit, à des répertoires, ne saurait désigner un cartulaire.

Le monastère de Saint-Pons en négligeant de faire exécuter dans les siècles précédents une transcription de ses titres n'avait donc pas suivi l'exemple qui lui avait été donné par les abbayes avec lesquelles il était en relations fréquentes, telles que celles de Lérins et de Saint-Victor de Marseille ; du reste, la conservation de leurs archives paraît n'avoir été l'objet d'aucun souci de la part des moines. On remarquera en effet que quatorze documents ont seulemeut survécu pour la période antérieure au XIIe siècle, depuis les dernières années du Xe jusqu'à 1081. Il y a ensuite, à part une pièce, un hiatus de plus d'un siècle jusqu'en 1203, en sorte que pas une seule des chartes qui pourraient témoigner de l'activité et de la prospérité pourtant très grande de l'abbaye pendant le XIIe siècle, n'a été conservée. Or, pour cette période, il y a, en ce qui concerne les seules relations entre Saint-Pons et les évêques de Nice, une série de titres majeurs que M. de Pierlas a réimprimés, pour combler le vide, en les empruntant soit à sa précédente publication du *Cartulaire de l'ancienne Cathédrale de Nice,* soit au *Liber Niger* des archives capitulaires de la même cathédrale[3].

Ces pertes étaient anciennes ; lorsque Gioffredo fit ses recherches, il ne paraît pas qu'il y eût au chartrier d'autres titres de la première période que ceux qu'il a signalés, analysés ou publiés en partie ou *in-extenso*[4], à l'exception de trois dont il n'a pas fait mention et que Torrini et Lanteri nous ont conservés[5]. — Tous se retrouvent dans l'inventaire de Lanteri et sont publiés dans ce présent volume.

1 *Nicæa Civitas*, p. 158, 159, 160 ; *Storia delle Alpi Marittime*, p. 587, 389, 593, 595, 611, 615, 623, 676, etc. — Les indications pour ce dernier ouvrage sont données dans le présent volume d'après l'édition in-4°.

2 Ces mentions se rencontrent à partir de l'année 1279.

3 Voyez la table chronologique à la fin du volume.

4 Gioffredo n'a publié *in-extenso* dans *Nicæa Civitas* et dans *Storia delle Alpi Marittime* que les trois chartes qui portent dans le présent recueil les numéros I, V, X; mais il en a donné huit autres par extraits et fragments ; ce sont les nos II, III, IV, VI, VIII, IX, XII, XIII.

5 Ce sont les nos VII de 1037, XI de 1074 et XIV de 1081 de la présente publication.

Il faut descendre jusqu'à la seconde moitié du XVIe siècle pour trouver dans les documents quelqu'indication qui fasse connaître la façon dont les archives de l'abbaye, ou plutôt les titres principaux qui les constituaient, s'y trouvaient conservés.

Au commencement de 1567 l'abbé de Saint-Victor de Marseille, qui entendait faire respecter les droits concédés à son abbaye par le pape Urbain V, en 1366[1], envoie, sur l'initiative de l'abbé et des moines de Saint-Pons, des délégués pour procéder à la visite du monastère. Le 21 janvier, ces délégués procèdent à l'inventaire de la sacristie[2]. Leurs regards sont attirés, dit le procès-verbal, par un coffre en bois, fermé de trois clefs, qu'ils font ouvrir ; on y trouva un grand nombre de documents et d'instruments établissant les droits de l'abbaye en assez bon état de conservation. Les clefs fürent remises au prieur et à deux moines profès qui durent les garder jusqu'à la veille de la fête de saint Pons 1568 ; tous les ans, à partir de ce jour, trois gardes des clefs devraient être élus. Ayant ensuite appris par le témoignagne des plus anciens religieux, que plusieurs documents manquaient, les visiteurs prescrivirent, sous peine d'excommunication, à l'abbé et aux moines de remettre, dans le délai de deux mois, aux gardes des clefs ceux qu'ils détenaient et de prendre soin que ceux qui se trouveraient entre les mains d'autres personnes fussent restitués en temps utile. Il fut enfin formellement ordonné que dorénavant les titres ne devraient pas être déplacés dudit coffre sans le consentement du chapitre ; cette prescription concernait également, du reste, les autres objets renfermés dans le trésor de la sacristie.

Antérieurement à ce document, nous ne trouvons aucune trace qui se réfère à la conservation des titres de l'abbaye. Nos textes contiennent cependant un premier inventaire de la sacristie, dressé en 1440, dont nous aurons à nous occuper plus bas, mais il n'y est pas question de la caisse contenant les chartes du monastère ; on n'y rencontre que de nombreux livres liturgiques ou autres qui n'ont pas caractère de pièces d'archives. Faut-il penser que ce fut lors de la mise en com-

1 Voyez n° CCVII, page 242.

2 Cet inventaire se trouve dans le procès-vel de visite de l'abbaye que nous publions *in-extenso* sous le n° CCCCIV, page 424. M. de Pierlas, qui paraît n'avoir voulu poursuivre la publication des chartes que jusqu'au commencement du XVIe siècle, n'avait transcrit de ce document que l'inventaire de la sacristie pour le joindre en note à celui de 1440.

mende de l'abbaye que les abbés commendataires d'une part, le prieur claustral, pour les moines, de l'autre, sentirent la nécessité de procéder à la concentration des archives et à leur conservation ? La création de la caisse à trois serrures devait être en tous cas assez ancienne déjà lors de la visite de 1567 ; mais l'on voit, par les déficits qui furent constatés à cette occasion, que cette précaution n'avait pas suffi pour obvier aux inconvénients provenant de la négligence des personnes auxquelles les documents étaient confiés, et qui les distrayaient, soit pour les besoins des affaires du monastère, soit pour ceux de ses officiers.

On se rend compte qu'un seul coffre pouvait suffire à renfermer les titres à la fin du xvi[e] siècle ; leur nombre ne devait pas, en effet, dépasser de beaucoup, à cette époque, le chiffre de six cents, puisque les actes contemporains de ce procès-verbal, qui faisaient partie des pièces plus spécialement réservées, portent à l'inventaire de Lanteri le numéro 530. Mais la même incurie qui présidait à tout ce qui se rapportait à l'état moral et matériel de l'abbaye continuait à atteindre ses archives; les dilapidations de titres durent se perpétuer, si bien qu'il résulte de l'inspection de l'inventaire de Lanteri que, lors de la rédaction des sept volumes des transcriptions, la plupart des documents des xv[e], xvi[e] et xvii[e] siècles concernant la sécularisation de l'abbaye, les nombreux actes relatifs à son état et aux tentatives de réformation qui furent faites ne figuraient pas au chartrier, en sorte que sur les sept pièces, d'un intérêt capital pour le monastère, qui sont insérées aux *Instruments* du troisième volume du *Gallia Christiana,* trois proviennent d'archives étrangères à Saint-Pons et ne s'y trouvaient pas.

Il n'y a pas jusqu'au long supplément de pièces non classées que Lanteri a ajoutées à la suite de son inventaire qui ne démontre le manque complet de soin apporté à la conservation des titres du monastère. Il n'existe, en effet, aucune raison de méthode ou autre qui puisse expliquer une omission systématique ou voulue des documents qui y figurent. Ils sont exactement de la même nature que ceux qui sont inventoriés et d'une valeur ou d'un intérêt pour le monastère au moins égaux, et ils se rapportent aux mêmes lieux. La plupart des bulles portant confirmation d'élections d'abbés, des actes relatifs à la juridiction sur les prieurés depuis le xv[e] siècle, des informations, des transactions avec les ordres religieux de Nice, des documents même qui ont trait à la défense des moines contre les tentatives faites sur leur obédience,

figurent dans cette catégorie de pièces non inventoriées. Comme les titres classés, ceux-ci s'arrêtent à la même date de 1749; un seul est postérieur et se réfère à l'année 1768. Leur décompte par siècles est intéressant : 2 remontent au XIIIe siècle[1], 3 au XIVe, 12 au XVe, 107 au XVIe, 148 au XVIIe, 13 enfin au XVIIIe. C'est donc un total de 283 pièces qui avaient été omises dans le classement, très probablement parceque son auteur ne les avait pas trouvées à leur place dans la caisse du trésor, ou dans le lieu qui avait pu leur être par la suite assigné, lorsqu'il avait procédé à l'inventaire et au numérotage ; elles étaient vraisemblablement dispersées, oubliées ou restées entre les mains des différents titulaires des charges conventuelles[2], si bien que leur récolement ne paraît pas avoir été facilement praticable, même pour l'infatigable compilateur qu'était Lanteri, puisque, malgré les prérogatives que lui donnait sa qualité d'administrateur de l'abbaye, il retrouvait encore, dans les dernières années de sa gestion, en 1788, des documents qui lui avaient échappés[3]. Cependant le soin méticuleux qu'il mit à recueillir, transcrire ou analyser, à la suite de son inventaire, tous les actes qu'il rencontrait à Saint-Pons, donne la certitude que nous avons, par son recueil, la connaissance, à très peu près, de la totalité des titres qui se trouvaient à l'abbaye au moment où les événements de la fin du XVIIIe siècle déterminèrent la dispersion, avec leurs archives, des rares religieux qui y restaient encore.

1 Ce sont les n°s XXXIII et LXXIX du présent volume.

2 Les chartes portent la trace de revendications qui durent être faites à plusieurs reprises auprès des titulaires des prieurés pour rentrer en possession de titres et même de reliques sortis de l'abbaye. Nous avons vu plus haut que le rédacteur de l'inventaire signale une distraction de ce genre accomplie par Gioffredo lui-même.

3 Cela résulte d'une mention du tome II de l'*Appendix-Memorie storiche* de Lanteri, page 338. A propos du second abbé commendataire du nom d'Honoré Martelli, et d'une discussion relative à l'époque où cet abbé prit possession de son bénéfice, le compilateur ajoute : « *Oggi, 9 giugno 1788,* « *ho trovato scritto in certi atti di S. Ponzio* « *fatti da monachi contro questo secondo* « *Onorato.* »

II

L'ABBAYE DE SAINT-PONS, SES BIENS, SES MOINES, SA DÉCADENCE

Richement doté à la fin du xe siècle et pendant le cours du xie par la famille qui dominait dans le comté de Nice depuis l'expulsion des Sarrasins, le monastère avait atteint l'apogée de sa prospérité au moment où, par la bulle en date du 13 juin 1247, le pape Innocent IV le confirmait dans ses privilèges et ses possessions[1]; ses biens ne devaient plus s'accroître d'une façon appréciable; ses domaines sont alors tels qu'ils se retrouveront dans les temps postérieurs; ils sont répandus sur les diocèses de Nice, de Vintimille, de Vence, de Fréjus et de Glandèves. Il y aura, par la suite, quelques rares modifications: c'est ainsi que le prieuré de Sainte-Réparate, cédé au xvie siècle au chapitre de Nice pour installer la nouvelle cathédrale, est échangé contre la paroisse Saint-Jacques de la même ville.

La plupart des églises dont la possession est confirmée aux moines par Innocent IV formaient déjà des prieurés; quoique cette qualification ne leur soit pas donnée dans l'instrument, six d'entre elles la portent dans des chartes antérieures[2]; six autres ne figurent avec ce titre qu'à la fin du xiiie siècle, deux au xive siècle, une à la fin du xvie; mais il n'en résulte pas que ces prieurés n'aient pas été constitués très antérieurement; il est même probable qu'ils remontaient tous au xiiie siècle.

1 Voy. no XLVI.

2 Voici l'ordre chronologique dans lequel, d'après le chartrier, les églises et leurs territoires dépendant de l'abbaye apparaissent revêtus du titre de prieuré ou ayant un prieur à leur tête :

Sainte-Réparate de Nice, 1203.
Sainte-Dévote, 1206.
Saint-Nicolas de Sospel, 1229.
Lucéram, 1233.
Saint-Hermentaire de Draguignan, 1235.
Aspremont, 1246.
Falicon, 1248.
Saint-Blaise, 1248.
Saint-Pierre de l'Escarène, 1248.
Notre-Dame-sous-Gattières, 1248.
Notre-Dame-des-Prés de Levens, 1248.
Saint-Laurent d'Eze, 1291.
Notre-Dame-des-Salles près Draguignan, 1291.
Saint-Pierre-d'Oliva au diocèse de Vence, 1320.
Annot, Notre-Dame-de-Virimanda, 1369.
Beaulieu, 1593.

L'état stationnaire dans l'accroissement de ses possessions paraît avoir été suivi, à Saint-Pons, d'une décadence assez rapide ; dès 1251 l'abbaye était obligée, pour faire face à ses dettes, d'aliéner un grand nombre de censives[1].

Le nombre des religieux semble s'être maintenu pendant le XIIIe siècle à un chiffre qu'il n'avait dû guère dépasser aux siècles précédents. Une tenue de chapitre de l'année 1291 fait connaître la présence de vingt-cinq moines dont le prieur claustral, onze prieurs forains, et onze officiers claustraux ou moines profès[2]; celle de 1320, où fut élu abbé Manuel Ranulphi, constate la présence de dix-huit religieux ; mais nous savons que trois prieurs étaient absents, parmi lesquels celui qui fut élu[3].

On voit, à partir de cette époque, décroître le chiffre des moines figurant aux chapitres. Les revenus devaient, dès lors, fortement diminuer et c'est là qu'il faut chercher l'explication des unions qui s'opérèrent à partir de la seconde moitié du XIVe siècle, entre les charges claustrales et certains prieurés. Celui de Virimanda finit par être uni à la charge du prieur claustral[4], celui de Falicon au camérier[5], celui de Lucéram à l'infirmier[6], celui de Gattières vint augmenter les ressources de celui de Sainte-Réparate[7]. On trouve, d'autre part, le même religieux investi en même temps de deux prieurés : à Saint-Blaise et à Notre-Dame-de-Prés[8], à l'Escarène et à Sospel[9]. On remarquera aussi que les prieurs, restant plus constamment sur leurs églises, les assemblées du chapitre abbatial en sont d'autant réduites ; mais, ce qui est frappant, c'est la diminution progressive des profès tenus à la résidence et devant plus régulièrement et plus facilement comparaître aux actes. On en compte six dans un chapitre de 1422[10], ils sont réduits à trois en 1571, à quatre en 1468 ; lors de la réforme des menses abbatiale et conventuelle de 1687, il n'y avait que cinq moines[11].

C'est surtout au point de vue intellectuel que les chartes témoignent de l'état déplorable d'infériorité où le monastère était tombé.

1 Charte n° LV.
2 Charte n° CII.
3 N° CXV.
4 N° CCCCXVI.
5 N° CCLXI.
6 N° CXCIX.
7 Nos CCV, CCXLIX et note.
8 N° CXCIX.
9 N° CCXIV.
10 N° CCLXXXIII.
11 N° CCCCXIX.

Nous savons que pendant les xie et xiie siècles il existait à Saint-Pons un mouvement littéraire assez puissant, puisque l'hagiographe Barralis avait, pour sa compilation relative à l'abbaye de Lérins, emprunté aux manuscrits qui y étaient conservés une partie notable des légendes, des vies des saints de la région qu'il a recueillies, de même que Gioffredo devait le faire après lui.

Mais ces traditions littéraires avaient été de très bonne heure abandonnées et oubliées, et rien n'est plus caractéristique, à cet égard, que l'incroyable ignorance des religieux au commencement du xive siècle révélée par le procès-verbal de l'élection, en 1320, de l'abbé Manuel Ranulphi, prieur d'Aspremont[1]. Sur dix-huit moines, dont dix prêtres, qui comparaissent à l'acte final, seize, dont huit prêtres, déclarent ne savoir signer, et sont obligés de recourir à la signature du notaire pour valider leur vote.

Si, par la suite, un aussi singulier abaissement de culture intellectuelle put s'améliorer, il est certain que les traditions du monastère, notamment au sujet des monuments littéraires renfermés dans l'abbaye, étaient toujours bien effacées au xve siècle. On en trouve la preuve dans l'inventaire du trésor de l'abbaye effectué en 1440[2].

Nous avons déjà vu que ce document ne contient aucune indication relative aux chartes de l'abbaye; mais il est assez détaillé au sujet des manuscrits déposés dans le trésor. En outre d'évangéliaires, d'une bible en deux volumes, de livres de chœur, on y rencontre plusieurs manuscrits particuliers : un livre dénommé « *Carolus*, » probablement du premier mot de son texte, qui devait être un recueil de notes sur l'abbaye et sa prétendue fondation par Charlemagne en personne, des vies de saints, la vie de saint Pons, un cahier contenant la vie de saint Photin, enfin « *certains livres antiques dont on ignore les noms* ». Personne au monastère n'était, paraît-il, en état de se rendre compte de la consistance de ces manuscrits et d'en déchiffrer l'ancienne écriture.

La discipline ne pouvait qu'être infiniment relâchée dans de telles conditions de recrutement; déjà un chapitre général tenu en 1303[3] avait prescrit différentes mesures d'ordre intérieur. Cette situation explique la décision prise en 1366 par Urbain V de soumettre Saint-

1 N° cxv.
2 N° cccviii.
3 N° cvii.

Pons, à la juridiction de Saint-Victor de Marseille[1]. L'exécution en fut ordonnée par lettres de Gui, abbé de Saint-André, au diocèse d'Avignon, conservateur des privilèges de Saint-Victor, délivrées le 21 juin 1367[2]; mais, à part un conflit en 1425, au sujet du prieuré de Saint-Hermentaire[3], aucune difficulté ne semble avoir d'abord surgi, soit entre les deux abbayes, soit avec l'évêque de Nice; c'était même le prévôt de la cathédrale qui était juge et vice-conservateur des privilèges de Saint-Victor et de Saint-Pons en 1432[4].

Des contestations durent alors s'élever, puisque l'abbé Robert de la Roquette provoqua, en 1441, le renouvellement des prescriptions de la bulle d'Urbain V par le cardinal de Sainte-Cécile, conservateur des privilèges[5].

Vingt ans plus tard, en 1461, l'abbé de Saint-Victor ayant fait faire notification à l'évêque de Nice des lettres d'exemption de la juridiction épiscopale obtenues en vertu de la bulle de 1366, celui-ci lança l'excommunication contre les religieux de Saint-Pons; lorsque les délégués se présentèrent à son château de Drap, où il séjournait, il leur fit refuser la porte; il les fit même emprisonner[6].

L'abbaye de Saint-Victor ne paraît pas avoir été soutenue dans ces conflits par la cour de Rome; à la mort de Robert de la Roquette, en juillet 1463, l'élection de Guillaume Grimaldi de Beuil avait été régulièrement faite par les moines de Saint-Pons et soumise à l'approbation de l'abbé de Saint-Victor[7]; un mois plus tard intervenait une nomination directe du même religieux, faite par le pape Pie II, qui, par un bref du 8 août 1473, demandait pour celui-ci la protection du duc de Savoie[8]. C'était un premier pas vers la mise en commende réalisée en 1473 à la mort de Jean des Chesnes, deuxième successeur de Guillaume de Beuil. Toutefois, même après l'établissement de ce nouveau régime, les droits de Saint-Victor ne semblent pas avoir été immédiatement méconnus; son abbé intervient en 1495 à propos de la résignation d'un prieur de Saint-Hermentaire[9]; enfin, en 1504 les moines s'adressent encore à lui pour obtenir une copie de la bulle d'Urbain V[10].

1 N° CCVII.
2 Ms. Lanteri, page 149.
3 N°s CCLXXXVI à CCLXXXVIII et CCXC.
4 N° CCCI.
5 N° CCCII.
6 N°s CCCXXXIII à CCCXXXVII.
7 N° CCCXLI.
8 Même numéro, 2e partie.
9 Cela résulte d'une pièce citée par Lanteri, page 329, relative à la bulle d'Alexandre IV, du 10 juillet 1495, concernant cette affaire (voir n°s CCCLXVI et CCCLXVII).
10 Ms. Lanteri, page 340.

La mise en commende de l'abbaye au profit de Barthélemy Chueti, évêque de Nice, et la réunion de la mense abbatiale à la mense épiscopale en 1473[1], réalisaient les visées des évêques sur le monastère; mais l'intervention du duc et de la duchesse de Savoie et celle des habitants de Nice provoquèrent, trois ans après, une modification qui fit l'objet d'une bulle de Sixte IV du 11 mai 1476[2]. La réunion de la mense abbatiale à celle de l'évêché fut limitée à la vie de Barthélemy Chueti; après le décès de cet évêque, tout devait être rétabli dans l'état antérieur; mais l'abbaye resta désormais en commende.

La diminution de revenus des établissements ecclésiastiques était alors générale; c'est en se fondant sur la pénurie des ressources de l'évêché de Nice que Barthélemy Chueti avait obtenu, en 1473, la réunion de la mense de Saint-Pons à la sienne. Après la remise en état opérée à la mort de l'évêque en 1501, l'abbaye fut de nouveau menacée par des prétentions analogues. Lors de la désaffectation de l'ancienne cathédrale de Nice qui, englobée dans les nouvelles fortifications du château n'était plus commodément accessible pour le culte, le chapitre jeta les yeux, pour la remplacer, sur l'église du prieuré de Sainte-Réparate, le plus important des membres de Saint-Pons. Afin d'avoir raison des résistances des religieux, le chapitre poursuivait en 1525 en cour de Rome la suppression de l'abbaye et la réunion de ses biens à la mense capitulaire. Les moines protestèrent[3]; mais trois ans plus tard le nouvel abbé commendataire, Honoré Martelli, se prêtait par l'offre de sa démission à la combinaison; une convention entre lui et le chapitre, stipulée en 1528[4], consentait la réunion à la mense capitulaire de celle de Saint-Pons, dont le produit serait d'abord affecté à la construction de la nouvelle cathédrale, puis incorporé aux revenus du chapitre. L'intervention du duc de Savoie, qui fit main-mise sur l'abbaye, empêcha l'exécution de cette mesure[5]; le prieuré de Sainte-Réparate fut seul aliéné, par échange avec la paroisse de Saint-Jacques, à la suite de conventions successives, 1531 et en 1561, mais qui n'eurent leur effet définitif qu'en 1576[6].

Les résultats de la mise en commende n'avaient pas été, d'autre part, plus favorables au relèvement moral et matériel du monastère. Les

1 N° CCCL.
2 N° CCCLIV.
3 N° CCCLXXXIII.
4 N° CCCLXXXVI.
5 N° CCCLXXXVII.
6 N°s CCCLXXXIX, CCCCII, CCCCVII.

documents sont remplis de plaintes des moines au sujet de l'état dans lequel les abbés laissaient les services de l'abbaye; tout était négligé : les bâtiments tombaient en ruine, les frères ne recevaient ni les vêtements, ni la pitance convenables; il leur était refusé un maître pour l'instruction des profès et des novices; les requêtes présentées à l'abbé étaient mal reçues, quelquefois même répondues par de mauvais traitements. Une bulle de Paul III de 1546 [1] et une enquête à laquelle le duc de Savoie avait commis l'évêque de Nice, aboutirent à une sentence du 4 juin 1548 par laquelle l'abbé était condamné à faire les réparations nécessaires et à pourvoir aux nécessités de la vie claustrale; l'abbé acquiesça [2].

La revendication de ses droits par l'abbé de Saint-Victor allait quelques années après surgir de nouveau au milieu de ces désordres. Depuis le commencement du XVIe siècle les liens paraissent s'être relachés entre les deux abbayes; l'évêque de Nice exerçait, grâce peut-être à l'état de guerre entre la France et la Savoie, des empiétements favorisés par le Saint-Siège; c'est à l'archidiacre et à l'infirmier du chapitre de Nice que Paul III avait confié l'enquête pour entendre les moines se plaignant de leur abbé; dix ans plus tard, c'est à l'official qu'un bref de Paul III du 20 février 1556 confie la mission de mettre le nouveau sacristain de Saint-Pons en possession de sa charge [3].

Nous ignorons quel incident mit alors d'accord l'abbé et les moines pour recourir ensemble à l'abbé de Saint-Victor; mais celui-ci envoya des officiers de son abbaye qui procédèrent à la visite du monastère et firent faire à cette occasion, le 21 janvier 1566, l'inventaire du trésor dont nous avons déjà parlé. Le procès-verbal s'étend sur l'état de délabrement matériel où tout s'y trouvait; il n'y avait pas de cloches à l'église, les stalles manquaient au chœur, la malpropreté y régnait; au point de vue de la discipline il ne parait pas, d'après quelques-unes des dispositions prises par les enquêteurs, que la situation fût meilleure [4].

Le conflit éclata avec l'évêque de Nice; le 1er juillet 1567 l'abbé de Saint-Victor donnait procuration au prieur claustral de Saint-Pons pour le représenter devant les délégués apostoliques chargés d'enquêter à Nice et pour agir en cour de Rome à l'effet de s'opposer aux pré-

1 N° CCCXCIV.
2 N° CCCXCVI.
3 N° CCCXCIX.
4 N° CCCCIV.

tentions de l'évêque et lui faire faire défense de visiter le monastère dépendant de la juridiction de Saint-Victor et ne relevant, par conséquent, d'aucun évêque[1].

L'abbaye de Saint-Victor dut obtenir gain de cause ; on la voit exercer dans les années suivantes sa juridiction sur Saint-Pons. Son action y était des plus nécessaires pour rétablir l'ordre et la discipline. Par une lettre en date du 22 juin 1569 le cardinal Stozzi, commendataire de Saint-Victor, enjoignait à dom Honoré Martelli, abbé de Saint-Pons, de faire exactement observer par ses moines les constitutions et les prescriptions données par les visiteurs pour la réforme du monastère, le recensement de ses religieux, la translation des délinquants dans d'autres abbayes avec la faculté d'employer au besoin, en ce cas, le bras séculier[2].

Vingt-trois ans plus tard l'abbé de Saint-Victor confirmait, en vertu de son droit supérieur, l'élection de Louis de Grimaldi, évêque de Vence, comme abbé commendataire de Saint-Pons[3].

On peut encore attribuer a l'influence de Saint-Victor la convention intervenue sous l'administration de Louis de Grimaldi à l'effet d'assurer la subsistance des moines en séparant leur mense conventuelle de la mense abbatiale, Cette réforme fit l'objet d'un acte sous forme de transaction du 24 février 1593[4].

Mais l'état des ressources devait rendre cette combinaison inefficace et le monastère ne fit que continuer à péricliter ; aussi cette situation lamentable fit naître des combinaisons successives destinées à y porter remède.

Vers 1650, par l'initiative d'Eugène Maurice de Savoie, abbé commendataire, il y avait eu un projet de réunion du monastère à l'abbaye du Mont-Cassin ; la crainte d'une semblable résolution provoqua, en 1658, une nouvelle tentative d'union au chapitre de la cathédrale de Nice : les moines après avoir été sécularisés eussent été investis de sièges canoniaux créés pour eux[5].

Cette mesure, accueillie avec faveur par la population niçoise, échoua

1 N° cccv.

2 N° ccccvi.

3 Ce document est publié au *Gallia Christiana*, iii, *inst.* col. 246. Notons qu'il est tiré des archives de Saint-Victor de Marseille.

4 N° ccccxii.

5 Ces faits sont rapportés dans un mémoire rattaché par Lanteri à la suite de son manuscrit et rédigé pour protester contre l'union au Mont-Cassin.

encore par l'intervention de la maison de Savoie, et la réunion au Mont-Cassin, de nouveau négociée, aboutit même, en 1673, à une décision pontificale qui la décréta[1].

L'opposition combinée de l'évêque de Nice, de la ville et de l'abbaye de Saint-Victor, fit encore obstacle à cette réunion, et le monastère continua une existence de plus en plus précaire, jusqu'à ce qu'une bulle d'Innocent XI, du 13 mars 1687, revenant sur la transaction insuffisante de 1593, ordonnât de nouvelles distractions de revenus de la mense abbatiale au profit de la conventuelle.

A ce moment et par suite de l'incurie des abbés, les bâtiments du monastère étaient presque totalement en ruine et les revenus pouvaient à peine suffire, comme nous l'avons déjà dit, à la subsistance de cinq religieux. Les dispositions prescrites par le Saint-Siège avaient pour but d'assurer l'entretien de onze moines profès et de quatre frères lais[2].

Le nom d'un des derniers abbés allait jeter, à la fin du XVIIe siècle, quelque éclat sur Saint-Pons. Pierre Gioffredo fut abbé commendataire de 1689 jusqu'à sa mort, en 1692. L'abbaye n'est plus ensuite administrée que par des vicaires pendant 35 ans, par suite de l'opposition des ducs de Savoie et des rois de Sardaigne qui visaient à la suppression et à la réunion à l'évêché de Nice et se maintenaient en conflit avec l'abbaye de Saint-Victor. Deux abbés se succèdent cependant en 1727 et en 1747, après quoi l'administration finit par être remise à l'évêque de Nice qui l'exerça par l'intermédiaire d'un administrateur épiscopal.

On a vu qu'au moment de la suppression révolutionnaire de 1792 le chanoine Jean-Baptiste Lanteri était revêtu de ces fonctions.

1 N° CCCCXVIII.

2 N° CCCCXIX.

III

CHRONOLOGIE DES ABBÉS DE SAINT-PONS, RECTIFIÉE ET COMPLÉTÉE D'APRÈS LES PIÈCES DU CHARTRIER[1]

Siagrius, 777.

Nicæa Civitas, p. 217 — *Gallia Christiana,* III, col. 1297 — *Chartrier de Saint-Pons.*

Jean, successeur incertain de Siagrius.

Gall. Christ.

. . . .

Jean, 1004.

Nic. Civ. — *Gall. Christ.* — *Chart. de Saint-Pons.*

. . . .

Bertrand, 1028.

Gioffredo, *Storia delle Alpi Marittime,* d'après un obituaire de Lérins — *Chart. de Saint-Pons.* — Non nommé dans *Nic. Civ.* ni *Gall. Christ.*, confondu avec le Bertrand de 1159.

Ebrardus, 1078.

Ancien obituaire de Lérins — *Chart. de Saint-Pons.* — Placé par erreur par *Nic. Civ.* et *Gall. Christ.* à l'année 1159.

. . . .

Bertrand, 1159.

Nic. Civ. — *Gall. Christ.* — *Chart. de Saint-Pons.*

Nic. Civ. et *Gall. Christ.* lui donnent un prédécesseur du nom de Benedictus. C'est une erreur de Gioffredo causée par le texte de la charte d'arbitrage de 1159 entre l'évêque et le chapitre de Nice inséré au *Cartulaire de l'ancienne Cathédrale de Nice*

1 Les noms des abbés nouveaux, fournis par les chartes de Saint-Pons, sont imprimés en *italique*. Nous ne pouvons, au sujet des références aux textes dont nous nous servons pour dresser cette liste, donner ici les numéros trop nombreux des pages des chartes publiées dans ce volume. Nous prions le lecteur qui voudrait les contrôler de se reporter à la table alphabétique, soit au nom de l'abbé soit au mot *Saint-Pons-Abbés.*

(charte nº 86), dans laquelle ne figure que l'initiale B. Le même texte transcrit dans le *Liber Niger* du Chapitre donne le nom entier *Bertrandus*.

Pierre, évêque de Nice, administrateur de l'abbaye en vertu de lettres pontificales, 1184.

Gall. Christ. — Non cité par *Nic. Civ.*, ni *Chart. de Saint-Pons.*

Guillaume, 1200-1203.

Cartul. de l'anc. Cath. de Nice — *Chart. de Saint-Pons.* — Non cité par *Nic. Civ.* et *Gall. Christ.*

Bertrand, 1205.

Chart. de Saint-Pons. — Non cité par *Nic. Civ.* et *Gall. Christ.*

Guillaume de Contes, 1206.

Nic. Civ. — *Gall. Christ.* — *Chart. de Saint-Pons.*

Gilbert, 1212.

Nic. Civ. — *Gall. Christ.* — *Chart. de Saint-Pons.*

D'après le *Chart. de Saint-Pons*, son administration commence en 1212 et non en 1201, comme il est dit dans *Nic. Civ.* et *Gall. Christ.*

Pons, 1223.

Chart. de Saint-Pons, citant Pierlas, *Le fief de Châteauneuf.*

Inconnu à *Nic. Civ.* et à *Gall. Christ.*

Hugues, 1232.

Chart. de Saint-Pons. Inconnu à *Nic. Civ.* et à *Gall. Christ.*

Lantelme, 1235-1242.

Chart. de Saint-Pons. Inconnu à *Nic. Civ.* et à *Gall. Christ.*

Barthélemy, 1245-1254.

Nic. Civ. — *Gall. Christ.* — *Chart. de Saint-Pons.*

Nic. Civ. donne à Barthélemy un successeur, Bertolotus, en 1250, qui est le même abbé.

Guillaume de Berre, 1261-1286.

Nic. Civ. — *Gall. Christ.* — *Chart. de Saint-Pons.*

Hugues de Cuébris, 1291.

Chart. de Saint-Pons. Inconnu à *Nic. Civ.* et à *Gall. Christ.*

Pierre Palleta ou Peleti, 1301-1320.

Gall. Christ. — *Chart. de Saint-Pons.* — N'est pas cité par *Nic. Civ.*

Manuel Ranulphi, 1320-1346.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.

Guillaume Ranulphi, 1346-1360.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.

Jean de Tournefort, 1362-1365.[1]
Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons. — Nic. Civ. le fait successeur des prétendus Laurent Audberti et Alfonse ; il est, au contraire, prédécesseur de Laurent de Berre et d'Alphante.

Laurent de Berre, 1365-1369.
Chart. de Saint-Pons. — Nommé par erreur Laurent Audberti par *Nic. Civ.* et *Gall. Christ.*

Alphante, 1370-1377.
Chart. de Saint-Pons. — Nommé Alfonsus par *Nic. Civ.* et *Gall. Christ.*

Raymond d'Agout, 1379-1401.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.

Jacques Provana, 1390.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Si Jacques Provana a été abbé, il faut que Raymond d'Agout, figurant au chartrier avec cette dignité dès 1379, et en étant encore revêtu en 1401, ait été déposé comme partisan des Angevins, par Boniface IX, puis rétabli. (Voy. *Chart. de Saint-Pons*, p. 324 note 3).

Paul Laugier, 1406.
Chart. de Saint-Pons. (Voy. aux notes des pages 441 et 443, la relation du cardinal de Challant au sujet des reliques de Sainte-Réparate).

Jean Burla, évêque de Nice, administrateur de l'abbaye en 1411.
Chart. de Saint-Pons. — Non cité par *Nic. Civ.* et *Gall. Christ.*

Louis Badat, 1419-1428.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.
Cet abbé est précédé dans *Nic. Civ.* et *Gall. Christ.*, par Louis

1 M. de Pierlas rectifie, p. 270 note 1, ce qu'il avait avancé, p. 225 note 1, au sujet d'un Jean qui aurait précédé Jean de Tournefort.

d'*Azo ;* c'est une erreur de lecture de Gioffredo. (Voy. *Chart. de Saint-Pons,* p. 349 note 1).

Nic. Civ. et le *Gall. Christ.* font suivre, par suite d'une confusion, un Louis de Ponte à Louis Badat.

Robert de la Roquette *(de Rupecula)*, 1428-1451.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.
Nic. Civ. le cite par erreur à l'année 1400.

Guillaume Grimaldi de Beuil, 1464-1468.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.

Sébastien d'Orly, 1468.
Nic. Civ. — Chart. de Saint-Pons. — Cité seulement en note au *Gall. Christ.*, t. III, col. 1300.

Jean des Chesnes *(de Quercubus)*, 1470-1473.
Nic. Civ. — Chart. de Saint-Pons. — Cité seulement en note au *Gall. Christ.*, t. III, col. 1300.

? Humbert Morandi.
Gall. Christ.— N'est pas dans *Nic. Civ.* ni au *Chart. de Saint-Pons.*

Barthélemy Chueti, évêque de Nice, abbé commendataire, 1473-1502.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.

Jean Uriol, évêque de Nice, abbé commendataire, 1503.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Ne figure pas dans le *Chart. de Saint-Pons.*

Claude de Seyssel, évêque de Marseille, puis archevêque de Turin, abbé commendataire, 1509.
Nic. Civ. — Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons[1].

Innocent Cibo, cardinal, abbé commendataire, 1520.

Paul de Medicis, cardinal de Caesis, abbé commendataire, 1523.

Honoré Martelli, abbé commendataire, 1528.

Honoré Martelli le jeune, abbé commendataire, neveu du précédent, 1541.

Louis Grimaldi de Beuil, évêque de Vence, puis de Grasse, abbé commendataire, 1592.

1 A partir d'ici, la liste est identique jusqu'à Gaspar Lascaris dans les trois ouvrages.

Honoré II Laugier, abbé commendataire, 1609.

Eugène Maurice de Savoie, abbé commendataire 1649-1656.

Gaspar Lascaris, abbé commendataire 1658-1684.
Vacance de 1684 à 1688.

Jean-Thomas Provana, abbé commendataire, 1688-1690.
Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.

Pierre Gioffredo, 1690-1692.
Gall. Christ. — Chart. de Saint-Pons.

François-Dominique Bencini, 1727-1746.
Chart. de Saint-Pons.

Jean-Joseph-Luc Columbardi, 1746.
Chart. de Saint-Pons

IV

RECTIFICATIONS A LA CHRONOLOGIE DES ÉVÊQUES DE NICE PENDANT LE XIIIe SIÈCLE D'APRÈS LES CHARTES DE SAINT-PONS

Henri, que Gioffredo note au plus tôt à 1210 doit être reculé à 1205.
Sanche, 1212; ne figure pas aux chartes de Saint-Pons
Un second Henri est cité au *Trésor de Chronologie* de Mas Latrie, à la date de 1215.
Antepellicanus; ne figure pas aux chartes de Saint-Pons.
Manfredus; ne figure pas aux chartes de Saint-Pons.
Petrus de Gavaretto, 1246, cité dans une bulle d'Innocent IV, publiée par Elie Berger. *Rég. d'Innocent IV*, n° 1923.
Nitardi, 1247, nouveau; *Chartrier de Saint-Pons*, p. 60 et note 2.
Morardo, 1251, nouveau; *Chartrier de Saint-Pons*, p. 67 et note 3.
Jean III, 1258-1262; ne figure pas aux chartes de Saint-Pons.
Petrus Bonus doit-être rapporté comme ayant occupé le siège de 1262 à 1272, et non pas de 1255 à 1272 — *Chartrier de Saint-Pons*.
Hugues noté à l'année 1291 doit l'être dès 1285 — *Chartrier de Saint-Pons*, p. 108, 113.

Nous arrêtons avec ces rectifications les explications dont nous avons jugé nécessaire d'accompagner la publication des chartes de l'abbaye de Saint-Pons.

G. SAIGE.

CHARTRIER

DE

L'ABBAYE DE SAINT-PONS

I

999, 9 décembre. — Auctoritas enim jubet ecclesiastica et lex consistit romana, ut qui rem suam in qualicumque potestate transfundere voluerit, per paginam testamenti eam infundat, ut prolixis temporibus soluta et quieta permaneat. Quapropter, ego Miro et conjux mea Odila[1] cogitamus pariter de Dei misericordia, vel de eterna Christi retributione, et expavescimus diem judicii, et ut mereamur illam vocem audire, quam dominus noster Jesus Christus dicturus est : « Venite benedicti patris mei, percipite regnum quod vobis paratum est ab origine mundi » ; et ut nos Sanctus Petrus, qui habet potestatem animarum ligandi atque solvendi, absolvat nos ab omni vinculo delictorum, pro ipso amore atque timore, domino Deo et sancto monasterio qui est constructus in honorem beati Pontii martiris[2] a piissimo Carolo

1 Miron, tige des vicomtes de Sisteron ; Odila, par son deuxième mariage avec Laugier, coseigneur de Vence, tige des vicomtes de Nice. — Cfr. Cais de Pierlas, *Le XI* —

2 L'abbaye de Saint-Pons, dont l'église, le monastère et les cloîtres subsistent encore, se trouve sur une petite élévation au-dessus de la rivière du Paillon, à deux kilomètres au nord de la ville de Nice.

rege Francorum, seu patritio Romanorum, in comitatu Niciensi, prope loco qui dicitur Cimella[1], supra fluvium Pallionis[2], donamus ad jam supradicto monasterio, seu ad monacos qui ibidem die noctuque inserviunt, hoc est quarta pars de villa que nominant Rocha, cum omnibus appendiciis et adjacentiis suis, id est terris, campis, silvis, vineis, pratibus, pascuis, arboribus fructiferis et infructiferis, molendinis, aquarumque, cum decursibus earum, et quodcumque ibidem pertinere legitime videbitur. Et est ipsa villa in comitatu Niciensi, subtus castro antiquo qui dicitur Revello[3], ut ad hoc die presenti et in perpetuis temporibus hec omnia que supradiximus sint in potestate de predicto monasterio, ut firmiter teneant et possideant servitores illius, et delectentur quotidie orare Dominum et deprecare pro animabus nostris et pro omnibus orthodoxis, omnibus Deo timentibus et ibidem benefacientibus. Sane si quis..... Facta chartula ista elemosinaria sub die sabbati, v° idus decembris, anno Dominice Incarnationis DCCCC. XC. VIIII, indictione duodecima, anno VII° regnante Rodulpho rege[4] feliciter. Facta in castro Luris[5], in presentia domini Froddonii episcopi[6].

Signum Mironi et Odile, qui chartulam istam scribere fecerunt et testes firmare rogaverunt.

Pontius[7] et Bernardus[8] et Miro[9] filii eorum firmaverunt.

1 L'ancienne cité romaine, maintenant Cimiez, à deux kilomètres de la mer.

2 La rivière du Paillon, qui traverse la ville de Nice.

3 Le château de Revel, dont on voit encore quelques ruines, au-dessus du village de Saint-André, en amont de Saint-Pons.

4 Rodolphe III, roi de Bourgogne.

5 Gioffredo, dans le *Nicæa Civitas* avait écrit fautivement *Jauris*, ce qu'il a corrigé dans son second ouvrage. — Le château de Lurs avait été confirmé à l'église de Sisteron, par l'empereur Conrand en 964. — Cfr. *Gallia Christiana*, I, 89, et *Recueil des Historiens des Gaules et de France*, t. XI, 701.

6 En 1004, un évêque, *Frodus*, est présent à l'élection de l'abesse du monastère de Marseille. — *Cartul. de Saint-Victor*, 1053. — Un évêque du nom de *Frodoni* se trouve nommé dans une bulle du pape Serge IV (1009-1012) relative à l'église de Correns. — *Revue de Provence*, 1re année, p. 101 ; *Gallia Christiana*, t. I, instr. 104 ; MIGNE, *Patrologie*, t. CXXXIX, 1520.

7 Pons fut évêque de Nice dès 1011.

8 Gioffredo écrit *Bernardus*, dans le *Nicæa Civitas* et *Bermundus*, dans l'*Histoire des Alpes-Maritimes*.

9 Miron porte le titre de vicomte de Sisteron depuis 1057. — *Cartul. de Saint-Victor*, 793 ; *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 39.

Rainoardus presbiter relegit et subscripsit.
Lambertus presbiter firmavit.
Salvator levita firmavit,
Bermundus presbiter firmavit.
Pontius firmavit.
Inghilbertus firmavit.
Joannes presbiter scripsit[1].

Manuscrit Lanteri.

II

1004, 11 mai. — Rector omnium quod amodo existentium hortatur cunctos homines habere documenta virtutum, quarum gradibus subnixe ascendere mereantur in alta celorum; ea siquidem predicamenta edocent quodcumque animal rationale vivere honeste, juste, pudice, sollicite, patriamque delictis succrescentibus olim amissam omni industria querere; hoc idem vero nihil hominum convincitur approbatum ab omnibus fidelibus Christo Jesu pie famulantibus. Noscimus namque Dominum dixisse : Discite a me, quia mitis sum et humilis corde. Rursusque alibi : Estote ergo prudentes sicut serpentes, et simplices sicut columbe. Ergo simplicitas atque humilitas, quamvis litteratura virtute hac sensu paulisper dissentiunt, ideoque una absque altera numquam haberi meretur, igitur has duas species, nobis ab eodem redemptore quondam sancitas, viriliter nanciscamur, postmodum autem reliquas mirum immodum ab eiusdem testibus jam dudum

1 Cette première charte manque au ms. Torrini et n'est qu'analysée dans le ms. Lanteri qui donne quelques autres témoins, *Bruningus presbiter* à la place de *Bermundus :* puis *Maurus firmavit*, *Acudus firmavit*, *Frodoardus firmavit*. Nous la reproduisons d'après le texte de Gioffredo, *Nicæa Civitas*, p. 158, en y faisant quelques amendements d'après l'extrait que Gioffredo en donne dans la *Storia delle Alpi Marittime*, 1, 585.

Nous citerons dorénavant le premier ouvrage de Gioffredo sous le simple titre de *Nicæa Civitas*, et le second ouvrage avec la seule mention de « Gioffredo ».

exquisitas nequaquam ignavius expectere decertemus. Imminet denique tempus referendi ab quid hujuscemodi convento episcoporum, nec ne nobilium hominum, quin potius devotorum virorum valvas hujusce cenobii circumvenit. Proinde ab hine incipiam texere tenorem eiusdem rei.

Ordines nempe angelorum novem esse nemo litteratorum ambigit, inter quos quidam eorum preferuntur ad jubendum, quidam ad obediendum : hoc itaque fit ut rationabilius quisquis per id peragant ministeria sibi collata; hii vero, licet natura equentur, tamen fiducialius ut unusquisque audeat..... Idcirco nos dicati viri Deo, Adalmandus, Eiterius, Guigo, Honoratus, Alboinus, Ricardus, Arnaldus[1], fratres[2], Dominicus, Pontius, Teotbertus, Barnardus, quatenus eis angelorum agminibus consortes esse valeamus, anno millesimo quarto incarnacionis dominice, indictione II, v° idus maii, coram presentiam sacrorum antistitum Bernardum Niciensis et alium Bernardum Antipolensis, ceterorumque priorum[3] hominum, necnon et mulierum, itaque nos omnes unanimiter presignato viro eligimus atque preferimus nobis abbatem in monasterio Sancti Pontii martiris gloriosi, qui diu honorifice constructus fuit a Karolo rege Francorum atque Langobardorum necne patricio Romanorum, qui est situs in territorio Cimelensis sive Nicensis, hunc monachum nomine Joannem, vultu decorem, illustrum sensu, stemma sublimem, moribusque insignem, id equidem facimus ea ratione qua oportet, favente dominorum domino, suorumque militum copia. Facta electione predicto mense, VI°[4] idus ejusdem, regnante Rodulpho rege. Undila presbiter, Teodbaldus presbiter, Petrus presbiter, Teodolaicus presbiter : isti omnes firmaverunt. Rodbaldus inclitus[5] comes firmavit. Ermengarda[6] comitissa

1 Le manuscrit Lanteri porte *Rinaldus*.

2 Ce mot manque dans Gioffredo.

3 Le manuscrit Lanteri porte *piorum*.

4 Gioffredo donne v *idus*.

5 Gioffredo donne *militus comes*, mauvaise lecture évidemment. Il s'agit de Rotbald, comte de Provence, dont la fille Ema apporta à son mari, le comte Guillaume de Toulouse, dit Taillefer, les droits sur la Provence qui appartenaient à sa famille.

6 Gioffredo porte *Ingarda*. La comtesse de Provence.

firmavit. Willelmus de Nicia[1] firmavit. Autricus et uxor sua firmavere. Bonfilius et uxor sua firmavere. Salvator de Forcalcherio firmavit. Ugo[2] Judex de Genua firmavit. Vuillelmus, filius Redoardo[3] firmavit. Arnaldus presbiter humilis, precipiente domno Bernardo Niciensis episcopo, hanc electionem scripsit[4].

Manuscrit Torrini.

III

Circ 1010, 30 décembre. — Auctoritas enim jubet ecclesiastica et lex consistit Romana ut qui rem suam in qualicumque potestate transfundere voluerit, per paginam testamenti eam infundat, ut prolixis temporibus soluta et quieta permaneat. Quapropter, ego Odila, et filii mei Poncius et Bermundus et Mironi, cogitamus de Dei misericordia et de eterna Christi retribucione: et ut sanctus Petrus, qui habet potestatem ligandi atque solvendi, absolvat nos ab omni vinculo delictorum, et per remedium animarum Willelmo magnifico comite et Mironi genitore nostro et Lodgerio rectore nostro, pro ipso amore donamus ad monasterio sancti Poncii martiris terra qui est in circuitu ipsius ecclesie. Est ipsa terra, cum monasterio suprascripto Sancti Poncii, in comitatu Nicensis, in territorio prope civitate Cimela. Abet ipsa terra consortes ex omni parte nos ipsos donatores, de superiore fronte in girum sicut terra pendit a parte meridie a parte ecclesie Sancte Marie, qui est in Cimela, usque in strada publica, qui vadit ad monasterio Sancti Poncii; ab oriente ipsa strada suprascripta, vel si quis alii sunt consortes, quantum istos fines concludunt, totum et ad integrum

1 Quelques auteurs ont cru voir dans ce Guillaume de Nice, Guillaume, comte de Provence et frère du comte Rotbald, qui aurait eu en partage le pays ou comté de Nice. Nous n'osons faire nôtre cette supposition fort discutable.

2 Gioffredo porte *Ego*. Notre version est meilleure.

3 L'autre manuscrit porte *Rodoaldo*. C'était le seigneur d'Antibes.

4 Gioffredo, vol. 1, 593, ne donne qu'un fragment de cet acte.

donamus domino Deo et Sanctii Poncii martiris et ad monacos qui ibidem serviunt, ut omne tempore servitores ipsius ecclesie teneant et possideant et delectentur cotidie exorare dominum et deprecare pro animabus nostris et omnibus Deo timentibus et ibidem benefacientibus. Sane, si quis donatores vel ulla potestas secularis aut qualiscumque homo contra hac donatione ulla calumnia inferre voluerit, in ira omnipotentis Dei incurrat et sancta Maria matrem domini nostri Jesu Christi et sancti archangeli Michaelis et sancti Petri apostoli et sancti Poncii martiris et omnium sanctorum, cum Datan et Abiron et cum Juda traditore sint damnati in infernum ; sub claustra tartarea penam percipiant adque senciant sempiternam, adque sine fine tormenta. Et postea danacio ista firma permaneat cum stipulatione interposita pro omni firmitate subnixa. Facta cartula donationis ista in Nicee civitate. III. kalendas januarii, regnante Rodulpho rege feliciter. † Signum Odila et filiis suis superius scripti, qui cartula donatione ista scribere fecerunt et testes firmare rogaverunt, manus illorum firmas † Signum Allo testis † Signum Martinus testis † Signum Bellucio[1] testis † Signum Lupus testis † Signum Pedrevertus testis † Signum Johannes testis. Undilanus sacerdos scripsi.

Ipsam terram que est subtus ecclesiam Sancti Poncii inter viam publicam et rivum Palioni, que tendit per longum usque ad terminum de supradicta terra, quem terminavimus, donamus sicut supra scriptum est Sancto Poncio et ad monacos ibi servientes[2].

Manuscrit Torrini.

1 Ce nom correspond au *Belluz du Cartul. de la Cathédrale* (ch. 15); c'est celui qui dans un autre acte de 1002, ayant aussi les témoins *Allo* et *Undilamus sacerdos* (ch. 13), porte le nom de *Bellumo* à la place de *Bellucio* par suite d'une faute d'impression.

2 GIOFFREDO, I, 588 et *Nicæa Civitas*, 159 donnent deux extraits incomplets. L'apostille ajoutée à la donation indique bien que la route allant à Saint-Pons ne côtoyait pas le Paillon.

IV

c. 1028, mardi.— Jubet enim auctoritas ecclesiastica et in lege consistit Romana, ut qui rem suam transfundere voluerit in qualicumque potestate, per paginam testamenti eam infundat, ut omni tempore soluta, quieta permaneat. Quapropter ego Gisbernus et uxor mea Adalaixi[1] et fratres mei Johannes[2], Bermundus presbiter, et Petrus, et uxor sua et filii eorum, cogitamus de animabus nostris, ut mereamur illam vocem benignam audire quam dominus dicturus est : « Venite benedicti patris mei, percipite regnum quod vobis paratum est ab origine mundi » ; et ut gloriosissimus Christi martir Pontius intercedat pro nobis ad Dominum dominum nostrum, ut nobis dominus ampliare dignetur honores ; et cum de hac vita migraturi erimus, suscipi mereamur inter angelos et omnes fideles, pro ipso amore donamus domino Deo et ad sacrum monasterium Sancti Poncii martiris, qui fuit constructus a piissimo Karolo rege Francorum ac Longobardorum, seu patricio Romanorum, in comitatu Niciensi, juxta antiqua urbe Chimela super fluvium Pallionis, donamus ad supradictum monasterium ecclesiam Sancti Martini qui est subtus castrum qui nominant Rocheta[3], juxta fluvium Varis, cum omnibus sibi pertinentibus, in terris, campis, silvis, vineis, pratis, pascuis, arboribus fructiferis et infructiferis, molendinis, aquarumque cum decursibus eorum, et quodcumque ibidem pertinere legitime et esse videtur, sicut antea non donatores dicemus et terminavimus. Sane, si quis forte ulla persona contra hanc donationem

1 C'est le *Gisbernus* du cartulaire de Lérins (p. 188 et 189), qui, avec sa femme *Adalaxa*, donnait au monastère de Lérins ce qu'il possédait au Puget-de-Malemort, maintenant château ruiné au nord de Saint-Auban (arr. de Grasse) au-dessus de la Cluse. Nous trouvons ensuite *Ponsius Gisberni*, consul de Nice en 1157. — Cfr. Cais de Pierlas, *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 87 et *passim*. — Gioffredo, I, 595, porte à tort *Gislenus*.

2 Ce nom manque dans Gioffredo.

3 Saint-Martin-du-Var, depuis 1866, forme une commune séparée de la Roquette-du-Var.

ulla calumnia inferre voluerit, non vindicet, sed in ira Dei omnipotentis incurrat, et cum Datan et Abiron et Juda traditore sit damnatus et sepultus in infernum ; et postea hec donatio recte et honorifice etiam permaneat in sempiternum. Facta carta helemosinaria ista in ista ecclesia Sancti Martini episcopi, ubi dominus Bertrannus abbas esse previdetur, feria IIII, luna II. Signati : Gisbernus et uxor sua Adalaix et Bermundus presbiter, et Petrus et uxor sua et filii sui hanc cartam fieri jusserunt et manus proprias firmaverunt et testibus adpositis firmare rogaverunt. † Gisbernus et frater suus Bermundus.... extiterunt firmatores et donatores. † Ugo de Deva [1] ff. † Willelmus Gileta [2] ff. Petrus Vilelmus ff. [3].

Manuscrit Torrini.

V

1029, 16 mars. — Ego Leodegarius et uxor mea Odila..... aliquid ex nostro in monasterio Sancti Pontii martiris Christi, sponte voluntarieque donamus... Igitur donamus illi Revest [4] qui nominatur Madalberti et mansum quod Stephanus Exguerpelatus tenuit, Revestum et mansum cum omnibus ad eum pertinentibus..... et cum hominibus ex toto. Et donamus Revestum de Iona..... [5] Facta est autem hec carta anno millesimo XXVIIII, XVII kal, aprilis, indictione XI, regnante Rodulpho rege Alamandorum. Ego Leodegarius et uxor mea Odila hanc cartam fieri rogavimus

1 Le ms. porte *Dena*, tandis que nous trouvons *Poncius de Deva*, témoin vers 1040 dans une donation du comte Aldebert de Castellane *(Cartul. de Lérins*, p. 315), et *Stephanus de Deva,* témoin dans un acte du présent chartrier en 1203. Voy. n° XXX.

2 Le nom est écrit *Galeia*, mais il doit y avoir erreur, car on trouve ailleurs un Guillaume *Gileta* à cette époque.

3 GIOFFREDO, I, 595, en donne une partie.

4 Gioffredo croit qu'il s'agit ici du château de Saint-Blaise.

5 C'est le texte même de Gioffredo que nous publions jusqu'ici, car la charte n'est qu'analysée dans notre manuscrit, sauf ce qui suit, où on trouvera des variantes pour les noms des témoins et pour l'indiction, qui serait, selon lui, la dixième. — GIOFFREDO, I, 611.

Pontius episcopus firmavit et confirmavit. Miro ff. Durantus episcopus[1] firmavit et confirmavit. Aldebertus et uxor sua Eva ff.[2] Brocardus ff. Isnardus ff. Leodegarius ff..... Geboinus ff.[3] Venerandus de Drapo[4] ff. Gaucelinus de Pilia[5] ff. Ponifilius ff. Adrulfus ff. Andreas ff. Ionas ff. Leontius ff. Dodo ff. Rainardus ff. Bermondus de Torretas ff.[6] Stephanus clericus scripsit.

Manuscrit Lanteri.

VI

1030, 30 mai. — Sancta mater ecclesia, caste amplificando sacratissimum gremium, ipsa in unius fidei integritate difusa per diversa edificia in universum orbem terrarum cotidie letatur in sobole. Quatinus et diversis partibus et operibus ad ipsius sacratissimum sinum audacius ad gratie gremium certissime pollicetur; quia post hujus vite curriculum illustravere et neque claritatis insistendo, que ventura sunt cogitare et ante oculos hujus presentis ducere debemus terminum. Quanto igitur precellimur in pontificatus culmine, tanto magis que Dei sunt in ipsius agro sancte ecclesie operamur cotidie. Quatinus de bono gaudentes proposito, ne cum reprobis paciamur in judicio, sed justa vires conemur desudare in ipsius sanctissimo agro, ut mereamur iungi ipsius consorcio. Omnium itaque sancte Dei ecclesie fidelium

1 *Durantus*, évêque de Vence.

2 Gioffredo donne ici, comme signataires, *Arbaldus*, *Petrus*, *Raimbaldus*, *Rostagnus*.

3 Ces trois derniers noms manquent dans Gioffredo.

4 *Drap*, château appartenant aux vicomtes de Nice, que Pierre, évêque de Vaison, fils du vicomte Raimbald, donna en 1073 à l'évêché de Nice, *Cartul. de la Cathédrale*, ch. 82; maintenant com. du cant. de Contes, arr. de Nice.

5 *Peille*, com. du cant. de l'Escarène, arr. de Nice.

6 C'est le *Bermundus*, un des vassaux que Rostaing d'Apt possédait à Tourrette de Nice, et qu'il donna, vers 1060, au monastère de Lérins, avec la moitié de ce fief qu'il avait eu comme dot de sa femme Gisla, fille de Raimbald, vicomte de Nice. — Cfr. *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 72.

cognoscat presencia qualiter ego Poncius[1] gratia Dei humilissimus antistes sancte Dei ginitricis semperque virginis Marie ecclesie Niciensis, domini poscendo clemencia, pro remedio anime mee, vel parentum meorum, aliquid ex meo in monasterio Sancti Poncii martiris Christi, sponte voluntarieque dono, ut post hanc vitam aput dominum intercessorem meum obtineam. Igitur dono illo opido que nominatur Castellonovo[2], cum omnibus ad eum pertinentibus, cum territoriis suis in girum preordinatis, cum villa que nominatur Salas Ramarico[3] et alia que nominant Ben de Iuno[4] cum terris cultis et incultis, silvis, arboribus fructiferis et infructiferis, vineis et pratis, molendinis, aquarumque cum decursibus earum, et cum omnibus ex toto. Hec omnia que supra dicta sunt, ego Poncius episcopus dono et cedo ad monasterium Sancti Poncii, ut ipse sit adiutor noster. Et si necessitas evenerit, hoc totum quod superius scriptum est, mitto et comendo in potestate et defensione sancti Petri, apostolice sedis et summi pontificis Romane ecclesie ad bene regendum et fideliter defendendum de omnibus inimicis qui hic nocere voluerint. Si quis ergo, aut nos aut aliquis nostrorum heredum, vel quelibet adversa persona hanc

1 Pons, évêque de Nice (1011-1030), fils de Miron et d'Odila.

2 Châteauneuf-de-Contes, cant. de Contes, arr. de Nice.

3 Le manuscrit porte réellement *Sala Framarico*, tandis que Gioffredo (1615) donne *Sassa Framarico*. Nous osons proposer *Salas Ramarico* qui correspond assez bien à manoir ou *salles de Ramorian :* ce dernier nom étant celui d'un hameau de Châteauneuf. — Cfr. Cais de Pierlas, *Le fief de Châteauneuf*, p. 3.— Dans un acte des archives des Bouches-du-Rhône (B. 1432) nous trouvons en 1349 la forme *Riumarium*, forme qui suggérerait l'étymologie de *Riu-Mauriam*, soit *ruisseau des Maures*. La question paraît insoluble pour le moment,

4 Un des deux manuscrits porte *Bech Ieiuno*, dans l'autre on lit clairement *Bec de Iuno;* nous aurions pu croire à une erreur de lecture, si nous n'avions pas trouvé la même forme dans une pièce des archives de Marseille vers 1240 (B. 169); nous y lisons : *Bec de Iun : castrum dirutum; et est in confinibus de Castronovo et de Cosarasa, cujus territorium tenent domini de Castronovo sine causa :* puis dans un autre de 1349 (B. 1432) où on parle d'une vigne à *Bec de Iun*. Malgré cela, la forme exacte doit-être *Ben de Iun*; car, contrairement à l'étymologie de *Bonæ Deæ Junonis*, admise jusqu'à présent, nous croyons rencontrer dans le nom de *Bendéjun*, l'expression de langue vulgaire *ben de Jun;* en effet, dans notre *Cartulaire de la Cathédrale* (ch. 36), on trouve à Nice, vers 1150, *Ponz de Jun* et *Petrus de Jun*. — Cfr. *Le Fief de Châteauneuf*, p. 3.

cartam in aliquo contradicere voluerit. vel quicquam nocuerit, sit excominicatus et anathematizatus ex parte domini Jesu Christi sancteque Marie et omnium sanctorum, et post hanc vitam anima ejus sit consors anime Pharaonis, Dathan et Abironis et Jude traditoris, et in hac vita legaliter convictus reddat, velens, nolens, et insuper quingentas libras auri obtimi componat, et postea hec carta firma omni tempore maneat. Facta est autem hec carta anno millesimo tricesimo III kalendis iunii, indicione XIII, regnante Radulpho rege Alamandorum. Ego Poncius episcopus hanc cartam fieri rogavi et meis manibus firmavi testibusque firmare rogavi. Radaldus presbiter ff. Gaucelinus presbiter ff. Geraudus presbiter ff. Hotfredus ff. Milo[1] ff. Domna Odila ff. Radaldus presbiter scripsit[2].

Manuscrit Torrini.

VII

1037, 23 juin. — Bonixus..... consentiente Raimbaldo et uxore sua Adalis[3], auctoritate Romana, meorumque precedentium instructus..... [donnent à l'abbaye de Saint-Pons et à l'église de Saint-Pierre de l'Escarène[4], en partie égales et sous forme

1 *Milon*, probablement le frère de l'évêque.

2 Gioffredo, I, 615 et *Nicæa Civitas*, 160, ne donnent que des extraits incomplets.

3 Ce Raimbald, quoiqu'il ait pour femme une Adélaïde et qu'il ait un certain pouvoir féodal sur la Salete de Saraman, qui appartenait à Raimbald de Nice, ne peut pas être celui-ci En effet Raimbald le vicomte eut trois femmes : Gisla ou Accelena, de 1032 à 1046, Bélieldis ensuite puis Adélaïde.Celle-ci a bien été la dernière, puisque c'est avec Bélieldis qu'il promet de racheter du vicomte d'Avignon, son beau-frère, sa part de la Salete de Saraman pour la donner à Saint-Victor, tandis que c'est avec Adélaïde qu'il déclare que, n'ayant pas pu effectuer ce rachat, il donne à ladite abbaye le château de Laguet et d'autres biens à Sisteron, à Nice et à Cagnes *(Cartul. de Saint-Victor*, ch. 799 et 792). Le Raimbald, ici nommé, doit être celui qui avec son frère Laugier est qualifié *de Sancto Laurencio* dans des actes de 1033 à 1050. — *Cartul. de Saint-Victor*, ch. 798 ; *Cartul. de Lérins*, p. 35 et 148.

4 L'Escarène, com. et canton de l'arr. de Nice.

d'alleu, un manse :]..... in villa que nominant Saleta[1] ultra Varo, in comitatu Ventiense, cum omnibus ad eum pertinentibus, cum casis, terris cultis et incultis, vineis, ortis, oglatis, omnibusque sibi concessis, ut habeant monachi in proprios usus, in secula seculorum, in proprio alode. Facta est autem hec carta anno millesimo XXXVII dominice Incarnacionis, VIIII kal. julii, indicione quinta, regnante Conrado imperatore, rege Alamandorum. Testes Nectardus episcopus[2], Raimbaldus et uxor Adalais, Miro, Laugerius de Mornaz[3], Adalfredus et filius suus, Amicus, Isnardus de Avinione[4], Rainaldus Erigius, Andreas de Monte Aspero, Gisbernus Tempesta, Willelmus presbiter, Gombertus, Aimo, Beto, Gontardus, Silvius, Rostagnus Monia, Sigofredus, Ato.

Manuscrit Lanteri.

VIII

1046, 21 mars. — Licet instituta priscorum quarumlibet donacionum non essent adsignata paginibus, nec corroborata conscriptionibus, tamen verbo donatoris hac stipulacione finitimorum

1 Cette *villa* est celle dénommée ailleurs *Saleta de Saraman* et dont le quart fut donné, vers 1040, à l'abbaye de Saint-Victor par Gerberge, sœur de Raimbald de Nice et femme de Bérenger, vicomte de Sisteron et d'Avignon, un autre quart, en 1041, par Amic, coseigneur de Vence, et sa femme Hieucvara, sœur de Gerberge, puis, à une époque incertaine, par Raimbald et sa femme Adélaïde, un autre quart, finalement vers 1046, par Raimbald et sa seconde femme Bélieldis, la moitié. *Cartul. de Saint-Victor*, 790, 799, 791, 792; CHEVALIER, *Cartul. de Saint-Ruph*, n° 1, année 1039; *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 46.

2 Nitardi, évêque de Nice. Entre 1037 et 1041, Rambaud, archevêque d'Arles, lui écrivit au sujet de la trêve de Dieu. — *Monumenta German. Hist.*; *Legum*, I, 546.

3 Ce même personnage est témoin, vers 1065-1079, à la donation d'une Condamine sise près du château de Forcalquier, faite à l'abbaye de Saint-Victor par Rostaing, évêque d'Avignon, fils de Bérenger, vicomte d'Avignon et de Sisteron.— *Cartul. de Saint-Victor*, ch. 662.

4 Le village en question, appartenant aux vicomtes d'Avignon, il est naturel d'y trouver un habitant de cette ville, à moins qu'il ne s'agisse du hameau de la Napoule, com. de Mandelieu, cant. de Cannes, dép. des A.-M., qui portait anciennement ce nom ; une chapelle qui s'y trouve a retenu le nom de *Vignette*.

divorcio carebant, nunc justa libitum adtrectantium callem presenciarum legum placet pactum inter dantem et accipientem, non ut aliquo incompetenti discrimine susurratorum hora annullatum submutilet amminicula sanciri ; ut ego Raimbaldus Autdeperus [1] presumptor ac communibus usibus forte divelli intuear, aliqua tactus compuncione introrsus, consideransve prenimiam molem meorum facinorum, sub pagina testamenti, ut Dei adjutoris fruar, ac santi ejusdem martiris Pontii orationibus juver, una cum uxore mea Accelena, seu filiis Leodegorio [2], hac Petro [3], nec non etiam Rostagno atque Raimbaldo, filiabusve meis, dono atque cedo, sive transfundo sancto martiri Pontio quosdam mansos. Qui duo mansi sunt in villa que Revestis [4] vocatur. Mansos vero tenent unum Leontius alter Iunanus. Hos duos mansos, cum omnibus sibi pertinentibus, id est terris cultis sive incultis, garricis, atque aquarum decursibus, libens sancto martiri, atque eiusdem servitoribus, ab integro in perpetuum trado, sive transfundo. Si quis ènim contumax, aliqua presumptione tactus, prenominatum donum frangere temptaverit omnino, pessima excomunicacione mulctetur, hac cum Iuda traditore vel cum ceteris infidelibus Dei in inferno dampnetur ; donum vero firmum hac stabile nihilhominus maneat. Hacta autem cartula hac donacio hec, XII kalendas aprilis, in villa Cortedone [5], regnante Deo nostro qui regnat in secula, amen. Anno millesimo XLVI, indictione XIII. Signum Raimbaldi donatoris, qui manu propria roborans firmavit; uxor vero sua Accelena firmat, Laudegarius firmat, Petrus firmat. Rostagnus firmat, Raimbaldus firmat, Alifantus firmat, Aicardus firmat, Amicus firmat, Guido firmat, Arnulfus de Scarena [6]

1 *Raimbald*, qualifié parfois *de Nicia*, vicomte de cette ville et fils de Laugier et d'Odila. *Autdeperus*, peut-être mauvaise lecture d'*Aurasicensis*, indiquerait que Raimbald était aussi vicomte d'Orange.

2 *Laugier le roux*, vicomte de Nice.

3 *Pierre*, évêque de Vaison de 1040 à 1092.

4 *Revest*, probablement *Reveston*, com. d'Utelle, ancien château au confluent de la Tinée et du Var.

5 Courthezon, près d'Orange.

6 Gioffredo écrit *Arnulfus d'Eza* et notre manuscrit *Desaregna*, que nous croyons mieux interpréter par *de Scarena*.

firmat, Wilelmus Aurasice[1] firmat, Bermundus firmat, Isnardus firmat, Amalricus firmat, Poncius humiiissimus monachus scripsit[2].

Manuscrit Torrini.

IX

Circ 1060

— Post passionem Domini,
Per universum mundum
hoc exiit edictum ;
secundum evangelium,
unusquisque hominum [3]
secundum suos mores
et opes et honores,
suos frangat dolores ;
non solum has carnales,
set et perpetuales.
Nam Domini est cura.
data sine rancura
elemosina pura.
Unusquisque avaricia.
frangat sine pigricia,
et redimat ab inferis,
ne incidat in laqueis
ubi dolor est et gemitus
et mugitus et rugitus
et lacrimarum luctus.
Illuc vermis non moritur,
nec hignis non extinguitur ;
ibi est mors sine morte,
finis sine fine.
Ut a tantarum minas,
et a penas rubrinas,
aculeos et spinas,
et tam magnas ruinas,
eruat nos Salvator,
et ut sit liberator,
ad celum elevator,
qui nostrum est plasmator,
pro Christo qui est magnus
et verus mansuetus agnus,
dono ego Rostagnus [4],

1 C'est à tort que Gioffredo a cru voir en ce Guillaume d'Orange un seigneur de cette ville. Nous avons traité la question des origines de la maison d'Orange dans notre ouvrage : *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 48-55.

2 Gioffredo, i, 635, n'en donne qu'un extrait.

3 Le ms. porte *homo*, ce qui ne rimerait plus avec *evangelium*.

4 *Rostaing*, fils de Raynard, mieux connu sous le nom de *Rostagnus Rainardi*, de la grande race des Castellane-Thorame, seigneur, en ce temps, de Val-de-Bloure et de Saint-Martin-de-Vésubie. Gioffredo croyait faussement qu'il s'agissait de Rostaing, fils de Laugier et d'Odila ; c'était naturel, car il ignorait entièrement ce qu'était Rostaing de Val-de-Bloure et son estoc, dont nous avons trouvé une vingtaine de personnages qui possédaient presque en entier ce qui forme aujourd'hui le département des Alpes-Maritimes. — Cfr. *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 15-34.

ego et uxor mea,
et filios cum ea
quos habeo ex ea,
sancto martiris Poncio.
jam nobilis cenobio,
qui iuxta sedet rivulo
qui apellatur Pallio[1]
hoc est infra comitatum,
sive episcopatum,
Niciense vocatum :
hoc vobis sit prefatum
monasterium et donum.
In hujus manet horum
unum locum alpestrum,
sive locum aquestrum,
ex dono namque nostro
semperque fiat vestrum.
Nam termini sunt tales
non per totum equales :
ad septemtrihon terminum
per crepidinem moncium
usque in illum rivulum
que exiit de collina[2]
que dicitur Salzina[3].
Ipse ad oriente
dirivat, descendente
usque in flumen Visobie[4]
quod nam est ad meridie.
Ipsum rivum tam magnum
qui flumen est, non stagnum ;
deinde pars est, tercia,
et vocatur Visobia.
Et quartus erit terminus
ad occidentem positus.
Illic consistit rivulus
que nam de colla surgitur
que Dalbazina dicitur,
quo supra nominato
servitis monasterio
illo loco erminio
qui dicitur Andobio[5].
Per fontis vite, gratis
rogo recipiatis,
et semper abeatis
sive possideatis
sine ulla rancura
sub vestra sit cura ;
ut vestris cunctis omnibus
jumentorum et ovibus
pascua sint[6] amplissima
et valde utilissima,
quotquot et regionibus

1 Le *Paillon*, rivière.

2 Le ms. ne porte que *colla*, ne fallait-il pas *collina*, comme nous l'avons mis, pour rimer avec *Salzina* ?

3 Le vallon de Salèze.

4 La *Vésubie*, affluent du Var.

5 *Andobium*, Saint-Nicolas d'Andobic, ancien manoir et chapelle sur le terroire de Saint-Martin-de-Vésubie, près des pâturages du *Ciastel*, qui dépendaient de Saint-Dalmas-de-Val-de-Bloure et appartenaient aux seigneurs de cette vallée. — *Cartul. de la Cathédrale*, préface, p. XXXIII et ch. 9. — La chapelle de Saint-Nicolas fut consacrée à nouveau le 30 avril 1439, par l'évêque de Nice, et dans l'acte il est dit que : *quod cum diu retroactis temporibus fuisset constructa radicitus et penitus fuerit perempta* (Archives, com. de Saint-Martin).

6 Le ms. porte *sit*.

venerint illic ovibus
totum centum ex omnibus
nobis vobis concedimus,
ut cuncta Deus omnia
nostra solvat facinora;
et solvat in perpetuum
qui est ante Luciferum.
Pro tanto desiderio
ad ipso monasterio
firmamus in perpetuum
et donamus in integrum.
Si quis nos aut nostros
heredes vel propinquos,
aut parentes iniquos,
vel hostes inimicos
in hac donacionem
fecerit questionem,
sive presumptionem,
vel contradictionem,
fiat iste inicus,
publicanus, etnicus,
et fiat mendicus,
tam mondi amicus
fiat excomunicatus,
anatemmatizatus [1],
a Domino exprobatus
sicut inde dampnatus
sit consors Faraonis,
Datan et Abironis
et Jude traditoris
qui his ruperit donis.
Et in presenti vita
de illo sit vindicta:
non possit quod desierit
efficere quod repetit,
set legis vinctus vinculo
componat auro obtimo
librarum decem precio.
Insuper hec donacio
jam sine ulla questio,
permaneat in seculo,
de hinc inviolabiliter
permaneat et stabiliter [2]
per Dei adjutorium
firmat sit in perpetuum [3].

Manuscrit Lanteri [4].

1 Le ms. porte *anatemizatus*.

2 Le ms. portait *stabilem*, mot qui ne rimait pas.

3 Gioffredo, 1, 636, ne donne inexactement que six lignes de ce document.

4 Dans la suite de cette publication on ne trouvera plus au bas de chaque document, pour désigner les manuscrits Lanteri et Torrini, que les initiales des noms de chacun de leurs auteurs.

X

c. 1070[1]. — Quoniam melior et certior vita post hujus vite curriculum creditur inveniri, sanctorunque angelorum gaudiis mixta, bonorumque operum floribus perornata a nemine dubitatur, idciro ego Leodegarius Rostagnus[2], et uxor mea Calamitas, et filii nostri Aldebertus et Bertrannus, cum aliis filiis nostris et filiabus, dono domino Deo et Sancto Pontio martiri inclito totz los acaptes que o an faix l'abbas e l'monegue de Sanct Ponc, e feran adenant, dels caslans[3] de Mirindol[4], de Ponc e de sos figls et de Rostagn e de sos figls, de fin de la resciausura de Sanct Ponc, entra en la meselera[5] d'oltra Pailo als canons[6]. Et pro hac donatione pretium petivit, atque accepit, videlicet mulum unum et solidos x. Sane si quis ego aut aliquis heredum meorum, vel quelibet adversa persona, hanc cartam in aliquo contradicere voluerit, vel quicquum nocuerit, sit excommunicatus et anathematizatus ex parte Jesu Christi, sancteque Marie, et omnium sanctorum, sanctique Pontii martiris Christi : et post hanc vitam anima ejus sit consors Pharaonis, Datan et Abironis, et Jude traditoris ; et in hac vita legaliter convictus reddat, volens nolens, et insuper x libras auri componat, et postea hec carta firma omni tempore permaneat. Ego igitur Leodegarius Rostagnus hanc cartam fieri rogavi, et manibus meis firmavi, et testibus firmare rogavi. Signum

1 La date de 1028, donnée par Gioffredo, t. 1, 614, doit se transporter vers 1070, à cause du donateur, de sa femme, et des témoins P. de Episcopo et Pons Ausan. — Cfr. *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 65.

2 *Laugier Rostaing*, vicomte de Nice, fils de Rostaing le jeune, seigneur de Gréolières et un des vicomtes de Nice, lequel était fils de Laugier et d'Odile. Le *Cartul. de la Cathédrale* a deux chartes regardant ce personnage et sa femme (ch. 15 et 20), la seconde avec la date fixe de 1081.

3 *Caslans*, les hommes libres.

4 *Mérindol*, ancien château au confluent des vallées du Paillon et de Saint-André.

5 En ancien français *meselerie*, soit ladrerie, hôpital des lépreux

6 *Als canons*, aux chanoines.

Dalmatius tt. Petrus Vilelmus tt. Pontius Ausanius tt. Petrus de Episcopum tt, Pontius Bonfilius tt.

Rainaldus monacus scripsit rogatus [1].

Manuscrit L.

XI

1074, 16 février, — Rostagnus [2] et uxor Aicelena..... [font donation de la portion qu'ils possèdent à l'Escarène]..... domino Deo et Sancto Petro, que est in comitatu Niciense, vocato Scarena, quem nobis contigit in claustra et in villa et in ejus monasterio..... ad proprietatem, cum casis, terris cultis et incultis, vineis, pratis, molendinis, arboris pomiferis, cum exitibus et regressibus, sic donamus domino Deo et Sancto Petro apostolo, et ad monachos qui ibi serviunt et servierint : ut teneant et possideant, sine ullum blandimentum de ullumque hominem. Facta ista carta xiiii kalendis marcii, millesimo septuagesimo iiii, indicione xii, luna xvi, regnante Christo domino qui celi sedet solio. Signum Rostagnus et uxor sua et filiis et filiabus suis, qui ista carta scribere jusserunt, manus illorum pariter firmaverunt. Signum Willelmus Vincentius firm. Signum Rainaldus firm. Signum Saraman firm. Signum Rostagnus firm. Signum Gausfridus firm. Signum Guillelmus presbiter firm Signum Guilelmus Rodulfus firm. Signum Johannes Arialdus firm. Signum Rodulfus de Viza firm. Signum Martinus Pellinus firm.

1 Gioffredo donne en entier cette charte, tandis que le manuscrit L ne donne que la partie provençale ; mais, comme on le voit, notre texte est bien meilleur : ainsi, o *an faix*, *caslans*, *resclausura*, *canons*, etc.

2 *Rostaing*, dénommé aussi Rostaing Raimbaldi, fils de Raimbald de Nice et d'Accelena ; sa femme Accelena était fille de Franco, vicomte de Fréjus. Il était, à cause de ce mariage, co-seigneur de Roquebrune, près de Fréjus. — Cfr. *Cartul. de Saint-Victor*, 567.

Eu Rostang ci gi quis eu a Domini Deu et ad est altar de San Peire zo que u volg penre e tolre en est moster[1] et en la vila que u mas non o faga.

Manuscrit L.

XII

c. 1075. — Brevem helemosine quam faciunt filii Raiambaldi et filii Rostagni fratris ejus[2] : Petrus episcopus[3] et Leodegarius Ruffus et filii sui, Rostagnus Raiambaldus cum filiis suis[4]; et Leodegarius Rostagnus et filii sui[5], nec non et Pontius Raiambaldus[6], et Raiambaldus, Bertranni filius[7], de honorem Sancti Poncii ipsius monasterii et ville prope presentis, et de villa de Matos[8] sicut Sanctus Pontius tenuit et habuit in vita domini Raiambaldi et domini Rostagni fratris ejus, et medietatem de Colomaris[9] et monasterium Sancte Marie Alagauda cum propria villa[10], et villam Sancti Blasii et Sancta Maria de Leven cum villa sua, et Sanctum Petrum de Scarena cum villa sua, et ecclesiam sancti

1 *Moster*, monastère. Cette déclaration en dialecte ne doit pas être très correctement transcrite, mais nous avons jugé mieux de n'y rien toucher.

2 Ces deux seigneurs étaient fils de Laugier et d'Odila; le premier portait la qualification *de Nicia*, parce qu'il exerçait la vicomté de la ville; le second prenait celle *de Greoleriis* parce que Gréolières était un de ses fiefs et probablement sa principale résidence.

3 Pierre, évêque de Vaison, de 1040 à 1092. — Cfr. *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 62.

4 L'évêque Pierre, Laugier et Rostaing sont les trois fils de Raimbald de Nice.

5 C'est le fils de Rostaing de Gréolières.

6 Celui-ci doit être fils d'un Raimbald déjà mort, fils de Raimbald de Nice.

7 Bertrand était un autre fils de Raimbald de Nice et avait épousé Adélaïde, comtesse, dont nacquit ce Raimbald ici nommé, soit Raimbald, comte d'Orange, un des chefs de la première croisade.

8 Gioffredo, t. 1, 676, croit à tort qu'il s'agit d'un village près de Barcelonnette; c'est le *burgum de Matis* qui se trouvait au pied du château de Nice, vers le couchant.

9 Ce n'est pas Colmars du diocèse de Senez, comme dit Gioffredo, mais Colomas, petit hameau situé près de Saint-Blaise et d'Aspremont.

10 Le village de La Gaude, sur la droite du Var, près de Vence.

Martini cum villa sua[1], et ecclesiam Sancte Marie de Luceram[2] cum villa sua, et Sancta Maria de Gordolo cum villa sua et cum manso de Gordolo[3], et cum manso de Gasto[4], et ecclesiam Sancti Simeonis de Ungrani et mansum de Oira[6], et ecclesiam Sancte Devote[7], et ecclesiam Sancti Laurentii[8], et ecclesiam

1 Probablement Saint-Martin-du-Var.

2 Lucéram, cant. de l'Escarène, arr. de Nice.

3 Gordolon, hameau, près de la Bollène, canton de Saint-Martin-de-Vésubie.

4 Ce hameau se trouvait en face de Roquebillère. L'église de Gast fut donnée en 1141 à l'ordre de Saint-Jean, par l'évêque de Nice. — *Nicea Civitas*, p. 168.

5 Cette église se trouvait à Ongran inférieur; l'église de Saint-Jean à Ongran supérieur, commune de Peille. Il régnait une certaine confusion dans la juridiction spirituelle de ces hameaux. En 1143, par sentence d'arbitres, l'abbaye de Saint-Pons dut céder au chapitre de Nice, parmi d'autres, les églises de Sainte-Marie de Peille et de Sainte-Tècle. En 1206 le pape Innocent III confirma à l'abbaye de Saint-Ruph de Valence toutes ses possessions, et on y trouve : *ecclesiam Sancte Marie de Pilia cum capellis suis, ecclesiam Sancti Simphoriani et Sancte Tecle cum eorum pertinenciis.* — Chevalier (Ulysse), *Codex diplomaticus ordinis Sancti Ruphi Valentiæ*, p. 104. — Successivement, en 1215, on mentionne les églises de *Sancte Marie de Pilia et Sancti Simphoriani et Sancte Tecle et de Oira et de Ongran maiori et minori*, dans la convention passée au Latéran, d'après l'arbitrage d'Arriaud, évêque de Nimes, et de Bertrand, évêque d'Antibes, à la présence de Falconis, abbé de Saint-Ruph, de Lantelme, prieur de la Coste, et de Pons de Fos, prieur de Peille, chanoines du même ordre, et de plusieurs autres. Il reste établi que ces églises appartiendront à Saint-Ruph, mais qu'elles donneront annuellement huit setiers de froment à l'évêque de Nice et quatre au chapitre de la cathédrale. — Archives du chapitre ; *Liber niger*, f° 85. — Comme fief, dans la première moitié du xiiie siècle, Ongran supérieur appartenait aux Borrillons, Ongran inférieur aux seigneurs qui portaient le nom de ce lieu; mais les habitants de Peille tuèrent Guillaume d'Ongran pour s'emparer de ses terres, et on n'obtint la paix qu'à la condition que la commune leur bâtirait une demeure dans le village même : *post vero, ex composicione fecerunt mam salam dominis de Ungran in villa di Pilia, ubi starent predicti domini, et sic habuerunt dictam terram.* A la même époque le comte de Provence possédait un château dans les montagnes de Peille, une tour et une maison, près l'église de Saint-Symphorien : *item habet ibi palacium in montanea; item habet parium* (rente en froment) *super ecclesiam Sancti Symphoriani ubi dominus comes fecit turrim ; item domium Leoni iuxta ecclesiam quam emit domnum Raimundus comes.* — *Arch. des Bouches-du-Rhône.*.

6 Oira, correspond à *Laura*, *Horia*; elle avait une église sous le vocable de Saint-Augustin, com. de Peille. — Cfr. *Cartul. de la Cathédrale*, ch. 30, 36 et *passim*.

7 C'est la première mention de cette église du territoire de Monaco qui se rencontre. — Cfr. Saige, *Documents historiques relatifs à la principauté de Monaco*, t. iii, préface xliii. Quoique elle ne puisse se confondre avec l'église de Sainte-Marie *de portu Monaco* (*Cartul. de la Cathédrale*, ch. 40) elle portait aussi cette dernière qualification dans un acte en 1191, où est témoin le prêtre Audibert, moine de Saint-Pons, qui y fait sa résidence. Testibus..... *Audeberto presbitero et monacho ecclesie Sancti Pontii, qui stat seu habitat in ecclesia ipsius portus Monachi.* — Gioffredo, ii, 202.

8 L'église de Saint-Laurent, entre Eze et Monaco.

Sancti Ospicii[1], et ecclesiam Sancte Reparate, Sancte Marie Cimeliensis, Sancti Michaelis de Barbalata[2], ecclesiam Sancte Tecle super Drapum[3], ecclesiam Sancte Margarite[4] cum manso suo quam emerunt monachi Sancti Poncii, et ipsos honores que habet Sanctus Pontius in villis et castris in Niciense et in Venciense, quem hodie habent in dominio monachi Sancti Pontii, sive nullus homo propter illos. Isti supra dicti seniores non albergaverint, neque tulerint, illi nec homo nec femine pro illorum consilio et conscientia contra voluntatem abbatis presentis, sive sequentium, vel monachorum habitantium in monasterio Sancti Pontii nunc et imperpetum[5].

Manuscrit L.

XIII

1078, avril. — Sancta mater ecclesia caste amplificando sacratissinum gremium, ipsa in unius fidei integritate diffusa per diversa edificia, universum orbem terrarum cotidie letatur in sobole ; quatinus ex diversis partibus et operibus ad ipsius sacratissimum sinum audatius adgregemur certissime pollicetur. Quia post hujus vite curriculum illius tam vere eterneque claritatis insistendo que ventura sunt cogitare, et ante oculos hujus presentis ducere debemus terminum. Quanto igitur procellimus in pontificatus culmine, tanto magis que Dei sunt in ipsius agro sancte ecclesie operemur cotidie. Quatinus de bono gaudentes proposito,

1 Cette église devait se trouver au capde Saint-Hospice, entre Villefranche et Saint-Jean, à la place de la chapelle actuelle.

2 L'église de Saint-Michel sur le territoire de Falicon, appelé aussi de *Barbalata*.

3 Drap, com. du cant. de Contes, arr. de Nice. Cette chapelle se trouve maintenant sur le territoire de la com. de Peillon.

4 Cette région portait aussi le nom d'*Albasagna*, probablement les *Sagnes*, à l'embouchure du Var. — *Cartul. de la Cathédrale*, ch. 2.

5 Gioffredo, 1, 676 ; *Nicea Civitas*, 164. — Les extraits qui se trouvent dans ces deux ouvrages sont incomplets ; le premier n'a pas les noms des donateurs, le second manque des plus intéressants.

non cum reprobis paciamur in juditio, sed justa vires conemur desudare in ipsius sanctissimo agro, ut mereamur jungi ipsius consorcio. Omnium itaque sancte Dei ecclesie fidelium cognoscat presentia, qualiter ego Archimbaldus, gratia Dei, humilissimus antistes sancte Dei genitricis semperque virginis Marie ecclesie Niciensis, Domini poscendo clementiam pro remedio anime mee, una consencientibus et donantibus canonicis ejusdem ecclesie, dono et reddo cum ipsis canonicis ecclesiam Sancte Marie sive Sancti Johannis in potestate Sancti Pontii martiris, in monasterio videlicet qui est constructus in comitatu Cimelensi sive Niciensis a piissimo Karolo rege Francorum et Langobardorum, sen patricio Romanorum. Ego Archimbaldus, jam prenominatus, sancte Marie Niciensis ecclesie antistes, auctoritatem ejus transgredere nequiens, ecclesiam Sancte Marie sive Sancti Johannis, cum omnibus apendiciis ejus, cum terris cultis et incultis, reddo, ipsam ecclesiam qui est sita in territorio que nominant Olivo, justa portum que nominant Fossas de Astingo[1] beatissimo martiri Christi Pontio, in manu domini Ebrardi abbatis[2], sive monachorum presentium sive subsequentium. Facta quarta ista, anno incarnationis Dominice millesimo LXX^mo^ VIII^vo^, inditione I^ma^, mense aprile, regnante in nobis domino Jhesu Christo,

Nos igitur supradicti donatores, ego Archimbaldus pontifex, una cum canonicis nostris, Petro (Vilelmo)[3], Iohanne (Ermenaldo), Wilelmo (Gasco), Teudebaldo (Virgilia), Teudebaldo (Duranto), Ugo (de Petro Episcopo)[4], Saramando, Hirsimbardo,

1 L'église de Saint-Jean, près de Saint-Hospice, et située au nord de la petite anse qui s'appelle *les Fosses*, et appartenait p. e. à la famille Astengo. — Cette église et celle de Saint-Marie de Beaulieu avaient été données par Rostaing à l'évêque Nitard. — *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 6 ; *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 64.

2 C'est le troisième abbé de Saint-Pons qui soit nommé. Un ancien obituaire de Lérins, cité par GIOFFREDO, p. 679, indiquait sa mort au 3 décembre, *sine anno*. Ce même registre donnait aussi la date de mort de l'abbé Bertrand, son prédécesseur, p. 596 : *II idus januar. obiit Bertrannus Abbas monasterii Sancti Pontii.*

3 Dans nos deux manuscrits, les noms que nous mettons entre parenthèses, se trouvent dans l'entre ligne, au-dessus de celui qui le précède, comme cela se pratiquait parfois.

4 Probablement il était fils de *Petro de Episcopo*. Nous soupçonnons ce dernier d'être le fils naturel de Pierre, évêque de Sisteron.

Arnaldo, hanc cartam fieri rogavimus et manibus propriis firmavimus, testibusque firmare rogavimus. Petrus episcopus (Vasionensis) tt., Pontius (Marinus) tt., Ugo (Cadarossa) tt., Petrus de Episcopum tt., Isnardus (de Relania) tt., Pontius (Ausanius), Petrus (Aregius).

Et pro hac donacione, ego inquam Archimbaldus, Niciensis presul, una cum canonicis ejusdem ecclesie precium petivimus et in presenti recepimus, videlicet unum responsorium et unum, pro feria v^a Cene Domini, ad conficiendem chrismam, cartallum olei [1].

Manuscrit L.

XIV

c. 1081. — Brevem helemosine quam faciunt seniores. Petrus, episcopus Vasensis, fidem dedit Petrum Isnardum [2] per D solidos et Guigo Boetus [3] similiter per D solidos, ut ille malum non faciat, nec sui homines; et, si ille aut sui fecerint, a jussione Petrus Isnardi et Guigo Boeti emendet. Eu Ponz Raimbald [4], et eu Bertram Loger [5], non tolrem en lo honor de Sanct Ponzo ester la vila de Lescarena, et si ho feziam, nos ni nostro home, emendariamo al mandament de Peir Isnart e de Guigo Boet : et si o fazia eu Bertran Loger, fidanza es Petre Isnard D sold. et Guigo Boet D sold.

1 Gioffredo, I, 677, ne donne que peu de mots de cette pièce ; dans le *Nicea Civitas*, p. 163, elle est plus complète, mais le nom Pierre, évêque de Vaison, fait défaut.

2 *Pierre Isnardi II*, tige des seigneurs de Châteauneuf.— Cfr. *Le Fief de Châteauneuf*, p. 12.

3 *Guigo Boet*, témoin à un charte du *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, 7, que nous avons fixé vers 1078, mais est postérieure à 1082; car, Laugier Rostaing, n'épousa sa seconde femme Ermengarde qu'après cette date, puisque Calamité vivait encore en cette année, (ch. 20). Il était p. e., fils de Boson, frère de *Petrus Isnardi* de Volone, car les noms de *Bos, Boso, Bovis, Bovetus, Boveti* sont similaires. — Cfr. *Le Fief de Châteauneuf*, p. 12.

4 *Pons Raimbald*, probablement fils de Raimbald, qui était frère de Laugier-le-Roux.

5 *Bertrand Laugier*, fils de Laugier-le-Roux et d'Amantia de Thoraine-Castellane. — Cfr. *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 19 et 62.

en l'ama de Ponz Raimbald e de episcopo Vasensis e de l'abat de sanct Ponz e dels monegues : e per Ponz Raimbald es en fidanza Bermun Isnard[1] per cinq cent solz, et Peiro Guilelme[2] atrisi per otri cinq cent solz en l'ama de el vesche de Vaiso e de Bertran Loger e dels monegues de Sanct Ponzo. Amicus[3] fidem fecit per Leodegarium Rufum[4] per trescentos solidos, ut istum sacramentum faciat facere ad Raiambaldum filium suum[5]. Isnardus de Relania[6] fidem fecit ad Rostagnum Raiambaldum[7] per trescentos solidos, et istum sacramentum faciat facere ad Franco, et Raiambaldo filiis suis[8]..... Feraldus de Andao[9] fidem fecit per Leodegarium Rostagnum per trescentos solidos, et istud sacramentum faciat facere Aldeberto et Rostagno, filiis suis[10]. Leodegarius Ruffus fidem fecit per Petrum Episcopum[11] per trescentos solidos, ut istum sacramentum faciat facere ad Raiambaldum filium Bertrandi[12].

Manuscrit L.

1 Il s'agit p. e. d'un fils de Pierre Isnard de Châteauneuf, mort avant ses frères que nous connaissons bien : soit Isnard, Guillaume Talon, le chanoine Pierre Autric, et Raymond.

2 Nous trouvons, en 1115, un donateur de nom de *Petrus Guillelmi*. — *Cartul. de la Cathédrale*, ch. 49.

3 Un *Amicus* est fils de Raimbald de Nice et de sa femme Belieldis. — *Le XIe Siècle dans Alpes-Maritimes*, p. 46.

4 *Laugier-le-Roux*, fils de Raimbald de Nice. *Ibidem*, p. 60.

5 *Raimbald* est le fils de Raimbald de Nice que nous croyons père de Pons Raimbald.

6 *Isnard de Reillane* intervient aussi dans quelques actes de Lérins et du chapitre. — Cfr. *Le Cartul. de l'abbaye de Lérins*, p. 142 ; *Le Cartul. de la Cathédrale*, ch. 7 ; *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 75.

7 Rostaing Raimbald, fils de Raimbald de Nice.

8 *Franc et Raimbald*, fils de Rostaing Raimbald et d'Accelena de Fréjus. On connaissait déjà le premier de ces frères, celui qui avait pris le nom du vicomte de Fréjus, son grand-père maternel. — *Cartul. de la Cathédrale*, ch. 48.

9 En 1117 on trouve un Raimbald d'Andaon, répondant en faveur de l'évêque de Nice, pour les droits sur Nice que Jausserand, fils de Laugier de Gréolières, lui avait cédée — *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, 94.

10 *Aldebert* et *Rostaing*, fils de Laugier Rostaing de Nice et de Calamité.

11 Ce noble personnage comparait quatre fois dans le *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 15, 16, 20, 66.

12 Ce *Raimbald*, fils de Bertrand, ne peut être autre que le comte d'Orange. le croisé de 1095 et vicomte de Nice en 1108. — Cfr. *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 51.

XV

1115-1118. — Benedictus, Dei gratia Hebredunensium archiepiscopus, omnibus qui sunt in Cimelensi monasterio Sancti Poncii fratribus salutem. Filius et confrater noster Petrus Nicensis ecclesie, divina providente clemencia episcopus, ad nos veniens, questus est de vobis, referens qualiter per contumaciam rebelles et inhobedientes ei esse voluistis et contra canonicam et apostolicam censuram de suo jure episcopali ei respondere noluistis, pretendentes nostram defensionem in monasterio et in ecclesiis vestris. Nos vero justiciam sectantes et apostolica decreta servare volentes, nullam injuriam, nullum gravamen ei inferre volumus; sed omnem dignitatem et justiciam suam plenarie et inviolate irrefragabiliter omni tempore illibatam ei habendam permittimus et permittendo censemus, tam in consecratione abbatis, quam in ordinacione omnium ecclesiasticorum negociorum, juxta canonicas sanctiones apostolorum, in monasterio vestro et in omnibus ad se pertinentibus ecclesiis vestris. Preterea, his nostris litteris, auctoritate Dei et nostra, precipimus vobis ut ei sicut patri et domino ac proprio episcopo in omnibus canonice hobediatis, et de omni jure episcopali regulariter respondere non differatis, si de amicitia et collegio nostro gaudere queratis. Alioquin per nos in vobis graviter retorquendum non dubitetis. Ipsum vero utpote filium et confratrem et coepiscopum monemus et monendo rogamus, ut provide et Deo contemplante, curam monasterii gerat et salubriter in his, que Dei sunt, vos moneat et monendo erudiat et erudiendo vos corrigat et corrigendo, si necesse fuerit, acrius constringat, quatinus de pastorali procuracione a Domino retribucionem saluberrimam accipiat. Valeant perpetuo qui in dicto nostro paruerint precepto[1].

1 Cais de Pierlas, *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 78.

XVI

1140, 8 août. — [Cette charte contient] : donationem quam fecit Laugerius filius Jauzeranni Laugerii[1] domino Deo et sancto Poncio et monachis ibidem servientibus, presentibus et futuris, de una vinea de Johanne Chaliger[2], que est juxta civitatem, sita..... fecit hanc donationem propter fidelitatem et servitium quod retinet..... Que fidelitas et quod servitium, in tertiam partem piscium de decimo pendet. Et hanc terciam partem piscium de decimo..... a quadragesima usque in Sabato Sancto detinet sibi. Sed si necessitate compulsus fuerit, ut terciam partem piscium libeat ei vendere, aut propter pecuniam tradere, non valeat in alienas manus alienare, sed monachis eam tradat. Insuper etiam dederunt monachi C solidos predicto Laugerio..... Facta donatione ista in mense augusto, feria v, luna xxi, m° c° xl°, indictione ii. Testatores tales fuerunt : Prepositus Ventie, Gaufredus Canie, Peire de Cania[3], Poncius Terarium, Rostagnus Guigo, Guillelmus Ricart, Millo Badat, Jabalt Austen[4] Paul Raimbalt, Petrus Episcopus[5].

Manuscrit L.

1 Laugier de Gréolières, fils de Jausserand Laugier. — *Le XIe Siècle dans les Alpes Maritimes*, p. 67.

2 Vers 1152 *Johannes Caligerius* est un des vassaux que Laugier Rostaing, vicomte de Nice, père de Jausserand Laugier, a donné en dot à sa fille, mariée au comte Conrad de Vintimille. — *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 94.

3 Geoffroi *de Cania* et Pierre son fils sont qualifiés de *milites* en 1152. — *Ibidem*, ch. 30.

4 Le ms. porte *Labalt Austen*. — *Ibidem*, ch. 51.

5 Ces personnages se trouvent mentionnés dans nos ouvrages, *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes* et *Le Fief de Châteauneuf*.

XVII

1142, 15 juin. — Hoc est placitum quod episcopus Nicensis et canonici Nicenses fecerunt cum priore Sancti Poncii et aliis monachis; defuncto abbate, nemine electo, archiepiscopus Ebredunensis jussit ut canonici haberent omnes decimas territorii civitatis Nicie, exceptis decimis trium condaminarum de Var, de Fenolet, exceptis vinearum condamine de Calvairolas, quarum decimarum supradictarum condaminarum et vinearum, medietas est canonicorum et alia medietas monachorum : preterea omnes decime terrarum atque vinearum sive ortorum Sancte Reparate, quas ipsa possidet vel quislibet pro ea, sunt monachorum. A Gipo susum medietas decimarum est canonicorum et alia monachorum. A passu Juliani sursum omnes decime sunt monachorum. Duas saumatas vini, quas canonici solebant recipere in vinea dels Cairos, relinqunt monachis. Decime possessionis de Compost, de Polomar, de Grossa sunt canonichorum. Omnes decime territorii dels Matz sunt monachorum, exceptis decimis de manso Bonizi del Basc et Graciani et Pelevert, medietas quarum est canonicorum et alia monachorum. Parrochiani Nicie civitatis, qui vivi sani vel infirmi pergere voluerint, causa tumulandi, ad ecclesiam Sancti Poncii, salvo jure mortalagii Niciensis ecclesie, cum ceteris bonis libere pergant. Postquam vero defunctus fuerit in Nicia, apud ecclesiam Niciensem sepulturam habeat. Si vero aliquid, in testamento, ecclesie Sancti Poncii reliquerit, hoc ipsa ecclesia habeat. Habitantes autem in novo suburbio Sancti Poncii et dels Matz, apud ecclesiam Sancti Poncii sepeliantur. Episcopus et canonici concedunt monachis et laudant omnes ecclesias quas possident. Monachi autem, reliqunt episcopo et canonicis ecclesiam de Pilia et ecclesiam de Villa Vetula et ecclesias de Olivo et ecclesiam Sancte Tecle, sine querela. Monachi quoque relinqunt episcopo et canonicis

omnes decimas quas adquisierunt infra II annos ante placitum ; ceteras vero, quas ante duos annos juste vel injuste adquisierunt episcopus et canonici, concedunt eis et laudant. Presbiteros aptos ad regendas parrochias monachorum episcopo presentabunt, et episcopus curam animarum eis commitet. Hoc placitum testantur Gauzerandus prepositus Venciensis, Petrus prepositus Sancti Romuli, Milo Badat, Raimundus Serena, Guillelmus Ricart, Jordanus, Poncius Gisbern, Franco Raimbald, Fulco Travaca, Raimundus Asten, Guillelmus Mairona, Rostagnus Serena, Guillelmus Raimbalt. Hec subscriptio facta est XVII kalendas julii, anno incarnacionis Domini M. C. XL. III[1].

XVIII

1142, 9 novembre.— Innocentius episcopus[2], servus servorum Dei, dilectis filiis canonicis Niciensibus salutem et apostolicam benedictionem. Justis petentium desideriis dignum est nos facilem prebere consensum, et nota que a rationis tramite non discordant effectu prosequente complere. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis petitionibus benivolum impendentes assensum, compositionem inhitam inter vos et monasterium Sancti Pontii, super questione que de parrochia Sancti Pontii, decimis et rebus aliis inter vos et eosdem monacos vertebatur, sicut per venerabilem fratrem nostrum, episcopum vestrum et magistrum Raimundum

1 CAIS DE PIERLAS, *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 53. Cet acte doit se rapporter au calcul pisan, soit en 1142, l'année commençant, d'après ce système, au 26 mars, neuf mois et sept jours avant l'époque où nous plaçons le premier jour de l'an. Nous avons des exemples de ce calcul, et vers cette même époque, dans le *Cartulaire de Saint-Victor* (ch. 827, 971, 1106 et *passim*).

2 Innocent II. La 12° année de son pontificat se rapporte à l'année 1142. Cette bulle pourrait cependant s'attribuer aussi à Innocent III dont on trouve une bulle datée du Latéran, 9 novembre 1209. — Cfr. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, an. 1857, p. 524; *Itinéraire*, par Léopold Delisle.

Niciensem canonicum[1], sine pravitate provide facta est, et ab utraque parte sponte recepta, nec non hactenus observata, et in instrumento inde confecto plenius continetur, auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum se noverit incursurum. Data Laterani, v. idus novembris, pontificatus nostri anno duodecimo[2].

XIX

1144. —Venerabili fratri Guillelmo Ebredunensi archiepiscopo[3] salutem et apostolicam benedictionem. Fratrum Nicensis ecclesie querelam accepimus, quod consecrationem abbatis Sancti Poncii que et ad jus Nicensis ecclesie pertinet, atque Romanorum pontificum, Pascalis videlicet, Honorii, Innocencii privilegiis[4], eidem ecclesie confirmata, nec non et a predecessore tuo Benedicto et te ipso concessa est, injuste sibi conaris auferre. Quia igitur tui officii est eidem ecclesie justiciam conservare, et ab aliis etiam defensare, per apostolica tibi scripta mandamus, quatinus ejusdem abbatis consecracionem venerabili fratri nostro Petro episcopo et ecclesie Nicensi, sicut hactenus habuisse dinoscitur, in pace dimittas. Illi vero, qui in eadem ecclesia Sancti Poncii electus est,

1 Il y avait, à cette date, trois chanoines portant le prénom de Raymond et appartenant aux familles *Laugeri*, *Hugoleni* et *de Bolène*; il doit s'agir dans cette charte du premier d'eux, d'abord chanoine sacristain, puis évêque de Nice. Il était de race vicomtale et frère d'Etienne Laugier. — Cfr. *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 4, 25, 88 et *passim*.

2 *Liber Niger ecclesie Cathedralis*, f° 82, Archives du chapitre de Nice. — Le Cartulaire de l'ancienne cathédrale, que nous avons publié, ne contient pas cette charte.

3 Guillaume de Bénévent, dit de Champsaur, archevêque d'Embrun (1136-1168). — Cfr. Roman, *Tableau historique du département des Hautes-Alpes*, p. 2.

4 Ces trois bulles portent les dates des 8 juin 1114, 19 avril 1129, 29 mars 1136. — Cfr. *Cartul. de la Cathédrale*, ch. 68, 69, 70.

firmiter precipias ut a prefato fratre nostro Niciensi episcopo, quemadmodum predecessor suus fecisse dinoscitur, debitam benedictionem suscipiat. Si vero aliquam ibidem te confidis habere justiciam, congruo loco et tempore, ordine judiciario poteris obtinere[1].

XX

1145, 27 avril. — Eugenius episcopus[2], servus servorum Dei, venerabili fratri Guillelmo Ebredunensi archiepiscopo salutem et apostolicam benedictionem. Venerabilis frater noster Petrus Niciensis episcopus ad sedem apostolicam veniens, conquestus est quod abbatiam Sancti Poncii, quam Nicensis ecclesia xxx annis et amplius quiete possedit, ei abstuleris, ipsoque nolente et contradicente et sedem apostolicam apellante, abbatem in eadem abbatia benedixeris. Ad majorem itaque contemptum sedis apostolice, absque cujus auctoritate episcopum deponere nulli licitum est, in refutacione episcopatus, anulum de ipsius episcopi manu susceperis. In quo quantum excesseris, si sollicita consideracione pensasses, nequaquam ad tam illicita manum porrigere presumsisses. Quia igitur tantum excessum inrequisitum et impunitum preterire nolumus nec debemus, per apostolica tibi scripta mandamus, quatinus proxima beati Luce festivitate nostro te conspectui representes, eidem episcopo de supradictis respondere et nobis de tanta presuncione satisfacere preparatus ; prefatum vero Sancti Poncii abbatem, omni occasione remota, tecum adducas. Data Viterbi, v kalendas maii[3].

1 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 72 ; *Nicea Civitas*, p. 170. Cette bulle manque de finale dans les deux recueils, mais elle doit s'attribuer à Luce II ; car, outre certains éléments historiques, elle porte, dans le *Cartulaire de la Cathédrale*, le titre de : *Lucius papa Guillelmo Ebredunensi archiepiscopo.*

2 Le pape Eugène III.

3 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 73 ; *Nicea Civitas*, p. 170.

XXI

1145, 8 novembre. — Eugenius episcopus[1], servus servorum Dei, dilectis filiis Bertrando[2] priori Sancti Poncii ejusque fratribus salutem et apostolicam benedicionem. Qualiter frater Petrus Niciensis episcopus, pro recuperanda justicia sua in ecclesia vestra, personam suam magnis laboribus exposuerit, vobis non credimus esse incognitum. Ideoque nos, quorum precipue interest suam unicuique justiciam conservare, considerata justicia ejusdem fratris nostri et diligenter cognita, fratrum nostrorum comunicato consilio, possessionem ejusdem monasterii, sicut fuerat antequam frater noster Guillelmus Ebredunensis archiepiscopus abbatem in eodem monasterio benediceret, sibi restituimus. Ipsum vero abbatem, quoniam contra sedis apostolice privilegia et Niciensis episcopi prohibicionem, a quo non debuit, benedictionem suscepit, omni abbacie officio, apostolica auctoritate, inrefragabiliter privavimus. Ideoque per apostolica vobis scripta precipiendo mandamus, quatinus tam in eligendo abbate quam in aliis ecclesiasticis negociis in eodem monasterio statuendis, debitam obedienciam ac reverenciam eidem episcopo vestro, sicut hactenus fecistis, absque contradictione aliqua exhibeatis. Data Viterbi VI idus novembris[3].

1 Le pape Eugène III.

2 Ce Bertrand, prieur de Saint-Pons, est probablement celui qui en devint abbé vers 1157. — Cfr. *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 86. — Gioffredo indique faussement l'abbé *Bertrand*, sous le nom de *Bénédict*. — Cfr. *Nicea Civitas*, p. 174 et 217.

3 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 74; *Nicea Civitas*, p. 171 ; Pflugk-Harttung, *Iter Italicus*, p. 806, n° 1026 ; Jaffé, *Regist. Pontif. Roman.*, 2me édit., n° 8830. La date de cette bulle n'est pas douteuse comme l'ont cru Jaffé et d'autres auteurs, puisque, dans celle qui suit, on mentionne la venue à Viterbe de l'évêque de Nice et de l'archevêque d'Embrun, *anno preterito*.

XXII

1146, 14 janvier. — Eugenius[1] episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis capitulo Niciensi salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum. Ex nostra sane relatione accepimus, quod cum inter vos ex parte una et monachos Sancti Pontii Niciensis diocesis ex altera, super parrochia Sancti Pontii, decimis et rebus aliis coram venerabili fratre nostro Niciensi episcopo, non ex delegatione apostolica, questio verteretur, tamdem per eundem episcopum amicabilis inter vos super hiis compositio intervenit, quam apostolico petiistis munimine roborari. Nos ergo vestris postulationibus inclinati compositionem eandem, sicut sine pravitate provide facta est et ab utraque parte sponte recepta, et hactenus pacifice observata, nec non in instrumento inde confecto plenius dicitur contineri, auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis

1 Cette bulle qui se trouve seulement dans le recueil *Liber Niger*, présente des éléments contradictoires qui lui donnent une apparence de fausseté. Elle porte, en effet, le nom de Grégoire VIII qui ne siégea que deux mois (du 21 octobre au 17 décembre 1187); une bulle fausse, portant comme celle-ci l'indication de la seconde année du pontificat de Grégoire VIII, est indiquée par Jaffé, deuxième édition, n° 16082. On pourrait donc supposer que le copiste du *Liber Niger* a lu *Gregorius* au lieu d'*Eugenius;* en effet, Eugène III se trouvait dans les environs de Pérouse, vers le 28 janvier 1146 et la deuxième année de son pontificat, et peu après à Paris (Jaffé, *op. cit.*, deuxième édition p. 38). Du reste cette bulle, si elle n'est pas fausse, doit nécessairement se rapprocher de la convention de 1142 (ch. XVII) plutôt que des dissensions qui se répétèrent en 1184 (ch. XXVI, XXVII, XXVIII). Ajoutons que, dans le recueil indiqué, elle se trouve située entre la convention de 1142 et la confirmation d'Innocent II de cette même année (ch. XVIII). Le fait qu'elle ne se trouve pas registrée dans le *Cartul. de la Cathédrale* tendrait au contraire à la faire croire de 1187, époque postérieure à la rédaction de ce même Cartulaire.

autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli se noverit incursurum. Datum Perusii[1] xviiii kal. februarii, pontificatus nostri anno secundo[2].

XXIII

1146, 16 mai. — Eugenius episcopus[3], servus servorum Dei, venerabili fratri Petro Niciensi episcopo salutem et apostolicam benedictionem. Quid de controversia que super abbatia Sancti Poncii inter te et venerabilem fratrem nostrum Guillelmum Ebredunensem archiepiscopum agitur, fratrum nostrorum consilio judicaverimus, litterarum memorie duximus commendandum. Anno preterito, dum Viterbi essemus, tam tu quam idem archiepiscopus, pro eadem controversia, nostro vos conspectui presentastis, atque raciones et allegaciones vestras diligenter exposuistis[4]. Quibus, cum fratribus nostris auditis et studiosius inquisitis, cognita violencia que ab ipso Ebredunensi, in consecratione abbatis tibi illata fuerat, possessionem ipsius monasterii, sicut fuerat antequam idem archiepiscopus abbatem in eodem monasterio benediceret, tibi restituimus. Ipsum vero abbatem, quoniam, contra sedis apostolice privilegia et tuam prohibitionem, ab ipso archiepiscopo benedictionem suscepit, omni abbatie officio, apostolica auctoritate, irrecuperabiliter privavimus. Eidem autem archiepiscopo et tibi diem de proprietate agendi, preterita domini nostri Jhesu Christi resurrectione, prefiximus. Tandem vero, tam te quam eodem archiepiscopo nostro conspectui presentatis, cum ipsum archiepiscopum de proprietate acturum expectaremus, questionem de possessione innovavit, asserens te ante jam dicti abbatis benedictionem nullam in eodem monasterio possessionem habuisse, et ideo nullam tibi a nobis restitucionem factam esse.

1 On avait d'abord écrit *Parisii*.

2 Archives du chapitre, *Liber Niger ecclesie Cathedralis*, f° 82.

3 Le pape Eugène III.

4 Voyez les deux bulles précédentes, n°s xx et xxi.

Nos itaque, auditis utriusque partis racionibus et testibus, et scriptis diligenter inspectis, communi fratrum nostrorum consilio, te ipsius monasterii possessorem omnino statuimus et eidem archiepiscopo possessionem repetendi facultatem intercludimus; salvo jure proprietatis, si termino sibi a nobis statuto illud ostendere poterit. Data Sutrii, XVII kalendis junii[1].

XXIV

1146, 25 novembre. — Eugenius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis monachis Sancti Poncii Niciensis, salutem et apostolicam benedictionem. Universitati vestre notum fieri voluimus quod post multas disceptationes inter venerabiles fratres nostros Guillelmum Ebredunensem archiepiscopum et Petrum episcopum vestrum super abbatia Sancti Poncii, et ex peticione Niciensis ecclesie, tam per Romanorum Pontificum privilegia quam per legitimos testes nobis exhibitos, justicia cognita, ipsum episcopum successoresque suos ab impeticione ejusdem archiepiscopi et successorum suorum, tam de possessione quam de proprietate ejusdem monasterii omnino absolvimus, eisque super hoc perpetuum silencium imposuimus. Quocirca, per apostolica scripta, universitati vestre mandamus atque precipimus, quatinus eidem fratri nostro Petro, tanquam proprio episcopo vestro de cetero obedienciam ac reverenciam humiliter exhibeatis atque infra diem, quem ipse vobis prefixerit, idoneam et religiosam personam vobis in abbatem regulariter eligatis[2]; alioquin nos ei

1 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 75. Le *Nicea Civitas* ne donne pas cette bulle.

2 Le nouveau moine élu doit être le prieur Bertrand, mentionné dans la bulle de 1145 (ch. XXI), qui comparait, en 1157, en qualité d'abbé, dans la transaction entre les consuls et l'évêque (*Cartul. de la Cathédrale*, ch. 87; GIOFFREDO, II, 101), et qui fut, en 1159, un des arbitres entre l'évêque et le chapitre (*Cartul. de la Cathédrale*, ch. 86, où il n'y a pourtant que l'initiale B). Cette charte se trouve aussi dans le *Liber Niger*, f° 42, et le nom de l'abbé y est écrit *Bertrandus*, tandis que Gioffredo (*Nicea Civitas*, p. 174 et 217; *Storia delle Alpi Marittime*, II, 93) donne inéxactement *Benedictus*. Il faut donc éliminer ce dernier nom de la liste des abbés de Saint-Pons et ajouter un second Bertrand.

precepimus ut ipse abbatem vobis secundum Deum provideat et in eodem monasterio substituat. Vobis autem firmiter precipimus ut illi quem ipse vobis abbatem statuerit, absque contradictione obediatis. Data Viterbi, VII kalendis decembris[1].

XXV

1146, 25 novembre. — Eugenius episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri Petro Nicensi episcopo salutem et apostolicam benedictionem. Que judicii veritate decisa sunt, litterarum debent memorie commendari, ne pravorum hominum valeant in posterum refragacione turbari. Pro controversia que inter te et venerabilem fratrem nostrum Guillelmum Ebredunensem archiepiscopum super abbacia Sancti Poncii diutius agitata est, nostro te conspectui per multos labores sepius presentasti et causa ipsa inter te et ipsum archiepiscopum, per peritos nostre curie advocatos, bis in nostra presencia, tam de possessione quam de proprietate, ventilata est. Testes quoque hinc inde producti sunt et a fratribus nostris diligenter examinati. Unde nos, auditis utriusque partis racionibus et testibus, et scriptis attente inspectis, communicato fratrum nostrorum consilio, te ipsius monasterii possessorem omnino constituimus, et eidem archiepiscopo possessionem repetendi facultatem interclusimus. Et quamvis, juxta testium tuorum assercionem et privilegiorum sedis apostolice tenorem, proprietatem ipsam tibi de jure poscemus adjudicasse, ne tamen eidem archiepiscopo conquerendi occasio in posterum remaneret, tam tibi quam ipsi, preterita Omnium Sanctorum festivitate, diem prefiximus ut tunc, utraque parte nostro conspectu presentata, si quid archiepiscopus de proprietate haberet,

1 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 76. Cette bulle, adressée aux moines de Saint-Pons manque dans les deux ouvrages de Gioffredo, qui donne uniquement celle adressée le même jour à l'évêque de Nice : c'est la suivante.

audiremus et quod justicia dictaret exinde statueremus. Quod si ipse archiepiscopus, neque per se neque per sufficientes responsales interesset, nichilominus diffinitivam super hoc sentenciam proferremus. Statuto vero termino cnm testibus tuis presens fuisti. Ipse autem archiepiscopus, nec eodem termino, nec viginti diebus et amplius post terminum, venit vel misit, nec aliquam excusacionem pretendit. Licet itaque, secundum privilegiorum predecessorum nostrorum tenorem, proprietatem ipsam tibi libere possemus adjudicasse, nos tamen, ex habundanti cautela, duorum testium juramenta de quadragenaria possessione inconcussa ex tua parte recepimus, et te successoresque tuos ab inpeticione ejusdem archiepiscopi et successorum suorum de proprietate ejusdem monasterii omnino absolvimus, eisque super hoc perpetuum silencium imposuimus. Si quis autem hujus nostre sentencie paginam sciens, contra eam temere venire temptaverit, nisi reatum suum congrua satisfacione correxerit, indignacionem omnipotentis Dei et beatorum apostolorum Petri et Pauli incurrat, atque in extremo examine districte ulcioni subjaceat. Data Viterbi, VII kalendis decembris[1].

XXVI

1183, 19 janvier. — Lucius[2] episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro[3] Niciensi episcopo salutem et apostolicam benedictionem. Ad nostram noveris audientiam pervenisse quod monasterium Sancti Pontii, diocesana tibi lege subjectum, tantum in religione defectum et in substantia jacturam incurrit, quod modica ibi vestigia monastice professionis apparent et paucissimi

1 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 77. — *Nicea Civitas*, p. 171.

2 Dans l'entre-ligne, sur le *Cartulaire de la Cathédrale* que nous avons publié, on trouve ajouté, d'une écriture contemporaine, le mot *tertius*.

3 Aussi ici se trouve ajouté le mot *secundo*.

monachi vix utcumque possunt de illius redditibus sustentari. Quia igitur ad hoc es ad pontificalem sollicitudinem, Domino disponente, vocatus, ut evellas et destruas que videris destruenda, edifices et plantes que plantanda cognoveris, fraternitati tue auctoritate apostolica indulgemus, ut a scitis religiosis et prudentibus viris monasterium ipsum, secundum Deum et rationabiles institutiones, valeas, contradictione et appellatione postposita, in melius ordinare. Datum Velletri, XIIII kalendis februarii[1].

XXVII

1184, septembre. — Notum sit tam presentibus quam futuris quod monachi Sancti Pontii, post multas contentiones quas cum domino Petro episcopo habuerunt, tandem redeuntes ad cor cognoverunt in capitulo Sancti Pontii, coram, consulibus Petro Ricardi, Guidonis Ricardi, et Fulconis Bernardi, multis aliis ibidem assistentibus, ipsum esse dominum et episcopum monasterii, et quod ad eum specialiter jus et proprietas pertineret, confirmationem abbatis et benedictionem, correctionem tam in capita quam in membris. Quod etiam in monasterio et in ecclesiis ipsius possit ecclesiasticam ponere sententiam, sed hujus capituli recognitio abbatis justiciam impedire non debet. Cognoverunt quoque quod in parrochialibus ecclesiis presbiteros absque assensu episcopi habere non debent : quod abbatem possit episcopus interdicere et excommunicare monachos, etiam si eos abbas corrigere nollet vel non posset. Omnia preterea jura quecumque predecessores prenominati episcopi in capite et in membris habuerunt vel

1 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 91. — GIOFFREDO, vol. II, p. 52, en attribuant cette bulle à Luce II, la fixe à l'année 1144, ce qui ne pouvait être à cause de la date de son élévation au pontificat. Dans le *Nicea Civitas* p. 178, il la datait de 1184, comme nous-mêmes l'avons fait dans le *Cartulaire de la Cathédrale*. — JAFFÉ, n° 14,823, la place à ce même jour, mais en 1183.

possent ostendi, ipsum de jure habere debere, vel quod aliquis episcopus habet in aliquo monasterio Provintie, ad ipsum de jure spectanti. In recognitione dominii reddiderunt episcopo claves in capitulo et fuerunt in potestate ejus, pro illatis injuriis, prestito juramento. Testes sunt Fulcosius, Bonifatius, Rostagnus, Willelmus Raibaudi, Bertrandus de Conca, Willelmus Bonuspar, Bertrandus Badats, Milo et Fulco fratres, Raimundus prepositus Massiliensis et multi alii. Facta sunt ista in capitulo Sancti Pontii, et ibidem electio coram episcopo celebrata, et postmodum in Niciensi ecclesia confirmata. Anno M. C. LXXXIIII, mense septembris[1].

XXVIII

1185, 31 mars. — Lucius etc.[2] priori de Gordolo et Sancte Reparate et aliis monachis Sancti Poncii. Quod vobis salutationis alloquium nos impendimus, non ex nostra duritia, sed ex vestra iniquitate processit. Cum enim venerabilis frater noster Petrus Niciensis episcopus vos sepe monuerit ut non attemptaretis ejus jura parochialia usurpare, et qui monitis ejus, tam in his quam

1 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 93; *Nicea Civitas*, p. 179. — Dans le *Cartulaire*, au-dessous de la charte, se trouve écrite l'annotation autographe suivante de l'évêque Pierre : *L. etiam solidos michi persolverunt monachi in recognitione expensarum quas feci in itinere Romano.* En effet celui-ci, en allant à Rome pour régler les différends avec l'abbaye, emprunta cinquante livres de Lanfranc Riquieri, son concitoyen, établi à Gênes, et lui en passa une reconnaissance, par acte du 4 mars 1192, qui se trouve indiqué comme il suit dans le répertoire d'un notaire génois : *Confitetur dominus Petrus Nicensis episcopus se recepisse mutuo a Lanfranco Ricerio libras L. de Janua ad opus eundi Romam pro honore ecclesie Nicensis*, etc. — *Archivio di Stato Genovese, Liber W. Cassinensis, notarii*, an. 1191 in 1206, f° 91. — Cfr. Cais de Pierlas, *Le testament de Jourdan Riquieri au XII[e] siècle*, p. 11.

2 Il s'agit de Luce III. En effet, ce pape fit sa résidence à Vérone du 29 mars au 2 avril, tandis que les bulles de Luce II, du même mois, sont datées du Latéran. — Cfr. Jaffé, *Reg. pontif. Rom.*, vol. II, 487 (n[os] 15395-15397). Quant à l'abréviation qui suit le nom du pape, elle se trouve dans le *Cartulaire de la Cathédrale* dont nous tirons cette bulle. Nous rectifions ici la date que nous avions mise au 22 mars, dans la table chronologique de ce recueil.

in aliis, contumaciter resististis, excomunicationis in vos sententiam promulgavit, vos nec emendare quod nequiter egeratis, nec sententiam ipsam, quod grave gerimus et indignum, voluistis aliquatenus observare. Nolentes igitur dimitti vestram contumaciam incorrectam, per apostolica vobis scripta mandamus et districte precipimus, quatinus reddeuntes ad cor eandem sententiam inviolabiliter observetis, et de tanto excessu satisfactionem congruam exhibentes, prefato episcopo, tanquam vestro spirituali patri, debitam exhibeatis reverentiam et honorem. De questionibus etiam, quas habetis ad invicem, in presentia venerabilis fratris nostri Ventiensis episcopi, justicie illi curetis plenitudinem exhibere. Alioquin noveritis nos eidem episcopo litteris mandavisse ut sententiam, quam prescriptus Niciensis tulit vel tulerit in vos, auctoritate nostra suffultus, sine appellationis obstaculo usque ad satisfactionem, publice nuntiet observandam. Datum Verone, II kalendis aprilis [1].

XXIX

1203, 7 juin. — Guillaume, abbé de Saint-Pons [2], achète de Riquieri [3] une grange et courtil, « qui sunt sub barbacana de portali Sancti Martini, » confrontant Dominique Chabaudi et

1 *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 92; *Nicea Civitas*, p. 179.

2 Cet abbé Guillaume est celui qui siégeait en 1200, d'après la charte des archives capitulaires que nous avons publiée (*Cartul. de la Cathédrale*, ch. 103). Son successeur fut Bertrand que nous verrons bientôt nommé (ch. XXXI). — Il fut suivi par Guillaume de Comptes qui était abbé en 1206 (ch. XXXII). En 1210, non en 1201, comme le rapporte le *Nicea Civitas*, il y avait Gilbert, *Gilabertus*. — Cfr. Gioffredo, II, 242. — C'est lui qui assistait le 22 juillet 1212 à la donation faite à l'abbaye de Saint-Victor par Roncelin, vicomte de Marseille, de tous ses droits sur cette ville, et le 5 novembre de la même année à celle du château de Saint-Marcel. — *Cartul. de Saint-Victor*, ch. 907 et 905. — Nous signalerons encore l'abbé Pons, qui manque à la série de Gioffredo : il est témoin au testament de Raymond Chabaud, du 1er juillet 1223, que nous avons publié il y a quelques années. — Cfr. *Le Fief de Châteauneuf*, p. 114.

3 Il doit s'agir de Riquier Riquieri qui, en 1198, avait été un des héritiers de Jourdan Riquieri, probablement son cousin germain. — Cfr. *Le testament de Jourdan Riquieri au XIIe Siècle*, p. 26.

Dominique Coalerii au prix de 500 sous de Gênes. « Actum in operatorio Sancti Poncii, millesimo ducentesimo tercio, indictione quinta, VII die junii. Interfuerunt testes, Salmon[1], Milo Badat, Petrus Salomonus[2], Petrus Michel[3], Gaufridus Dautenec, Faraudus Prior, Petrus Bota. — Et ego R. Terii, notarius scripsi. »

Manuscrit L.

XXX

1203, 3 décembre. — In nomine Domini, amen. Guillelmus, Dei gratia, abbas monasterii Sancti Poncii, cum voluntate et in presentia prioris ejusdem monasterii et Guillelmi Giraudi prioris Sancte Reparate et monacorum infrascriptorum, scilicet Raybaudi de Levens, Guillelmi Capellani, Petri Salomonis, Hugonis de Luceramo, Pontii de Asperomonte, Berengarii de Draguiniano, Pontii de Rocha, Durandi de Asperomonte, Raybaudi de Albana, Hugeti de Sancto Martino, Petri Bruni, nomine ipsius monasterii ab una parte, et dominus Jordanus Riquerius[4] potestas Nicie ex alia parte, convenerunt inter se et sicut inferius dicitur promiserunt vicissim attendere. Videlicet quod dominus abbas, vel ejus successor, vel ipsum monasterium non debent adortare terram suam de Roccabelleria, plus quam nunc habent, absque voluntate predicti Jordani, nec debent ipsos hortos adaquare de aqua Palionis, preter quam duobus diebus in hebdomada, quibus ipse Jordanus

1 Probablement le *dominus Salomon* de l'*Obituaire de la Cathédrale*, p. 42. — Un *Salmo*, jurispérite, se trouve en 1235, 1246 et 1250. — Gioffredo, II, p. 342, 387 et 401.

2 Un Pierre Salomon se trouve nommé parmi les moines de Saint-Pons dans la charte suivante.

3 Cfr. *Cartul. de la Cathédrale de Nice*, ch. 4.

4 Ce Jourdan Riquieri doit être l'auteur du testament de 1198, co-seigneur d'Eze, ainsi qu'on le voit dans cet acte. Le 14 avril 1213 on trouve mention d'un autre acte le regardant, analysé par un notaire génois de la façon suivante : *Bertrandus Richerius pro se et Willelmo fratre suo promittit Jordano Riquerio tenere firmum omnia mutua que ipse fecit aliquo modo a communi Janue vel aliis occasione castri Eze, et contra non venire.* — Bibliothèque Royale de Turin, *manuscrits*, vol. 988, f° 374. — Cfr. *Le Testament de Jourdan Riquieri*, p. 14.

voluerit, absque voluntate ipsius Jordani, et hoc ad utilitatem tantum predictorum hortorum nunc ibi[1] existentium; eo insuper addito, quod si pratum[2] predicti Jordani sive molendina ipsius damnificarentur, vel eis aqua minoraretur in supradictis duobus diebus quibus aquam ipsi abbati accipere licere dictum est, ipse dominus abbas per, se et monasterium, promittit emendare ad voluntatem domini Jordani Riquerii et ipsam aquam non accipere etiam illis duobus diebus, si predictus dominus Jordanus diceret et ostenderet se ledi vel damnificari per acceptionem ipsius aque, quamdiu illud damnum instaret. Actum in ecclesia Sancte Marie, anno millesimo ducentesimo tertio, indictione sexta, decembris die tertia. Et fuerunt testes Albertonus judex, Amicus, Guillelmus Riquerius, Raymundus Riquerius, Stephanus de Deva, Montauros[3] et Petrus Davit. Et ego Guillelmus Terii notarius domini Raymundi Berengarii, Dei gratia, comitis Provincie, hanc cartum de cartulario patris mei extraxi et in publicam formam redegi, et hoc feci mandato domini Joannis de Sancto Maximino judicis domini comitis Provincie in Nicia, habito prius sacramento ab Augerio Badato quod primam cartam que extracta fuit de dicto cartulario non habet nec unquam habuerit. De quibus omnibus dictus clavarius, ad cautelam nomine predicte curie petiit sibi fieri publicum instrumentum. Actum Nicie, in platea inferiori palatii regii, presentibus Audeberto Grasso[4] subvicario Nicie et Ambrosio de Castello notario de Nicia, testibus vocatis et rogatis[5].

1 La copie authentique des archives porte ici le mot *ipsi* que nous croyons devoir interpréter par *ibi*.

2 La copie porte *factum*.

3 Ce nom doit correspondre à celui de *B. de Monte Auroso* que nous trouvons parmi les chanoines de Nice en 1208 (ch. XXXIII).

4 Ce nom est écrit *Grosso*, mais évidemment il s'agit de la famille Gras de Nice.

5 *Archivio di Stato*, à Turin. — Copie signée Saurin de Murat, conseiller du roi de France, en la Cour des Comptes de Provence. Pièce parvenue en ce dépôt d'après le traité de Turin du 24 mars 1760; elle est contenue dans un *vidimus* du 12 octobre 1203, P. Augier, notaire, pardevant n. h. Isnard de Dauphin, viguier, et Carlevar de Riccardis, juge de Nice, à la requête du chanoine P. Bonardi, à ce délégué par n. Jacques Ardoyni, procureur royal, agissant dans l'intérêt de la Cour, à raison des moulins que celle-ci possède près du Paillon.

Le viguier de Nice en 1302, Isnard de Dauphin, devait descendre d'autre Isnard de Dau-

XXXI

1205, 24 juillet. — Bertrand[1], abbé de Saint-Pons, successeur de l'abbé Guillaume, vend à Bertrand Scofier une maison située à la Condamine supérieure; sont présents les moines, Pierre Aycardi, Raymond de Castro, Guillaume de Contes, François Isnardi, Thomas d'Orange[2], Pons de Lantosque, Guillaume Raymondi, Raymond d'Ascros[3]; est témoin Théodore Galeani « nobilis et generosus miles[4]. »

XXXII

1206, 11 mai. — Guillaume de Comptes[5], par la grâce de Dieu, abbé de Saint-Pons, du consentement et en la présence de ses moines : Guillaume Giraud, prieur de Sainte Réparate, Guillaume

phin ou Delfini, le premier personnage de cette famille qu'on trouve à Nice en 1153 (*Cartul. de la Cathédrale*, ch. 62 et 101). Successivement on trouve *Raimbald de Dalfino* de 1208 à 1220 (Papon, *Hist. de Provence*, II, p. 36; Gioffredo, II, p. 242; Bouche, I, p. 854). En 1333 *Jean Dalfini* possède une tour dans la ville de Nice, au bourg de Saint-Pons (Cais de Pierlas, *La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des princes de Savoie*, p. 306; *Archives de la Cour des Comptes de Turin*, vol. 538, registre *Leopardus*). En 1375 *Guillaume Dalphini* fait hommage à la reine Jeanne pour ses fiefs de Trigance et de Flayos (*Arch. des Bouches-du-Rhône*, B. 760). — Le *castrum Dalphini*, près de Niozelle, faisait partie du comté de Forcalquier.

1 Cet abbé Bertrand manque à la série de *Nicea Civitas*.

2 Le ms. porte *de Orenga*.

3 Le manuscrit porte *des Cros*. Ce moine de Saint-Pons, d'après Gioffredo, vol. II, p. 324, aurait été élu abbé de Lérins en 1231.

4 *Archivio di Stato*, à Turin. *Manuscrits de l'abbé Gioffredo*. — Cette brève analyse est donnée par Gioffredo dans son premier manuscrit-original, vol. I, p. 173; dans son second manuscrit, celui qui a servi à la publication de son ouvrage, il a supprimé ce passage. — Voir sur la famille Galeani de Nice ce que nous en avons dit ailleurs : *Le Fief du Châteauneuf*, p. 104; *Obituaire de l'ancienne Cathédrale*, p. 3; *La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des princes de Savoie*, p. 238.

5 C'est sous cette forme que le nom de cet abbé est donné et même souligné dans le manuscrit. Nous ne saurions dire si ce personnage tirait son nom du village de Contes, près de Nice, ou s'il n'appartenait pas plutôt à celle du notaire Bertrand de Comps, rédigeant à Nice des actes pour le comte de Provence, de 1230 à 1241 (Gioffredo, II, 320, 343, 358), et recevant des actes au Cannet-du-Luc (dép. du Var) en 1249. — Cfr. F. Mireur, *La Commune de Comps (Var) et ses seigneurs au XIVe Siècle*, p. 6 et suiv. — Nous ajouterons qu'avant la moitié du XIVe siècle un *G. de Comtes* vivait à Nice et léguait à la cathédrale 60 florins. — *Obituaire de la Cathédrale*, p. 34.

Mondine[1], Pons d'Aspremont, Raibaud de Lévens, Raymond de Briançon, Guillaume d'Annot, Pierre Salvagni, chapelain, Amic Féraud, prieur de Sainte-Dévote, concède en emphytéose perpétuelle à Guillaume Guigo : « Campum de Clemnios ubi tuberes[2] trahuntur, et coheret ab una parte rocacium, ab alia aqua, ab alia podiun de Pineto ; » en plus « campum de amicdat de Maz qui erat Petri Lyarni, cui coheret a duobus partibus terra de Asgarena, ab alia R. Ricardi et Sicarde, ab alia via, ab alia Petrus Audebrandi, ab alia R. Escarena, ab alia Milonis Boclerni ; » on y ajoute « faisas suas que sunt super campum de Sancto Silvestro usque ad clusam, » dont les limites sont : Etienne Malalengua, R. Aspinelli, Hugues Travaca et les Condamines de Saint-Pons ; finalement « quatuor fossairadas vinee, » ayant pour limites Pierre Medici et d'autres ; l'abbé s'y réservant « pro decima, undenum. » Guillaume Guigo cède à l'abbé les droits qu'il possède « in masura Petri Bruni et sororis, et Pauli Rubei, et Clementis et R. Vidiani. Actum in claustro monasterii Sancti Poncii M. CC. VI. ind. VIII, XI die madii ; testes, B. Giraudus, W. Bermundus, magister Durandus, Petrus presbiter de Manoynis[3]. Raymundus Teri notarius. »

Manuscrit L.

XXXIII

1208, 5 mars. — In nomine Domini, amen. Cum inter canonicos ecclesie Niciensis et monachos Sancti Poncii questio verteretur, porrectis hinc inde libellis, reverendo domino episcopo proposuerunt litigare ; conceperunt autem libellos hujusmodi.

1 Ce nom est écrit *Mandine*, mais nous corrigeons en mettant celui d'une famille connue ; on trouve en effet *Ysabella Mondina de Pilia*, dans l'*Obituaire de la Cathédrale*, p. 28.

2 Les *tuberes* étaient les azeroles, ou certains fruits qui s'appelent noix-pêches.

3 Le ms. donne ce nom comme *Manoyreas*. — Le château de Manoynes, près d'Utelle, fut détruit par Romée de Villeneuve, vers 1240, et dépendit depuis du prieur de Gordolon. *Arch. des B.-du-Rh.*, B. 169.

Conqueritur ecclesia Sancte Marie et ejusdem canonici de monasterio Sancti Pontii et abbate, quod singulis annis tenetur et debet dare ecclesie Sancte Marie et canonicis saumatam[1] unam vini melioris quod monasterium habeat in cellario suo, et hoc per abprobationem nunciorum ipsorum canonicorum; item unum sestarium amicdolarum[2], et hoc..... persolvere in nativitate Domini; preterea conqueritur quod recipiunt parrochianos suos preter voluntatem ipsorum et sepeliunt ad Sanctam Reparatam, quod facere non debent, nec etiam... ibi habent, nec ibi batizare debent; itemque decimas accipiunt injuste, que ad monasterium non pertinent, immo potius ad ecclesiam Sancte Marie tanquam ad matrem; item quod non debent habere parrochianos, nisi illos tantum qui..... Nicie, et qui tunc erant monasterii Sancti Poncii, cum concordia inter ecclesiam Sancte Marie et monasterium Sancti Poncii fuit composita; item quod parrochianos suos..... ad domum suam furtive et ad Sanctum Pontium deportant, et de ipsis personis et mortalagiis et provectibus, hac occasione retentis restitutionem postulant; item..... festivis diebus, videlicet in Ramis Palmarum, Pascha, Pentecosten, et in Natali Domini debent parrochiani ipsorum episcopali officio interesse..... Conqueritur Guillelmus Giraudus, syndicus Sancti Poncii, de canonicis ecclesie beate Marie, quod capiunt injuste decimas pertinentes ad Sanctum Poncium... manu armata et injuste ceperunt de bonis..... valentes quingentos solidos, de quibus postulatur restitucio; item conqueritur quod canonici..... dictam ecclesiam; item conqueritur..... in parrochianos Sancte Reparate; item petit ecclesiam de Villa veteri, et ecclesiam beate

1 La charge d'une bête de somme se disait *saumata*, celle de l'homme *carga;* la première équivalait à peu près à 160 litres et la seconde à 95 litres, mais, dans la pratique, on confondait sommée et charge, et on leur donnait la valeur aproximative de l'hectolitre.

2 Le setier équivalait à deux hémines. L'hémine romaine était de 26 litres; l'hémine provençale, d'après les éditeurs du *Cartulaire de Lérins (Introduction*, p. XXVIII) aurait été de 27 litres; nous en doutons, car l'hémine niçoise du siècle passé, du moins pour les céréales, ne valait que 20 litres; peut-être elle était différente pour les fruits et légumes.

Marie de Bello loco..... cum pertinenciis suis..... quod canonici simul et monachi ante dominum Henricum Niciensem episcopum[1], in ejus palacio, eorum voluntate..... sine dilacione procedet ; et, ad hoc prosequendum, instrumentum..... Bonifacius de Castronovo canonicus Niciensis ecclesie, cum consensu et voluntate aliorum canonicorum, statutus syndicus in placito.... monasterium Sancti Poncii..... item G. Giraudus prior Sancti Poncii, cum consensu et potestate sui abbatis et aliorum monachorum, statutus syndicus, ad defendendum suum monasterium contra predictum Bonifacium, atque omnes canonicos Niciensis ecclesie..... que sibi ad invicem faciebant, promiserunt stare mandatis et ordinationibus domini Henrici Niciensis episcopi, tanquam in judice ordinario..... cum consilio magistri Raymundi sui assessoris, firmum faciunt in perpetuum, nec ab ejus sentencia appellabunt... Et hec omnia promittunt sibi adtendere, sub pena mille solidorum vicissim stipulata, et inde bona dicti monasterii et dicte ecclesie sibi pignori obligarunt... Actum in sala domini Niciensis episcopi : M°. CC°. VIII, indictione decima, v^a die marcii. Et fuerunt testes, magister Raymundus, Milo Badati, Petrus Fabri syndicus et vicarius. Raymundus Terii, notarius, interfui et rogatus scripsi.

Procedente ergo causa secundum tenorem superius nominatum, testibus hinc inde receptis..... prope sentenciam iam venisset, dominus episcopus utriusque partis separatim et in secreto voluntates et conscientias..... ad concordiam revocare..... ad invicem discordarent, nec in eis possent aliquatenus convenire, placuit eis ut dominus episcopus..... cum consilio magistri Raymundi..... super eo firmum habere in perpetuum juraverunt, ipsius juramenti scripturam publicam que sequitur facientes.....

In nomine Domini, amen. Dominus Henricus Niciensis episcopus, super lites omnes que vertentur inter canonicos Sancte Marie et inter monacos Sancti Poncii, loqueretur de concordia facienda...... instrumento publico facto per manum Raymundi

1 Le *Nicea Civitas*, p. 180, ne faisait commencer l'épiscopat d'Henri qu'en l'année 1210; d'après cette charte on peut le fixer deux ans plus tôt, en 1208.

Terii notarii, et eos non inveniret in totum concordes, placuit utrique parti, per voluntatum suam et mandato suo, totam discordiam ponere..... ita quod precise..... dixerit vel dicere voluerit, consilio magistri Raymundi sui assessoris firmum in perpetuum habere teneri atque ratum habere. Willelmus Bonuspar canonicus juravit pro se et pro aliis canonicis volentibus et jubentibus, nomina quorum sunt : Bonifacius de Castronovo, Villelmus..... R. Mercerius, Bertrandus, Poncius Garnerius[1], G. Raybaudus, B. de Concha. Item Raybaudus de Levens, monachus, juravit pro se et pro aliis monachis monasterii..... nomina quorum sunt : Guillelmus de Comptes abbas Sancti Poncii, G. Giraudus, G. Mondina[2], G. d'Anot, Guillelmus Capellanus prior de Aspromonte..... M°. CC°. VIII°, indictione decima, XVIII die aprilis ; et fuerunt testes : Bertrandus Giraudus, Salmon, B. de Huels, G. Bermundus, B. Badati. Raymundus Terii notarius interfui et rogatus scripsi, premissis ab utraque parte etiam instrumentis de parcium voluntate compositis, cum consilio magistri Raymundi, de voluntate et scientia partium..... componendo..... In primis dicimus quod monachi annuatim mitant sestarium unum amicdolarum canonicis Niciensis ecclesie in vigilia Nativitatis Domini, et saumatam boni vini in eadem die..... quos miterent canonicis ; ita tamen quod si primum quod..... bonum fuerit, de eo accipiant..... Actum in pontido domus domini Niciensis episcopi, millesimo ducentesimo nono, indictione undecima, vigesimo quinto die februarii ; et fuerunt testes : B. Giraudus, Johannes Bermundus, Stephanus de Deva, B. de Monte Auroso, R. Martinus, G. Bompar, G. de Montebruno[3], B. de Concha, W. Raybaudus, Bermundus Pontius, P. d'Esa, canonici Niciensis

1 Le ms. porte *Poncius Garinus*, erreur de lecture évidemment; on trouve plusieurs fois le nom de *Poncius Garnerius* dans le *Cart. de la Cathédrale*, ch. 27 et *passim*.

2 Le ms. porte *Madena;* nous avons mis *Mondina*, à cause d'un nom similaire que nous avons déjà trouvé parmi les religieux de Saint-Pons. — Cfr., ch. XXXII, note 5.

3 Peu d'années après on trouve Bertrand de Monbrun, ou pour mieux dire ses fils, qualifiés de seigneurs de Coaraze, ainsi qu'Isnard de Bonson. — *Arch. des Bouches-du-Rhône*, B, 169.

ecclesie; item G. de Comptes, G. Giraudus, Guillelmus Capellanus, Feraudus d'Esa, monachi Sancti Pontii. — Raymundus Terii notarius interfui, et rogatus scripsi et emendavi[1].

Manuscrit L.

XXXIV

1226, 11 février. — « Indicione XIIII, regnante Friderico felicissimo Romanorum imperatore semper augusto. » Guillaume Bertrandi, prieur de l'église de Saint-Blaise[2], achète de Laugier, et de Rostaing de Coms[3], la troisième partie du territoire de Saint-Blaise au prix de cent sous Raymondis et avec l'obligation de payer annuellement audit Laugier six deniers à la Saint-Michel. Le prieur entrera aux possessions desdits biens sans autorisation d'aucun juge et aura comme garants Guillaume Milo, Rostaing de Coms et Pierre Attanulphe. Rostaing déclare d'être intervenu à la vente, d'y avoir donné son autorisation et d'en avoir reçu le trézain de huit sous. Fait devant l'église de Sainte-Marie-de-Beauvezer[4]. — Autremario, notaire[5].

Manuscrit L.

1 Cette charte ne se trouve pas dans le *Recueil des Chartes de Saint-Pons* qui sont inventorisées, mais vers la fin du volume; elle doit avoir été retrouvée après coup.

2 Il ne s'agit ici ni de Saint-Blaise d'Aspremont, ni de Saint-Blaise des Pratis au territoire de Lévens, mais de Saint-Blaise de Figanières, l'ancien *Castrum Sancti Blasii*, prieuré possédé, au siècle dernier, par le chapitre de Lorgues, collégiale fondée au XV[e] siècle.

3 Nous avons vu dans les chartes précédentes un Guillaume de Comptes, abbé de Saint-Pons.

4 Beauvezer a fait partie de la commanderie de Comps; cette dernière seigneurie fut vendue, en 1232, par les Blacas au grand prieur de Saint-Gilles. — GRASSET, *Essai sur le grand prieuré de Saint-Gilles*, p. 21.

5 Cette pièce, importante pour l'histoire de Draguignan, devait se trouver aux archives de Saint-Pons à cause du prieuré de Saint-Hermentaire.

XXXV

1229, 17 avril. — In nomine domini, amen. Nos Bernardus prior ecclesie Sancti Michaelis de Cespitello, cum voluntate et consensu expresso Guillelmi Cabrerie prioris de Pilia, ex una parte, Fulconis diaconi ecclesie Sancti Petri de Cespitello, una cum Raynaldo archipresbitero Sancti Gervasii, Guillelmo Borrilloni prioris ecclesie Sancte Marie in Virga et presbitero Raimundo ecclesie Sancti Nicolay, ex altera, mera et spontanea voluntate compromittimus in vos, domine Guillelme[1], Dei gratia episcope Vintimilliensis, de litibus et controversiis et questionibus, que inter nos vertitur super oblationibus et exequiis defunctorum, et super legatis pro animarum remedio relictis, et super celebratione missarum in quacumque ecclesia de Cespitello, vel in territorio, seu quolibet alio jure parochiali; promittentes ad invicem, una pars alteri..... Et incontinenti nos Guillelmus, miseracione divina Vintimilliensis episcopus, albiter seu albitrator, quia dictum arbitrium intendimus ad profictum et utilitatem cedere utrique parcium predictorum, et ad sedandam presentem seu futuram discordiam inter easdem pro bono pacis et amicabilis compositionis, sic dicimus, mandamus, laudamus. Scilicet, quod cuique persone de Cespitello liceat eligere sepulturam apud quamcumque ecclesiam voluerit, et quandocumque relinquere voluerit alicui ecclesie de Cespitello habeat facultatem, reservato tamen canonica porcione, sive quarta parte cujuscumque relicti ecclesie sue parochiali; et hoc proferimus et laudamus esse observandum ab utraque parte. Si vero alicujus ecclesie parochialis apud aliam ecclesiam elegerit sepulturam, alii presbiteri qui fuerint ad ipsius exequias invitati, celebrent ibi missam cum candelis, paramentis et aliis ad missam necessariis ipsius ecclesie, et habeant oblationes

1 Cfr. Girolamo Rossi, *Storia di Vintimiglia,* 2ª edizione, p. 98, 114.

sibi factas preter candelas sibi ad missam oblatas, que remaneant apud ecclesiam memoratam. Misse autem hoc ordine celebrentur, scilicet quod prior vel presbiter illius ecclesie, in qua fierent exequia, celebret[1] missam primo ; secundo celebret unus ex aliis qui non fuerit de ipsa ecclesia ; tercio celebret unus ex presbiteris ipsius ecclesie, si ibi fuerit ; et sic per ordinem nominatum procedat, quousque ordo duraverit sacerdotum. Idem ordo servetur de celebratione in his qui apud ecclesiam suam fuerint sepulti. Habeat autem unusquisque de Cespitello licenciam se et sua dedicandi cuique ecclesie de Cespitello, in vita et sanitate sua, sine diminutione aliqua facienda : si autem in egritudine sua dedicare voluerit, canonica portio, scilicet quarta bonorum que legaverit ecclesie cui relinquere disposuerit, ecclesie parochiali sine diminutione remaneat. Item statuimus, per[2] idem albitrium et laudum, quod neutri predictarum parcium alterius parochiam turbet vel suadat, nec ortetur aliquem vel aliquam qui ecclesiis benefaciat. Hoc quoque albitrium et composicionem utraque pars laudavit et approbavit expresse, promittens una pars alteri singula et universa sine fraude inviolabiliter observare. Si quid vero dubietatis super premissis, seu questio de predictis emergerit, mandamento et albitrio dicti domini episopi albitratoris[3] decidendum reservetur. Actum in civitate Vintimillii, in palacio domini Vintimilliensis episcopi, anno dominice Nativitatis M° CC° XXIX°, indictione prima, die XVII exeunte aprili, post vesperas. Testes Guillelmus prepositus Vintimilliensis, presbiter Hugo canonicus ejusdem ecclesie, presbiter Demadeus, Ricolfus prepositus Tende, Raybaudus prepositus Brelii, presbiter Paulus. Ego Raynaudus imperiali auctoritate notarius, mandato supradicti domini episcopi et parcium supradictarum, hanc cartam rogatus scripsi et condidi[4].

Manuscrit T.

1 Les deux ms. portent, *fuerit exequia celebrata :* notre interprétation parait meilleure.
2 Les ms. ont *quod*, ce qui doit être erroné.
3 Les deux ms. ont *albitraror*.
4 Cette pièce se trouve insérée dans un double *vidimus*. Par le premier, du 27 février 1334, Bertrand Tournefort, en sa qualité de prieur et recteur de l'église de Saint-

XXXVI

1230, 22 août. — Donation de certaines terres faites à l'église de Saint-Jacques de Draguignan[1] avec l'intervention des moines de Saint-Pons. « Actum anno domini M. CC. XXX., ind. II, die XXII augusti, in camera quadam juxta ecclesiam Sancti Jacobi prope Draguinianum, presentibus et ad hoc vocatis testibus : R. Giraudo, Joh. Sartore, R. de Aurenga, W. Sestarono, Martino Sestarono, P. Isnardo. » — Raymond De Canneto, notaire[2].

Manuscrit L.

XXXVII

1233, 16 août. — Raymond de Saint-Martin[3], prieur et administrateur de Saint-Pons, ainsi que les moines de l'abbaye : Féraud d'Eze[4], prieur claustral et sacristain, R. Limosa, Hugues

Michel de Sospel, et à la présence des témoins, Guillaume Orseti de Salernes, chapelain-curé de Saint-Pierre de Sospel, Guillaume Bras *(Brachio)*, clerc de Lucéram, Pierre India de Sospel, requiert de Jacques Vento, recteur de Saint-Pierre de Sospel et vice-vicaire de Pierre *(Malocelli)*, évêque de Vintimille, copie et publication de l'acte du 2 octobre 1327, G. Caubelli, notaire ; par cet acte ledit Jacques Vento, témoins Jean Ferrari, notaire de Sospel, Berton Mercadier, André Philippi, prêtre d'Alons, et Jean Grifon, chapelain au diocèse de Gap, demandait, à Raymond Raphaël, prieur de Menton et vicaire de Raymond évêque de Vintimille, publication de la convention passée, le 17 avril 1229, entre les prieurs et recteurs des différentes églises de Sospel. C'est celui que nous donnons ici.

1 La chapelle de Saint-Jacques, démolie probablement pour la défense de la ville de Draguignan, à l'époque des guerres de religion, se trouvait sur une légère éminence, aujourd'hui presque dans la ville. — Notice que nous devons à l'obligeance de M. F. Mireur, le très aimable archiviste du Var.

2 Le copiste, en faisant l'analyse de cette pièce, la déclare presque illisible.

3 Probablement de la même famille que *Bertrand de Saint-Martin*, chanoine niçois, qui devint archevêque d'Arles en 1258. — Cfr. *Obituaire de l'ancienne Cathédrale*, p. 9.

4 Le ms. donne la forme *de Esya.* — Féraud d'Eze était frère de Guillaume et Bertrand d'Eze, (ce dernier potestat et seigneur d'Apricale en 1246 ; GIROLAMO ROSSI, *Storia d'Albenga)*. Ils étaient fils de Rostaing Guillaume qui fut consul de Nice en 1210 (GIOFFREDO, II, p. 240); en 1234 ces deux derniers sont qualifiés comme tels dans l'acte de vente d'une maison qu'ils possédaient dans la ville d'Albenga par indivis avec Philippe des com-

Tombarel, R. de Comtes et Pons Sauvaigue[1], prieur de Lucéram, donnent en emphytéose perpétuelle à Guillaume Roland, un champ « ad Carobies, heremum et cultum », confrontants : Etienne Astafero, Zabaldi, Pierre Galserano[2], sous le service de deux tiers de figues à la Toussaint et de six deniers de Gênes, et les droits de lod, trézain et prélation. « Actum fuit in claustro Sancti Poncii, anno a nativitate Domini millesimo cc. xxx. iii., ind. v, augusti die xvi. Testes vocati fuerunt R. Peletus juvenis, Bartholomeus Theoler, R. Durandus. » — Pierre de Darexano, notaire.

Manuscrit L.

XXXVIII

1235, 8 août. — Guillaume Audibert, archidiacre de Fréjus, ayant reçu d'Antelme, abbé de Saint-Pons, l'église de Saint-Hermentaire, celui-ci et Raymond Laugier son père[3], avaient fait de fortes dépenses pour le rachat des biens, le payement

tes de Vintimille et Raymond Curlo. Ce fait prouverait que leur mère était une Vintimille. — *Arch. di Stato Genovesi;* protocoles du notaire Henri de Porta, f° 145.— Peu d'années après on trouvera Rostaing et Féraud d'Eze son frère, seigneurs de la Turbie et coseigneurs de Berre.

1 *Silvatico* dans le manuscrit.

2 Ce nom doit correspondre à Jausserand.

3 L'analyse que nous lisons dans le manuscrit paraît dire que Raymond Laugier était le père de l'archidiacre de Fréjus; mais évidemment il l'était de l'abbé Lantelme. La famille de ce dernier était donc celle des Laugier, d'estoc vicomtal. — Cet acte fournit la première mention du prieuré de Saint-Hermentaire de Draguignan; mais il n'existe aucune trace sur sa fondation et son passage à l'abbaye de Saint-Pons. On pourrait cependant l'attribuer à la famille Laugier de Nice. En effet, l'acte nous dit que le prieuré possédait des redevances à Roquebrune (Var). Or, en 1235, un Raymond Laugier, qualifié de Roquebrune, se trouve comme arbitre entre le comte de Provence et certains seigneurs de la région. (Gioffredo, ii, 332); en 1297, autre Raymond Laugier, coseigneur de Châteaudouble, Villepeys et Roquebrune, et Raymond Laugier son fils, du consentement de G. de Draguignan, coseigneur de Villepeys, vendent ces deux derniers châteaux à G. d'Hyères, seigneur du Revest : acte passé à Draguignan, témoin Augier Badat de Nice, notaire Daniel Marquésan de la même ville (*Arch. des Bouches-du-Rhône*, B, 401); ensuite le jeune Raymond Laugier prend femme dans la famille Riquieri de Nice (*Ibidem*, 459); puis, en 1328, son fils Riquieret vend le fief de la Turbie à Daniel Marquésan (*Ibidem*, 476, 1114). C'est un ensem-

des dettes et autres nécessités de l'église. Mais ensuite, ayant été obligé par ledit abbé à renoncer à cette église, ce dernier promit de lui verser la somme de soixante livres de Raymondis, et de lui céder pendant cinq ans les dîmes que l'église de Saint-Hermentaire percevait au lieu de Roquebrune. « Actum « in ecclesia Sancti Pontii, anno M° CC° XXXV°, ind. VII, augusti « die VIII; et fuerunt testes Fulco Cailla, prepositus Foroju- « liensis, Faraudus de Ysia, sacrista Sancti Poncii, Pontius « Salvate, prior de Luceramo, R. de Sancto Martino, prior « Sancte Reparate, R. Bareria, Pontius Bareria et R. Bonosa « monachi et conventuales dicti monasterii. » — Guillaume Terii, notaire.

Manuscrit L.

XXXIX

1239, 9 janvier. — L'abbé de Saint-Pons concède en emphytéose à Pierre Chapello[1] une terre sise au Puy Sicard « in podio Sichardi » sous l'obligation d'y faire des plantations de vignes et de figuiers et de payer à l'abbaye le sixième du produit. « Actum Nicie ante domum Raymundi Rubei, et fuerunt testes Petrus de Trentis, magister Jacobus, Petrus Albi. » — Hugues Rocha, notaire.

Manuscrit L.

ble de faits qui prouve assez les relations de ces seigneurs, aussi bien dans la région des Alpes-Maritimes que dans celle de Draguignan, et donne une certaine valeur à notre hypothèse. Nons ne pensons pas qu'on puisse faire remonter l'institution du prieuré à Foucher, père de l'abbé Maiol, qui, en 909, possédait à titre d'alleu, de grands biens et des fiefs importants dans le comté de Riez, d'Apt, d'Aix, dans la vallée de Reillane et dans la région environnante, parmi lesquels paraissent Fayence, les Arcs et même Draguignan : *Dragoniano similiter.* — *Cartul. de Cluny*, ch. 105 et 106.

1 C'est la première fois que nous rencontrons le nom de *Capello*, sous cette forme, dans un document niçois, le nom de *Sicardi*, qui suit, présente le même phénomène.

XL

1242, 30 novembre.— Lantelme, abbé de Saint-Pons, concède à Pierre Gili et à Guillaumine, sa femme, une terre « ad collem de Basto », sauf la tasque du blé et des figues et le huitième du vin. « Actum Nicie in operatoriis Sancti Poncii ; et fuerunt testes Raimbaudus....., Laugerius Guilabert, R. Lombardus. » — Hugues Rocha, notaire.

Manuscrit L.

XLI

1245, 5 mars. — Barthélemy, abbé de Saint-Pons, avec le consentement et l'autorisation de ses moines : Guillaume Pistello, prieur du monastère, Henri, sacristain, André et Raymond de Châteauneuf, Laugier Peleti et Lantermet, concède en emphytéose à Olivier Miloto, une terre sise à Brancholoto, confrontant Etienne Rolandi, les héritiers de Pierre Guigonis et de Guillaume Peyre[1] « Anno nativitatis Domini millesimo cc° xlv, ind. ii, martis die v. Testes rogati fuerunt Petrus de Salsis, Ugo Travacha, Ugo Gattus. Ego Petrus de Arexano, notarius domini Octonis imperatoris interfui et rogatus scripsi. »

Manuscrit L.

XLII

1246, 11 novembre. — Raynald, prévôt de Vintimille, sur l'ordre de l'évêque de cette ville, délégué apostolique, donne à Barthélemy, abbé de Saint-Pons, et à Raymond de Peille, prieur

1 Ce nom est donné avec sa forme latine *de Petri* : Peyre n'est que sa version en dialecte, seule forme qui soit parvenue jusqu'à nous dans la région niçoise.

d'Aspremont et procureur-syndic dudit monastère, la possession de certains droits : — « jurium parochialium, hominum et colonorum et habitancium omnium in suburbiis et incrementis civitatis Nicie, scilicet in Condamina superiori et inferiori Sancte Reparate, et extra portale Sancti Poncii, et extra portale Sancti Martini, et extra portale Rusticorum suorum [1], in solo dicti monasterii. » — L'investiture est accordée « coram populo ad missam congregato, cum uno libro. » Cela malgré les prétentions du prévôt et chapitre de Nice, et avec menace d'excommunication à tous rebels et contradicteurs qui oseraient troubler l'abbaye dans la pacifique possession de ces droits. — « Actum in ecclesia Sancte Reparate, ante altare predicte sancte. Testes rogati dominus Miro Chabaudus, dominus R. Chabaudus, Isnardus de Castronovo, magister Johannes archiprestiter de Taurano, Wilermus patronus Vigintimiliensis, Piper Januensis sartor, Laugerius Darmacius, R. Rubeus, R. Bertrandus Niciensis, et Olivarius Milotus Vigintimiliensis. Millesimo ducentesimo XLVI, ind. III, die XI novembris, quum cantabatur missa. » — Humbert Vacherius, notaire.

Manuscrit L.

XLIII

1247, 12 mai. — Guillaume Peleti, procureur de l'abbaye, au temporel, avec le consentement des autres religieux : Olivier, prieur claustral, Raymond de Lucéram, André d'Embrum, Guillaume de Berre, Pierre Aycardi, Guillaume de Saint-Blaise, Bertrand Jourdan, Bertrand de Châteauneuf, Ludovic Peleti, concède à Raymond Rubeo — « quodam casale situm in Condamina superiori Sancte Reparate ad fiendam domum, longum sex cannarum et amplum trium, juxta viam quo ageretur per domum

1 Le ms. porte réellement, *extra portale fustigorum suorum*, mais nous pensons qu'il doit y avoir erreur ; de plus, le dernier mot, *suorum* est évidemment de trop.

G. de Sancto Albano ; » — pareillement un autre casal, — « juxta istud de retro, versus Niciam, similiter ad hedificandum domum. » — Le cens est de six sous génois par maison, et avec l'obligation de « molere ad molendinum, coquere ad furnum dicti monasterii competenti molture et fornage. — Actum in capitulo Sancti Poncii. Testes Laugerius..... B. de Pugeto. » — Maître Pascalis, notaire.

Manuscrit L.

XLIV

1247, 15 mai. — [Bref de pape Innocent IV.] Cupientes igitur ut ecclesia vestra in honorem beati Pontii martyris congruis honoribus frequentetur, omnibus vere penitentibus et confessis qui ecclesiam ipsam in festo Natalitii ejusdem usque ad octavum diem visitaverint, de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, quadraginta dies de injuncta sibi penitentia misericorditer relaxamus. Dat. Lugduni, idibus maii, pontificatus nostri anno quarto.

Manuscrit L.

XLV

1247, 24 mai. — Lettres de citations de l'auditeur pontifical Jean Spada, sur l'instance de l'abbé de Saint Pons, remises pour leur exécution à Raymond, évêque de Grasse, et dirigées contre le chapitre de Nice, au sujet des différents qui existaient avec ce dernier — « super jure parrochiali ecclesie Sancte Reparate et de jure spectantis ad monasterium supradictum et quibusdam aliis articulis. » — Cette cause avait d'abord été déférée à l'évêque de Vintimille, et après sa mort à l'auditeur ci-dessus. — « Actum

Nicie in canonica beate Marie, millesimo cc°. xlvii°, ind. iv, madii die vicesima quarta. Testes, Gibellinus Peletus, Vitalis Auriol, Bernardus Garitius diaconus Grasse. » — Raymond Jourdan, notaire.

Manuscrit L.

XLVI

1247. 13 juin. — Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio abbati Sancti Pontii, extra muros Nicienses, ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris, regularem vitam professuris in perpetuum, salutem et apostolicam benedictionem. Religiosam vitam eligentibus apostolicum convenit adesse presidium, ne forte cujuslibet temeritatis incursus, aut eos a proposito revocet, aut robur, quod absit, sacre religionis infringatur. Ea propter, dilecti in domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, monasterium extra muros Nicienses, in quo divino estis obsequio mancipati, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus. In primis siquidem statuentes ut ordo monasticus, qui secundum Deum et beati Benedicti regulam in eodem monasterio institutus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur. Preterea quascumque possessiones, quecumque bona idem monasterium impresentiarum juxte ac canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibate permaneant : in quibus hec propriis nominibus duximus exprimenda. Videlicet locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est, cum omnibus pertinentiis suis. In civitate Niciensi, ecclesiam Sancte Reparate, cum omnibus juribus et aliis pertinentiis suis[1], ecclesiam beate Marie Cimelensis, cum omnibus

1 Le manuscrit L porte ici, *Ecclesiam Sancte Reparate cum hominibus et aliis pertinentiis suis.*

pertinentiis suis, Sancti Bartholomei, Sancti Silvestri, Sancti Michaelis de Barbalata, Sancte Marie de Falicono et Sancte Marie de Villa vetula ecclesias, cum pertinentiis earundem; Sancte Marie de Bello loco, Sancti Laurenti de Ysia, Sancte Devote et Sancte Marie de Aspromonte ecclesias cum pertinentiis earundem; Sancti Martini de Rupe, Sancte Marie de Levens, Sancti Martini de Castro Monaco[1] et Sancti Blasii ecclesias, cum pertinentiis earundem; Sancte Helene, Sancti Martini, Sancti Petri de la Escarena, Sancti Valentini de Berra et Sancti Martini de Gordolon ecclesias. In diocesi Vigintimiliensi, ecclesiam Sancti Nicolai de Cespitello, cum pertinentiis suis. In diocesi Venciensi, Sancte Marie de Gatteriis et Sancti Petri de Oliva ecclesias, cum pertinentiis earundem. In diocesi Glandatensi, ecclesiam Sancte Marie de Annoto, cum pertinentiis suis. In diocesi Forojuliensi, Sancti Armentarii, Sancti Jacobi, Sancte Marie de Salis[2], et Sancti Blasii de Vercellis[3] ecclesias, cum pertinentiis suis. Burgum Sancti Pontii in civitate Niciensi, cum juribus et aliis pertinentiis suis, Burgum de Mas, cum juribus et aliis pertinentiis suis[4]. Decimas, possessiones et domos, furnos, molendina et prata, que habetis in civitate et diocesi Niciensi. Medietatem castri de Falicono[5], quartam partem castri de Rupe[6], cum pratis, terris, vineis, nemoribus, usagiis et pascuis, in bosco et plano, in aquis et molendinis, in viis et semitis, et omnibus aliis libertatibus et immunitatibus suis. Sane novalium[7] vestrorum, que propriis

1 Elle était située sur le rocher de Monaco, tout près du château-neuf. — Cfr. Saige, *Documents historiques sur la principauté de Monaco*, t. III, *préface*, p. XLIII.

2 Notre-Dame-des-Salles, chapelle rurale qui existe encore, et qui est un très joli vaisseau d'architecture romane.. — Communication de M. F. Mireur.

3 Le *Nicea Civitas*, p. 215, porte aussi *Santi Blasii de Vercellis;* Gioffredo, II, 390, donne le nom de *San Biagio* suivi d'un pointillé indiquant la difficulté de lecture.

4 Aussi ici le manuscrit donne les noms des deux bourgs suivis de *cum hominibus suis.*

5 Nous ne savons d'où venait cette juridiction féodale qui paraît ici pour la première fois: peut-être est-ce par les Travacca qui prêtèrent serment pour ce fief à Charles II en 1271 (*Arch. des Bouches-du-Rhône*, B, 754). C'est un fait que les abbés en prenaient l'investiture : ainsi, en cette qualité, l'évêque de Nice la reçut le 11 mars 1483.

6 Il s'agit de la quatrième partie du fief de Saint-André.

7 Le *novale* était un champ laissé en friche pendant une ou plusieurs années.

manibus aut sumptibus colitis, de quibus hactenus aliquis non percipit, sive de ipsorum animalium nutrimentis, nullus in vobis decimas exigere vel extorquere presumat. Liceat quoque vobis, clericos vel laicos, liberos vel absolutos e seculo fugientes ad conversionem recipere, et absque contradictione aliqua retinere. Prohibemus insuper ut nulli fratrum vestrorum, post factam in monasterio vestro professionem, liceat sine abbatis suis licentia, nisi arctioris religionis obtenta, de eodem loco discedere ; discedentem vero absque commune litterarum vestrarum cautione nullus audeat retinere. Cum, authoritate nostra, generale interdictum latum fuerit, liceat vobis, clausis januis, excomunicatis et interdictis exclusis, non pulsatis campanis, dummodo caussam non dederetis interdicto, suppressa voce, divina officia celebrare. Chrisma vero, oleum sanctum, consecrationes altarium seu basilicarum, ordinationes clericorum qui ad ordines fuerint promovendi, a diocesano suscipiatis episcopo, siquidem catholicus fuerit, et gratiam et communionem sacrosancte Romane Sedis habuerit, et ea vobis voluerit sine pravitate aliqua exhibere. Prohibemus insuper, ut intra fines parrochie, nullus, sine assensu diocesani episcopi et vestro, capellam seu oratorium de novo construere audeat, salvis privilegiis pontificum Romanorum. Ad hec novas et indebitas exactiones ab archiepiscopis, episcopis, archidiaconis sive diaconis, aliisque omnius ecclesiasticis, secularibus sive regularibus personis, a vobis omnino fieri prohibemus. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse determinamus, ut omnium devotioni et extrema voluntati qui se ibi sepelire deliberaverint, nisi forte excommunicati vel interdicti sint aut etiam publici usurarii, nullus obsistat, salva tamen justitia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Decimas preterea et possessiones ad jus ecclesiarum vestrarum spectantes, que a laicis detinentur, redimendi et legitime liberandi de manibus earum et ad ecclesias ad quas pertinent revocandi, libera sit vobis, de nostra auctoritate, facultas. Obeunte vero te, nunc ejusdem loci abbate, vel tuorum quolibet successorum, nullus

ibidem preponatur quavis subreptionis astutia, seu violentia personarum, nisi quem fratres, communi consensu vel fratrum major pars consilii saniores, secundum Deum et sancti Benedicti regulam providerit eligendum. Paci quoque et tranquillitati vestre, paterna imposterum sollicitudine providere volentes, authoritate apostolica prohibemus, ut infra clausuras locorum sive grangiarum vestrarum nullus rapinam seu furtum facere, ignem apponere, sanguinem fundere, hominem tenere, capere vel interficere, seu violenter audeat coercere. Preterea, omnes libertates et immunitates officialibus vestris, a Romanis pontificibus, ac monasterio vostro concessas, nec non libertates et exemptiones secularium actionun, a regibus et principibus vel aliis fidelibus rationabiliter vobis indultas, authoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti privilegio communimus. Decernimus ergo ut nulli hominum liceat prefatum monasterium temere perturbare, vel ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integre conserventur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura, salva Sedis Apostolice authoritate ac diocesanorum episcoporum canonica justitia, et in predictis decimis moderatione concilii generalis. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisque persona, hanc nostre constitutionis paginam sciens, contra eam temere venire tentaverit, secundo, tertiove commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui careat dignitate, reumque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore et sanguine Dei et domini redemptoris nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte subjaceat ultioni. Cunctis autem in eodem loco sua jura servantibus sit pax domini nostri Jesu Christi, quatenus et hic fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen, amen.

† Ego Innocentius Catholice ecclesie episcopus.

† Ego Petrus ecclesie Sancti Marcelli presb. card. S.

† Ego Wiielmus basilice Duodecim Apostolorum presb. card. S.
† Ego fr. Joannes eccl. Sancti Laurentii in Lucina presb. card. S.
† Ego fr. Ugo eccl. Sancte Sabine presb. card. S.
† Ego Oto Portuensis et Sancte Ruffine episc. S.
† Ego Willelmus Sancti Eustachii diac. card. S.

Datum Lugduni, per manum magistri Marini, Sancte Romane ecclesie vice cancellarii, idib. junii, indict. v, incarnacionis, dominice, anno M° CC° XL. VII, pontificatus domini Innocentii pape IIII, anno quarto[1].

Manuscrit T.

XLVII

1247, 23 novembre. — Convention entre l'évêque de Nice Nitardi[2] et Barthélemy, abbé de Saint-Pons, par laquelle ce dernier ayant accordé à l'évêque de pouvoir accepter les oblations des fidèles qui habiteraient les deux Condamines de Sainte-Réparate, on promet que si jamais on lui contestera, par voie de justice, les droits « super facto parrochie de Condamina superiori et inferiori ecclesie Sancte Reparate », il lui sera payé la moitié des dépenses faites à ce sujet. Au cas où l'évêque ne paierait pas, la présente convention serait tenue pour nulle. — « Actum in capitulo Sancti

1 *Nicea Civitas*, p. 214; GIOFFREDO, II, p. 390. — Cette bulle ne se trouve pas dans les registres d'Innocent IV, publiés par BERGER, *Bibliothèque des Ecoles Françaises de Rome et d'Athènes*, ni dans le recueil de POTHAST. Au siècle dernier il n'existait plus qu'une copie authentique et judiciaire, faite le 26 octobre 1339, sur demande des moines Jean Medici et Geoffroi Fulconis, comme procureurs de l'abbé Emmanuel, témoins Pierre Sardina, chanoine de Nice, Antoine Spitalieri, prêtre, Pierre Sénioret, notaire du Broc, Foulques Berard et Barthélemy Diani, notaires de Nice. Acte de François Pictoris, notaire. — C'est ce qui résulte par nos deux manuscrits.

2 Voici un évêque de Nice qui n'était pas connu. Un premier évêque Nitardi a siégé vers 1037-1040 et un autre encore en 1301, d'après le *Nicea Civitas*, p. 185. Quant à celui-ci ce ne peut-être que le *Petrus de Gavaretto*, nommé dans une bulle d'Innocent IV, 14 juin 1246. — BERGER, *Registre d'Innocent IV*, n° 1933. — Cfr. *Obituaire de la Cathédrale*, préface, p. 4.

Poncii, et fuerunt testes, P. de Arexano, G. Peleti, R. de Aguiliers, P. de Nemps canonicus Sancti Rufi, R. Rubei. » — Hugues Roche, notaire.

Manuscrit L.

XLVIII

1248, 3 janvier. — Procuration passée par les moines de l'abbaye, Raymond de Lucéram, prieur claustral, Pierre Aycardi, sacristain, Hugues de Coursegoules, Hugues de Saint-Martin[1], Laugier Peleti, Rostaing de Châteauneuf, Raymond de Peille et André, à Barthélemy, leur abbé, avec mandat de poursuivre le procès en cours contre le chapitre de Nice, au sujet de la paroisse de Sainte-Réparate et des églises de Ville-Vieille, de Beaulieu et de Saint-Jean-des-Fosses, au sujet desquelles l'évêque Jean de Vintimille, de son vivant, avait été délégué par le Saint-Siège, et avec celui de demander la maintenue de tous leurs droits : — « omnium jurium parrochialium ecclesie Sancte Reparate Condaminarum, scilicet superioris et inferioris, suburbium et colonorum et incrementorum habitantium foris portale Rusticorum et foris portale Sancti Poncii, in solo dicti monasterii. Actum in capitulo Sancti Poncii, anno M° CC° XL° IIII, ind. V, mense januarii die III ; et fuerunt testes, magister P. de Arexano, G. Peletus, Balbetus, P. de Salsis et G. Maurellus. » — Guillaume Teri, notaire.

Manuscrit L.

XLIX

1248, 20 août. — En l'année sixième du pontificat d'Innocent IV, et sur son ordre, « de speciali domini Pape mandato ; » l'abbé Barthélemy et le chapitre de Nice établissent un compromis

1 Ce moine de Saint-Pons devait être de la famille de Bertrand de Saint-Martin, chanoine de Nice, qui devint, en 1258, archevêque d'Arles. — Cfr. *Obituaire de la Cathédrale de Nice*, préface p. 9.

en personne de Jean Spada, auditeur général, au sujet des différents qui existaient entre eux, — « de parrochia nove augmentationis duarum Condaminarum ecclesie Sancte Reparate et omnibus aliis causis. » — Le premier à ce autorisé par les moines, Guillaume, prieur claustral, Pierre, sacristain, Hugues, Raymond de Peille, Laugier Pellet, Rostaing de Châteauneuf, Raymond, prieur d'Aspremont, Audibert, prieur de Gattières, Raymond, prieur de Gordolon, Guillaume, prieur de Lucéram, Olivier prieur de l'Escarène, André, prieur de Falicon, Guillaume, prieur de Saint-Blaise, par acte passé en le chapitre de Saint-Pons — « In crastinum octave beatorum apostolorum Petri et Pauli. » — L'autre partie ayant pour procureur Guillaume Malleus, chanoine de Vintimille, par acte passé en l'église de Nice, présents Raymond Laetius, prêtre, Raymond de Galiaco, prêtre[1], Pierre de Vaudier, prêtre, Guillaume d'Ilonsa diacre, maître Jacques, notaire[2]. Le compromis est signé à Lyon. — « Actum apud Sanctum Justum, in hospitio dicti domini Johannis. » — Le serment d'observance du compromis a lieu « in eodem loco, in curia capellanie domini Pape[3]. »

Manuscrit L.

1 La copie du *Liber Niger* capitulaire donne ces deux derniers noms comme *Lactus* et *Gallatto*.

2 Probablement Jacques Cays qui fut ensuite choisi pour amiral par la ville de Nice, et le devint ensuite du comte de Provence. On a vu de même Daniel Marquésan, simple notaire, devenir possesseur de plusieurs fiefs, capitaine de gens d'armes, et courtisan du roi Robert.

3 Tous ces actes se trouvent encore *in extenso* dans le *Liber Niger*, f°s 69 — 73. Ils ne paraissent pas assez intéressants pour être publiés ici. Nous croyons bien de signaler ici un bref adressé par le pape à l'abbé de Saint-Pons au sujet de la commanderie du Var sous la date du 13 janvier 1249. Burger (n° 4319) l'indique dans les termes suivants : *Abbati Sancti Pontii mandat ne preceptorem et fratres hospitalis Sancti Laurentii de Varo super indulgentia supra sub n° cccv° concessa patiatur molestari.* — Registre d'Innocent IV, 6me année, n° 327. — Le bref auquel il est fait allusion était dirigé au commandeur et aux frères de l'hôpital de Saint-Laurent du Var, et se trouve indiqué par Berger au n° 4297 : *Infrascripti nulli in temporalibus respondere seu collectas aliquas exhibere teneantur absque mandato Sedis Apostolice expresso, plenam faciente de indulgentia hujusmodi mentionem.* — Registre 6me, n° 305.

L

1248, 7 octobre. — [La sentence prononcée par Jean Spada, en suite du compromis, 20 août 1248, contient ce qui suit]: Nos itaque, visis juribus et rationibus, et perscrutatis voluntatibus eorumdem, Dei nomine invocato, arbitramur et arbitrando sententiamus, quod prior seu administrator et capellanus ecclesie Sancte Reparate, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, nomine capituli Niciensis, teneant et possideant pacifice et quiete in perpetuum totam parrochiam novam Condamine superioris et inferioris predicte ecclesie, que nunc est vel in futurum erit infra Condaminas easdem; ita quod habitatores dictarum Condaminarum, presentes etiam et futuri, libere vadant ad predictam ecclesiam Sancte Reparate, ibique recipiant omnia ecclesiastica sacramenta; nec dicti prepositus et capitulum, nomine cathedralis ecclesie vel capellarum suarum, scilicet Sancti Jacobi, Sancti Martini et Sancti Michaelis, aliquo modo valeant impedire, vel impediri permittant eosdem parrochianos, quominus vadant ad ipsam ecclesiam, ut superius est expressum; et quia predicta parrochia spectat ad ecclesiam et capitulum Niciensem, per compositionem hactenus initam inter easdem partes per Henricum quondam episcopum loci, ut publico instrumento apparet. Secundo arbitramur et sententiamus, quod prior et capellanus predicte ecclesie Sancte Reparate vel abbas et conventus predicti pro eis nomine ipsius ecclesie, annuatim, in festo Purificationis beate Virginis, prefato preposito et capitulo, nomine ipsius parrochie et pro ipsa, quatuor libras et dimidiam Januensis monete minoris nomine census solvant, et eis ipsi prepositus et capitulum predictam parochiam a quolibet defendere teneantur, et decrescat vel crescat quamtumcumque dicta parochia..... sententiamus ac etiam arbitramur quod domus ille que sunt contigue utriusque parochie, scilicet nove et veteris, sint communes utrique

parochie, et habitatores earum, secundum quod jus dictat, ad ecclesias Sancte Reparate, et Sancti Jacobi, vel Sancti Martini equaliter vadant, ut propter hoc nulla materia scandali oriatur. Et, ut nulla dubitatio remaneat, diffinimus, ut si habitatores earum in uno festo vadant ad unam ecclesiam, in alio festo secundum qualitatem domorum ipsorum vadant ad aliam, omni fraude prorsus exclusa, antiquis parrochiis utriusque ecclesie, cathedralis videlicet cum suis capellanis[1], et Sancte Reparate, per hoc nullatenus immutandis. Sententiamus etiam arbitrando quod dicti abbas et conventus in vigilia Nativitatis Domini annuatim dictis preposito et capitulo decem solidos predicte monete solvant pro amigdalis et vino, que per compositionem predictam solvere tenebantur eisdem, ac deciman piscarie utriusque portus, scilicet de Lempeda et de Sallea, dicte partes per medium dividant inter se. Sententiamus etiam arbitrando, quod homines civitatis Nicie, intus et extra, et habitatores advene seu peregrini, liberi, ubicumque placuerit eis, eligant sepulturam, salva canonica portione parrochialis ecclesie unde corpora assumuntur..... firmiter prohibentes, ne aliqua partium predictarum eos vel eorum aliquos presumant allicere per munem seu preces, quin juxta proprium votum, viventes vel morientes ubi maluerit libere eligant sepulturam..... Sententialiter statuentes, quod si aliqua pars spiritu precipito ducta, spreto vinculo prestiti juramenti, contra omnia supradicta vel aliquod predictorum, per nostram sententiam seu presens arbitrium diffinita, venire presumpserit, ipso facto sit omni jure privata quod in ipsa re habet et incidat in dictam penam centum marcarum boni argenti. Ceterum, quia dominus episcopus Niciensis peremptorie citatus a nobis, ut si sua interesset, seu quod haberet jus in dicta parrochia, coram nobis veniret, vel mitteret, nec venit, nec misit, super dicta parrochia perpetuum sibi silentium sententialiter imponimus, ita quod nichil possit vendicare in ea nisi quod ad

1 Le ms. porte bien le mot *capellanis*, mais il nous paraîtrait plus correct de lire *capellis*.

jus pertinet episcopale. Immo compositionem initam inter ipsum, ex parte una, et abbatem et conventum prefatos, ex altera, lite coram nobis pendente, cassamus, utpote juri contrariam. Pronunciatum est hoc arbitrium, seu hec sententia apud S. Justum Lugdunensi in curia capellanie domini Pape, presentibus istis testibus : D. Gregorio de Romangia test. D. Alberto cancellario Mediolanensi test. D. Alberto de Noceto, domini Pape, capellanis test. Bertrando de Cobirago, monacho test. Bonaventura de Aspello, clerico test. Raimundo de Chauduro[1], clerico Niciensi et multis aliis testibus. — Et ego Thomasinus S. P., notarius[2].

Manuscrit T.

LI

1249, 6 juin. — Guillaume Olivari[3] achète de Pierre Aycardi une maison à la Condamine supérieure, soumise au domaine direct de l'abbaye et sous la cense annuelle de trois sous de Gênes, pour le prix de 12 livres. Ladite maison a 2 cannes de profondeur — « de amplo, » — et 5 de façade — « de lungo. » — Confrontants, Dominique Prioris, Pierre Bernardi, le chemin, la terre du monastère. — Guillaume Teri, notaire.

1 Le manuscrit L écrit ce nom *Chaudun*, le *Liber niger* l'écrit *Chaudrino*.

2 GIOFFREDO, vol. II, 395, rapporte aussi quelques extraits de cet acte. Le manuscrit L ajoute ici que le 16 octobre de l'année suivante l'auditeur Spada décida, en qualité d'arbitre, que, puisque on avait oublié de fixer le lieu du payement de l'annualité due au prévôt de la cathédrale, on le ferait dans l'église de Sainte-Réparate. Parmi les ecclésiastiques qui assistent à cette décision nous trouvons frère Raymond, prieur d'Aspremont.

3 Celui qui devint peu après amiral de la ville de Nice et plus tard du comte de Provence. — Cfr. sur les Olivari et les Cays, notaires et amiraux nos ouvrages : *Statuts et privilèges accordés au comté de Vintimille et Val-de-Lantosque* (Viguerie de Sospel) *par les comtes de Provence*, préface, p. 16, et *Le fief de Châteauneuf*, p. 22.

LII

1250, 6 janvier. — L'abbé Barthélemy[1] et le prieur claustral donnent en emphytéose à Raimbald Pastelle un casal ayant 3 cannes de long et 5 de large, situé à la Condamine supérieure. — « Actum Nicie in crota[2] Sancte Reparate. » — Parmi les témoins : Raymond Rossignol. — Raymond Gauthier, notaire[3].

Manuscrit L.

LIII

1250, 12 mai. — Guillaume de Peille vend à certain Bonanate un casal situé à la Condamine supérieure, au prix de 6 livres et 10 sous de Provençaux, et sous la cense de 10 sous de Gênes. Confrontants : les emphytéotaires Pierre Valentin, Guillaume Amic, Pierre Jean. — « Actum in domo G. Fabri. » — Parmi les témoins : Bertrand Ricardi, Guillaume Raynaudi, prêtre, Laurent, moine. — Guillaume Teri, notaire.

Manuscrit L.

LIV

1251, 7 février. — Compromis et sentence de l'abbé Barthélemy, entre Astruga, femme d'Isnard Barelli, et Hugues Balbi

1 C'est cet abbé que le *Nicea Civitas*, p. 217, mentionne sous l'année 1250, et auquel est donné le nom de *Bertolotus*.

2 La signification du mot *crota* nous est fournie par un passage du testament de Guillaume Amesini, évêque de Nice en l'année 1340, où il est dit : *Actum Nicie in domo episcopali in camera in qua jacet dictus dominus episcopus testator nominata Crota.* — Archives du chapitre de Nice, *Liber Niger*, f° 33 v.

3 Le ms. a *Galterius*.

« de Burgo Novo » au sujet de l'héritage de Hugues Lamberti. Témoins : Raymond Astengo et Raymond Rubei. — Pierre de Arexano, notaire,

Manuscrit L.

LV

1251, 2 juin. — Le monastère se trouvant obéré de dettes, l'abbé réunit le chapitre qui est composé des moines suivants : Adalbert, prieur claustral, Pierre Aycardi, sacristain, Raymond de Châteauneuf, Guillaume de Berre, Guillaume Pastelli, Laugier Peleti, Thomas d'Orange[1], André, prieur de Sainte-Réparate, Raymond de Lucéram, prieur d'Aspremont, Raymond Barriera, prieur de Gordolon, Raymond de Peille, prieur de Lucéram, Guillaume de Tende[2], prieur de l'Escarène, Bermond Jordan, prieur de Levens, les frères Laurent et Olivier de Draguignan. Avec le conseil et l'approbation de Morardi, évêque de Nice[3], ils vendent à Raymond Ricardi et en la personne de Bertrand Badat, son procureur, les droits emphytéotiques que le monastère possédait sur plusieurs maisons des deux Condamines, moyennant le prix de 40 livres, monnaie de Gênes. Parmi ces maisons l'acte nomme celles de Pierre Caissi[4], Raymond Grimaldi, Raymond Germani,

1 Au ms. *Tommaso de Aurenga.*

2 Au ms. *G. de Tendis.*

3 Cet évêque, non connu de Gioffredo serait-il le même que *Nitardi* de la charte nº XLVII (page 60 et note 2). Nous ferons remarquer que Lanteri a lu distinctement dans cette charte *Morardi*, car il inscrit en marge « *Morardo vescovo di Nizza non conosciuto dal Gioffredo* ».

4 Ce Pierre Cays, emphytéote de l'abbaye, doit être le père du notaire Raymond Cays et de l'amiral Jacques Cays. Les fils de Raymond devinrent, vers 1270, coseigneurs de Peillon; l'amiral mourut, paraît-il, sans descendance directe; Cfr. *Obituaire de la Cathédrale*, p. 7 et 31; *Statuts du comté de Vintimille*, p 15 et suiv.

5 Le nom de Raymond ne se rencontre pas parmis ceux qui sont connus comme ayant figuré au nombre des Grimaldi de Gênes, et les établissements de cette famille n'apparaissent dans la rivière de Ponent et à Nice que quelques années plus tard; ils ne se rencontrent en qualité de seigneurs de Prelà, qu'en 1269. — GIOFFREDO (tome II, p. 346) parle, il est vrai, d'une Auda Riquier, femme d'un François Grimaldi qui aurait testé en 1239; mais nous croyons que cet écrivain a fait erreur d'un siècle et qu'il s'agit de François Grimaldi vivant en 1339, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer ailleurs. Cfr. *Obituaire de la Cathédrale*, préface, p. 13, note 2.

Bertrand Ricord. Témoins : Guillaume Peleti, Rostaing Astengo, Paul Guigo, Foulque Michaelis, Bertrand Ricardi, Raymond Astengo. — Pierre de Darexano, notaire[1],

Manuscrit L.

LVI

1251, 13 juin. — In nomine Domini, amen. Anno ab Incarnacione ejusdem millesimo cc° quinquagesimo primo, mense junii die XIII, indictione VIII, nos Carolus, filius regis Francie, Dei gratia Andegavie, Provincie et Forcalquerii comes, et marchio Provincie, omnibus presentibus et futuris notum facimus, quod nos constituimus et ordinavimus dilectos et fideles nostros Tornafortum militem et Bertrandum Gaufridum, civem Nicie, arbitros, ut dividant et determinent et dividere et determinare possint territoria villarum, locorum et castrorum episcopatus Niciensis et episcopatus Venciensis, et questiones inde habitas vel motas finiant et determinent, inter villas, et loca et castra dictorum episcopatum ; ita quod de qualibet villa vel loco seu castro, quinque testes tantum recipiant, secundum dictum quorum predicta dividant et determinent, promittentes ratum et firmum habere quicquid fecerint. Precipientes bajulis et judicibus et aliis qui pro nobis sunt in dictis episcopatibus, quod quiquid fecerint vel determinaverint attendere faciant et firmiter observare. Dedimus etiam eis Guillelmum Terium in notarium, ut ea que fecerint, in publica instrumenta debeat redigere, ad presentium et futurorum firmitatem. Actum in palacio Nicie, in sala inferiori ante Sanctum Lambertum, in presentia venerabilium patrum Guillelmi, Dei gratia episcopi Aurelianensis, Raimundi, eadem gratia episcopi

1 Le notaire se qualifie de *pūblicus notarius domini Octonis, imperatoris et missus regis.* — A la suite de cet acte se trouvait la bulle d'approbation de pape Alexandre IV, *Dat. Laterani VII idus Maii, pontificatus nostri anno secundo*. Malheureusement le copiste n'a pas transcrit cette bulle.

Grassensis, Philippi, eadem gratia, electi Aquensis, nobilium virorum Giraudi de Garessio[1], Guillelmi Tende[2], Hugonis Robaudi[3], Guillelmi Olivarii et Jacobi Cayssii. Ego Guillelmus, dicti domini comitis notarius, presens interfui, et de mandato dicti domini comitis supradicta scripsi, et ad majorem firmitatem in publicam formam redegi, et signo meo confirmavi[4].

LVII

1252, 30 janvier. — Convention entre l'abbé Barthélemy, assisté du moine Hugues de Cuébris[5] et Raymond Ricardi, au sujet des cens qui lui avaient été précédemment vendus. Production de quatorze documents à l'appui. — « Actum Nicie in operatorio G. Gaforii. Interfuerunt vocati testes, P. Pecollus, G. Bertrandi, Jacobus Niger, Isoardus Marsellesius[6], R. Bonton.» — Maître Jacques[7], notaire.

Manuscrit L.

1 Probablement un descendant de Robald de Garessio, un des seigneurs intervenus comme arbitre à la transaction qui eut lieu, en 1169, entre Tende et Briga au sujet des limites de leur territoire, en la présence des délégués de l'empereur.

2 Probablement Guillaume, des comtes de Vintimille, dont le fils Guillaumin céda au comte de Provence, en 1257, tous les droits qui lui appartenaient sur les châteaux et terres des vallées de la Roya et de Lantosque. — Cfr. Cais de Pierlas, *Statuts et privilèges accordés au comté de Vintimille et Val-de-Lantosque par les comtes de Provence*, doc. I et II.

3 On pourrait supposer qu'il s'agit de certain *Ribaldo de Nicia*, lequel, en 1268, commandait trois galères angevines qui reçurent l'ordre de rallier l'escadre de l'amiral Ange de Sainte-Croix qui escortait les navires chargés des approvisionnements qui se transportaient d'Ancone aux ports de Pouille. — Minieri Riccio, *Sovra alcuni fatti di Carlo I° d'Angio*, p. 47.

4 Cette pièce est insérée dans un *vidimus* du 16 mars 1341, rédigé par Pierre Pédagier, en la présence de Jacques Travacca, Geoffroy Torcati, jurisconsulte de Nice, Othon Gapesani, de la Turbie, vice-notaire de la cour de Nice, sur demande adressée au juge Pierre de Furno par Bertrand Tournefort, prieur et seigneur de l'Escarène.

5 Le ms. donne ce nom sous sa forme latine, soit *de Cobrio*.

6 C'est probablement la famille qui porta plus tard le nom de *Marsilla*, changé ensuite en *Massilla* et *Masseia*. En 1464 nous avons trouvé noble Barthélemy *de Massilia* en qualité de viguier de Sospel.

7 Aussi ici le nom de famille fait défaut.

LVIII

1252, 20 février. — In nomine Domini, amen. Notum sit omnibus hominibus, tam presentibus quam futuris hanc cartam audientibus quod Stephanus Rolandi, Guillermus de Cagna, Guilelmus Peire et Petrus Olivarius[1], arbitri constituti per dominum Ugonem Robaldum, procuratorem domini Caroli, Dei gratia, comitis et marchionis Provincie et comitis Fulcalcherii et Andegavie, ad corrigendum excessus factos in civitate Nicie, intus et extra, in laupiis, et pontitis, et viis et omnibus aliis excessibus, et ad evadendum laupias et pontitos, si visum fuerit eis, et eidem arbitris ab eodem procuratore, nomine prefati domini comitis plenaria super predictis potestate concessa, ad peticionem domini B., Dei gratia, abbatis Sancti Poncii, dixerunt et cognoverunt, quod bedale molendinorum[2] quos curia tenet est justa Condaminam inferiorem Sancte Reparate, et quod debeat habere de latitudine ubi magis strictum fuerit a ponte inferius XI palmos, et qnod dictus abbas dimittat IIII palmos de terra dicte Condamine justa dictum bedale, ubi procurant anttrum[3] dicti bedalis, et quod

1 C'est probablement le père de Guillaume Olivari, amiral de la ville. A ce propos nous dirons ici que la famille Olivari possédait, en 1254, des biens à Châteauneuf; nous trouvons, en effet, dans le *Liber Niger* que certain Guillaume Raynaud et Marie, sa femme, sœur de Bertrand Olivari, ainsi que ce dernier, les donnèrent à l'église de Sainte-Marie de Ville-Vieille, et que le prieur Bertrand Dodon, *recepit eos in fratres, stantes coram ipso flexis genibus et manibus junctis, et osculatus fuit eos, et accepit dictam Mariam in sororem dicte ecclesie*. Sont témoins : *Petrus Olivarii pater, Guillelmus Olivarii filius ;* fait à Nice en la maison de Raymond Jourdan. Ce Guillaume Olivari eut un fils, nommé Pierre, comme son grand-père, et, en 1271, ils prétèrent hommage au comte de Provence pour les fiefs de Bonson, Tourrette et Revest, qu'ils en avaient reçu : l'acte d'hommage est rédigé par le notaire Geoffroy Olivari, probablement le propre frère de Guillaume. — Cfr. *Statuts et privilèges du comté de Vintimille et Val-de-Lantosque*, p. 15.

2 Consulter, pour ce qui a trait à ce moulin, notre ouvrage : *La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des princes de Savoie*, p. 315.

3 Peut-être *alveum ;* à moins que ce mot ne veuille indiquer l'entrée du canal souterrain par lequel les eaux devaient traverser les murailles de la ville.

solia que extat justa pontem remaneat et remanere debeat in eo statu in quo est modo. Actum fuit apud pontem Palionis, anno a nativitate Domini millesimo CC. LII., indictione VIII, februarii die XX. Testes rogati fuerunt, Bertrandus Gaufredi, Raimundus Rubei et Laugerius Dalmas. Et ego Petrus de Darexano, publicus notarius, etc.[1]

LIX

1252, 16 avril.[2] — Visa etiam quadam carta cujusdam sententie... per dominum comitem Guillelminum[3] qui fuit arbiter constitutus per homines Pilie, ex una parte, et Guillelmum de Ysia[4] per se et dominos et homines Berre, ex altera, quam fecit Simon notarius, que carta fuit facta M° CC° XXV° quam dictus habas et dictus prior ad sui defensionem et loci de Lescarena producebant de mandato domini comitis memorati, sententiam ferendo in scriptis, habito consilio domini Rolfini de Bonamena jurisperiti, queque vidimus et coram nobis probata et allegata sunt, ita dicimus et pronunciamus, presentibus dicto habate et dicto priore de Lescarena,

1 *Archives Cais de Pierlas*, mazzo 5, fasc. 3. — Cette pièce n'est qu'analysée dans le manuscrit L, et ne se trouve pas dans l'autre.

2 Sentence arbitrale regardant les limites de Peille, Berre et l'Escarène dont l'original paraît avoir été en assez mauvais état. Nous tirons du manuscrit l'extrait suivant où se trouvent moins d'interruptions.

3 Le comte Guillaumin qui donna une première sentence en 1225, est le comte Guillaumin de Vintimille, fils de Guillaume; il eut pour fils un autre comte Guillaumin qui, en 1257, céda au comte de Provence tous ses droits sur les vallées de la Roya et de la Bevera et le comte Guillaume Pierre, le premier de sa race qui ajouta à son propre nom celui des Lascaris, par le mariage qu'il contracta, vers 1261, avec Eudoxie Lascaris.

4 Guillaume d'Eze descendait de Guillaume et Féraud d'Eze, seigneurs d'Eze, Laguet et Turbie et en partie de Berre, à la moitié du XII° siècle (*Cartul. de la Cathédrale*, ch. 58 et 46): à la génération suivante on trouve Raymond et Guillaume (*Ib.* ch. 25 et 58; M. H. P., *Lib. iur. reip. Jan.* I, 86); il était fils de Rostaing Guillaume, consul de Nice en 1210, que GIOFFREDO (vol. II, 239) nomme inexactement *Rostagno Vimo*; sa mère était de la famille des comtes de Vintimille, et en 1234, avec le consentement de Bertrand et Féraud, ses frères, il vendait à Raymond Curlo la maison qu'il possédait à Albenga par indivis avec le comte Philippe de Vintimille. — Arch. di Stato Genovesi, *Protocole Henri de Porta* (1214-1245), f° 145.

pro loco et ecclesia de Lescarena, et presentibus Raibaudo de Berra[1] pro se et ...... de Castronovo, dominis de Berra pro parte, et G. Rogerio pro se et universitate de Berra, cui universitati et reliquis dominis de Berra, per litteras et ore proprio assignata fuit dies et peremptorie ad sententiam audiendam, scilicet duos... absentibus aliis dominis de Berra coutumascibus, quorum absentia Dei presentia repleatur, videlicet dominos..... G. Rogerium, et per ipsam universitatem de Berra, condempnamus, ut dictum territorium infra.... confinias superius propositas et..... versus Scarenam, per dominum habatem et dominum priorem debeant dimitere et dimiserint dicto habati..... et pro eis loco de Lescarena dicto; a reliqua vero peticione dicti habatis et dicti prioris, dominos et universitatem de Berra absolvimus, et eo contra dicimus et pronunciamus quod territorium bene extenditur versus Scarenam usque ad confinias dictas et propositas per dominum habatem et per dominum priorem, et per eas in locum de Lescarena condempnamus ut dimittant universitati de Lescarena. A reliqua vero petitione dominorum et hominum de Berra dictum habatem et dictum priorem et pro eis locum de Scarena absolvimus, salvo quod si quis de Berra habet terras proprias ratione dominii vel quasi, et possideat pro suis infra predictas confinias confiniatas, ipsas habeat et retineat, non obstante presenti sententia; et eodem modo dicimus, quod si ecclesia de Lescarena, vel aliquis pro dicta ecclesia habet terras proprias jure dominii vel quasi et possideat extra confinias confiniatas versus Berram, illud idem habeat et jus suum sit salvum. Actum Nicie, in ecclesia Sancti Michaelis, anno M° CC° L° II°, ind. decima, mense aprile die XVI; et fuerunt testes R. Ricardi[2], G. de Belveser, magister Opiga, R.

1 Ce Raybaud de Berre comparaît en 1249 comme curateur de Bertrandet, Raymondet et Guillaumet de Châteauneuf lors de la division des droits du four et des moulins de Châteauneuf parmi tous les co-seigneurs. — *Le fief de Châteauneuf*, documents, p. 107. — En 1271, il prête hommage au comte de Provence pour la part qu'il tient dans les fiefs de Berre, Châteauneuf et Thoët. — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 754.

2 Ce Raymond Ricardi était probablement fils de Pierre Ricardi, co-seigneur de Châteauneuf en 1249. — *Le fief de Châteauneuf*, p. 16.

Rusticus, Feraudus de Raimplas[1], R. de Belveser. Ego G. Terii, notarius, etc.

Manuscrit L.

LX

1252, 23 octobre. — [Compromis au sujet des limites de Lévens et de Saint-Blaise entre Guillaume Riquieri, en son nom et en celui de Pierre, son frère, et de Jeannet Riquieri, son neveu, seigneurs de Lévens[2], et les hommes dudit lieu, d'une part, et Raymond Chabaud, seigneur de Saint-Blaise[3], et les hommes de ce lieu, d'autre part, en la personne de Tournefort de Lantosque[4], chevalier, et Bertrand Geoffroy[5], juges élus par le comte de Provence Charles d'Anjou pour la délimitation des territoires, pour que, avec l'assistance d'André de Pontayrol, juge de Nice, ils déterminent les limites en question. Ceci fut fait en les termes

1 Féraud de Rimplas appartient à la famille des seigneurs de Val-de-Blore ; c'est peut-être le Féraud de Saint-Sauveur au sujet duquel le roi Charles écrivait au sénéchal le 25 mars 1276, le déclarant traître ainsi que Pierre Balbo et Raymond Rostaing, seigneurs de Val-de-Bloure, et lui mandant de mettre leurs têtes à prix. — *Archivio di Stato di Napoli*, Registri Angioini, vol. 20, f° 86. — En 1309 Féraud de Saint-Sauveur prêtait hommage au roi Robert pour sa part aux fiefs de Saint-Etienne et de Saint-Dalmas — *Arch. du Var*, E, 3. — Il pourrait cependant s'agir ici de Guillaume Féraudi de Glandèves, des seigneurs de Thorame, qui, en 1271, prête hommage pour sa part du fief de Rimplas — *Arch. des Bouches-du-Rhône*, B, 754. — Il était frère de Béatrix, mariée à Guillaume Rostaing, seigneur de Beuil, et vers 1265 il avait épousé Béatrix de Cuers, de la famille vicomtale de Marseille.

2 Ils étaient fils de Bertrand Riquieri, un des Niçois qui, en 1229, fut exilé de Nice pour avoir signé l'acte de cession de la ville à la république de Gênes — *Le testament de Jourdan Riquieri au XIIe siècle*, p. 18. — En 1239 Guillaume avait acheté la huitième partie de Roquesparvière du comte de Provence — *Arch. des Bouches-du-Rhône*, B, 169.

3 Les Chabaud étaient seigneurs de Saint-Blaise, par l'investiture qui leur en avait accordé par l'abbé. Raymond Chabaud, vers 1240, avait acheté le fief d'Aspremont qui appartenait à Raymond Rostaing, seigneur de Val-de-Blore, et à d'autres seigneurs de Châteauneuf. — Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 18 ; *Le XIe siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 34 ; *Statuts et privilèges du comté de Vintimille et Val-de-Lantosque*, p. 11 et 18.

4 Il s'agit sans doute de Pierre Tournefort qui, le 6 mai 1271, prête hommage pour sa part des fiefs de la Bolène, Saint-Martin, Lode et Lantosque — *Arch. des Bouches-du-Rhône*, B, 754. — En 1297, nous avons trouvé un autre Pierre de Tournefort qualifié de seigneur de Saint-Martin et de Venanson.

5 Le ms. porte la forme latine de *Gaufridum*.

suivants.] — Quod sicut vadit et movet et a Rocha partida et vadit per sessam de Serre, sicut aqua versat, usque ad colletam de prato de Fullio et descendit per Cayragnum claperiorum et vadit ad summum arcrestii versus Levens, et transit ad finem Roche Jentedonne deversus Santum Blasium et transit ad Rochacium agutum, et transit et venit ad heriam Bertrandi Bratercis super vietam longam per campos, et vadit ad Rocham Podii Asterii de subtus eundo recte ad dirictam lineam per campos usque ad dictam Rocham, et a dicta Rocha movet et vadit ad campos graverie in medio dictorum camporum, ubi est quidam lapis blanchus, et exit recte usque ad motam, remanente dicta mota et vallonum deversus castrum de Levens; et de predictis confinis versus Levens, sit et esse debeat de dominio et segnoria et territorio dominorum castri de Levens. Et a predictis confiniis versus castrum Sancti Blasii, sit et esse debeat de dominio et segnoria et territorio dominorum et hominum castri de Sancto Blasio. Salvis tamen et retentis cuilibet parti suis juribus et rationibus in dominiis, taschis, decimis et proprietatibus terrarum, scilicet dominis et hominibus castri de Levens, si aliquod jus habent a predictis confiniis versus castri Sancti Blasii etc. Actum in loco presenti de Sollio[1], anno a nativitate Domini millesimo cc. lii., indictione decima, octubris die xxiii. Testes Bonifacius de Castronovo, Petrus de Castronovo, milites[2], Guillelmus Terius, notarius, R. de Luceramo, monachus, prior de Aspromonte, G. de Berra, monachus, prior Sancti Blasii, Bertrandus Jordanus, monachus, prior ecclesie beate Marie de Levens, R. Tissorius de Vassis. — Ego R. Jordanus, notarius[3].

Manuscrit L.

1 Probablement la localité dite *lo prat del Seulh*, à Levens, qùe nous trouvons dans un acte de 1562 regardant l'abbaye.

2 Boniface de Châteauneuf, fils de Boniface, un des co-seigneurs du fief en 1249, ainsi que Pierre, qui peut se supposer être le troubadour bien connu. — Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 17-21.

3 Le 15 octobre de la même année, les mêmes arbitres fixèrent les limites entre les territoires de Guillaume Ribotti, évêque de Vence, et Raymond Laugier, seigneur de Beseaudun d'une part, et Paul de Villeneuve, seigneur de Coursegoules de l'autre; étaient témoins : Isnard de Châteauneuf, Pons Mauvoisin, Pierre Joffredy et Pierre Guigo de Carros, chevaliers. — *Arch. di Stato di Torino*, *Nizza et Contado*, mazzo 3.

LXI

1254, 4 mars. — Acte d'autorisation accordé par l'abbé Barthélemy à la vente d'une maison située à la Condamine supérieure et dépendant de la seigneurie du monastère, au prix de 14 livres de Gênes, faite par Michel Etienne à Guillaume Fullarino. — « Actum in ciminterio Sancte Reparate ; testes, G. Canholini, Hugo de Cobrio, P. Sardus. »

Manuscrit L.

LXII

1254, 20 mars. — Acte semblable pour une maison de Raibaudi Pastella à Rostaing Audiberti, au prix de 4 livres et 4 sous de Gênes. — « Testes Andreas Serena, G. Canholinus, Poncius Gontardus[1]. »

Manuscrit L.

LXIII

1254, 2 avril. — Vente semblable de Raymond Olivari à Baude Grasalino, au prix de 100 sous de Gênes. Le casal vendu, qui se trouve à la Condamine supérieure, touche d'un côté la muraille de Guillaume Lions, de l'autre la grande fenêtre du prieur de Sainte-Réparate. — « Actum in camera Sancte Reparate ; testes G. Pelletus[2], Aubertus Faber. » — Paul Medici, notaire.

Manuscrit L.

1 Cet acte et le suivant ne se suivent pas l'ordre chronologique, mais nous les laissons ici parce qu'ils étaient compris dans le même parchemin.

2 C'est probablement le même Guillaume Pelet qui, étant syndic de Nice, jura le 25 novembre 1278, à Tarascon, l'observance des statuts de la ville pardevant Jean Scot, sénéchal de Provence. — *Bibliothèque royale de Turin*, manuscrits d'histoire nationale, vol. 59, n° 186.

LXIV

1254, 5 mars. — L'abbé Barthélemy, avec le consentement du chapitre composé des moines : Hugues de Cuébris, Pastel, sacristain, Guillaume de Berre, Raymond de Lucéram, Pierre de Nice, Bertrand Jourdan, Guillaume de Châteauneuf, Raymond d'Ascros, donne en emphytéose à Pierre Bérenger, de Vence, un casal à la Condamine supérieure, long six cannes et large trois, pour y bâtir une maison, confrontants : Raymond de Castillon et Raymond Bareria ; les habitants de la maison seront tenus à — « molere molendino et coquere clibano dicti monasterii, competente moltura et fornata. » — Semblable concession est faite à Raybaud et Guillaume de Mougins. Confrontants : Jean de Mougins et Michel Stephani. — Paul Medici, notaire.

Manuscrit L.

LXV

1254, 8 avril. — Semblable concession à Paul Moto, avec le consentement des moines : Bertrand Jourdan, Pierre Aycardi, Pierre de Nice, Thomas d'Orange[1], Guillaume de Châteauneuf, Rostaing d'Ascros, Paul de Lantosque, prieur de Falicon. Confrontants : les maisons de Laugier de Curia et de Pierre Cayssis[2]. — Autre concession du même jour en faveur de Guillaume et Pierre Aymesini.

Manuscrit L.

1 Le ms. donne *Thomasius de Aurenga.* En 1234 on trouve un *R. de Aurenga*, notaire à Saint-Tropez. — *Cartul. de Saint-Victor*, ch. 975.

2 Voir ce que nous avons dit au sujet de Pierre Caïs à la page 67, note 4.

LXVI

1254, 15 avril. — Semblable concession en faveur de Guillaume Botari. Confrontants : la maison de Boniface Faysioli ; témoins : Guillaume Canholini, Pascal et Raymond Olivari.

Manuscrit L.

LXVII

1254, 15 avril. — Pons Maurengui vend à Raymond de Uels[1] une maison sise au bourg de « liz Maz. » — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

LXVIII

1254, 14 juillet. — Durand Martini vend à Guillaume Martini une maison à la Condamine inférieure, au prix de 14 livres de Gênes. Confrontants : Guillaume Audebrandi et Rostaing de Falicon. — Parmi les témoins : Raymond Carbonel.

Manuscrit L.

LXIX

1254, 24 juillet. — Emphytéose en faveur de Bertrand de Berenger d'un casal à la Condamine supérieure. Confrontants : Pierre Bayoni, Raymond de Salso, Paul de Lantosque. Autre en faveur de Guillaume Isoardi. Confrontants : Pierre d'Annot, Raymond Goyran.

Manuscrit L.

1 *Uels* est le vieux nom du village d'*Utelle* jusqu'à la fin du XV[e] siècle.

LXX

1254, 18 octobre. — Vente par Jourdaine, femme de feu Geoffroy Audiberti, à Raymond de Salsis d'une maison située « extra portale Sancti Poncii et juxta barrium et juxta suellam et viam. » Parmi les témoins : Guillaume Aymeric et André, prieur de Sainte-Réparate.

Manuscrit L.

LXXI

1254, 30 octobre. — Compromis de l'abbé Barthélemy avec Pierre Raybaldi, au sujet d'une terre située « in Areyano[1], que vocatur campus de Pererio. »

Manuscrit L.

LXXII

1255, 5 novembre. — Acte par lequel il résulte que l'abbaye de Saint-Pons s'était emparé de certaines vignes et plantations de figuiers[2] — « ad collam de Serena, in valle Sancti Martini juxta ecclesiam Sancti Martini et in vallono Cabrerii, » — au détriment de Pierre Olivari de Sabateria et de Béatrix, sa femme[3]. Ceux-ci eurent recours à Henri, archevêque d'Embrun qui leur donna tort, et les obligea à payer 100 sous de Gênes ; l'abbé

1 Probablement la région de l'*Ariane*, au nord de Nice, au bord de la rivière le Paillon, près de Drap ; une vigne est déjà indiquée en 1002 comme située, *prope civitatis, prope muro antiquo, juxta via qui pergit ad Arisana* — *Cartul. de la Cathédrale*, ch. 14. — Notons, en passant, l'existence d'un village près de Tunis portant le nom similaire de *Ariadna*, soit, en arabe, *le pays des roses*.

2 Nous lisons à ce sujet les différentes expressions de *fichetum*, *ficetum*, *ficheretum*.

3 Voir ci-dessus, page 70, note 1.

pourtant leur donnerait lesdits biens à titre d'emphytéose perpétuelle, sous obligation de payer à l'abbaye — « undecimam partem pro tasca omnium ficuum et nucum in gradicerio suo, ex dictis ficetis et vinea provenientium, et tascam et decimam bladi in area et saguminis, si in eis bladum fieret, seu sagumen, et quartam partem vini ex dicta vinea, et octavam vini ex dictis ficetis provenientis, et ipsum vinum ad cellarium Sancti Poncii deportare. » — Guillaume Lombardi, notaire.

Manuscrit L.

LXXIII

1258, 1er octobre. — L'abbé Barthélemy achète de Raymond de Saint-Jean, fils de feu Hugues, une maison à la Condamine supérieure, à côté des maisons de Guillaume Imberti et Olivier Mileti, au prix de 18 livres et 10 sous de Gênes. Cette somme est versée en main de Bertrand Guigoni, seigneur de Carros, créancier du vendeur, ainsi qu'il résulte par acte de Raymond Gautier, notaire. — « Actum Nicie in tabula G. Pauli, in presencia Hugonis Roche, G. Pauli, et Ruffini Barberii, et R. de Pilia, monachis Sancti Pontii. » — Laugier de Saint-Blaise, notaire.

Manuscrit L.

LXXIV

1259, 9 juin. — L'abbé Barthélemy achète de Bertrand Balma une terre sise près du béal de Saint-Pons, — « ad unzenum omnium fructuun inde exeuncium, nomine servicii et segnorie, » — cela au prix de 57 sous de Gênes. — « Actum Nicie sub crota ecclesie Sancte Reparate, in presencia P. Magaloti, Rostagni Peironi et G. Bolle, testium. » — Raymond de Cagnes, notaire[1].

Manuscrit L.

1 Le manuscrit T donne, au contraire, ce nom comme, *Raymundus de Caixis*. Cette même forme se trouve en 1291 dans le nom de *Jacominus de Cayssiis*. — Datta, *Delle libertà del commune di Nizza*, p. 299.

LXXV

1261, 21 mai. — Compromis entre Guillaume de Berre, abbé de Saint-Pons[1], et Etienne Rolandi, en personne de Guillaume Peleti et de Raymond Jordan, au sujet de la prétention qu'avait ce dernier de prendre l'eau du béal de Roquebillère pour l'arrosage des terres proches de celles de Hugues Sospice, Laurent Dalmas et Guillaume Bermond. Les deux arbitres ne s'accordant pas, ils ont choisi comme troisième, Robert de Laveno, juge de Nice.[2] — « Actum Nicie in ecclesia Sancti Michaelis; testes fuerunt B. de Castronovo, R. Peletus et G. de Sancto Paulo[3]. » — Geoffroi Foulque, notaire.

Manuscrit L.

1 Gioffredo (vol. II, p. 462) paraît dire que Guillaum de Berre fut nommé à la charge d'abbé de Saint-Pons en 1262; il parle d'une reconnaissance passée en faveur de l'église de Sainte-Dévote de Monaco, dont il cite le passage suivant : *Henricus prior et minister ecclesiae S. Deivotae de Monaco, constitutus per venerabilem dominum G. de Berra abbatem monasterii S. Pontii, cui subest dicta ecclesia S. Deivotae, nullo medio nomine.* — Nous saisissons l'occasion qui se présente ici pour donner le nom d'un abbé de Saint-Pons, Hugues, encore inconnu, et qui doit se placer entre l'abbé Pons de 1223 et l'abbé Lantelme de 1242. Il est témoin à Nice, le 31 août 1232, 4me indiction, à la sentence arbitrale prononcée par Raymond (d'Ascros), abbé de Saint-Honorat, et Pierre, abbé de Saint-Victor, au sujet de certains différents qui existaient entre le chapitre et les frères hospitaliers de Nice qui avaient bâti un oratoire et un cimetière à leur usage et à celui des pèlerins. L'acte est fait à Nice, en l'église de Saint-Michel : notaire Guillaume David. Cet acte, sur parchemin, à peu près illisible, se trouve aux archives capitulaires. Il présente aussi un intérêt tout particulier pour la série des abbés de Saint-Victor : car la charte n° 894, 6 avril 1233, où on trouve encore nommé l'abbé Bonfils, devrait se transporter à l'année précédente. — Cfr. Guérard, *préface au Cartul. de Saint-Victor*, p. XXVII.

2 Le manuscrit porte *Oberto di Lavanderio*; nous avons jugé qu'il s'agissait de *Robert de Laveno*, viguier de Marseille en 1257. — Gioffredo, vol. II, p. 462, écrit improprement *Laverio* — Cfr. *Statuts et privilèges du comté de Vintimille et Val de Lantosque*, document 1er, p. 117.

3 Probablement Guigue de Saint-Paul, frère de Raymond de Saint-Paul, seigneurs de Toudon, Saint-Jean d'Aurelle et de la Caynée; le 7 septembre 1286 ils vendirent ce dernier fief à Raymond Chabaud. — *Arch. de la Cour des comptes de Turin*, Atti per feudi, c, 1, 1.

LXXVI

1262, 14 mars. — Compromis de l'abbé Guillaume de Berre avec le consentement des moines, Pierre Aycardi, prieur claustral, Raymond de Peille, Raymond Rebufelli, Laurent Peleti, prieur de l'Escarène, Guillaume Pastelli, Rostaing d'Ascros, Paulet de Lantosque, d'une part, et Raymond Chabaud[1], de l'autre, en personne de Hugues de Cuébris, moine dudit monastère, au sujet des services que Raymond Chabaud devait payer à l'abbaye pour le château de Saint-Blaise qu'il tenait d'elle. Témoins : Pierre et Bertrand de Châteauneuf, chevaliers. — Raymond Guigoni, notaire.

Manuscrit L.

LXXVII

1262, 25 mai. — [Sentence arbitrale prononcée par Hugues de Cuébris, prieur de Saint-Hermentaire, au sujet du château de Saint-Blaise.] Habitoque super premissis diligenti tractatu et prudencium consilio ; actenta confessione prefati R. Chabaudi, confitendo quod cessaverat a solutione dicti census per triennium ; ideo ad restitucionem faciendam ipsius castri Sancti Blasii, cum omnibus juribus et pertinentiis suis dicto abbati, nomine prefati monasterii, ipsum Raimundum condempno, in ceteris ipsum absolvens. Item, quia michi costitit quod dictus Raimundus, in constructione turris dicti monasterii expensas fecerat magnas, dictum abbatem, nomine dicti monasterii, sibi condempno in centum vigintiquinque libris Janue, taxatione prehabita condecenti. Actum Nicie in domo hospitalis Sancti Johannis, ante

1 Voir ci-dessus, page 73, note 3.

ecclesiam ipsius Sancti Johannis, coram istis testibus : domino Augerio Badato[1] cive Nicie et P. de Castronovo milite. — Raymond Guigoni, notaire.

Manuscrit L.

LXXVIII

1262, 1er juin. — Raymond Chabaud, par l'entremise de Raymond Astengo[2] jurisconsulte, son procureur, met l'abbé Guillaume en possession du château et territoire de Saint-Blaise, ainsi que de la tour et de ses dépendances. — « Actum in castro Sancti Blasii in terracia fustane[3] coram R. Jordano cive Nicie et Aubertino servitore dicti domini R. Chabaudi, et R. Joanne, P. Olivario, domino Hugone de Cobrio, domino P. Aicardo monachis dicti monasterii. » — Raymond Guigoni, notaire.

En ce même jour, le même Raymond Astengo, en sa qualité de procureur de Raymond Chabaud, — « absolvit homines castri Sancti Blasii a sacramento et fidelitate, quo et qua tenebantur dicto domino R. Chabaudo, occasione et ratione investiture quam dictum monasterium fecerat ei vel patri suo ; quod castrum dictum monasterium dederat in feudum patri suo et ei. ». — Suivait, dans l'original, le serment de fidélité prêté individuellement à l'abbé Guillaume de Berre par les trente-six vassaux de Saint-Blaise.

Manuscrit L.

1 Le ms. donne *Amerio Badat :* il doit s'agir de *Marino* ou d'*Augerio Badat,* personnages qui vivaient à cette époque.

2 C'est le Raymond Astenco qui en 1271 prête hommage au comte de Provence pour sa part des fiefs de Contes et Châteauneuf.— Voir sur cette famille, *Le fief de Châteauneuf*, p. 43.

3 Le ms. porte le mot *Fussane :* nous avons supposé qu'on puisse lire *terracia fustanea,* soit *terrasse en bois*, une galerie, ainsi que l'avaient parfois les châteaux de l'époque.

LXXIX

1263, 26 février. — Le prieur de l'Escarène, en qualité de seigneur de ce lieu et au nom de l'église de Saint-Pierre de l'Escarène, concède à titre d'emphytéose perpétuelle à Isnard Dota[1] une maison qui appartient à son prieuré et se trouve située à côté du four et de la maison de Pierre Moneri et longeant la voie publique. Cette concession lui est faite sous l'obligation du payement annuel d'une redevance de 12 sous de Gênes, qui devra s'effectuer à la Noël, « et pro una descoblada[2] si nutries porcum, et pro una corroata[3] expensis dicte ecclesie annuatim ». Cela outre les obligations coutumières à tous les redevanciers emphytéotiques. Ledit Isnard a payé au prieur de l'Escarène la somme de 60 sous de Gênes comme achept « de entratata seu accapito », et ce dernier déclare l'avoir reçue. — « Actum apud Scarena, in claustro, in presentia Guillelmi de Belvezer[4] et

1 Le copiste doit avoir mal compris ce nom qui paraîtrait devoir être plutôt *Bota*, nom qu'on rencontre dans la région de l'Escarène, tandis que celui de *Dota* nous est complètement inconnu.

2 *Descoblata* et *descoblata*, redevance définie dans le glossaire de Ducange, « caro seu frustrum sine adipe ». — Dans une charte de Saint-Tropez de l'an 1234 on lit : « Et unam descobladam porci tantum per annum, et hoc si porcum vel porcos nutrierint, (si autem emerint non), sed cum porcum vel porcos interfecerint; nec dare tenentur si non interfecerint ». — *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Victor*, ch. 975.

3 *Corroata*, les charrois, labours et autres corvées qui se faisaient par les vassaux au service du seigneur, surtout pour la culture de ses biens et pour la mise en grange des produits agricoles.

4 En 1252 on a déjà vu Guillaume et Raymond de Belveser, témoins à l'arbitrage du comte Guillaumin de Vintimille au sujet des limites de Peille, Berre et l'Escarène. — Ch. LIX, p. 72. — Le village de Belvédère, *castrum de Bellovidere*, en latin, se trouve aussi sous la forme de *Belver* et *Balver* et sous celle du dialecte local et très remarquable de *Baruel*; aussi croyons-nous de pouvoir identifier comme appartenant à la famille de Guillaume de Belvédère certain *Paul Baruel* qui, avec d'autres habitants de Peille, le 27 février 1269, achète de Guillaume de Peille 250 livres de poivre. — *Archives de Peille*, D. 1. — La forme de *Baruel* (Bar-uel), pour *Belvédère*, pourrait peut-être mettre les chercheurs sur les traces de la véritable étymologie du nom d'Utelle, village de la même vallée de la Vésubie, et à peu de distance de l'autre, qui se disait jadis *Uels*.

Johannis Bruni, testium vocatorum et rogatorum. Et ego Raymundus de Caigna a domino Carolo illustri comite Provincie, notarius constitus, etc. »

Manuscrit L[1].

LXXX

1264, 12 mai. — Raymond Johan, syndic de Saint-Blaise et en qualité de procureur et de mandataire des habitants de ce village, dépendant de la seigneurie de l'abbaye de Saint-Pons, à la présence de Robert de Laveno[2], juge à Nice et du comté de Vintimille[3], déclare s'appeler à Jean de Bonamène, juge-mage de

1 Cette pièce se trouve transcrite sur un cahier à part, mais par le même copiste, l'auteur du recueil analytique des chartes de Saint-Pons.

2 Le nom de ce juge de Nice se trouve écrit sur le manuscrit « Umberto de Lavanderio », comme à la charte LXXV. — Dans un acte du 13 décembre 1264 que donne le *Liber Niger* des archives capitulaires de Nice, au folio 46, on voit signés comme témoins : « Guillelmus Olivarii admirallus domini comitis Provincie, Guillelmus Olivarii canonicus Nicie, dominus Ubertus Lavandii *(sic)* judex Nicie ». Nous croyons cependant qu'il y ait aussi là défaut de lecture et qu'il s'agisse de *Robert de Laveno*, lequel était viguier de Marseille en 1257 et signa à Aix parmi les témoins de l'acte de cession du comté de Vintimille au comte de Provence le 19 janvier 1257; mais Gioffredo qui donne une analyse fort défectueuse de cette pièce dans la *Storia delle Alpi Marittime*, vol. II, p. 437, écrit « Robertus de Laverio », tandis que notre transcription faite sur l'original aux archives des Bouches-du-Rhône, en donne exactement le nom. — *Statuts et privilèges du comté de Vintimille et Val de Lantosque*, doc. I, p. 117. — C'était une illustre famille que celle des Laveno. La Plane, dans son histoire de Sisteron, la dit originaire de cette ville. Le juge de Nice pourrait bien être le frère de Philippe de Laveno, bailli de Gap de 1276 à 1279, puis en 1293. — Roman, *tableau historique des Hautes-Alpes*, vol. I, p. 87. — Il avait plusieurs fiefs dans cette région et il avait épousé Béatrix de Castellane, dame de Mison, veuve de Bertrand de Mévouillon, dont le fils épousa Guillaume de Baux. — Cfr. *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 330 et 364; *Archives de l'Isère*, B, 3018; Barthélemi, *Cartulaire de la famille de Baux*, n° 281 ; Du Roure, *Notice historique sur une branche de la famille de Sabran*, p. 37 : *Documents sur les familles Blacas et Castellane*, p. 19; Roman, *loc. cit.; Le XI[e] siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 84.

3 C'est à notre connaissance le seul cas où les deux vigueries, celle de Nice et celle du comté de Vintimille et Val de Lantosque aient eu un seul juge. La même année pourtant le fait identique se vérifie pour la charge de viguier en la personne de Renaud de Croy « Reynaldus de Croyaco vicarius Nicie et comitatus Vintimillii ». — Gioffredo, *Storia delle Alpi Marittime*, vol. II, p. 468. — Pareillement, en 1261, un Altoviti de Florence avait été juge de Grasse et de la Tinée, et en 1264 Guillaume Martin l'avait été de la Tinée et des vallées de Coni. — Archives des Bouches-du-Rhône.

Provence[1], ou au sénéchal lui-même, ou à l'autorité qui pourrait être juridiquement plus compétente — « ad dominum Johannem de Bonnamena majorem judicem Provincie, vel ad dominum senescallum Provincie, vel ad illum ad quem de jure melius potest appellari » — au sujet de trois sentences criminelles qui ont été prononcées par ledit juge de Nice contre divers habitants du lieu, lesquels ne devaient pas relever de celui-ci, mais de l'abbé de Saint-Pons leur seigneur temporel. — « Actum in capitulo Nicie. Testes Paulus Caysius et Silvester Terius » — Geoffroi Olivari, notaire[2].

Manuscrit L.

LXXXI

1265, 18 mars. — Anno Domini millesimo CC° LX° V°, indictione VIII°, mense marcii, die VIII. X°, vir nobilis Gaufridus de Cobrio[3], miles, dominus dicti castri[4] per se et suis, sine fraude et sine inganno, per modum pure et mere donationis inter vivos, pro redemptione anime sue et parentum suorum, ad honorem Dei et reverenciam Jesu Christi, dat, donat, consignat, dedit, donavit et consignavit quandam domum suam sitam ante castrum de Cobrio et in loco qui vulgariter dicitur a la Laura, que domus

1 Jean de Bonamène tenait déjà l'office de juge-mage du comté de Provence à l'époque de l'acquisition du comté de Vintimille.— *Statuts et privilèges du comté de Vintimille et Val de Lantosque*, doc. I, p. 117.

2 *Geoffroi Olivari*, probablement père de *Guillaume Olivari*, amiral de la ville de Nice, puis du comté de Provence, ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus à la page 70, note 1.

3 *Geoffroi de Cuébris* était probablement père de *Hugues de Cuébris*, moine de Saint-Pons en 1252, prieur de Saint-Hermentaire de Draguignan en 1262, finalement abbé de Saint-Pons en 1291. — Voir les chartes LVII, LXXVII, CII, et la note qui s'y rapporte à la page 114.— En 1316 un Geoffroi de Cuébris, différent de celui-ci est commandeur de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem à Embrun et Gap. — ROMAN, *Tableau historique des Hautes-Alpes*, vol. I, p. 174.

4 *Cuébris*, département des Alpes-Maritimes, arrondissement de Puget-Théniers, canton de Roquesteron, se trouve situé près de ce dernier village qui est traversé par l'Esteron, et en droite ligne d'Ascros, village dominant le Var, ancien fief d'une branche de la famille de Châteauneuf.

dudum fuit Raymundi Nigrepellis quondam, ad usum et receptionem pauperum Jesu Christi, quia domum hospitale voluit semper vocari... Item dedit et consignavit, donatione qua supra, dicte domui seu hospitali perpetuo xxx cupas vini[1], de vino quod exihit de viridario inferiori quod est situm juxta vineam Raymundi Nigrepellis et juxta viam qua itur ad molendinum. Item dedit et assignavit perpetuo, nomine supradicti, dicte domui seu hospitali vel rectori ejusdem hospitalis ad subventionem pauperum ibidem venientium xxx solidas Turonenses, quos voluit dari et solvi rectori dicti hospitalis perpetuo. Item, dedit et consignavit dicto hospitali seu rectori dicti hospitalis, qui pro tempore fuerit, quoddam vaissellum[2] quod habuit a Raymundo Amirat, etc. Actum in castro de Cobrio, in domo dicti Gaufridi, coram testibus infrascriptis, scilicet..... phisico, Raymundo de Salicis vel Salice (*sic*) et me Raymundo Augerio publico notario[3] a venerabili domino Karolo, Dei gratia, rege Sicilie, ducatus Apulie, principatusque Capue, Andegavie et Provincie comite et marchione Forcalquerii constituto, etc. [4]

Manuscrit L.

1 Ce mot se trouve dans une charte de 1055, où Atanulphe donne à l'abbaye de Saint-Victor une vigne à Salerne : « Donamus ei vineam istam, adijcientes ei aliquid, id est IIII sextarios trittici et VI cupas vini ». — *Cartulaire de Saint-Victor*, ch. 54. — Cette mesure de capacité, d'après une citation de Ducange, correspondait à 26 muids ; on l'usait aussi pour indiquer le tonnage d'un navire : « navis capacitatis quadraginta cuparum.

2 *Vaissellum*, *Vassellum*, *Vasculum*, en dialecte de Montferrat *Vassela*, tonneau destiné aux liquides, au vin surtout, de la capacité de 3 à 6 muids. — *Cartulaire de Saint-Victor*, ch. 42 et 404.

3 Dans la vente faite le 7 septembre 1286 par Raymond et Guigues de Saint-Paul, seigneurs de Toudon et hauts-seigneurs de Caynée (entre Cuébris et Toudon), à Raymond Chabaud, d'une part de la juridiction qu'ils y possèdent, comme « majores domini post dominum nostrum regem » comparaît parmi leurs seconds vassaux nobles, un *Guillaume Augerio*. — Archives de la Cour des Comptes de Turin, *Atti per feudi*, C, 1, n° 1, parchemin. — Le notaire Raymond Augerio qui rédige l'acte de donation devait sans doute appartenir à cette famille.

4 Cette charte, quoique ne regardant pas directement l'abbaye, se trouvait probablement dans ses archives à cause des relations de parenté entre le donateur Geoffroi de Cuébris et l'abbé de Saint-Pons, Hugues de Cuébris.

LXXXII

1267, 25 juin. — In nomine Domini, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo cc° lxvii°, ind. x[a], mensis junii die xxv. Notum sit omnibus presentibus et futuris, quod dominus G. abbas, Dei gratia, monasterii Sancti Poncii Niciensis, dedit licentiam et plenariam potestatem fratri Laurentio priori ecclesie Sancti Nicolay de Cespitello agendi, deffendendi, opponendi, in jure et extra jus, usque ad diffinitivam sententiam in curia venerabilis patris et domini Vigtimilliensis episcopi[1], et etiam alibi ubicumque, contra priorem ecclesie Sancti Michaelis de Cespitello et etiam contra quamcumque personam et personas..... Dans ei liberam potestatem ut possit jurare de calumpnia, et omnia demum facere que verus procurator et actor facere potest et que merita causarum postulant et requirunt. Promittendo dictus dominus abbas se semper ratum et firmum tenere quidquid per dictum fratrem Laurentium in predicta curia vel alibi factum est actenus et fiet super predictis. Actum Nicie, sub crota ecclesie Sancte Reparate, in presentia Johannis presbiteri de Turbia et Isoardi Escalena. — Bertrand de Cagnes, notaire.

Manuscrit T.

LXXXIII

1269, 13 septembre. — Compromis au sujet des limites de Saint-Blaise et Aspremont entre l'abbé Guillaume assisté de ses moines, André, prieur claustral, Pierre Aycardi, sacristain, Guillaume de Châteauneuf, Isnard de Lantosque, Durand Isnardi,

1 Obert, évêque de Vintimille, lequel était frère de l'archevêque de Milan, et siégea de 1264 à 1270. — Girolamo Rossi, *Storia di Vintimiglia*, 2e édit., p. 101.

Paul Pellipari, Guillaume Giraudi, Guillaume de Berre, Pierre Peleti, Pierre Penna, comme seigneurs de Saint-Blaise, d'une part, et de l'autre, dame Aydéline, veuve de Raymond Chabaud[1], seigneur d'Aspremont, en qualité de tutrice de Raymondet, fils dudit Raymond, et en celle de curatrice de Pierre, son autre fils[2], en personne de Grégoire Vicedominum seigneur de Châteauneuf. Les limites proposées par l'abbaye étaient les suivantes : « A vallono de Porcils recta linea per vallonum ad magnum Varum. Item, a dicto vallono superius recte ad claperium de Monte Aussor, et a dicto claperio recte infra ad territorium de Torretis. » — Les limites réclamées par les seigneurs d'Aspremont étaient : « De magna balma rivi Steroni usque ad magnum Varum, et de ipsa magna balma usque ad vallonum Saltus de Monachis recta linea, et de ipso Saltu de Monachis usque ad collam Sancti Lamberti, et de colla Sancti Lamberti usque subtus collam de Durant usque ad reure[3], de colla Durant contra tendit per calanons usque ad aheram de Serro de Rocha Perorta. » — L'abbé donne comme garants Marin Badat[4], Raymond Jordan et un troisième[5] : les seigneurs d'Aspremont, le même Marin Badat, Pierre de Châteauneuf[6] et Hugues Poitevin[7]. — « Actum in capitulo Sancti Poncii, et fuerunt testes dominus, B. de Castronovo, canonicus Nicie, dominus Cortisius[8]

1 L'analyse du manuscrit donne ce nom sous la forme de *Chabaldi*.

2 Consulter sur Adéline, veuve de Raymond Chabaud, et sur ses fils Raymondet et Pierre, ce que nous en avons écrit dans *Le fief de Châteauneuf*, p. 35.

3 *Reure*, le nom provençal de *chêne*.

4 Nous avons parlé de *Marin Badat* dans *Le fief de Châteauneuf*, p. 57.

5 Le nom de ce troisième personnage se trouve en blanc sur notre manuscrit.

6 Pierre de Châteauneuf et Isnard, son père, possèdent, en 1249, la neuvième partie du fief dont il portent le nom. — *Le fief de Châteauneuf*, p. 20.

7 Le ms. porte *Peitavini;* nous croyons pourtant de devoir donner ce nom avec sa forme française, malgré qu'il se trouve à Nice sous la forme de *Pétavin*, car cette dernière n'est évidemment qu'une tournure incorrecte et dialectale, et surtout moderne.

8 Il s'agit peut-être du *domini Concorii de Dayna*, jurispérite, témoin avec l'amiral Jacques Chaissii et d'autres à la cession du comté de Vintimille au comté de Provence, et que Gioffredo (vol. II, 437) donne inexactement comme *Contorii de Diana*. — Cfr. *Statuts et privilèges du comté de Vintimille et Val-de-Lantosque*, documents, p. 117.

jurisperitus, Gaufridus Squirpus[1] et Paulus Bonetus[2]. » — Olivier Doneudi, notaire.

Manuscrit L.

LXXXIV

1269, 19 novembre. — Sentence de Grégoire Visdomini sur la délimitation des territoires de Saint-Blaise et Aspremont. — « In primis territoria dictorum castrorum sic divisit. Statuit quidem pro primo termino et capite versus territorium de Torretis vallonum de Malo passo, qui vallonus est subtus Ubageto ; et a dicto vallono ascendendo usque ad unam querchum grossam, que querchus est in terra Hugonis Raynaldi de Asperomonte, et a dicta querchu, ascendendo usque ad quamdam querchum, subtus qua sunt duo trossoni de querchu, et a dicta querchu descendendo recta via usque ad caput vallonis de colla Durand, et a dicto capite valloni descendo per vallonum usque ad vallonum de Pradaleto, et a dicto vallono recta via usque ad rocassium superiorem de Castelleto, et a dicto rocassio descendendo usque ad collam de Loberiis, et a dicta colla usque ad Castel Gandolf, et a dicto Castel Gandolf usque ad serrum de Fenoillero, et a dicto serro descendendo per dorsum collis recta via usque ad serrum de Bertino, et a dicto serro descendendo per dorsum collis usque ad vallonum de la Scortz de l'Adrech, sicut dictus vallonus se extendit, usque ad introitum plani de Varo, et a dictu introitu plani revolvendo et redeundo per ripam dicti plani per pedes et symocias montium et collium usque ad quandam querchum grossam sitam ad pedem condamine Raymundi Similie, de Sancto Blasio, et a dicta querchu revolvendo versus Vare usque ad quandam magnam pibolem prope dictam querchum que est dicti Raymundi,

1 Ce même personnage fut clavaire de la ville de Nice peu avant l'année 1289. *Arch. des Bouches-du-Rhône*, B. 1071, f° 91.

2 Le ms. a réellement *Bonetus*, mais nous croyons qu'il s'agit plutôt d'un membre de la famille *Bovetus* de Sospel, qui eut une part au fief de Châteauneuf.— Cfr. *Le fief du Châteauneuf*, p. 43.

et a dicta piboli, recta via et linea, usque ad magnum Vare. Ita quod quicquid est infra dictos confines versus castrum de Sancto Blasio, sit territorium et de territorio Sancti Blasii, sub dominio et juridictione dicti domini abbatis et monasterii; et e converso quicquid est infra dictos confines versus castrum de Asperomonte, sit territorium et de territorio Asperimontis, sub dominio et jurisdictione dictorum minorum, scilicet, Perreti et Raymundeti Chabaldorum et eorum heredum et successorum, salvis proprietatibus dominis et hominibus unius supradicti castri in territorio alterius castri, quas voluit quod teneant, possideant et laborent, ut antea et actenus tenuerunt, possiderunt et laboraverunt.

Item dictus dominus Guillelmus voluit, mandavit et precepit, quod dicti minores et eorum heredes habeant et teneant molendinum ipsorum quod est in plano de Varo, et jus aque et riva bedalis ipsius molendini in pace et sine contradictione, turbatione et impedimento dicti domini abbatis et conventus et eorum successorum, ac et hominum de Sancto Blasio, scilicet a presa Varis per dictum bedale seu rivum usque ad molendinum predictum, et quod liceat dictis minoribus facere et reficere resclusam, et facere et reficere et purgare bedale seu rivum dicti molendini quocienscumque eis placuerit. Hoc salvo, quod dictus abbas pro se et suis hominibus de Sancto Blasio possit accipere pro eorum necessitate de aqua dicti bedalis in territorio Sancti Blasii, dummodo per hoc non impediant molere dictum molendinum. Item, voluit quod homines Sancti Blasii possint, non virtute dominii vel alterius servitutis, sed pro bono pacis, imitere ad pascherium de eorum proprio avere tantum, quolibet anno et per totum annum, in territorium de Asperomonte, scilicet extra deffensa antiqua dicti castri, sive sint abandonata sive non, LX^ta^ trentenaria averis menuti, scilicet ovium et caprarum, et LX^ta^ bestias inter boves et vachas, et XVI bestias inter equas et roncinos, dando dominis de Asperomonte, pro quolibet trentenario averis menuti, pro uno anno, unum sol. Januensium, et pro uno roncino seu equa XII den. Januensium, et pro uno bove seu

vacha VIII den. Januensium ; et si contingeret quod supradictum avere, ita imissum seu imitendum, vel homines custodientes dictum avere, frangerent bannum in territorio de Asperomonte, voluit quod domini de Asperomonte habeant bannum secundum illum modum et illam quantitatem quem et quam habent et soliti sunt habere ab hominibus suis de Asperomonte, et non ultra ; supradictum autem avere sic imissum seu imitendum voluit dictus dominus Guillelmus quod domini de Asperomonte possint numerare et facere numerari quotiescunque ei videbitur ; dicto autem abbati et conventui nullo modo liceat avere suum seu monasterii imitere in dictum territorium de Asperomonte. Actum Nicie ante ecclesiam beate Marie, in presentia dicti domini abbatis et dicte domine Aydeline et dicti Perreti Chabaldi, et fuerunt testes domines Stephanus Florius judex Nicie, dominus Augerius Badatus, dominus Marinus Badatus, milites, dominus B. Badatus, dominus Corvisius[1], dominus P. Sardina, dominus G. Poillanus, clavarius, et dominus Jausserandus Cornilla. — Olivier Doneudi, notaire.

Manuscrit L.

LXXXV

1270, 11 septembre et 1271, 15 juin. — Procès entre Guillaume de Berre, abbé de Saint-Pons, et Jean, évêque de Vintimille, au sujet du prieuré de Saint-Nicolas de Sospel, dépendance de l'abbaye, à laquelle ledit évêque contestait certains droits paroissiaux et particulièrement celui de percevoir les dîmes[2]. Les extraits suivants en ont été conservés[3] :

Clément IV, par sa bulle « Dat. Viterbii III nonas augusti,

1 Le ms. donne sous cette forme ce nom, qui paraît être celui du personnage nommé *Cortisius* dans l'acte précédent. — Cfr. p. 88, n° 8.

2 L'abbaye abandonna cette église en 1518 et la céda à une confrérie qui s'y fonda sous le titre de Sainte-Croix.

3 Ces actes, dont notre manuscrit ne donne qu'une partie, se trouvaient sur un très long rouleau.

pontificatus nostri anno tertio, » scit le 2 août 1267, avait délégué, à juger cette question, Symon, évêque d'Albe, et Pierre Belliburro, chanoine de cette église, lesquels, à leur tour, chargèrent de cet affaire Bertrand, évêque de Glandevès.

Le 14 septembre 1270 comparaissent devant cet évêque, « apud Bastitam, » Pierre Jaufredi, prieur de Saint-Michel de Sospel, au nom de l'évêque de Vintimille, et frère Laurent, moine et prieur de Saint-Nicolas, au nom de l'abbaye, et le procès a son cours.

Le 23 février de l'année suivante, 1271, l'abbé comparaît en personne à Glandevès, et présente un factum, dont voici les parties essentielles :

« Coram vobis domino B. episcopo Glandatensi subdelegato a judicibus delegatis... dicit et asserit dominus G. abbas, Dei gratia, monasterii, Sancti Poncii Niciensis, nomine sui et vice et nomine conventus ejusdem monasterii, quod ven. pater episcopus Vintimiliensis[1] eum inquietat seu turbat, per se vel per alios, super jure parrochiali ecclesie Sancti Nicolai de Cespitello, site in diocesi Vintimiliensi, pertinens plenissimo jure ad eum, seu ad dictum monasterium..... prohibendo etiam quod ejus procurator non accipiat decimas pertinentes ad ecclesiam supradictam nec jus dependens..... in quorum possessionem vel quasi abbas, conventus et monasterium fuerunt per quadraginta annos et amplius, nulla querimonia facta seu intercapcione aliqua interposita a dicto episcopo vel ejus antecessoribus..... Ideo dominus abbas..... petit a vobis ut compellatis dictum dominum episcopum seu procuratorem ejus, censura ecclesiastica, ne per se vel per alium dictum dominum abbatem vel conventum perdictum turbet aut inquietet super jure parrochiali predicto, nec super decima superius memorata, seu dependentibus ad jus parrochiale predictum, scilicet permittat eum quiete et pacifice possidere.

1 D'après M. Girolamo Rossi (*Storia della città di Ventimiglia*, p. 101 et 418), l'évêque de Vintimille qui aurait siégé de 1270 à 1272 serait Jacques Gorgonio de Plaisance ; mais, ainsi qu'on le verra dans la suite de ce procès et dans cette même charte, l'évêque dont le nom n'est pas indiqué ici est bien ce Jean d'Alzate que Rossi fait mourir en 1264.

« Confines autem et limites dicte parrochie Sancti Nicholay sunt hec : videlicet a flumine quod dicitur Beura protenditur usque ad Mecelleriam a parte inferiori, et a dicta Mecelleria a parte superiori protenditur usque ad pererium quod dicitur Gariagas, et vadit usque ad plantadam de Tochabou. »

L'évêque de Vintimille ne comparut ni en personne ni par procureur; aussi l'abbé essaya-t-il, en raison de cette contumace, d'être mis en possession des biens de l'évêque, mais le subdélégué ne le lui accorda pas, et écrivit à ce dernier la lettre suivante :

« Venerabili et reverendissimo in Christo patri domino Vintimiliensi episcopo, B. miseratione divina Glandatensis episcopus, subdelegatus summi pontificis salutem in Domino Jesu Christo. Vos citavimus pluries per litteras speciales, quod in causa que vertitur inter vos et priorem Sancti Michaelis de Cespitello, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti Poncii de Nicia et priorem Sancti Nicholay de Cespitello, ex altera, coram nobis comparere deberetis per vos vel ydoneum responsalem, quod facere non curastis; quinymo, lite pendente, sicut nobis altera pars retulit, aliqua innovastis; quod si ita est, facta fuerunt contra canonicas sanctiones. Quare paternitatem vestram requirimus et rogamus, et auctoritate nobis commissa vobis precipiendo mandamus, quatenus die lune proxime veniente coram nobis apud Niciam, per vos vel sufficientem procuratorem, comparare curetis. Datum apud Niciam, anno Domini M CC° LXXI, mense februarii die XXVI.»

Au jour dit, l'abbé Guillaume se trouva par devant l'évêque de Glandevès, et cette fois comparurent de leur côté le prieur de Saint-Michel et Guillaume Malleus, chanoine de Vintimille et prévôt de Breglio, mais rien ne pu s'y décider.

Au contraire, peu après, de fortes contestations surgirent; le fondé de pouvoirs de l'évêque s'oublia au point de vouloir récuser le subdélégué apostolique, tellement que celui-ci se crut en devoir de lui communiquer les lettres de délégation, mais à son tour il demanda de voir l'acte de procuration donné par l'évêque Vintimille, lequel était de la teneur suivante :

« In nomine Domini, amen. Anno M° CC° LXVIII, die mercurii, sexto mensis junii, ind. XI. Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris, quod nos Johannes, Dei gratia Vintimiliensis episcopus [1], voluntate et consensu capituli nostri ecclesie Vintimiliensis presentis et jubentis, scilicet Raynaldi prepositi, Nicolay archidiaconi, Otonis sacriste, Ugonis presbiteri, Johannis de Rocabruna, canonicorum Vintimiliensium, fecimus, constituimus... Guillelmum, dictum Malleum, et Johannem de Rocabruna canonicos Vintimilienses, presbyterum Jacobum, plebanum de Auria, et Petrum Gaufridi, priorem Sancti Michaelis de Cespitello... legitimos procuratores... Actum in palacio episcopatus Vintimilii. Testes Gasparus canonicus de Merliano [2] et Cauterius de Alzate [3], domini episcopi familiares. — Guido de Aste, notaire. »

On fit alors des objections de procédure. Le prieur de Saint-Michel de Sospel, étant chanoine régulier de Saint-Ruph, dut obtenir l'autorisation du général de son ordre. Bertrand de Châteauneuf, prieur de Villevieille et chanoine de Nice, obtint, de son côté, de pouvoir représenter l'abbaye, par lettres de Pierre, évêque de Nice, du 17 mars 1271 [4].

Les parties furent invitées à donner caution pour les frais de procédure ; l'abbé présenta Pierre Sardina, jurisconsulte et citoyen de Nice, Foulque Renulphi, seigneur de Gilette, et Bertrand de Berre, chevalier.

Il y eut encore un appel de l'évêque de Vintimille, puis celui-ci abandonna la cause, et, malgré plusieurs lettres, il ne daigna plus comparaître. L'évêque de Glandevès prononça alors contre lui la

1 Le nom de Jean, évêque de Vintimille, en cette année 1268, est ici en toutes lettres ; c'est le Jean d'Alzate auquel, selon M. Girolamo Rossi, aurait succédé, de 1264 à 1270, un Obert, frère de l'archevêque de Milan. Le témoignage de notre document est irrécusable ; la présence même d'un témoin d'Alzate, qui s'y trouve, prouve bien que le copiste n'a point commis d'erreur.

2 Peut-être *Merlino*, prov. de Milan, à moins qu'il fallût lire : *de Mediolana*, soit *Milan*.

3 Il se trouve dans la région deux *Alzate*, un dans la prov. de Novare, l'autre dans celle de Como.

4 Les témoins signés à ces lettres sont : Guillaume Olivari, chanoine de Nice, et Vincent de Silva, chapelain de l'évêque.

suspension et l'interdiction à l'église jusqu'à la Saint-Jean, par un mandement du 17 mai adressé à Raymond, prieur bénédictin de Saint-Michel de Vintimille, lui prescrivant d'en faire la publication dans la cathédrale même de Vintimille « si hoc sine periculo persone vestre fieri potest, » ou du moins dans l'église de Saint-Michel ; publication qui devait se faire également à la cathédrale de Nice, et dans toutes les églises du diocèse de Vintimille.

Finalement, le 15 juin, Raymond, vicaire capitulaire de l'église de Vintimille, adressa à l'évêque de Glandevès une lettre d'excuse, présentée, le 22 juin, au subdélégué par Pierre Joffredi, prieur de Saint-Michel de Sospel, où il exposait que son évêque « venerabilis pater dominus Johannes episcopus Vintimilii » avait été gravement malade depuis le 4 avril : que le jour même où le nonce de l'abbé de Saint-Pons avait présenté aux serviteurs de l'évêque les lettres de menace, on venait de lui donner l'extrême-onction, qu'à la seconde présentation, au moment où les lettres avaient été déposées sur l'autel de la cathédrale, on croyait qu'il allait rendre l'âme : il ne pouvait parler, ou du moins se faire comprendre, et son entourage n'avait pas osé lui communiquer le contenu de lettres d'une teneur aussi grave. Pareillement le prieur de Sospel était absent, en visite auprès d'un ami. Il implorait donc l'absolution. L'acte était rédigé en forme publique par Quiricus de Castro, notaire, à la présence de Pierre, chapelain de l'église de Saint-Ambroise, et de Guirard, gardien de la cathédrale. Le scel du chapitre de Vintimille était attaché à la lettre [1].

Manuscrit L.

1 « In qua litera erat quodam sigillum pendens, et in medio ipsius erat quedam impressio facta ad modum agni tenentis crucem, in pede et in circumferentia illius erant littere sic dicens : † S. Capituli Vintimiliensis. » Le ms. donne cette lettre *in extenso*.

LXXXVI

1271, 12 novembre. — Acte de quittance pour le paiement d'une maison acquise par Raymond et Raymonde Pittavini, de Rostange, fille de Pierre Lions, maison qui dependait de la seigneurie directe de l'abbaye de Saint-Pons. — Notaire Vincent Piperi.

Manuscrit T.

LXXXVII

1272, 31 mai. — In nomine Domini, amen. Ego Enricus, prior et minister ecclesie Sancte Deivote de Monaco, constitutus per venerabilem dominum G. de Berra, abatem monasterii Sancti Poncii Nicie, cui subest dicta ecclesia Sancte Deivote nullo medio, nomine et vice ipsius ecclesie, do tibi Vitali de Habato abitatori castri Monaci, perpetuo et in eternum, de generacione in generacionem et heredibus tuis et a te et ipsius descendentibus, et cui eam dederis peciam unam terre ipsius ecclesie, colendam, tenendam, et habendam, meliorandam et non pejorandam, quam terram est et jacet in territorio Turbie, loco ubi dicitur Condomina de Pulgeria : et cui terre coheret superius terra Restagni de Isia dominorum Turbie, inferius versus mare via publica, ab aliis partibus terra quam tenet Bochinus de Monaco pro dicta ecclesia. Ita quod ipsam terram, ut supra, habeas et teneas, et de cetero in perpetuum quiete possideas tu et omnes a te causa habentes sine omni mea omnique subcessoris mei prioris in dicta ecclesia... et a te causa habentibus, redente, prestante et prestantibus annuatim dicte ecclesie vel ejus ministro quartam partem fructuum, in loco ubi cungregabuntur dicti fructus, omnium fructuum dicte terre exiencium et percipiendorum. Ad istam cundicionem promito tibi et heredibus tuis et a te causa habentibus in perpetuum, de generacione in generacione, per secula seculorum, per me et successores meos priores in dicta ecclesia dictam terram dimittere

et non aufferre, nec impedire, nec conditione acrexere, nec quoquam aliut exigere quam predictam est : eo salvo et expresso dicto, quod si quo tempore eam veles vendere vel heredes tui, debeas denunciare abati Sancti Poncii, si eam vel jus quod in eam haberes voluerit emere : quod si emere voluerit, debes eam sibi dare pro solidis quinque minus quam ab alio habere posses ; quod si emere noluerit, per mensem respondere tardaverit post denunciacionem, liceateam vendere possit cuicumque volueris, exceptis militibus, locis religiosis, et tredecenum precii dicte ecclesie vel ejus ministro prestando. Alioquin penam dupli valimenti dicte terre vel de quanto et quoties impediretur vel nun observaretur tibi in bonis dicte ecclesie stipulanti promitto, rato manente pacto. Pro pena vero et a sic observandum, omnia bona dicte ecclesie habita et habenda tibi pignori obligo, et ego dictus Vialinus promito et cunvenio tibi dicto priori et ministro, nomine dicte ecclesie stipulanti et recipienti, dictam terram pro dicta ecclesia tenere et eam laborare et bonificare, meliorare et non pejorare, et annuatim quartam partem fructuum de dicta terra exiencium, in loco ubi cungregabuntur, ministro ipsius ecclesie vel ejus noncio dare et prestare, et omnia ut supra et singula, prout dicta sunt et terminata, adimplere et observare ; alioquin penam dupli de quanto et quoties contra factum fuerit, tibi nomine dicte ecclesie stipulanti promito rato manente pacto ; pro pena vero et pro dictis omnibus et singulis observandis omnia mea bona habita et habenda tibi pignori obligo. De predictis autem dicte partes duo instrumenta ejusdem tenoris fieri voluerunt. Actum in Monaco in domo dicti Vialini. Anno dominice nativitatis millesimo CC° LXX° II°, die ultima madii, indicione XIIII. Testes vocati, Guillelmus Turcus, Paxonus de Paxono, Johannes Fulchinis.

Symon de Platea longa, notarius, rogatus scripsi.

Archives d'Etat de Turin. *Monaco e Turbia*, mazzo I, n° 18.[1]

1 Ce document, quoique déjà publié par M. Gustave Saige, *Monaco et la maison de Grimaldi*, page 72, nous a paru assez important pour l'histoire des rapports entre l'abbaye de Saint-Pons et Monaco pour être également inséré dans notre Chartrier. C'est à cette pièce que fait allusion GIOFFREDO (vol. II, p. 462), en la mettant sous l'année 1262, et que nous avons indiqué ci-dessus à la page 80, note 1.

LXXXVIII

1276, 2 décembre. — In nomine Domini, amen. Anno ejusdem millesimo CC° LXXVI, indictione IIII, die secunda decembris, inter nonam et vesperas. Noverint universi presens instrumentum inspecturi, quod venerabilis pater dominus Guillelmus, divina permissione Vigintimilliensis episcopus[1], nomine suo et episcopatus Vingtimilliensis, ex una parte, et dominus Guilelmus de Castronovo, monachus Sancti Poncii, Niciensis diocesis, procurator reverendi domini Guillelmi, abbatis monasterii Sancti Poncii predicti et conventus eiusdem monasterii, procuratorio nomine dicti domini abbatis et monasterii, ex altera, ut de dicta procuratione patet per publicum instrumentum scriptum manu Amesini Lobati, notarii publici domini regis Caroli, millesimo CC° LXXVI, die XXI mensis novembris, super lite et controversia que vertebantur inter ipsos dominum episcopum et dominum abbatem et conventum ipsius monasterii, occasione ecclesie Sancti Nicolay de Cespitello Vingtimilliensis diocesis et parochie ipsius ecclesie, talem transactionem sive pactum fecerunt ad invicem. Videlicet, quod dictus dominus episcopus, de fratrum suorum consilio, videlicet domini Gaufridi, prepositi Vintimiliensis ecclesie[2], et presbiteri Ugonis sacriste et Johannis de Rochabruna, canonicorum Vintimilliensium, cum plures non sint in ipsa ecclesia canonici residentes, promisit et convenit dicto domino Guillelmo presenti recipenti nomine dicti domini abbatis et conventus, quod a cetero ipsum dominum abbatem vel conventum de parrochia vel jure parrochiali, quam vel quod habebat et tenebat dicta ecclesia Sancti

1 Selon G. Rossi (*Storia della città di Ventimiglia*, p. 101), cet évêque de Vintimille appartiendrait à la famille des comtes de Vintimille ; nous ne partageons absolument pas cette opinion.

2 Le nom de ce prévôt de l'évêché de Vintimille manque à la série donnée par G. Rossi, *op. cit.*, p. 409.

Nicolay, tempore litis mote inter venerabilem patrem dominum Johannem quondam Vintimilliensem episcopum et dictum dominum abbatem seu ipsius conventum, non inquietabit vel molestabit per se vel per interpositam personam ; immo dictum dominum abbatem permittet pacifice et quiete tenere et possidere, sicut tunc tenebat et possidebat et de jure tenere poterat et debebat. Et volens quod ex nunc reducatur causa in statum pristinum, sicut erat tempore mote litis et omnes sentencias latas per predecessorem suum dominum Johannem et per ipsum contra priorem dicti Sancti Nicolay sive ecclesie, relaxavit et voluit ipsas esse nullius valoris et illas etiam per delegatos vel subdelegatos domini Pape contra dictum abbatem vel priorem predictum sive ecclesiam ; et voluit quod illa interuptio facta per predecessores suos vel per ipsum non noceat dicto domino abbati sive manasterio. Et preter predicta non intendit eis aliquid de novo concedere vel conferre, seu quod juri episcopali Vintimilliensi in aliquo derrogetur. Et sic promisit dictus dominus episcopus omnia predicta et singula actendere, complere et observare, et in nullo contravenire : sub pena et obligatione omnium bonorum episcopatus Vintimilliensis. Renuncians litteris apostolicis impetratis et impetrandis et omni legum et juri canonico auxilio. Et versa vice dictus dominus Guillelmus, procuratorio nomine dicti domini abbatis et conventus, promisit et convenit dicto domino episcopo, quod dictus dominus abbas vel conventus, seu alia persona pro eis, occasione litis mote inter eos, occasione dicte ecclesie sive parochie vel jurium parochialium ipsius, dictum dominum episcopum non inquietabit vel molestabit propter aliquas sententias latas contra dictum dominum episcopum, vel predecessorem suum dominum Johannem, vel procuratorem ipsius, per delegatos, sive subdelegatos domini Pape, sive eorum nuncios, et renuncians omni juri sive actioni dicto domino abbati et conventui competituris contra dictum dominum episcopum et predecessorem suum sive procuratorum et jurisdictionem ipsorum delegatorum, vel subdelegatorum, et litteris apostolicis impetratis pro dicta

occasione et eciam impetrandis. Et si reperiretur dictum dominum episcopum fuisse condempnatum vel ejus predecessorem, sive ipsorum procuratorem in aliquo per aliquem delegatum vel subdelegatum domini Pape, occasione litis predicte, ipsam condempnationem cassam et vacuam, et nullius valoris esse voluit, et promisit dictus Guillelmus predicto nomine se facturum et curaturum ita et taliter quod delegati sive subdelegati domini Pape sententias omnes et singulas, latas per eos contra dictum dominum episcopum vel predecessores suos, infra mensem retractabunt et nullas esse pronunciabunt... Confines vero parrochie predicte Sancti Nicolay, scripti in petitione dicti domini abbatis, sunt hii : videlicet a flumine quod dicitur Beura[1] protenditur usque ad Meseleriam[2], a parte inferiori, et a dicta Meseleria protenditur usque ad locum qui dicitur de Gipis, et a Gipis usque ad plantatam de Tocabos. Et de predictis jusserunt dicte partes duo fieri instrumenta, videlicet unum proqualibet parte. — Actum in Vintimilio in palatio episcopali. Testes vocati et rogati Guillelmus Gandulfus, Petrus Mussus, Johannes Golabius, Lanfrancus Ocelus et Raymundus Capudmalei Vingtimillii. — Ego Guillelmus Prior, imperiali auctoritate notarius.

Manuscrit T.

LXXXIX

1278, 9 septembre[3]. — Acte de quittance passé par l'abbé Guillaume de Berre, en faveur de dame Castellane, fille de « Bergondionus[4], » pour le service d'un casal à la Condamine de Sainte-Réparate, ayant comme limitrophes les maisons de Pierre et

1 C'est sous cette forme qu'on trouve généralement indiqué à cette date le fleuve *Bevera*.

2 Ce mot signifie *ladrerie*, soit hôpital destiné aux lépreux.

3 Le ms. donne la 6me indiction, mais il s'agit de la 4me.

4 Le ms. porte *Bergandonus*, tandis que le nom de *Bergondius* est connu. — Cfr. *Cart. de la Cathédrale de Nice*, ch. 60.

Bertrand de « Munte bruno[1], » Guillaume « Sabaterii » et « Meri », et pour les vingt ans à suivre, au taux annuel de 8 deniers de Gênes. L'acte se passe à la présence de l'abbé et de ses moines, frère Paul, prieur, Guillaume de Berre, Pierre Pena, Paul Pelissier, prieur de Falicon, Bertrand Béranger, Guillaume Mer, Guillaume d'Ascros[2] Jean Tarditi ; sont témoins : Bertrand Morelli, Boniface Cigale[3] de Lantosque, et Pierre Grassi. — Baldigonus, fils de Druin de Verdun, notaire.

Manuscrit L.

XC

1279, 1er août. — Procuration passée par les hommes de Saint-Blaise à Pierre Clérici et Raymond Béatrici, habitants de ce lieu — « ad omnes causas, lites, controversias et rancuras, quas dicta universitas dictorum proborum hominum de Sancto Blasio movet seu movere intendit contra Petrum Chabaudum et Raymundum Chabaudum fratres, dominos castri de Asperomonte, ac etiam contra universitatem seu homines dicti castri, occasione confinium seu terminie dictorum duorum castrorum de Sancto Blasio et de Asperomonte. » — On leur donne faculté d'élire des défenseurs et spécialement noble Raymond Réquiston, chevalier, seigneur de Flayos[4]. Les mêmes hommes de Saint-Blaise approuvent le compromis passé par l'abbé Guillaume de Berre et les hommes de Saint-Blaise, d'une part, et lesdits frères Chabaud, de l'autre, en la personne dudit Raymond Réquiston. Fait sur la place de l'église de Saint-Blaise, devant la grande porte des

1 Voir, au sujet de la famille de Montbrun, ci-dessus à la page 46, note 3.

2 Le nom porté par le ms. est *de Scroc*, selon la forme de l'époque.

3 Le ms. a *Cigada*.

4 Ce Raymond Requiston était viguier de Nice en 1274 et 1284. — GIOFFREDO, vol. II, p. 508 et 537. Cfr. *Les Statuts du comté de Vintimille et Val de Lantosque*, préface, p. 20. — Vers la même époque, Isnard de Flayos avait épousé Sybille Chabaud, fille de Pierre, co-seigneur de Châteauneuf et d'autres fiefs.

cloîtres. Témoins, Bertrand de Berre, chevalier[1]; Arnaud de Villeneuve[2]; Bertrand du Luc; Raymond Clarus, prieur d'Aspremont. — Bertrand Giraud, notaire.

Manuscrit L.

XCI

1279, 7 août. — Sentence arbitrale de Raymond Réquiston, seigneur du château de Flayos, au sujet des limites entre Saint-Blaise et Aspremont. L'abbé avait fait les demandes suivantes en faveur de son monastère et de son château de Saint-Blaise : Qu'on fixât les limites de la façon qu'il les avait demandées; que les frères Chabaud, représentés par Hugues Pétavin, leur tuteur, fussent condamnés au payement de 25,000 sous de Gênes, pour avoir tenu en leur pouvoir ce château sans juste cause et durant l'espace de vingt, trente, quarante, cinquante ans, en jouissant de ses revenus, « tam de justiciis quam de ademprivis, dicti castri et territorii; » qu'ils dûssent payer également la somme de 10,000 sous de Gênes, par le fait que leurs devanciers, qui tenaient ce château moyennant une cense annuelle, avaient laissé perdre par leur négligence les régions de « Gentas donnas, Clos mejans et Costa vielha », qui avaient cette même valeur; que les habitants de Saint-Blaise fussent autorisés, « in territorio Castri de Asperomonte immittere avere suum sine aliqua molestia, et adaquare seu abeurare, pascere, jacere, ginestrare et erbam colligere, legnayrare, boscayrare, glandes colligere, et ramam cindere et ad castrum Sancti Blasii deportare, prout predicta facere consueverunt per viginti, triginta, quadraginta et

1 Bertrand de Berre, probablement neveu de l'abbé de Saint-Pons, était fils de Raybaud de Berre, co-seigneur de Châteauneuf; en 1318, il est témoin au testament de François Badat. — Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 51.

2 Arnaud de Villeneuve, seigneur de Trans, neveu de Romée de Villeneuve et un de ses exécuteurs testamentaires. — Cfr. GIOFFREDO, vol. II, p. 414 : Artefeuil, *Histoire de la noblesse de Provence*, p. 509.

quinquaginta annos et plus, et per tantum tempus cujus in contrarium memoria non extitit » ; finalement que lesdits frères Chabaud payassent aux hommes de Saint-Blaise, à titre d'indemnité pour tous les dommages soufferts, la somme de 200 livres « coronatorum » ; en plus, de payer la pénalité de cent marcs d'argent, établie par la sentence de Grégoire Visdomini, dont ils avaient violé les articles.

Les Chabaud de leur côté, en leur nom et en celui des hommes d'Aspremont, avaient demandé certaines limites qu'ils avaient fixées ; en plus que les hommes de Saint-Blaise fussent exclus du territoire d'Aspremont, eux et leurs troupeaux, et qu'ils ne pussent y tailler le bois, celà même pendant le temps qui précéderait la sentence ; ils avaient également demandé qu'il fût interdit à l'abbé et aux habitants de Saint-Blaise — « ne ipsi per se ipsos vel per interpositas personas impediant seu impediri faciant quominus molandinum plani de Varo, situm in territorio de Asperomonte, habeat et possideat presam bedalis dicti molandini seu aquam vertere ad dictum molandinum in pace et sine contradictione, turbatione et impedimento, et quod etiam non impediant rivum vertere per terram castri Sancti Blasii usque ad predictum molandinum, nec reffectionem, si indigeat, ipsius molandini recluse seu bedele, et quod etiam possint facere et reficere et purisare dictum bedale seu rivum, seu resclausam, quamdocumque et quotiescumque placuerit dominis, sine contradictione alicujus persone. »

Ils réclamaient, des adversaires, 100,000 sous pour ne pas s'être tenus à la sentence de Grégoire de Vicedominis — « in qua continetur quod si predicti clauserint seu claudi fecerint aqueductum venientem ad molendinum predictum cadant in penam centum marcharum argenti ; » or, ce fait s'était vérifié plus de vingt fois, comme c'était notoire, tellement que le moulin ne pouvait pas encore marcher : ils demandaient, de ce fait, cent livres génoises de dommages-intérêts ; plus une somme égale pour les améliorations que Raymond Chabaud, leur père, avait faites au château de Saint-Blaise, « in quadam turri posita in

dicto castro. » Ils demandaient encore, aux hommes de Saint-Blaise, le payement de 50 deniers d'or, ou leur valeur, qu'ils calculaient à 25 livres de coronat, pour le fait d'avoir déplacé les bornes entre les territoires contestés, plus 10 livres de coronat pour avoir détruit le béal du moulin. Finalement ils demandaient reconnaissance des droits qui suivent : — « Dictos fratres habere jùs ducendi per territorium Sancti Blasii aquam de Varo et in ipso Varo accipiendi, et ipsa accepta de ipso Varo, perducendi per territorium castri Sancti Blasii ad molendinum dictorum fratrum; item quod possint bedale et resclausam pertinentes ad ipsum molendinum semper de novo facere, si eis videbitur faciendum in dicto territorio, et dictum bedale et resclausam cum palis, ramis, vel aliis quibuscumque reficere, quos palos et ramos colligere possint in territorio supradicto, nec non et habere jus salices vel alias arbores plantandi in resclausa et ripa ipsius bedalis semper et quandocumque eis videbitur; item homines de Sancto Blasio singulariter, et universitatem ejusdem, et dominum abbatem et conventum ejusdem, jus non habere prohibendi quin predicti fratres, vel alius nomine ipsorum, facere possint omnia predicta; item quod dominus abbas faciat et procuret, modis omnibus et cum effectu, quod compromissum et mandamenta vestra faciat ratificari et approbari per conventum generalem monasterii Sancti Poncii, in primo festo Sancti Poncii, in quo omnes monachi dicti monasterii congregantur. »

Raymond Réquiston, dans sa sentence, fixe les limites suivantes. Vers Tourrette, la limite suivra le vallon — « de Malo passu » — qui se trouve sous l'Ubaghetto et remonte jusqu'au clapier[1] artificiel, — « ad quoddam claperium manufactum, » — situé sur les biens de Hugues Raymond, d'Aspremont; de ce clapier elle ira en ligne droite le long d'un autre clapier artificiel jusque au bout du vallon de — « Colla Suramni » — où se trouve

1 Ce mot niçois de *clapier*, qui se trouve enregistré dans le dict. de Godefroy, signifie un monceau de pierres réuni pour débarrasser un champ, ou un amoncellement de pierres provenant d'un éboulement de terrain.

un autre clapier semblable. Elle descendra ensuite jusqu'au vallon de — « Pradeleto » — et de celui-ci en droite ligne jusqu'au rocher de — « Castelletto », — d'où elle descendra entre les biens de Guillaume Esquenci, de Saint-Blaise, et ceux de Bertrand Viorni, d'Aspremont, en suivant une ligne droite jusqu'au rocher de — « la Mantega », — puis de ce point, en droite ligne selon la direction des eaux, elle s'étendra à la — « Collam de Loberiis » — jusqu'au clapier, de là au petit col dénommé — « Castellum Gandulphum », — en tête du champ de Bertrand Durand, où est un clapier ; de là à l'autre petit col qui s'appelle aussi le château Gandulfe jusqu'au clapier ; de ce dernier au col dit le — « Serrum de Fenolheto[1] » — jusqu'au clapier ; elle poursuivra en descendant le long du col tout droit jusqu'au — « Serrum de Bertino », — puis le long de ce col jusque au vallon de — « Las cortz de l'Adrech » — jusqu'au débouché de celui-ci au plan du Var. De ce point de débouché sur le Var, la limite prendra la direction du cours du fleuve en longeant les collines jusqu'à un gros chêne situé au pied de la Condamine de Raymond Similie[2] de Saint-Blaise, puis de ce chêne elle retournera vers le Var jusqu'au clapier qui se trouve dans le pré de Pierre Daniel, de Saint-Blaise, et s'étendra en ligne droite jusqu'au clapier qui se trouve « iuxta camperium publicum ». De là elle ira directement « ad Isclam » et en la tranversant elle arrivera jusqu'au Var, « ad magnum Vare. » De cette façon, tout ce qui se trouve dans la ligne indiquée vers Saint-Blaise sera du monastère, et ce qui se trouve vers Aspremont appartiendra aux Chabaud. Ensuite la sentence déclarait que les deux frères Chabaud, ainsi que Pierre Foulque de Nice et leurs héritiers, auraient le moulin qui se trouve au plan du Var, sur le terroir d'Aspremont, et le droit d'y conduire l'eau au moyen d'un béal, et l'usage de l'eau depuis la prise du Var jusqu'au dit moulin,

1 Dans la région niçoise, ainsi que dans celle du Piémont, le mot *serre* signifie spécialement une colline de forme allongée.

2 Peut-être s'agit-il du nom de la famille *Semeria*.

avec faculté d'y faire tous les ouvrages qu'ils croiraient, sans pourtant pouvoir couper à cet objet des plantes et des branches sur terroir d'autrui ; les hommes de Saint-Blaise, à leur tour, auront droit à se servir de l'eau du béal à condition qu'ils n'empêchent pas la marche du moulin : — « homines Sancti Blasii omnes et singuli possint accipere pro eorum necessitate de aqua dicti bedalis seu rivi in territorio Sancti Blasii, dummodo per hoc non impediant molere dictum molendinum. » — Les hommes des deux villages auraient la défense réciproque du pâturage sur les terres d'autrui. Les hommes de Saint-Blaise seraient obligés à refaire à leurs frais le béal du moulin qu'ils avaient en partie détruit. L'abbé ferait ratifier tout ceci par son couvent et dans le chapitre de la première fête de Saint-Pons. Fait à Nice, dans le pré du jardin des frères-prêcheurs. Témoins : Pons de Carros[1], Jean Jordan, jurispérite, Guillaume Peleti[2], Berenger Cays[3], Arnaud de Villeneuve[4], Bertrand d'Ascros[5], Paul Chabaud[6], Bertrand du Luc. — Bertrand Giraud, notaire.

Manuscrit L.

1 Il s'agit probablement de Pons Blacas, co-seigneur de Carros, délégué en 1301, par la commune de Nice, pour traiter avec le sénéchal de Provence. — *Arch. Municipales de Nice,* A. 17.

2 Guillaume Peleti, qui avec G. de Tourrettes, autre consul de Nice, prêta hommage à Tarascon aux procureurs du roi d'Aragon, le 25 novembre 1288. — GIOFFREDO, vol. II, p. 557.

3 Berenger Cays, co-seigneur de Peillon, fils de Raymond ; sa fille Cécile, épouse Raymond Requiston, seigneur d'Escragnolle, et nous la trouvons veuve en 1322. — Cfr. *Obituaire de la Cathédrale de Nice,* p. 41.

4 Sur les Villeneuve de cette époque voir l'*Armorial général de France. Gén. hist. de la maison de Sabran-Pontevès* (Paris, 1897), p. 154.

5 Ce Bertrand d'Ascros devait être de la branche des seigneurs de Châteauneuf qui posséda ce fief, et probablement petit-fils de Bertrand de Châteauneuf vivant en 1240. — Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 18 et 22.

6 Paul Chabaud, seigneur de Coaraze en 1282, et qualifié de châtelain de la tour de Malemort en 1305, et de chevalier de Flayos, soit co-seigneur de ce lieu, probablement parce que sa femme Béatrix était issue de la famille de Réquiston de Flayos. — Cfr. GIOFFREDO, vol. II, p. 530 ; III, p. 18.

XCII

1284, 26 janvier. — Durand Faravel, de Draguignan, passe reconnaissance à Hugues de Cuébris, prieur de Saint-Hermentaire de Draguignan, pour deux terres situées à Draguignan, au quartier de Put Alberc[1], la première limitrophe de la terre des « Poncencorum, » celle des « Maninorum » et celle de feu « Perraton », la seconde de celle de Raymond de Saint-Paul, le chemin public qui conduit à Taradelli[2] et celle d'Audibert Lautardi, sous la charge de la tasque et des dîmes annuelles. En plus une vigne, au quartier dit « al Fossat », limitrophe de celle d'Etienne Raynardi, sous le service d'un sou coronat payable à la Saint-Michel et de la dîme des raisins. Fait à Draguignan dans la demeure de Guillaume Gansardi, mercier. Témoins : Pierre Penna, moine et chapelain ; Pierre Bovetus, clerc ; Geoffroi d'Ascros, damoiseau ; Guarente, écuyer du prieur Hugues, et ledit Guillaume, mercier. — Jacques Boursier, notaire.

Manuscrit L.

XCIII

1285, 7 janvier, — Astrugue, fille de feu Foulque Aspinelli de Nice, future épouse du notaire Foulque Lamberti, se constitue à titre de dot un moulin franc et libre de toute charge, situé au territoire de Nice dans la région dite « in valle de Matis, » ainsi que deux terres près dudit moulin, séparées par le béal et près de la voie publique. En plus la moitié d'autre moulin possédé par indivis avec l'abbaye et situé près du premier moulin et de

1 La forme française de ce nom serait *Pitauber*, selon M. Mireur, archiviste du Var.

2 Aujourd'hui *Taradel*.

la vigne des frères Pierre et Raymond Chabaud. Plus une maison à Nice « in Burgo de Matis », proche de celle du notaire Paul Brezes. Fait à Nice en la maison de Hugues Revoeri, à la présence de Rostaing de Revest[1], jurisconsulte, de Raymond Teuleri, de maître Raymond Fulconis, et de Raymond Torcati. — Raymond Valentini, notaire.

Manuscrit L.

XCIV

1285, 7 mars. — Astrugue déclare que si jamais Foulque Lamberti, son futur époux, devait payer les dots de Douce, sa mère, ou de Raymond, veuve de Guillaume Aspinelli, son oncle, ou d'autres dettes, il en déduira le montant sur la dot qu'elle s'est constituée. Fait à Nice en la maison dudit Foulque, à la présence de Pierre Clérici, Foulque Amici et Guillaume Blanqui de Roquebrune. — Raymond Valentini, notaire.

Manuscrit L.

XCV

1285, 13 avril. — Pierre Allei, jurisconsulte juré, délégué de Hugues, évêque de Nice, au sujet du procès en cours entre l'église de Saint-Blaise, représentée par Romée Tardivi, moine et procureur de l'abbaye et l'église de Saint-Antoine de Lévens,

1 C'est la première mention de cette famille que nous ayons pu découvrir jusqu'ici. Il est curieux de trouver celle-ci possédant en même temps des fiefs à Nice et au loin. En 1297, Pierre de Revest, *miles*, possède l'*affare Davidorum in castro de Revesto*; en 1271 et 1311, Jean de Revest et sa femme Sybille sont seigneurs de Châteauneuf et de Clans (Alpes-Maritimes); Jean son fils, dit *de Lambesc*, parce qu'il en était seigneur, est seigneur de Clans: en 1350 il possède maison à Cucurron et terres à Ansouis (Bouches-du-Rhône). — *Archives des Bouches-du-Rhône*. — Quant à Rostaing de Revest, témoin à cet acte, ont le trouve syndic de Nice en 1298 et 1301. — *Archives Municipales de Nice*, A, 10, 15, 17.

représentée par le prêtre Bertrand Beraudi, avait déclaré nul l'acte de procuration du premier, ce pourquoi celui-ci s'en appela au Saint-Siège. Le délégué épiscopal reconnait le droit à l'appel et lui accorde 15 jours à cet effet. Fait à Nice, dans la rue — « ante tabulam domus Jacobi Pauli[1] », — à la présence de Jacques Ruffi du bourg de Saint-Dalmas, de Robert de Brayda[2] et de Pons Rostagni. — Raymond Valentini, notaire.

Manuscrit L.

XCVI

1285, 17 mai. — Bertrand de Berre, chevalier[3], co-seigneur du château de la Roquette du Var, en son nom et en celui des autres co-seigneurs, accorde à l'abbé Guillaume de pouvoir faire une dérivation de l'eau du Var sur tout son parcours sur le territoire de la Roquette, dans le but de la conduire au moulin de l'abbaye, sur le territoire de Saint-Blaise, y compris le droit de construire à cet objet la prise d'eau et le béal, de le nettoyer, et de prendre tout le bois nécessaire. L'abbé s'engage de payer annuellement une livre de poivre à titre de reconnaissance. Fait à Nice, dans la chambre de l'abbé, à la présence de Guillaume Bertrandi, de Pierre Franterni, de Bertrand Bertrandi et de Pons Giraud. — Raymond Laugier, notaire.

Manuscrit L.

1 Jacques Pauli prend part à la réunion plénière des habitants de Nice en 1291. — *Archives Municipales de Nice*, B, 1. — De même en 1302. — Datta, *Delle libertà del Comune di Nizza*, p. 292.

2 D'une très illustre famille de Mondovi, en Piémont.

3 Bertrand de Berre, seigneur de Berre, co-seigneur de Châteauneuf et de Thoët, fils de Raybaud, est témoin, en 1318, au testament de François Badat. En 1331, il représente les autres co-seigneurs de Châteauneuf. — *Le fief de Châteauneuf*, p. 117; *Archives du chapitre de Nice*, parchemin, n° 80.

XCVII

1285, 14 août. — La cour de Nice ayant voulu agir au criminel à l'occasion d'une rixe « occasione cujusdam pelegie habite », qui avait eu lieu entre certains hommes de Saint-Blaise, l'abbé Guillaume s'empressa de se rendre auprès de Foulque Ardoin, chevalier, juge de Nice[1], pour lui en faire des remonstrances, en lui observant que « cohertio et punitio ad ipsum dominum abbatem et ad suum monasterium pertinebat, cum non intervenerit aliquis casus de quo curia possit et debeat se intromittere. » Le juge envoya alors interroger le médecin qui s'appelait « magister Johannes de Mediolano », sur l'état du blessé, et sur sa réponse que, « secundum artem », il n'y avait aucun danger de mort pour celui-ci, et que même il était en bonne voie de guérison, la cour abandonna la poursuite contre Jean Verneti et Barthélemy, auteurs du délit, et l'abbé, — « ad conservationem sui juris et dicti monasterii et ad tuitionem dictorum Johannis Vuerneti et Bartholomei fecit fieri publicum instrumentum. » — Fait à Nice en la maison dudit Jean. Sont témoins : Rostaing de Revest[2]; Geoffroi de Feniaireto[3], moine de Saint-Pons; Lantelme, écuyer de l'abbé. — Marc de Saint-George, notaire.

Manuscrit L.

XCVIII

1286, 7 mars. — In nomine Domini, amen. Anno a nativitate Domini M. CC. L. XXXV, indictione XIIII[a], mense martii die VII, notum sit cunctis, quod reverendus pater dominus Guillelmus, Dei gratia, abbas monasterii Sancti Poncii, nomine suo et dicti monas-

1 Cfr. GIOFFREDO, vol. II, p. 544.

2 Voir sur ce personnage, p. 108, n° 1, et *Le fief de Châteauneuf*, p. 42, 45, 77.

3 Le ms. donne ici *Fornareto*, mais la forme de *Feniaireto* ou *Fenhaireto*, que nous trouvons à la charte CII, parait meilleure.

terii et conventus ejusdem et ecclesie parrochialis Sancti Blasii, diocesis Niciensis, subjecto dicto monasterio, ex una parte et dominus Bertrandus Beraudi, rector ecclesie Sancti Antolini de Leventio, nomine suo et dicte ecclesie Sancti Antolini ac capituli ecclesie Beate Marie de platea Niciensis, et pro ipsis, ex altera, compromiserunt et consenserunt in discretum virum dominum Johanem prepositum Vingtimilliensem, tanquam in arbitrum, arbitratorem et amicabilem compositorem, de questione et controversia que vertitur seu verti esperatur inter ipsos occasione et causa decimarum quarundam ruralium sitorum versus castrum Sancti Blasii sub as confines. Primo colla de Baya seu colla de Bonnavie et ab ipsa colla protenditur et exsit per lo Costat, et exsit ad campum quo itur ad castrum de Levencio, et a dicto camino protenditur per crestam serri de Bossa, quod fuit Crispinorum de Sancto Blasio[1] et exsit ad granegam[2] Arbaudorum de Levencio, et ab ipsa granega protenditur recta linea et exsit ad ripam del Darbosset et usque ad fontem de Oleta, et ab ipso fonte protenditur per ripas condamine ecclesie Sancti Blasii de Fuilayaca, et ab ipsis ripis protenditur usque ad ripas campi Petri de Manoinis de podio Astiet, et transit per pennas roche de podio Astiet, et transit recta linea per ripam superiorem campi ecclesie Sancti Blasii qui vocatur campus de Garlenda recta linea, et ab ipsa ripa exit at collam de Berart, et a dicta colla descendit usque ad fontem Chairissam, et a dicto fonte usque ad campum Gazant, et a dicto campo usque ad rivum de Berra, et generaliter de omnibus questionibus, etc.

Actum in cementerio Sancte Reparate in presencia Petri Oberti, Pauli de Laura, Maynfredi Gala et Bonifacii Camossii, testium vocatorum et rogatorum. — Raymond Laugier, notaire.

Manuscrit T.

1 La famille *Cristini* de Saint-Blaise.

2 *Granega* est ici pour *grangia*, grange.

XCIX

1286, 29 juillet. — Romée Tardivi[1], moine de Saint-Pons, en sa qualité de syndic et de procureur du monastère, interjette appel d'une sentence du juge de Nice, Guillaume de Causolis[2], au sénéchal et au juge-mage de Provence, par la crainte que ce jugement, prononcé en faveur de Nicolas d'Avignon, ne pût être préjudiciable aux droits de l'abbaye. Il s'agissait d'une maison sise dans la ville de Nice, au Podio de Cortina, à l'endroit nommé La Frau, confrontant les maisons de Pierre Romée, de Benestruc Laurenti, appartenant à Douce, femme du chirurgien Jean, qui était débiteur dudit Nicolas. Sont témoins : Jourdain Rebufello, Marc de Saint-Georges, notaire, Bertrand Griffon. — Pierre de Corma, notaire.

Manuscrit L.

C

1290, 12 mai. — L'abbé et les moines du monastère de Saint-Pons se trouvant réunies en chapitre, en ce jour où on célébrait la fête dudit Saint, au nombre de vingt-trois, dont douze prieurs, des prieurés dépendant du monastère, et les autres moines profès[3], ils concèdent en emphytéose à Bertrand Ferreri, habitant de Nice, une maison sise à la Condamine inférieure de Sainte-Réparate, confrontant le four et la maison de Mainfroi Cayrasc et la voie publique, sous le service de 4 sous de Gênes

1 Ce nom, qui est ici *Tardivi*, se trouvait écrit *Tarditi* à la charte xcv.

2 Le nom de ce juge doit tirer son origine du village de *Caussols*, cant. du Bar, arr. de Grasse, dép. des A.-M. En 1201 un Guillaume de Caussols en était seignur.

3 L'analyse ne donne aucun nom.

et l'obligation de se servir des moulins et fours du monastère. — Bérenger Ambrosi, notaire[1].

Manuscrit L.

CI

1291, 10 février. — Raymond de Tourrettes[2], official de Hugues, évêque de Nice, présente les lettres de Charles Ier, roi de Sicile, munies du scel de Bérenger Gantelmi[3], son sénéchal en Provence, données à Tarascon le 7 janvier 1291, par lesquelles il mande à Hugues Rodolphe, juge de Nice[4], et à Pascal Mayran, clavaire de la ville, de faire restituer aux ecclésiastiques les tailles, quistes et subsides que les officiers royaux ont exigé d'eux, et en même temps de leur faire rendre les terres qui pourraient leur avoir été enlevées par des séculiers. Fait à Nice, « in capitulo »; témoins: Guillaume Olivari[5] et Rostaing de Révest, jurispérites, et Guillaume Anfossi, notaire. — Otto Baudus, notaire.

Manuscrit L.

1 En 1325 Raybaude, fille de ce notaire, est mariée à Pierre de Faucon, de la grande race des Glandèves, et celui-ci vend alors à Andaron Grimaldi, les biens, juridiction, vassaux, *homines*, qu'il possède à l'Isola, *Lieusola*, et à Saint-Etienne, le tout pour 500 livres de reforciat, par acte de Raymond Cays, notaire et citoyen de Nice. — Cfr. *Le XIe Siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 33.

2 Le manuscrit T a *Bernard*, tandis que le manuscrit L a *Raymond*, avec l'observation marginale que Gioffredo donne *Bernard*, mais que le nom de Raymond est tellement répété dans ce parchemin que le doute n'est pas possible. Le second copiste est pourtant dans l'erreur; on pourra voir dans notre préface à l'*Obituaire de l'ancienne cathédrale de Nice*, p. 6, que ce chanoine, devenu ensuite évêque de Nice, n'avait aucune relation avec la famille Chaband qui possédait le fief de Tourrettes-de-Nice, mais qu'il appartenait à celle de Tourrettes-de-Vence.

3 On pourrait supposer que ce sénéchal fût de famille niçoise, ou qu'il eût dans notre ville des relations de parenté, car à cette même époque on trouve *dominus Bertrandus Gantelmi* y possédant un *hospitium*, ainsi que Pons Gantelmi, témoins dans le même acte. — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 289. — En 1302 Pierre Gantelmi, qualifié *domicellus de Areis*, y est témoin à la vente d'un moulin aux Badat. — *Archives de Turin*, Nizza e Contado, mazzo 3, 7. — Il devient viguier de Nice en 1316, et de Marseille en 1325, et se trouve qualifié de seigneur de Gravaison et de lieutenant du sénéchal en 1336. — *Archives municipales de Nice*, D, 2.

4 Gioffredo, vol. ii, p. 568, nomme aussi ce juge qui intervient en cette année à la délibération des syndics-procureurs de Nice, au sujet de l'exemption du payement des subsides que prétendaient certaines familles.

5 Probablement fils de Pierre et petit-fils de l'amiral Guillaume Olivari.

CII

1291, 12 mai. — Le chapitre général de l'abbaye de Saint-Pons est convoqué. Sont présents les moines suivants. — « In quo capitulo fuerunt dominus Hugonus de Cobrio[1], Dei gratia, abbas monasterii Sancti Pontii, frater Raymundus Garnerius prior claustralis, frater Henricus, frater Romeus sacrista, frater Paulus Tornafort prior de Scarena, frater Franciscus Ma......[2] prior de Falicono, frater Raymundus prior de Gordolono, frater Petrus Peleti prior Sancti Hermentarii, frater Gaufridus de Fenhaireto prior de Salis, frater Petrus Penna prior Sancte Reparate, frater Guillelmus Tornafort prior Sancti Blasii, frater Hugonus de Amirato prior de Luceramo, frater Andreas prior Sante Devote, frater Raymundus Penna prior Sancti Laurencii, frater Guillelmus Borserius, frater Paulus Piper, frater Salvagnus Guercius, frater Isnardus Raymundus, frater Johannes Olivarius prior de Gateriis, frater Manuellus de Duobus Fratribus, frater Petrus Tornafort, frater Guillelmus Olivarius, frater Johannes Peleti, frater Faraudus Guercius, frater Franciscus Peletus, frater Olivarius de Nicia, monachi dicti monasterii. » — L'abbé et le chapitre donnent en emphytéose perpétuelle à Raymond Ferreri de Nice une maison possédée par l'abbaye, située à la Condamine inférieure de Sainte-Réparate, à côté du four et près de la maison de Mainfroi de Cayrasc et de la voie publique, moyennant le service ou cens

1 Hugues de Cuébris manque à la liste des abbés de Saint-Pons que donne le *Nicea Civitas*, p. 217. Il devait appartenir à la famille de Châteauneuf, de la branche d'Ascros, qui possédait aussi Cuébris à cette époque, et peut-être était-il frère de Geoffroi de Châteauneuf dont la fille épousa Raymond Flotte. Antoine Flotte leur fils, seigneur de Cuébris, acheta en 1369 diverses parties de fiefs de Jacques et Geoffroi de Châteauneuf leur cousin. — Cfr. ROBERT DE BRIANÇON, *Nobiliaire de Provence*, art. de Flotte; BARTHÉLEMY, *Cartulaire de la famille de Baux*, préf. p. XXIX; *Le fief de Châteauneuf*, p. 23. — Voir au présent Chartrier, ch. LXXXI.

2 Le copiste n'a pas su déchiffrer le nom de ce moine.

annuel de quatre sous de Gênes payables à la Noël et toutes les autres obligations habituelles imposées aux emphytéotaires. — Fait à Saint-Pons, au chapitre. Témoins : Pierre Sigaudi, Pierre Barlet et Jean Sabatier de Gênes. — Bérenger Ambrosi, notaire.

Manuscrit L.

CIII

1292, 26 avril. — In nomine domini, amen. Anno nativitatis ejusdem M. CC°. LXXXXII indictione V^a^, mense aprilis die XXVI. Constitutus dominus Andreas Monte procurator et syndicus monasterii Sancti Poncii Niciensis, ut de dicta procuratione et sindicatu costat per publicum instrumentum scriptum manu Raimundi Laugerii, notarii publici, et quod instrumentum factum fuit sub predicto millesimo et indictione, mense vero martii, et die XXVII. Et quod instrumentum incipit in secunda linea : Pater dominus Hugo ; et finit ante : Actum monasterii supradicti coram Paschale Mayrano, clavario Nicie, appellavit ut infra sequitur. Cum vos dominus Paschalis Mayrani, clavarius Nicie noviter pignoraveritis seu pignorari feceritis homines de Scarena monasterii beati Poncii Niciensis pro fogagiis olim ordinatis seu institutis per curiam in Provincia, in quibus fogagiis predicti homines de Scarena solvere vel contribuere non tenentur, ego inquam frater Andreas Monte, procurator et syndicus dicti monasterii, procuratoris et sindicatu nomine, senciens me, nomine quo supra, et dictum monasterium et dictos homines agravatum et agravatos indebite a dicta pignoratione et agravari posse ab eadem, in hiis scriptis presentibus, nomine quo supra, ad dominum senescallum Provincie vel ad dominum maiorem judicem ejusdem Provincie, vel ad illum ad quem hec appellatio de jure melius noscitur pertinere, petens instanter et cum summa instantia apostolos, seu litteras dimissorias cum actis, si que sunt michi, nomine quo supra, dimittendis ; et de predictis dictus syndicus, nomine quo

supra, jussit et sconjuravit mihi notario infrascripto per sacramentum quod feci domino nostro regi et per officium quod teneo pro ipso domino nostro rege, quod deberem sibi facere instrumentum publicum de predicta appellatione, quod et feci. Quam appellationem, si appellatio de jure dici potest, quod negavit dictus clavarius, non admisit ex eo quia dicit eam non esse de jure admittendam, potissime quia idem appellans non est constitutus vere procurator vel syndicus ac legitime ; ita quod se extendat[1] ad membra monasterii supradicti, set solum ad ipsum monasterium. Item alia ratione, quia idem clavarius habuit expresse in mandatis, ut dicitur, a tota majore curia, scilicet senescallo, judice majore, procuratore regis quem predicta intersunt, Raymundo Miraclo et Petro de Limosinio auditoribus rationum dicte curie regie, ostenso eis quodam registro in quo continetur quod dictum castrum de Scarena seu homines dicti castri contulerunt seu contribuerunt in quista fogagiorum pro emptione terre « castri de Missone »[2] xxx solidos Provinciales coronatorum. Et ob hoc idem clavarius est merus exsecutor, et ab exsecutione de jure, ut dicitur, nullatenus potest nec debet appellari. Item alia ratione, nam constat evidentissime quod homines dicti castri quinquies dederunt et contribuerunt in consimilibus quistis seu tallis, tempore clavarie Raymundi Jordani quondam, per cartularia ipsius Raymundi exhibita et ostensa appellanti predicto per dictum clavarium, ut dicit. Et ita curia est in verissima et justissima possessione et legitima recipiendi fogagia hominum dicti castri vi solidos pro unoquoque focho, in dictis casibus diutius obtentis per curiam sepedictam ; cumque curia consueverit de juribus et pro juribus suis, pignorari facere inobedientes et negligentes solvere jura curie ipsius, et inde ipsa curia sit in verissima possessione. Ideo ipsam

1 D'une écriture plus moderne *ostendat*.

2 En 1263, Béatrix de Mison, fille de Boniface IV de Castellane et veuve de Bertrand de Mévouillon, avait vendu au comte de Provence ses droits sur Mison, au prix de 30,000 sous viennois; l'année suivante, Galburge sa fille, veuve de Guillaume de Baux, prince d'Orange, en fit autant pour sa part, au prix de 2,000 livres tournois. — Cfr. *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 362, 364.

appellationem, si appellatio dici potest, ex aliis rationibus supra tactis non admisit, et petens de predictis idem clavarius, nomine curie supradicte, sibi fieri publicum instrumentum a me supscripto notario et predicta omnia, per ipsum nomine curie, supra appositum et appositum in eis et apponi in hac presente appellatione, si appellatio de jure dici potest, quod negat idem clavarius supradictus. — Actum Nicie, in domo Olivarii Davidis[1], notarii quondam, in presentia Jacobi de Massis, notarii, Oberti de Pessacollo, notarii et Raymundi Dalmacii, testium; et ego Hugo de Bassis[2], notarius.

Manuscrit T.

CIV

1293, 18 janvier. — Acte contenant une clause du testament de Guillaume Juvenis, archidiacre de la cathédrale de Sisteron, par lequel celui-ci institue son propre neveu Baudoin Berni, docteur en droit, son héritier universel, et lègue au monastère 10 sous annuels pour célébrer l'anniversaire de son décès. Son héritier devra acheter un cens sur la ville de Nice ou son territoire. — Copie de Jacques de Mura[3], notaire, sur l'ordre de Raybaud Olivari[4], juge de Sisteron, d'après la demande de Jean Olivari, moine et sacristain de l'abbaye.

Manuscrit L.

1 Ce nom a été effacé; le manuscrit L donne Doneudi.

2 Ce nom a été substitué à celui de Hugo Drabatius qu'on trouve dans le manuscrit L, mais qui ne paraît pas être exact.

Le nom *De Bassis* se retrouve, comme équivalent de celui *De Baucio*, soit de la famille de Baux, dans maintes chartes de la principauté d'Arborée en Sardaigne dès les XIIe et XIIIe siècles, ainsi qu'on le voit par les documents publiés dans les Monumenta Historiae Patriae, *Liber Jurium Reipublicæ Januensis*, t. I, col. 339 et *passim*, et *Codex diplomaticus Sardiniae*, t. I, col. 220 et *passim*. — Cfr. Barthélemy, *Cartulaire de la maison de Baux*, p. 662 et suivantes.

3 Les deux manuscrits portent bien *de Muta*; nous avons cru corriger par *de Mura*, à cause qu'en 1290 on trouve Bertrand et Guigues de Mura, citoyens de Sisteron. — Laplane, *Histoire de Sisteron*, vol. I, p, 465.

4 Raybaud Olivari fut un des syndics de Nice en 1305. — Gioffredo, vol. II, p. 23.

CV

1297, 24 janvier, — Pierre Tournefort, prieur de l'église de Saint-Pierre de l'Escarène, accorde en emphytéose à certain Abon Allo de l'Escarène, une terre sur ledit territoire, région du Toronet, au-dessus du vallon et limitrophe à celles de Barthélemy Doneti et de Raymond Sardina[1], sous les conditions habituelles. — Fait à l'Escarène, devant l'église. Témoins : Pierre Rouba de Peille, Rostaing Barelli et Gaudiosus Abelina. — Raymond Bos, notaire[2].

Manuscrit L.

CVI

1301, 21 septembre. — Raymond Vassal habitant de Contes « Castri de Comptes » vend à Guillaume Repayre un casal qu'il possède en ce lieu, proche celui de Pierre Ginesta, au prix de 70 sous coronat, sauf le service de 9 deniers dû à l'abbaye. L'abbé Pierre Peleti[3] confirme la vente et donne quittance du trézain.

1 Voir sur la famille Sardina ce que nous en disons dans *La Ville de Nice*, etc., p. 296. — Nous ajouterons ici les noms de deux autres personnages de l'époque : en 1271 Pierre Sardina, juge du comté de Vintimille, (*Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 754) qui possède à Nice la maison où les Bérengers, en 1277, ont vendu leurs fiefs aux Joffredy (*Bibliothèque Royale de Turin*, manuscrits, vol. 59, f° 153); en 1275 Guillaume de Sardina, habitant de Nice ; en 1313 Hugues Sardina, juge de Sisteron et du Val-d'Oulle (*Archives de Turin*, Nizza e Contado, mazzo 3°, addizione).

2 Ce nom est celui de Bovis au nominatif. On sait bien que la famille *Bovis* existait à Peille à cette époque, et qu'en 1385 elle acheta une part du fief de Peillon. — Cfr. *La ville de Nice*, etc., p. 235. Peut-être avait-elle une commune origine avec la famille des *Boveti*. — Cfr. *Le fief du Châteauneuf*, p. 43.

3 L'abbé Pierre Peleti est celui que nous avons trouvé plus haut comme prieur de Saint-Hermentaire. Il n'est pas mentionné dans le *Nicea Civitas*. De cette famille on connait, vers cette époque, Guillaume Peleti, sur lequel on pourra voir ici p. 106, note 2.

— Fait à Nice, « in cellaria[1] monasterii Sancti Poncii ». Témoins, Mainfroi de Cayrasc, Fallavel Darenco[2] et Laugier Peyrani de Cayrasc. — Raymond Laugier, notaire.

Manuscrit L.

CVII

1303, 23 avril. — Chapitre général tenu par l'abbé Pierre Peleti, où furent établis plusieurs réglements de discipline ecclésiastique au sujet de la nourriture, des vêtements, de la conversation, des relations; parmi ceux-ci les suivants. Tous les prieurs des prieurés sous la dépendance de l'abbaye devront se rendre chaque année à Saint-Pons, au jour précédent à la fête dudit saint, pour la célébrer avec les autres moines; nul moine pourra porter la chemise en toile de lin sous peine d'excommunication; tous les moines résidents du monastère devront se confesser au prieur claustral au moins une fois par mois; ils ne pourront rien garder à titre de propriété, mais devront remettre toute chose qui leur parviendrait en main de l'abbé[3]. — Fait audit chapitre, à la présence de Rostaing de Revest, de Lambert de Vergoins, de Raymond Medici et d'Isoard Olivari. — Raymond Laugier, notaire.

Manuscrit L.

CVIII

1303, 20 juin. — In Christi nomine. Anno nativitatis ejusdem millesimo ccc°, indictione prima, mense junii xx, pateat presentibus et futuris quod, auctoritate et consensu et voluntate

1 La *celleria* n'était pas le *cellier*, mais l'office du cellérier du monastère. — Voir à ce sujet *La Ville de Nice* etc., p. 317, n° 4.

2 Il doit y avoir ici erreur de lecture, car ces deux noms ont une tournure fort étrange.

3 Le rédacteur du recueil L dit ici que le mauvais état du parchemin rend impossible une analyse plus ample de cette pièce.

venerabilis patris domini Petri Dei gratia abbatis monasterii Sancti Poncii ibi presentis, volentis et consentientis et auctoritatem suam eidem priori prestanti, nomine dicte ecclesie et pro bono et utilitate et profectu ipsius ecclesie Sancti Petri de Scarena, dedit in emphyteusim perpetuam Folquo Bordello de Luceramo, presenti et stipulanti pro se et suis heredibus et successoribus, possessiones infrascriptas, scilicet; primo, quandam terram sitam in territorio de Luceramo in loco dicto Mortizon[1], juxta viam quam vadit ad Tohetum desuper et juxta terram Isnardi Cabrerii, et juxta terram Raymundi Cabrerii. Item et quandam terram que vocatur Isclo de Sancto Petro, juxta terram heredum Raimundi de Castello et juxta vallonum subtus. Item aliam terram nominatam Isclam Sancti Petri juxta terram Raimundi Consuli et juxta terram desuper et juxta vallonetum. Item et quandam aliam terram sitam in eodem territori in loco dicto ad collam de la Plastra juxta terram Raybaudi Sardine et juxta terram Joannis de Castello et juxta terram Raymbaldi Tripol. Item et quandam terram sitam in eodem territorio, in loco dicto ad[2]. . . . . . juxta terram Pauli Porcelli et juxta terram Guilhelmini. Item et quandam aliam terram sitam in Malbosquet juxta terram Raymundi Amici, super et juxta terram Raymundi Revelli, et juxta terram gastam dicti castri circum circa. Item et quandam aliam terram sitam in dicto territorio in loco qui dicitur Cilateria[3], juxta terram Bertholomei Rodulfi subtus et juxta terram Guillelmi Ruffi et juxta terram Raymundi Dodonni. Item quandam terram situm in valle juxta terram Raymundi Borrilloni et juxta terram heredum Joannis Raymundi. Item et quandam terram sitam in dicto territorio de Luceramo sitam in valle del Prat, juxta terram Joannis de Castello et juxta terram Guilielmi de Castello. Item et quandam terram sitam in dicto territorio in loco dicto in Cloto de Ermancerio[4] juxta terram heredes Guilielmi

1 Les régions *Mortizon* et *Plastra* sont mentionnées dans notre *Cartulaire de la Cathédrale de Nice*, ch. 89.

2 Ce nom manque dans les deux ms.

3 Le manuscrit T a ce nom en blanc.

4 Même observation qu'à la note précédente.

Peleti et juxta terram Guillelmi et Raynaudi Sardine. Item et quandam terram sitam in dicto territorio in loco qui dicitur Iscla de Santo Petro ad passum de Peyrafuec et juxta vallonum de Felgeto et juxta vallonum de Peyrafuec et juxta terram eandem desuper. Quas possessiones predictas, superius confrontatas et etiam alias terras et possessiones quas dicta ecclesia habet in dicto territorio de Luceramo, salvo et retento vineam quam tenet Paulus Papachini et terram quam tenent heredes Petri de Brellio in Morga, dictus dominus Paulus Tornaforti, nomine dicte ecclesie Sancti Petri de Scarena auctoritate qua supra, dedit et tradidit vel quasi predicto Folquo et suis heredibus et successoribus in emphiteusim perpetuam, ad servitium viginti solidorum Provincialium reforciatorum dandum et solvendum predicte ecclesie quolibet anno, in festo Omnium Sanctorum, et trezenum, si venderentur vel alienarentur, et quod non vendat militibus nec personis religiosis : et si vendere vel alienare vellet, prius debeat priori dicte ecclesie denuntiare et dare ei minus quinque solidis quam alie persone. Quas terras et possessiones predictas dictus dominus prior, auctoritate qua supra, promisit et convenit per solemnem stipulationem, pro se et suis successoribus, predicto Fulquo et suis salvare et defendere, etc. Predictus vero Folques, dictas terras et possessiones in se recipiens, promisit eas tenere sub dominio et senhoria predicte ecclesie Sancti Petri de Scarena, et reddere servitium annuatim et cultivare ad modum boni cultoris. — Actum in monasterio Sancti Poncii, in fornello, in presencia domini Rostagni de Revesto et Laugerii Peleti et Raymundi Medici testium. — Et ego Bertrandus Laugerii, notarius, etc.

Manuscrit T.

CIX

1308, 25 avril. — Lettres patentes de Charles II, roi de Sicile, mandant à tous les officiers de Nice de ne pas permettre que l'abbaye soit inquiétée au cas où elle ferait paître ses bestiaux sur ses propres terres, pourvu cependant que celles-ci ne soient pas comprises dans le dévens fixé par la ville de Nice. Hugues Féraudi, procureur de l'abbé, le 13 juillet de ladite année, présente ces lettres à Guillaume de Marculphe, juge de Nice. Fait dans la salle du palais royal où habite ledit juge. Témoins : Pierre de Marculphe et Cicéron de Vasco, citoyen de Nice. — Bertrand Borrelli, notaire.

Manuscrit L.

CX

1308, 21 septembre. — Isnard Audiberti, notaire de Draguignan, passe reconnaissance à noble Guillaume Tournafort, prieur de Saint-Hermentaire, pour une vigne sise en ce territoire dans la région dite « ad Triangulum », limitrophe à celles d'Aycard Audiberti et Sylvestre Pagni, sous le service de 5 sous payable à la Saint-Michel et de la dîme du raisin qu'il devra porter à ses frais jusqu'à la cave « ad tinam » du prieuré. Fait à Draguignan dans la chambre « tabula » de la maison de Jacques Alexi. Témoins : Pierre Besaudus et Bertrand Bénédict de Draguignan. — Jean Calas, notaire.

Manuscrit L.

CXI

1312, 27 janvier. — Sentence de Jacques Ardoin, lieutenant de Nicolas de Johan, juge-mage de Provence, par laquelle il confirme et ordonne l'exécution du jugement de condamnation prononcé

par Rostaing de Revest et Hugues Michel, juges du château de Saint-Blaise, en vertu des actes de nomination de l'abbé, contre certains hommes de Lévens qui avaient volé quatre moutons sur le territoire de Saint-Blaise, en plus il condamne les coupables, en personne de Pierre Massiera leur procureur, aux frais et dépens, pour s'être appelés témérairement. Pierre de Berre, en qualité de fondé de pouvoir de l'abbé et des moines de Saint-Pons, demande qu'il lui soit donné acte du jugement. Fait à Aix dans le palais royal. Témoins : Pierre de Lasa, Jean de Saint-Marc, Jean Gontrand, Martin Mayran. — Guillaume Guiberti, notaire.

Manuscrit L.

CXII

1315, 17 juillet. — Nicolas de Fuchino, habitant de Nice, ratifie la vente que sa propre femme Astruga, avait faite en l'année précédente à Thomas Preve[1], fils de feu Barthélemy, de Monaco, d'une terre à la région dite « Carnerium », territoire de la Turbie. Fait à Monaco, « intus portam Burgi. » Témoins : Antoine Preve, Perceval Dulc....., Pierre Bochini[2]. — Symon Jussus, dit Gaffa, notaire.

Manuscrit L.

CXIII

1315, 27 octobre. — Jacques Auberti et Astruga, sa femme, sur demande de Pierre, abbé de Saint-Pons, lui remettent une vigne à la région de Féric « de Frederiquo » qu'ils possédaient en emphytéose du monastère, mais qui était tombée en commise

1 Le ms. a *Preve*, forme gênoise qui correspond à l'ancien *Presbiter* qu'on trouve généralement dans les chartes, et à celui moderne de *Preti*. En 1301 Guillaume *Presbiter* est chapelain de l'église de Monaco. — Gioffredo, t. iii, p. 7.

2 En 1301 Manuel *Bochino* est un des procureurs des Guelphes de Monaco. — Cais de Pierlas, *Documents inédits sur les Grimaldi et Monaco*, p. 23.

par défaut de payement des services depuis plusieurs années. — Fait à Nice dans la salle de l'abbé, à la présence de Guillaume Stephani, Raymond Peleti, Pierre Ponamori, Jean Guigo et Isoard Scalona. — Raymond Laugier, notaire.

Manuscrit L.

CXIV

1320, 30 octobre. — La charte constate d'abord la mort de l'abbé Pierre Peleti, mort l'avant-veille, et son inhumation, — « die sequenti et hora in terciis vel circa infra septam dicti monasterii, loquo dicto in claustro » ; — puis elle indique le jour fixé pour l'élection du nouvel abbé, soit le 1er novembre et jours suivants ; suit la transcription de la lettre de convocation, adressée à ce sujet à toutes les maisons de l'abbaye qui se trouvent éloignées, et qui est de la teneur suivante :

« Hugo de Amirato, prior de Luceramo et prior claustralis monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie, viris venerabilibus et discretis dominis suis et amicis carissimis, Bertrando Cornilloni, priori Sancte Devote, et Lamberto Guersi, priori Sancti Blasii, diocesis Niciensis, salutem et sinceram in domino caritatem. Dolentes referimus reverendum in Christo patrem dominum Petrum, bone memorie, abbatem monasterii Sancti Poncii, die vigesima octava hujus mensis octobris diem clausisse extremum, et die vigesima nona mensis predicti ejus corpus fuisse traditum ecclesiastice sepulture. Sane cum ad monachos dicti monasterii, de quorum numero vos esse non ignoramus, expectet dicto viduato monasterio providere de pastore idoneo, pro ut vestra discretio non ignorat : vos ideo et vestrum quemlibet, tenore presencium, de voluntate et expresso consensu majoris partis capituli prelibati, requirimus, et eciam quantum de jure possumus citamus, ut die veneris proxima, et hora in terciis, pro celebranda electione futuri abbatis in dicto monasterio personaliter interesse

procuretis ; quem terminum, cum periculum sit in mora, vobis et vestrum cuilibet peremptorium assignamus ; scientes quod nisi veneritis, vestra absencia non obstante, in dicto electionis negocio ab inde in antea procedere intendimus, nulla alia citatione subsequente. Non intendentes, per citationem hujusmodi, vos in electione predicta admittere, nisi si et in quantum de jure essemus astricti ; de presentatione cujus fidem voluimus presentari, et ad nostri cautelam fieri fecimus, redditis litteris, si placet, cum vestrorum appositione sigillorum in signum receptionis ipsarum. Data in monasterio Sancti Poncii, predicta die vigesima nona octobris, anno M° CCC° XX°, indictione IV^{a}. »

Pareillement on registre les lettres envoyées à Geoffroy de Feniayreto, prieur de Salis, à Guillaume Tournefort, prieur de Saint-Hermentaire au diocèse de Fréjus ; à Marin Cays, prieur de Gattières au diocèse de Vence, ainsi qu'à Jean de Salicis, sacristain de l'abbaye. Finalement on certifie, qu'au retour des porteurs de ces lettres, ceux-ci ont prêté serment de les avoir fidèlement remises aux destinataires. — Fait à Nice, dans le cimetière de Sainte-Réparate, à la présence de Bertrand Baudi[1], de Guillaume Johannis, citoyens de Nice, et de Bertrand Mandini, prêtre d'Entrevaux. — Guillaume Cays, notaire.

CXV

1320, 1er novembre. — Le chapitre s'étant réuni, le prieur claustral donne aux moines l'avertissement suivant :

« Omnes excomunicatos, suspensos et interdictos, nec non et quoscumque alios, si qui essent forsitan inter eos, qui de jure aut consuetudine interesse in ipso electionis negocio non deberent, quod recederent de capitulo, aliosque eligere abbatem permittentes ; quod non erat sua vel aliorum monachorum intencio tales

1 Ce nom s'est ensuite transformé en *Baud*, dont les homonymes existent encore.

admittere tanquam jus in electione habentes, aut procedere sive eligere cum eisdem ; imo volebat quod voces talium, si qui reperirentur interfuisse, postmodum nulli prestarent subfragium, nec afferent alicui nocumentum, et prorsus pro non receptis, sive pro non habitis haberentur. »

Successivement, les moines, après mûres réflexions, décident que l'élection se fasse « per formam compromissi », soit par le moyen de délégués compromissaires. A cet effet ils nomment Geoffroi de Feniayreto prieur de Notre-Dame de Salis, Guillaume Tournefort prieur de Saint-Hermentaire, Hugues d'Amirat prieur claustral, Guillaume Abon[1] prieur de Gordolon, Milon de Flayos prieur de l'Escarène, et Guillaume Medici prieur de Falicon, et leur donnent les plus amples pouvoirs, durables pourtant — « usque ad consumationem liberam unius candele ceree, valoris seu precii unius denari parvi », — de procéder à l'élection d'un abbé. Ils pourront donner leurs suffrages ou à l'un d'eux, — « si per quinque ex ipsis compromissariis sextum contingeret eligi, vel de aliis de gremio seu conventu dicti monasterii, et non ab extra » ; — dans ce dernier cas le vote des six délégués devra être unanime, — « in eligendo unanimiter debeant concordare »; — différemment, — « uno ipsorum compromissariorum discrepunte, non valeat quod fieret per alios, etiamsi quinque ex ipsis in aliquem de gremio ipsius monasterii concordarent. » — Ladite chandelle se portera immédiatement au milieu du chapitre, s'allumera et se mettra devant l'autel de la Vierge Marie qui se trouve dans l'église. Les délégués alors s'occuperont de l'élection. Si toutefois, après que la chandelle aura été allumée, — « vento, malicia, ingenio alicujus, vel alio quovis modo, preter liberam consumptionem, extingueretur, quod iterato et illico incendatur per religiosum virum dominum Raymundum Isoardum, canonicum Niciensem, ibi existentem, cui dicta candela incendenda et custodienda tradita fuit ibidem, in presencia mei notarii et testium infrascriptorum. »

1 C'est le nom ancien de la famille *Abo* d'aujourd'hui.

Lorsque les délégués se seront accordés sur la personne à élire, alors l'un d'eux fera la proclamation du vote et tous les autres moines promettront de l'accepter comme tel.

Les moines qui avaient pris part à l'élection desdits compromissaires étaient les suivants : Manuel Renulphi, prieur d'Aspremont ; Jean de Salicis. sacristain ; Bertrand Tournefort, infirmier ; Manuel Peleti ; Jean Medici, prieur de Notre-Dame de Pratis ; Guillaume Chabaud, prieur de Saint-Nicolas de Sospel ; Rostaing de Soleriis, prieur de Saint-Laurent d'Eze ; Foulque Costa ; Guillaume Renulphi ; Paul Cays ; Féraud Guersi, prieur de Sainte-Réparate ; Jourdan de Digne ; Marin Cays, prieur de Sainte-Marie sous Gattières. — Fait au dit chapitre de Saint-Pons ; témoins, Raymond Isoard, chanoine de Nice ; Geoffroi Fulconis d'Aspremont, diacre ; Guillaume Aimeric de Gilette, Bertrand Agulleri et Jean Grossi, habitants de Nice.

Le même jour, — « hora post vesperas », — les six électeurs, à la présence du notaire et des témoins, se réunirent — « infra septam dicti monasterii, loquo dicto infirmaria, alias nominato al estra », — et, après avoir discuté différents noms, ils fixèrent leurs suffrages sur la personne de Manuel Renulphi :

« Omnes simul unanimiter et concorditer, ipsorum nemine discrepante, convenerunt in virum venerabilem et religiosum dominum Manuelem Renulfi, dicti monasterii monachum, prioremque Sancte Marie de Asperomonte eligendum ; deinde venientes ad capitulum, propter hoc specialiter congregatum, predictus Guillelmus Tornaforti, vice sua et aliorum compromissariorum, ac de ipsorum mandato sibi facto specialiter ab eisdem, vice etiam tocius capituli, eundem Manuelem Renulfi infra terminum in dicto compromisso prefixum, videlicet candela cerea ardente juxta altare Beate Marie, ac eciam viro religioso domino Raymundo Ysoardi, canonico Niciense, ipsam candelam diligente custodia observante, elegit solempniter in hunc modum. In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Cum vacante monasterio Sancti Poncii, etc. »

Dans cet acte d'élection on dit le nouvel élu — « virum utique providum et divotum, literum scientia, vita et moribus commendandum. »

L'élection proclamée et approuvée par tous les moines, ceux-ci chantèrent solennellement le *Te Deum*; ensuite — « dictum suum electum ad ecclesiam deportarunt, intronizantes eum in abbaciali cathedra, ut moris est, » — puis Hugues d'Amirat, prieur claustral, fit la proclamation de l'élection du nouvel abbé au clergé et au peuple réuni, pendant que la chandelle de l'élection brùlait encore, à la présence du notaire et des témoins : Raymond Isoardi, chanoine; Jean Grassi, Antoine Gachoni, Bertrand Agulleni, Guillaume Bovis, citoyens de Nice; Guillaume Aiméric, de Gillette; Pierre Settayreri, de Draguignan; Geoffroi Fulconis, diacre d'Aspremont; Raymond Albini, de Nice.

Le même jour, à l'heure des complies, le prieur, sur invitation du chapitre, se présenta à l'abbé en pliant le genou devant lui avec l'expression de la plus grande humilité et le pria d'agréer l'élection qui avait été faite; mais lui répondit modestement, — « quod deliberare volebat, et habita deliberatione responderet pro ut sibi dominus ministraret. » — Le prieur insista en le suppliant de vouloir bien consentir à leur vœu, mais inutilement; ensuite de quoi, on rédigea procès-verbal de telle réponse. Le nouvel élu quitta aussitôt l'abbaye et retourna à son prieuré d'Aspremont; mais quelques jours après, le 11 novembre, les deux moines Geoffroy de Feniayreto et Guillaume Tournefort se rendirent auprès de lui munis d'un acte de procuration du chapitre et lui présentèrent le procès-verbal en le suppliant de donner son consentement; mais, encore cette fois, leur requête ne réussit pas à ébranler sa première décision, et il répéta mot à mot la même réponse. Aussi de ceci acte public fut dressé devant les cloîtres de l'église Sainte-Marie d'Aspremont. Les délégués du chapitre, découragés, s'en retournèrent à l'abbaye; puis, de nouveau, deux jours après, ils firent un dernier tentatif et, au nom de tous les moines, prièrent l'abbé de ne plus refuser son consente-

ment. Cette fois-ci l'abbé, — « nolens divine resistere voluntati electioni predicte consensit, ad honorem summe et individue Trinitatis et beati Poncii, martiris gloriosi, in cujus nomine est monasterium sepe dictum dedicatum. » — Fait au monastère de Saint-Pons, au chapitre ; témoins : Antoine Capello, prêtre de Castellane ; Geoffroy Fulconis d'Aspremont, diacre ; Raymond Ysoardi, chanoine de Nice. — Guillaume Cays, notaire public.

Le lendemain, 14 novembre, les moines, heureux que frère Manuel Ranulphi eût finalement accepté la dignité abbatiale, dont il était si digne, et à laquelle ils l'avaient élevé selon les règles canoniques, en écrivirent à l'évêque de Nice, en lui envoyant la narration et les procès-verbaux de tout ce qui s'était passé depuis la mort du dernier abbé, et en le priant de confirmer cette élection, — « sic sollempniter, sic canonice celebratam » — et de lui envoyer sa bénédiction : — « favorabiliter eidem electo munus benedictionis, ut Deo auctore, nobis et toto monasterio velut pastor idoneus preesse valeat utiliter et prodesse ; nosque et alii ejus subditi sub ipsius regimine possimus coram Deo salubriter militare. » — Ils ajoutaient la déclaration suivante qui témoignait de l'unanimité de l'élection :

« Ceterum, ut paternitas vestra cognoscat evidencius vota nostra in predictis omnibus et singulis concordasse, ac in peticione hujusmodi existere unanimes et concordes, presens electionis nostre decretum reverende paternitati vestre transmictimus, nostris quidem juxta statuta canonica robaratum propriis manibus, ut est subscriptum. Quod eciam ad majorem cautellam, per infrascriptum tabellionen, in formam publicam redigi fecimus, et sigillo nostri capituli, ac nostris sigillis propriis, pro ut ipsa habebamus, sigillari.

† Ego frater Ugo de Amirato, monacus dicti monasterii, presbiter et prior claustralis, predictis omnibus consensi, et unus de compromissariis fui, et huic decreto manu propria me subscripsi.

† Ego frater Gaufridus de Feniayreto, monacus presbiter

dicti monasterii, priorque beate Marie de Salis, predictis omnibus consensi et unus de compromissariis fui et huic decreto manu propria me subscripsi.

† Ego frater Guillelmus Tornaforti, monachus presbiter dicti monasterii, priorque Sancti Ermentarii, et unus de compromissariis, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Guillelmus Abbo, monachus presbiter dicti monasterii, priorque Sancte Marie de Gordolo, unus de compromissariis, predictis omnibus consensi, et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Feraudus Guersy, monachus presbiter dicti monasterii, priorque Sancte Reparate, predictis omnibus consensi, et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Milo de Flayosco, monachus presbiter dicti monasterii, priorque Sancti Petri de Scarena, et unus de compromissariis, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Johannes de Salice, monacus diaconus dicti monasterii et sacrista, predictis omnibus consensi, et, nesciens scribere, huic decreto manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Guillelmus Medici, monacus presbiter dicti monasterii, unus de compromissariis, priorque de Falicono, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Rostagnus de Soleriis, monacus diaconus dicti monasterii, priorque Sancti Laurencii de Ysia predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Marinus Cayssii, monacus presbiter dicti monasterii, priorque Sancte Marie de subtus Gatteriis, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Manuel Peleti, monacus presbiter dicti monasterii, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Guillelmus Chabaudi, monacus presbiter dicti monasterii, priorque Sancti Nicholay de Cespitello, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Johannes Medici, monacus presbiter dicti monasterii, priorque Sancte Marie de Pratis, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Fulco Costa, monacus presbiter dicti monasterii predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Jordanus de Digna, monachus diaconus dicti monasterii, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Raymundus Flotta, monacus subdiaconus dicti monasterii, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu propria infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Paulus Cayssy, monacus subdiaconus dicti monasterii, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi.

† Ego frater Guillelmus Renulfi, monacus dicti monasterii, priorque Sancti Petri de Olivo, predictis omnibus consensi et huic decreto, nesciens scribere, manu infrascripti notarii me subscripsi[1].

Acta fuerunt hec in dicto monasterio Sancti Poncii in capitulo, in presencia domini Raymundi Issoardi canonici Niciensis, domini Antonii Capelli de Castellana, presbiteri, et Gaufridi Fulconis de Asperomonte diaconi, et G. Johannis de Sancto Antolino

1 On pourra remarquer que sur dix-huit moines, dont dix prêtres, seize déclarent ne pas savoir écrire.

et G. Gauterii de Sancto Martino, clerici, testium vocatorum. Et ego Guillelmus Cayssius notarius publicus, etc.[1]

Manuscrit L.

CXVI

1320, 12 novembre. — Les moines Geoffroi de Feniayreto et Guillaume Tournefort, mandataires du chapitre, présentent à Guillaume, évêque de Nice, les procès-verbaux et actes de l'élection du nouvel abbé, et le prient de l'approuver et de la reconnaître comme faite selon les règles canoniques. L'évêque les reçoit dans le palais épiscopal de Nice, dans le local dit « in pontito » et leur répond :

« Quod paratus est electionem ipsam diligenter examinare, et examinatione premissa debita, et eciam de meritis eligencium et electi, edictoque citatorio in ecclesia monasterii supradicti, et ecclesia majori Niciensi demandato et publice divulgato, cum assignatione diei et termini peremptorii, ut se opponant oppositores legitimi electioni prefate, si in dicto termino oppositores non apparuerint, et causam rationabiliter in contrarium non assignaverint quominus dicta electio debeat confirmari, ipsorum electionem paratus est confirmare. De quibus... dicti procuratores... pecierunt sibi fieri publicum instrumentum. Actum Nicie, in dicto pontitu domus episcopalis, in presentia domini Raymundi Ysoardi, canonici Niciensis, domini Petri de Sancto Juliano, prioris de Turretis et magistri Guillelmi de Lauseto, notarii, domini Francisci Folquerii, presbiteri de Terio et domini Petri Monachi presbiteri de Lieucha, testium. »

Le même jour, « hora ante vesperas », le chanoine Raymond Isoard, vicaire général de l'évêque, présenta au prieur claustral de Saint-Pons le décret épiscopal suivant :

1 Le *Gallia Christiana*, édit. 1725, t. III, *App. instrum.* col. 237, donne intégralement cette pièce, mais d'une façon moins correcte que la nôtre.

« Frater Guillelmus, miseratione divina episcopus Niciensis venerabili viro fratri Hugoni de Amirato, priori claustrali monasterii Sancti Poncii de Nicia extra muros et aliis monacis monasterii prefati et domino Hugoni Laci, capellano curato majoris ecclesie Niciensis salutem et sinceram in domino caritatem. Presentato nobis, reverencia qua convenit, decreto electionis facte in dicto monasterio de religioso viro fratre Manuele Renulfi, monaco monasterii ipsius, prioreque Sancte Marie Asperimontis, per religiosos viros fratrem Gaufridum de Feniayreto, priorem de Salis et fratrem Guillelmum Tornaforti, priorem Sancti Ermentarii et monacos ejusdem monasterii, ad hoc specialiter procuratores deputatos per capitulum seu conventum monasterii antedicti, et petito suppliciter per eosdem procuratores ut dictam electionem factam canonice dignaremur confirmare et munus benedictionis eorum electo favorabiliter impartiri, nos igitur procuratorum predictorum petitionibus annuentes, more pii patris, vobis et vestrum cuilibet duximus tenore presentium injungendum, quatenus vos, prior claustralis in dicto monasterio, et vos capellane curate in dicta majori ecclesia Niciensi, ex nostri parte publice denunciare curetis, ut quoscumque monacos dicti Monasterii vel alia quevis persona dummodo sua intersit die sabbati proxima et hora in terciis Nicie compareat coram nobis in domu nostra episcopali ad opponendum, allegandum et contradicendum quidquid voluerint contra formam electionis predicte et contra personas eligentium et electi predicti, quem terminum precisum et peremptorium assignamus. Scientes nichilominus quod nisi oppositores legitimi in dicto termino coram nobis comparuerint et causas legitimas assegnaverint, propter quas dicta electio debeat minime confirmari et munus benedictionis eidem electo impendi, nos dictam electionem in dicto termino, diligenti examinatione premissa, Deo auctore confirmabimus, et tempore congruo dicto electo munus benedictionis impendemus secundum canonicas sanciones. Datum Nicie, in domo episcopali, die XIV mensis novembris, anno CCC° XX°, indictione IV^{a}, etc. »

Un décret semblable fut notifié au curé de l'église majeure de Nice et acte en fut passé par devant notaire et à la présence des témoins, parmi lesquels Guillaume Gautier et Raymond de Digne, citoyens de Nice, Raymond Coste et Raymond Travaque, prêtres.

Le jour suivant, « hora in meridie vel circa », le nouvel abbé se présenta au palais épiscopal et déclara en forme solennelle :

« Quod propter consensum de se factum electioni sue in dicto monasterio, nec etiam propter confirmationem faciendam, nec benedictionem recipiendam a domino fratre Guillelmo episcopo Niciensi, non intendebat prejudicium generari domino nostro summo pontifici, nec Sancte Romane ecclesie; set jus ipsius summi pontificis et Sancte Romane ecclesie semper volebat esse salvum ; subjungens, cum protestatione solempni et expresse, quod propter predictum suum consensum, confirmationem et benedictionem subsequendas et impendendas eidem electo, per dominum episcopum memoratum, prioratui suo jam dicto, non intendebat renunciare directe vel indirecte, tacite nec expresse, si contingeret de abbacia prefati monasterii per dictum dominum summum pontificem et sedem apostolicam aliud ordinari, etc. Actum Nicie in domo episcopali, in pontitu ipsius domus, in presencia ipsius domini episcopi et religiosi viri domini Raymundi Ysoardi, canonici Niciensis, domini Jacobi Ruffi militis[1] et domini Danielis Marquisani[2], testium, etc. — Et ego Guilllelmus Cayssius, notarius, etc. »

Manuscrit L.

1 Il s'agit ici d'un éminent personnage niçois. Le 23 juin 1326 il portait la qualification de *magister hostiarius regis Roberti* et était nommé capitaine des galères provençales qui devaient faire partie de l'escadre de Naples. — *Archivio storico napolitano*, 1882, p. 495, Registri Angioini 264, 256. — En 1333 il ne vivait plus ; sa femme était Françoise Bermondi. — *Archives de Turin*, registre Leopardus, et *Archives de la Préfecture* à Nice. — Il avait été co-seigneur du Thoët, et le 7 octobre 1315 il recevait en cette qualité l'hommage de son vassal, Obert Sola, fils de feu Obert de la Briga. Le 1er août 1356, Antoine Ruffi et sa femme Eliana vendaient à la famille de Berra la troisième partie de ce fief.

2 Sur la famille Marquésan on pourra consulter notre *Obituaire de la cathédrale*, préface, p. 16, et nos *Statuti della gabella di*

CXVII

1321, 17 février. — Sentences de condamnation pour cause de vols commis au territoire de Saint-Blaise, prononcées à la présence de l'abbé par Autrand Aynesi[1], jurispérite, juge de l'abbaye. — « De quibus omnibus dictus dominus reverendus petiit sibi fieri publicum instrumentum. Actum in castro Sancti Blasii, in terracia Daniellorum, in presencia Raimumdi Ferrerii, Johannis Danielis et Raimundi Danielis, testium. — Et ego Guillelmus Cayssius, notarius, etc. »

Manuscrit L.

CXVIII

1321, 4 septembre. — Présentation faite par Jacques de Vegio, syndic procureur de l'abbaye, au juge de Nice, Pierre de Marculphe, de certaines lettres du sénéchal Raynaud de Scaletta aux officiers de Nice, au sujet des plaintes qui lui avaient été adressées par les moines de Saint-Pons à l'occasions des usurpations com-

Nizza sotto i conti di Provenza, p. 34. Daniel Marquésan, qui fut admis à la cour du roi Robert vers 1321, d'après Gioffredo, vol. 3, p. 89, avait d'abord exercé le notariat. Eu 1297, le 9 avril, il rédigea l'acte par lequel Raymond Laugier, co-seigneur de Châteaudouble, et Raymond son fils, vendirent à Guillaume d'Hyères, seigneur du Revest, achetant au nom de Guillaume du Revest, damoiseau, son neveu, du consentement de Guillaume de Draguignan, autre co-seigneur de Villepeys, tous les droits qui leur appartenaient sur ledit lieu de Villepeys ainsi que sur Roquebrune; témoin Augier Badat, damoiseau de Nice. — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 401. Ce même Daniel Marquésan, le 4 septembre 1329, fut nommé par le roi Robert, châtelain et bailli du château et lieu de Villefranche, comme successeur de Jean Accusi de Marseille. — *Ibidem*, B, 144, f° 239.

1 Cet homme de loi tenait alors maison à Nice. C'est là que, le 23 février 1322, fut faite la vente de la moitié du fief de Pierrefeu, au prix de 7,000 sous Reforciat, par Hugues Travache, citoyen de Nice, à Raymond Laugier des Ferres, qui était co-seigneur de ce lieu par indivis avec le vendeur. — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 459.

mises au détriment des biens meubles et immeubles de l'abbaye à la mort de l'abbé Pierre par de puissants personnages — « plura et diversa bona tam mobilia quam stabilia ejusdem monasterii per diversas homines, ut puta nequitie filios, injuste et indebite fuerint occupata, nec illa recuperari possint, propter aliquorum occupatorum ipsorum potentiam et aliquorum diffugia ac calumpnias infinitas. » — Le sénéchal ordonnait aux juges de faire poursuivre et condamner par justice immédiate et sommaire toutes les personnes que le chapitre indiquerait. Donné à Nice par Jourdan Sardina, lieutenant du juge-mage de Provence, le 4 septembre. Le juge de Nice, se déclarait prêt à exécuter les ordres du sénéchal, tels qu'on les lui avait signifiés. Fait à Nice, dans le palais royal, à la présence de Jacques de Ecclesia[1] et de Giron de Gironis, citoyens de Nice, et de Guillaume Cormeta. — Jacques de Saint-Elpidio, notaire.

Manuscrit L.

CXIX

1322, 7 septembre. — Jean Médici, prieur de Saint-Pierre de l'Escarène, donne en emphytéose à Pierre Mascarelli une serre située en la région de *Podium Falque*, un potager dans celle dite *Scobrias*, et un casal dans le village, moyennant le 15e des fruits pour la terre, le 11e pour le potager, et 12 deniers de Gênes de cense annuelle pour le casal. Fait « in grava Scarene ». Témoins : Jean Aicardi et Pierre Verani. — Charles Bonfils, notaire.

Manuscrit L.

1 Nous ne connaissons, de cette famille, que les individus suivants : Barthélemy, marchand de drap à Nice, nommé en 1318 dans le testament de François Badat *(Le fief de Châteauneuf*, p. 115); Louis, mari de Jeanne Grimaldi, fille de Montano Grimaldi qui fonda, vers 1261, la chapelle de Saint-Barthélemy dans l'église des dominicains *(Archives de la préfecture des Alpes-Maritimes)*; Martin, notaire en 1563, dans un acte des Grimaldi de Lévens *(Archives Cais de Pierlas*, mazzo 6, n° 3).

CXX

1322, 10 novembre. — In nomine Domini amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo ccc° xx° II°, mense novembris die decimo, frater Guilhelmus Chabaudus, monacus monasterii Sancti Poncii, priorque ecclesie Sancti Nicolay de Cespitello, pro bono et utilitate ipsius ecclesie, et auctoritate et consensu reverendi in Christo patris domini Manuellis, divina providentia abbatis dicti monasterii, ibidem presentis et auctoritatem suam eidem prestantis ad omnia et singula infrascripta, dedit, annuit et concessit in emphiteosim perpetuam pro se et suos successores, ac vice et nomine ipsius ecclesie Sancti Nicolay, Raymundo Angelerio habitatori Cespitelli, presenti et recipienti, pro se et suis heredibus, casale unum ipsius ecclesie situm in dicto loco de Cespitello confrontatum cum plano Ravize et cum domo Riquelmi Ferrerii et juxta domum Auberti de Brelio et juxta domum Guilhoni Montolivi et juxta domum Raymundi Blanqui et juxta viam publicam, ad servicium duodecim denariorum Januinorum solvendorum eidem ecclesie perpetuo, anno quolibet et in festo Sancti Stephani, et trezenum toties quoties alienaretur. Quod casale dictus frater Guilhelmus, prior, promisit per se et suos successores et vice ac nomine dicte ecclesie, eidem Raymundo Angelerio pro se et suis heredibus stipulanti et recipienti non auferre eidem, nec servitium predictum augere, imo casale ipsum eidem Raymundo et suis heredibus salvare, defendere, auctorizare et disbrigare ab omni persona et personis, collegio et universitate, in judicio et extra judicium ; dans et concedens ipse frater Guilhelmus, prior, per se et suos successores et vice et nomine dicte ecclesie Sancti Nicolay eidem Raymundo pro se et suis heredibus recipienti plenam et liberam potestatem dictum casale tenendi edificandi et possidendi, vendendi et alienandi cuicumque voluerit, exceptis militibus et

religiosis et aliis personis a jure prohibitis et trezeno pretii si venderetur aut alienaretur. Confitens ipse frater Guilhelmus, prior, se, nomine dicte ecclesie, habuisse a dicto Raymundo, pro intragio dicti casalis, vigintiquinque solidos reforciatorum, etc.

Actum Nicie, in aula domini abbatis in presentia domini Petri Marcelli presbiteri et Petrini Specialis habitatorum Nicie, testium vocatorum et rogatorum. — Ego Guilielmus Cayssius, notarius publicus.

Manuscrit T.

CXXI

1324, 13 et 20 mai. — Par deux actes successifs, de nombreux habitants de Berre et de Contes passent reconnaissance à Jean Medici, prieur de l'Escarène, pour les terres et maisons qu'ils possèdent, sous la dépendance du prieuré à titre d'emphytéose. Le premier, — « Actum in castro de Contemps in platea dicti loci, presentibus Henrico Faraudi de Scarena, Petro Bonosii juniore de Thoeto et Jacobo Pepiny de Contemps » ; le second, — « Actum Berre in ciminterio Sancti Laurentii, presentibus Bertrando de Berra[1] domino dicti loci, Henrico Faraudi et Petro Scarene de Scarena. — Et me Karolo Bonfilio, notario, etc. »

Manuscrit L.

CXXII

1324, 22 mai. — Jean Medici, prieur de l'Escarène, déclare avoir reçu d'Antoine Sola, du Thoët, le montant de toutes les condamnations prononcées, durant son prieuré et celui de ses

1 Le nom du seigneur est en blanc dans le manuscrit, mais nous le connaissons d'ailleurs. Il était fils de Raybaud de Berre et frère de Pierre, moine de Saint-Pons ; il fut nommé chambellan du roi Robert de Sicile le 25 février 1329.

devanciers, par la cour de l'Escarène, contre D. Antoine Hugo. Fait à l'Escarène, dans la chambre du prieuré. Témoins : D. Hugues, prêtre de Berre, Olivier et Antoine Bruni de l'Escarène. — Charles Bonfils, notaire.

Manuscrit L.

CXXIII

1325, 20 janvier. — Raymond Groilus[1] de Peille vend à Raymond Barelli, fils de feu Albert, la quinzième partie du bois de pins situé entre Peille, Escarène et Berre, et qui est connu sous le nom de *Pinetum Barreriorum de Pilia*, et la quinzième partie des terres appartenant auxdits Barreri[2] et leurs consorts ; le tout au prix de 20 tournois du roi de France. Fait à Peille, en la maison dudit Raymond Barelli. Témoins : Jean Gaude et Jean Caligerio. — Raymond[3], notaire.

Manuscrit L.

CXXIV

1325, 7 octobre. — In nomine domini, amen. Anno a nativitate ejusdem millessimo CCC^mo^ XXV, indictione IX, mensis octobris die VII^a^, ex tenore hujus publici instrumenti pateat universis tam presentibus quam futuris : quod cum infrascripta permutatio ecclesie Sancti Petri de Scarena, diocesis Niciensis ad utilitatem cedat multiplicem et profectum, idcirco religiosus vir frater Joannes Medici monacus monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie ac prior ipsius ecclesie Sancti Petri de Scarena, auctoritate, consilio, consensu, et assensu reverendi in Christo patris domini

1 Il y avait d'abord *Grilo* ; mais aucun des deux noms paraît être exact.

2 D'après ceci on serait porté à croire que le nom de famille *Barelli* équivalait à celui de *Barreri*.

3 Le nom de famille du notaire manque dans le texte, mais peut-être s'agit-il de *Raymond Cays* dont il a été précédemment question, page 113, note 1.

Emanuelis, divina providentia abbatis ipsius monasterii Sancti Poncii ibidem presentis et auctoritatem suam et consensum suum eidem prestantis ad omnia et singula infrascripta, esaminatione et deliberatione prehabita diligenti inter ipsum dominum et dominum fratrem Johannem priorem, infrascripta fieri eidem ecclesie fore valde utile per se et suos successores, ac vice et nomine ipsius ecclesie Sancti Petri, dedit, tradidit, concessit et permutavit jure proprio in perpetuum Raymundo Bruno dicto Mugino, dicti loci di Scarena, presenti et recipienti pro se et suis heredibus, terram unam ipsius ecclesie sitam in territorio de Bravo in parte et de Luceramo in parte; hoc est in confinibus territoriorum ipsorum, confrontatam cum terra Joannis Donadei et Guillelmi Donadei fratrum et cum vallono de Felgueto et cum valleria de Peyrafuec, liberam et francam, ad habendum, tenendum, possidendum et quidquid eidem Raymundo et ejus heredibus deinceps placuerit perpetuo faciendum, cum accessibus et regressibus suis et cum omnibus suis juribus et pertinentiis, usibus, seu requisitionibus ipsi terre modo aliquo pertinentibus seu eidem ecclesie ratione ipsius terre. Hoc nominatum pro quadam terra sita in territorio dicti loci de Scarena, loco dicto Las Condaminas, confrontata cum quadam alia terra ipsius ecclesie Sancti Petri et cum terra Laugerii de Roqua et cum terra Antonii Bruni, quam dictus Raymundus Brunus jure proprio in perpetuum per se et suos heredes in cambium predicte alterius terre sibi permutate et concesse eidem fratri Johanni priori pro se et suis successoribus et vice ac nomine ipsius ecclesie recipienti concessit et presentavit ad habendum, etc. Actum Nicie in aula dicti domini abbatis, in presentia Fulconis Badati[1], Bertrandi Agulheni[2] et domini Antonii Capelli presbiteri, testium vocatorum et rogatorum. — Ego Guillielmus Cayssius, notarius publicus, etc.

Manuscrit T.

1 Foulque Badat, fils de Milon. — Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 57.

2 Peut-être fallait-il lire *Agulhoni*. — Cfr. Datta, *op. cit.*, p. 299.

CXXV

1325, 23 octobre. — In nomine domini, amen. Anno nativitatis ejusdem millesimo ccc°, xxv, die xxiii mensis octobris, notum sit, tam presentibus quam futuris, quod dominus Joannes Medici, prior ecclesie Sancti Petri de Scarena, dedit et tradidit Raymundo Ricordi filio Abonis Ricordi dicti loci de Scarena, pro se et suis heredibus quandam terram positam in territorio communis Comtes et Pilie, loco dicto Serrum de Pereriis[1], cujus tales sunt confines : super, Faraudi de Serro ; inferius, terra gasta ; ab uno latere, terra Isnardi Pellegrini, in emphiteosim perpetuam ad habendum, tenendum et possidendum, vendendum et alienandum ; hoc salvo et retento, quod dictus Raymundus teneatur dare et solvere ecclesie supradicte seu rectoribus, undecimam partem de omnibus fructibus, que erunt in omni tempore, sive exient de dicta terra, scilicet annuatim, pro sensa[2] sive pro servitio dicte terre. Qui dictus dominus prior, per se et successores dicte ecclesie et nomine ecclesie supradicte, promisit et convenit dicto Raymundo, pro se et suis heredibus stipulanti, predictam terram ab omni homine et universitate legitime defendere... Item actum fuit inter partes quod si dictus Raymundus dictam terram plantaret seu aggregaret vitibus et ficulneis, promisit deportare undecimam partem vini dicte ecclesie domui sue seu rectoribus... Actum Scarene, in sala claustrali dicte ecclesie, in presentia Manuelis Gaufridi civis Nicie, Raymundi Bruni de Scarena, Bovis Bovis et Antonii Lombardi de Pilia testium. — Ego Raymundus Bos[3], notarius, etc.

Manuscrit T.

1 En note : *alias Serre lonc.*

2 Pour *censa*, soit la redevance due au monastère.

3 Le manuscrit T porte bien à tort *Brez*.

CXXVI

1326, 16 février. — Jacques de Vegio, notaire de Nice, en qualité de procureur de l'abbaye, et Foulque Garcini, habitant de Saint-Blaise, par-devant le juge de Nice, Barthélemy de Ayrolis, déclarent s'appeler au juge-mage de Provence au sujet du jugement et condamnation que ledit juge de Nice a prononcé contre Garcini, malgré qu'il fût homme de l'abbaye et par conséquent uniquement justiciable de celle-ci. Le juge accepte l'appel « si et in quantum, etc. » Fait à Nice en la cour royale. Témoins : Etienne Laydeti de Barcelonnette et Symon Scarlamasse[1], notaire de Nice. — François Laideti, notaire.

Manuscrit L..

CXXVII

1327, 28 février. — Procuration faite par l'université et les hommes de Saint-Blaise à Guillaume Pauli[2] de Nice, pour la défense de tous leurs droits en matière civile et criminelle. Témoins : Foulque Garcini d'Aspremont et Pierre Agarsi d'Ascros. — Guillaume Cays, notaire.

Manuscrit L.

1 Le ms. a *Esairlandasse*. — Cfr. Datta, *op. cit.*, p. 300, 305.

2 Ce Guillaume Pauli avait été en 1319 le chef des révoltés qui, à l'occasion des droits d'entrées sur le vin, marchèrent sur le palais royal de Nice où habitait le sénéchal et l'y tinrent longuement assiégé; mais la révolte ayant été domptée, Pauli fut emprisonné, puis relaché l'année suivante. — *Archives de Nice*, F. 10. — Cfr. Cais de Pierlas, *La famille de Poli* extrait de l'*Annuaire héraldique de France*, 1893, p. 156.

CXXVIII

1327, 28 mars. — Guillaume Pauli, en sa qualité de procureur de l'abbaye, fait prendre acte de nombreuses poursuites et sentences au criminel, jadis rendues par les juges-délégués de l'abbaye qui administraient la justice en son nom, dans le château de Saint-Blaise. Fait à Saint-Blaise — « in castro Sancti Blasii, ante fortaticium in platea dicti castri », — à la présence de Pierre Agarini[1] d'Ascros, de Bertrand d'Alons, de Michel Ricordi de La Roquette, de Raymond Daniel d'Aspremont, de Raymond Marini de Saint-Antonin, et de Robert de Deux-Frères. — Antoine Gandini, notaire.

Manuscrit L.

CXXIX

1327, 13 avril. — Guillaume Pauli de Nice, en sa qualité de procureur de l'abbaye, ainsi que de Jean Similie, Gaston Cristini, Raynaud Ferrari, Bertrand Cristini et Bertrand Johannis, hommes de Saint-Blaise, à la présence du juge de Nice Bertrand d'Ayrolis, proteste contre ce dernier pour le fait des condamnations pécuniaires infligées aux habitants de Saint-Blaise indiqués ci-dessus — « in prejudicium et gravamen juris et jurisdictionis dicti domini Abbatis et Monasterii sui, falcem[2] suam in alienam messem imponendo. » — Il déclare ces sentences injustes, iniques et nulles, comme prononcées par un juge incompétent, et il s'en appelle au juge-mage de Provence. Fait à Nice, sur la place du Palais.

1 C'est le nom qui dans l'acte précédent était écrit *Agarsi*.

2 Ce mot est écrit *falsem*.

Témoins : Pierre de Casanova de Gênes, Hugues Radimundi clavaire. — Raymond Martini[1], notaire de la cour royale.

Manuscrit L.

CXXX

1327, 22 octobre. — Inventaire[2] dressé par le moine Paul Cays, prieur de l'église Sainte-Marie-des-Salettes d'Aspremont[3], sur l'ordre d'Emmanuel, abbé de Saint-Pons, de tous les objets précieux et des biens appartenant à ladite église et prieuré, ainsi qu'à celle de Saint-Jacques d'Aspremont, sujette audit prieuré. Fait en l'église de Sainte-Marie-des-Salettes, située sur le territoire d'Aspremont. Présents : Hugues Laurens[4], chapelain, Hugues Balbi, fils de feu Bérenger, Jean Monneri, Hugues Dalmas, Pierre Ruffi, Bertrand Cays, chanoine de Nice, Hugues Carrenal. — Jean Scofier, de Nice, notaire.

Manuscrit L.

CXXXI

1329, 18 décembre. — Geoffroi Fulconis, moine de Saint-Pons, comparaît en qualité de syndic-procureur de l'abbaye pardevant Antoine de Cruce[5], juge de Nice, et lui présente un recours dont il demande que lecture publique soit faite. On y expose que :

« Ultra duos menses lapsi sunt, tam ex officio curie Niciensis

1 Ce Raymond Martini était d'Aix, *de Aquis*, ainsi qu'on le voit dans un acte de 1330. — Archives de Turin, *Nizza et Contado*, mazzo 2, n° 2, f° 146.

2 Cet inventaire fait malheureusement défaut dans les deux manuscrits.

3 Le texte a *Ecclesie beate Marie de Saletis*.

4 Le nom est écrit sous la forme latine de *Laurencii*.

5 En 1302 on trouve *R. de Cruce* parmi les citoyens de Nice qui prennent part à l'assemblée générale des habitants. — Datta, *Delle libertà del comune di Nizza*, p. 293.

quam ad ejusdem syndici denunciationem, facta fuerit inquisicio contra nobilem Alaciam uxorem quondam Jacobi Riquerii[1], dominam in parte castri de Levencio, super eo videlicet quod ipsa nobilis Alasia, operibus satanicis alligata, cupiens jura monasterii ipsius indebite usurpare in dampnum dicti monasterii, fraudulenter quoddam instrumentum emphiteoticum, in quo continebantur certa servicia que recipit dictum monasterium in ipso castro de Levencio a nonnullis hominibus dicti castri pro certis diversis possessionibus, que sub dominio et segnoria dicti monasterii tenentur, delevit, laceravit et destruxit. Propter quod delictum ipsa nobilis domina nondum fuit per ipsum dominum judicem condempnata, nec ejus merita punita, licet..... Idcirco iterato requirit quatenus ad decisionem ipsius inquisicionis procedat, condempnando eamdem contra ejus confessionem, ut ne tantum facinus remaneat impunitum, nec non in dampno et interesse allato dicto monasterio quod ponit in quingentis libris refforciatorum. Et dictus dominus judex dicit quod paratus est debito tempore procedere ad condempnandum vel absolvendum dictam nobilem Alasiam, set occupatus diversis negociis et mandamentis domini Senescalli, ratione presentis exercitus obcidionis castri monachi[2], non potuit vacare ad parlamentum faciendum... et debito tempore..... super ipso processu faciet quicquid debebit de jure..... Actum Nicie ante capitulum; presentibus B. Capellano de Aquis, Anthonio Gandino, et me Raymundo Martini de Aquis, notario nunc dicte curie, etc. »

Manuscrit L.

1 Jacques Riquieri était fils de Jean Riquieri, co-seigneur d'Eze et de Lévens, et de Béatrix de Vintimille. Lui et ses frères, Brunet, familier de la cour du roi Robert, Marinet et Nicolas, ainsi que les comtes de Vintimille, le 29 novembre 1316, transigèrent avec les Vento et les Doria au sujet des fiefs de Menton et Puypin, qui leur appartenaient en partie. — GIOFFREDO, vol. 3, p. 65-68.

2 Il s'agit du siège de Monaco, alors au pouvoir des Gibelins par Jean d'Aigueblanche, sénéchal de Provence. — Archives de Turin, *Monaco e Turbia*, mazzo II, 17; CAIS DE PIERLAS, *Documents inédits sur les Grimaldi et Monaco et leurs relations avec les ducs de Savoie*, p. 25; SAIGE, *Monaco, ses origines et son histoire* (1897), p. 53.

CXXXII

1330, 20 février. — Pierre Milonis de Lucéram prête hommage de fidélité à Jean Medici, prieur de l'Escarène et procureur de l'abbé Emmanuel. — « Flexis genibus et junctis manibus, gratis et bona voluntate motus..... et ad Sancta Dei evangelia, manibus tactis, juravit et promisit sollempniter et ex causa homagii dicto domino Johanni procuratori recipienti nomine domini abbatis et monasterii, per se suosque heredes et successores, quod ipse perpetuo et sui filii erit fidelis et homo dicti monasterii, et morabitur perpetuo in castro de Scarena cum aliis hominibus dicti castri..... et servicia alia sicut alii homines dicti castri faciunt et facere consueverunt domino abbati et ipsorum successorum tanquam vero domino..... et dicto domino abbati servire et in sex casibus obedire..... videlicet in exercitu faciendo contra inimicos dicti domini abbatis seu monasterii, et in emenda terra et redimendo ; demum et in aliis sex casibus.... jure regio semper salvo.... et omnia alia facere.... et specialiter annatam solvere in festo nativitatis Domini quindecim denariorum Januensium. Et dictus dominus prior, predicta omnia recipiens nomine domini abbatis et monasterii... quandam terram in casamento concessit, sitam in dicto territorio loco dicto a la Rossa, juxta terram Laugerii Roche et vallonum ; item unum ortum in loco dicto Prat lonc, juxta terram Raymundi Bruni et juxta gravam et bedalem. Recipiendo ipsum per manus junctas et osculando ipsum in hore in signum homagii et cassi possessionis ipsius homagii adepte, promitens ipsum salvare et deffendere in antea.... Actum Scarena in ceminterio dicti loci ; in presencia Alberti Sole de Thoeto, Raynaldi Pellionis, Leonis Vallete de Pilia, R. Martini de Bolio, Mondini Molineri de Alvernante, Laugerii Roche et Guillelmi Marche de Scarena ; et mei Raymundi Barralis, notarii.

Manuscrit L.

CXXXIII

1332, 23 mai. — Guillaume Tournefort, moine de Saint-Pons et prieur de Saint-Hermentaire de Draguignan, se trouvant « in decrepitate constitutus », et désirant « Christo exhibere devote debitum famulatum in obsequiis divinis prope monasterium Sancti Poncii », — et ne pouvant ce faire à cause de la grande distance de son prieuré, il requiert de l'abbé la faculté d'échanger sa charge avec frère Geoffroi Fulconis, moine dudit monastère et procureur de frère Guillaume Ranulphi, prieur de Sainte-Réparate de Nice. L'abbé accorde l'autorisation demandée. Fait à Saint-Blaise, — « in crota dicti domini abbatis ». Sont présents : Pierre de Maria de Draguignan, Durand Valenti d'Annot, Raymond Fabris de Saint-Blaise et Pierre Fulconis, chapelain d'Aspremont. — Antoine Gandini, notaire.

Manuscrit L.

CXXXIV

1333, 18 février. — Bulle du pape Jean XXII, qui charge le prévôt de l'église de Vence d'examiner si parmi les droits du prieuré de Saint-Hermentaire : dîmes, terres, maisons, vignes prés, pâturages, moulins, forêts, juridictions et autres, il n'y en aurait pas qui eussent été vendus sans la permission et l'approbation du Saint-Siège. Dans ce cas, on devra les faire restituer au prieuré en toute propriété. Donné à Avignon, aux douzièmes calendes de mars, 17e année du pontificat.

Manuscrit L.

CXXXV

1333, 14 avril. — Diverses sentences de condamnation prononcés par Autrand Aynesi de Nice, jurispérite et juge du château de Saint-Blaise et de toutes les lettres de l'abbaye. Parmi celles-ci : une pour le vol d'une vache, contre Monet Michel de Lévens, Salvator Crispini de Saint-Blaise, Ceoffroy Frenier, Etienne Massiera, Etienne Calviera ; les coupables sont condamnés à la restitution de la vache et à 10 livres de reforciat. Ces sentences sont lues et publiées par Pierre Seignoret, notaire de la cour de Saint-Blaise : — « in fortalicio Sancti Blasii, in terracia prope magnum hostium dicti fortalicii, in presencia nobilis domicelli Raymundi Chabaudi de Asperomonte[1], et ibi existente Raymundo Ferrerio baiulo ipsius castri.[2] »

Manuscrits L et T.

CXXXVI

1333, 8 octobre. — Agnès Pugeta, veuve de feu Ottolino Biazini[3] de Nice, vend à Pierre Durandi, de Gattières, une partie d'une plantation de figuiers située sur le territoire de Sainte-Marie-sous-Gattières, dans le lieu dit « las Mollerias », à côté de semblables plantations appartenant au prieuré de Sainte-Marie-sous-Gattières, de celle de Pierre Vidal, de la Gaude, de la

1 Raymond Chabaud, seigneur d'Aspremont et co-seigneur du Broc et de Bonson, était fils d'Emmanuel, seigneur d'Aspremont en 1303 et d'Argenta ; il eut trois fils, Emmanuel, l'aîné, successeur au fief paternel en 1344, Milon, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et Hugues.

2 L'analyse que nous donnons ici est composée d'après les deux manuscrits L. et T.

3 Les noms de la veuve, selon le manuscrit, seraient *Pugeca* et *Billzini*; peut-être notre interprétation est-elle plus exacte.

Condamine du prieuré et du Var, sauf le droit et les services dudit prieuré, soit la tasque, le onzième des figues qu'on apportera « in grasserio[1] » et des raisins qui devront se porter « ad torcular seu tinam dicte ecclesie ». Le prix fixé est de 10 livres de petit poids en monnaie courante. — Fait à Nice, devant la maison de ladite Agnès. Sont présents : Jacques Baudi, citoyen de Nice, et Bertrand Tonduti, habitant de la même ville[2]. — Isnard Fabri, notaire.

Manuscrit L.

CXXXVII

1334, octobre. — Sentence arbitrale prononcée par Guillaume Fulcosi, prévôt de Grasse, et Rostaing Cays[3] au sujet des différends qui existaient entre Raymond Chabaud, seigneur d'Aspremont, du Broc et de Bonson et ses vassaux d'une part, et Paul Cays, moine de Saint-Pons et prieur d'Aspremont, de l'autre, relativement au payement des dîmes. Les arbitres décidèrent que celles-ci se payeraient selon la coutume des villages voisins. Ainsi, pour la dîme de tous les grains et légumes, le seigneur donnerait le 15me, les habitants le 14me; pour celle du vin, chanvre mâle et femelle, avec ou sans graine, le seigneur donnerait le 20me, les habitants le 16me; pour les nadons[4], le seigneur et les habitants donneraient le 20me; pourtant, en ce qui touchait ce dernier article, si on n'arrivait pas au 20me, on payerait au prieur 2 deniers reforciat, le tournois d'argent calculé à 16 deniers. Le même seigneur et ses vassaux seraient exempts du payement de toute dîme sur le

1 Treillis où se font sécher les figues, en dialecte niçois *graissier*.

2 La qualification d'habitant indique que Tonduti n'était pas niçois. Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, p. 241, et *Le fief de Châteauneuf*, p. 105.

3 Rostaing Cays, fils de François; il possédait en 1331 un quart de fief de Peillon, dont il faisait hommage. — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B. 485.

4 *Nadonus*, selon le glossaire de Ducange, signifierait chevreau nouveau-né; ne s'agirait-il pas, dans tous les cas cités, de *navonus*, soit *navet*, *naveu* en niçois, *navone* en italien ?

foin, les figues et les autres produits qui n'avaient pas été catégoriquement spécifiés. On établissait ensuite ce que le prieur d'Aspremont pourrait exiger pour les funérailles :

« Item dicimus, cognoscimus et sententialiter definimus, quod dictus dominus prior seu ecclesia supradicta, de lectis mortuorum, seu pro ipsis lectis, non possit exigere nec habere nisi sex turonenses argenti cum O rotundo, seu valorem ipsorum, videlicet duos solidos cum dimidio parvorum pro turonense; et hoc si facultates morientium supetant ad predicta, et eo casu quo non supetant, conscientie domini prioris relinquatur. »

Suit la procuration du seigneur d'Aspremont, en date du 28 septembre 1334, faite en ce lieu « in platea ante hostium fortalicii dicti castri » par le notaire Pierre Seignoret, du Broc, puis celle des hommes d'Aspremont faite en ce lieu, à la présence de Raymond Garnier, jurispérite de Nice, et de Raymond Pascalis, Pons Collete d'Ilonsa, Marc Ayraudi des Ferres, Jean Ripert de Seyne. La sentence arbitrale est lue et publiée à Nice, en la chambre de Raybaud Latil, prévôt de la cathédrale, à la présence de Foulque Revoery, chanoine; Bertrand Cays, chanoine et précenteur; Foulque Aurelle, prêtre et recteur de l'église de Contes; Foulque Berardi, notaire et habitant de Nice.— François Pictoris, notaire [1].

Manuscrit L et T.

CXXXVIII

1334, 10 décembre. — Sentence arbitrale prononcée par Bertrand Boveti, moine de Lérins et official de l'église de Vence, et Guillaume Maurandi, jurisconsulte de Nice [2], sur les différends

1 Les deux ms. s'accordent à dire que le parchemin est très endommagé et presque illisible. La date elle-même manque aux deux analyses, mais grâce aux deux lectures, nous avons pu les compléter l'une l'autre. Nous donnons à la sentence la date d'octobre par la raison que la procuration porte celle des derniers jours du mois précédent.

2 En 1336, nous trouvons ce Guillaume Maurandi en qualité de syndic de la ville supérieure de Nice. — *Archives municipales de Nice*, D, 2; Gioffredo, vol. iii. p. 155.

qui existaient entre Lambert Gerci, moine de Saint-Pons, èt prieur de l'église de Sainte-Marie-des-Prés, au territoire de Lévens, d'une part, et Geoffroi de Châteauneuf, chanoine de Nice et prieur de Saint-Antoine dudit lieu de Lévens. Le chanoine et l'église dont il avait charge étaient condamnés à payer annuellement à celle du prieuré bénédictin des Prés un total de 70 boisseaux sur les dîmes qui se recueillaient par l'église de Saint-Antonin : soit 18 boisseaux et une émine de froment, 20 boisseaux d'orge, 31 boisseaux et une émine de blé méteil[1]; on relevait cependant l'église de Saint-Antoine du payement des arrérages dûs pour le temps où avait été prieur Raymond Isoard et Pierre Ruphi en son nom, en réservant cependant au prieur Lambert de faire valoir ces mêmes droits contre lesdits Ysoard et Ruphi qui avaient joui des rentes de l'église. On ajoutait :

« Ecclesia Beate Marie de Pratis, seu rector qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, percipiat et percipere habeat medietatem funeralium illorum vel illarum qui in ciminterio predicte ecclesie Beati Anthonini sepelientur, videlicet in pane, vino, candelis, lectis, pecunia et blado, quando funus sepelietur; et quod prior dicte ecclesie Sancti Anthonini, qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, dicto domino Lamberto, priori prefato et successoribus suis, sine contraditione aliqua id solvere teneatur. Actum Nicie, in domo prepositure, in pontitu camere venerabilis et religiosi viri domini Raybaudi Latili prepositi Niciensi; presentibus ipso domino preposito, domino Guillelmo Chabaudi, monacho monasterii Sancti Poncii, et Marineto Riquerii, domicello, condomino castri de Ysia[2] testibus. — Et ego Franciscus Pictoris, notarius, etc.

Manuscrit L.

1 Le texte a *mestura*, soit le produit de la semaille d'un mélange qui est généralement de trois parties de froment et d'une de seigle.

2 Voir au sujet de Marinet Riquieri, ch. CXXXI, p. 145, note 1.

CXXXIX

1336, 20 juin. — Bulle de Benoît XII donnée à Avignon, aux 12mes calendes de juillet, seconde année de son pontificat, contenant les statuts, réglements, déclarations, prohibitions, concessions, innovations et ordonnances que devront observer les moines bénédictins dits frères noirs ; bulle publiée le 14 mai 1337 au prieuré de Notre-Dame-de-Manosque, et dont copie légale est faite sur demande d'Emmanuel, abbé de Saint-Pons, et par autorisation des abbés de Saint-Victor de Marseille et Montmajour d'Arles, chargés d'en faire la publication.

Manuscrit L.

CXL

1337, 10 mars. — Sentence d'absolution prononcée par le chanoine Barthélemy Gaillardet[1], professeur de droit civil et official de Barthélemy, évêque de Fréjus, en faveur de Guillaume Ranulphi, prieur de Saint-Hermentaire, de frère Guillaume Pierre, son compagnon, et de leurs serviteurs, accusés d'avoir, moyennant violence, fait vendanger une vigne voisine du prieuré ; il ordonne que l'enquête formée contre le prieur soit effacée et enlevée du cartulaire. — Guillaume Robaudi, notaire[2].

Manuscrit L.

1 Le ms. porte *Galharedi*; nous croyons notre interprétation plus juste, car le nom de *Gaillardet* existe plus tard à Draguignan.

2 Le manuscrit T a aussi une courte analyse de cet acte, mais sous la date 10 septembre 1335.

CXLI

1337, 1er septembre. — Guillaume Ranulphi, prieur de Saint-Hermentaire, « vir nobilis et religiosus », ayant égard à l'avantage qu'en retirera son église, vend à Jacques Belletrud, prêtre de Draguignan :

« Omnes et singulos fructus, proventus, redditus, obventiones et gausitas, ac etiam perceptiones dicte ecclesie seu prioratus ejusdem, a die presenti in tres annos continuos et complendos, seu per tres sasones, precio pro quolibet anno... seu nomine pensionis... librarum quatuor viginti coronatorum, computato argenti gillato boni ponderis pro duodecim denariis cum obolo, et turonus argenti justi ponderis cum O rotundo domini Regis Francorum, pro denariis tresdecim, et floreno fini auri Florencie legalis ponderis, pro solidis tresdecim, vel de alia pecunia valoris comunis ipsorum... Actum Draguignani, in domo Johannis Enrici, in presencia domini Guillelmi Jordani presbiteri, Guillelmi Clari, sartoris de Draguignano, Guillelmi Ranulphi, domicelli, domini castri Duorum Fratrum[1], Hugonis de Luco domicelli, et Fulconis Alsiarii de Luco, testium... et mei Petri Gandini de Draguignano, notarii, etc. »

Manuscrit L.

1 Guillaume Ranulphi était un des fils de Hugues Ranulphi, seigneur de Dosfrayres, qui fit son testament le 2 décembre 1325. — *Registre du couvent des frères prêcheurs de Nice*. — Il était aussi co-seigneur de la Roquette-du-Var ; son frère Emmanuel, le 8 octobre 1335, acheta une part du fief de Conségudes, en 1338 il prêta hommage pour ceux de Gilette, Tourrette, Revest et la Roquette. Foulque Ranulphi, autre frère, était pareillement co-seigneur de ces fiefs ainsi que du Broc et de Bonson. — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 467 et 759 ; *Bibliothèque royale de Turin*, manuscrits, vol. 60, fos 36, 45, 50. — *Le fief du Châteauneuf*, p. 44 et 53, note 2.

CXLII

1337, 3 septembre. — Inventaire des meubles du prieuré et de l'église de Saint-Hermentaire que le prieur Guillaume Ranulphi a confiés à la garde du prêtre Jacques Belletrud[1] auquel il venait de louer pour trois ans les rentes du prieuré. Le même prieur remet à son locataire une paire de bœufs qui a été estimée 14 livres de coronat. Fait à Draguignan. Témoins : François Bernardi et Guillaume Clari, de Draguignan, et Etienne Teysseyre, « alias Lobeti », habitant dudit lieu. — Pierre Gandini, notaire.

Manuscrit L.

CXLIII

1338, 12 février. — Sentence prononcée par Guillaume Boyre, chanoine de Grasse, juge sub-délégué par Jean Carante, professeur de lois, sacristain de ladite église, juge délégué par le Saint-Siège, en faveur de Guillaume Ranulphi, prieur de Saint-Hermentaine, acteur contre Foulque Fabri qui retenait injustement quelques possessions dudit prieuré. — « Actum Grasse, ante pulsationem tertie, in domo sacristie Grassensis, in presentia religiosi viri domini Raymundi Clar monachi monasterii Lerinensis, fratris Durandi Foquerie, domini Bertrandi Boneti officialis Venciensis, domini Raymundi Feraudi capellani et Petri de Corma, notarii testium.... et mei Fulquonis Verderie, notarii. »

Manuscrit L.

1 Le copiste qui dans les chartes précédentes avait écrit le nom sous la forme de *Belletrusi*, le donne, dans celle-ci, sous celle de *Belletrio*.

CXLIV

1338, 19 novembre. — Extrait d'un jugement criminel prononcé en 1331 par Autrand Aynesi, juge de la cour de Saint-Blaise, contre Raymond Bertrandi de Falicon, sur requête présentée par ce dernier à Guillaume Maurandi [1], juge actuel de ladite cour. Fait dans la forteresse de Saint-Blaise. Témoins : Guillaume Daniel, de ce lieu, Hugues Torcati de l'Isola. — Pierre Seignoret, notaire [2].

Manuscrit L.

CXLV

1339, 2 février. — Lambert Gersi, prieur de Sainte-Marie-des-Prés de Lévens, déclare avoir reçu des frères Antoine et Guillaume Gauffridi [3], de ce lieu, les redevances suivantes :

« Unum medium cadrantem carnis condecentis, cum cauda, de mutone, in quo dicti fratres eidem domino priori, nomine et causa dominii dicti prioratus, ut firmiter et concorditer, nemine ipsorum discrepante, dicti fratres asserunt teneri ipsi domino priori, pro nomine et vigore usus longevi a retroacto tempore citra, et ex continencia recognitionis cujusdam instrumenti scripti manu magistri Hugonis Gay, notarii publici, per ipsos fratres facte, causa servicii sensualis [4] cujuslibet anni, in vigilia nativitatis Domini, pro quadam domo, quam diviserunt dicti fratres in

1 Le ms. porte *Mauranni*, forme équivalent à *Maurandi* et à *Maulandi*.

2 Selon le manuscrit T, l'extrait aurait été demandé par le procureur du monastère pour prouver que la juridiction de la cour de Saint-Blaise s'étendait sur Falicon.

3 Nous croyons mieux de laisser ce nom avec sa forme latine ; la forme française de *Geoffroi* paraîtrait une anomalie, celle de *Gioffredo* un anachronisme.

4 *Sensualis* est ici pour *censualis*.

duabus partibus inter se, sita in castro de Levenço, juxta domum heredum Johannis Berardi quondam, et juxta viam, et juxta casalem nobilis Hugonis Riquerii, condomini dicti castri[1]..... Actum in castro Levencii, in domo superiori Raymundi Gauffredi, in presencia domini Fulconis Renulphi, de Vencia, capellani curati de Levenço, Moneti Masserie ejusdem castri de Levenço[2], et Hugonis Gauffridi de Roqueta[3] testium..... Et ego Petrus Senhoreti de Broco, notarius, etc. »

Manuscrit L.

CXLVI

1339, 7 mai. — Guillaume Ranulphi, prieur de Saint-Hermentaire, « ad quem collatio infrascripta spectat », nomme le chapelain Jacques Belletrud à la charge de recteur et gouverneur du prieuré des églises de Saint-Jacques et Saint-Martin *(sic)*[4], au territoire de Draguignan, attendu la mort de Guillaume Fabri, prêtre et prieur de ces deux églises. Fait à Nice, en la maison de noble Raymond Flotte[5]. Présents : Geoffroi Fulconis, prieur de Sainte-Réparate, Marin de Massilia[6], et Barthélemy Laurens, tailleur. — Antoine Bernardi, notaire.

1 Peut-être cet Hugues Riquieri était-il fils de Jacques Riquieri dont il a été question plus haut, s'il n'était pas d'une branche différente.

2 Le ms. donne seulement *Levenco*, ce qui nous porte à croire que le copiste aura négligé la cédille qui donne à ce nom le son de *Levenso*.

3 Cette famille des Gauffridi de Lévens avait part à la seigneurie de la Roquette-du-Var.— Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 53, note 2. Ils suivirent la fortune des Ranulphi : en 1400, on trouve Pierre Gauffridi de Lévens, notaire, habitant le château du Broc. — *Archives capitulaires de Nice.*

4 Il y a *Saint-Martino* au texte, mais l'erreur est évidente il s'agit de Sainte-Marie-de-Salis (des Salles).

5 Un Raymond Flotte, vers 1320, aurait épousé la fille de Geoffroi, seigneur d'Ascros et de Cuébris. — Robert de Briançon, *Nobiliaire de Provence.* — Ceci s'accorderait avec le fait de trouver Antoine son fils, seigneur de Cuébris, en 1369. — Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 23.

6 Ce nom qui, étymologiquement dérive de *Marseille* et qu'on trouve parfois avec la forme de *Marsillia*, a conservé la même forme latine jusqu'à nos jours.— Cfr. Datta, *Delle libertà del comune di Nizza*, p. 300, et ici même, p. 69, note 6.

CXLVII

1339, 12 juillet. — Bertrude Dodessa, veuve de Pierre Dozoli, avait, par acte de la veille, Guillaume Crespelli, notaire, vendu à Rostaing Alegre une vigne sise à Nice, en la région dite « los Cayros », ayant comme confrontants François Pictoris, Pierre Alexandry et Giraud Bertrand, sauf les droits et redevances dues à l'église de Sainte-Réparate, soit le 6e du vin à la cuve, le 11e des figues au graissier, le 10e des céréales dans l'aire, au prix de 31 livres, monnaie courante à Nice. Marin Cays[1], moine de Saint-Pons, autorise et ratifie la vente. Fait à Nice, sous le portique de la maison de Bertrude. Témoins : Guillaume Savi, tailleur, et Monet Manfredi d'Aspremont, clerc. — Barthélemy Salvagni, notaire.

Manuscrit T.

CXLVIII

1339, 26 octobre. — Jean Medici et Geoffroi Fulconis, moines de Saint-Pons, en qualité de fondés de pouvoirs de l'abbé Emmanuel et du monastère, recourent à la cour épiscopale de Nice, par-devant Pierre Sardina[2], prieur de Ville-Vieille, chanoine et official de l'évêque, siégeant en son tribunal, et lui exposent les faits suivants : Certain Nicolas Rancurel, de Monaco, ayant eu maille à partir en ce lieu, « dubitans et timens de persona sua », s'en vint à Saint-Pons et se réfugia dans l'église de l'abbaye, « se salvando pro évitando pericula corporis sui » ; mais à peine les Monégasques eurent-ils eu connaissance du lieu d'asile où avait trouvé refuge et se croyait en sûreté, que :

1 Le manuscrit L donne ce nom sous la forme de *Caycii* : l'autre fait la ratification.

2 C'est ce prieur qui devint évêque de Nice en 1348.

« Turba choadunata numero ducentorum hominum vel circa, armati diversorum armorum generibus, et more hostili, venerunt ad dictum monasterium congregati, animo asperato et tractatu habito inter eos de extrahendo dictum Nicholosium de dicto monasterio et ecclesia dicti monasterii per violenciam. » — Les moines ne voulurent pas céder aux menaces de ces forcenés, mais, pour parer au danger, firent fermer toutes les portes du monastère. Les assaillants alors, « cum scalis pluribus, quas ibidem duxerant, fulciendo muris dicti monasterii, et cadrellos cum balistis et lapides prohiciendo contra existentes in dicto monasterio, dictum monasterium expugnando et clamando : « Ad mortem ! ad mortem ! Moriantur proditores Monachi et comburantur et dirruatur monasterium ! ». per vim et violenciam dictum monasterium intrarunt et portas dicti monasterii et dicte ecclesie fregerunt et dictum Nicholosium per vim et violenciam extraxerunt de dictis monasterio et ecclesia, et secum duxerunt, libertates et immunitates... infringendo... quam injuriam existimant dicti sindici... et dampna que propterea inde sustinuerunt, tam in fractionibus portarum, quam in teguliciis [1] et aliis coperturis dictarum ecclesie et domorum dicti monasterii, et etiam in piuribus aliis, in mille florenis auri. Quam injuriam predicti sindici ad animum revocant et prosequi intendunt, et vellent pocius erogasse seu dedisse de bonis dicti monasterri dictos mille florenos auri, quam dictam injuriam passam esse. Predicta infrascripti sacrilegi comittentes, et quidam alia graviora, absente dicto domino abbate et ignorante a dicto monasterio... et cum predicta gravissima et enormia sint, et non debeant clausis oculis pertransiri, requirunt... protestantes quod predicta non dicunt ad prosecutionem vindicte alicujus sanguinis seu penam infligendam, set tantummodo ad prosecutionem juris dicti abbatis... Nomina vero aliquorum sacrilegorum et sequacium sunt hec : Andarotus

1 Le ms. porte le mot *tegulinis* qui ne doit pas être exact.

Maraboti, Pellegrinus Maraboti, Nicholosius Armanni[1], Jacobus Bonbello[2], Anthonius de Rosio[3], Manuel Carena, Franciscus de Grimaldis[4], Angelinus Seque, Franciscus de Anelia[5], Johannes Beviayga, et plures alii, cum pluribus aliis sequacibus et complicibus plus quam ducentis. Et super hoc audiantur in testes, Guillelmus Aymerici, Monnetus de Laude, Peyretus de Laude[6], dominus

1 On verra, par une charte du 20 août 1353, que Nicolas Armandi et sa femme Nicolette possédaient maison à la Condamine inférieure; leur fille Françoise fit son testament le 19 mars 1372 — *Archives de la préfecture des Alpes-Maritimes* — Elle avait épousé Pierre Chabaud, seigneur d'Aspremont — *Ancien registre du couvent des frères prêcheurs.*

2 Ce doit être plutôt *Bonabella*, nom d'une famille de Vintimille, représentée par un Guillaume, en 1345 — Cfr. CAIS DE PIERLAS, *I conti di Ventimiglia. il priorato di San Michele ed il principato di Seborga*, p. 139.

3 Ce sera probablement *de Resio*, forme latine du nom du village de Rezzo, situé entre Triora et Pieve, ainsi dans la région qui dépendait encore des comtes de Vintimille.

4 On pourrait croire qu'il s'agit ici de François de Grimaldi, surnommé *Mazia* ou *Malitia*, chevalier génois, fixé à Nice, lequel, au dire du chroniqueur d'Asti, Guillaume Ventura, écrivain contemporain, et généralement réputé exact, en la nuit de Noël 1308 (que GIOFFREDO, vol. 3, p. 73, fixe en 1317, on ne sait sur quelle base) sous le déguisement d'un moine, aurait réussi à pénétrer à Monaco à la tête d'un certain nombre de partisans guelfes, et serait mort en combattant à Vintimille l'année suivante, ou vers 1313, d'après la version de Muratori; — M. H. P. *Scriptorum*, t. III, col. 725-26 — GIROLAMO ROSSI, *Storia della città di Ventimiglia*, p. 110, fixe même pour ces événements la date de 1306. — Or, le chroniqueur d'Asti étant mort en 1324, ce François Grimaldi tué à Vintimille en 1309 ou 1313, ne peut être celui mentionné dans la charte de Saint-Pons; d'autant plus qu'il existe une pièce authentique, postérieure à ces dates, où il est qualifié de notaire public. Il s'agit de l'acte de fidélité prêté en la ville d'Avignon, le 18 avril 1331, par Rostaing Rostaing, syndic des habitants de Saint-Martin-de-Vésubie, au sénéchal Philippe de Sanguineto, recevant ce serment au nom de Jeanne et Marie de Naples, et d'après les instructions données à ce sujet par le roi Robert; « ut continetur in tribus patentibus litteris sigillatis sigillis magnis pendentibus dicte regie majestatis insertis in quodam alio instrumento publico, scripto manu Francici de Grimaldis, notarii publici, sub anno Domini 1330, 18 martii ». Sont témoins à cet acte : Jean de Revest, Nicolas de Matta Fulono et Pierre Starabia. L'authenticité de cette pièce n'est pas douteuse, car il s'agit d'une transcription officielle de la chancellerie de Piémont, faite à Carignan, le 27 août 1562, signée Comello — Bibliothèque nationale de Turin, *Manuscrits*, Bc, 8, 71.

5 Ne serait-ce pas *de Amelio* ou *de Unclia*?

6 Un *Marinus de Laude*, dont nous avons trouvé le nom aussi écrit *de Lo, de Alo* et finalement *Dallo*, possédait, à la moitié du XIVe siècle, des tanneries à Nice, le long du Paillon — Archives de la cour des comptes de Turin, *Reconnaissances*, vol. 538, fos 18 et 23. — Nous avons de fortes raisons pour croire que cette famille ne faisait qu'une avec celle de Tournefort, et qu'elle tirait ce nom de *Loda* près de Lantosque, un des fiefs de la famille de Tournefort.

Guillelmus Mola capellanus, magister Bartholomeus Salvagni notarius et Johannes de Sellanis. »

L'official de l'évêque répondit que, malgré qu'une enquête eût déjà été faite par la cour épiscopale de Nice, il tiendrait compte de ce qu'on venait de lui exposer, il ferait exécuter une nouvelle enquête, et, s'il y avait lieu, les profanateurs du monastère seraient condamnés. Fait à Nice, en la cour épiscopale. Présents : Autrand Aynesi, jurispérite de Nice ; Guillaume Mole, prêtre, demeurant dans la même ville ; Antoine Spitalier, prêtre de Saint-Benoît ; maîtres Pierre Seignoret, Foulque Bernardi, Barthélemy Diani, notaires. — François Pictoris, notaire.

Manuscrit L.

CXLIX

1340, 28 juillet. — Jean de Bravo vend à Amic Faraudi de l'Escarène une terre labourable en la région dite « in Rancurello », attenant au chemin public, et à Pierre Aymeric, au prix de 8 livres, monnaie courante, sauf les droits de l'église de Saint-Pierre de l'Escarène. Le prieur Bertrand Tournefort reçoit le trézain et ratifie la vente. Fait à l'Escarène, « in villa Escharene », et dans le cimetière de l'église. Témoins : Antoine Bruni, dit Panateria, Bertrand Marc de l'Escarène et Jean Sola du Thoët « de Toveto. » — Raymond Francus[1], notaire.

Manuscrit L.

CL

1340, 21 août. — Guillaume Ranulphi, prieur de Saint-Hermentaire, concède en location à Pierre Truqueti, chapelain demeurant à Draguignan, les droits et revenus du prieuré pour

1 Nous croyons mieux de laisser ce nom sous la forme latine qu'il a dans le manuscrit.

la durée de quatre ans à partir du 1er novembre prochain, et pour le prix de 137 livres et 10 sous reforciat ; le preneur donne comme garants Bertrand Mayrani et Jacqueline Orseta, sa femme, Jacques Rayberti, fils de Guillaume, Guillaume Orseti de Draguignan et Pons Mayrani, habitant de Cariolis. Fait à Draguignan, dans le verger de maître Hugues Ricavi. Témoins : Milon de Flayos, prieur de Sainte-Marie de Salis, au territoire de Draguignan ; Jean Marc, François Baudi, Guillaume Malaura, maître Raymond Dalmas, notaire, et Isnard de Flayos[1]. — Jean Saturnin, notaire.

Manuscrit L.

CLI

1341, 8 mars. — Bertrande, veuve de Hugues de Vilar, de Nice, vend à certain Grassi une maison à la Condamine supérieure de Sainte-Réparate, limitrophe à celle de l'acheteur et à celle de Véran Ysoardi, sous réserve de la cense de 2 deniers de Gênes dûs au monastère et les autres conditions coutumières, pour le prix de 7 livres et 10 sous reforciat. L'abbé Emmanuel, représenté par Antoine Gandini, son procureur, ratifie la vente. Fait à Nice, en l'office, « in tabula », du notaire soussigné. Témoin : Jacques Baudi. — Antoine Gandini, notaire.

Manuscrit L.

CLII

1341, 16 décembre. — In nomine domini, amen. Anno domini millesimo ccca xlio, mense decembris, die xvio, notum sit cunctis presentibus et futuris quod Joannes Recordi Escarene dedit,

1 Le ms. porte Isoardi avec la surcharge de *Isuardi*, mais nous pensons qu'il est question d'Isnard de Flayos, fils de Guillaume et d'Asturge Cays, lequel, en 1351 et 1354, vendit sa part de Peillon aux familles Cays, Thison, Chabaud et Berre.

vendidit, et tradidit per se et suos heredes in perpetuum Guilhelmo Fulconi alias Culot[1], dicti loci, presenti et ementi, pro se et suis heredibus recipienti, quendam hortum situm in territorio dicti loci, loco dicto in Rieu de Brau, cujus tales dicuntur esse confines, juxta hortum Petri Mascarelli et juxta bedale molandini, ad habendum, tenendum et possidendum et quidquid ei et suis placuerit faciendum ; cum omnibus suis pertinentiis, accessibus et egressibus suis usque in viam publicam ; pretio solidorum xxiiii^os parvorum, nunc currentium. Quod pretium idem venditor fuit confessus et contentus se a dicto emptore habuisse et recepisse, etc., quem hortum idem Guillelmus confitetur tenere sub servitio ecclesie Sancti Petri dicti loci ad servicium solvendum annuatim in festo Sancti Michaelis solidorum quatuor parvorum nunc currentium et undecimam partem omnium fructuum ; promittens dictum hortum non vendere sine licentia rectoris dicte ecclesie et ei laudum et trezenum dare et solvere ; et si venderetur, quod pro solidis quinque minus alio possit habere. Quem venditionem dominus Bertrandus Tornaforti, prior dicte ecclesie, laudavit, approbavit et confirmavit et trezenum habuit et recepit. Actum in cementerio dicti loci, in presentia Antonii Bruni et Guillelmi Escarena, testium ad hoc vocatorum et rogatorum. Et ego Bertrandus Gordoloni, notarius publicus, etc.

Manuscrit T.

CLIII

1343, 13 juin[2]. — Bulle du pape Clément VI dirigée aux évêques de Fréjus, Digne et Vence, dans laquelle il leur expose ce qui suit :

« Peticio dilecti filii Pauli Caissii, prioris prioratus castri de

1 Dans l'analyse du manuscrit L ce nom est écrit *Calor*.

2 Le texte et l'analyse sont plus complets dans le manuscrit T ; mais, comme à l'ordinaire, le manuscrit L est plus exact.

Aspromonte, ordinis Sancti Benedicti, Niciensis diocesis, nobis exhibita continebat quod Milo Chabaudi, frater hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, in diocesi predicta commorans, ac Manuel et Hugo Chabaudi, nobilis viri Raymundi Chabaudi, domini dicti castri de Asperomont filii laici, dicte diocesis, cum quibusdam suis in hac parte complicibus, monachos, capellanos, clericos et familiares ipsius prioratus, pluries verberarant, vulnerarant et male tractarant, et nichilominus cellarium dicti prioratus violenter intrarant et octuaginta saumatas vini vel circa dicti prioris, cum vegetibus ibidem existentibus acceperant et detinuerant, vinum ipsum consumendo et devastando; et etiam idem Milo cum nonnullis aliis suis complicibus ad ecclesiam dicti prioratus, dum in ea divina celebrabantur officia, cum armis accedens, ostia ecclesie et prioratus predictorum violenter fregerat, ac fractis scriniis, archis et aliis clavaturis dicti prioratus, pecuniam, paramenta et libros ecclesiasticos et utriusque juris, lectos et alia bona dicti prioratus ceperat, et exinde secum asportarat, et nonnulla alia dampna, injurias et violentias tunc expressa, tam Milo quam Manuel et Hugo, filii supradicti, eidem priori et prioratui irrogarant, eodem Raymundo patre sciente et consenciente, et in hoc eis favorem prestante, eosque receptante. » Le Pape, sur l'instance dudit prieur, a chargé de l'instruction de l'affaire Bernard de Novo Dompno, trésorier de l'église de Tours, son chapelain et auditeur des causes apostoliques; lesdits Chabaud, quoique régulièrement cités, ne se sont pas présentés; ils ont bien envoyé un procureur, Pierre de Lauseto, mais celui-ci n'a jamais fait la moindre réponse au libel du prieur et aux demandes qui s'y trouvaient formulées; finalement Milon Chabaud, le coupable principal, est retourné à Avignon et on lui a immédiatement signifié de comparaître, en lui défendant de partir sans l'autorisation de l'auditeur, s'il n'aura pas répondu d'abord à toutes les questions qu'il connaît mieux que personne, faute de quoi on lui infligera l'excommunication; malgré cela il a quitté Avignon et le prieur ayant demandé qu'on prononçât contre lui l'excommunication, l'auditeur l'a cité pour

qu'il explique les motifs de son départ, mais Milon n'en a pas tenu compte et s'est maintenu contumace ; le pape ordonne donc aux trois évêques de prononcer et de publier contre lui la sentence d'excommunication. Donné à Avignon, aux ides de juin, en la seconde année de son pontificat.

Manuscrit T.

CLIV

1343, 24 septembre[1]. — Nos, Dei gratia, Gaufridus Regiensis et Johannes Digniensis episcopi, judices et executores ad infrascripta, una cum reverendo patre in Christo domino Venciensi episcopo, cum illa clausula, quatenus vos vel duo aut unus vestrum etc., a sede apostolica specialiter delegati, salutem in Domino sempiternam. Dudum vobis, per nostras alias litteras, apostolicarum litterarum nostre commissionis predicte tenorem in se continentes, ad instantiam venerabilis et religiosi viri domini Pauli Cayssii prioris prioratus de Aspermonte, Niciensis diocesis, ordinis Sancti Benedicti, fratrem Milonem Chabaudi ordinis hospitalis Sancti Joannis Jerosolimitani, excomunicationis sententia in eum, per venerabilem virum dominum Bernardum de Novo Dompno, thesaurarium ecclesie Turonensis, capellanum domini nostri pape et ejus sacri palatii auditorem, apostolica auctoritate, propter ipsius fratris Milonis contumaciam lata, innodatum notificavimus et excommunicatum denunciavimus et vos et quemlibet vestrum canonice requisivimus, mandavimus et monuimus per easdem, quatenus dictum fratrem Milonem sic excommunicatum singulis diebus feriatis et non feriatis, pulsatis campanis et extinctis candelis, dum populus convenisset ad

1 Le manuscrit L donne une courte analyse des lettres apostoliques des trois évêques qui notifient l'excommunication aux autorités ecclésiastiques d'Embrun, Arles, Vienne, Milan et Naples. Ce mandement porte la date du 4 juillet, puis il donne une partie de celui du 24 septembre.

divina, tamdiu denunciaretis et faceretis a vestris subditis publice denunciari, donec super contentis in dictis apostolicis litteris juri idem frater Milo veniret humiliter pariturus et absolutionis debite beneficium mereretur obtinere, aut aliud a nobis reciperetis in mandatis, prout hec et alia in dictis nostris aliis litteris, nostris sigillis autenticis et signo et subscriptione magistri Guidonis Daltor, auctoritate apostolica notarii publici, munitis continetur. Quibus nostris litteris nonnullis vestrum pro parte dicti domini prioris presentatis et per vos decenter receptis, ut veri obedientie filii, nostris mandatis, imo verius apostolicis obtulistis nos humiliter obedire paratos, et jam pro tempore preterito dicta mandata executi fuistis, prout hec et alia in nostris litteris, super hoc confectis, nostris sigillis, ut prima facie apparebat, sigillatis, nobis exhibitis, vidimus contineri. Sane, cum idem frater Milo, tanquam sue salutis immemor et iniquitatis filius, nondum juri parere, nec beneficium debite absolutionis obtinere nedum etiam petere curaverit, in sua contumacia damnabiliter persistendo; hinc est quod pro parte dicti domini prioris requisiti, vobis et vestrum cuilibet in solidum, districte precipiendo mandamus, auctoritate apostolica supradicta, quatenus dicto fratri Miloni, si tantum ejus presentia haberi de facili commode possit, predictas notificatas pariter et infrascriptas, vobis quibus jam nostre littere alie presentate et per vos execute fuerunt a die receptionis presentium. Vos autem quibus nondum dicte nostre alie littere presentate fuerunt, a die xx^a predicta post presentationem earundem nostrarum aliarum litterarum, dictum fratrem Milonem Chabaudi sic excommunicatum, singulis diebus et horis, dum convenietis ad divina officia peragenda, campanis pulsatis et candelis extinctis, in vestris ecclesiis publice nuncietis et faciatis publice denunciari, tamdiu donec super hiis idem frater Milo de juri pareat, aut aliud a nobis receperitis in mandatis. Insuper mandamus vobis et vestrum cuilibet in solidum, auctoritate predicta, quatinus premissa singula infrascriptis notificantes, prout vobis

subsunt, ex parte nostra aut verius domini nostri pape moneatis, quos nos etiam, presentium tenore, monemus particulariter et distincte, videlicet venerabilem in Christo patrem dominum abbatem monasterii Sancti Pontii, fratres Guillelmum Ranulfi, priorem prioratus Sancti Hermentarii, Guiraudum Alberti, Olivarium de Demandolis, Bertrandum de Fenyaireto, Lambertum Gersi, monacos monasterii Sancti Pontii, dominos Antonium Gamellonum[1], Antonietum, et Christianum[2] de Grimaldis, priorem heremitarum Sancti Augustini conventus Nicie, Raimundum Barjamoni ejusdem ordinis, preceptorem Sancti Antonii Viennensis[3], Hugonem et Ludovicum Peleti, Fulconem et Jacobum Badati[4], Paulum et Hugonum Ambrosii[5], Raimundum de Iloncia[6] notarium, dominos Jordanum Sardine, Gaufridum Torcati, Autrandum Aynesii, Bonifacium Spina, jurisperitos, Raimundum Chabaudi de Cortina[7], Raimundum Chabaudi de Aspermonte[8], Raimundum, Manuhel et Hugonem Chabaudi[9], Milo-

1 *Gamellonus*, dont le nom s'écrit généralement *Agamellonus*, soit probablement *Agamemnon de Grimaldi*; en 1326 ambassadeur des Guelfes de Monaco au roi Robert; en 1335 à Luc Visconti, élu arbitre entre Guelfes et Gibelins. (Federici, *Généologies génoises*. Ms. de la bibl. royale de Turin, vol. 635); en 1335 il cède au roi Robert le château de la Roche de Vintimille. (*Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 503); il fut père de Pierre, tige des seigneurs de Gattières.

2 Un Chrétien de Grimaldi était capitaine d'une des galères génoises commandées par Charles Grimaldi, qui firent partie de l'escadre française sous les ordres de Floton de Revel. — *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 281.

3 Le manuscrit T avait bien fautivement *Niciensis*.

4 Sur ces deux Badat, voir *le fief de Châteauneuf*, p. 54 et 57, note 7.

5 Voir sur cette famille, ci-dessus p. 113, n°1. — Nous ajouterons qu'en 1327 Paul Ambrosi est mentionné dans la convention entre la ville-haute et la ville-basse, passée devant sa maison. — « Actum Niciae in plano ante capitulum regium ante domum Pauli Ambrosii. » — M. H. P. *Leges municipales*, t. II, *Statuta Niciae*, col. 195.

6 De la famille des seigneurs d'Illonsa et de Maria. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 233.

7 Ce Raymond Chabaud appartenait à la branche des seigneurs de Saint-Paul et de la Caïnée; il portait le surnom *de Cortina*, à cause de la localité où se trouvait sa maison d'habitation.

8 Ce second Raymond Chabaud, seigneur d'Aspremont, est le père du chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem excommunié.

9 Ce troisième Raymond Chabaud et ses deux frères étaient fils de Milet, co-seigneur d'un tiers de Tourette et cousin germain des deux suivants, lequel était fils de Milon Chabaud, co-seigneur de l'autre tiers de Tourrette et en partie de Contes, et de Sybille de Villeneuve, sa mère.

nem et Bonifacium Chabaudi de Turreto, Astrugam dominam de Boleo, Guilielmum Rostagni et Barnabam ejus filios[1], dominum Guilielmum de Pujeto militem[2], dominum Isnardum[3], Feraudi militem, Guilielmum Feraudi ejus filium, Guilhelmum Feraudi de Petrisco, Guilhelmum Rostagni de Petrisco[4] et Bonifacium et Paulum ejus filios, Pontium, Bonifacium, Requistonum et Guilhelmum de Solelars[5], Olivarium de Bosiono, Fulconem, Guilhelmum et Manuelem Ranulphi, Laugerium, Guilhelmum[6], Bertrandum et Guilhelmum de Carrocio[7], dominum de Vencia, dominos locorum de Grauleriis, de Albarno, de Cobriis, Joannem Badati de Grassa[8] et ejus uxorem, et religiosam dominam abbatissam monasterii monialium de Nicia, Tiburgiam Chabauda monialem dicti monasterii, nobilem virum dominum Guilhelmum Petri comitem de Tenda et Ludovicum ejus

1 Astruge est l'héritière de l'antique race des seigneurs de Beuil qui, du chef de Guillaume Rostaing, fit entrer cette baronnie dans la famille Grimaldi en épousant Andaron, père de Guillaume Rostaing et de Barnabas Grimaldi, dont les noms se trouvent ici. C'est donc par erreur que les deux manuscrits ont, *et Barnabam eius filium*.

2 Guillaume de Puget, viguier de Marseille en 1337, inféodé de Figanière et Bargemont en 1350, père d'Emanuel et de Bertrand, qui furent privés de leurs fiefs de la région niçoise par le comte de Savoie.

3 Le manuscrit T a *Bertrandum*, le manuscrit L a *Isnardum* ; c'est ce dernier qui est dans le vrai ; Isnard Féraud de Glandevès fut seigneur de la baronnie de Glandevès, ainsi que d'Illonsa, Cuers et autres fiefs ; il épousa Ermengaud d'Agout de Pourrières ; son fils Guillaume, nommé après lui, épousa Louise de Villeneuve, sœur de sainte Roseline.

4 Le manuscrit T a *Patrisco*, le manuscrit L a la forme que nous avons adoptée et qui signifie *Peyresc*. Dans ce dernier le nom de Guillaume Féraud a été oublié ; quant à Guillaume Rostaing il est mentionné, en 1310, parmi les vassaux de Boniface de Glandevès à la Séed de Glandevès. — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 1099. Le village de Peyresc, dont Guillaume Féraud et Guillaume Rostaing étaient les seigneurs, faisait aussi partie des domaines de Boniface de Glandevès. — *Ibidem*.

5 La famille de Soleillas, qui paraît s'être greffée dans celle de Blacas, possédait le fief de Soleillas et une partie de celui de Saint-Auban ; Rostaing de Soleillas en prête hommage au comte de Provence en 1385 — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 763.

6 Le manuscrit L donne ces deux noms sans virgule.

7 Laugier Blacas de Carros est témoin, le 6 janvier 1329, à la convention passée entre les habitants de Monaco et le sénéchal de Provence ; en 1331 il est viguier de Nice. Les autres seigneurs, dont les noms suivent peuvent être aussi bien de la famille Giraud, qui avait alors en grande partie le fief de Carros, que de celle de Blacas.

8 Il était fort probablement le fils de Paul Badat, de Nice, co-seigneur de Tourrette-Vence en 1289 — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 1076.

filium[1], Sicardum Ventaoni, Joannem Monnerii, Jacobum et Bertrandum de Sigala, Hugonem et Petrum Balbi, David, Bertrandum, Guilhelmum et Raimundum Goyrani, Guilhelmum Mercerium[2], Raimundum Monerii, Rostagnum et Joannem Danielis, Petrum Augerii, Hugonem Gaufridi, Joannem et Raimundum Dalmacii, Petrum Fulconis capellanum et Raymundum ejus fratrem, ne cum dicto fratre Milone, sic auctoritate apostolica publice excommunicato, loquendo, comedendo, bibendo molendo, coquendo, aut infra domos, castra aut monasteria sua, seu monasteriorum septa receptando, publice vel occulte, de die vel de nocte, participent, nec participare presumant, nec auxilium, conscilium vel favorem prestent eidem, nec prestari procurent quoquomodo, et a participatione dicti fratris Milonis excommunicati, infra octo dies a tempore dicte monitionis, per vos faciende, onmino desistant; quorum dierum duos pro primo, duos pro secundo, duos pro tercio, ac peremptorio et reliquos duos pro quarto et superabundanti termino ac monitione canonica assignamus, alioquin in singulos eorumdem sic monitos cum dicto excommunicato participantes, seu participare presumentes, mandatorum nostrorum, imo verius apostolicorum contemptores et contradictores, ex nunc prout ex tunc, predicta canonica monitione premissa, excommunicationis sententiam ferimus in hiis scriptis gravius contra illos qui mandatis et monitionibus nostris hujusmodi, apostolica auctoritate factis, formidare non curabunt processuri, absolutione quoruncumque, qui prefatas nostras sententias incurrerint, quovis modo nobis vel superioribus nostris tantummodo reservata. Presentes autem

1 Guillaume Pierre Lascaris, fils de Jean; c'est le premier document, qui soit à notre connaissance, où un Lascaris est qualifié de *comte de Tende*. Ludovic Lascaris, son second fils, tige des seigneurs de la Briga (tandis que Pierre Balb, son ainé, le fut de ceux de Tende) épousa en premières noces Tiburge Grimaldi, fille d'Asturge de Beuil, en secondes noces Griffetta, fille de Rénier Grimaldi, seigneur de Menton, dont naquirent Rénier Lascaris, co-seigneur de la Briga, et Valentine Lascaris, celle-ci mariée d'abord à Jean Solaro de Châteauneuf, puis à Jean Grimaldi de Nice. — Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 81.

2 Le manuscrit T a *Mercorini*.

litteras, post sufficientem inspectionem et lectionem earum, restitui volumus presentanti, et dari copiam hiis quorum interest, si petierint, eorum tamen sumptibus et expensis, premissa diligenter et attente exequentes et devote ut mandatorum apostolicorum comprobemini promotores, certificantes nos per publica et autentica documenta de hiis que feceritis in premissis. In quorum omnium testimonium presentes nostras litteras, sigillis nostris autenticis muniri fecimus impendentes. Datum Avenioni, die xxiv[a] mensis septembris, anno a nativitate Domini millessimo ccc° xl° iii°, indictionis xi[e], pontificatus sanctissimi in Christo patris domini Clementis pape sexti, anno secundo.

Manuscrit T.

CLV

1344, 20 janvier. — Guillaume Ranulphi, prieur de Saint-Hermentaire et Guillaume Orseti, notaire de Draguignan, celui-ci comme fidéjusseur du chapelain Pierre Truquetti, jadis fermier des revenus du prieuré, font compromis en la personne de Milon de Flayos, prieur de l'église de Sainte-Marie « de Salleriis », au territoire de Draguignan, lequel prononce sa sentence arbitrale. Fait à Draguignan, « in operatorio » de Jean Bernardi. Témoins : Marin Cays, moine de Saint-Pons, Guillaume Pesley, François Bernardi et Pierre Bernardi, fils de feu Etienne, de Draguignan. — Pierre Flory, notaire.

Manuscrit L.

CLVI

1344, 23 juin. — Guillaume Ranulphi, prieur de Saint-Hermentaire, nomme le chapelain Paul Clavelli à la dignité de recteur de l'église de Saint-Jacques située hors les murs de Draguignan,

Ce rectorat, dont la collation lui appartient de plein droit, étant vacant depuis cinq ans ; — « propter absenciam domini Jacobi Bellitrus, ipsius ecclesie olim rectoris, qui, sicut notorium est, se ab ipsa ecclesia per lapsum quinquennii absentavit, et quod pejus est, in ipsius anime non modicum detrimentum, apostatavit, incedens in habitu laicali. » — Fait et publié à Nice, en la demeure, « in hospitio » de Manuel Ranulphi, seigneur de Gilette[1]. Témoins : Jean de Florence[2], notaire, Raymond Michaelis et Jean Aycardi, citoyens de Nice. — Jean Cravi, notaire[3].

CLVII

1344, 24 octobre[4]. — Nouveau compromis entre le prieur de Saint-Hermentaire et son ancien fermier. Fait à Nice devant la maison de Bonin Rossani. Témoins : ce dernier, Guillaume Aymerici, Antoine Hugoleni et Jean Aycardi, citoyens de Nice.— Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLVIII

1346, 27 septembre. — In nomine domini nostri Jhésu Christi amen. Anno ab incarnatione ejusdem M° CCC° XL° VI, die XXVII mensis septembris, XV indictionis. Noverint universi et singuli presentes pariterque futuri, hoc instrumentum publicum inspecturi, quod constitutus in presentia viri honorabilis et religiosi domini

1 Voir ci-après ch. CLVIII, p. 171, note 1.

2 Ce nom est déjà connu, dans nos publications, par *domina Ursula de Florensa*. — Voir *Obituaire de l'ancienne Cathédrale de Nice*, p. 29.

3 La maison de ce notaire est mentionnée en 1354; c'est là que se tenaient les vendeurs d'armes et de cuirasses pendant les foires. — *Statuta Niciæ*, col. 206.

4 L'indiction, qui dans la charte précédente est indiquée comme la 12e, est fixée dans celle-ci comme 13e; c'est donc qu'elle se compte ici du mois de septembre.

Petri Sardine, prioris Ville Veteris, canonici et officialis et in spiritualibus generalis vicarii Niciensis, sedentis pro tribunali in episcopali curia Niciense, vir religiosus dominus Joannes Medici, monachus monasterii Sancti Poncii, extra muros Nicie, prior ecclesiarum de Sancto Blasio et de Pratis Leventii et de Cymiers, territorii Nicie, dyocesis Niciensis, nomine suo proprio et ut procurator et syndicus reverendi in Christo patris domini Guillelmi abbatis [1], monachorum omnium et singulorum dicti monasterii Sancti Poncii, dixit et proposuit, quibus supra nominibus, coram eo, quod olim factum fuit capitulum provinciale apud castrum de Montilis per dominos abbates, capitula et conventus monasteriorum monachorum nigrorum provinciarum provinciarum Viennensis, Arelatensis,Aquensis et Ebredunensis, juxta mandatum et auctoritatem datam hujusmodi dominis abbatibus, capitulis et conventibus ipsorum monachorum nigrorum atque statuta et ordinationes editas per sanctam sedem apostolicam confirmatas. In quo provinciali capitulo domini abbates et ceteri monachi nigri, qui in dicto capitulo adfuerunt, elegerunt in presidentem eorum specialiter, in dictis quatuor provinciis, reverendum in Christo patrem dominum Guillelmum, abbatem Sancti Eusebii, diocesis Aptensis, juxta potestatem et auctoritatem dictis celebrantibus ipsum capitulum, per dictam sedem apostolicam attributam ; qui presidentes, auctoritate apostolica, personas occupantes et injuriantes res et personas ipsorum monachorum nigrorum possunt compellere per censuram ecclesiastieam usque ad satisfactionem condignam ; et quod, pro dicto domino abbate monasterii Sancti Poncii de Nicia, suo nomine et aliorum suorum monachorum, dictus dominus abbas Sancti Eusebii presidens commisit vices suas ipsi domino officiali Niciensi et prelibatis aliis officialibus,

1 L'abbé Manuel Ranulphi, élu en 1320, venait d'avoir, comme successeur, frère Guillaume, jadis prieur de Saint-Hermentaire ; celui-ci était de la même famille que le précédent et frère d'Emanuel Ranulphi, seigneur de Gilette, d'après la charte du 23 octobre 1358 qu'on trouvera plus loin. Ces deux frères devaient être les fils de Foulque Ranulphi. — Cfr. plus haut, n° CXLI, p. 153, note 1.

ut de injuriis et offensis illatis dicto monasterio Sancti Poncii de Nicia et ejus membris, vel personis dicti monasterii monachis haberent et possent compellere et cogere, ad satisfaciendum per ecclesiasticam censuram, prout de hujusmodi commissione plene constat et constitit ipsi domino Niciensi officiali, per litteras dicti domini presidentis olim presentatas dicto domino officiali Niciensi et in actis hujus curie scriptas, que representate fuerunt Mº CCCº XLº quinto, die XVIII maii, XIII indictionis. Verum, cum de potestate apostolica presidentibus hujusmodi attributa, nulla sit dicto domino officiali Niciensi commissario facta fides, de cujus domini presidentis prefati potestatem qualem haberet, possit dubitatio verissimiliter exoriri ; ideo, ut perpetuo constare valeat cuilibet de potestate presidentium ipsorum, et quilibet monachus dicti monasterii valeat, dum petierit, fidem facere de potestate et auctoritate apostolicis dictorum dominorum hujusmodi presidentium et eam potestatem habere in publicum instrumentum ubilibet, dum opportunum et expediens fuerit, exhibendum[1] ; exhibet igitur ipse dominus Joannes Medici, nominibus quibus supra, dicto domino officiali Niciensi et producit unum publicum instrumentum scriptum et signatum manu, ut in eo legitur, Martini de Aladerneto, clerici notarii publici diocesis Nemausensis, auctoritate imperiali constituti, quod incipit in tertia linea scripti et finit in quarta, non rasum, non abolitum, non vitiatum, sed omni scrupulo et suspicione carens. In quo instrumento, specialiter in illa clausula scripta in dicto instrumento, videlicet versus principium seu initium secundi pargameni dicti instrumenti scripti ; que clausula incipit, « de Capitulis generalibus, etc. », est scripta potestas, juxta continentiam litterarum commissionis facte per dictum dominum abbatem Sancti Eusebii presidentem, quam ipsi presidentes dicti ordinis monachorum nigrorum habent, eis a sede apostolica concessam et datam ; petens dictum instrumen-

1 Le manuscrit Lanteri donne intégralement le texte jusqu'à ce point ; il n'y a plus ensuite qu'une courte analyse.

tum legi et publicari coram eodem domino officiali, a principio usque locum dum scriptum est in ipso instrumento et legitur « de Visitaroribus, etc. », et postea etiam publicari a loco ubi legitur « de Capitulis generalibus », videlicet totum ipsum capitulum, usque dum legitur, « de Subventionibus et Collectis, etc. » Et postea totum ultimum capitulum dum legitur, « Postremo volumus et mandamus, etc. », per unum ex notariis episcopalis curie Niciensis cum adiectione testium, ut inde possit et valeat publicum instrumentum et publica instrumenta et tot quot ipse dominus Joannes et singuii monachi Sancti Poncii predicti habere voluerint, auctoritate et decreto dicti domini officialis interpositis publicationi hujusmodi, ad majorem et perpetuam firmitatem. Et incontinenti dictus dominus officialis precepit michi Paulo Marie, notario episcopalis curie Niciensis presenti et audienti, ut, juxta requisitionem dicti domini Joannis Medici supra factam, nominibus quibus supra, quam requisitionem, ut juri consonam, admittit, dictum instrumentum supra productum in ejus presentia et testium infrascriptorum debeam publicare, dumtaxat in illa parte et partibus in quibus ipse dominus Joannes Medici ipsum instrumentum requirit publicari ; et ipso publicato, dicto domino Joanni conficiam de tenore ejus unum publicum instrumentum et plura et quot ipse et alii monachi Sancti Poncii habere voluerint. Et incontinenti, ego dictus Paulus Maria, notarius dicte curie, juxta mandatum factum mihi per dictum dominum officialem et ad requisitionem dicti domini Joannis Medici, nominibus quibus supra, dictum instrumentum legi et publicavi in presentia dicti domini officialis et testium infrascriptorum dumtaxat in illis locis et partibus dicti instrumenti, in quibus ipse dominus Joannes supra publicari requisivit, nominibus quibus supra, quorum contentorum et scriptorum in ipso instrumento per me dictum notarium publicatorum tenor sequitur per omnia et est talis :

In nomine domini nostri Jesu Christi, amen ; anno incarnationis ejusdem millesimo ccc. xxx. vii, et die xiiii mensis maïi, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini Benedicti, divina

favente clementia Pape XII, anno tertio, noverint universi presentes pariter et futuri, quod cum prefata die celebraretur primum provinciale capitulum infrascriptorum dominorum abbatum et infrascripti prioris, abbatem proprium non habentis, in prioratu beate Marie de Manuasca, ordinis et monasterii Sancti Victoris Massiliensis, diocesis Sistaricensis, de mandato dicti domini Pape, juxta ordinationem super hoc factum per reverendos in Christo patres dominos Girbertum, Dei gratia Massiliensis [1] et Raymundum Montismajoris, ordinis Sancti Benedicti, diocesis Arelatensis, monasteriorum abbates, commissarios ad infrascripta per dictum dominum papam specialiter deputatos, ex potestate apostolica eisdem in hac parte attributa, omnibus infrascriptis reverendis in Christo patribus dominis, videlicet Giraudo, Sancti Honorati Lerinensis, Grassensis diocesis, Amadeo, Sancti Andree Vienne, Guidoni, Sancti Petri foris portam Vienne, Petro, Beate Marie Crudatensis, diocesis Vivariensis, Rostagno, Sancti Andree, diocesis Avenionensis, et G., Sancti Eusebii, Aptensis diocesis, ac venerabili viro Arnaudo de Venasca, priori prioratus ecclesie beate Marie Arregrandis [2], diocesis Vapincensis, priore abbatem proprium non habente, in dicto provinciali capitulo unitis, convocatis et etiam congregatis, presente etiam ibidem aliorum priorum et monasteriorum dicti ordinis ac nonnullorum clericorum et domicellorum multitudine copiosa, in eodem provinciali capitulo, publice et notorie, prelibati domini commissarii exhibuerunt quemdam librum vera bulla plumbea predicti domini pape, cum filis sericis munitum, statuta et ordinationes dicti domini Pape, in ordine seu religione monachorum nigrorum continentem. Quem librum dictis dominis commissariis ibidem legi et publicari fecerunt per religiosum virum dominum Petrum de Clivoniis priorem de Roverbello [3], prelibati monasterii Massiliensis, qui liber dicto-

1 Gilbert de Cantobre, ou peut-être de Cantabon, abbé de Saint-Victor de 1336 à 1339.

2 Roman, *Dict. topogr.*, p. 83, et *Tableau hist.*, p. 146, croit le prieuré de Lagrand soumis à cette date à l'abbaye de Ganagobie.

3 Le ms. a inexactement *P. de Clujonis pr. de Poverbello.* — Cfr. Guérard, *Cartul. de l'abbaye de Saint-Victor*, ch. 1131 ; bulle de Benoît XII, 13 décembre 1336, concernant la discipline ecclésiastique du monastère.

rum statutorum seu prescriptarum ordinationum, de verbo ad verbum sequitur in hec verba : « Benedictus episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Summi magistri dignatio, etc.[1]. Datum Avinioni xii kalendis julii, pontificatus nostri anno secundo. »

Quibus omnibus et singulis..... et prescripta omnia et singula fuerunt per me notarium publicum et instrumentum parti publicata ad dicti domini officialis Niciensis mandatum et requisitionem dicti domini Joannis Medici, nominibus quibus supra, in dicti domini officialis et testium infrascriptorum presentia. Cui publicationi, tanquam actui legitimo, dictus dominus officialis, more majorum sedens, suam auctoritatem judiciariam interposuit, pariterque decretum. De quibus omnibus et singulis dictus dominus Joannes Medici, suo et nominibus quibus supra, petiit sibi fieri publicum instrumentum. Actum Nicie, in curia episcopali ubi jus redditur, in presentia religiosi viri domini Raymundi[2] Isnardi canonici et precentoris Niciensis, magistrorum Guillelmi Crespelli, Ludovici Grassi, Petri de Falcone[3], notariorum, et Guillelmi Mealhe civium Nicie, testium. Et ego Paulus Maria de Pugeto Thenearum, notarius dicte curie episcopalis Niciensis, etc.

Manuscrit T.

1 Le manuscrit T donne intégralement cette longue bulle pontificale qu'on trouvera dans la collection de Cocquelines : *Bullarum amplissima Collectivo*, tome iii, 2e partie, p. 214.

2 Le manuscrit T porte *Bertrandi*.

3 Il existe vers cette époque deux Pierre de Faucon : l'un fils de Guillaume et de Jeannette, lequel est qualifié de damoiseau et seigneur de Saint-Etienne-de-Tinée et de Saint-Dalmas-le-Sylvestre, dans son testament de l'année 1338, où il requiert d'être enseveli à Saint-Etienne, dans la chapelle de Saint-Michel, où sont enterrés sa mère et sa femme Béatrice ; l'autre, fils de Rostaing, qui, avec Raybaude sa femme, fille du notaire Bérenger Ambrosi, par acte du 7 mars 1325, vend à Andaron Grimaldi les vassaux et les biens qu'il possède à *Lieusola* et à Saint-Etienne; nous ne saurions dire de quel des deux il est question ici.

CLIX

1347, 22 avril. — Lettres d'Etienne, évêque de Saint-Pons-de-Thomières, camérier du pape Clément VI, datées d'Avignon, dirigées à Guillaume[1], évêque de Nice, et à son chapitre. Elles contiennent le recours adressé au Saint-Siège par l'abbé, qui se plaint des charges et dépenses que doit, à elle seule, supporter l'abbaye à l'occasion du passage des légats, nonces et collecteurs apostoliques, malgré l'ancienne coutume qui prescrivait que tous les bénéficiaires de la ville et diocèse de Nice dussent concourir à ces dépenses. Le délégué apostolique ordonne à l'évêque de pourvoir, à l'avenir, au remboursement des frais que fera l'abbaye, et celui-ci déclare que, en ce qui pourrait le regarder, il est tout disposé à obéir audit mandement. Le 14 avril 1351 ces lettres sont présentées, par l'abbé Guillaume, à Pierre évêque de Nice[2]. — « Actum in territorio castri de Drapo, in loco dicto los Molins, in quadam domo juxta molendinum dicti domini episcopi. » — Témoins : Jean Clerici, précepteur de Fenêtres, Bertrand Badat, prieur de Falicon, Boniface d'Alons, prieur de Lucéram, et nobles hommes Milon Chabaud, Monnet Peleti et Monnet Laura de Nice. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLX

1348, 8 janvier. — Pierre Milon institue Guillaume Girbaudi, son neveu, héritier universel; parmi ses biens se trouve une maison à la Condamine inférieure de Sainte-Réparate, estimée

1 Guillaume Amesini, évêque de Nice, de 1345 au 6 septembre 1348. — *Obituaire de l'ancienne Cathédrale de Nice*, préface, p. 6.

2 Cet évêque appartenait à la famille niçoise Sardina, originaire de Peille. — Cfr. *obituaire de l'ancienne Cathédrale de Nice*, préface, p. 7.

30 florins d'or, et tenue, envers le monastère, au service annuel de 2 sous de Gênes et autres droits coutumiers. L'abbé Guillaume approuve cette institution d'héritier et déclare avoir reçu le laud et le trézain. — Guillaume Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLXI

1348, 24 août. — L'abbé Guillaume, sur la requête que lui adresse Jacqueline, veuve de Jean de Cayrasco, aïeule maternelle et tutrice d'Antoine de Cayrasco, fils et héritier de feu Geoffroy Olivari de Cayrasco, lui-même fils et héritier des susdits Jean et Jacqueline, autorise celle-ci à accepter la donation que Guillaume de Cellis « alias » de Briançon[1], avait faite de tous ses biens à Jean Olivari de Cayrasco, son cousin, par acte reçu Pierre Bonhomme, le 5 novembre 1331, au cas où il serait mort sans enfants[2]. Le décès étant survenu dans ces conditions, la succession s'était ouverte. On fixait donc le trézain à payer sur la valeur de la partie de l'héritage dépendant de l'abbaye, estimée 500 florins d'or. Cette partie consistait en trois maisons situées en la Condamine inférieure de Sainte-Réparate : la plus grande confrontant d'un côté celle des héritiers de Boniface Spina, jurispérite, et des trois autre côtés la rue, payait une redevance de 8 sous et 2 deniers de Gênes ; la seconde payait 21 deniers ; la troisième, confrontant les héritiers de Guillaume Azeri et d'Antoine

1 Ce seigneur était d'une famille fort importante de Nice ; peut-être descendait-il des seigneurs de Briançonnet, alliés des sires de Castellane dans le XIe siècle. (Cfr. *Le XIe siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 31-33); en 1227 un Geoffroi de Briançon est témoin à l'acte de concession du consulat à la ville de Grasse par Raymond Bérenger. (Papon, *Histoire de Provence*) ; en 1301 Mainfroy de Cellis possède maison à Nice et le grand chancelier de Naples s'y trouve logé.

2 Nous ne pouvons que répéter ici ce que nous avons dit ailleurs ; Jacqueline devait être de la famille Olivari et descendre de l'amiral niçois de 1260, et son fils Geoffroi avait ajouté son propre nom au sien. — Cfr. *Le fief du Châteauneuf*, p. 21.

Hugoleni et la rue, payait 4 sous, 7 deniers et une obole de Gênes. Fait en l'abbaye de Saint-Pons, en la salle de l'abbé. Témoins nobles : Bertrand de Saint-Paul[1], Monet Peleti et Grégoire de Urseto de Nice[2], et les moines de Saint-Pons, frères Isnard Baudi, Pierre Rebufati et Isnard Badati. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLXII

1348, 15 octobre. — Reconnaissance passée par-devant Guillaume Aymerici, procureur de l'abbaye, par Nitia Raynauda pour une part de maison sise à la Condamine inférieure qui lui est échue comme héritière « ab intestat » d'Hélène, veuve d'Hugues Malaucène, sa nièce. Le procureur accorde en sa faveur l'autorisation à succéder. La maison est limitrophe à la sienne, à celle des héritiers de Jean Olivari de Cayrasco et d'Andriole Mauruffi ; elle doit la redevance annuelle de 8 sous de Gênes payables à la Noël. Fait à Nice devant la maison de Pierre Armandi. Témoins : Cremonino Ruffi, Bertrand Freuda de Taggia et Foulque Aprosio de San Remo, citoyens et habitants de Nice. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLXIII

1348, 5 novembre. — L'abbé Guillaume, avec l'autorisation de son chapitre, et à la présence de Jean Verani et d'Henri Faraudi de l'Escarène, en considérant l'état de pauvreté

1 Il doit s'agir ici de Bertrand de Saint-Paul, frère de Pierre Guigoni : ils possèdent alors de nombreux fiefs, Saint-Paul, Toudon, Révest, Caynée, Carros, etc.; Bertrand, en 1308, s'était rendu coupable du meurtre de Ludovic Jusberti de Guillaume. — Archives d'Etat de Turin, *Nizza e Contado*, mazzo 3, n° 9.

2 Un Grégoire de Ursetis possédait, en 1380, une maison à Nice dans la rue Celleya ; on la confisqua, en 1404, à Pierre Orseti, sans doute son fils, et on la revendit à Raymond Armandi : l'hôtellerie de l'Oie s'y trouvait alors installée. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 208 et 317.

et de détresse où se trouvent les hommes de l'Escarène, écrasés par de nombreuses charges, après en avoir obtenu le consentement de frère Isnard Badat, prieur de Saint-Pierre de l'Escarène, et de frère Laurent Audibert, prieur de Saint-Blaise, réduit, du dixième au quinzième, la redevance annuelle sur les produits des terres qui se payent à l'église de Saint-Pierre. Fait à l'Escarène, « in curte hospicii prioratus Sancti Petri. » Témoins : Pierre Stephani, Guillaume Pauli et Jacques Bravo de Lucéram. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLXIV

1348, 26 novembre. — L'abbé Guillaume ratifie le partage fait entre les héritiers de Guillaume Cochoni de Nice, soit entre Asturge, fille de Bertrand Auricula[1] et petite fille dudit Guillaume, d'une part, et Guillelmette, femme de Barthélemy Carreti et Nicia, femme de Vincent Gastaudi, toutes deux filles dudit Guillaume, de l'autre. Asturge reçoit une maison relevant de l'abbaye située au bourg de Saint-Pons, limitrophe à celles de Rostaing Martini et de Rostaing Alfredi et estimée 33 livres 15 sous de petit poids de monnaie courante à Nice. Le service dû à l'abbaye est de 4 deniers de Gênes ; l'héritier paye les droits de trézain et en passe reconnaissance. Fait à Nice en la salle de l'hospice de l'abbaye « in aula hospicii abbatie. » Témoins : Pierre Tournefort, Hugues Auberti, Monnet Paulian[2] de Nice. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

1 *Auricula*, forme latine du nom *Oreglia* et *Aureglia*.

2 Le nom est écrit *Polhani*.

CLXV

1349, 8 janvier. — L'abbé Guillaume donne à Guillaume Guirbaudi l'autorisation de succéder à Pierre de Milonis « alias Gavotulus » habitant de Nice, son onclé, qui l'a institué héritier universel par acte du 8 mai 1348, reçu par Guillaume Sigaudi. Fait partie de l'héritage une maison en la Condamine inférieure, touchant celles de Jacques Daude et de Pierre Armandi[1] et de la valeur de 30 florins d'or. Le service dû à l'abbaye est de 2 sous de Gênes. L'héritier paye le trézain et en passe reconnaissance. Fait à Nice dans la salle de l'hospice de l'abbaye. Témoins : Véran Thodoni, Hugues Pelati et Pierre de Nervi, citoyens et habitants de Nice. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLXVI

1349, 21 janvier. — L'abbé Guillaume accorde l'autorisation de succéder en faveur de Monnette, fille de Guillaume de Laura, héritière universelle de Jean Dalphini de Nice, son oncle. Parmi d'autres biens, une maison en la Condamine supérieure, touchant à celles de Monnette Bovis et d'Imbert Maurelli, estimée cent livres de petit poids, monnaie de Nice. La redevance est de 4 sous et 5 deniers. Fait à Nice. Témoins : Bertrand Capelli, Monnet Peleti et Monnet Paulian. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

1 Probablement Pierre Armandi qui, par testament du 20 décembre 1378, ordonna la construction d'une chapelle dans l'église de Saint-Dominique. — *Archives des Alpes-Maritimes.* — Les frais s'élevèrent à 250 flor., pour la construction, et 50 flor. pour les vêtements religieux, outre l'annualité de 12 fl. pour réparations et célébration de messes. — *Ancien registre du couvent des frères prêcheurs.*

CLXVII

1349, 1er mars. — L'abbé Guillaume reçoit le trézain pour cause de succession à une maison dépendant de l'abbaye. Certain — « magister Johannes de Bononia scrimitor[1] » — et habitant de Nice, par testament 7 mai 1348, reçu Raymond Gaufridi, notaire[2], avait institué héritière universelle Marguerite, sa femme ; celle-ci par testament, 13 mai de la même année, reçu Jean Guessi, notaire, avait à son tour institué héritier Jean Menabovis de Nice, lequel transigea à ce sujet avec Thoso Lupi de Florence, habitant de Nice, père de ladite Marguerite, par acte 23 décembre, reçu Guillaume Gaufridi. Jean Menabovis entra donc en possession de l'héritage qui comprenait une maison à la Condamine inférieure confrontant celles de Béatrix, veuve de Milan De Arimondis et de Raymond Hugoleni, de la valeur de 60 livres de petit poids et payant un service de 4 sous de Gênes. Fait à Nice — « in aula hospicii abbacie. » — Sont témoins : noble Foulque Ranulphi, seigneur de Dosfrayres[3], Olive Bartholi et Guillaume Aymeric de Nice. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

1 Ce Jean de Bologne paraît exercer le métier de professeur d'escrime. Un siècle plus tard on trouve à Nice, Barthélemy de Bologne, fabricant de papier « magister artis papiri ». — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 268.

2 Le 25 novembre 1328 Raymond Gauffridi, co-seigneur de la Roquette-Var, qu'il avait acheté de la famille des Berengari, est témoin à la prestation de l'hommage par certains vassaux de ce lieu à Foulque Ranulphi, co-seigneur de ce lieu et de Dosfrayres. En 1333, le notaire Raymond Gauffridi et son frère Jean, qualifiés de Bonson, ont encore part à la juridiction du fief de la Roquette. — Bibliothèque royale de Turin, *Manuscrits*, vol. 50, f° 60. — Cfr. *Le fief de Châteauneuf*, p. 53.

3 Voir sur ce personnage, p. 153, note 1.

CLXVIII

1349, 1er octobre. — Procuration « ad lites » passée par les moines de l'abbaye réunis en chapitre — « ad sonum cimbali, pro ut moris est, de mandato religiori viri fratris Petri Rebuffati prioris claustralis ipsius monasterii, asserentis se, jure suo ac speciali mandato reverendi in Christo patris domini Guillelmi divina providencia dicti monasterii abbatis sibi facto, posse capitulum in dicto monasterio congregare. » — Sont intervenus au chapitre ledit Pierre Rebuffati, prieur claustral, Jean Ysoardi, sacristain, Boniface d'Illonsa, infirmier, Olivier de Demandols, prieur de Sainte-Réparate, Isoard Peleti, prieur de Gordolon, Isoard Badat, prieur de l'Escarène, Laurent Audiberti, prieur de Saint-Blaise, Isoard Baudi, prieur de Sainte-Dévote, Bertrand Badat, Raymond de Revest et Jean Tournefort. Sont témoins : noble Monnet Peleti, Ventura Petri, Lenio Cismaqui, citoyens et habitants de Nice et Pierre Bonifacy de Saint-Blaise. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLXIX

1351, 9 avril. — L'abbé Guillaume donne en location à Hugolin Franqui de Nice deux maisons et four contigu, situés à la Condamine inférieure, pour la durée de cinq ans, et pour le prix annuel de 18 florins d'or de bon poids et battus à Florence. Fait à Nice en la maison de Ludovic Hugoleni. Présents : Foulque Rasaudi, Hugues Laurens et Symon Bonifacy tous de Nice. — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit L.

CLXX

1352, 23 janvier. — Isnard Badat, prieur de Falicon, en sa qualité de procureur de l'abbé et des moines de Saint-Pons, expose à l'évêque que de temps immémorial le monastère a eu le droit de tenir trois planches ou bancs dans la ville de Nice, au lieu dit la rue Droite — « juxta hospitium domini Johannis Rebufelli [1] » et que celles-ci servaient à exposer en vente certaines denrées pour les besoins et avantages des habitants ; que dans le mois de janvier ou de février de l'année 1348, et pendant la nuit, ledit Rebufelli, aidé de plusieurs complices, avait enlevé ces planches, ce qui avait causé injure et préjudice au monastère. Il suppliait dont l'évêque de prononcer l'excommunication contre les coupables, jusqu'à ce qu'ils eussent réparé les dommages causés et, en même temps, il demandait la nomination d'un avocat de Nice qui fut chargé d'appuyer leur demande et obtenir justice. — « Actum in domo episcopali, in magno porticu. » Témoins : Guillaume Bernardi, prieur de Lantosque ; Jean Cravi, notaire, et Pierre Ruffi, *alias Bech*, d'Eza. — Pierre Maissa[2], notaire.

Manuscrit L.

CLXXI

1352, 19 mars. — L'abbé Guillaume expose à l'auditeur pontifical Sudbiria, nommé à la place de Bernard de Novo Dompno récemment décédé, les graves dommages que l'abbaye a souffert par le fait de la commune et des habitants de Nice, au sujet desquels on était en jugement. Suit l'ordonnance du délégué apos-

1 C'est devant cette maison que se tenaient les pelletiers à l'époque de la foire. — *Statuta Niciae*, col. 205.

2 Le nom est écrit *Massie*, ce qui correspond au moderne *Maissa*.

tolique qui, à la même date, cite plusieurs habitants de Nice à comparaître devant lui et déposer au sujet des contestations précitées. Donné à Avignon. — Richard de Hemesber[1], notaire.

CLXXII

1352, 20 septembre. — Aurreto Faraudi, de l'Escarène, échange avec Hugues Ricordi[2] une terre sise au territoire de Peille, en la région dite Mauranato soit la Valière, contre une autre située à l'Escarène, au lieu dénommé Iscla; Isnard Badat[3], prieur de l'Escarène, retire le trézain et donne son approbation. Témoins : Jean Marcha et Pierre Scarena, de Berre, et Aubert Henri dudit lieu de l'Escarène. — Jean Francus, notaire.

Manuscrit L.

CLXXIII

1352, 5 novembre. — [L'abbé Guillaume fait appel par-devant Simon de Sudbiria, auditeur apostolique contre les prétentions de Pierre, évêque de Nice. Celui-ci] prétendens se posse visitare, vice et nomine domini nostri Pape, mandavit visitari per dominum Robertum Olivary vicarium suum, de mense proxime preterito, monasterium, et racione pretense visitationis mandavit et precepit monachis et conventui dicti monasterii, quod ipsi monachi et conventus solverent et traderent ducentos et quinquaginta Turonensium argenti... non attendens quod ipse, ut episcopus, visitavit dictum monasterium nondum est annus completus... ac etiam

1 La lecture de ce nom n'est pas sûre.

2 Voir, sur cette noble famille de Peille, *La ville de Nice pendant le premier siècle*, p. 136, note 6.

3 Le ms. donne ici le nom d'*Isoard*, tandis que dans la charte CLXX il y a *Isnard*; c'est ce dernier qui doit être le véritable nom, car il se rencontre souvent dans la famille Badat et précisément en 1326. — Cfr. GIOFFREDO, vol. 3, p. 109.

volens advertire quod dicti abbas, monasterium et conventus culpa ipsius (episcopi) ac predecessoris sui nolentium ipsi abbati et monasterio administrare justitiam, ut debebant de jure, fuerunt expoliati juribus et proventibus... propter quod deficit monasterium ipsum facultatis, nec paciuntur tanta onera supportare, et ex defectu sue justicie et predecessoris sui, oportet ipsum abbatem ire in curia Romana, ad et propter recuperandum jura dicti monasterii, cum multis dampnis sumptibus et expensis. Unde videns dictos abbatem et monasterium contra Deum et justitiam et debitum rationis et religionis per ipsum dominum episcopum multipliciter aggravari ex predictis causis, et timentes a dictis visitacione, exactione... hiis scriptis provoco et appello, petens, etc. [Fait à Avignon, au palais apostolique. — Henri Tye, notaire.]

Manuscrit L.

CLXXIV

1353, 18 février. — [Acte contenant le recours de l'abbé de Saint-Pons à Simon Sudbiria[1], chapelain du pape et auditeur du palais apostolique, contre les syndics et université de Nice et certains emphytéotes de l'abbaye.] Supplicat S. V. humilis abbas et conventus monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie, ordinis Sancti Benedicti, quatenus causam et causas que vertitur et vertuntur inter abbatem et conventum predictos, ex una parte, et universitatem, homines et personas singulares universitatis Niciensis et emphiteotas dicti monasterii, communiter vel divisim, ex altera, super solutionibus trezenorum, censuum, multura ad molendinos, jure molendi et coctura ad furnos et jure coquendi solum et in solidum ad molendina abbatis et conventus et monasterii predictorum, et super venditione meliorationum et jure

1 *Simon Sudbury* devint archevêque de Cantorbery et fut assassiné en 1381. — Cfr. Baluzius, *Vitae paparum Avenionensium*, t. I, p. 500 et 1280; Gams, p. 183.

emphiteutici, laudimio et trezeno dando abbati et conventui predictis de venditionibus, alienationibus, donationibus, legatis, heredis institutione extranei, divisione, permutatione, de parietibus altius elevandis, rerum et domorum quas tenent in emphiteusim ab abbate et conventu dicti monasterii, et super quibusdam prohibitionibus factis, ex parte communitatis et syndicorum dicte universitatis, emphiteotis dicti monasterii, ne cocquerent ad furnos et molendina dicti monasterii, sub pena quinguaginta librarum et comburendi dicta hospitia et omnia consistentia in eisdem, que tenent in emphiteosim a dicto monasterio, et fractione quarundam tablarum dicti monasterii, quas dictum monasterium habebat in dicta civitate et damnis et injuriis illatis et datis dicto monasterio ratione fractionis dictarum tabularum[1], et prohibitione refectionis ipsarum tabularum, ac etiam super fractione furnorum et cujusdam hospitii, et effusione et sparsione quingentarum saumatarum vini, et super occupatione hospitiorum et fractione aygarum ortorum, et combustione cujusdam taberne dicti monasterii et super prohibitione facta, ex parte communitatis et syndicorum dicte civitatis, emphiteotis et aliis debitoribus dicti monasterii, ne solverent census debitos ipsi monasterio, nec decimas, sed solverent ipsas decimas ecclesie cathedrali, et premissorum occasione, et super quadam sententia arbitrali nulla, inefficaci, invalida et injusta et iniqua, lata, ut dicitur, super predictis etiam per viam amicabilem et per modum transactionis per episcopum Niciensem et ipsius sententie occasione, etc. — Richard de Hemesberii, notaire[2].

Manuscrit T.

1 Voir ci-dessus la charte n° CLXX.

2 Les différends et les actes de violence dont il s'agit ici, ainsi que dans les pièces suivantes, s'étaient vérifiés les années précédentes; déjà, le 14 mars 1344, l'assemblée plénière des citoyens avait donné au conseil de la ville les pouvoirs nécessaires pour tâcher de s'entremettre entre l'abbaye et certains habitants que la commune soutenait. — DATTA, *op. cit.*, p. 311. — Cfr. GIOFFREDO, vol. 3, p. 198.

CLXXV

1353, 18 février. — [Le délégué apostolique Simon de Sudbiria ordonne aux officiers, chapelains, clercs et autres autorités ecclésiastiques de Nice, que, sur la demande de l'abbé de Saint-Pons, elles doivent faire citer la commune de Nice, les emphytéotes de l'abbaye et toutes les personnes dont on donnera la note, à comparaître devant lui à Avignon, le vingt-cinquième jour après le reçu de la citation[1]. La note des citations à faire était la suivante]. — Universitatem, homines et personas singulares universitatis Niciensis, nec non dominos Franciscum Prioris[2], Guillelmun Negreli[3], Jacominum Boudi, Hugonem Coleti, Durandum Maladent[4], Nicolosium Prioris, Bartholomeus de Zenna alias Ginis[5], Anthonium Durandi alias Proquiari, Peyrinum Serra, Guillelmum Stephani, Stephanum Trofime, Hugonem Nicolai, Johannem Clerici, et Petrum Litardi, dicti monasterii Sancti Poncii emphiteotas, et alios emphiteotas ejusdem monasterii, ac heredes seu bonorum possessores quondam Danielis Marquesani[6],

1 D'après une note marginale du manuscrit L, la citation fut faite le 20 mars suivant, ainsi que le certifie François Cays, chanoine de Grasse et de Glandèves, licencié en droit et official de l'évêché de Nice.

2 *François Prioris*, en 1354, possédait une maison dans la rue qui portait son propre nom, où les armuriers tenaient banc à l'époque des foires. — M. H. P. *Leges Municipales*, t. I., *Statuta Niciæ*, col. 206.

3 *Guillaume Negrelli*, en 1354, possédait maison dans la rue Droite, où se tenaient merciers et argentiers à l'époque des foires. *Ibidem*.

4 Nous corrigeons ici le ms. qui a *Maladaut*, ainsi que *Givis*, *Trosence*, *Marrielli*, *Diceru*, *Revenerii*, *de Meginis*, *Ceugler*, que nous avons cru mieux interpréter par *Maladent*, *Ginis*, *Trofime*, *Maurelli*, *Aicerii*, *Revoerii*, *de Moginis*, *Cengler*.

5 Le ms. a *Givis*, mais il doit s'agir de la famille *Gini*, qualifiée ici *de Zenna*, soit *de Gênes*, comme en 1483 un négociant niçois, Honoré Gini *alias de Ventimilia*, devait être, lui aussi, d'origine ligurienne. Son descendant, Honoré Gini, résidant de Savoie à Rome, désirant prouver sa noblesse, écrivait, le 3 novembre 1653, au secrétaire d'état de Turin, que ses ancêtres étaient originaires d'Albanie. — Archivio di Stato, *Lettere Ministri, Roma*.

6 Voir sur ce personnage et sa famille, ci-dessus p. 134, note 2.

Raymundi Bermundi[1], Guillelmeti de Nicia, Guillelmi Grassi, Petri Dallo, Raymundi Sigaudi, Bonifacii Scurlamassa, Johannis de Cayrasco senioris, Johannis Gralerii, Romei Maurelli, Bartholomei Martini, Bertrandi Aicerii[2], Jacobi Revoerii[3], Anderoti Marcuphi, Aycardi Dalmacii, Petri Bartholomei, Petri Cengler, Ade Adini, Antonii de Cayrasco, Jacobi de Ecclesia[4], Bertrandi Colerii, Rostagni de Moginis, Antonii Doycii[5], Bertrandi Mutonis, Raymondi Goyrani, et Johannis Canis, dicti monasterii, dum viverent, emphiteotarum[6].

Manuscrit L.

CLXXVI

1353, 31 juillet. — In nomine Domini, amen. Anno ejusdem, a nativitate, Mº CCCº LIIIº, indictione sexta, secumdum usum curie Romane, die ultima mensis julii, pontificatus sanctissimi patris domini Innocentii pape sexti anno primo. Constitutus personaliter apud Villam Novam, Avinionensis diocesis ante portam principalem introitus palatii seu domorum dicti domini nostri pape, in presentia nobilis viri Bernardi de Revaria, Caturicensis diocesis, ostiarii dicti domini pape et ad custodiam porte predicte prepositi, meique notarii et testium subscriptorum, ad hec specia-

1 Raymond Bermondi possédait, en 1333, des maisons à Nice, selon le registre des reconnaissances *Leopardus*. Il faisait partie du conseil de ville en 1343, — GIOFFREDO, vol. 3, p. 196.

2 *Aisseri* ou *Asseri*, nom d'une famille consulaire de l'époque.

3 Il s'agit évidemment du noble Jacques Revoeri, damoiseau, un des syndics de Nice en 1338. — *Statuta Niciae, loc. cit.*, col. 212, Il le fut pareillement en 1342. — GIOFFREDO, vol. 3, p. 189.

4 Sur les familles *Cayrasco* et *De Ecclesia*, voir ci-dessus, p. 176, note 2, et p. 136. note 1.

5 En 1387, noble Antoine Doyci, de Nice, est châtelain de la tour de Mont-Boron. — *La Ville de Nice pendant le premier siècle*, etc. p. 48.

6 GIOFFREDO, vol. 3, p. 203, donne les noms de deux soldats niçois qui, au retour de l'expédition au secours de Monaco, auraient pris part aux troubles de 1345 contre l'abbaye, et auraient été mis sous procès : soit Durant Galli, dit *Bigarrat*, et Guillaume Gapéan.

liter vocatorum et rogatorum, Monetus Pelleti [1], procurator et procuratorio nomine venerandi patris domini Guillelmi, Dei gratia, abbatis monasterii Sancti Poncii de Nicia extra muros, habens idem Monetus, procurator, plenam potestatem petendi, requirendi, protestandi et infrascripta alia omnia et singula faciendi, prout in quodam publico sue procurationis instrumento confecto manu mei Thedeschi notarii infrascripti, die penultima dicti mensis julii ; et dixit et exposuit dicto ostiario presenti et audienti, quod nuper, pro parte dicti domini abbatis et domini Laurentii Audeberti, prioris Sancti Blasii, monaci et vicarii dicti monasterii, ac magistri Johannis Cravi notarii de Nicia, procuratoris dicti monasterii, fuit et est appellatum ad sedem apostolicam a venerando viro domino Johanne Clerici, asserente se vice officiali Nicie, et quibusdam monitis, ac indebitis exactionibus, processibus, sententiis et gravaminibus indebite et injuste factis et illatis presenti monasterio et appellantium predictorum, prout de appellatione predicta latius constat in quodam publico instrumento inde confecto, manu Petri Ruffi, clerici de Isia, ex auctoritate imperiali, publici notarii, anno domini M° CCC° LIII, VI indictionis, die XVI mensis julii. Quod quidem appellationis instrumentum dictus Monetus procurator tenebat in manibus, ipsumque ibidem aperuit et ostendit, asserens quod appellationem eandem, seu ipsius appellationis instrumentum presentare volebat eidem domino nostro pape et in sacrum auditorium suum introducere appellationem eandem et ipsam coram eodem domino nostro vel alio domino auditore seu judice deputando ab eo prosequi et alia facere que parti sue et alias appellanti incumbunt, propter quod supplicavit instanter eidem jam dicto Bernardo ostiario, ut ipsum procuratorem cum appellatione predicta

1 Le prénom du procureur abbatial serait *Monetus*, selon le manuscrit T, et *Raymundus* selon le manuscrit L; le premier serait-il l'équivalent du second ? En ce cas on aurait la signification de ce diminutif *Monetus* qui se rencontre souvent dans les anciennes chartes niçoises, et en même temps la solution d'une question historique plus moderne, le vrai nom du père du peintre Ludovic Bréa. — Cfr. *La Ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 293.

intrare permitteret ad dominum nostrum papam. Quiquidem Bernardus hostiarius, audita requisitione predicta, respondit eidem procuratori quod dominus noster papa erat presentialiter impeditus et alias ipsi hostiario mandatum fecerat ne aliquem intrare permitteret ad eundem, propter quod nolebat quod idem Monetus intraret, noluitque ipse ostiarius et non permisit intrare dictum Monetum, imo clausit sibi portam, dicto Moneto excluso remanente. Et tunc dictus Monetus publice et alta voce dixit et protestatus fuit quod non stabat per eum quin intrasset et quando posset intrare ad dominum nostrum papam et se dictamque appellationem presentasset et introduxisset, ac presentaret et introduceret, prosequtus fuisset et prosequeretur, et alia faceret et fecisse que sibi seu appellanti incumbunt, quodque sibi tempora ad presentandum et prosequendum dictam appellationem non currerent et alias nullum sibi et parti sue, propter impedimenta predicta, prejudicium gereretur. Petens sibi de premissis fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Actum, ut supra dicitur, ante portam predictam; presentibus Antonio Jacobi de Mediolano et magistro Johanne de Tandino, Leodicensis diocesis notario, testibus ad hec vocatis specialiter et rogatis. Postque eodem anno quo supra, constitutus personaliter Avinioni in Romana curia, in presentia venerabilis viri domini Guillelmi de Sancto Germano capellani reverendissimi in Christo patris et domini, domini Petri episcopi Prenestinensis ac Sancte Romane ecclesie cardinalis et vice cancellarii deputati per ipsum dominum cardinalem ad recipiendum supplicationes seu petitiones, de, seu super auditionibus, seu judiciis impetrandis, ac mei notarii et testium subscriptorum, prefatus dominus Guillelmus abbas presentavit et dedit ipsi domino Guillelmo de Sancto Germano quandam supplicationem seu petitionem suam continentie infrascripti tenoris, petens instanter super ea audititionem seu judicium sibi dari. Qui dominus Guillelmus de Sancto Germano dictam supplicationem recepit et paratum se obtulit presentare eandem dicto domino suo et procurare pro

posse quod auditio daretur, quam cito se facultas offerret, dicto domino abbate in omnibus et per omnia petente et protestante eidem, ut superius est expressum. Tenor vero dicte supplicationis sequitur in hec verba : Supplicat D. V, procurator venerandi patris domini Guillelmi abbatis monasterii Sancti Poncii de Nicia extra muros et domini Laurentii Audeberti prioris Sancti Blasii et vicarii dicti monasterii et magistri Johannis Cravi, notarii de Nicia, procuratoris dicti monasterii, quatenus causam et causas appellationis et appellationum et nullitatis processuum et negotii principalis interpositas, pro parte dicti domini abbatis et dictorum Laurentii et Johannis que vertuntur et verti sperantur inter ipsos dominos abbatem, Laurentium et Johannem, ex una parte, conjunctim et divisim, et dominum Johannem Clerici asserentem se vice officialem Nicie et Ugonem Martini asserens se procuratorem reverendi patris domini Petri episcopi Niciensis, super sententia excommunicationis indebite, injuste et de facto lata per dictum dominum Johannem Clerici contra dictos Laurentium et Johannem procuratorem dicti monasterii et super indebita petitione exigendi a dicto monasterio, pro visitatione dicti domini episcopi et aliis gravaminibus et eorum occasione, ex altera, conjunctim et divisim, alicui de auditoribus vestri sacri palatii causarum committere dignemini audiendas, decidendas et fine debito terminandas, cum omnibus emergentibus et connexis et cum potestate impendendi beneficium absolutionis, simpliciter et ad cautelam, et taxandi et declarandi juxta facultates monasterii antedicti, quatenus quedam debeat pro visitatione dicto domino episcopo, presertim cum partes in Romana curia sint presentes et quod, non obstantibus feriis jam indictis, possit in dictis causis procedi. Actum, ut supra dicitur, Avinione infra libratam dicti domini cardinalis eodem anno quo supra, die sexta mensis augusti, pontificatu predicto; presentibus magistro Johanne Lantins, notario, Leodicensis diocesis, dictoque Moneto testibus ad hec vocatis specialiter et rogatis. Ego Thedescus, quondam magistri Nini de Montepolitiano, cleri-

cus, Aretinensis diocesis, publicus, apostolica et imperiali auctoritatibus, notarius, etc.

Manuscrit T.

CLXXVII

1353, 20 août. — Acte par lequel il résulte qu'en dépendance du partage de biens qui a été effectué entre nobles François Cais, chevalier, et François Cais, licencié en droit, son neveu, fils de feu Jacques Cais[1], est parvenu au second une maison sise à la Condamine inférieure de Sainte-Réparate, attenant à la maison de Jean Grassi et à celle de Nicolette, femme de Nicolas de Armanno[2]; cette maison, estimée 400 florins d'or, est soumise à la seigneurie du monastère et paye un service annuel de 12 deniers de Gênes, ainsi que les droits de laude, trézain et prélation en cas de vente. Le procureur du monastère Guillaume Aymeric, au nom de l'abbé Guillaume et sur la demande dudit François Cais, licencié en droit, approuve et confirme ledit partage et reçoit la moitié du trézain, que paye ce dernier, en reconnaissant de tenir cette maison sous la seigneurie du monastère. « Actum in hospicio viri nobilis Guillelmi Riquerii, in camera quo inhabitat dictus dominus Franciscus ; presentibus dominis Verano Jaucerandi et Isnardo Cempolini capellanis, et Laurentio Tardivi de Nicia. » — Jean Cravi, notaire.

Manuscrit T.

1 François et Jacques étaient fils de Pons Cays, tandis que deux autres frères, portant le même prénom, l'étaient de Bertrand Cays ; de ceux-ci, François en prêtant hommage comme co-seigneur de Peillon, Thoët et Falicon, le 10 mai 1330, se dit héritier de Jacques son frère : *heres testamentarius, ut dixit, quondam Jacobi fratris sui*. — *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 476. — Quant à François, licencié en droit, auquel la maison de la Condamine fut dévolue, c'est celui qui est mentionné ci-dessus, ch. CLXXV, note 1.

2 Cette même maison est indiquée, en 1354, comme située *in Condamina subterranea*. — *Statuta Niciae, loc. cit.*, col. 205. — Nicolas Armandi eut une fille, Françoise, mariée à Pierre Chabaud, seigneur d'Aspremont. — *Ancien registre du couvent des frères prêcheurs*.— Elle testa le 19 mars 1372 — *Archives de la préfecture des Alpes-Maritimes*.

CLXXVIII

1354, 14 février. — [Acte où mention est faite du procès en cours entre l'abbé de Saint-Pons, et Pierre, évêque de Nice, ainsi que du compromis ayant eu lieu à ce sujet par-devant Bertrand, évêque de Senez. Raymond Peleti, procureur de l'abbé, exposait ce qui suit au nom de son mandataire.] — Dictus dominus abbas, suo et quibus supra nominibus, petebat sibi restitui per dictum dominum episcopum aliquas decimas, ad ipsum dominum abbatem et ejus monasterium pertinentes, quas idem dominus episcopus indebite detinet, et etiam quodam subsidium gratiosum quod ab eodem domino abbate indebite habuit, et etiam super stolis portandis per monachos dicti monasterii in synodo, et super visitationibus, tam auctoritate papali quam jure proprio factis per dictum dominum episcopum in dicto monasterio et membris ejusdem, etc.

Item quod dominus episcopus Niciensis qui nunc est, tempore consecrationis sue, voluit habere et exigere, a dicto domino abbate et ejus monasterio, florenos triginta auri, pro subsidio gracioso, de anno M° CCC. XLIX., indictione III, die tercia mensis octobris... cum dictus dominus abbas nec ejus monasterium non tenentur de jure nec de consuetudine, saltim legitima, ad prestandum dictum subsidium gratiosum, aut saltem non major octuaginta Turonensium, juxta constitutionem domini Benedicti pape XII, que incipit: Vas electionis.

Item quod dominus episcopus Niciensis voluit et vult cogere monachos et priores dicti monasterii, venientes ad suum synodum, ut portent stolas super habitum, cum reverenter nunquam consueverunt, nec sunt consueti etiam de jure portare stolas super habitum, sed predicta facit dominus episcopus ut novam imponat consuetudinem.

Item quod predictus episcopus volebat habere a dicto domino abbate et ejus monasterio, pro visitatione papali, Turonos centum sexaginta.

Item quod tenuit et detinuit de facto et non de jure religiosum virum fratrem Isnardum Peleti, monachum et priorem de Gordolono, incarceratum in suis carceribus, per quinque septimanas vel circa, de anno M° CCC. LII, et de mense julii et augusti, absque eo quod aliqua probarentur contra eum, in injuriam et oprobrium dicti abbatis et ejus monasterii, etc.

Item quod visitat priores et prioratus subditos dicto monasterio existentes in dyocesis Niciensis, etc.

Item quod dictus dominus episcopus cogit et compellit priores Sancti Laurentii de Ysia, et Sancte Devote de Monaco, et beate Marie de Luceramo, non curatos seu habentes curam animarum, quorum redditus et proventus non ascendunt ad XXX florenos, facere in dictis prioratibus residentiam personalem.

Item quod cum prefatus dominus abbas, et ejus monasterium, et priores, et homines subditi ipsius monasterii, habent agere et se defendere in curia dicti domini episcopi seu ejus officialis, gravati fuerunt et cotidie gravantur per notarium dicte curie, qui ab eis vel quolibet ipsorum, pro modica copia actorum ab eo habenda, extorquet maximam summam pecunie, et pro modica litera citatoria tres albos vel quatuor, et pro modica litera monitoria sex vel octo albos, etc[1].

[La sentence arbitrale de l'évêque de Senez fut la suivante.]

Nos Bertrandus, Dei gratia, episcopus Senecensis, arbiter, arbitrator et amicabilis compositor, visis et diligenter examinatis dictis capitulis, habito prius diligenti tractatu cum ipsis partibus, ac consilio habito cum multis peritis, specialiter cum reverendo patre domino fratre Petro, Dei gratia, episcopo Sistaricensi, ordinamus, volumus ac etiam pronunciamus ut infra sequitur. In primis, quod sit bona pax inter partes predictas et quod, si

1 Nous donnons cette première partie d'après le manuscrit L; la sentence qui suit, d'après le manuscrit T, qui seul la rapporte.

que injurie fuerunt facte aut dicte hinc inde, aut illate, verbo aut facto, per hinc inde remittantur, et nos etiam, quantum possumus, remittimus. Item etiam, quod omnes expense, occasione cujuscumque litis, questionis aut cause habite inter ipsos facte hinc inde, intra compenstionem remittantur et nos etiam remittimus, ita et taliter quod una pars contra alteram aliquid petere non possit in antea, occasione ipsarum expensarum. Item volumus et etiam ordinamus, ac in mandatis damus, quod si monachi priores dicti monasterii in dicta diocesi venientes ad synodum Niciensem ipsorum predecessorum dicti domini episcopi Niciensis moderni consueverint stolas portare in ipso synodo, quod ipsas nunc et in antea portare teneantur ; si autem tunc portare non consueverunt, in antea portare minime teneantur. Item volumus ac etiam ordinamus, certis de causis que animum nostrum movent, quod dictus dominus episcopus remittat et etiam nos remittimus totum illud quod ipse petere intendebat a dicto domino abbate occasione visitationis petite, pro qua excommunicaverat procuratores dicti domini abbatis, silentium tamen imponentes eidem domino abbati quod nichil petere debeat a dicto domino episcopo occasione subsidii caritativi jam soluti. Mandantes etiam dicto domino episcopo, ut mox ipsum dominum abbatem et suos quoscunque procuratores libere absolvat absque exactione pene alicujus statuti ; adiicientes, quod si procuratores dicti domini abbatis, vel alii pro eo, solverint eidem domino episcopo vel alicui alteri nomine suo, dictam visitationem et penam ipsius statuti in solidum vel in parte, quod ipsas restituere teneantur predicto domino abbati, vel ejus procuratori. Circa autem visitationes facturas, ordinamus idem dominus episcopus regere se debeat juxta formam juris et constitutionem Benedicti, suam in hoc conscientiam onerando. Circa autem capitulum mentionem faciens de litteris, scripturis et sigillo, de quo conqueritur dictus dominus abbas, perexcessive exigitur, cum plene certificati esse non possumus, ad presens, de eisdem, nobis imposterum determinationem et declarationem reservamus. Volumus etiam

et jubemus, quod de querela quam facit dictus dominus abbas de quatuordecim florenis et quindecim libris contra bona dominorum quondam episcopi et prepositi Niciensis, celerem et expeditam ministrare justitiam dicto domino abbati vel ejus procuratori idem dominus episcopus modernus absque mora, diffugio et contradictione teneatur. Item, quod de omnibus aliis, que una pars contra aliam partem agere vel petere possit in antea usque ad diem presentem, excepto de facto decimarum, sit pax et finis inter eos et nullam questionem, petitionem, aut querimoniam facere possint occasione litium preteritarum, etc. — Guillaume Bernardi, notaire d'Avignon[1].

Manuscrit L et T.

CLXXIX

1354, 24 septembre. Anno domini millessimo ccc° LIIII°, die XXIIII^a^ mensis septembris, octave indictionis. Noverint universi et singuli, presentes pariterque futuri hoc presens instrumentum inspecturi, quod constitutus dominus Laurentius Audeberti prior Sancti Blasii, monacus et vicarius generalis monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie, in presentia reverendi in Christo patris et domini domini Petri, miseratione divina Niciensis episcopi, et coram eodem domino episcopo, idem dominus Laurentius, vicarius prefatus produxit et presentavit quamdam papiri cedulam, quam legi et publicari petiit per me subscriptum notarium, cujus tenor inferius inseretur et est talis : Coram vobis reverendo in Christo patre et domino domino Petro, Dei gratia Niciensi episcopo, frater Laurentius Audeberti, monacus monasterii Sancti Pontii, extra muros Nicienses, prior Sancti Bla-

1 Ce compromis fut ratifié à Nice par l'évêque Pierre — « Actum Nicie, in domo « episcopali, in camera dicti domini episcopi; « testibus presentibus dominis G. Bernardi « priore de Lantusca, Bonifacio Pellicerii « priore de Turretis, magistris Auberto Clerici et P. Ruffi de Nicia notariis, et me P. « Massie notario. »

sii, ac vicarius reverendi in Christo patris et domini domini Guillelmi, Dei et apostolice sedis gratia, abbatis monasterii antedicti, assero et propono, nominibus quibus supra, quod currente anno domini millesimo ccc° LIII°, de mense septembris, voce preconia, fuerunt congregati homines Nicie in domo Sancti Francisci, numero plusquam VII^c, ubi presens fuit nobilis et potens vir dominus Imbertus de Alamanono, vicarius regie et reginalis curie Niciensis absente domino judice[1], nec interesse volente; in qua congregatione preceptum fuit discretis viris magistro Johanni Cravi notario dicti monasterii et Guillelmo Aymerici procuratoribus supradicti monasterii quod de inde non se intromittant de negotiis dicti monasterii, propter quod oportuit eos relinquere procurationem antedicti monasterii, qui fecerunt jurare et alias penam imposuerunt, nec non ab illa hora in antea fornarii supradicti monasterii non fuerunt ausi facere coquere furnos ipsius monasterii, decimarii colligere decimas, nec facherii vinearum dicti monasterii solvere census pecuniales annone, nec vini, nec aliarum rerum, nec aliquis pro monasterio petere venientes contra libertates ecclesie et ipsum monasterium privando et spoliando sua possessione, sed quod contra jura communia et statutum Provinciale, quoniam, aliqui suis finibus non contenti etc.[2] Quapropter civitas ipsa est supposita ecclesiastico interdicto propter culpam domini vicarii antedicti et omnes singulares qui ibi presentes fuerunt, sunt ipso facto excommunicati, cum transacti sint dies sex, et omnes et singuli qui in premissis, seu aliquo premissorum dederunt consilium, auxilium et favorem; que omnia et singula etiam sint notoria, non indigent probatione, nec sunt talia que debeant impune relinquere, et ad officium vestrum spectat punire invasores ecclesiastice libertatis et ecclesias et monasteria manuteneri in sua possessione seu quasi, et non restet nisi executio facienda, petit et requirit dictus frater Laurentius, nominibus

1 Le juge absent était Giraud Grégoire. — GIOFFREDO, vol. 3, p, 266.

2 Nous ajoutons cet *etc.*, car quelque erreur doit s'être glissée, à cette place, dans le manuscrit.

supradictis, quatenus vos, domine episcope, debeatis et velitis dictas sententias executioni debite mandare. Cum, propter seditionem et malitiam populi, non audeant ista petere in curia vestra Niciense et monachi, propter defectum victualium et propter prohibitiones antedictas, cogantur monasterium relinquere, cum non habeant unde vivant, faciendo dictam terram stare suppositam ecclesiastico interdicto et homines singulares excommunicatos publice nunciari per vestras ecclesias civitatis et diocesis Niciensis, donec monasterium reduxerint in sua possessione seu quasi et eidem satisfecerint de damnis et injuriis propterea dicto monasterio erogatis, vestrum super hoc officium implorando et ex abundanti cautela paratus est vos informare simpliciter, sicut tenetur, super predictis ; super quibus petit citari predictos magistrum Joannem Cravi et Guillelmum Aymerici et alios quos duxerit nominandos. Que omnia et singula petit et requirit predictus frater Laurentius, nominibus quibus supra, ea forma, via et jure, quibus melius petere potest et debet ; et nisi per vos, dictum dominum episcopum, celeriter sibi, ut decet, justitia ministretur et executio fiat, protestatur de habendo recursum ad illum seu ad illos ad quem vel ad quos fuerit recurrendum de jure et de justitia denegata, nec non de pena juramento contentis in sententia arbitrali lata per dominum episcopum Senecensem inter vos dictum dominum episcopum et dominum abbatem predictum et monasterium ipsum. Et ad faciendum fidem de suo vicariatu produxit litteras patentes, sigillo ipsius domini abbatis sigillatas. De quibus omnibus dictus frater Laurentius monachus, prior ac vicarius predictus, petiit sibi unum publicum instrumentum fieri et quot habere voluerit, una cum responsione et executione predicti domini episcopi, ut de justitia vel injustitia ipsi possit et valeat apparere ; requirens te notarium per juramentum quod prestitisti et assequtione tui officii. Et dictus dominus episcopus dicens se predicta ignorare, cumque absens fuit a civitate Nicie a festo beati Augustini proxime lapso, quod festum fuit die XXVIII mensis

augusti proxime preteriti, usque ad diem quintam decimam presentis mensis septembris, et quibus diebus fuit in Provincia, mandato domini senescalli et dicta die xv[a] intravit Niciam et in crastinum apud castrum de Drapo accessit, quod castrum est episcopatus Niciensis et ibi continue fecit et facit presentialiter suam moram, unde super predictis habet legitimam ignorantie causam. Nolens tamen nedum monasteriis vel ecclesiis sibi subjectis, sed nec etiam alicui persone justiciam denegare, sed potius cuique ministrare, seu ministrari eam facere; ideo, cum idem dominus episcopus habens circa alia majora intendere diversis et arduis negotiis occupatus et alia suo officio incumbant, quapropter pro tribunali sedere, nec deceat eum officium officialis exercere, habeatque idoneum et sufficientem officialem in civitate Niciense, qui cuique justitiam reddit et habeat reddere de hiis que forum ecclesiasticum pertinent, legitime conquerenti, precepit fieri litteras officiali predicto, ut supra, requisitas per dictum dominum Laurentium vicarium, debeat celerem et expeditam justitiam ministrare et sub pena, per eum, eidem domino episcopo prestiti juramenti. Quarum quidem litterarum tenor talis est, ut ecce. Nos Petrus, miseratione divina, episcopus Niciensis, mandamus vobis, domino Nicolao Morineti officiali nostro in civitate et diocesi Niciense, quatenus super prefatis propositis et requisitis per dominum Laurentium Audeberti priorem Sancti Blasii, monachum et vicarium generalem monasterii Sancti Poncii extra muros civitatis Niciensis, coram nobis celerem et expeditam justitiam ministretis, neminem contra justitiam deferendo, prout tenemini, et sub pena, per vos nobis prestiti juramenti, cum alia nostro officio incumbant et simus circa majora et magis ardua occupati, et ideo predictis intendere nequeamus, nec deceat dignitati episcopali predictum in tabulario publice scribere et justitiam cuique reddere, maxime cum habeamus vos suficientem super predictis et majoribus atque promptam justiciam ministrare. Datas Drapi, sub sigillo nostro pontificali, die xxiiii[a] mensis septembris, octave indictionis, anno

domini millesimo ccc° LIIII°. Quas quidem litteras jussit dari et tradi dicto domino Laurentio vicario prefato et per eum presentari officiali predicto, cum supra propositis et requisitis per eundem. Et post predicta, incontinenti, dictus dominus Laurentius vicarius supradictus dixit et proposuit coram dicto domino episcopo quod ipse non est ausus ire in civitate Nicie ad presentandum et intimandum supradicta coram dicto domino officiali, propter maliciam hominum dicti loci et minas factas per eosdem contra predictum monasterium et monachos ejusdem. Et dictus dominus episcopus non credens tantam malitiam esse in hominibus dicte civitatis, quod monachis justitiam petentibus aliquam injuriam errogarent, cum huc usque hoc minime attentarunt, licet a magnis temporibus citra dictum monasterium cum Nicie civibus convenerit questionem : qui respondit et precepit ut supra et que supra. De quibus omnibus universis et singulis supradictis et propositis, dictus dominus Laurentius, vicarius supradictus, petiit sibi fieri unum publicum instrumentum, per me notarium infrascriptum, et dictus dominus episcopus petiit de responsione sua, si necesse fuerit, etiam publicum instrumentum per me subscriptum notarium. Actum et publicatum in castro de Drapo, in domo episcopatus Niciensis, in curriturio dicte domus, presentibus religiosis viris dominis Johanne Clerici, preceptore de Fenestris, Olivario de Demandolis, priore Sancte Reparate de Nicia, magistro Bertrando Fabri de Leventio, Johanne Clerici et Rostagno Bonifacy de Sancto Blasio, etc. Et me Petro Ruffi, clerico de Isia, notario, etc.

Manuscrit T.

CLXXX

1353, 12 octobre. — Bulle d'Innocent VI « Militanti ecclesie », par laquelle, sur l'instance de l'abbé de Saint-Pons qui lui a exposé que, évêques, prélats, ducs, marquis, comtes, communes et uni-

versités ont envahis et occupent les châteaux, villages, terres, maisons, possessions, droits, revenus et fruits de toute sorte, spirituels et temporels, appartenant à l'abbaye, il ordonne aux évêques de Fréjus, Digne et Riez de procéder à une enquête sur les plaintes qui lui ont été manifestées et d'y pourvoir en vertu de l'autorité apostolique, avec les censures même, et en sollicitant, en cas de besoin, l'appui du bras séculier. « Dat. Avinione, IV idus octobris, pontificatus nostri anno secundo. »

Manuscrit L.

CLXXXI

1355, 25 janvier. — L'abbé Guillaume avait déclaré la commise d'une maison sise en la Condamine inférieure, confrontant celle de Guillaume Gaufridi, notaire, d'un côté, et de l'autre, la rue Droite ; lequel immeuble avait appartenu à feu Guillaume de Vecia[1], citoyen niçois, qui l'avait legué à Blacassie sa femme ; celle-ci étant morte, ses sœurs Douce et Catherine, femmes d'Isnard et Pons Fabri, notaires de Nice[2], en avaient hérité sans que jamais les trézains et autres droits eussent été payés. L'abbé pourtant, « volens gratiose et benigne agere et favorabiliter se habere cum suis amphiteotis, potissime cum prenominatis : atendens namque quamplura grata servitia, honores et amores innumerabiles ipsi domino abbati aut ejus monasterio ac monacis ejusdem per ipsum magistrum Isnardum et ejus antecessores impensa et impensos, et que cotidie suo posse facere non cessat », il relève de la déchéance lesdits héritiers et remet la possession de la maison en main de Guillaume Martini, de Coni, leur pro-

1 Le nom de ce personnage, un des syndics de 1342, est traduit par Gioffredo par *Guglielmo della Vezza*. — GIOFFREDO, vol. 3, p. 189. — On trouve pourtant un Guillaume *de Vencia*, arbitre niçois en 1338, ce qui ferait soupçonner une mauvaise lecture de part ou d'autre. — *Statuta Nicie*, col. 211.

2 Un Raynaud Fabri était aussi syndic en 1342. — *Ibidem*.

cureur, moyennant payement des trézains dûs à l'occasion de chaque succession, et sur l'évaluation dudit immeuble à 350 florins d'or de Florence de bon poids. Fait à Digne, en la maison de Jean Botini, notaire. Témoins : maître Guillaume de Courbons et Elzéar Franqui, chapelain. — Bertrand de Luvario, notaire.

Manuscrit L.

CLXXXII

1355, 30 mars. — Convention passée par la médiation de Pierre, évêque de Riez, entre l'abbé Guillaume et Jean de Cayrasc, procureur des habitants de Nice qui jouissent de maisons, terres et autres possessions sous la haute seigneurie de l'abbaye de Saint-Pons. Ce dernier promet que ses commettants payeront intégralement leur dû à l'abbé relativement aux censes et autres services en souffrance, et ce, avant le troisième jour du mois de mai prochain, ou, différemment, qu'ils en donneront des gages suffisants ; qu'avant cette même époque ledit procureur transportera à Riez et remettra à l'évêque tous les actes et papiers regardant ces services. En même temps, noble Paul Ranulphi, juge de Nice, s'engage par serment à faire saisir et vendre au besoin tout ce qui sera nécessaire pour le payement desdits services, toutes fois qu'il en sera requis par le procureur de l'abbaye, et celui-ci promet de faire cette demande selon le bon plaisir de l'abbé. Après le payement total de tous les arrérages, les évêques de Digne et de Riez jugeront sommairement sur toutes les autres questions d'intérêt entre l'abbé et ses serviciables. L'abbé consent à ce que Marin de Cayrasc[1] et Bertin Asseri n'interviennent d'aucune façon en ledit jugement. « Actum Regii in ecclesia beate Marie de Sede, in presentia nobilis Sparroni de

1 Marinet de Cayrasc, souvent syndic de Nice de 1350 à 1360.

Penna, magistri Johannis et Raymundi Monnerii et domini Johannis Ysoardi, monachi, prioris Sancti Ermentarii de Draguiniano, meique Gaufridi Cayssii[1], publici notarii, etc. »

Manuscrit L.

CLXXXIII

1355, 5 juin. — Guillaume, patriarche de Jérusalem et administrateur perpétuel de l'église de Fréjus, en qualité de commissaire nommé par Innocent VI, par sa bulle du 12 octobre 1354, pour la restitution des biens et droits usurpés à l'abbaye de Saint-Pons, délègue à cet objet le chanoine sacristain et son vicaire général de Fréjus. Fait à Avignon.

Manuscrit L.

CLXXXIV

1355, 5 septembre. — Protestation de Paul Cays, prieur d'Aspremont, vicaire général et procureur de l'abbé Guillaume, par-devant François Flotte, co-seigneur du château de Galbert[2], châtelain de Nice et lieutenant de Guigues Flotte, chevalier, viguier de Nice[3], et Paul Ranulphi, juge de la ville, pour obtenir exécution de l'ordonnance prononcée par les évêques de Digne et de Riez contre l'université de Nice qui avait défendu aux habitants du bourg de Saint-Pons, à ceux des Arènes et à ceux des

1 Voir sur Geoffroi Cays, co-seigneur de la Roquette, *Le fief de Châteauneuf*, p. 53, n° 2.

2 Ce fief appartenait, en 1298, à Audibert, fils de Raymond Rostaing, co-seigneur de Val-de-Blore.

3 C'est lui qui reçut quelques années plus tard la part de la co-seigneurie de Val-de-Blore que la cour, en 1252, avait obtenu en échange par Pierre Balb ; les habitants protestèrent et eurent gain de cause et ne dépendirent plus féodalement que du souverain et du prieuré de Saint-Dalmas. Guigues Flotte fut viguier de Marseille en 1374.

Condamines inférieures et supérieures de Sainte-Réparate de cuire leur pain aux fours de l'abbaye, et aux autres habitants de payer à celle-ci les services et autres droits qui lui étaient dûs ; il se disait prêt à prouver au moyen de témoins, le bien fondé des droits de l'abbaye. Les deux autorités citadines ayant immédiatement ordonné la comparution des témoins indiqués, Marin Olivari de Cayrasc, en qualité de procureur des habitants, y fait opposition, en disant qu'il s'est appelé au Saint-Siège de la sentence de l'évêque de Digne. « Actum Nicie ; presentibus domino Antonio Blancardi, capellano de Asperomonte, Conradino Cayssii, domino Richardo de Belengeriis, juisperito cive Niciense, nobili Antonio Badati de Nicia, et me Bertrando Baboti de Bredula, notario, etc. »

Manuscrit L.

CLXXXV

1356, 30 juin. — L'abbé Guillaume a recours à Jean, évêque de Digne, en sa qualité de délégué du Saint-Siège et conservateur de ladite abbaye, pour qu'il exige de Hugues Franqui, de Nice, le payement des 18 florins annuels qu'il doit pour le loyer de deux maisons et fours qui lui ont été cédés en 1351. L'évêque charge Bertrand Aperioculos, chanoine de son église, de faire rendre justice à qui de droit. Fait à Digne, en la maison épiscopale. — Pierre Elsiari, notaire.

Manuscrit L.

CLXXXVI

1357, 4 septembre. — Sentence arbitrale entre la ville de Nice et l'abbaye, précédée par l'exposé de la question. — L'abbé de Saint-Pons déclarait que, de temps immémorial, l'abbaye avait eu son notaire particulier qui recevait tous les actes regardant les

affaires de sa dépendance — que pareillement l'abbaye avait eu de tous temps le droit d'exiger que tous les hommes habitant et faisant feu dans les faubourgs, soit dans les bourgs de la ville de Nice dits de Saint-Pons et des Mas [1], et dans les Condamines supérieures et inférieures de Sainte-Réparate [2], appartenant à ladite abbaye, dussent moudre leur blé dans les moulins de l'abbaye, situés dans la région dite de Roquebillère, et de cuire leur pain aux fours de l'abbaye, dénommés, le grand four au-dessus de Sainte-Réparate, le four du Colet, le four de Puiata [3], le four à l'intérieur des maisons du monastère, le four de Sainte-Réparate situé dans les faubourgs de la ville [4] : tellement qu'au cas de défaut les abbés, de leur propre autorité, faisaient saisir sur les contrevenants la quantité de pain ou de pâte correspondant au droit de fournage — que les possesseurs de maisons ou terres de l'abbaye lui donnaient le laud et le trézain en entier dans les cas de vente, d'échange, de cession, de legs, d'institution d'héritier indirect, de cession de murs avec servitude, et la moitié du trézain pour les terres, jardins et possessions situés dans la juridiction de la ville et dans le territoire appelé « campus de Primarans » — que les abbés, sans intervention d'aucune autorité judiciaire, avaient toujours usé du droit de saisir sur les possessions emphytéotiques de l'abbaye dont les possesseurs retardaient au-delà de deux ans le payement des services dûs, ou lorsque on en effectuait la vente sans autorisation préalable de l'abbé, ou sans en avoir payé laud et trézain — que tous lesdits emphytéotes étaient tenus à présenter à l'abbé leurs titres de possession à simple réquisition de celui-ci — que tous les possesseurs de jardins situés dans la Condamine de l'abbaye, dite Condamine de Saint-Pons, étaient obligés de lui

1 Cfr., au sujet de ces faubourgs, *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 301, note 2, et p. 512 note 1.

2 *Ibidem*, p. 315, note 3. et p. 514, note 1. — On y trouvera quelques détails sur les Condamines de Saint-Pons.

3 Le ms. a bien distinctement *de pinata*; il faut lire *puiata*, soit *puata* en dialecte niçois, qui signifie chemin ou rue en montée; cette rue-ci existait au XVIe siècle et l'abbaye y avait une maison. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., document 42, p. 513.

4 *Ibidem*, p. 514.

payer un droit d'arrosage au taux de dix sous coronat par setier de terre, et ceux qui n'arrosaient pas devaient livrer un boisseau de grain — que les abbés avaient toujours exercé le droit de mettre en prison ou d'exiger des gages contre toutes personnes cueillant le bois ou coupant des arbres et conduisant paître leur bêtes sur les possessions de l'abbaye, à moins qu'ils n'eussent eux-mêmes la jouissance de ces terres ; malgré ce droit usé et reconnu du temps immémorial, l'abbaye en a été entièrement dépouillée depuis treize ans, en lui causant un dommage qui se monte bien à quatre mille florins d'or de Florence. Non satisfaits de tous ces préjudices aux droits du monastère, les hommes de Nice, avec un instinct de perversité diabolique, au mois de mai de l'année 1344, ont brisé les trois tables, soit étalles que l'abbaye tenait dans la rue Droite du bourg de la ville, près de la maison de Jean Rebufelli, et qui servaient à l'exposition et à la vente de certaines marchandises ; la réfection de ces tables et la perte du loyer a causé un dommage de 30 florins. — Aux mois de juin et de juillet de l'année précédente, ces mêmes hommes de Nice, puissamment armés, ont rompu les conduits et aqueducs des moulins et jardins de l'abbaye situés à Bolcan, à Iscla, à la Condamine, et ont causé un préjudice de 50 florins. — Ils ont pareillement brisé et détruit les fours qui ont été inutilisés pendant toute une année, en causant un préjudice de 50 florins. — Au mois d'octobre ils ont défoncé la porte de la maison que l'abbaye possède dans le bourg de la ville, entre le cimetière de Sainte-Réparate, les autres maisons de la même abbaye et la rue : ils l'ont envahie et mise au pillage « sparterunt, effuderunt, devastarunt quingentas saumatas boni et puri vini vel circa, et plura alia bona mobilia dicti monasterii in dicta domo reperta secum asportarunt » ; dommage, 600 florins. — Au mois de septembre 1354, ces mêmes individus, devenus encore pires, refusèrent à l'abbaye toutes les redevances qu'ils lui devaient et surtout les droits de fournage des deux fours du Colet et de Sainte-Réparate, en faisant déguerpir les « fornerios et fornilhe-

rios »; dommage, 500 florins. — C'est à eux qu'on doit si le moulin de « Roca Abeliaria » a été inutilisé pendant onze ans, en causant une perte de plus de 600 boisseaux de grains. — Tous ces dommages ont obligé l'abbé à dépenser plus de 2,000 florins; il aurait bien préféré en payer la moitié de sa propre bourse et pouvoir éviter à son monastère toutes les insultes, avanies et préjudices qu'il a dû subir.

Sur ces doléances de l'abbé, les parties avaient convenu de s'en remettre à l'arbitrage de Jacques Laure, licencié en droit, prévôt de Chieri, et de Bernard de Bosqueto, professeur du droit civil. Ceux-ci prononcèrent leur verdict, de la façon suivante, à Avignon, dans la demeure et à la présence de Guillaume, cardinal de Saint-Marcelin-et-Pierre.

1. — Les abbés de Saint-Pons pourront se servir de l'œuvre d'un notaire capable, qui recevra dans les actes relatifs aux lauds et trézains des possessions de l'abbaye, et les rédigera pour les intéressés à des frais modérés.

2. — Tous les possesseurs de biens ou maisons emphytéotiques n'auront, à l'avenir, l'obligation de se servir des fours et moulins de l'abbaye, qu'au seul cas où ils s'y obligeraient volontairement par un pacte nouveau.

3. — Dans tous les cas où les possessions emphytéotiques passeraient, par donation entre vifs ou par testament ou par droit héréditaire, aux descendants directs ou aux frères et sœurs, ou lorsqu'il s'agirait de division entre ceux-ci, aucun laud ou trézain ne serait dû; il y aurait pourtant l'obligation, dans les deux mois successifs à la prise de possession, d'en passer reconnaissance à l'abbaye, en payant au notaire abbatial le droit de l'acte. En défaut de ceci, lesdites possessions tomberont en commise et seront de plein droit acquises à l'abbaye.

4. — Aucun droit ne sera dû pour la cession de la moitié des murs divisoires.

5. — Toutes les autres rentes donneront à l'abbaye le droit de percevoir le trézain, sous peine de commise.

6. — Les possesseurs de biens devront payer les services dûs, et ce, sans besoin de sollicitation ; un retard de deux ans donnera lieu à la commise, à moins que les retardataires, dans les cinq mois successifs, payent tous les arrérages.

7. — Toutes les possessions qui, par n'importe quelle cause fussent tombées en commise jusqu'à ce jour, resteront, cette fois, à ceux qui les avaient possédées à titre légitime, mais à condition d'en passer reconnaissance légale à l'abbé, dans le délai d'une année à partir de la Noël prochaine.

8. — L'abbaye ne pourra prétendre aucune espèce d'arrérage touchant les droits de redevances, services, fournage, moûture, quoique dûs bien légitimement jusqu'au 1er juillet où les présentes conventions ont été entendues, ni ceux de laud ou de trézain relatifs aux ventes, ni aucune indemnité pour toute rupture ou destruction de tables, stalles, maisons, digues, canaux, moulins, fours, jardins, maisons. vins, blés, ou autres biens, meubles ou immeubles, ni pour le fait de la perte des profits, loyers, intérêts, ni pour toute injure faite avant ladite date à l'abbé ou à l'abbaye.

9. — Toutefois la commune de Nice, soit ses propres hommes qui tiennent des biens sous la seigneurie de l'abbaye, seront obligés de réparer et de restaurer à leurs frais les trois tables, soit stalles de la rue Droite, *in quibus victualia et alia venalie volebant exponi.*

10. — La commune de Nice et ses hommes permettront que l'abbé, à ses frais pourtant, fasse reconstruire les canaux d'irrigation des jardins et des moulins et les fours de l'abbaye, qu'ils y tienne les desservants nécessaires ; on n'empêchera personne de se servir des fours et moulins de l'abbaye, mais chacun sera libre d'y aller ou non selon son bon plaisir.

11. — Personne ne pourra, sans l'autorisation de l'abbé, construire des fours, dans lesdits Bourgs et Condamines, sur les dépendances de l'abbaye.

12. — Les terres situées dans la région de Primayrans seront sujettes, comme les autres, à l'obligation du trézain et de la reconnaissance.

13. — Pour ce qui est des droits d'arrosage pour les jardins de la Condamine de l'abbaye, dite Condamine de Saint-Pons, les arbitres ne pouvant se rendre sur les lieux, ne la jugent pas, mais en remettent la décision à quatre prud'hommes qu'on élira à cet objet.

14. — On maintenait à l'abbaye le droit de prendre gage contre les personnes prenant le bois ou exerçant sans droit et autorisation le pâturage sur ses terres.

15. — Comme compensation à la remise des dommages-intérêts ci-dessus mentionnés, lesdits Niçois seraient tenus à acheter et remettre en main de l'abbé, et dans un délai de quatre années, rentes et services d'un revenu de 150 florins d'or de son poids de Florence, sur des biens qui se tiendraient à titre d'emphytéose par l'abbaye; en attendant la ville en payerait les intérêts.

16. — Si une partie de ces services était pourvue pendant le délai accordé, on en tiendrait compte en réglant les intérêts; mais au cas où, dans le terme fixé, les services eussent été entièrement achetés et le payement des intérêts eût subi du retard, on indemniserait l'abbaye pour la valeur des trézains dont elle aurait pu profiter si les payements eussent été faits aux échéances.

17. — Pour toutes les questions à résoudre dépendant des articles ci-dessus on élirait quatre prud'hommes qui jugeraient en dernier ressort.

Lu et publié à Avignon, le 4 septembre 1357, 10me indiction, 5me année du pontificat d'Innocent VI. — Arnald Gondoyni, clerc du diocèse d'Alby, notaire[1].

Manuscrit L.

1 Cette analyse se trouve dans le manuscrit L, comme extrait de copie authentique, sous la date 2 avril 1494, par-devant le gouverneur de Nice, Antoine de Sousmont, seigneur de Bardassan, et Honoré David, professeur de droit canonique, vicaire général de l'évêque de Nice.

CLXXXVII

1358, 23 octobre. — Laurent Audiberti, prieur de Saint-Blaise et vicaire de l'abbé Guillaume[1], donne à ferme à noble Manuel Ranulphi, seigneur de Gilette, pour quatre ans et au prix annuel de cinquante livres de petit poids, monnaie courante à Nice, toutes les rentes et produits du château de Saint-Blaise. — « Actum in castro Sancti Blasii, in aula dicti domini abbatis ; presentibus Raymundo Fabri, Guillelmo Ruffi dicti castri, Anterio Raybaudi, notario de Clancio, Petro Castelli et Hugone Mayre de Thodono, testibus. » Bertrand Castelli de Toudon, notaire.

Manuscrit L.

CLXXXVIII

1358, 6 novembre. — Procuration générale passée par l'abbé Guillaume et datée d'Avignon en faveur de Manuel Ranulphi, seigneur de Gilette, et des moines Jean Isoardi, prieur de Saint-Hermentaire, et Laurent Audiberti, prieur de Saint-Blaise, les autorisant à faire en son nom tous les actes d'administration concernant l'abbaye. — Guillaume de Ponte, clerc de Saint-Flour, notaire.

Manuscrit L.

CLXXXIX

1358, 5 décembre. — Lettres de l'abbé de Montmajour, président du chapitre provincial des Bénédictins, dirigé à l'official de la cour épiscopale et au chapitre de Nice contre les consuls de la

1 Dans la procuration passée le 16 août par l'abbé Guillaume au prieur de Saint-Blaise, le preneur, Manuel Ranulphi, est qualifié de frère de l'abbé de Saint-Pons, « germano nostro. »

ville au sujet des contributions que ceux-ci prétendaient faire payer par l'abbaye à l'occasion des fortifications de la ville de Nice [1].

Manuscrit T.

CXC

1359, 9 janvier. — Johannes de Arimono, prior prioratus conventualis beate Marie de Montealto prope Avinione, ordinis Sancti Benedicti, judex subdelegatus in hac parte unicus, a reverendo in Christo patre domino Jauberto, miseratione divina, abbate monasterii Sancti Petri Montis Majoris, ordinis Sancti Benedicti, Arelatensis diocesis, presidente provincialis capituli abbatum, priorum et aliorum prelatorum dicti ordinis, superiores non habentium, Arelatensis, Aquensis, Viennensis et Ebredunensis provinciarum, que quo ad celebrationem dicti capituli pro una provincia reputantur, prout in quibusdam litteris a dicto domino abbate Montis Majoris emanatis super delegatione hujusmodi et aliis in eisdem contentis plenius continetur, quorum tenor inferius describitur. Dilecto nobis in Christo venerabili viro domino officiali curie episcopalis Niciensis et ejus locumtenenti, preposito, sacriste et omnibus et singulis canonicis ecclesie cathedralis Niciensis et omnibus capellanis curatis dicte cathedralis et omnium aliarum ecclesiarum civitatis Niciensis seu locatenentibus eorundem et aliis capellanis ac notariis publicis dicte civitatis Niciensis et cuilibet eorum in solidum salutem in domino et mandatis nostris, ymo verius apostolicis, firmiter obedire. Cum nuper prefatus reverendus pater dominus Jaubertus, per suas certi tenoris litteras, monuerit ac moneri fecerit dominum Bertrandum Triboleti judicem se dicentem regie et reginalis curie Niciensis de Olivarium

1 Ces lettres se trouvent insérées dans la charte suivante, contenant le mandement de l'abbé de Montmajour, lançant l'excommunication contre les consuls et autres autorités de la ville ; dans celle-ci le manuscrit n'en donne que des extraits fort incomplets.

Sigaudi, Petrum Revoerii et Hugonem Textoris dicentes se syndicos civitatis Nicie, quatenus infra certum terminum in infrascriptis litteris designatum revocare deberent, realiter et cum effectu, quoddam preceptum in ipsis litteris expressum factum per dictum judicem, ad instantiam dictorum syndicorum procuratori reverendi patris domini Guiliermi, Dei gratia, abbatis monasterii Sancti Pontii extra muros Nicienses, sub pena in statuto Provinciali quod incipit : « Quoniam aliqui suis finibus non contenti », contenta seu promulgata, et si aliquid allegare vellent quare ad predicta minime tenerentur, comparerent coram nobis, cui commiserat, super hiis, vices suas, certa die, in ipsis litteris expressatam causam ipsam allegaturi et probaturi, nec non citaverit et citari mandaverit et fecerit coram nobis in domo dicti prioratus nostri de Montealto ad certam diem dictos dominos Bertrandum Triboleti judicem et Olivarium Sigaudi, Petrum Revoerii et Hugonem Textoris, querelis seu petitionibus dicti domini Guilliermi abbatis monasterii Sancti Poncii extra muros Nicienses debite responsuros et nonnullos alios monuerit et moneri fecerit, prout late in ipsis litteris dicti domini presidentis continetur. Que quidem littere debite execute fuerunt per venerabilem virum dominum Bertrandum Grassi, vice officialem episcopatus Niciensis ut nobis facta fides extitit per litteras ipsius vice officialis, quarum litterarum dicti domini Jauberti abbatis tenor talis est : Jaubertus, miseratione divina, abbas monasterii Montis Maioris, ordinis Sancti Benedicti, Arelatensis diocesis, presidens provincialis capituli abbatum, priorum et aliorum prelatorum dicti ordinis superiores non habentium, Arelatensis, Aquensis, Viennensis et Ebredunensis provinciarum, queque ad celebrationem dicti capituli pro una provincia, auctoritate apostolica reputantur, venerabilibus viris dominis officiali curie episcopalis Nicie, seu ejus locuntenenti, preposito, sacriste et ceteris canonicis cathedralis ecclesie Niciensis, necnon et omnibus et singulis capellanis curatis ecclesiarum civitatis Nicie et ejus diocesis predictis et locatenentibus eorumdem, ac monachis, prioribus, rectoribus,

capellanis non curatis et notariis publicis civitatis et diocesis predictarum, ad quem seu ad quos presentes nostre littere pervenerint, salutem in domino et mandatis nostris, ymo verius apostolicis firmiter obedire. Innitentes constitutionibus tam generalis consilii in singulis, quam felicis recordationis domini Benedicti pape XII, quibus presidentibus celebrandis capitulis monachorum nigrorum in virtute sancte obedientie precipitur ut per censuram ecclesiasticam, appellatione cessante, compellant quoslibet ne monasteria vel alia loca monastica dicti ordinis in personis vel rebus eorum presumant offendere quoquo modo, et si secus egerint, eos ad satisfactionem debitam, per censuram ecclesiasticam, appellatione cessante, cogere non posponant. Instante venerabili in Christo patre domino Guilhelmo abate monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie, qui per instrumentum publicum nos summarie informavit quod dominus Bertrandus Triboleti, dicens se judicem curie regie et reginalis, junctis quibusdam pretensis litteris a domino Provinciali senescallo, ut dicebatur, emanatis, quibus, inter cetera, dicebatur mandari officialibus dicte temporalis curie Niciensis quod compellerent dominum episcopum Niciensem et dictum dominum abbatem et alias personas ecclesiasticas, redditus obtinentes in civitate prefata, ad contribuendum in fossatis et aliis reparationibus dicte civitatis ad instantiam Petri Revoerii, Olivarii Sigaudi et Hugonis Textoris syndicorum, ut pretendunt, dicte civitatis Nicie et universitatis ejusdem, precepit procuratori dicti domini abbatis, ut infra decem dies solveret dictis syndicis, nomine dicte universitatis Nicie, pro reparationibus factis in vallatis, bertresquiis et aliis utilitatibus communibus dicte civitatis, ut dicunt flore nos quinque millia et quinquaginta, et quod sub pena quinquaginta librarum non alienaret aliqua bona mobilia dicti domini abbatis, in messem alienam falcem suam ponendo, cum gravi jactura dicti domini abbatis et ejus monasterii et conventus, ac in contemptum Lateranensis et generalis conciliorum, nec non in penas statuti Provincialis quod incipit : « Quoniam aliqui suis finibus non con-

tenti temere incidentes », timeatque per dictos et alios officiales et homines dicte universitatis Nicie et singulares personas ejusdem universitatis de facto in personis et rebus dictorum abbatis, monasterii et conventus ac monachorum et aliorum familiariorum eorundem in posterum aggravari, ac nobis nominibus antedictis humiliter supplicante ut dignaremur eisdem providere de remedio oportuno, maxime, cum ipse abbas, nominibus antedictis, paratus sit pro rata facere et solvere sicut alii domini prelati de Provincia facient et facere sunt astricti de jure, et quod sibi faceremus integre responderi de servitiis et juribus ipsius monasterii, cum ipsa contra voluntatem eorum retinent et solvere contradicunt, maxime occasione predicta, nostrum super hoc officium implorando. Nos presidens predictus, volentes mandatis apostolicis humiliter obedire, ac eidem domino abbati justitiam non negare, ejus justis petitionibus inclinati, vobis et vestrum cuilibet ad quem seu ad quos nostre littere diriguntur, in virtute sancte obedientie ac sub pena excommunicationis quam in nos et vestrum quemlibet trina et canonica premissa ferimus in hiis scriptis si nostris mandatis, ymo verius apostolicis, non parveritis cum effectu, precipimus et mandamus auctoritate qua fungimus in hac parte, quatenus quandocumque et per quemcumque fueritis requisiti, moneatis dictum judicem et syndicos antedictos, quos nos etiam monemus per presentes quatenus dictum preceptum et omnia et singula inde secuta, infra sex dies a die monitionis nostre in antea numerandos, quorum dierum duos pro primo, duos pro secundo et reliquos dies pro tertio et peremptorio termino ac monitione canonica assignamus et vos etiam assignetis eisdem, revocetis realiter et cum effectu sub penis et sententiis in dictis consiliis et provincialibus statutis contentis, nec non auctoritate nostra predicta, canonice moneatis dictum judicem, vicarium, clavarium, subvicarium, nuncios, precones et alios officiales quoscumque ac syndicos dicte universitatis, advocatos, assessores, consiliarios, milites, nobiles, burgenses, mercatores, draperios, sabbaterios, sartores, pistores, tabernarios, macellarios, agricultores, laboratores et

omnes alios et singulos dicte universitatis et universaliter universos et singulariter singulos, quos vos etiam, auctoritate qua fungimur in hac parte, monemus per presentes, ne dictos abbatem, monasterium aut priorem prioratus Sancte Reparate de Nicia, ad dictum monasterium pertinentis, nec eorum seu alicujus ipsorum familiares molestent, inquietent vel perturbent, nec perturbantibus prestent auxilium, consilium aut favorem, publice vel occulte, in oblationibus, decimis, servitiis, trezenis, laudimiis, fornagiis, molturis, bladis, vinis, leguminibus, ficubus, nucibus, fenis, tasquis, ortolagiis, pascuis, nemoribus, aut aliis rebus et juribus dictis abbati, monasterio et conventui ac prioratui Sancte Reparate predicte debitis, communiter vel divisim, nec molestent eorum familiares in personis aut rebus, videlicet procuratores, notarios, bajulos, decimarios, tabernarios, fornerios, forjulerios, mundatorios, seu alios quoscumque familiares, quocumque nomine noncupentur; et si secus fecerint, infra sex dies, quos etiam eisdem et eorum cuilibet simili modo pro canonica monitione assignamus et vos etiam assignetis eisdem, revocent realiter et cum effectu, sub penis et sententiis in dictis juribus et statutis contentis, et si aliqua receperunt aut retinuerunt, illa infra sex dies predictos restituant et assignent realiter et cum effectu predictis, prout ad eorum quemlibet spectant aut procuratoribus eorum. Et insuper moneatis ex parte nostra, sub excommunicationis pena, et vos etiam, auctoritate qua fungimur in hac parte, monemus omnes et singulos debentes dictis abbati, monasterio, conventui aut priori Sancte Reparate predicte, servitia, trezena, laudimia, decimas, tasquas, vina, blada, legumina, ficus, nuces, fena, pecunias et alia quecumque debita, quatenus illa solvant dictis abbati, monasterio, conventui, ac priori Sancte Reparate prefate vel procuratoribus eorundem, prout ad eos spectant, infra viginti dies, quorum dierum sex pro primo, sex pro secundo et reliquos octo pro tertio et peremptorio termino ac monitione canonica assignamus et vos etiam assignetis eisdem; quod si forsan aliquid in contrarium allegare voluerint, quod obsistat die

vigesima quinta a die monitionum vestrarum, in antea computando, legitime compareant coram venerabili viro domino priore prioratus conventualis beate Marie de Monte Alto dicti ordinis prope Avinionem in dicto prioratu, si ipsa dies juridica fuerit, et ipsum dominum priorem ibidem ad jura reddendum pro tri bunali sedere contingerit; alioquin prima die juridica, qua ipsum ibidem ad jura reddendum pro tribunali sedere contingerit, causam ipsam allegaturi et etiam probaturi. Cui quidem domino priori nos, aliis arduis negotiis nostris et monasteriorum nostrorum occupati, quoad predicta et infrascripta per presentes committimus vices nostras, donec eas ad nos duxerimus revocandum : citantes nichilominus ex parte nostra, immo verius apostolica, dictos dominum Bertrandum Triboleti, judicem predictum, Petrum Revoerii, Olivarium Sigaudi et Hugonem Textoris et eorum quemlibet in propriis personis, si eos commode poteritis reperire, alias ad domos habitationum suarum aut publice in ecclesia cathedrali Niciense, ne ignorantiam valeant allegare, quos nos etiam citamus per presentes, ut die vicesima post citationem vestram immediate sequenti, si feriata non fuerit et ipsum dominum priorem de Monte Alto ad jura reddendum in dicto suo prioratu sedere contingerit, alias die non feriata immediata sequenti, qua ipsum dominum priorem, ut predictum est, sedere contigerit, legitime compareant coram predicto domino priore de Monte Alto, et hoc sub pena excommunicationis, querelis dictorum abbatis, monasterii et conventus super damnis, injuriis et aliis per eos, ut dicitur, dictis abbatis, monasterio et conventui illatis de justitia responsuri. Intimando eisdem et eorum cuilibet, quod nisi cum effectu revocaverint, solverint aut dictis diebus comparuerint, ut prefertur, ad excommunicationis sententiam et alia juris remedia per ipsum dominum priorem de Monte Alto procedetur, prout fuerit rationi dictorum monitorum aut citatorum, aut alicujus ipsorum absentia seu contumacia non obstante. Quiquidem autem in premissis et ipsorum quolibet feceritis, nobis per vestras litteras seu instru-

mentum publicum, harum designatione continentes, expensis dicti domini abbatis fideliter nuncietis, cum remissione presentium post opportunam inspectionem, sub pena excommunicationis predicta, de quarum presentatione latori earum cum juramento dabimus plenam fidem. In quorum omnium testimonium presentes litteras in forma publici instrumenti scribi et publicari mandavimus per notarium publicum infrascriptum et sigilli nostri fecimus appensione muniri. Datas et actas Avenioni in domo habitationis nostre, anno a nativitate Domini millesimo tricentesimo quinquagesimo octavo, indictione undecima, die quinta mensis decembris, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini domini nostri Innocentii, divina providentia pape II, anno II; presentibus venerabilibus et religiosis viris, fratre Rostagno, priore monasterii Artecelle Aquensis diocesis, Joanne de Capitevilla elemosinario Montis Majoris Arelatensis diocesis, ordinis Sancti Benedicti, et Thoma Autherii precemptore Sancti Aufredesii Bitteriensis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Nec permittent eos, nec eorum aliquem per homines eis subjectos in aliquo perturbari, quinimo eos compescant, si secus fecerint, remediis opportunis. Datum ut supra. Et ego Gaufredus Monachi, clericus Constantiensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, premissis omnibus et singulis, dum sic, ut premittitur, per dictum dominum Jaubertum abbatem Montis Majoris prefatum et coram eo agerentur et fierent una cum prenominatis testibus, presens fui, eaque omnia et singula, de mandato et auctoritate ipsius domini abbatis scripsi, publicavi et in hanc publicam formam redegi, signoque meo solito signavi, me subscribendo, rogatus et requisitus. Qua die, ut premittitur, assignata, ydem dominus Bertrandus, Olivarius, Petrus et Hugo et alii prenominati, moniti et debite citati, ut premittitur, coram nobis minime comparere curarunt, nec etiam allegare, vel proponere aliquid; quare contenta in prefatis litteris dicti domini presidentis tenerentur adimplere, prefato tamen domino

Guillelmo abbati monasterii Sancti Pontii extra muros Nicienses, citra revocationem procuratorum suorum coram nobis legitime comparente et quantum debuit et ultra horam solitam et debitam expectante et ipsorum domini Bertrandi, Olivarii, Petri et Hugonis et aliorum contumaciam accusante, et de expensis factis et faciendis protestante et petente, ipsos et ipsorum quemlibet coutumaces reputari et pronunciari, ac propter eorum contumaciam excommunicationis vinculo per nos innodari; et nihilominus, in penam dicti Provincialis statuti, eos et eorum quemlibet, ac predictam civitatem Nicie, incidisse declarari. Nos vero Johannes, judex predictus, pro tribunali sedente, dictum Bertrandum, Olivarium, Petrum et Hugonem et alios prenominatos contumaces, eorum exigente contumacia, reputavimus et pronunciavimus, ac in penam seu sententiam in dicto statuto Provinciali prolatam dictos judicem et syndicos ac civitatem ipsam Nicie declaravimus incidisse. Quapropter, auctoritate apostolica qua fungimur in hac parte, vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus, in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis pena quam in vos et vestrum cuilibet, trina et canonica monitione premissa, ferimus in hiis scriptis, nisi feceritis quod mandamus quatenus, quandocumque et per quemcumque fueritis requisiti dictos dominos Bertrandum Triboleti, Olivarium Sigaudi, Petrum Revoerii et Hugonem Textoris excomunicatos ac civitatem ipsam suppositam ecclesiastico interdicto, in ecclesia cathedrali Nicie et in omnibus ecclesiis dicte civitatis publice nuncietis singulis diebus dominicis et festivis, ac dictum interdictum observetis et faciatis ab aliis observari tandiu et donec a nobis absolutionis et relaxationis dicti interdicti beneficium meruerint obtinere et a nobis contrarium litteratorie receperitis in mandatis, mandatum nostrum, imo verius apostolicum in hac parte taliter impleturi, quod non valeatis de inobedientia reprehendi, sed potius de obedientia commendari. Quidquid autem de premissis et ipsorum quolibet feceritis, per vestras litteras, seu instrumentum publicum

harum designationem continens expensis dicti domini abbatis monasterii Sancti Pontii fideliter nuncietis, cum remissione presentium, post opportunam inspectionem, sub pena excommunicationis predicta, de quarum presentatione latori earum cum juramento dabimus plenam fidem. In quorum omnium testimonium et certitudinem pleniorem, presentes nostras seu presens publicum instrumentum per Johannem Amici clericum, apostolica et imperiali auctoritate notarium, in hujusmodique causa scribam nostrum, scribi et publicari mandavimus, nostrique sigilli fecimus appensione communiri. Datum et actum in domo dicti prioratus nostri de Monte Alto prope Avinione, anno a nativitate Domini millesimo tercentesimo quinquagesimo nono, indictione duodecima, die nono mensis januarii, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini Innocentii, divina providentia pape VI anno septimo, presentibus venerabilibus et religiosis viris dominis Bernardo Gauterii, Guillelmo Stanci dicti prioratus monachis, Petro Australis in Romana curia procuratore et Petro de Ronone domicello Gratianopolitanensis diocesis, testibus ad premissa vocatis et rogatis. — Et ego Johannes Amici, clericus Constantiensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, etc.

Manuscrit T.

CXCI

1359, 12 mai. — Bref émané par Jean d'Aramon, prieur de Montalto d'Avignon, de l'ordre des Bénédictins, délégué par Jaubert, abbé de Montmajour, ordonnant au vicaire-général de l'évêché de Nice, que, sur l'instance de Guillaume, abbé de Saint-Pons[1], il interroge les moines Paul Cays, prieur d'Aspre-

1 L'abbé Guillaume était de la famille Ranulphi et frère d'Emmanuel, ainsi qu'on le voit par la procuration passée à cet objet, le 16 mai de la même année, par l'abbé au prieur de Saint-Blaise, où il est dit, *nobili viro Manueli Ranulphi domino de Gilleta*

mont, et Audibert, prieur de Saint-Blaise, ainsi que Guillaume Eméric de Nice et les syndics de la ville, et prennent des informations sur les rentes, services en argent, grains, vin, figues, lods, trézains et autres revenus de l'abbaye qui lui ont été violemment enlevés par Durand Thisoni[1], Jean Fabri, Bertrand Prioris, Pierre Fabri, ainsi que sur l'état des dépenses judiciaires faites par l'abbé, soit auprès de la cour royale que de la cour ecclésiastique. — Donné à Avignon.

Manuscrit L.

CXCII

1359, 28 juin. — Jugement d'approbation donné par « Giraldo de Podio Falconis », délégué du pape au sujet des différents entre la ville de Nice et l'abbaye de Saint-Pons, à la sentence prononcée en faveur de celle-ci par les arbitres Bernard de Bosquet et Jacques Laure, avec condamnation, à charge de la ville, de payer à l'abbaye la somme de 90 florins d'or et 5 gros à titre de frais judiciaires. On prémet que le pape Innocent VI avait d'abord délégué son auditeur Bertrand de Cardalhac, mais que celui-ci ayant été peu après nommé au siège épiscopal de Montauban, il n'a rien pu décider, et les parties ont élu les deux arbitres ci-dessus.

Manuscrit L.

germano nostro. Leur grand-père, Hugues, seigneur de Dosfrayres, le premier qui nous soit connu, avait fait testament le 2 décembre 1325 ; leur père, Foulque, était seigneur de la plus grande partie de la Roquette sur le Var, de la troisième partie du Broc, et d'un *affar* à Bonson.

1 Ce *Durand Thisoni*, le 5 mai 1351, acheta avec François Cays, chevalier, et Rostaing Cays, damoiseau, la part du fief de Peillon appartenant à Isnard de Flayos. — Archives de la Cour des Comptes de Turin, *Reconnaissance passée en 1533 par Mathieu Chabaud pour le fief de Peillon*, vol. 553, f° 68. — Vers 1390, Laurence, femme de Durand Thisoni est condamnée à payer une multe pour avoir injurié la femme de Guillaume Vésiani. — *Comptes des Clavaires de Nice*, vol. 2.

CXCIII

1359, 9 décembre. — La ville de Nice s'étant de nouveau appelée, le pape délègue un autre auditeur, Aymeric Hugon ; mais celui-ci approuve entièrement la sentence de Gérald, se réservant de fixer ultérieurement les dépens du nouvel appel.

Manuscrit L.

CXCIV

1360, 20 avril. — Nouvel appel de la ville et délégation pontificale à l'auditeur Pierre de Talliata, lequel confirme la sentence précédente ; puis, le 29 avril, sur instance de Jean de Tournefort, prieur de Sainte-Dévote de Monaco et procureur de l'abbé, il fixe les frais à 40 florins d'or de Florence.

Manuscrit L.

CXCV

1360, 5 juin. — Bref du pape Innocent VI, dirigé à l'archevêque de Nicosie, au prévôt d'Avignon et au trésorier de l'église de Rouen, par lequel, le souverain pontife, après examen des motifs de l'important procès entre la ville de Nice et l'abbaye, et l'énumération des sentences prononcées par les délégués apostoliques, il ratifie celles-ci et en ordonne l'exécution auxdits personnages ecclésiastiques envers et contre tous, et au cas de refus, l'application des censures de l'église.

Manuscrit L.

CXCVI

1360, 26 juin. — Nouvel appel de la ville et nouveau jugement du délégué pontifical, Guillaume de Grinello, chanoine de Narbonne, confirmant le précédent. Les frais, à la charge des demandeurs, sont fixés à 6 florins d'or.

Manuscrit L.

CXCVII

1360, 1er octobre. — Le pape confirme toutes les sentences précédentes et charge Guillaume Baralchi, prévôt de l'église d'Avignon, d'en assurer l'exécution. Celui-ci ne pouvant se rendre à Nice, délègue d'autres prélats [1].

Manuscrit L.

CXCVIII

1361, 1er avril. — Jean de Quincy, juge royal de Nice, sur instance qui lui en est faite par les syndics de Nice, ordonne aux arbitres de la ville, Symon Columbi, Guillaume Alaysii, Pierre Fabri et Pierre Figuerie [2] de requérir, en qualité d'experts, des menuisiers et des maçons, « quatenus incontinenti adjunctis eis fusteriis et muratoribus dicti loci, personaliter accedant ad esti-

1 Leurs noms ne sont pas indiqués dans l'analyse. Parmi les témoins à cet acte on trouve les noms de frère François de Barras, prieur de Villette de Gap, et noble Barras, seigneur de Beaumont, diocèse d'Aix, ce qui ferait supposer que le prévôt d'Avignon était aussi de la famille de Barras.

2 Le ms. a cette forme, changée ensuite en *Fighiera*.

mandum bene et legaliter omnia et singula hospicia sistencia prope menium, videlicet a portali Postribuli veteris usque ad portale Payrolerie[1], et que cum dicto menio tenentur, ut si contingat et utilitas sive necessitas fuerit, ipsa hospicia destruendi, possit fieri restitutio per dictam universitatem de ipsis hospiciis, cui debitur, etc. Hugo Lamberti, notarium dicte curie. » Ceux-ci estimèrent, au prix de 50 livres « parvorum », la maison de la veuve de Monnet de Seyna, située dans ladite localité et touchant les maisons d'Anselme Busquetti[2] et d'Antoine Laugieri, mais ils réservèrent le droit et les services dûs au prieur de Sainte-Réparate. Témoins : Antoine Matosso et Jean Gili, menuisiers. — Jean Guersi, fils de François, notaire[3].

Manuscrit L.

CXCIX

1362, 7 juillet. — In nomine domini nostri Jesu Christi, Amen. Anno nativitatis ejusdem millesimo tricentesimo sexagesimo secundo, indictione decime quinte, mensis julii die septimo. Cum actus hominum vetustas deleat atque mentes, et paulatim subintret oblivium, necesse est ut hominum negotia memorie commendanda scripturarum seriei commitantur et earum assertio reigesse futuris temporibus verum et laudabile testimonium attestetur, idcirco universis et singulis presens instrumentum publicum inspecturis, tam presentibus quam futuris, pateat

1 On pourra consulter, sur ces portes de la ville, notre ouvrage : *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 304.

2 Anselme Busquetti était probablement fils de ce Bernard, docteur en droit, un des arbitres nommés en 1357 par la ville de Nice et l'abbaye (ch. CLXXXVI). Ils étaient peut-être originaires de Chieri. En 1390 Astruge, veuve d'Anselme et mère d'André, est tutrice de Françoise, sa petite-fille. Nicolas Busquetti, frère de celle-ci fut sous-viguier de Nice en 1397. — *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 107 et 240.

3 Geoffroy Guersi possédait en 1354 une maison dans la ville haute, près de laquelle les merciers devaient se tenir à l'époque de la foire. — *Mon. Hist. Patriæ, Statuta Niciæ*, col. 208.

evidenter, quod cum, sicuti per partes infrascriptas asserebatur, ut asseritur, questionis, altercationis, controversie et litium materia dudum orta fuerit et diutius ventilata et agitata extiterit, tam in curia Romana quam extra, coram nonnullis dominis auditoribus et judicibus delegatis et subdelegatis, ac conservatoribus a Sede Apostolica deputatis et aliis ordinariis et extraordinariis judicibus, inter bone memorie dominum Guillemum, abbatem quondam monasterii Santi Pontii extra muros civitatis Nicie, tam nomine suo proprio, quam procuratorio nomine conventus monasterii supradicti seu ipsum conventum, ex una parte, et universitatem ac nonnullas singulares personas dicte civitatis, ex parte altera, et demum post multorum temporum lapsa curricula, vigore cujusdam compromissi olim facti inter dominum predictum quondam abbatem, dictis nominibus, et discretum virum quondam Marinum Olivarii de Cayrasco civem dicte civitatis, nomine suo proprio ac sindicario et procuratorio nominibus universitatis et hominum dicte civitatis, in venerabiles et prudentes viros dominos Bernardum de Bosqueto legum doctorem et Jacobum Laure tunc prepositum Carii licentiatum in legibus, tanquam in arbitros, arbitratores et amicabiles compositores ac communes amicos partium predictarum quedam arbitralis sententia in viam concordie et tractatus lata fuerit inter ipsas partes per dominos arbitros compromissarios antedictos super altercationibus, litigiis et questionibus et controversiis partium, earundem, diversa capitula continens et declarans, pro cujus equidem sententie arbitralis et concordie observatione, seu ipsius occasione dicta universitas Nicie subposita fuerit ecclesiastico interdicto, et nonnulle persone civitatis ejusdem excommunicationis sententia etiam innodate per venerabilem virum dominum Guillelmum Barrali prepositum Avinionensem commissarium a sede Apostolica deputatum : quam siquidem arbitralem sententiam, concordiam et tractatum cum omnibus et singulis capitulis in ea descriptis ac processus et sententia scripti atque prolata, reverendus in Christo pater dominus Johannes, dei

gratia, nunc abbas dicti monasterii[1] et successor dicti domini Guillelmi, quondam abbatis, sibi observari tenaciter ac impleri inviolabiliter ac attendi petebat ab universitate Nicie et personis singularibus ejusdem, illis potissime qui tenent domos, terras et possessiones, sub dominio et senhoria majori monasterii prelibati, dictis universitate et singularibus personis dicte civitatis Niciensis ex adverso contradicentibus, negantibus, ac dicentibus se non teneri ad petita et requisita superius per dictum dominum Johannem abbatem, circa observantiam sententie et concordie antedicte, pro eo videlicet et ex eo quod arbitralis sententia manifestam iniquitatem in pluribus et universis suis capitulis continet, et injustitiam evidentem, utpote lata contra justitiam et jus scriptum et contra consuetudinem a tanto tempore, quod hominum memoria in contrarium non existit, observatum in civitate predicta, et etiam pro eo quia dicta sententia arbitralis fuerat probata, non vocata parte dictorum universitatis et hominum, nec interveniente aliqua persona legitima pro eisdem, et quia dicta universitas, seu singulares persone ejusdem nunquam consentierunt dicte sententie arbitrali; hinc vero est quod dictus dominus Johannes, Dei gratia, nunc abbas monasterii et frater Bertrandus Badati, vice prior claustralis, Bertrandus de Boysono[2], prior Sancte Devote, locum tenens sacriste, Bonifacius de Alonsio, infirmarius priorque Beate Marie Magdalene de Luceramo, Paulus Caysii, prior de Aspremont, Laurentius Audiberti, prior Sancti Blasii et Beate Marie de Pratis, Joannes Isoardi prior de Scarena, monachi dicti monasterii presentibus, licentia et mandato litteratorio dicti domini abbatis legitime convocatis,

1 Gioffredo, vol. 5, p. 318, indique cette sentence arbitrale et dit que cet abbé était Jean de Tournefort, originaire de Lantosque: ce nom de famille ne résulte d'aucune pièce à notre connaissance et il doit avoir fait confusion avec Jean de Tournefort qui fut abbé en 1378; il a été plus exact dans le *Nicea Civitas* en mettant un autre abbé entre ce premier Jean et Jean de Tournefort, il y commet cependant un autre erreur en mettant un abbé Alphonse entre les deux Jean, tandis que son nom était Alphante, et en oubliant l'abbé Laurent de 1367, comme l'on verra.

2 Gioffredo traduit par *Boione* (Bouyon) ce qui n'est pas; *Boysono* signifiait *Bausson*.

et ut convenit precitatis, capitulantes et capitulum facientes ac congregati in claustro dicti monasterii ad sonum simbali ut est moris, pro subscriptis specialiter peragendis nominibus ipsorum et dicti monasterii et eorum conventus ac absentium priorum et monachorum, pro quibus etiam promiserunt de rato habendo solemniter et expresse, ex una parte, et nobilis Petrus Marquisani, Jacobus Galleani, Galleotus Prioris, Boninus Royssani sindici, ac Bertrandus Asserii et magister Joannes Genoesii notarii, procuratores, sindicariis et procuratoriis nominibus universitatis hominum civitatis Niciensis et singularum personarum ejusdem ex parte altera, litigiorum expensas et damna evidentia, que ex dictis litibus occurrunt, quotidie evitare et scandalis et periculis apparentibus et possibilibus verissimiliter evitare, maxime propter malitiam temporum obviare cupientes, ac etiam attendentes specialiter domini abbas, priores et monachi suprascripti quod divinus cultus substrahitur et observantia religionis minuitur et distrahitur in monasterio memorato, ipsumque monasterium fuit et est depauperatum in sua substantia, quam plurimum diminutum occasione litium predictarum, affectantes, quantum erit eis possibile, dictum monasterium reparare et ad restaurationem divini obsequii et religionis in ipso monasterio puris mentibus anelantes, atque indemnitate dicti monasterii et tranquillo statu dicte civitatis pro bono pacis atque concordie atque tranquillitatis perpetue, partes ipse et earum quelibet ad invicem et vicissim, Spiritus Sancti gratia, ad Dei laudem et totius curie celestis, tractantibus, intervenientibus ac consultantibus et mediantibus reverendo in Christo patre et domino domino Laurentio divina gratia episcopo Niciensi ac magnifico et potenti viro domino Manuelle comite Vintimillii, aliisque pluribus religiosis et secularibus et amicis communibus parcium predictarum et cujuslibet earundem super nonnullis capitulis dicte arbitralis sententie per viam transactionis, composicionis, conventionis, moderationis, pacis atque concordie perpetuo valiture, etiam et cum consilio dominorum episcopi et

comitis predictorum, bona fide, sponte et scienter certificate partes ipse de juribus eis competentibus ex causis pretactis et omni vi, dolo, fraude et machinatione remotis penitus et exclusis, prout melius et firmius potest et debet intelligi ad sapientis cujuslibet intellectum, transigerunt, composuerunt et moderando et per modum qui sequitur convenerunt et concordando insimul etiam pepigerunt solemnibus stipulationibus hinc et inde intervenientibus in singulis capitulis subscriptis, auctoritate ac beneplacito ac approbatione domini nostri Pape et Sedis Apostolice per omnia et in omnibus. In primis videlicet, dicti domini abbas et monachi ac conventus et capitulum monasterii antedicti pro se et successoribus eorundem ac dicti sindici et procuratores nominibus quibus supra. — Super primo capitulo dicte sententie arbitralis faciente mentionem de notario domini abbatis, voluerunt et ordinaverunt et transigerunt ac concordarunt videlicet quod dictus dominus abbas, monasterium et sui in perpetuum successores habeant et eligere possint unum idoneum notarium proprium, qui, recepto salario moderato, conficiat instrumenta super laudimiis et tresenis ac recognitionibus faciendis domorum, terrarum et possessionum que tenentur et tenebantur sub dominio monasterii ; sed ut omnis questio et notariorum malitia et fraus in preteritum comperte perpetuo evitentur, dictari debeat per duos advocatos, pro parte monasterii et univertatis jam dicte, certa forma dictarum recognitionum, laudimiorum et tresenorum juxta mentem et seriem presentis transactionis atque concordie perpetue, sine ampliatione aliqua per dictum notarium observanda : que si ampliaretur in aliquo, illud ampliatum pro non scripto et pro non apposito habeatur perpetuo, quamvis circa id ampliatum interveniret etiam vinculum juramenti, et nihilominus, si recognoscens vel laudari sibi petens vellit pro se alium notarium adhibere hoc possit facere, salario notarii dicti domini abbatis non propterea diminuto. — Super secundo capitulo dicte sententie arbitralis super versiculo, « nisi in futurum » partes ipse invicem, scienter et gratis cum auctoritate et consilio domi-

norum supradictorum concordarunt, videlicet, quod dicta specialis obligatio futura molendi, coquendi non possit nec debeat fieri in instrumentis dictorum laudimiorum et tresenorum vel recognitionum faciendarum, ut in genere et sub nube ac perfectione publicatum caliditas evitetur, et si fieret, tunc pro non apposita et nulla penitus habeatur, nec obliget propterea paciscentem ; si vero dicti recognoscentes vel laudari et trezenari petentes, post triduum dictarum recognitionum et laudimiorum se voluerint in speciali instrumento voluntarie et ex certa scientia ad id obligare, hoc facere valeant atque possint. — Super tertio capitulo, in versiculo, « teneantur tamen », ubi loquitur de recognitionibus faciendis infrà duos menses, computando a tempore recepte possessionis, pacifice concordarunt et transigerunt modo et forma et consilio quibus supra, cum tempus dictorum duorum mensium arbitrio dictorum dominorum episcopi et comitis arduum nimis foret, quod loco dictorum duorum mensium sex menses sint statuti in dicta causa. — Super quarto capitulo in versiculo « de omnibus autem aliis alienationibus », in quantum loquitur de alienationibus gratuitis districta moderatione consilii dominorum supradictorum episcopi et comitis et aliorum virorum prudentium assistentium in hac causa, quam de donationibus factis inter vivos in personas alias ultra et preter personas ascendentes et descendentes, fratres quoslibet et sorores superius exceptatas, licet jus forte resistat et consuetudo contraria sit, tamen, ut omni hominum malitia prescindatur et fraus dicti monasterii evitetur, convenerunt transigendo dicte partes quod detur et dari a modo debeat laudimium et trezenum juxta estimationem et valorem communem dictarum rerum donatarum, que tenentur vel tenebuntur sub dominio supra dicto. De legatis vero vel heredum institutionibus factis vel faciendis inter personas usque ad quartum gradum consanguinitatis vel affinitatis seu invicem contingentes dictis vinculis et gradibus seu earum altero inclusive, secundum jus canonicum computando, non detur nec dari debeat laudimium seu trezenum, sed libere debeant dicte

alienationes gratuite in ultimis voluntatibus facte seu faciende per dictum dominum abbatem et suos quoslibet successores dictis personis noviter acquirentibus usque ad dictos gradus et dictis titulis laudari et etiam confirmari, nihil pro laudo vel treseno exinde recepto seu recipiendo nisi alii domini ecclesiatici vel nobiles Nicie magis large predictis uterentur. — Super sexto capitulo sententie et concordie memorate, quod loquitur de remissione possessionum dicti monasterii que ceciderunt quomodolibet in commissum, pepigerunt et transigerunt, modo et forma predictis, partes prenominate, quod dicta remissio possessionum comissarum, si que forent quomodolibet que tenentur sub dominio dicti monasterii, reiteram sit et vendicet sibi locum ac se extendat usque ad diem presentis concordie et transactionis, ita quod ullo pretextu seu causa preterita, dicte possessiones capi per dictum dominum abbatem et conventum non valeant ut commisse Super eodem capitulo versiculi « teneantur », ubi fit mensio de recognitionibus omnium et singularum domorum, terrarum et possessionum, que sub dominio monasterii tenentur vel tenebuntur etiam in futurum in emphiteusim perpetuam dicto domino abbati faciendis, convenerunt et ordinaverunt expresse dicte partes quod dicte recognitiones in emphiteusim perpetuam fieri debeant infra annum, sic quod contenta in dicto versiculo « teneantur » ipsius arbitralis sententie, remaneant in sua roboris firmitate et fiat prout ibidem specifice continetur. — Super capitulo de cliraragiis pentionum et servitiorum, laudimiorum et trezenorum in preteritum cessatorum non petendis seu petendorum per dictum dominum tunc abbatem, transigerunt et convenerunt expresse dicte partes, quod dictum capitulum arbitralis sententie sive remissio et gratia vendicent sibi locum et se extendant usque ad diem presentis transactionis, ita quod ullo pretextu dictus dominus abbas et conventus nil petere vel exigere possint a dictis universtate Nicie vel singularibus personis ejusdem, nisi duntaxat illas pecunias que de dictis servitiis, laudimiis et trezenis reperiuntur et nunc consistunt deposite penes dominum sacristam

cathedralis ecclesie Niciensis vel aliam personam etiam ubicunque, et salvo et retento jure competenti dicto domino abbati ad dicta servitia, laudimia et trezena, a die confirmationis seu creationis ipsius domini abbatis, et etiam salvo jure eidem petendi et recuperandi a quacunque persona civitatis omnem illam pecuniam que revera reperietur abita excuta de vinis dicti domini abbatis in cellario Sante Reparate receptis, et per nonnullos venditis et distractis.— Super capitulo vero quod incipit, « in dicta arbitrali sententia volumus insuper quod prohibeatur fieri furnum in fundis qui tenentur sub dominio monasterii », noviter tractarunt et consilio dictorum dominorum mediatorum concordarunt dicte partes, quod cuilibet pro libere voluntatis arbitrio, licentia domini abbatis minime requisita, pro usu suo dumtaxat et familie sue furnum facere valeat atque possit in fundis et possessionibus que tenentur et tenebunt sub majori dominio monasterii.— Super capitulo octavo, de terris de Premairans mentionem facienti, convenerunt sponte dicte partes quod quoad illas terras de Premairans observetur in futurum et fiat perpetuo prout et sicut fuit et est actenus observatum et consuetum.— Super capitulo de bannis et pignorationibus faciendis contra scindentes ligna et facientes pasci averia in terris et territorio que tenentur sub dominio monasterii moderaverunt tractatu et consilio dominorum episcopi et comitis, et extitit inter partes ipsas concordatum quod dicta universitas seu singulares persone Nicienses ad id minime astringantur, cum illud non existit in potestate eorum, quia jurisdictionum jus et potestatem curie reginalis concernit, propterea tamen juri dicti monasterii in quod ei competere super dictis pignorationibus faciendis sit minime derrogatum. — Super capitulo vero dicte arbitralis sententie continenti emptionem faciendam per dictos homines Nicienses dicto domino abbati tot proprietatum quarum redditus ascenderent, quolibet anno, centum quinquaginta florenos auri et quod de evictione ipsi homines ipsi monasterio etiam tenerentur, non sine prolixitate verborum et diversitate tractatuum ; considerato quod emptio dictarum proprietatum atque

redituum erat dicte universitatis Nicie, difficilis ideo, quod quasi impossibilis redebatur, nec non quod ratione dicte evictionis finis litibus et rancuris dictarum partium non imponebatur, sed lis potius ex lite oriebatur et orta foret continuo inter dictum monasterium et civitatem prefatam temporibus successivis perpensa moderatione consilii dominorum episcopi et comitis prefatorum, pro bono pacis et concordie dictarum partium, partes ipse convenerunt quod dominus abbas et conventus monasterii habeant ac recipere teneantur, in recompensationem omnium et singulorum contentorum in ipso capitulo, florenos auri fini, justi ponderis et legalis de Florentia duo millia, pro quibus siquidem florenis auri duo millibus dicta universitas Niciensis et homines singulares sint liberi ac perpetuo absoluti ab omnibus et singulis obligationibus contentis in capitulo antedicto et dictos florenos auri fini, justi ponderis et cunnii florentini duo millia, dicti sindici et procuratores promiserunt solemniter et ad Sancta Dei evangelia juraverunt dictis dominis abbati et capitulo seu conventui dicti monasterii, seu procuratori legitime pro eis, dare et solvere in pecunia numerata tantum, hinc ad tres annos proximos continuos et immediate sequentes, et fuit actum inter dictas partes et per pactum abitum et conventum solemni stipulacione vallatum, quod dicta summa pecunie infra triennium supradictum per dictos sindicos seu procuratores penes aliquem vel aliquos probos viros mercatores sufficientes vel alios, de voluntate et consensu dicti domini abbatis et capituli seu conventus dicti monasterii eligendos, depositata remaneat, donec et quousque reperiantur proprietates vel redditus perpetui, in quibus convertantur pecunie supradicte, periculo tamen dicti domini abbatis et conventus postquam fuerint solute et depositate dicte pecunie per dictam universitatem, seu ejus nomine, ex causis superius expressatis, quia sic expresse inter dictas partes actum extitit et conventum. Fuit etiam actum inter partes predictas quod anno quolibet dictorum trium annorum, infra quos dicta pecunia solvi debeat dicto domino abbati et ejus conventui, etiam et sol-

vantur pro interesse per dictos sindicos et procuratores prefato domino abbati et ejus conventui floreni centum quinquaginta per tres solutiones seu terminos, videlicet, in festo Omnium Sanctorum proxime futuro, floreni quinquaginta, et in die Carnis privii, alios florenos quinquaginta, et reliquos florenos quinquaginta in festo Sancti Johannis Baptiste, et sic deinceps et successive anno quolibet dictorum trium annorum quibus prefati duo millia floreni auri soluti non fuerint sicut superius extitit expressatum. Si tamen infra dictum tempus dictorum trium annorum partem prefatorum duorum millium florenorum auri solvi contingeret per dictos procuratores et sindicos seu deponi vel quoscunque alios nomine universitatis prescripte, eo casu defalcari debent et diminui, pro rata videlicet, de predictis centum quinquaginta florenis auri solvendis ex causa prefata. Item etiam fuit actum et conventum per dominum abbatem, quod sententia interdicti prolata contra dictam universitatem et alie sententie excomunicationis fulminate contra nonnullas personas universitatis civitatis predicte et ceteri processus facti per dominum prepositum avinionensem et quoscunque alios executores vel subexecutores, commissarios seu delegatos vel subdelegatos a Sede Apostolica deputatos, tam ad instantiam domini Guillelmi quondam abbatis predicti monasterii quam etiam ipsius domini Johannis nunc abbatis prefati monasterii, relaxari possint et debeant, ac etiam irritari et revocari libere et absque difficultate et dilatione quacunque, sic et taliter quod in posterum prejudicium vel damnum aliquod non inferatur exinde dicte universitati nec hominibus ejusdem civitatis. Et predicta promisit dominus abbas se curaturum et facturum quod fient pro posse suo et bona fide. Item, etiam fuit actum et conventum per dominum abbatem, quod ipse toto posse et bona fide procurabit quod dominus noster Summus Pontifex seu alius commissarius ipsius domini Pape et apostolica speciali commissione et autoritate, transactionem seu compositionem hujusmodi, ex certa scientia confirmabit et approbabit. Si tamen dictam confirmationem et approbatio-

nem concedere et facere recusaret, vel etiam pretermiteret, fuit actum et conventum, quod eo casu predicti sindici et procuratores et fidejussores eorum, inferius nominati, seu dicta universitas et singulares persone ejusdem, non teneantur solvere domino abbati dictas quantitates pecuniarum superius declaratas, nec vigore transactionis hujusmodi et aliorum conventorum et promissorum per dictos sindicos et procuratores conveniri valeant, nec per quempiam molestari in judicio neque extra, quousque et donec dicta confirmatio et approbatio fuerit obtenta. In reliquis vero capitulis, de quibus hic mentio non habitur et facta non extitit alia moderatio nova, dicta prima arbitralis sententia remaneat in sui roboris firmitate. Quam siquidem transactionem et omnia et singula supra contenta et promissa inter partes predictas, et cetera alia in instrumento contenta, promiserunt solemniter dominus abbas ac fratres monachi et priores et conventus superius et inferius nominati, videlicet, dominus Bertrandus Badati, locumtenens prioris claustralis, Paulus Caysii, prior de Aspremonte, Bonifacius de Alonsio, infirmarius, prior beate Marie Magdalene de Luceramo, Bertrandus de Boissono, prior Sancte Devote, locumtenens sacriste, Laurentius Audiberti, prior Sancti Blasii et beate Marie de Pratis, Johannes Isoardi, prior de Scarena, ac etiam dicti dominus abbas, monachi et priores omnes et quilibet ipsorum per se, de eorum certa scientia et sponte juraverunt, manibus eorum propriis positis in eorum habitu supra pectus personarum suarum, attendere..... Et eodem modo prenominati sindaci et procuratores dicte universitatis Nicie et hominum ejusdem, transactionem hujusmodi ac omnia et singula supra conventa et promissa inter partes predictas et cetera alia in hoc instrumento contenta, promiserunt solemniter et etiam juraverunt in eorum animas ac hominum dicte universitatis, super Sanctis evangeliis tactis corporaliter et sponte, attendere..... De requisitione et mandatis predictorum sindicorum et procuratorum, pro faciendis dictis solutionibus dictorum quantitatum pecuniarum superius declarata-

rum prefato domino abbati et ejus conventui, infra dicta tempora et per dictas solutiones superius expressatas, providi viri dicte civitatis, quorum nomina et cognomina inferius exprimuntur, se se constituerunt fidejussores et principales solutores seu pagatores penes dictum dominum abbatem presentem, stipulantem et recipientem solemniter pro se et dicto conventu monasterii sui ; primo videlicet nobilis Petrus Marquisani [1] usque ad quantitatem fl. auri centum ; nobilis Antonius Badati [2]..... fl. auri centum ; Raimundus Barralis [3]..... fl. auri centum ; Durandus Tisoni [4]..... fl. auri centum ; Johannes Berengarii [5]..... fl. auri centum ; Jacobus Gralheri..... fl. auri centum ; Boninus Rossani [6]..... fl. auri centum ; Alexius Gaufridi [7]..... fl. auri centum ; Petrus Serravalli..... fl. auri centum ; Johannes Martini [8]..... fl. auri centum ; Ludovicus Talloni..... fl. auri centum ; Guillelmus Aimerici.....fl. auri centum ; Bertrandus Prior...fl. auri ducentorum ; Bertrandus

1 *Pierre Marquesani*, fils de Daniel et frère de Mathieu et d'Alasie qui paraît avoir épousé Romé de Villeneuve. Il avait sa maison dans la rue Celleya, en face de l'église Saint-Jacques. Il acquit Roquesparvière de la cour, le 26 février 1359 ; devint seigneur de Coaraze à la mort de son père ; viguier de Grasse en 1366, châtelain de la Turbie en 1381, receveur des revenus de la cour en 1386.

2 *Antoine Badat*, fils de François, qui fit son testament en 1318. — Cais de Pierlas, *Le fief de Châteauneuf*, p. 51.

3 *Raymond Barralis*, fut père de Pons, vivant en 1390 (*Comptes des clavaires de Nice*, vol. 1). Ce dernier eut probablement comme fils noble Ludovic Barralis, châtelain de Malaussène en 1412 et de Pigna en 1421. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 109 et 110. — Barthélemy Barralis devint co-seigneur de Châteauneuf vers 1440. — *Le fief de Châteauneuf*, p. 69, 70, 132.

4 Voir ci-dessus, p. 220.

5 Voir sur Jean Bérenger et sa famille, *Le fief de Châteauneuf*, p. 53, note 2.

6 Gioffredo, *loc. cit.*, écrit aussi *Bonino ;* ne serait-ce pas une mauvaise transcription d'*Antoninus ?* Un Antoine Russani, *providus vir*, fonda la chapelle de Saint-Pierre dans l'église de Saint-Dominique, le 9 juin 1401. — *Registre des frères prêcheurs*.

7 *Alexis Gioffredo*, d'après une note du généalogiste Audiffredi, aurait fait son testament en 1381, et aurait choisi l'église de Saint-François comme lieu de sépulture. Son frère Robert aurait été qualifié, en 1346, de *habitator Nicie* : il s'agirait donc d'une famille qui s'y serait fixée depuis peu. Une famille venant de Barcelonnette avait eu François (*de Barcillonia*), viguier de Sospel en 1428. Il portait comme armoiries un pélican. — *Archives de la Cour des comptes de Turin*. — C'est un des peu des sceaux que nous y avons rencontrés, regardant les Alpes-Maritimes.

8 Voir sur les familles *Martini* et sur leurs armoiries ce que nous en écrivons dans *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 240, *ib.* note 3.

Asserii..... fl. auri centum; Galeotus Prior..... fl. auri centum; Luquinus Prior[1]..... fl. auri centum; Olliverius Sigaudi.... fl. auri centnm; Johannis Guessi..... fl. auri centum ; Guillelmus Aloysii, notarius[2]..... fl. auri centum ; et ego Guido Cravi, notarius infrascriptus usque ad quantitatus fl. auri centum, postquam ibidem et in presenti, pro tutiori cantella dicti domini abbatis, ut magis expedite satisfactionem dicte pecunie consequi valeat prout supra conventum extitit et promissum, prefati nobiles Petrus Marquisani, Jacobus Galleani[3], Galeotus Prior et Boninus Rossani, sindici, et Bertrandus Asserii et Johannes Guerse, procuratores, sindicariis et procuratoriis nominibus universitatis et singularum personarum ipsius, loco ipsorum ad omnia et singula ad que constituti sunt constituerunt et substituerunt et suprascripti fidejussores, videlicet nobiles P. Marquisani, Antonius Badati, R. Barralis, Durandus Tisoni, Joh. Berengarii, Jacobus Gralherii, Rominus Rossani, Georgius Prior, Allexius Gaufridi, P. Serravalli, Joh. Martini, Lud. Taloni, G. Aimerici, B. Prior, Galleotus Prior, B. Asserii, Luquinus Prior, B. Asserii, Olliverius Sigaudi, Joh. Guersi senior, G. Aloisi, notarius, et ego Guido Cravi, notarius infrascriptus, omnes singulariter et quilibet eorum pro quantitatibus pro quibus se specialiter obbligarunt omni modo et forma quibus melius potuerunt, fecerunt, constituerunt et ordinaverunt suos veros et legitimos procuratoras, actores, factores et nuncios speciales, videlicet dominum Jacobum Steve, juris civilis professorem, dominum Bertrandum Ferraguti et magistrum Albertonum in romana curia residentes, licet absentes tanquam presentes. Acta et publicata fuerunt hec omnia in monasterio supradicto, videlicet in capitulo ipsius monasterii,

1 Voir sur la famille *Prioris*, *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 235 et *passim*.

2 *Ibidem*, page 538. On y verra la citation d'un acte très important pour l'histoire de Nice, rédigé par ce notaire le 26 octobre 1388.

3 *Ibidem*, p. 239; *Le fief de Châteauneuf*, p. 104; *Obituaire de la Cathédrale de Nice*, préface, p. 3. — On y trouvera des détails inédits sur la famille *Galleani*.

presentibus venerabilibus viris domino Guillelmo Amesini, preposito Niciensi ; domino Johanne de Colla, officiali Niciensi ; egregio viro Enrico ex comitibus Vintimilii ; Guido de Vintimilio; Guillelmino de Vintimilio[1]; domino Johanne Pinctoris, canonico cathedralis ecclesie Niciensis, preceptore de Fenestris ; domino Raymundo Saramani[2], canonico Niciensi, nobili domicello Bonifacio Cabaudi, condomino de Turretis[3]; magistris Antonio Folcara[4] de Lantusca et Petro Ruffi de Esia, notariis, etc. — Guido Cravi, notaire[5].

CC

1362, 4 octobre. — L'abbé Guillaume étant mort, ainsi que le notaire Jacques Revelli, procureur de la commune de Nice dans le fameux procès qui se débatait avec l'abbaye, et la ville n'ayant pas voulu, jusque-là, se résigner à exécuter les sentences qui lui

1 Les comtes de Vintimille qui portèrent plus tard le nom de Lascaris, descendaient de Guillaume qui avait cédé ses droits au comte de Provence en 1257. — Henri, fils d'Othon, tige des seigneurs du Castellar, fit son testament le 10 mars 1394; son fils Antoine fut chanoine de Nice, Jean, moine de Lérins, Philippine, épousa Jacques Cays, Guido continua la descendence. — C'est celui qui est aussi nommé dans l'acte ; il épousa Marguerite de Grasse, fille unique de Ludovic, qui lui apporta le fief de Châteauneuf-de-Grasse. — Guillaumin, le troisième nommé, fils d'Emanuel, tige des seigneurs de Gorbio, fit testament dans ce château le 22 juillet 1398, authentiqué par Raynaud Chabaud, bailli de Gorbio ; il intervint le 13 février 1369 à la paix entre la reine Jeanne et les comtes du Tende. Sa descendance s'éteignit en 1445 dans l'autre branche dite du Castellar qui prit, vers cette époque, le nom Lascaris par alliance avec la branche de la Briga. — *Archives du comte Alberti à la Briga.*

2 Gioffredo, *loc. cit.*, a lu *Saranoni :* notre version doit être meilleure, car la famille *Saramanni* existait au XIIe siècle. — Cfr. *Cartulaire de l'ancienne cathédrale de Nice*, ch. 17, 82, 86.

3 *Boniface Chabaud*, co-seigneur de Tourette, de Contes, de Peillon et autres fiefs, fils de Milon Chabaud, avait épousé Elzéaria de Berre. — *Le fief de Châteauneuf*, p. 34.

4 Gioffredo, *Ibidem*, a plus exactement *Folcoara*.

5 Archives d'Etat à Turin, *Abbazia di San Ponzio*, mazzo unico, n° 5. — Copie faite par Biscarra, notaire, secrétaire et archiviste de la ville de Nice, d'après autre copie extraite *dal Libro secondo de' privilegi et concessioni concesse et confirmate dai Reali Sovrani, al fol. 34 sino al fol. 42, esistente nel archivio della Città.* — La date manque, mais l'écriture paraît être de la moitié du siècle passé.

étaient défavorables, la question était encore en suspens lorsque Jean, le nouvel abbé, avait été élu. On avait alors essayé de venir à un arrangement sur de nouvelles bases et choisi pour arbitre Laurent, évêque de Nice, et Emmanuel de Vintimille, seigneur de Gorbio[1]. On avait donc modifié différents articles et rédigé une nouvelle sentence par acte du 7 juillet, acceptée par les deux parties et munis des scels des arbitres, de l'abbé et du prévôt de la cathédrale, comme procureur de la commune. Successivement le chapelain-curé de Sainte-Marie, sur l'instance des syndics de la ville, Pierre Marquésan, Galeotto Prioris, Bonin Royssan et Jacques Galleani, avaient signifié à l'abbé et au chapitre de Saint-Pons qu'ils dussent, dans le terme de dix jours, exécuter la sentence en conformité des modifications introduites; mais en ce jour, 4 octobre, le moine Laurent Audiberti se déclarant procureur-général de l'abbé, et agissant en son propre nom et en celui du chapitre, ainsi que des moines Bertrand Badat, jadis prieur claustral, Boniface d'Alons, infirmier et prieur de Notre-Dame de Lucéram, Paul Cays, prieur d'Aspremont, Bertrand de Bonson, prieur de Sainte-Dévote et lieutenant du sacristain, Jean Ysoardi, jadis prieur de l'Escarène et alors de Saint-Hermentaire, il se présenta à la cour épiscopale par-devant le révérend Etienne Clérici, archidiacre et vice-official de l'évêché, et déclara s'appeler au Saint-Siège de l'injonction qui leur avait été faite et de l'excommunication menacée : « Tum ex eo quia ipse dominus abbas solus et per se ac sine capitulo predicto non potuit approbare, tum quia, etc. » Présents : Jean Audoery, chanoine de Saint-Ruph et sacristain de Peille, Jacques Franqui, prêtre, et Guillaume Maurini de Rimplas. Deux jours plus tard les syndics firent opposition à cet appel et le vice-official après mûr examen rejeta l'appel, se déclarant toutefois disposé à se rétracter dans le cas où le chapitre prouverait légalement que sa

1 Il était fils de Guillaume de Vintimille qui fit son testament au château de Gorbio le 22 juillet 1398, authentiqué par Raynaud Chabaud, bailli de ce lieu.

décision lui était préjudiciable. Fait à Nice en la Cour épiscopale. Présents : Antoine Badat, Jacques Grallieri[1], Brunoto Galeani[2] et Jean Johannis, prêtre. — Louis Grassi, notaire.

Manuscrit L.

CCI

1362, 14 décembre. — Enquête criminelle faite par le sous-viguier de la Cour royale de Sospel, contre Pierre et Guillaume Feraudi de l'Escarène, accusés d'avoir refusé de le suivre tandis qu'il leur ordonnait de l'accompagner à Sospel et d'avoir déclaré de s'appeler au juge de l'abbaye. La cause fut portée devant Laurent de Girona, juge de la même Cour, qui déclara absous les accusés à cause que le sous-viguier n'avait pas suffisamment prouvé la motivation de son enquête. Le viguier de ladite Cour était le magnifique et puissant seigneur Blacas de Beaudinar, chevalier[3]. Fait à Sospel, à la présence de noble Guillaume Boeti[4], Martin Oliva et maître Raymond Pellegriny de Sospel. — Bertrand Laugier d'Entrevaux, notaire.

Manuscrit L.

1 En 1424 nous avons trouvé un Jacques Grallieri, de Salagriffon, demeurant à Sigale.

2 Nous avons cru mieux de mettre le nom de *Brunoto* à la place de *Brimoto*, qui se lit clairement dans le manuscrit.

3 *Beaudinard* portait en latin la forme littérale de *Pulcro prandio*. En 1289 un personnage de ce nom, viguier de Grasse, est dénoncé pour avoir, à l'occasion d'une grave disette, perçu la somme d'une livre des Lombards (banquiers) en leurs permettant de revendre avec un très gros profit le blé qu'il avait emmagasiné dans le dépôt de la gabelle. — Archives des Bouches-du-Rhône.

4 Voir sur la famille Boetti de Sospel, qui possédait une part de Châteauneuf, *Le fief de Châteauneuf*, p. 44.

CCII

1363, 2 janvier. — Bulle d'Urbain V « Romanus pontifex », par laquelle il déclare que l'abbaye de Saint-Victor de Marseille relèvera directement du Saint-Siège[1].

Manuscrit L.

CCIII

1365, 5 mars. — Présentation des lettres de collation de l'abbaye de Saint-Pons accordées par le pape Urbain V à l'abbé Laurent nouvellement élu[2], présentation qui est faite au chapitre de l'abbaye par Laurent Audibert, prieur de Saint-Blaise, et Bertrand Lambert, prieur de Sainte-Réparate, procureurs du nouvel abbé. Les moines, après avoir reçu ladite bulle « cum summa reverentia et honore » se rendent avec les procureurs de l'abbé dans toutes les pièces de l'abbaye et dressent l'inventaire de ce qui s'y trouve : il se termine avec les mots « Item, in domo ipsius monasterii unum asinum et unum canem. »

Successivement les mêmes procureurs allèrent à Nice « ad domum abacie ipsius monasterii, contiguam ecclesie beate Reparate » et ils y dressèrent un second inventaire : « acta fuerunt hec, ut supra, in singulis suis locis et publicata in dicto cellario magno ».

1 Cette bulle datée de la première année du pontificat du pape Urbain V, élu le 12 septembre 1262, n'est qu'analysée dans le manuscrit.

2 L'abbé Laurent appartenait à la famille de Berre, et était frère de Rostaing de Berre. — Gioffredo, vol. iii, p. 336. — Il avait été, en 1359, prieur de Saint-Saturnin, près de Cavaillon, au diocèse d'Aix, église qui dépendait de l'abbaye de Saint-Victor ; c'est à lui que, le 20 décembre 1359, Etienne, abbé de Saint-Victor, donnait plein pouvoir pour retirer tout ce qui avait appartenu à Jean André, prieur de Saint-Saturnin, récemment décédé. — Manuscrit L.

Le lendemain les mêmes procureurs se transportèrent au château de Saint-Blaise, où ils publièrent l'acte de nomination de l'abbé et reçurent des habitants l'acte d'hommage et de fidélité au nom du nouvel élu. Là aussi ils firent l'inventaire et il s'y trouvait les objets suivants : «... Item, tres clipeos sive pavesia. Item, tres balistas tales quales. Item, unum parvum cacabum absque manelha. Item, duas tacias de heramo, unam bonam et unam fractam. Item, in camera depicta, unam licheriam, unum mathalacium et unam culcitram de pluma, talem qualem. Item, quinque bancales. Item, unum capzalerium[1] de viridi panno cum armis domini precessoris ipsius domini abbatis. Item, unum copertorium bispartitum de rubro et de livido. Item, tres flazatas communes et tres tales quales. Item, unam aliam flazatam listatam. Item, unum traslicium stacatum. Item, ante dictam cameram, unum bancale sive bertevellum. Item, in camera alba, unam cayssam. Item, unam brehellam. Item, unum copertorium stacatum cum penne cuniculorum. Item, unam ostueyram[2] circa lectum. In camera turris, unam licheriam cum una bazachia et uno matalacio tale quale... Item, viginti quinque sextaria ficuum. Item, ducenta sexaginta sestaria bladi grossi. Secuntur ferramenta reperta in dicta domo.... Item, unum destralonum. Item, unam trevellam. Item, unum escalpre. Item, quatuor compedes, duos manuum et duos tibiarium. Item unum pathurellum[3].» Fait dans la salle de la maison abbatiale du château de Saint-Blaise. Présents : Geoffroy de Berre[4], Pierre Diani, prêtre du diocèse du Puy, Antoine Asselini de Cannes, Jean Stele de Montpellier, habitant de Tourrette, et François Alloche de Toudon, diocèse de Glandevès. — Guillaume Bonanati de la Seed de Glandevès, habitant de Nice, notaire.

Manuscrit L.

1 *Capzalerium* ou *capsellarius*, dérivé de *capsa* et *capsella*, soit petit coffre destiné à contenir des objets précieux, reliques ou autres.

2 *Ostueyram*, correspond probablement aux termes *ostière* ou *ostevent* de l'ancien français, soit porte ou paravent.

3 *Pasthurellum*, ancien français *pasture* et *pâturon*, soit entrave : ici corde à maintenir le prisonnier.

4 Geoffroi de Berre, autre frère de l'abbé. Rostaing et Geoffroi, le 4 septembre 1340, prêtèrent hommage, chacun pour la moitié du fief dont ils portaient le nom.

CCIV

1365, 21 mai.— Anno a nativitate Domini millesimo CCCLXV, die XXI mensis madii, tercie indictionis, tenore hujus publici instrumenti, universis et singulis tam presentibus quam futuris notum sit quod Johannes Dondoni de Cadreria[1] et Riqueta ejus uxor....... vendiderunt....... Guillelmo Feraudo de Scarena....... tertiam partem cujusdam prati pro indiviso dictorum jugalium : que tertia pars prati predicti est de hereditate Moneti Roque, quondam patris dicte Riquete, situm in territorio de Scarena, loco dicto justa villam, juxta vallonum ab uno latere et juxta campum ecclesie Sancti Petri de Scarena et juxta campum dicti emptoris et justa alios suos confines..... salvo jure majoris dominii, servitio et senhoria ecclesie seu prioratus Sancti Petri de Scarena : pretio convento et finito librarum quinque, solidorum xx et denariorum octo parvorun..... Actum Nicie, in banquo domus Pichelini Liti[2] ubi nunc lesda grani colligitur. Presentibus Raymundo Martini et magistro Bertrando Ysoardi.

Manuscrit T.

CCV

1365, 18 octobre. — Hugues Lamberti, prieur de Sainte-Réparate et de Notre-Dame de Gattières[3] demande judiciairement à Jacques, bailli de Gattières pour l'évêque de Vence, de

1 *La Cadière*, département des Bouches-du-Rhône, canton d'Ollioules.

2 Sur la famille Liti, venue de San Remo à Nice on pourra consulter : *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 243. — Nous ajouterons ici que « Pesselinus Lictus » ayant acheté le château de Saint-Auban possédé par noble Blaise Salvagi, Salvage Salvagi, Barthélemy Salvagi, ainsi que par Agamellon Vinciguerra et Andaron Salvagi, frères et neveux dudit Blaise, tous de Gênes, auxquels le roi Robert en avait fait donation, celui-ci ratifia cet achat par acte du 23 septembre 1351. — Archives des Bouches-du-Rhône, B, 144, f° 278.

3 Cette église est toujours dite *Nostra domina de subtus castrum de Gateriis*.

signifier, au moyen d'un nonce ou crieur public ou comme mieux lui semblera, à tous les habitants de ce lieu possédant des biens en emphytéose sous la seigneurie du prieuré, de se présenter au prieur et lui en passer reconnaissance. Les emphytéotes interviennent au nombre de seize et font l'acte demandé. Présents : Jacques Soleillas, prieur dudit château, David Balbi d'Aspremont et Pierre Aymeric de Vence. — Guillaume Lamberti de Nice, notaire.

Manuscrit L.

CCVI

1366, 24 janvier. — Jean Verani de l'Escarène vend à Jean Baudi, au prix de 4 livres, 18 sous, 8 deniers *parvorum*, un casal touchant les maisons d'Henri Mascarelli, Pierre et Guillaume Faraudi, Guillaumette, veuve de Jean Fulconis, dépendant de la seigneurie du prieuré de Saint-Pierre dudit lieu, et sous le service de 12 deniers de Gênes. Jean Ysoardi, prieur de ladite église, donne son consentement « Actum in Scarena in aula claustri dicte ecclesie ; in presencia Johannis Bruni dicti loci et Petri Aurengue habitatori ibidem ». — Louis Vallete, notaire.

Manuscrit L.

CCVII

1366, 8 février. — Urbanus episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Cunctis orbis ecclesiis et monasteriis, disponente Domino, presidentes, circa singulorum statum prosperum studiosis desideriis vigilamus, eaque sic cupimus utilis nostre provisionis ope dirigere ut decor et venustas eorum, auctore Domino, jugiter augeatur. Attendentes igitur quod in celebri monasterio Sancti Victoris Massiliensis, ordinis Sancti

Benedicti, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinenti, multorum membrorum subjectione decoro sicuti ab experto cognovimus, sic divini nominis cultus splendet, sacra religio colitur, et ipsius beati Victoris meritis virtutes triumphant et vitia diminuuntur, quod monasterium ipsum inter cetera dicti ordinis monasteria observancie regularis fore dinoscitur speculum et exemplar. Propterea ad monasterium Sancti Poncii, extra muros Nicienses, dicti ordinis, vigilancie nostre oculos dirigentes, ac sperantes quod monasterium ipsum, sicut ei expediens fore percepimus, sub majoritate dicti monasterii Sancti Victoris in spiritualibus et temporalibus debeat multipliciter adaugere, ex premissis et certis aliis rationabilibus causis ad hoc nos moventibus, ad omnipotentis Dei laudem et gloriam in ipsius divini cultus et observancie regularis augumentum, dictique monasterii Sancti Poncii statum prosperum et tranquillum, ipsum monasterium cum omnibus prioratibus, domibus, grangiis, membris, et aliis locis ac juribus et pertinentiis suis, ac personis tam regularibus quam secularibus degentibus in eosdem, nec non abbatem ipsius monasterii, qui est et erit pro tempore, prefato monasterio Sancti Victoris, ejusque observancie regulari, tam in habitu quam certis ejus cerimoniis, statutis, consuetudinibus, moribus et disciplinis, nec non abbatis ipsius monasterii Sancti Victoris, qui est et pro tempore fuerit, potestati, jurisdictioni, obediencie et correctioni, auctoritate apostolica ex certa scientia in perpetuum subiicimus, ipsosque abbatem, monachos et alias personas monasterii ipsius, ac prioratus membrorum et locorum taliter subjectorum ac monasterium ipsum Sancti Poncii, cum prioratibus, membris et locis ejusdem ab omni juridictione, dominio, et potestate ac visitatione quorumlibet aliorum ordinariorum judicum totaliter eximentes decernimus, eos omnibus immunitatibus..... perpetuo posse et debere gaudere, quibus prefatum monasterium Sancti Victoris ac persone illius fruentur et gaudent : adiicientes ut quoties ipsius monasterii Sancti Pontii abbatis imminebit electio facienda, ad conventum ipsius monasterii Sancti Pontii

ejusdem sui abbatis electio, ad abbatem vero dicti monasterii Sancti Victoris ipsius electionis confirmatio pertineat; quodque, tam abbas dicti monasterii Sancti Pontii qui nunc est, quam eius successores, eidem abbati prelibati monasterii Sancti Victoris tanquam superiori ejusque successoribus, monachi vero et alii subditi dicti monasterii Sancti Pontii suo abbati prestare obbedientiam teneantur. Ad quem abbatem supradicti monasterii Sancti Pontii, in ipso monasterio monacorum receptio, professionis regularis admissio, beneficiorum tam regularium quam secularium dependentium ab ipso monasterio Sancti Pontii colatio, presentatio, seu quevis alia dispositio, subditorumque ipsius monasterii Sancti Pontii correctio et punitio in antea pertineat, sicut prius. Si vero abbas ipsius monasterii Sancti Pontii deliquerit, ad abbatem monasterii Sancti Victoris prefati correctio et punitio illius, cum consilio proborum ejusdem monasterii Sancti Victoris, prout ibidem laudabiliter observatum est, hactenus debeat pertinere. Statuimus insuper ut ad eundem abbatem monasterii Sancti Pontii predicti in ejus monachos et conversos, aliosque subditos suos, quoad visitationem, correctionem, punitionem et omnimodam jurisdictionem et cognitionem ecclesiasticam et mundanam plena spectet auctoritas et potestas, que et prout antea de jure vel consuetudine pertinebat; salvo quod si forsan subditi hujusmodi per eundem abbatem indebite gravarentur, possint eo casu ad abbatem dicti monasterii Sancti Victoris per appellationis remedium habere recursum. Porro si idem abbas prefacti monasterii Sancti Pontii monachos aliquos indisciplinatos habuerit vel rebelles, illos ad prefatum Sancti Victoris monasterium remittere valeat corrigendos et puniendos, seu ad loca alia dicto monasterio Sancti Victoris subjecta, prout eidem abbati Sancti Victoris videbitur, substituendos, seu etiam permutandos alios totidem numero, si per abbatem eundem ad dictum monasterium Sancti Pontii mittere forsan contigerit recepturos teneatur; quodque idem abbas Sancti Pontii ad capitulum generale monasterii Sancti Victoris, quandocumque

ex parte abbatis ipsius monasterii Sancti Victoris ei mandabitur, personaliter convenire vel personam idoneam destinare, ut ipse abbas Sancti Pontii eidem abbati Sancti Victoris monasteriorum predictorum in festo Sancti Michaelis viginti solidorum Turonensium aureorum censum dare, eumque ad visitationem in dicto monasterio Sancti Pontii admittere, cum ipsum ad illud, visitationis causa, contigerit declinare, sibique procurationes, ratione visitationis hujusmodi, debitas exhibere ; visitatio vero locorum ipsi monasterio Sancti Pontii subditorum et personarum earum ad prefatum abbatem memorati monasterii Sancti Pontii tantum spectet, non obstantibus quibuscumque apostolicis vel aliis constitutionibus, nec non statutis et consuetudinibus monasterii et ordinis predictorum contrariis, juramento vel quacumque firmitate alia roboratis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre subjectionis et constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc actentare presumserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avenioni, sexto idus februarii, pontificatus nostri anno quarto. De mandato sanctissimi Domini nostri Pape. Vuyssa[1].

CCVIII

1366, 12 avril. — Anno a nativitate Domini millesimo CCC° LXVI, die XII° mensis aprilis, cunctis tam presentibus quam futuris sit notum, quod Johannes Audo de Luceramo, ad requisitionis instantiam viri religiosi domini Johannis Lombardi prioris Scarene et procuratoris beate Marie de Luceramo vel ejus ecclesie,

1 Archives d'état de Turin, *Abbazia di San Ponzio*, mazzo unico, n° 3. — Cette pièce, simple copie authentique, s'y trouve inexactement registrée avec la date du 8 février 1265 ; on a confondu les deux papes du même nom. — Le manuscrit L n'en donne que l'analyse et les extraits les plus importants.

scienter et sponte recognovit in presentiam mei notarii subscripti et testium subscriptorum per se et suos heredes et successores quoscumque, dicto domino priori recipienti et stipulanti nomine quo supra pro se et successoribus suis, se in perpetuum et in emphiteusim sub dominio, servitio et senhoria ecclesie jam dicte quandam vineam in territorio Lucerami sitam, videlicet in loco qui dicitur, Lo Dereyre, cujus tales esse dicuntur confines : superius confrontatur cum via publica, inferius et ab uno latere cum vinea Philippi Audonis, et ab alio latere cum vinea Johannis Tronelli, ad servitium annuale januinorum solidorum duorum in festo Sancti Michaelis, anno quolibet, nomine servitii et pensionis, et trezenum tociens quociens venderetur vel alienaretur vinea predicta. Promittens dictus Johannes Audo, per se et heredes suos dicto domino priori stipulanti et recipienti, nomine quo supra, pro se et successoribus suis, dictam vineam non vendere nec alienare alicui persone ecclesiastice, nobili vel hospitali, seu alicui alteri a jure prohibite : et si forte alicui alteri vendi vel alienari contigerit, quod dictus Johannes Audo, dominus prior, vel priorisque rector dicte ecclesie, possit pro minori pretio solidorum quinque quam alicui alteri retinere. Quam quidem pensionem dictus Johannes Audo promisit annuatim, ut dictum est, solvere, ipsamque vineam et jura sua manutenere, meliorare et non deteriorare et omnia que supra dicta sunt observare. Actum Lucerami, ante domum Johannis Maurelli, ipso presente, et Guillelmo de Castello filio quondam Leonis de Luceramo testibus. — Et me Riculpho Porcelli, notario.

Manuscrit T.

CCIX

1367, 6 janvier. — Les habitants de Nice convoqués au son de la cloche et de la trompette par le nonce Bernard Vilaris, sur l'ordre d'Antoine Terraci, juge et lieutenant du viguier, en l'absence de noble Amelius d'Agout, viguier et capitaine de la

viguerie[1], se réunissent sur la place du palais de la Cour réginale; « in qua congregatione erant plus quam due partes hominum dicte civitatis et quidem consilii sanioris.[2] » Ceux-ci, autorisés à ce faire par ledit juge, à la requête de Laurent, abbé de Saint-Pons[3], approuvèrent la dernière sentence arbitrale qui mettait fin aux graves différents entre la ville et l'abbaye. Sont présents : Guillaume Amesini, prévôt de la cathédrale, Jean de la Colle[4], prieur de Villeneuve et official de Nice, et les notaires Guillaume Bonanati de la Séed de Glandevès, Bertrand Laugier d'Entrevaux, Foulque Gili de Saint-Paul. — Louis Vallete de Peille, notaire.

Manuscrit L.

CCX

1367, 4 février. — On prémet que la ville de Nice, du temps de l'abbé Guillaume, et comme compensation des dommages subis, devait acheter, en faveur de l'abbaye, une rente de 150 florins d'or ou pour mieux dire autant de possessions emphytéotiques dont les services correspondraient à cette rente et deviendraient sa seigneurie. Que la ville devait pareillement refaire à ses frais les trois tables de vente qui avaient été détruites par la populace, et fixer au moyen d'estimation le remboursement à fournir à l'abbaye pour les maisons lui appartenant qui avaient été démolies pour les fortifications de la ville, enfin l'indemniser en tout, selon la sentence acceptée par l'abbé Jean. Que l'abbé s'était engagé à délivrer les habitants de l'obligation de moudre à ses moulins et cuire à ses fours, et avait cédé sur les anciens

1 Gioffredo (vol. III, p. 335) les mentionne comme présents à l'assemblée des trois états qui ont lieu à Nice le 5 juin.

2 Le document original contenait les noms des citoyens intervenus, et le copiste dit que leur nombre se montait à 800.

3 Gioffredo dans le *Nicea Civitas* (p. 218) donne à cette époque le nom d'un abbé *Alphonsus*, mais il s'agit d'*Alphantus* qui a siégé vingt ans plus tard, comme on le verra.

4 *Johannes de Colla.*

droits de lod et trézain et autres, d'après la sentence indiquée. C'est pourquoi la ville avait nommé Georges Prioris et maître Jean Guersi qui avaient reconnu la dette de la ville envers l'abbaye pour le montant de 800 florins en payement des arrérages, indemnités et frais de justice admis par la sentence ; en plus ils remettaient à l'abbé Laurent la rente de 150 florins sur les biens emphytéotiques achetés au nombre de cent, et qui se trouvaient répartis dans les différentes régions de Nice de la façon suivante : « In Campolongo, 24 ; in Campolongo alias ad Sanctum Stephanum, 1 ; in Rocabilhera, 25 ; ad Buffam, 8 ; ad Puteum Nitardi, 6 ; in valle Lempede, 10 ; in Folquyes, 6 ; in Croso Capelli, 4 ; loco dicto Matz [1], alias in vallono Sancti Poncii, 1 ; loco dicto al Matz, alias ad Sanctum Bartholomeum, 2 ; loco dicto ad Teuleriam, 1 ; in Cimeriis, 1 ; loco dicto ad Arborem et in territorio de Arbore, 7 ; in Gayraudo, 1 ; loco dicto als Calmes, seu in territorio fratrum Carmelitarum, 3 ; loco dicto als Matz, 1 ; loco dicto ad aquam Folqueriorum, 1 ; in Burgo de Maciis, una domus. » Fait à Nice dans la maison de l'abbaye et dans la grande chambre de l'abbé. Présents : Guillaume Amesini, prévôt de la cathédrale, frère Jean Grallieri, chanoine de Nice, Raymond Fachery, chapelain d'Hyères, Foulque Ranulphi de Vence, chapelain-curé de l'église de Sainte-Réparate, Guillaume Vésiani d'Aspremont. — Louis Vallete, notaire.

Manuscrit L.

CCXI

1367, 5 mars. — In nomini Domini, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo tercentesimo sexagesimo septimo, die quinta mensis martii, quinte indictionis, tenore hujus publici instru-

1 Réellement le copiste, ici et dans l'indication suivante, a lu *Macz* ; nous croyons devoir amender par *Matz*, d'autant plus qu'il confond parfois les lettres *c* et *t*. Voir, sur cette localité : *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 301.

menti, universis et singulis, tam presentibus quam futuris, pateat evidenter, quod nos Guillelmus Amesini prepositus Niciensis, reverendi in Christo patris et domini Laurentii Dei gratia abbatis monasterii Sancti Pontii extra muros Nicie, in spiritualibus et temporalibus vicarius generalis, sedens more majorum pro tribunali, per hanc nostram diffinitivam sententiam et cognitionem declaramus, quod presentatis nobis noviter quibusdam patentibus litteris emanatis a dicto domino abbate, ejus pontificali seu magno sigillo a tergo ipsarum in cera rubea more solito sigillatis, ex parte ejusdem abbatis et lectis nunc et publicatis per notarium subscriptum, in nostri presentia et audientia partium subscriptarum et testium subscriptorum : quarum quidem commissionis hujusmodi litterarum tenor per omnia sequitur et est talis. — Laurentius, Dei gratia, abbas monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie, venerabili et religioso viro domino Guillelmo Amesini preposito Niciensi salutem et sincere dilectionis affectum. Cum circa expeditionem nobis incumbentem negotiorum plurium et causarum, tam spiritualium quam temporalium, vacare et intendere non possumus, variis aliis occupationibus impediti, et etiam quia ad Romanam curiam breviter, Christo duce, intendimus personaliter proficisci pro certis dicti nostri monasterii negotiis finiendis : propterea vos, velut illum de quo, ut frater, confidimus, cum vestri beneplacito, in nostri adjutorium assumentes, vos vicarium nostrum generalem in spiritualibus et temporalibus cum plenitudine omnimode potestatis, tenore presentium constituimus, vobis, circa auditoriam, expeditionem, decisionem et terminationem omnium et singularum causarum seu questionum et negotiorum, tam in foro spirituali quam temporali, ad nos quomodolibet pertinentes. Insuper, earundem presentium serie damus expressius in mandatis omnibus et singulis, tam monachis quam laicis quomodolibet nobis subjectis, ut, vobis, sicut nobis in dicto vestro generalis vicariatus officio, in omnibus obediant efficaciter. Nos enim universa et singula, que rite cognoveritis, ordinaveritis et preceperitis, dicti vicariatus

officii ratione, rata, placibilia habebimus et faciemus, actore Domino, inviolabiliter observari. In cujus rei testimonium, presentes nostras litteras fieri exinde fecimus et nostro pontificali sigillo, a tergo ut convenit, communiri. Datum Nicie in hospitio nostro, die XXVIII mensis januarii. quinte indictionis, anno a nativitate Domini millesimo CCC° LXVII°. Subsequenter post primam presentationem dictarum litterarum prescriptarum, comparentibus coram nobis predicto vicario religioso viro fratre Johanne Ysoardi, monacho dicti monasterii Sancti Pontii priore ecclesie Sancti Petri de Scarena, ex una parte, et Petro Faraudi loci predicti de Scarena coram nobis convocato, mandato nostri vicarii supradicti, ad instantiam domini prioris, idem frater Johannes Isoardi, prior predictus ecclesie Sancti Petri loci ipsius, nomine dicte sue ecclesie petiit coram nobis a predicto Petro Faraudi, presente et audiente, quintam decimam partem omnium fructuum exeuntium et qui exierunt et exient ex quadam terra dicti Petri Faraudi et Guillelmi fratris sui, sita in valle de Scarena, territorii loci ipsius juxta graveriam aque que venit deversus Luceramum et juxta terram gastam et juxta alios suos confines pro decima prestari et solvi annis singulis ipsi ecclesie Sancti Petri petendo ipsam quintam decimam partem ipsorum fructuum pro decima, ut prefertur, sibi seu dicte sue ecclesie solvi et dari per dictum Petrum et dictum ejus fratrem pro anno proxime preterito, cum non habuerit, sicut dixit, nisi tricesimam partem pro ipsa decima de fructibus dicte terre anni ipsius proxime preteriti a fratribus memoratis et ipsam quintam decimam partem fructuum dicte terre pro decima, ut supra expressum est, petiit dictus prior sibi et dicte sue ecclesie Sancti Petri solvi, dari et prestari ex dicta terra, per dictos fratres Petrum et Guillelmum, illis modo et conditione quibus ceteri homines et persone etiam loci predicti de Scarena solvunt et prestant et solvere et prestare tenentur decimam dicte ecclesie pro possessionibus omnibus atque terris aliis infra territorium dicti loci de Scarena situatis, pro et ex quibus possessionibus et terris solvi et dari debet

annis singulis ecclesie ipsi pro decima quinta pars omnium fructuum ex ipsis exeuntium sicut asseruit idem prior et etiam hoc coram nobis monstravit per tenorem cujusdam instrumenti publici nobis in judicio, presente dicto Petro Faraudo, exhibiti et producti, scripti et signati, ut in eo legitur, manu Guidonis Cravi notarii publici, per eumque extracti de cartulariis magistri Johannis Cravi notarii publici patris sui tunc viventis et manu etiam dicti Johannis Cravi notarii etiam solemniter subscripti, scripti sub anno nativitatis Domini millesimo CCCXLVIII, indictionis II, mensis novembris die sexto, quod incipit in secunda linea *Reverendus* et finit *in eosdem muros*. Quod instrumentum continet quandam concessionem factam dudum hominibus omnibus dicti castri de Scarena, seu universitati ejusdem per quondam reverendum in Christo patrem et dominum, dominum Guillelmum, Dei gratia, tunc abbatem dicti monasterii Sancti Pontii cum consensu certórum monachorum dicti monasterii in ipso instrumento nominatorum, faciens dictum instrumentum de ipsa quinta decima parte omnium fructuum exeuntium ex possessionibus dicti territorii dando pro decima ipsi ecclesie expressam et plenariam mentionem.

Item, etiam coram nobis similiter in judicio produxit dictus prior quoddam aliud publicum instrumentum scriptum et signatum, ut in eo legitur, per Guillelmum Therii notarium publicum, sub anno millesimo CCLII, indictionis VIIII, mensis aprilis die XVI, continens limitationes, confines et terminos territorii de Scarena. Et ex adverso dictus Petrus Faraudi, obiiciendo et contradicendo super petitis per dominum priorem, dixit se et dictum fratrem suum non teneri ad dandum seu prestandum ipsi ecclesie de Scarena, nisi tricesimam partem grani seu fructuum exeuntium ex terra predicta supra confrontata pro decima, et se et omnes predecessores suos consuevisse dare pro decima ipsi ecclesie tantum tricesimam partem predictam et non plus grani seu fructuum exeuntium ex eadem terra, et nunquam visum fuisse contrarium per personam aliquam eo modo videlicet

et illa conditione quibus homines de Pilia solvunt decimam ecclesie de Pilia, et non aliter, cum campum ipsum, seu terra ipsa, francum seu francam ab omni servitutis onere, emerat a magistro Ludovico et Manuele fratribus de Pilia Henricus Faraudi patruus eorundem Petri et Guillelmi Feraudi fratrum, heredum ejusdem Henrici, prout etiam hoc monstravit per tenorem cujusdam instrumenti publici nobis in judicio exhibiti et producti, scripti et signati, ut in eo legitur, manu Karoli Bonfilii notarii publici sub anno nativitatis Domini MCCCXLIX, indictionis II, die XXVI mensis Augusti. Deinde per nos dictum vicarium generalem, auctoritate et vigore nostre commissionis prescripte, cupientes summarie et de plano in hac causa procedere, fuit presens dies pro termino assignata dictis partibus ad proponendum, obiiciendum et monstrandum si quid aliud proponere obiicere et monstrare vellent, nec non ad nostram sententiam et cognitionem in causa presenti audiendam, in quo termino comparentes coram nobis partes ipse nihil aliud quam supra proponere, obiicere et monstrare voluerunt, sed paratas se dixerunt nostram sententiam et cognitionem in causa presenti audire, prout ad ipsam audiendam presens dies fuerat eis pro termino assignata. Tandem nos vicarius in spiritualibus et temporalibus prelibatus, sedens more majorum pro tribunali, visis et auditis supra petitis per dictum fratrem Johannem Ysoardi priorem de Scarena prefatum, visisque et diligenter inspectis et intellectis instrumentis supra per eum productis, superius designatis, videlicet dicto instrumento concessionis prefate per quod constat evidenter quod pro et ex singulis possessionibus situatis in dicto territorio de Scarena debetur, pro decima, quinta decima pars omnium fructuum ex ipsis possessionibus exeuntium, dictoque instrumento limitationum territorii per quod una cum depositionibus certorum testium per dictum priorem productorum super hoc et per nos auditorum, nobis etiam constat dictum campum seu terram dictorum Petri et Guillelmi Feraudi fratrum situm in valle de Scarena supra confrontatum seu confrontatam

esse infra dictum territorium de Scarena et infra confines seu limites in ipso instrumento descriptos; auditaque etiam ratione dicti Petri Feraudi de franquitate dicti campi in contrarium allegata que non obicit seu contrariatur tenoris seu continentie instrumenti predicti dicte concessionis, cum emi seu vendi non potuerit dictum campum in prejudicium ecclesie predicte, seu decime sue. Munientes nos signo Sancte Crucis, dicentes : in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen ; non declinantes ad dexteram potius quam sinistram sed equo juris tramite incedentes, presentibus dicto priore et Petro Faraudi, die presenti, dictis partibus ad nostram audiendam sententiam et cognitionem super causa presenti per nos pro termino assignata, dicimus, cognoscimus et pronunciamus sententialiter, vigore et auctoritate litterarum prescriptarum nostre commissionis prescripte, prestari et dari debere ecclesie supradicte Sancti Petri de Scarena, seu dicto ejus priori, annis singulis pro decima, quintam decimam partem fructuum ex campo predicto seu terra, supra confrontato seu confrontata, exeuntium, juxta et secundum tenorem et continentiam instrumenti predesignati dicte concessionis; confirmando et rattificando dictum instrumentum concessionis et ipsam concessionem in singulis suis capitulis atque verbis, non obstantibus superius in contrarium allegatis per dictum Petrum Faraudi, hanc nostram diffinitivam sententiam et cognitionem in hiis scriptis presentibus, ore proprio proferentes. De qua quidem sententia et cognitione dictus dominus prior de Scarena, pro dicta sua ecclesia, petiit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Lecta, lata, publicata et pronunciata fuit dicta sententia per dictum dominum vicarium generalem, infra hospicium sue propositure Niciensis, in aula exteriori versus Lempedam[1] in quodam bancho pro tribunali sedentem, more majorum, in presentia venerabilium religiosorum virorum dominorum Johannis Ruffi canonici et sacriste

1 Cette indication est très précieuse pour fixer la position de la prévôté.

Niciensis, Antonii Spitalerii archipresbiteri de Clancio et domini Rostagni Borolii de Nicia, capellani, testium, et mei Ludovici Vallete, notarii.

Manuscrit T.

CCXII

1367, 8 juillet. — Anno incarnationis Domini millesimo CCC° LXVII°, die VIII[a] mensis Julii, quinte indictionis, notum sit cunctis presentibus et futuris, hoc presens publicum instrumentum inspecturis, quod sacra commendat authoritas et judicia divina ad hec conveniunt, ut qui culpa caret, nullis agitationibus flagitetur, sed equo tractetur fomite bonique reprobi : bonus videlicet a pena illesus servetur et malus, secundum sua demerita ultionis gladio feriatur. Sane igitur nos Laurentius de Girona, jurisperitus, judex curie reginalis comitatus Vintimillii et vallis Lantusce, ex tenore hujus nostre diffinitive sententie, declaramus in quinto nostri regiminis parlamento quandam inquisitionem factam per dictam curiam contra Hugonem Bruni, Hugonem Verani, Feraudum Aymerici, Pontium Trocelli, Pelhascum Conilhi de Scarena[1], et omnes alios qui de subscriptis modo aliquo poterunt culpabiles reperiri. Anno quo supra, die X[a] mensis Januarii, quinte indictionis, fit inquisitio per curiam supradictam, mandato quo supra et per me dictum notarium, contra dictos, qui de subscriptis modo aliquo poterunt culpabiles reperiri ad intimationem dicti baiuli asserentis sibi denunciatum fuisse per Petrum Feraudi de Cespitello et Bertinum Fornarii de Menthono, super eo videlicet quod dictus delatus hiis diebus non longe preteritis, eorum audaciis presumptivis, diabolica stigatione moti, cum ipsi denunciantes discedentes a castro de Scarena venientes versus castrum de Pilia, et dum fuerunt juxta molendinum castri de Pilia, infra territorium Pilie, ducentes secum paci-

1 Selon l'analyse du manuscrit L, ce nom serait *Pelharastum*, ce qui n'est pas exact.

fice et quiete Antonium Barruellis cum quoddam asino quem furatus fuerat in castro de Menthono Peyracio Malavenna de Menthono; ipsi inquam delati, armati diversorum armorum in manibus, in dictos denunciantes irruerunt animo furibundo dicendo : « Atras, atras, quare ducitis ipsum hominem et asinum; opportet vos retrocedere, velitis aut nolitis », minando eisdem denunciantibus de persona, ipsosque per vim et violentiam duxerunt ipsos denunciantes ad castrum de Scarena, in penam contra talium presumptores a jure stabilitam temere incidentes.

Item, inquiritur per ipsam curiam contra dictos delatos ad denunciationem predictam, super eo videlicet quod dicti delati venientes contra preconizationem factam per ipsam curiam de armis prohibitis non portandis, lanceas, cultellos ultra mensuram, infra territorium Pilie contra dictos denunciantes portarunt, in penam in dicta preconizatione contentam, cujus tenor inferius describitur, temere incidendo. Anno nativitatis Domini millesimo ccc° lxvii°, die xiii mensis februarii, quinte inditionis, Hugo Bruni de Scarena, unus ex principalibus supra accusatis juravit stare mandatis ipsius curie et super contentis in dictis inquisitionis titulis meram fateri veritatem, ipsis titulis primo sibi lecto et dato intelligi in vulgari, ut principalis in facto suo proprio et ut testis in alieno ; qui ut principalis juramento suo et primo super primo titulo negavit contra ipsum intitulata penitus fore vera. Bene verum est quod quadam die, diu lapsa, dominus prior de Scarena dixit eidem deponenti et aliis supra nominatis ut sequerent quosdam homines de Menthono qui recedebant versus Piliam, cum quodam qui furatus fuerat unum asinum et eis dicerent ut reverterentur versus Scarenam ; qui audientes preceptum eis factum per ipsum dominum priorem, accesserunt post ipsos homines et ipsos fecerunt retrocedere cum bona voluntate ipsorum apud Scarenam. Interrogatus ubi ipsos invenerunt, dixit, quod in territorio communi Pillie et Scarene, prope quoddam molendinum quod est in valleria prope Scarenam. Interrogatus quare ipsum latronem dimiserunt, dixit, quod ipse spolia-

vit se et rapuit fugam. Super titulo secundo, dixit, quod sicut consuetum est, portabat lanceam et, ut testis dixit, se nihil aliud scire quam supra dixit. Et eodem die Hugo Verani de Scarena, unus ex principalibus supra accusatis juravit stare mandatis ipsius curie et supra contentis in dicte inquisitionis titulis, meram fateri veritatem, ipsis titulis primo sibi lectis et datis intelligi in vulgari, ut principalis in facto suo proprio, et ut testis in alieno, qui ut principalis et primo : super primo negavit contra ipsum intitulata penitus fore vera ; bene verum est quod quadam die, diu lapsa, dominus prior de Scarena sibi fecit preceptum ut sequeretur quosdam homines de Menthono qui recedebant versus Piliam et discesserant a villa Scarene, qui homines ducebant unum asinum, et simile preceptum fecit supranominatis condelatis, ita quod sequti fuerunt ipsos homines, et dum fuerunt prope quoddam molendinum de Pilia, in territorio communi Pilie et Scarene, invenerunt ipsos homines cum quoddam asino et eis dixerunt, ex parte domini prioris predicti, quod reverterent apud Scarenam, quoniam dominus prior eis mandabat. Qui homines dixerunt, quod libenter : et reversi fuerunt apud Scarenam. Interrogatus si Antonius Barruelis erat cum illis hominibus, dixit, quod sic. Interrogatus quare ipsum non ceperunt, dixit, quod ipse Antonius posuit se primus et spoliavit se ac fugam rapuit. Item, interrogatus qualiter dictus dominus prior eis dixit quando iverunt post ipsos homines, dixit, quod eis dicerent, ex parte sua, ut retrocederent : aliud noluit fateri, et ut testis dixit, se nihil aliud scire. Super titulo secundo dixit se portasse lanceam ut consuetum est. Eodem die Pelhascus Conilhi de Scarena, unus ex principalibus supra accusatis, juravit stare mandatis ipsius curie et super contentis in dicte inquisitionis titulis, meram fateri veritatem, ipsis titulis prius sibi lectis et datis intelligi in vulgari ; qui juramento suo interrogatus ut principalis in facto suo proprio et ut testis in alieno ; et primo, super primo titulo, negavit contra ipsum intitulata prout jacent penitus fore vera, dixit tamen quod pridem aliqui homines de Menthono venerant ad Scarenam pro

petendo unum asinum, qui ut dicebatur, ibidem invenerunt, sic quod recedebant versus Piliam ; quod sciens dominus prior de Scarena precepit ei et supranominatis hominibus ut irent post ipsos homines et eis dicerent, ex parte sua, ut retrocederent ad Scarenam, sic quod ipse loquens, volens obedire domino suo, una cum aliis supra nominatis, secuti sunt ipsos homines de Menthono et ipsos invenerunt in territorio communi de Pilia et de Scarena, qui ducebant unum asinum et cum eis erat Antonius Barruellis de Gordolono, ita quod eis dixerunt ut retrocederent versus Scarenam, quoniam dominus prior mandabat eis ; qui homines de Menthono dixerunt, quod libenter ; et sic reversi fuerunt ad dictum dominum priorem. Tamen dictus Antonius Barruelli aufugivit, omnia se spoliavit et deinde rapuit fugam ; aliud noluit fateri principalibus interrogatoriis sibi factis. Super titulo secundo, dixit, verum esse lanceam portasse. Eodem die Feraudus Aymerici de Scarena, unus ex ipsis supra accusatis, juravit stare mandatis ipsius curie et super contentis in dicte inquisitionis titulis meram fateri veritatem, ut principalis in facto suo proprio et ut testis in alieno, ipsis titulis primo sibi lectis et datis intelligi in vulgari ; juramento suo ut principalis negavit contra ipsum intitulata, prout jacent, penitus fore vera, dixit tamen quod quidam homines de Menthono fuerunt in Scarena, qui querebant unum asinum et inibi ipsum invenerunt, prout dicebatur, ita quod recesserunt versus Piliam, sic quod dominus de Scarena, prior, precepit eis ut irent post dictos homines et eis dicerent ut retrocederent et venirent ad Scarenam ; qui deponens, volens obedire mandatis domini sui, una cum aliis supra nominatis, secuti fuerunt ipsos homines et ipsos invenerunt in territorio communi de Pilia et de Scarena, et eis dixerunt quod retrocederent, quoniam dominus prior hoc eis mandabat, quod et fecerunt ipsi homines de Menthono cum illo asino quem ducebant; et antequam fuissent ad castrum de Scarena Antonius Barruellis posuit se in camisia et fugam rapuit, aliud noluit fateri, pluribus interrogatoriis sibi factis, et, ut testis, dixit, se nihil aliud

scire quam supra dixit. Super titulo secundo, juramento suo interrogatus dixit, quod non portabat nisi lanceam, sicut est consuetum. Sequitur tenor defensionum factarum per dictos delatos, ut ecce. Licet ex actismet inquisitionis suprascripte facte per dictam curiam reginalem Cespitelli, contra Hugonem Bruni, Hugonem Verani, Feraudum Aymerici, Pontium Trocelli et Pelhascum Conilhi castri de Scarena, cujus inquisitionis titulorum primi et secundi recitatio hic obmittitur, gratia brevitatis qua gaudent moderni[1] ut legis in principio cum in vetere[2] Dig. « Quod metus causa[3] », de ipsorum delatorum innocentia clare constet dicto domino judici, ita quod aliis defensionibus opus non esset, tamen ex abundanti cautela quod prodesse[4] consuevit et non nocere, ut lex « testamenta » in fine Cap. « De testamentis[5] », dicti delati, nec non dominus prior de Scarena, pro jure et jurisdictione sua conservanda et ipsorum delatorum innocentia clarius demonstranda ac absolutoria sententia juridice adversus intitulata consequenda a domino judice curie prelibate, offerunt titulos defensionales subscriptos cum juris allegationibus etiam, que sequntur; cum protestatione tamen quod onus alicujus probationis superflue in se assumere aliqualiter non intendunt.

Primo : probare intendunt dicti delati, quod dictus dominus prior de Scarena, pro jure et jurisdictione sua tuendis, percepto, quod quidam extranei recedebant cum uno asino, furto, ut dice-

1 Le copiste n'ayant su interpréter les citations du *Codex*, du *Digestum* et des *Institutiones* qui sont insérées dans le texte, accumule ici un grand nombre d'abréviations erronées et sans souligner le texte des lois citées, ce qui rend assez difficile de réintégrer exactement l'original primitif.

2 On ne saurait donner ce passage d'une façon sûre ; le ms. porte seulement *L in princip. cum in vero*. Le mot *digesto* est indiqué au moyen du sigle bien connu. On pourrait croire, d'après les citations qui suivent, qu'il est fait allusion ici aux formules du Droit Romain qui furent modifiées à une époque plus moderne, et surtout à celle du c., l. II, t. 20, *De his quae vi metusve causa gesta sunt*.

3 D., l. IV, t. 2, l. I. — L'intitulé de cette loi porte, *Quod metus causa gestum erit*.

4 Le ms. a *prodest*.

5 C., l. VI, t. 23, l. 17. — On observe que cette loi, *De superfluis et necessariis omissis*, finit par les mots, *Cum superflua non noceant... namque necessaria praetermissa imminuunt contractus et testatoris voluntati, non abundans cautela*.

batur, subtracto, precepit ipsis delatis quod sequerentur eosdem et illis dicerent quod reverterentur ad dictum castrum de Scarena et ad dominum priorem prenominatum, ratione cujus precepti tunc accesserunt ad illos homines delati prenoninati, et nihilominus ad hoc probandum exhibent et producunt scripturam publicam et testificatoriam precepti predicti facti per dominum priorem prenominatum.

Secundo : probare intendunt quod dictum castrum de Scarena habet et habere consuevit, ab antiquo, territorium proprium et limitatum, per Tornafortum militem et Bertrandum Gaufridi quondam cives Nicie, ex potestate eis attributa dudum per quondam illustrem dominum Carolum, domini regis Francie filium, Andegavie, Provincie et Forcalquerii comitem et marchionem Provincie, prout de predictis territorio et limitatione, ac limitantium et declarantium potestate constat duobus publicis instrumentis, quorum unum scriptum et signatum manu Petri Pedagerii notarii publici, sub anno domini MCCCXLI, die XVI mensis martii, quod incipit in secunda linea, *religiosus* et finit in eadem, *nobili;* aliud vero scriptum et signatum est manu magistri Guillelmi Terii notarii domini Raymundi Berengarii quondam, sub anno MCCLII, indictione nona, mensis aprilis die XVI, quod incipit in secunda linea, *constituti* et finit in eadem, *locorum.*

Tertio : probare intendunt dictus dominus prior et delati, quod locus qui est prope molendinum quod est in quadam valleria prope Scarenam, ubi dicti delati invenerunt dictos homines extraneos, est de territorio proprio dicti castri de Scarena et infra limites dicti territorii et alios contentos et designatos in dicto instrumento terminorum territorii memorati. Super quibus titulis petunt citari tantum prescriptos seu alios quos duxerint nominandos, mediis juramentis.

Quarto : probare intendunt quod juxta consuetudinem dicti castri et generalem in Provincia, homines dicti loci portant et portare consueverunt per dictum castrum eundo et redeundo,

et etiam per territorium dicti castri et aliorum itinerando, eorum arma prohibita, libere et impune et absque contradictione officialium dicti loci curie reginalis. Hiis igitur presuppositis, est dicendum cum correctione dicti domini judicis, dictos delatos, super contentis in primo titulo, condemnari non posse sine offensa justitie, quia non sunt confessi intitulata eo modo et forma quibus intitulantur; ymo negaverunt nec convicti quemlibet de eisdem, per aliqua probationum genera, non ejus irruptio furibunda, nec injuria seu violentia, nec mine intitulate, seu accessus ad territorium, seu infra territorium proprium Pilie probatur aliqualiter, pro parte dicte curie vel denunciantium, quod esset necesse ut condemnatio sequi posset. Quia nos in quemcumque sententiam ferre non possumus, nec sancire[1], aut in convictum aut in sponte confessum[2] ut nisi quod est contra[3] nos, in Cap. «Judex»[4] et Cap. «de Penis», lex «Qui sententiam»[5] et alias, dictus reus absolvi; et sic ipsi delati, per regulam juris communis, actore non probante, sunt ut extra de causa ipsa et prestationis lege cum excelsa Summa ad finem et lex Vulgata « Qui accusare » cum concordet[6] Cap. « De edendo[7]». Et licet ipsi delati jure confessionis[8] eorum accesserint ad dictos homines extraneos et eos reducerent honeste et sine violentia, solo dicto

1 Le ms. donne *tacite* surchargé d'un signe d'abréviation sur la lettre *a*, mais le sens porte bien *sancire*.

2 Cfr. D., l. XXXXII, t. 2 : *De confessis* et C., l. VII, t. 19.

3 Le ms. n'a que les quatre lettres ꝙ q. 2. c., qu'on ne saurait identifier positivement; la première d'elles, paléographiquement, équivaut plutôt à *nec*.

4 Cfr. D. l. V, t. 1, et C., l. VII, t. 19. — Ces lois se rapportent aux juges et aux jugements, mais le mot *Judex* ne s'y trouve pas.

5 Cfr. C., l. IX., t. 47, l. 16 : *qui sententiam*. Le ms. donne ici, *L qui penam*.

6 Les abréviations ne sont guère intelligibles ici : on trouve p. e. *cā*, *eccā*, *sum̃a*, *possōīs*, *concor.*, etc., notre interprétation s'en ressent également.

7 C., L. IX, T. 47, L. 16 : *De Edendo. — Qui accusare volunt, probationes habere debent, cum neque juris neque aequitatis ratio permittat ut alienorum instrumentorum inspiciendorum potestas fieri debeat : actore enim non probante, qui convenitur, etsi nihil ipse prestaret, obtineat.* — Cfr. *Vulgata*, l. IX, t. 16 : « *De poenis. — Ad poenalem sententiam non pervenitur, nisi reus fuerit confessus, vel probationibus clarissimis convictus.*

8 Le ms. a *jur. confessionis ;* on pourrait aussi lire, *juratis confessionibus*.

eis facto et probato ex parte dicti domini prioris de Scarena, jurisdictionem ibi exercente hoc non nocet eisdem; quia licet non sint crimina intitulata et accesserint illuc ex precepto dicti domini prioris, eorum majoris et domini in dicto castro pro jurisdictione ipsius cui obedire habebant et tenebantur in talibus licitis et honestis, ratione dicti furti et fuerint[1] perventi ad dictum castrum et transeuntes per dictum castrum et territorium suum, contra formam preconizationis facte per curiam dicti castri et domini prioris prefati, quod preceptum et jussus domini et majoris ipsos accusat, quamvis alias, quod est fortius, aliquid illicitum commisissent ut Dig. « De his qui notantur[2] infamia[3] », lex furti[4] Cap. « Quod jussu[5] » aliena auctoritate, cum ibi notantur[6] et Dig. « De regulis juris[7] » lex non indecora[8] Cap. qui jussu alterius[9] auctoritate superioris et legis hoc dictantis se reperirent deceptos, quod non est dicendum ut Cap. « De his qui veniam etatis impetrant » lex 1ª in fine[10] de precepto ante eis facto per dictum dominum priorem constat supra in primo titulo defensionali. Et quamvis dicti delati dixerint quod ille locus esset in territorio communi Pilie et Scarene, tamen in rei veritate, inspectis limitibus et confinibus territorii de Scarena juxta probata supra in secundo et tertio titulis defensionalibus, sed pro tanto dixerunt commune illud esse, quia homines Pilie habent ibidem suum pascere et legnairare seu uti et socii vestri, nihilominus proprietas territorii ipsius est propria territorii eastri de Scarena, pro predicto presupposito, sed non concesso quod esset per omnia commune, uti dixerunt dicti delati, adhuc non nocet ipsis

1 Le ms. a *ratione dictis furtis et furti perventi*, etc.

2 Le ms. a simplement *non*.

3 D., l. III, t. 2, l. 6.

4 C., l. VI, t. 2 : *Lex furti*.

5 D., l. XV, t. 4 : *Quod jussu*. — Cfr. C., l. IV, t. 26, L. 13.

6 Aussi ici le ms. donne simplement le mot *non*.

7 D., l. L, t. 17 : *De diversis regulis juris antiqui*.

8 Le ms. donne ici *non indec*.

9 L'abréviation du ms. donne *alias* et en marge on la trouve corrigée par *aliena*.

10 C., l. II, t. 45 : *De his qui veniam aetatis impetraverunt*.

delatis, qui intitulantur ipsos delatos commisisse in territorio proprio Pilie, quod delictum non commiserunt, nec illum accessum licitum fecerunt in territorio proprio Pilie, sed proprio Scarene, vel communi Pilie et Scarene, et sic hoc facere poterant dicti delati vigore dicti precepti, quia in re communi adversus ad quem est res destinata potest uti socius, etiam invito socio, ut lex « Si edes », Dig. « Communi dividendo[1] », maxime hoc potuit dictus dominus prior preveniens dictam curiam et non prohibitus ante, ut arguit[2] Dig. « De verborum obligatione[3] », lex « Si Titius » et « De legatis[4] » primo, lex « Si presentibus versus electionem ad quam accedant[5] qui nominantur[6] qui Dii et Doctores », Dig. « De excusatione tutoris[7] » lex iniquitas C. cum oriundus[8]. Quod autem dicti extranei, cum asino furato, fuerint in dicto castro de Scarena et illuc adductum fuit dictum furtum, et inde recedentes ipsum transduxerunt per dicti castri territorium, patet domino judici per titulum dicte inquisitionismet, et alias hoc est clarum, et ita venerunt contra formam preconizationis facte per curiam Scarene de non adducendis rebus subtractis in dictum castrum, nec per ejus territorium transeundis, quare inquisitio de premissis et punitio, quatenus sua jurisdicio se extendit, ad dictum dominum priorem et ad suam curiam pertineat et spectet. Preterea dicti homines de Menthono extranei sponte et honeste retrocesserunt et venerunt ad dictum castrum de Scarena et dominum priorem,

1 D., l. X., t. 3 : *Communi dividendo ;* L. 12 : *Si aedes communes sint*, etc.

2 Le ms. ne donne que le commencement du mot *ar*.

3 C'est dans les *Institutiones* qu'on trouve cette loi. — S., l. III, t. 16 : *De verborum obligationibus*.

4 I., l. II, t. 20 : *De legatis* ; Cfr. C., l. VI, t. 37 ; D., L. XXX, etc.

5 Le ms. donne *ad quod accedant.*

6 Nous ne savons comment rendre le mot *non* abrégé d'un autre, qui se présente de nouveau ici.

7 C., l. V, t. 62 : *De excusationibus (tutorum) et temporibus earum*. — Cfr. D., l. XXVII, t. I : *De excusationibus* ; I., l. I, t. 25 : *De excusationibus tutorum nel curatorum.*

8 Ainsi qu'on le voit, cette dernière phrase et divers autres passages laissent bien à désirer ; pourtant, l'ensemble de cette cause criminelle et surtout les moyens juridiques de la défense, constituent un document fort curieux de cette époque.

sine aliqua injuria reali vel verbali eis illata. Et super hoc petit audiri illos homines, si haberi poterunt, vel alterius eorundem, sive Petrus Feraudi. Super contentis autem in secundo capitulo, de portu armorum, dicti delati condemnari non possunt ; in primis, quia per locum aliquem subjectum immediate curie reginali, seu tali loci territorium, dicti delati aliqua arma prohibita non portaverunt, et licet tunc suas lanceas sive enses portaverint, discedendo a castro de Scarena et eundo per territorium dicti castri ad dictos homines, hoc facere licite et impune potuerunt, tum vigore dicti precepti domini prioris ipsum exequendo, tum juxta consuetudinem antiquam dicti castri et totius Provincie, eundo et redeundo prout noviter peritia domini judicis, sine aliquali probatione facti et prout supra est comprobatum, quare condemnari non debent per communia jura, quia, nihil vetitum fecerunt, sed permissum ; sed debent absolvi ab omnibus intitulatis per predictam. Super qua quidem inquisitione, pro parte dicte curie et diligenter, processum extitit contra prenominatos Hugonem Bruni, Hugonem Verani, Feraudum Aymerici, Pontium Trocelli, Prelhascum Conilhi et omnes alios culpabiles et etiam intitulando titulos ipsius inquisitionis subtrahendo testes et ipsos audiendo et examinando, ut convenit, nec non pro parte ipsorum delatorum oblati fuerunt tituli deffensionales adversus inquisitionem eandem in forma ipsis titulis, testes nonnulli auditi recepti et examinati fuerunt, prout licet, et alia, ex meritis inquisitionis predicte, clare pateant. Tandem nos Laurentius de Girona, jurisperitus, judex curie reginalis comitatus Vintimilli et vallis Lantusce, more majorum in dicta curia pro tribunali sedendo, sepe sepius pro parte dictorum requisitus, ut eos absolvendos vel condemnandos juxta actorum merita, sicut nostro incumbit officio et arctamur, jure procedere deberemus, visis et diligenter examinatis titulis inquisitionis predicte ac fulcimentis omnibus facientibus pro eadem ; nec non visis et diligenter attentis dictis seu depositionibus, tam principalium quam testium in eadem inquisitione, pro parte dicte curie receptorum et auditorum ; ac etiam

visis et diligenter attentis singulis capitulis, seu titulis defensionalibus et juris allegationibus pro parte ipsorum delatorum oblatis, factis et productis pro parte dictorum delatorum adversus inquisitionem eandem, et omnibus aliis que videre expediebantur omni diligentia qua convenit; ac etiam visis et diligenter inspectis dictis seu depositionibus testium receptorum super eisdem defensionalibus ac omnibus meritis utriusque processus, tam inquisitionis quam defensionis matura declaratione pensatis et ruminatis ac frequenter in nostro considerationis examine revolutis. Attendentes etiam quod nihil ex meritis cause criminalis hujusmodi probatum extitit validum, propter quod procedi valeat contra dictos delatos, seu merito posse condemnari, consideratis illud verbum et cetera, et considerando quod habent distinctionis imperium et humana suadet ratio innocuum non ledere, multisque aliis attentis rationibus et consideratis, Deum habentes pre oculis et solam justitiam intuentes, non declinantes plus ad dexteram quam ad sinistram, sed equo juris libramine incedentes, Sacrosanctis Scripturis positis coram nobis, ut et Dei vultu, nostrum rectum prodeat judicium et oculi nostri semper videant equitatem, munientes nos venerabili signo Sancte Crucis, Dei nomine invocato, dicentes : In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen : dicimus, cognoscimus et per hanc nostram difinitivam sententiam pronunciamus[1] dictos delatos absentes tanquam presentes, quorum absentia presentia Dei repleatur, fore absolvendos a dicta inquisitione et omnibus et singulis in ea contenta, ipsosque absolvimus et absolutos totaliter pronunciamus[2], nostram in hiis scriptis presentibus sententiam, ore proprio, proferentes. Jubentes perinde inquisitionem eandem de cartulariis curie aboliri et penitus cancellari predictorum omnium corroboratione majori, decretum nostre manus proprie scriptum in pede depositionis dictorum delatorum

1 Ce dernier mot se trouve ajouté dans l'entre-ligne à une époque plus récente.

2 Le ms. a ici *pronunciatos*, mais il nous a semblé que ce mot devait se corriger par *pronunciamus*.

duximus apponendum et tenor ipsorum. De quibus omnibus et singulis dictis supradictus magister Guilhelmus Sarde de Cespitello, notarius, nomine dictorum delatorum de Scarena petiit sibi fieri unum publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Actum in dicta curia, presentibus testibus ad hec vocatis et rogatis, videlicet magistro Bertrando Riquerii de Utellis, notario, Guillelmo Peyrani, Johanne Dalvernanti de Sospitello, Johanne Barelli, Rainaudo Ricordi, Guillelmo Arbaudi de Pilia. — Et me Ugone Isnardi, notario.

Manuscrit T.

CCXIII

1367, 29 octobre.— Raymonde Martinessa, comme tutrice de ses petites-filles Jacqueline et Asturguette, filles de Jean Martini, passe reconnaissance à l'abbé pour une maison sise « in rodio Sancti Martini »[1], près de celle de Raymond Galeani. — Guillaume Lamberti, notaire.

Manuscrit T.

CCXIV

1367, 29 novembre. — Réunion du chapitre, sur invitation de Barthélemy Nigri, prieur claustral, à la présence de l'abbé Laurent, dans lequel intervinrent les moines, Bertrand Badat, prieur de Falicon, aussi comme procureur de Boniface d'Alons, prieur de Saint-Hermentaire; Hugues Lamberti, prieur de Sainte-Réparate et de Sainte-Marie de Gattières, aussi comme pro-

1 *Rodium*, d'après les citations de Ducange, signifierait *terre labourable*, *territoire*, *district*, en ancien français *raude*; pourtant ce mot doit aussi avoir la valeur de *rue*, *ruelle*, en ancien niçois *roaccia*, qu'indiquerait autant le rapport étymologique de *rue* à *rodium*, que celui qu'il paraît avoir avec son vieux devancier celtique *rod*, ayant le sens de *route*.

cureur d'Isnard Peleti, prieur de Gordolon, Hubert de Bonson, sacristain de l'abbaye; Jean Lombardi, prieur de l'Escarène et de Saint-Nicolas de Sospel; frère Guillaume de Vintimille; frère Jacques Castillon; frère Barthélemy Blanqui. Il s'agissait de réparer l'infirmerie : « cum domus infirmarie monasterii Sancti Poncii reparatione indigeat necessaria et tali, quod infirmi in eadem habitare non possunt ». On décide que l'abbé emploiera à ces réparations les 30 florins qu'il vient de recevoir pour la réception des trois nouveaux moines, don Lombard, frère Castillon, et frère Blanqui[1]. — Guillaume Lamberti de Nice, notaire.

Manuscrit L.

CCXV

1367, 14 décembre.— Pons Cays, licencié en droit, de Nice[2], passe reconnaissance à l'abbé pour deux terres à Longchamp, dont une est limitrophe à celle de feu Lanfranc Marquésan, l'autre longe le canal du moulin dénommé « Dau dozol » et se trouve limitrophe à la terre des héritiers de Daniel Marquésan. Il tient ces terres au service annuel d'une livre de poivre, mais lui et ses successeurs pourront les donner en emphytéose à qui bon leur semblera, sans demander l'autorisation de l'abbaye et sans payer à celle-ci aucune espèce de trézain; ils pourront, au contraire, percevoir ce trézain toutes les fois où, après vente, les emphytéotes seront tenus à le payer; ils ne seront obligés à payer un tel droit à l'abbaye que dans le seul cas où ils vendraient la terre elle-même et encore l'abbaye aura le droit de prélation; conventions qui résultent de l'acte, 16 novembre 1332, reçu Bertrand Sylvestre. Fait à Nice dans la maison abbatiale et dans la

1 On apprend de ce fait que chaque postulant devait payer la somme de trois florins pour sa réception à l'abbaye.

2 Voir, sur ce personnage, *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., pages 126 et 235.

chambre même de l'abbé. Sont présents : Antoine Royssan, Monet Laure de Nice, et Durand Bertrandi, chapelain du diocèse de Lodèves. — Jourdan Crespelli, notaire.

Manuscrit L.

CCXVI

1368, 6 janvier. — Jean Audini de Nice, passe reconnaissance par-devant Hugues Lamberti, prieur de Sainte-Réparate et procureur de l'abbé, pour les biens emphytéotiques suivants : la moitié d'une maison au Bourg de Saint-Pons, confrontant celles de Hugues Anfossi et de feu Jean Laura, au service de 12 deniers de Gênes ; autre maison à la Condamine inférieure, soit dans la rue du Puits-Nouveau[1], confrontant Antoine Royssan, au service de 6 sous ; autre maison dans la même rue, confrontant Georges Prioris et les héritiers de Fortin de Laude, au service de 8 sous ; une terre d'une sétérée et une « quartairata », sise à la Condamine de Saint-Pons, confrontant Michel Alliaudi et Bertrand Fabri, dit Martinon, sous le service d'un setier et un quart de blé et de la quinzième des fruits. Le tout avec les droits usagers. Sont présents : Jean Toyrani, Monet Aurellia, Pons Autisoni de Nice. — Guillaume Lamberti, notaire.

Manuscrit L.

CCXVII

1368, 17 septembre. — [Jacques La Fontaine[2] de Nice, vend à Raymond Bonaudi, « alias » Guigonis, aussi de Nice, une vigne], loco dicto Las Saletas, juxta caminum publicum et juxta

1 *Pozzo nuovo* dans le manuscrit ; *Putei novi* dans les actes en latin.

2 L'acte porte le nom avec la forme du dialecte, soit *La Foant*.

hermos nobilis Requistoni de Flayosco [1] et nobilis Bonifacii Chabaudi et Jacobi Fulconis, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, salvo jure monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie, sub cujus dominio tenetur in emphiteosim perpetuam, ad servicium sive censum octave partis fructuum ex ea proveniencium, scilicet vini conducti ad vegetem, bladi et leguminum in area, et ficuum in graysserio, solvendorum domino abbati dicti monasterii annis singulis in qualibet sazone, precio quadraginta parvorum. » Hugues Lamberti, prieur de Sainte-Réparate, procureur de l'abbé, ratifie la vente et le nouvel acheteur passe la reconnaissance avec les conditions et formes usuelles.— Guillaume Lamberti, notaire.

Manuscrit T.

CCXVIII

1368, 28 novembre. — Réunion du chapitre sur invitation de Barthélemy Nigri, prieur claustral. Sont intervenus : l'abbé Laurent, les moines Barthélemy Nigri, Paul Cays, prieur d'Aspremont, Laurent Audiberti, prieur de Saint-Blaise, Hugues Lamberti, prieur de Sainte-Réparate, aussi comme procureur d'Isnard Peleti, prieur de Gordolon, Hubert de Bonson [2], sacristain du monastère, frère Jacques Castillon, frère Barthélemy Blanqui, frère Guillaume Morre [3]. A l'unanimité ils donnent à leur abbé

1 Il doit s'agir d'Isnard Requiston de Flayos, fils de Guillaume, petit fils d'Isnard, qui vendit en 1351 et 1354 sa part du fief de Peillon aux Cays, à Durand Thisoni, aux Chabaud et aux Berre. Vers 1386 nous le trouvons possesseur d'une terre à Longchamp, dont il passe reconnaissance à la Cour royale. Pourtant en 1356, le 28 janvier, noble Requiston de Requiston, qualifié de seigneur de Contes, s'oblige envers les Dominicains de Nice pour la somme de 42 florins, en dépendance du legs de 100 florins que Catherine Bermondi avait fait à leur couvent. *(Ancien registre du Couvent de Saint-Dominique).*

2 Le ms. porte *Berto de Boysono.*

3 Outre les différents personnages de la famille *Murris*, dont nous avons parlé ailleurs, nous saisissons l'occasion d'en citer ici d'autres, quoique vivant à une date bien postérieure, mais dont quelques-uns pourraient lui appartenir ; ce sont, noble

l'autorisation et le mandat de réduire par saisie, aux mains de l'abbaye, les maisons et terres dont les possesseurs n'auraient pas passé reconnaissance dans le terme fixé par la sentence arbitrale d'Avignon. — Guillaume Lamberti, notaire.

Manuscrit L.

CCXIX

1369, 22 février. — Antoine Rocca, prieur de l'église de Notre-Dame de Virimanda, située au territoire d'Annot[3] concède en enphytéose à Jean Fabri dudit lieu, une vigne sise à la région de la Bersola, sous le service annuel de trois coupes de vin, payable à la Saint-Michel. Témoins : Honoré Demichelis et Guillaume Barety « alias » Cornigia d'Annot. — Ludovic Orseti, notaire[1].

Manuscrit T. et L.

CCXX

1369, 18 juillet. — L'abbé et le chapitre ratifient la cession à titre d'emphytéose perpétuelle faite par Hugues Lamberti, prieur de Sainte-Réparate, à Geoffroy de Fortis, apothicaire de Nice, d'une maison et four, qui tombent en ruine depuis plus de 25 ans, et qu'il s'oblige à reconstruire ; on les dit situés « in burgo de Matis[1] civitatis Nicie, juxta barrium et juxta portale et juxta carreriam a duabus partibus ». L'achept est de 3 florins d'or et le service de 40 sous « parvorum » payable à la Noël. Présents :

Bertrand *Morris*, habitant Puget-Théniers en 1415 ; Gaspard *More*, juge de Sospel en 1480 : celui-ci portant comme armoiries un écusson à trois feuilles, probablement de mûrier. — *Arch. de la Cour des Comptes de Turin.* — Ajoutons encore Jean *Morra*, qualifié par Gioffredo de citoyen de Nice, en 1485, et un des arbitres entre l'évêque de Vence et les habitants de Saint-Laurent. — Gioffredo, vol. 4. p. 305.

1 Ce nom se trouve sur le manuscrit T, tandis que l'autre donne le nom de *Jean Talssany*.

2 Le manuscrit T, qui a une courte analyse, donne ce nom sous la forme de *Massis*.

noble Geoffroy de Berre; Durand Bertrandi, chapelain de l'abbé, Eméric Bausan, menuisier, Paul Olivari. — Guillaume Lamberti, notaire.

Manuscrit L.

CCXXI

1370, 20 mai.— Jean Lombardi, prieur de l'Escarène, autorisé à ce faire par le révérend Audibert Fabri, bachelier en décrétales, prieur de Lantosque, vicaire général de l'évêché et vicaire d'Alphante, abbé de Saint-Pons[1], donne en emphythéose aux frères Pierre et Guillaume Feraudi une prairie sise à l'Escarène, à la région dite La Sagne, limitrophe à la prairie de son église et à la « paraginem » de Jean Baudi et tout au long du Paillon. Fait à Nice, en la Cour épiscopale. Présents : Guillaume Barcillon[2] d'Hyères, chapelain ; Antoine Alessi de Saint-Etienne, notaire, et Pons Diani de Villefranche. — Pierre Papachini, notaire.

Manuscrit T.

CCXXII

1370, 9 septembre. — Jean Aiguillon[3] de Contes, habitant à Nice, vend à Guillaume Alphante une terre sise au marais de

1 Le ms. porte réellement la formule, *D. Alphantis, Dei gratia abbatis Niciensis* ; c'est sans doute celui auquel le *Nicea Civitas* donne le nom d'*Alphonsus*. Le Gallia (édit. 1725, t. III, col. 1297 et suivantes) le nomme aussi *Alfonsus*, le dit ex-prieur de Ventabren, au diocèse d'Aix, fixe inexactement sa nomination en la 3me année du pontificat de Grégoire XI, soit en 1373, et se trompe aussi au sujet du nom de son prédécesseur qu'il nomme Laurent *Audberti*. Il fut réellement le successeur direct de Laurent de Berre. C'est par erreur et en suivant avec trop de confiance le *Nicea Civitas*, que nous avons dit que Laurent de Berre eut un *Jean de Tournefort*, comme successeur à l'abbaye de Saint-Pons en 1378 : il s'agissait de son prédécesseur, puisque dès 1365 il fut nommé abbé de Lérins et devint évêque de Nice en 1382. On le trouve, sous son nom de famille, comme prieur de Sainte-Dévote, en 1360. — Cfr., ch. CXCIV. Quant à Alphante, il devait appartenir, d'après son nom, à la famille d'Agout.

2 Le manuscrit L donne le nom de *Barallerii*.

3 Le ms. donne le nom sous la forme latine d'*Agulhoni;* nous croyons pouvoir l'interpréter par celle française, puisque c'est un nom disparu.

Limpia[1], proche de celles d'Antoine Cogorda et Boniface Marqui, payant un service de 38 sous. Laurent, abbé de Saint-Pons, ratifie cet acte[2]. — Guillaume Lamberti, notaire.

Manuscrit L.

CCXXIII

1370, 24 novembre. — In nomine Domini, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo ccc° lxx°, die xxiiii[a] mensis novembris, viii[e] indictionis, tenore hujus instrumenti publici, universis et singulis presentibus et futuris pateat evidenter, quod homines de Luceramo subscripti, gratis et sponte et ex eorum certa scientia, omni dolo et fraude cessante, per se et suos heredes et successores, confessi fuerunt et in veritate publice recognoverunt venerabili et religioso viro domino Johanni Lombardi priori ecclesie Sancti Petri de Scarena, presenti, stipulanti solemniter et recipienti pro dicta sua ecclesia et pro se et suis successoribus in eadem, se tenere et possidere in emphiteusim perpetuam, sub majori dominio et senhoria ejusdem ecclesie, possessiones subscriptas et confrontatas, ad servitia annualia subscripta, in festis subscriptis solvenda, videlicet quilibet ipsorum hominum, prout infra sequitur, particulariter et distincte.

Primo videlicet Michael Guessy, unam terram vocatam Isclam de Sancto Petro, sitam in territorio dicti loci de Luceramo, loco dicto in Valle seu al Serret, juxta vineam magistri Petri Barralis et juxta vallonum a parte inferiori et juxta iter publicum a parte superiori et juxta quoddam vallonetum ad servitium annuum solidorum quatuor Reforciatorum Provincialium, solvendum perpetuo in festo Omnium Sanctorum.

1 Le ms. porte, *in palude de Lempea.* — C'est la région où a été creusé le port de Nice à la fin du siècle passé.

2 Cette vente où comparaît encore l'abbé Laurent de Berre ne peut être postérieure à l'acte de la charte précédente où se trouve déjà nommé l'abbé Alphante; on peut donc supposer que l'acte a été fait plus tôt, mais que ce n'est qu'à la date du 9 septembre 1370 que le notaire l'aura rédigé.

Item, Raimundus Maurelli, unam terram in territorio dicti loci, loco dicto Malbousquet, juxta terram Isnardi Jaucerandi a parte superiori et juxta viam vicinalem a parte inferiori et juxta terram hermam seu incultam Buscolinorum, ad servitium annuum unius sestarii annone pulchre et receptibilis, ad mensuram Lucerami, solvendum in festo Sancti Michaelis perpetuo.

Item, Guillelmus Galli, dicti loci, unam terram sitam in territorio dicti loci, loco dicto La Morga, juxta terram magistri Riculphi Porcelli, notarii, et juxta terram Johannis Martini et juxta viam publicam et juxta vallonum, ad servitium annuum denariorum quatuor Januinorum solvendum perpetuo in festo Omnium Sanctorum. Promittentes dicti recognoscentes superius nominati, per se et suos, possessiones predictas, supra per eos recognitas, non vendere vel alienare personis religiosis, hospitalibus, militibus, nec aliis.

Item, recognoverunt eidem domino priori, ut supra stipulanti et recipienti, quod ipsi tenentur sibi et suis successoribus solvere et dare trezenum pretii ipsorum possessionum et jus laudimii consuetum et in casu venditionis vel alienationis earundem, etc. Actum in Luceramo, in domo magistri Johannis Barrerie, notarii, in presentia ipsius magistri Johannis et magistri Riculphi Porcelli, notarii, et mei Ludovici Valleti, notarii.

Manuscrit T.

CCXXIV

1370, 27 novembre. — Jean Lombard, prieur de l'église de Saint-Pierre de l'Escarène et seigneur dudit lieu pour l'abbaye de Saint-Pons, sur l'humble requête que lui ont adressée les habitants et pour exciter chez ceux-ci les sentiments de ferveur et de fidélité envers l'abbaye, passe avec eux la convention suivante : les habitants de l'Escarène continueront, comme pour le passé, de payer à titre de dîme le quinzième du froment, du blé et des légu-

mes, sauf la part sur le glanage[1]; selon la coutume, ils ne donneront que la dîme du vingt-cinquième sur le menu bétail qui naîtra[2]; pour l'arrosage de tous les jardins, inférieurement au moulin, on se servira de l'eau de celui-ci; les hommes qui travailleront aux vignes ou ailleurs[3] seront nourris par le prieur; selon le vieil usage, à chaque homme qui, le jour de Saint-Etienne, viendra payer sa redevance, le prieur donnera un verre de vin et deux pains[4]. Suivent les noms des vassaux du prieuré : « Petrus et Guillelmus Feraldi, fratres, Johannes Bruni, Johannes Verani, Hugo Bruni, Hugo Verani, Guillelmus Fulconis, Petrus Fulconis ejus filius, Henricus Mascarelli, Johannes Abolena, Feraudus Abolene, Petrus Ricordi et plus alii. » Fait à l'Escarène dans la salle des cloîtres de l'église de Saint-Pierre. Présents : Pierre Blancardi chapelain de Contes, Hugues Barrase de Berre, Henri de Bravo. — Louis Vallete, notaire[5].

Manuscrit L.

1 *Excepto quod pro partibus dictorum annone, bladorum et leguminum, que vocantur scoditura et mesura, nihil datur pro decima.* — Le mot *scoditura* n'est pas enregistré par Ducange. Il dérive de *scodere*, battre le blé au fléau; c'était donc ici le droit qu'avait le tenancier d'exclure du payement de la dîme le glanage des épis de blé, soit dans les champs soit dans l'aire après le battage des gerbes.

2 *Pro decima bestiolorum averis minuti.*

3 *Corroatam in vineis vel albi ad laboraudum.*

4 *Unum vitrum plenum nectare, cum duabus eolleudis sive neulis.* — Nous avons laissé les deux mots *colleudis neulis* tels qu'ils se lisent très clairement dans le manuscrit. Le premier pourtant devrait s'interpréter comme *colleridis*, car *collyrida*, *colerida*, était une espèce de pain ou gâteau de fleur de farine, dont la cuisson, peut-être sous la cendre, et ensuite une friture à l'huile, donnaient une légèreté particulière : il était de forme carrée ou triangulaire. Le second mot, équivalent de *nebula*, donné par Ducange, *neula* en provençal, indiquait aussi une espèce de pâtisserie très légère, dans le genre des oublies et diversement coloriée, ayant pris ce nom, par métaphore, des mots similaires de l'ancien français *nuile, neule*, etc., signifiant *nuage*, *brouillard*. Les deux mots paraissent parfois désigner un gâteau différent.

5 Le prieur n'ayant pas demandé copie de l'acte au notaire, comme l'avaient fait les habitants, on dut en obtenir la permission du juge de Sospel, Jacques Guisol, bachelier en droit, qui l'accorda par acte du 1er février 1390, muni de sa signature et de son scel.

CCXXV

1370, 29 novembre. — In nomine Domini nostri Jesu Christi, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo ccc° lxx°, die vigesima nona mensis novembris, viiii[e] indictionis, tenore hujus instrumenti publici, universis et singulis presentibus et futuris pateat evidenter, quod magister Petrus Barralis, notarius, et Guillelmus Barralis de Luceramo, gratis et sponte et ex eorum certa scientia, omni dolo et fraude cessante, ut dixerunt, per se et eorum heredes et successores, confessi fuerunt et in veritate publice recognoverunt venerabili et religioso viro domino Johanni Lombardi, priori ecclesie Sancti Petri de Scarena, presenti et stipulanti et recipienti pro ipsa sua ecclesia, pro se et suis successoribus universis, se tenere et possidere et tenere et possidere velle et debere, sub ejusdem ecclesie majori dominio et senhoria, in emphiteosim perpetuam, videlicet ipsorum magistri Petri et Guillelmi Barralis uterque, possessiones subscriptas, prout infra describitur particulariter, ad servitia annua subscripta in festo Omnium Sanctorum solvenda.

Primo videlicet, dictus magister Petrus Barralis quandam terram sitam in territorio de Luceramo, loco dicto in colla de Plastra[1], juxta viam publicam et juxta terram magistri Johannis Barrerie, notarii, et juxta terram propriam et francam dicti magistri Petri, et juxta terram Petri Porcelli, ad servitium solidorum quinque parvorum nunc usualium et currentium, in die festo Omnium Sanctorum solvendum perpetuo.

Item, predictus Fuillelmus Barralis unam terram sitam in territorio dicti loci, loco dicto al Mortizon[2], juxta viam publicam

1 La région de *Plastra* ou *Piastra*, est nommée dans le *Cartulaire de la Cathédrale de Nice*, ch. 89.

2 Cfr. *Cartulaire de la Cathédrale de Nice*, ch. 89.

a parte superiori et juxta aliam viam publicam a parte inferiori et juxta vallonetum et juxta terram heredum Raymundi Abonis quondam.

Item unam aliam terram sitam in ipsius loci territorio, loco dicto Isclas de Sancto Petro, juxta vallonum a parte inferiori et juxta terram que fuit Raymundi de Castello quondam.

Item, unam aliam terram sitam in predicto territorio, loco dicto la Vallaya del Prat, juxta terram Philippi de Castello a parte inferiori et juxta terram francam dicti Guillelmi a parte superiori, ad servitium annuum pro ipsis tribus terris solidorum viginti sex parvorum nunc currentium, videlicet pro dictis terris de Mortizon, de Valliera de Prato simul, solidorum quindecim et pro dicta terra de Isclis solidorum undecim parvorum annuatim perpetuo solvendum ipsi ecclesie Sancti Petri de Scarena. Actum in Luceramo in carriera publica, ante domum dicti Guillelmi Barralis, in presentia magistri Johannis Barrierie, notarii, Guillelmi de Castello et Antonii Barralis dicti loci testium, et me Ludovico Vallete, notario, etc.

Manuscrit T.

CCXXVI

1370, 29 novembre. — Reconnaissance passée au prieur de l'Escarène par quelques habitants de Lucéram. Michel Guessy, une terre qui se nomme « Isclam de Sancto Petro », dans la région dite « in Valle » soit « al Serret », confrontant la vigne du notaire Pierre Barralis, le vallon inférieurement, la voie publique supérieurement, au service de 4 sous et 6 deniers « refforciatorum » ; Raymond Maurelli, une terre à la région de Mal Bosquet, près de la terre d'Isnard Jausserand, la route vicinale et la terre inculte, dite des « Eriscolmorum », sous le service d'un boisseau de froment beau et acceptable à la mesure de Lucéram ;

Guillaume Galli, une terre en la région de « La Morga », limitrophe à celles du notaire Riculphe Porcelli et de Jean Martini, à la voie publique et au vallon, sous le service de 4 sous de Gênes. Fait à Lucéram, dans la maison du notaire Jean Barrière. — Louis Vallete, notaire.

Manuscrit L.

CCXXVII

1370, 3 décembre. — Reconnaissance passée par Durand Daniel de Levens, à Laurent Audiberti, prieur de Saint-Blaise et de l'église de Notre-Dame « de Pratis », pour une maison qu'il tient en emphytéose perpétuelle, et qui est située à Levens au lieu dit « en l'Ubac », près de celles de Guillaume Michaellis et des héritiers de Guillaume Gaufridi et longeant la route des deux autres côtés, sous le service d'un quartier de mouton[1] à la Noël. Fait à Nice à l'entrée du palais épiscopal. Présents : Raymond d'Illonsa de Nice et Raymond Berengari de la Roquette, notaires, et Raymond de Clans, chapelain. — Antoine Raynoardi de Nice, notaire.

Manuscrit L.

CCXXVIII

1370, 19 décembre. — In nomine domini nostri Jesu Christi, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo CCC° LXX°, die decima nona mensis decembris, none indictionis. Tenore hujus instrumenti publici universis et singulis presentibus et futuris pateat evidenter, quod homines et mulieres ville de Cespitello inferius seriatim nominati, confessi fuerunt venerabili et religioso viro domino Johanni Lombardi monacho monasterii Sancti Poncii

1 *Unius pessie cum dimidia carnium mutonis.*

extra muros Nicie, priorique ecclesiarum Sancti Petri de Scarena et Sancti Nicholay de Cespitello, se tenere et possidere in emphiteusim perpetuam, sub majori dominio et senhoria ejusdem ecclesie Sancti Nicholay, domos, casalia et possessiones alias subscriptas et confrontatas, ad servitia annualia subscripta, in festo Nativitatis Domini, dicto domino priori et suis successoribus exsolvendas, videlicet quisque ipsorum hominum et mulierum, prout infra sequitur seriosius et particulariter et distincte.

Primo videlicet, Aymericus Ricii de Cespitello recognovit ut supra unum casale suum in plano Ranice prope dictam ecclesiam Sancti Nicholay, juxta casale heredum Guillelmi Aurelhe et juxta carreriam publicam et juxta domum Raymundi Vallosii ad servitium annuum denariorum sex Januinorum.

Item, unum aliud casale situm juxta parraginem dicte ecclesie, valloneto in medio et juxta casale heredum Guillelmi Fornerii et juxta casale Raymundi Berzesii et juxta casale Bertoni Astorini et juxta carreriam publicam, ad servitium annuum denariorum quatuor Januinorum.

Item, unum aliud casale juxta dictam parraginem situm, valloneto in medio et juxta casale Guillelmi Olivarii et juxta domum francam dicti Aymerici, ad servicium denariorum quatuor Januinorum, annuatim solvendum in festo Nativitatis Domini.

Item, Aydelina uxor quondam Guillelmi Aurelhe, ut mater et tutrix Berthoni et Antony Aurelhe pupillorum, filiorum et heredum dicti quondam Guillelmi, unum casale situm in plano Ranice juxta casale Aymerici Ricii et juxta casale Raymundi Vallosii et juxta casale Johannis Galandrini ad servitium annuum denariorum sex Januinorum.

Item, unum aliud casale, juxta parraginem dicte ecclesie situm, valloneto in medio et juxta casale Auberti Saqui et juxta casale Johannis Januesii, ad servitium annuum obolorum trium Januinorum, annuatim perpetuo solvendum dicte ecclesie in festo predicto Nativitatis Domini.

Item, Raymundus Martini unam domum sitam in villa Cespi-

telli, in burgo extra Beuram, juxta domum Francisci Gauterii, seu in qua habitat, et juxta domum Guillelmi Massoini et juxta domum Petri Leysmoli et juxta casale dicti Raymundi quod tenetur sub majori dominio domus de Cornu[1], ad servitium annuum denarii unius Januinorum solvendum in festo Nativitatis Domini.

Item, Raymundus Gondrani habitator Cespitelli unum casale, in burgo extra Beuram, juxta casale Guillelmi Rasi et juxta casale Guillelmi Olivari et juxta casale Petri Boerie alias Borra, ad servitium annuum denarii unius coronatorum.

Item, quartam partem unius casalis in dicto burgo, juxta reliquas tres partes dicti casalis magistri Francisci Borrilhoni et juxta domum Antonii Bulhifredi et juxta domum Antonii Blancardi et juxta carreriam publicam, ad servitium annuum denarii unius coronatorum in festo Nativitatis Domini solvendi.

Item, Alaxia uxor quondam Johannis Vaquerii, mater, tutrix et tutorio nomine liberorum et heredum ejusdem Johannis, unam domum sitam in dicto burgo, citra Beuram, juxta domum Raimundi Aurelhe et juxta domum Raimundi Martini et juxta domum Astrugue Raverie, ad servitium denarii unius Januinorum, annuatim in festo predicto solvendi.

Item, Raymundus Berzesii unum casale situm in plano Ranice, juxta casale Berthoni Astorini et juxta casale Aymerici Ricii et juxta carreriam publicam ad servitium annuum denariorum trium Januinorum in festo Nativitatis Domini solvendum.

Item, Martinus Olivarii unam vineam sitam in territorio de Cespitello, loco dicto in Paralups, juxta vineam magistri Francisci Borrilhoni a parte inferiori et juxta vineam francam dicti Martini a latere et a parte superiori, et juxta vineam heredum Berthoni Cairasci[2], subditam eidem ecclesie, ad servitium annuum in dicto festo solvendum denariorum trium Januinorum.

Item, Aubertus Saqui medietatem unius casalis in plano

1 L'hospice du col de Tende.

2 Dans l'entre-ligne ce nom se trouve corrigé par *Coarase*, qu'on retrouvera plus loin, mais la lecture du texte nous paraît plus probable.

Ranice, juxta alliam medietatem ejusdem casalis, seu juxta casale heredum Guillelmi Aurelhe et juxta casale Monne, uxoris Mononi Laugerii et juxta casale Guillelmi Amelie, ad servitium annuum obolorum trium Januinorum, in festo Nativitatis Domini solvendorum.

Item, Johannes Garandrini unum casale situm in plano Ranice, juxta casale heredum Guillelmi Aurelhe et juxta casale Gandulphi Borrilhoni et juxta casale Raymundi Berzesii, ad servitium annuum denariorum sex Januinorum.

Item, unam domum in burgo citra Beuram, juxta domum Petri Guirardi et juxta parraginem dicte ecclesie et vallonetum, ad servitium denariorum trium Januinorum.

Item, Berthonus Astorini unum casale, in plano Ranice situm, juxta casale Rainaudi Berzesii et juxta casale Guillelmi Amelie et juxta casale Monne uxoris Raymundi Laugerii, ad servitium annuum denariorum duodecim Januinorum.

Item, Jacobus Riculfii unum hortum situm in canaberiis territorii de Cespitello, prope ipsum locum, juxta viam publicam et juxta hortum Ludovici Gaugne, ad servitium annuum solidorum duorum et denariorum sex Januinorum.

Item, Guillelmus Rasi unum casale situm in burgo citra Beuram, juxta casale Raymundi Gondrani et juxta casale Guillelmi Olivarii et juxta aliud casale subscriptum ipsius recognoscentis, ad servitium annuum denarii unius coronati.

Item, unum aliud casale situm juxta predictum et juxta casale Guillelmi Olivarii et juxta carreriam publicam, ad servitium annuum denariorum duorum coronatorum.

Item, unum aliud casale in dicto burgo, juxta casale predictum aliud, supra proxime recognitum, et juxta carreriam seu plateam dicte ecclesie et juxta casale heredum Olivarii Figuerie, ad servitium annuum denariorum duorum coronatorum,

Item, Petrus Guirardi unam domum sitam in dicto burgo, juxta domum Johannis Garandrini et juxta parraginem dicte ecclesie et juxta ipsam ecclesiam, ad servitium denariorum trium Januinorum.

Item, Petrus Siri unam domum sitam in dicto burgo, juxta dictam ecclesiam, juxta domum Francisci Borrilhoni et juxta domum Jacobe Bulhifrede et juxta carreriam, ad servitium annuum denariorum duorum Januinorum.

Item, Jacoba Bulhifreda unam domum in dicto burgo, juxta domum Petri Siri et juxta domum Raymundi Gondranni et juxta domum magistri Francisci Borrilhoni, ad servitium annuum denariorum duorum Januinorum.

Item, Johannes Graperii, pro se et fratribus suis, unam domum ipsorum sitam in dicto burgo, juxta domum Astrugue Raverie et juxta domum Georgii Lanfranqui et juxta carreriam et juxta domum Auberti Augerii, ad servitium annuum oboli unius Januinorum.

Item, Raymundus Martini, tutor et tutorio nomine Blanquete filie et heredis Fulqueti Martini quondam, unum casale situm in plano Ranice, juxta carreriam et juxta dictum planum et juxta casale Raymundi Berzesii, viam in medio, ad servicium annuum denariorum duorum.

Item, Astruga Raverie, unam domum sitam in dicto burgo, juxta domum heredum Johannis Vaquerii et juxta domum Johannis Graperii et juxta domum Raymundi Aurelhe ad servitium annuum oboli unius parve monete.

Item, Petrus Papaseudi, tutor et tutorio nomine Monnoni Papaseudi nepotis sui et Guillelmus Papaseudi, nomine suo proprio, recognoverunt dicto domino priori unum viridarium situm in plano, seu juxta planum Ranice, juxta viridarium situm in plano, seu juxta planum Ranice, juxta viridarium Martini Olivarii, et juxta casale Raymundi Aurelhe, et juxta vineam heredum Antonii Ferrerii, et juxta viridarium Guillelmi Augerii, ad servitium annuum denariorum quatuor Januinorum.

Item, Monna uxor Mononi Laugerii, unum casale prope dictam ecclesiam, juxta casale Aymerici Riccii, et juxta casale Berthonis Astorini, et juxta casale Auberti Saqui, ad servitium annuum denariorum quatuor Januinorum.

Item, Antonius Smeudi, vice et nomine Berthoni Smeudi fra-

tris sui absentis et in remotis partibus presentialiter existentis, recognovit unum hortum situm prope et extra dictum locum de Cespitello juxta bedale molendini Januesiorum a parte inferiori et juxta hortum Berthoni Januesii et juxta hortum Jacobi Figuerie et juxta hortum heredum Johannis de Alvernant, ad servitium annum denarii unius Reforciatorum.

Item, Guillelmus Grimaudi, unum casale in plano Ranice, juxta casale Simonis Melioris et juxta casale Johannis Januesii et juxta carreriam publicam, ad servitium denarii unius Januinorum.

Item, Georgius Lanfranqui, unam domum sitam in dicto burgo juxta furnum diruptum heredum Antonii Ferrerii et juxta domum Johannis Graperii et fratrum suorum, ad servitium oboli unius parve monete.

Item, Johannes Januesii, filius quondam Bovis, medietatem unius casalis situm in plano Ranice, juxta reliquam medietatem dicti casalis Guillelmi Amelie et juxta casale Grimaudi, ad servitium annum denariorum trium Januinorum.

Item, magister Franciscus Borrilhoni, notarius, unam domum sitam in dicto burgo, in plano Sancti Nicholay, juxta domum Petri Siri et juxta domum Nicholini Guilhe et juxta domum Antonii Blancardi, ad servitium annuum denariorum trium coronatorum.

Actum in Cespitello infra dictam ecclesiam Sancti Nicholay, in presentia Raymundi Aurelhe, Antonii Januesii dicti loci et Petri Aurenguo de Buysio habitatoris de Scarena, testium. Et mei Ludovici Vallete, etc.

Manuscrit T.

CCXXIX

1371, 28 décembre[1]. — In nomine Domini, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo CCC° LXX° primo, die vicesima octava mensis decembris, IX[e] indictionis, tenore hujus instru-

1 Cet acte portant, dans le texte, la date de 1371, mais sous la neuvième indiction, et étant rédigé après la Noël, doit être attribué à l'année précédente, soit en 1370.

menti publici, universis et singulis presentibus et futuris pateat evidenter, quod homines et mulieres ville de Cespitello infra nominati, confessi fuerunt venerabili et religioso viro domino Bartholomeo Nigri, priori ecclesie Sancti Michaelis de Cespitello, procuratori et nomine procuratorio venerabilis et religiosi viri Johannis Lombardi prioris ecclesiarum Sancti Petri de Scarena et Sancti Nicholay de Cespitello, se tenere in emphiteusim, sub majori dominio et senhoria dicte ecclesie Sancti Nicholay domos et possessiones alias subscriptas, ad servitia annua subscripta, in festo Nativitatis Domini solvenda ipsi ecclesie videlicet quisque ipsorum recognoscentium, prout infra describitur particulariter et declaratur distincte.

Primo videlicet, Aubertus Augerii et Nicholinus Guilhe, unam domum inter eos divisam sitam in burgo ultra Beuram, juxta domum et casale Guillelmi Roberti et juxta planum dicte ecclesie et juxta domum magistri Francisci Borrilhoni, ad servitium denarii unius Januinorum, videlicet quilibet ipsorum partem suam denarii unius ad servitium oboli unius Januinorum, in festo Nativitatis Domini annuatim solvendum.

Item, Paulus Turrelli, unam vineam sitam in territorio Cespitelli loco dicto in Triaceria, juxta casale Augeriorum a parte inferiori et juxta vineam aliam dicte ecclesie Sancti Nicholay, quam tenet ipse Paulus ab ipsa ecclesia ad certos annos, ad servitium alborum quatuor, a parte superiori et juxta vineam Georgii Borrilhoni et juxta viam de Triaceria, ad servitium annuum denariorum trium reforciatorum in festo Nativitatis Domini solvendum.

Item, Johannes Januesii, filius quondam Consolini, medietatem unius casalis situm in burgo ultra Beuram ante dictam ecclesiam, juxta aliam medietatem dicti casalis francam dicti Johannis et juxta casale Gandulphi de Berzesio et juxta casale Simonis Melioris, ad servitium annuum obolorum trium Januinorum.

Item, Johannes Dalbera, unum campum situm in Balbono[1] territorii de Cespitello, juxta terram ecclesie a parte superiori et juxta terram Guillelmi Rabioni a parte inferiori et juxta terram Gasparis Borrilhoni a latere et juxta terram communis ab alio latere, ad servitium oboli unius Januinorum.

Item, Symona uxor Raymundi Aleysandri[2], filia et heres Berthoni Cauderase quondam, unam vineam sitam in Paralupis territorii de Cespitello, juxta vineam malservam et subditam dicte ecclesie Martini Olivarii et juxta vineam francam dicte heredis, vallono in medio et juxta vineam Antonii Peyrani a parte superiori et juxta vineam magistri Francisci Borrilhoni a parte inferiori, ad servitium denariorum trium Januinorum.

Item, Guillelmus Amelie, medietatem unius casalis situm in burgo ultra Beuram in plano Ranice, juxta reliquam medietatem Johannis Januesii et juxta casalia Berthoni Astorini et Auberti Saqui, ad servitium denariorum trium Januinorum.

Actum in Cespitello in cemeterio ecclesie Sancti Michaelis, in tumulo illorum de Vintimillio, in presentia Petri Riculphi et Guillelmi Masoini, dicti, loci testium.— Et mei Ludovici Vallete, notarii, etc.

Manuscrit T.

CCXXX

1371, 1er mai[3]. — In nomine domini nostri Jesu Christi, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo ccc° septuagesimo primo, die prima mensis madii, none indictionis, tenore hujus instru-

1 Il doit s'agir du nom de la région, que d'autres documents donnent comme *Balbone* et *Barbone*, et auquel l'occupation française du siècle passé, par la prononciation de *Barboné*, aura fait subir une nouvelle transformation en *Barbonnet*.

2 Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 256.

3 Un *vidimus* de 1442 fait sur l'ordre d'Antoine Bertrandi, vice-juge de Sospel, et par Jérôme Alberti, vice-scribe de ladite Cour, nous fournira quelques variantes d'onomastique à cette charte.

menti, universis et singulis presentibus et futuris pateat evidenter, quod homines inferius seriosius nominati et mulieres inferius nominate castri de Caudarasa, recognoverunt venerabili et religioso viro domino Johanni Lombardi, priori ecclesie Sancti Petri de Scarena, se tenere in emphiteusim perpetuam sub majori dominio et senhoria dicte ecclesie Sancti Petri possessiones eorum subscripta ad servitia annualia subscripta et aliter sub conditionibus et tascarum prestationibus infrascriptis. Videlicet quisque dictorum recognoscentium, prout infra describitur particulariter et etiam declaratur.

Primo videlicet Petrus Rostagni de Caudarasa, quandam terram aliquibus castaneis aggregatam, sitam in territorio dicti loci, loco dicto la Pelliceria, juxta castanhayream Johannis Clerici et juxta castanhayream francam dicti Petri, ad servitium annuum denariorum novem Januinorum, in festo Nativitatis Domini solvendum.

Item, quandam aliam terram sitam in Barbarino dicti territorii, juxta viam publicam et juxta terram Johannis Bonfilii et Feraudi Gastolini, ad servitium tertie decime partis fructuum ex ipsa terra exeuntium, quando bladatur sive ad tascham.

Item, quandam aliam terram sitam in dicti loci territorio, loco dicto Iscla de Podio Boerio, juxta terram Andree Mari et juxta aquam Palionis, ad servitium annuum denariorum sex Januinorum in festo Nativitatis Domini solvendum et nihilominus ad tascham consuetam fructuum dicte terre, quando bladatur.

Item, quandam terram certis castanheis aggregatam, sitam ad planum Raybaudi Lioncii dicti territorii, juxta castanhayream Feraudi Gastolini et juxta castanhayream Raybaudi de Brelio.

Item et quandam aliam castanhayream sitam ibidem, juxta castanhayream Guillelmi Raybaudi, ad servitium annuum unius carterie castanearum recentarum, solvendum et prestandum annuatium in festo Omnium Sanctorum.

Item, Antonius Mari et Petrus Mari fratres, unam terram sitam in territorio dicti loci, loco dicto in Barberino, juxta terram fran-

cam ipsorum fratrum a parte inferiori et juxta terram Raymundi de Brelio et juxta terram Rostagni Maya[1], ad prestationem tasche consuete, quando bladatur.

Item, Raymundus Tripoli, unam terram vocatam Isclam de Monnerio sitam in territorio de Roccasparaveria juxta aquam Palionis et juxta terram Johannis Feraudi, ad prestationem tasche fructuum consuete.

Item, unam aliam terram sitam in cloto de Cereysa, territorii de Cauderasa, juxta terram Alasie Tripolesse, ad tascam etiam fructuum consuetam, quando seminatur.

Item, Paulus Germani, quandam terram castaneis agregatam, sitam in territorio de Caudarasa, loco dicto in Costa dou blanc[2], juxta terram Monneti Feraudi ad servitium annuum unius denarii Januinorum.

Item, Rostagnus et Jacobus Malla, unam terram sitam in territorio dicti loci, loco dicto Perdigona, juxta iter publicum, ad servitium obolorum trium Januinorum.

Item, Alasia filia Johannis Tripoli quondam, unam terram sitam loco dicto in Cloto de Cereisa, juxta terram Raimundi Tripoli et juxta terram communem, ad prestationem tasche fructuum consuete, quando bladatur.

Item, Raymundus de Brelio dicti loci de Caudarasa, unam terram sitam ad passum de Aureriis dicti territorii de Caudarasa, juxta aquam Palionis et juxta Clotetum Annoli ad tascam consuetam, quando seminatur.

Item, quandam aliam terram sitam loco dicto in Barberino, juxta terram Antonii Marii et juxta terram Rostagni Maya, ad tascam consuetam, quando seminatur.

Item, quandam terram aliquibus castaneis agregatam sitam loco dicto ad planum Raibaudi Lioncii, juxta castanhayream Petri Rostagni et juxta castanhayream Laugerii Maurandi ad

1 Ailleurs *Rostagni Marie.*

2 Ailleurs, *Costa dan blanc.* Quoique les deux mss. donnent le second mot bien clairement comme *don* et *dan*, il doit s'y agir de *dou* et *dau*, soit la préposition *de.*

servitium annuum denariorum septem Januinorum solvendum in festo Nativitatis Domini et unius panalis[1] castanearum recentarum in festo Omnium Sanctorum dandum.

Item, Raymundus Imberti, alias Berbie, unam terram sitam in Barberino, juxta terram Johannis Mari et juxta terram Henrici Sole, ad tascam consuetam, quando seminatur.

Item, Johannes Mari dicti castri, unam terram sitam loco dicto in Barberino, juxta terram Raymundi Imberti et juxta terram Nicolay Milonis quondam, ad tascam consuetam fructuum, quando bladatur.

Item, Rica uxor, Guillelmi Crispini, domum sitam in dicto castro de Caudarasa, juxta domum Rostagni Maurandi et juxta domum heredum Petri Milonis, ad servitium annuum denariorum sex Januinorum.

Item, Guillelmus Mari unam terram sitam apud fontem de Vese dicti territorii, ad tascam fructuum consuetam quando bladatur.

Item, Feraudus Gastolini, habitator dicti castri, quandam terram aliquibus castaneis agregatam, sitam loco dicto in plano Raybaudi Lioncii, juxta castanhayream Petri Rostagni et juxta viam publicam ad servitium annuum denariorum duorum Januinorum et medii panalis castanhearum recentarum in festo Omnium Sanctorum solvendum.

Item, quandam terram sitam in Barbarino dicti territorii, juxta terram Johannis Bonfilii, indivisam a predicta dicti Feraudi, tamen ad tascam consuetam, quando bladatur.

Item, Johannes Bonfilii unam terram in Barberino juxta terram Feraudi Gastolini, indivisam a predicta, ad tascam consuetam, quando bladatur.

1 *Panalis*, sorte de mesure servant surtout pour l'avoine et qui correspond, en ancien français, à *panal*, *penal*, *penaul*, équivalent au bichet et ayant dans quelques régions la capacité de 12 copes; ce mot a pourtant de proches relations avec *paneral*, *panerat*, *panerest*, soit *panier*, et avec *panelier*, soit *vannier*. — Cfr. GODEFROY, *dict.* — Selon DUCANGE, *panalis*, *panal*, correspondrait à la *sommée* ou *charge*, soit à la dixième partie de ce que peut transporter une bête de somme.

Item, idem Johannes Bonfilii unum campum vocatum campum de Monnerio juxta terram Matheve, filie Pauli Germani quondam et juxta terram Gaufridi Clerici, ad tascam consuetam quando bladatur.

Item, Johannes Maye unam castanhayream in dicto territorio loco dicto in Aussabaissa, juxta castanetum ipsius Clerici, ad servitium annuum denariorum quatuor Januinorum et unius panalis castanearum recentarum.

Item, Monna Matheva, filia quondam Pauli Germani, quandam terram sitam loco dicto Mihalla solas[1], juxta pratum Johannis Clerici, filii Guilhelmi quondam et juxta terram Petri Rostagni, ad servitium annuum denarii unius Januinorum.

Item, Guilhelmus Maurandi unam castanhayrean sitam in Aussabaissa dicti territorii juxta castanetum Petri Rostagni ad servitium annuum panalis medii castanearum recentarum.

Item, Andreas Mari unam castanhayrean sitam in loco predicto de Ausabaysa, juxta castanetum Johannis Bonfili ad servitium annuum medii panalis castanearum recentarum.

Item, Batrona, filia quondam Petri Johannis, unam castanhayream, in Aussabayssa sitam, juxta castanetum Andree Mari et juxta castanetum Johannis Maye, ad servitium annuum denariorum trium Januinorum et unius panalis castanearum recentarum.

Item, magister Bertrandus Compte, fusterius, unam terram sitam in dicto territorio loco dicto la vigna de Monerio, juxta vineam Guillelmi Rufi a parte inferiori et juxta iter publicum et juxta terram communem, ad servitium annuum, denariorum octo parvorum nunc currentium.

Item, Batrona uxor Philippi Bordelli, vice et nomine dicti Philippi mariti sui, nunc a dicto castro in remotis partibus existentis, recognovit ut supra unam castanhaiream sitam ad planum Raibaudi Liontii juxta castanhaiream Faraudi Gastolini et juxta

1 Ailleurs, *Muelha solas* et *Mualha solas*, ce qui doit être plus correct et signifier *mouille semelle*.

castanhaiream Petri Rostagni, ad servitium annuum denariorum duodecim parvorum nunc currentium.

Item, Guillelmus Ruffi, pro Guillelma uxore sua et Johanna Salvagna, recognoverunt ut supra unam terram sitam loco dicto Clotum de Suelh, juxta territorium de Leventio et juxta viam ecclesie Beate Marie de Villaveteri et juxta terram Petri Rostagni, ad servitium annuum denariorum trium Januinorum in festo Nativitatis Domini solvendum et nihilominus ad tascam fructuum ex ea provenientium consuetam.

Item, ego Ludovicus Vallete notarius, pro Johanneto filio meo, unam faissam terre cum certis castaneis in ea, sitam loco dicto Pelliciera juxta terram aliam meam pro dicto pupillo francam a parte superiori et juxta iter publicum quo itur ad molendinum et juxta terram Petri Rostagni a parte inferiori et a latere, ad servitium annuum denarii unius Reforciatorum, in festo Nativitatis Domini solvendum.

Item, Gaufridus Clerici, tanquam patruus, vice et nomine Johanneti Clerici nepotis sui, unum pratum situm in territorio dicti loci, loco dicto A Malas Solas[1] juxta pratum Petri Galberti et juxta terram Petri Rostagni, ad servitium annuum denariorum duodecim coronatorum.

Item, Gaufridus Clerici, ut consanguineus germanus et procurator et procuratorio nomine Hugonis Maurelli dicti loci, unum pratum situm loco dicto apud planum de Lineya[2], juxta vineam Antonii Giraudi a duobus partibus, ad servitium annuum denariorum sex Januinorum.

Item, unam terram sitam apud Suabyas[3] dicti territorii, juxta terram dicte ecclesie Sancti Petri et juxta confines territorii de Berra, ad tascam fructuum consuetam quando bladatur et etiam

1 Le ms. porte un accent sur la lettre *a*, ce qui parait lui donner le sens de *ad* latin; le nom de cette localité signifierait donc *aux mauvaises semelles*; toutefois l'autre ms. a encore ici, *loco dicto Mualha solas*. — Cfr. *Cartulaire de l'ancienne Cathédrale de Nice*, préface, p. xx.

2 Ailleurs, *planum Dalmeya*.

3 Ailleurs, *apud Subias*.

ad servitium annuum, prout dici audivit idem Gaufridus, denariorum trium Januinorum.

Item, Gaufridus Clerici predictus, nomine suo proprio et pro se, recognovit dicto priori quandam terram sitam loco dicto Barbarino, juxta terram Petri Jaucerandi et juxta terram Petri Rostagni et ad tascam consuetam, quando seminatur.

Item, Astruga Garina, uxor quondam Petri Milonis, nomine suo proprio et Petri Milonis filii sui communis et dicti quondam viri sui, unam domum sitam in dicto castro et juxta domum Rique, uxoris Guillelmi Crispini, et juxta carreriam circum circa, ad servitium annuum solidorum trium Januinorum in festo Nativitatis Domini solvendum.

Item, Henricus Sole, ut cognatus et vice et nomine Monneti Feraudi dicti loci, absentis nunc a dicto castro et ejus territorio, recognovit dictum Monetum tenere, ut supra alii, unam terram sitam in Barberino dicti territorii, juxta terram Raymundi de Brelio, ad tascham fructuum consuetam, quando bladatur.

Item, Jacobus Capati unam terram sitam loco dicto ad campum de Monnerio, juxta terram Bertrandi Maye, juxta terram Guillelmi Bordelli quondam, ad servitium annuum denarii unius Januinorum et nihilominus ad tascham fructuum consuetam, quando bladatur.

Item, unam aliam terram sitam in Carbonel, juxta terram Bertrandi Maye et juxta iter publicum, ad servitium annuum denarii unius Januinorum et nihilominus ad tascham fructuum consuetam, quando seminatur.

Item, unam aliam terram sitam ad fontem de Veze, juxta terram Guillelmi Marii, ad servitium annuum denarii unius Januinorum et ultra ad tascam fructuum ipsius terre, cum seminatur consuetam.

Item, unam aliam terram sitam in dicto territorio, loco dicto Bayarda[1], juxta terram Ludovici Vallete et juxta terram Petri

1 Ailleurs, *loco dicto Brearda*.

Rostagni, ad servitium annuum unius denarii Januinorum et ultra ad tascam fructuum consuetam, quando bladatur.

Item, Johannes Clerici Bonsegnor filius Bonsenhoris quondam, unam castanhaream sitam in Ausa baysa, juxta castanhayream Guillelmi Maurandi et juxta castanhayream Andree Mari, ad servitium annuum denarii unius Januinorum et unius panalis castanearum recentarum.

Item, Antonius Giraudi unam terram sitam ad fontem de Veze, juxta terram domini Nicolay Arditi capellani et juxta terram Jacobi Capati ad tascam fructuum consuetam, quando bladatur.

Item, Jacobus Malhe unam terram sitam in loco dicto Moleta dicto territorii, juxta terram gastam et juxta vallonum, ad servitium denarii unius Januinorum.

Item, unam aliam terram in loco dicto in Podio Boerio, juxta aquam Palionis et juxta terram Monneti Capati, ad tascam fructuum consuetam, quando bladatur.

Actum in Caudarasa, in cimenterio ecclesie Sancti Johannis dicti loci, in tumulo lapideo, ante januam dicte ecclesie, in presentia domini Petri Blancardi de Comptes capellani, Henrici Baudi de Scarena et Honorati Clerici de Nicia testium.— Et mei Ludovici Vallete, notarii, etc..

CCXXXI

1371, 1[er] mai.— In nomine Domini, amen. Anno a nativate ejusdem, millesimo ccc° lxx° primo, die prima mensis madii, none indictionis, tenore hujus instrumenti publici universis et singulis presentibus et futuris pateat evidenter, quod homines et mulieres castri de Comptes, inferius seriatim nominati, confessi fuerunt et in veritate publice recognoverunt venerabili et religioso viro domino Lombardi priori ecclesie Sancti Petri

de Scarena, se tenere in emphiteusim perpetuam, sub majori dominio et senhoria dicte ecclesie Sancti Petri, possessiones eorum subscriptas ad servitia annua dicte ecclesie solvenda, videlicet quisque dictorum recognoscentium, prout infra sequitur et particulariter declaratur.

Primo videlicet, Jacobus Repaire de Comptes recognovit ut supra unam terram sitam in territorio dicti castri, loco dicto in Valleria Sancti Martini, juxta terram Isnardi Cabrerii a parte inferiori et juxta terram Guillelmi de Serro ad servitium denariorum sex Januinorum in festo Nativitatis Domini solvendum.

Item, Guillelmus Ferreri quandam terram sitam in territorio dicti loci, loco dicto Merdansono[1], juxta terram Guillelmi Coste et juxta terram propriam dicti Guillelmi a parte superiori ad servitium annuum denariorum quinque Januinorum.

Item, Petrus Adalguerii dicti loci, quandam terram castaneis agregatam sitam loco dicto Las hyeras, juxta castanetum Jacobi Camossii et juxta terram Guillelmi Ferreri, ad servitium annuum trium obolorum Januinorum.

Item, idem Guillelmus quandam castanhayream sitam loco dicto ad Eyfren, juxta castanhayream Petri Jacobi a parte superiori et juxta castanetum Jacobi Balquerie, ad servitium annuum denariorum undecim Januinorum et unius panalis castanearum recentarum in festo Omnium Sanctorum.

Item, Astruga uxor Guillelmi Boveti, infirmi, nunc in lecto jacentis, de mandato dicti sui mariti propter dictam suam infirmitatem in recognitione hujusmodi personaliter existere non valentis, sibi Astrugue facto ad hoc specialiter, ut verificatum extitit coram dicto domino priori, recognovit ut supra, dictum suum maritum tenere in emphiteusim quatuor castaneos seu castannerios in modica proprietate terre sistentes, site in dicto

1 Ce nom équivaut à celui qui dans d'autres pièces, regardant Sospel, se trouve écrit sous la forme de *Merlansono*. L'acte de vente au duc de Savoie par Jean et Boniface Boveti de leur part du fief de Contes, le 8 mai 1468, est passé *in platea Merlansoni prope pontem*. — *Le fief de Châteauneuf*, p. 44.

territorio loco dicto ad Eyfren, juxta castanhayream Petri Jacobi et Bertrandi Gandulphi, ad servitium annuum denariorum quatuor et unius oboli Januinorum in festo Nativitatis Domini et tertie partis unius panalis castanearum albarum in festo Omnium Sanctorum solvendum.

Item, Monetus Pipini, filius Feraudi quondam, quandam terram castaneis agregatam, sitam in loco dicto al Castellar, juxta terram Raymundi de Castello et juxta terram Guillelmi Ferrerii ad servitium annuum unius emine bladi, ad mensuram de Comptes, in festo Omnium Sanctorum solvendum.

Item, idem Monetus, tertiam partem unius castanhayree sitam in loco dicto ad Eyfren, juxta aliam tertiam partem Guillelmi Boveti et juxta castanhayream Bertrandi Gandulphi, ad servitium annuum denariorum Januinorum quatuor et tertie partis unius panalis castanearum albarum.

Item, Guillelma, uxor Guillelmi Albini, quandam terram castaneis agregatam sitam in loco dicto ad Eyfren, juxta castanhayream Johannis Audoardi et juxta terram et castaneas Guillelmi Ferrerii, ad servitium annuum denariorum undecim Januinorum et medii mouturalis castanearum recentarum in festo Omnium Sanctorum solvendum.

Item, Jacobus Balquerie, quandam terram castaneis agregatam, sitam in loco dicto ad Eyfrem, juxta castaneas Guillelmi Albini et juxta castanhayream Guillelmi Ferrerii, ad servitium annuum denariorum undecim Januinorum et medii mouturalis castanearum recentarum.

Item, Batrona, uxor Johannis Guirardi, dicti loci, absentis nunc a dicto castro et ejus territorio, prout asseritur et de mandato sibi, ut dixit, facto per dictum suum maritum specialiter ad hoc, recognovit dictum suum maritum tenere in emphiteusim perpetuam, prout supra alii, quandam terram castaneis aggregatam, sitam loco dicto ad Eyfren, juxta castanhayream Guillelmi Boveti et Guillelmi Ferrerii et alios suos confines, ad servitium annuum denariorum quatuor et oboli unius Januinorum et tertie partis unius panalis castanearum albarum.

Item, Dulcia, mater Peyreti Mujoli, vice et nomine dicti filii sui absentis nunc a dicto castro, recognovit dictum filium suum in emphiteusim perpetuam tenere, ut supra alii, unam terram cum quadam nuce in ea sita, sitam in dicto territorio, loco dicto Cohen, juxta vallonum et alios suos confines, ad servitium annuum denariorum quatuor Januinorum in festo Nativitatis Domini perpetuo solvendum ecclesie predicte Sancti Petri de Scarena.

Actum in Comptes, in domo Guillelmi Ferrerii, in presentia Auberti Berardi, Guillelmi Mujoli, dicti loci, et Henrici Baudi, de Scarena, testium.— Et mei Ludovici Vallete, notarii, etc.

Manuscrit T.

CCXXXII

1371, 23 août.— In nomine Domini, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo CCC° LXX° primo, die XXIII[a] mensis augusti, IX[e] indictionis, tenore hujus instrumenti publici, universis et singulis presentibus et futuris pateat evidenter, quod homines et mulieres ville de Cespitello, infra nominati, confessi fuerunt et in veritate publice recognoverunt venerabili et religioso viro domino Bartholomeo Nigri priori ecclesie Sancti Michaelis de Cespitello, procuratori et nomine procuratorio venerabilis et religiosi viri domini Johannis Lombardi prioris ecclesiarum Sancti Petri de Scarena et Sancti Nicholay de Cespitello, presenti, stipulanti et recipienti pro dicta ecclesia Sancti Nicholay et pro dicto domino ejus priore et suis successoribus in eadem, se tenere in emphiteusim perpetuam sub majori dominio et senhoria dicte ecclesie Sancti Nicholay domos et possessiones alias subscriptas ad servitia annua subscripta in festo Nativitatis Domini solvenda ipsi ecclesie, videlicet quisque ipsorum recognoscentium, prout infra sequitur et declaratur particulariter et distincte.

Primo videlicet, Rica Amica, unam vineam sitam in territorio de Cespitello, loco dicto in Planis, juxta vineam Antonii Borrilhoni a parte inferiori et juxta vineam Johannis Sarde a latere et juxta vineam Antonii Melioris a parte superiori et juxta vineam aliam francam dicte Rique a latere, valloneto in medio, ad servitium annuum unius bucalis vini puri et boni, tempore vindemiarum dandum et solvendum.

Item, unam aliam vineam sitam in Logihas[1], juxta vias duas et juxta vineam confratrie Sancti Spiritus dicti loci, ad servitium annuum denarii unius Januinorum, in festo Nativitatis Domini predicto solvendum.

Item, Salvagia uxor Antonii Raybaudi et Riqua uxor Antonii Augerii sorores, filie quondam Petri Peitavini, duo casalia domorum simul contigua inter eas divisa, videlicet dicta Salvagia unum ex ipsis casalibus situm juxta domum Guillelmi Rasi et juxta domum Petri Guirardi; et dicta Riqua dictam aliam domum seu aliud ex ipsis casalibus domorum situm juxta predictum aliud casale dicte Salvagie, scilicet in plano ecclesie Sancti Nicholay et juxta domum Gandulphi de Buysio, ad servitium annuum ipsorum duorum casalium domorum pro indiviso, denariorum tresdecim Januinorum in festo Nativitatis Domini solvendum.

Item, Marcus Januesii, tutor et tutorio nomine Persivalli et Riquete, liberorum et heredum Antonii Ferrerii quondam, unum casale in quo est unum furnum diruptum, juxta domum Georgii Lanfranqui et juxta domum heredum Petri Germani, ad servitium annuum denarii unius Januinorum.

Item, Guillelmus Roberti unum casale situm ante dictam ecclesiam juxta domum Auberti Augerii et juxta domum Berthoni Astorini et juxta domum Guillelmi Camini et juxta domum Guillelmi Olivarii, ad servitium annuum denarii unius Januinorum.

1 On a corrigé par *Logihez*.

Actum in Cespitello in cementerio ecclesie Sancti Michaelis in tumulo illorum de Vintimillio, in presentia Mattei Januesii et Johannis Januesii filii quondam Bovis, dicti loci, testium vocatorum et rogatorum ad hec. — Et mei Ludovici Vallete, notarii, etc.

Manuscrit T.

CCXXXIII

1374, 11 mai. — Anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo septuagesimo quarto, die xi mensis maii, xii indictionis, tenore hujus instrumenti publici, cunctis intuentibus elucescat, quod, convocato conventu monasterii Sancti Pontii extra muros Nicie, in capitulo ejusdem monasterii, ad sonum symbali, ut est moris, ad mandatum domini Bartholomei Nigri vice prioris claustralis dicti monasterii : in quo quidem capitulo interfuerunt, videlicet reverendus in Christo pater et dominus dominus Alphantus, Dei gratia abbas dicti monasterii, prefatus dominus Bartholomeus Nigri, dominus Bertrandus Badati prior de Falicono, dominus Laurentius Audeberti prior Sancti Blasii, dominus Johannes Lombardi prior de Scarena, dominus Bartholomeus Blanqui sacrista dicti monasterii, dominus Guillelmus Morre, frater Guillelmus de Vintimillio, frater Stephanus Fabri et frater Jacobus Castilloni, monachi monasterii prelibati, dictus dominus abbas, cum conscientia et plena notitia dictorum monachorum, dicti vero domini monachi cum conscientia et auctoritate ipsius domini abbatis, omnes simul, nemine discrepante, pro utilitate dicti prioratus de Scarena, nominibus eorum propriis ac vice et nomine successorum suorum, dederunt et concesserunt in emphiteusim perpetuam Hugoni Verani, filio quondam Hugonis Verani dicti loci de Scarena, presenti et pro se suisque heredibus ac etiam successoribus stipulanti et recipienti, quandam vineam sitam in territorio dicti loci de Scarena, loco dicto vulgariter, Lo Robinas, juxta vineam dicti prioratus de Scarena a latere et

juxta vineam Johannis Mascarelli a parte superiori et juxta iter a parte inferiori, ad servitium solidorum quindecim parvorum, solvendorum dicto priori de Scarena in quolibet festo Nativitatis Domini, salvo ipsi priori suo directo dominio ac senhoria. Actum in dicto capitulo; presentibus testibus, Rostagus Mascarelli, alias Gilos, de Scarena, G. Pistori de Nicia, Honorato Cebolla de Falicono, habitatore de Aspromonte, et me Guillelmo Lamberti, notario.

Manuscrit T.

CCXXXIV

1374, 11 mai. — Le chapitre de l'abbaye concède en emphytéose perpétuelle à Jean Bruni, du feu Antoine de l'Escarène, une terre gaste à la région dite « Las Condaminas », au service de 8 sous « parvorum. » Les mêmes témoins que dans l'acte précédent[1]. — Guillaume Lamberti, notaire.

Manuscrit L.

CCXXXV

1375, 22 juin. — L'abbé de saint Pons avait exposé au juge de Nice, Pierre Clari, « quod nonnulli sui, seu dicti sui monasterii emphiteote, possessiones quas sub majori dominio et senhoria ipsius domini abbatis et sui monasterii tenent et possident, deterioraverunt in ipsius non modicum detrimentum, tam ratione cessate culture quam aliter, ipsas possessiones debito tempore non colendo et eas diversimode dampnificando. » Le juge ordonne aux arbitres de la ville, Raymond Fabri, notaire, Durand Thisoni, Paul Olivari et Rostaing Maurelli, d'aller vérifier sur place

1 Il faut pourtant observer la variante de Guillaume *Rosari* et de *Monneto* Cebolla, pour les deux derniers noms.

le bien-fondé des doléances de l'abbé. Ceux-ci se transportent à Gayraud, à la fontaine de Saint-Martin, et examinent la terre tenue par Guillaume Robaudi, et, constatant qu'elle n'a pas été cultivée depuis deux ans, ils frappent le possesseur d'une indemnité de 6 livres « parvorum », outre les frais suivants : « pro mandamento liberatorio », 12 deniers ; « pro cambatis arbitrorum », 12 sous ; « pro extimo », 2 sous ; « pro procuratione », 4 sous ; « pro presenti instrumento », 4 sous. Ils passent ensuite à la vigne tenue par Rostaing Donneta, située « ad passum Figayreti », et constatent que depuis longtemps elle n'a été ni labourée ni taillée. Puis à la vigne tenue par Bourguette, veuve de Gillet Jaqueti, située à Cimiès : depuis deux ans elle n'a pas été labourée. Puis ils visitent la vigne tenue par Durand Peytavin, sise à Cimiès et y font la même constatation. Chacun est taxé en proportion. Fait à Nice « in tabula ante domum magistri Raymundi Fabri. » Sont présents : Nicolas de Botono et Guigonet Ferrari, savetiers. — Antoine Raynoardi, notaire.

Manuscrit L.

CCXXXVI

1375, 10 juillet. — Sentence de noble Pierre Clari, jurisconsulte, juge de Nice [1], en faveur de l'abbaye. Une enquête avait été faite contre Raymond Paulian [2], bailli de Saint-Blaise, et Antoine Raynoardi [3], notaire et secrétaire de la cour dudit château ; ils étaient accusés d'avoir emprisonné certain individu auteur d'un vol dans le territoire de ce village, en empiétant, de ce fait, sur

1 Pierre Clari, un des conseillers les plus dévoués de la maison de Beuil, était natif de la Séed-de-Glandevès et habitait le Puget-Théniers; il fut témoin au mariage de Louise Grimaldi de Beuil avec Guillaume de Méollon, en 1379.

2 La forme latine de l'acte est *Polhani*.

3 Le nom est écrit dans cette pièce sous la double forme de *Raynoardi* et *Renoardi*.

les droits de la cour royale. Le jugement prononcé reconnaît le droit juridictionnel de l'abbaye et ordonne d'annuler le procès d'enquête. L'abbé Alphante demande qu'il lui soit donné acte de cette sentence. Fait à Nice « in reginali capitulo civitatis Nicie. » Présents : Raybaud Barralis, Jean d'Aliprandi, Albert Alberti, notaire de la cour royale, Guillaume Aloysi, notaire, Ludovic Talon, Ludovic Grafey, Barthélemy Regis. — Féraud Ferrery, notaire.

Manuscrit L.

CCXXXVII

1375, 26 octobre. — Quittance générale passée par François de Foresta, néophyte, et Rose, encore juive, ci-devant sa femme[1], à Monnet Vial de Falicon, pour tout ce que ce dernier pouvait encore leur devoir. Présents : Bertrand Badat, prieur de Falicon et Pierre Acelini de Malaucène.— Lazare Sigaudi, notaire.

Manuscrit L.

CCXXXVIII

1376, 24 janvier. — Bourguette, femme de Raymond Grallieri de Nice, vend à noble Mononet Cays, fils de feu Conradin de la même ville, au prix de 40 florins, une vigne « malservam », située à Cimiès, proche de celles des héritiers de Raymond de Seynis, de Marinon de Mougins et de la voie vicinale, soumise à la seigneurie de l'abbaye, sous le service d'un sous de Gênes. Fait à Nice en la maison dudit Grallieri. Présents : Pons Imberti, tailleur, Antoine Laure, Antoine Simoinis, citoyens de Nice. — Philippe Revelli, notaire.

Manuscrit T.

1 Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 264.

CCXXXIX

1376, 27 février. — [Déclaration faite par le cardinal Guillaume du titre de Saint-Etienne « in Celio Monte », à l'abbé Alphante, donnant quittance d'un à-compte, et accordant un délai à la solde de ce que l'abbaye doit au collège des cardinaux] : pro complemento sui comunis servitii, in quo prefato collegio tenebatur, viginti florenorum auri, quatuordecim solidorum monete currentis Avinione[1], super complemento servicii familie dominorum cardinalium predictorum, quatuor florenos, octo solidos, quatuor denarios monete predicte, per manus fratris Hugonis Lamberti nobis pro ipso collegio recipientibus, tempore debito solvi fecit. De quibus sic solutis ipsum dominum abbatem, monasterium, sive successores suos et eorum bona, prefati collegii nomine absolvimus et quittamus. Verum, intellecta molle gravaminum pro parte ipsius domini abbatis coram nobis exposita, quod ipsum ad solvendum illas pecuniarum quantitates, quas ratione comunis servitii domini fratris Laurencii predecessoris, collegio antedicto ac familie et officio dominorum cardinalium predictorum, sub certis penis et sententiis, ac termino hujusmodi elapso, solvere tenebatur, reddebant et adhuc reddunt verisimiliter impotentem, auctoritate nobis in hac parte commissa, usque ad festum Resurrectionis Domini proxime venturum, terminum sibi duximus prorogandum[2]. Ita tamen quod si in dicto sibi prorogato termino non satisfecerit de premissis penis et sententiis quibus antea tenebatur, sit astrictus, etc.— Johannes de Meranesio.

Manuscrit L.

1 Le ms. a ici *viginti florenos* et *quatuordecim solidos*, ce qui ne paraît pas s'accorder avec le sens et a rendu nécessaire la correction qu'on y trouve.

2 Le copiste des chartes de l'abbaye ajoute ici en marge l'observation : *Oh, quanto grande era mai la semplicità in questi tempi !*

CCXL

1376, 4 mai. — Enquête formée par la cour royale de Nice contre certain Jean Lepas, fermier et domestique, « domus beate Marie de Simeriis », appartenant à l'abbaye, pour le fait d'avoir volé un mouton du troupeau de Philippe Jourdan, boucher de Nice. L'accusé prouve qu'il est serviteur de l'abbaye, que ce sont des moines eux-mêmes qui se sont emparés de ce mouton, que de tous temps l'abbé et les moines de Saint-Pons, soit directement, soit au moyen de leurs dépendants et serviteurs, ont eu l'habitude de saisir et prendre en gage les bêtes des habitants de la ville ou celles des étrangers allant abusivement au pâturage sur les terres du monastère ou de leurs fermiers[1], ainsi qu'ils en avaient le privilège par certaines lettres du sénéchal de Provence de l'année 1368. Lepas est absent et le juge ordonne d'enlever les actes de l'enquête du registre criminel. Ce jugement est rendu en la présence de Laurent de Fracassini, capitaine et viguier de la cour royale de Nice, de noble Ludovic de Montenovo, sous-viguier, et de Raymond Fabri, notaire de la cour. Sont présents : Guillaume Aloysi, Ludovic Grassi, Symonet de Sospel[2], Jean Berardi, notaires, Antoine Blaise, drapier, Antoine Musso, marchand, Gaspard Isoard, apothicaire, Isnard Vilari, — Jean Rogati, notaire[3].

Manuscrit L.

1 Le texte latin porte *facheriorum*, soit *métayers*, mot dérivé de *facheria*, métairie, dont le produit se partage entre le propriétaire du sol et le cultivateur ; le mot italien *fattoria*, presque son équivalent, doit en tirer son origine.

2 Le texte du ms. porte la forme *de Séspitello*.

3 D'après le texte ce notaire était d'Arles.

CCXLI

1377, 8 juin. — Guillaume Johannis d'Aspremont vend à Guillaume Durandi, de Gattières, au prix de 30 livres de Nice, une vigne, « malversam », sise à Gattières à la région de « Las Moliaras », au-dessous de Notre-Dame, confrontant d'un côté les Condamines de l'église, de l'autre les « Isclas » du Var, sous le service du onzième dû à l'abbaye pour les raisins, le blé, les légumes et les figues. Reconnaissance passée en personne de Guillaume Lamberti, notaire et procureur de Hugues Lamberti, prieur de Notre-Dame. Présents : Jean Papon de Gattières, Bertrand Bondelli, de Tarassa. — Philippe Revelli, notaire.

Manuscrit L.

CCXLII

1377, 11 septembre.— Hugues Sicardi étant insolvable, Symon de Sospel, son créancier, fait mettre aux enchères la maison que le premier possède à la Condamine supérieure « in androna subtus vallatum », et confrontant celles de Douce Baliani et d'Asturge, veuve de Georges Raynardi. La maison est adjugée à Jacques Sicardi de feu Hugues, oncle du débiteur, au prix de 16 livres. L'abbé Alphante ratifie cet acte. Présents : Hugues Fabri, notaire, et Antoine Laugier de Nice. — Jean Trophemi, notaire.

Manuscrit L.

CCXLIII

1377, 21 novembre. — Jacques Caroli de Nice, comme administrateur de Guillaume son fils, vend à Jean Verdoni, de Falicon, une vigne à Cimiès, soumise à l'abbaye et sous le service du

onzième sur le vin, blé, légumes, figues, outre les autres obligations usagères. L'abbé Alphante ratifie. Présents : Bertrand Badat, prieur de Falicon et Etienne Fabri, moines de Saint-Pons, et Nicolas Giraudi, citoyen de Nice. — Jean Trophemi, notaire.

Manuscrit L.

CCXLIV

1378, 26 août. — Fulco de Agouto, miles, vallium Saltus Lucique dominus, comitatuum Provincie et Forcalquerii senescallus [1], officialibus reginalis curie comitatus Vintimillii et Vallis Lantusce, ad quos seu quem spectat et eorum cuilibet seu locatenentibus eorundem, salutem et dilectionem sinceram. Pro parte domini Johannis Lombardi monachi priorisque ecclesie castri de Scarena, monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie fuit nobis cum querela expositum reverenter, quod licet super certis controversiis et questionibus suscitatis et agitatis inter ipsum priorem ex una parte et homines castri de Pilia ex parte altera, certe declaraciones et ordinaciones atque precepta facte et facta fuerint dudum, tam per nos quam etiam majorem judicem dictorum comitatuum et per nonnullos commissarios olim deputatos per nos. Nihilominus tamen, ad instantiam seu subjestionem dictorum hominum de Pilia, judex comitatus et vallis predictorum et etiam bajulus dicti loci de Pilia multa gravamina et opressiones fecerunt et intulerunt temere dicto priori et hominibus suis dicti castri de Scarena, inquisitiones faciendo contra nonnullos homines et nonnullos arrestando et condempnando pro illis que spectant ad jus et jurisdictionem dicti prioris et monasterii preli-

1 Un Foulque d'Agout, d'après les actes que nous connaissons de lui, comparaît comme sénéchal de Provence, du 18 avril 1363 au 31 juillet 1365, puis de nouveau son fils Foulquet, du 30 octobre 1376 au 29 décembre 1385. — Cfr. BERTANO *Serie dei Siniscalchi della Provenza dal 1259 al 1388*, dans le *Bolletino Storico-Bibliografico Subalpino*, an. IV, p. 55. — PITHON-CURT, *Nobiliaire*, etc.

bati, non obstantibus etiam quibusdam litteris novissime emanatis a dicto majore judice et domino Verano Sclaponi, magistro rationali, comissariis per nos deputatis super certis controversiis adhuc pendentibus inter partes predictas et potissime dictus judex predictorum comitatus et vallis gravamen intulit dicto priori et hominibus suis super eo, quia non obstantibus quibusdam litteris a nobis emanatis, quibus precipitur ut bajulus seu officiales alii dicti loci de Pilia aliquas scriptiones, precepta, seu requisitiones bajulo seu officialibus aliis de Scarena non faceret seu facerent, nisi duntaxat in juris subsidium, prout in castris circumvicinis est consuetum, condempnavit Henricum Mascarelli, bajulum dicti loci de Scarena, in solidis quadraginta coronatorum, quia executioni mandare recusavit quasdam litteras quas olim bajulus Pilie precipiendo mandaverat contra forman dictarum litterarum nostrarum. Item super eo, quia condemnavit Hugonem Bruni dicti loci de Scarena in solidis quinquaginta coronatorum, quia citatus per nuncium curie dicti loci de Pilia, in loco de Scarena, de mandato vice bajuli Pilie, sicut assertum extitit, ad penam decem vigintiquinque et quinquaginta librarum, ut compareret coram ipso vice bajulo, quanquam ipse vice bajulus jurisdictionem non habeat citari mandare dictum Ugonem in ipso loco de Scarena, nec ipsius castri de Scarena bajulum in juris subsidium requireret, quod non fecit, comparere non curavit.

Item, super eo quia condempnavit Johannem Baudi, dicti loci de Scarena, in solidis viginti quinque, quia debuit occupare quandam terram Johannis et Antonii Feraudi de Pilia, sitam in territorio de Scarena, quamvis punitio dicti criminis ad dictum priorem et ejus curiam de Scarena juridice spectaret. Super quibus nobis humiliter supplicavit quatenus de opportuno juris remedio subvenire benignius dignaremur. Nos autem gravamina et oppressiones subditorum substinere intendentes nullatenus, quia exhibitis predictis litteris et inspectis, constat duas primas condempnaciones, contra mentem et tenorem ipsarum litterarum prolatas fuisse, et de tertia, cognitio ad ipsum priorem seu ejus curiam

spectet, volumus igitur et vobis ac cuilibet vestrum, tenore presentium, reginali auctoritate qua fungimur, precipimus et mandamus, quatenus ab inde in antea supranominatos condempnatos seu ipsorum aliquem, pretextu condempnacionum predictarum, seu alicujus earum, non vexetis seu faciatis per aliquem molestari. Quinymo, prout ad uuumquemque vestrum spectaverit, faciatis et procuretis condempnaciones ipsas et ipsarum quamlibet de cartulariis dicte curie cancellari et etiam aboleri, dictumque priorem, contra mentem prescriptarum litterarum, seu homines ejusdem non gravetis nec aliquid innovetis contra eos; quinymo, omnia innovata procuretis statim revocare et ad pristinum statum reducere, sub pena librarum centum coronatorum, contra facientem, irremissibiliter exigenda. Presentibus, opportune inspectis, remanentibus presentanti. Datum Nicie, per virum nobilem dominum Leonardum de Afflicto de Scalis [1], magistrum rationalem, majorem et secundarum appellationum judicem comitatuum predictorum. Anno Domini millesimo CCC° LXXVIII, die XXVI augusti, prime indictionis [2].

Manuscrit T.

CCXLV

1379, 11 mai. — Réunion du chapitre, où interviennent Jean Vachini, notaire de Pertuis, procureur et représentant de l'abbé Raymond [3] « nunc in remotis agentis », Barthélemy Nigri, infir-

1 Léonard d'Afflit avait encore cette charge en 1383. — Voir mes *Statuts et privilèges du comté de Vintimille et val de Lantosque*, p. 91 et 95.

2 L'analyse du manuscrit L nous apprend que ces mêmes lettres furent présentées, le 26 septembre, à noble Jean Aycardi, d'Apt, juge de Sospel, faisant sa tournée ordinaire et siégeant en ce jour à Lucéram, sur un banc en bois, en la maison de Guillaume Barralis; il en ordonne l'exécution intégrale et l'annulation à opérer, sur les cartulaires de la cour, de tout acte ou procédure qui s'y trouverait contre les hommes de l'Escarène. Fait audit lieu à la présence de Barthélemy Niel, notaire de Colmars, et de Baudet Jausserand de Cagnes; reçu par Ludovic Ambrosi, notaire de la Cour de Sospel.

3 C'est la plus ancienne mention de cet abbé que nous ayons trouvé.

mier, Etienne Fabri, prieur de Falicon et camérier du monastère, Laurent Audiberti, prieur d'Aspremont, Jacques Castillon, Ludovic Augeri, Laurent Cays, Pierre Conte. On décide de concéder à Barthélemy Bérenger, citoyen de Nice, une terre inculte que l'abbaye possède à la Roque de Saint-André, proche de la terre de Raynaud Martini et de la prairie et possession de Momie, femme de Geoffroy Michaelis, sujette à la seigneurie de l'abbaye et à celle de Jean Travaque [1], longeant le vallon de la Roque, sous le service annuel de 16 sous de petit poids, monnaie de Nice, payable à la Noël « floreno auri pro triginta duobus solidis, et albo argenti pro viginti denariis computatis », outre la dîme sur tous les fruits, selon la coutume des autres terres de l'abbaye. Présents : Jean Audini « alias » Adarveti de Nice, et Monet Belnasi d'Aspremont. — Jean Trophemi, notaire.

Manuscrit L.

CCXLVI

1379, 8 novembre. — Guillaume Verani, feu Hugues, de l'Escarène, vend à Jean Abolene, dit Cardinal, du même lieu, et au prix de 20 livres, une prairie à la région dite « lo Claus » près du clos du prieuré [2], tenue envers l'église de Saint-Pierre au service du quinzième des fruits. Le prieur Jean Lombardi,

1 Jean Travaque, qualifié de seigneur de Saint-André, en 1363, dans le compromis passé avec les regardaires de la ville au sujet de l'introduction du vin dans la ville (Arch. Commun. de Nice, *Mémoires de D. Bonifacy*, vol. C, p. 58); il épousa Catherine Grimaldi, fille de Pierre et nièce de Napoléon Grimaldi, seigneur de Gattières, laquelle se remaria avec Laurent de Lialays, originaire de Coni; par le testament de Catherine, sa part du fief de Saint-André passa à Barthélemy Grimaldi, son cousin germain, qui en reçut investiture le 6 février 1423 (Arch. de Turin, *Protocole Bombat*, vol. 70, f° 406). Ce Travaque devait être fils de Hugues, syndic de Nice en 1336 (Arch. Comm. de Nice, D, 2), capitaine de galère, un des armateurs qui s'engagèrent à fournir cinq galères au roi Philippe de France, par acte du 3 avril 1335, passé à Avignon (Jal, *Architecture navale*, vol. 2, p. 326).

2 Dans le manuscrit *clausura prioratus*.

seigneur de l'Escarène, ratifie le vente. Fait audit lieu, dans la salle du prieuré. — Jean Bérardi, notaire.

Manuscrit T.

CCXLVII

1379, 8 novembre. — Pierre Faraudi de l'Escarène vend à Jean Abolene, au prix de 16 livres, une prairie à la région dite « Sagna », confrontant celle de Jean Baudi, la rivière et le béal du moulin, et tenue au service du quinzième. Le prieur ratifie cette vente. — Jean Bérardi, notaire.

Manuscrit T.

CCXLVIII

1379, 8 novembre. — Guillaumette Baquière, veuve de Pierre Scarron de l'Escarène, vend à Pierre Aurengo habitant dudit lieu, au prix de 8 livres, monnaie usuelle, une maison sise dans ce village, soumise envers le prieuré au service de 8 deniers de Gênes. Le prieur ratifie la vente. — Jean Berardi, notaire[1].

Manuscrit T.

CCXLIX

1380, 6 octobre. — Jacques Castillon, prieur de Sainte-Réparate et de Sainte-Marie de Gattières[2], avec l'autorisation de l'abbé Raymond, donne en emphytéose à Guillaume Durandi,

1 Le manuscrit T donne cet acte *in extenso*, ainsi que les deux précédents, mais, vu leur peu d'importance, l'analyse nous en a paru suffisante.

2 Cette église ne dépendait pas directement de l'abbaye, mais du prieuré même de Sainte-Réparate; le texte le dit bien explicitement en parlant de Jacques Castillon, *prior ecclesie Sancte Reparate a dicto monasterio dependentis et ejus conexe ecclesie beate Marie de subtus Gaterias.*

fils de Pierre, de Gattières, une terre sise sur le plateau de l'église du côté de la Gaude et proche de la Condamine et du jardin du prieuré, et tenue au service de la onzième part des fruits provenant de ladite terre et de la treizième part des mêmes, sous titre de dîme. Fait à Nice. Présents : Daniel Augery de Nice et Jean Fulconis d'Aspremont.— Jean Trophemi, notaire.

Manuscrit L.

CCL

1380, 24 novembre. — Il résulte par cet acte que feu Grasseta, femme de Jacques de la Voute[1], tenait en son vivant différentes possessions en emphytéose perpétuelle sous la seigneurie du monastère de Saint-Pons. Ces possessions étaient les suivantes : Une maison sise dans la ville de Nice, à la Condamine supérieure, dans la rue dite « carriera dels Repayres », confrontant la maison des héritiers de Bonin Royssan et celle d'Alasia, femme de Guillaume Aurelha, sous le service de 3 sous et 9 deniers de Gênes; autre maison sise dans ladite Condamine, vers la partie supérieure de la rue « Droite », confrontant la maison de Jacobeta, fille d'Antoine Merlo et celle de Me Jean Lanteri, et la rue des Grottes[2], sous le service de 4 sous de Gênes; autre maison sise vers la partie inférieure de la rue Droite, confrontant la maison de Grégoire de Ursetis, la rue des Grottes, la maison de Jean Guersii, sous le service de 10 sous de Gênes; tels biens soumis aux droits

1 Le ms. porte *Jacobinus de Vouta;* il s'agit probablement de la famille de Louis d'Anduse, seigneur de la Voute, chevalier, envoyé en 1382 par les Niçois à Avignon à la Cour du pape, comme nous le voyons par sa lettre du mercredi 29 janvier et la réponse des syndics de la ville du 11 février; documents dont nous nous occuperons prochainement. Nous indiquerons, en passant, que cette lettre missive donnée par Gioffredo, (t. III, p. 380), en l'année 1380, doit se fixer en 1382, à cause des données chronologiques qui s'y trouvent. — Cfr. pour cette famille : *Notice sur Guillaume et Aimar de la Voute, seigneur de Marseille*, par le Baron du Roure.

2 Le ms. italien porte : *Strada delle Crotte in mezo.*

de lods, trézain et prélation. Antoine de la Voute, fils et héritier universel de ladite dame, reconnaît de tenir ces trois maisons sous la seigneurie du monastère. — Jean Trophime, notaire.

Manuscrit T.

CCLI

1383, 29 avril— Anno incarnationis Domini millesimo ccc° lxxxiii°, die penultima mensis aprilis. Noverint universi et singuli, presentes pariter et futuri, hujus veri publici instrumenti seriem inspecturi et sit notum intuentibus et elucescat, quod in presentia nobilium virorum Raymundi de Barracio[1] domini de Garnia[2], vicarii et officialis, ac domini Mayfredi Gaufridi, judicis curie regie comitatus Vintimillii et vallis Lantusce, in castro de Luceramo existentium, post missam ibidem celebratam et preconizatam pro reverentia et anima serenissime domine nostre regine Johanne, Hyerusalem et Sicilie, quondam bone memorie, personaliter constitutus venerabilis vir dominus Johannes Lombardi, prior loci de Scarena, qui dixit et exposuit coram vobis dominis capitaneo et judice..... pro eo et hominibus tam dicti loci quam etiam Brelii et Saurgii ibidem existentibus, quod cum dies hesterna que fuit dies xxvi mensis aprilis predicti, ad consilium generale, mandato dictorum dominorum officialium congregatum et tentum in loco de Bellovideri pro honore et fidelitate serenissimi et illustris domini nostri regis Caroli tertii, Hyerusalem et Sicilie, Provincieque, Forcalquerii ac Pedemontis comitis, ambaxiatorem mandaverit magistrum Antonium de Castello, notarium Lucerami, procuratorem nomine ipsius

1 Le ms. a *Aycardi*, mais il s'agit de Raymond, partisan de Ladislas, cité aussi par Gioffredo (vol. iii, p. 418) en 1384. — Déclaré rebelle, ses biens lui furent confisqués par Marie de Blois, duchesse d'Anjou, et donnés à François Baxiani, d'Apt, le 16 juin 1385. — Moranville, *Journal de Jean le Fèvre*.

2 Le ms. portait originairement *de Guinia*.

domini prioris, ad faciendum et adimplendum omnia et singula que in dicto consilio gererentur aut geri sive ordinari contingeret pro utilitate excellentie regie majestatis et securitate hujus patrie; hinc est quod dictus dominus prior, illa que facta sunt per dictum magistrum Antonium de Castello in dicto consilio celebrato, in honorem et utilitatem dicte regie majestatis, ex nunc prout ex tunc, rattificat, confirmat et approbat, eo jure et forma quibus melius potest et debet, amando dictum dominum nostrum regem Carolum tertium et nominando in verum regem dictorum regnorum et comitatuum predictorum. Volens et intendens dictus dominus prior per se et dictum suum castrum de Scarena esse perpetuo sub protectione, potestate et salvaguardia dicti domini nostri regis Caroli tertii, suorumque heredum, et inposterum successorum quorumcumque, in omnibus et singulis ad que dicte quondam bone memorie, sive predecessorum suorum, de jure, ipse dominus prior erat, pro dicto suo castro de Scarena aut aliter quovismodo, astrictus pro bona sua fidelitate servanda. Et dicti domini capitaneus et judex dictam propositionem, confirmationem, nec non et alia universa et singula superius, annuentes et benigniter recipierunt, tanquam juri consona et rationi, nomine et pro parte curie regie et excellentie majestatis. Actum Lucerami, in ceminterio ecclesie dicti loci; presentibus domino Jacobo Philippi, de Salagrifon, vicario de Luceramo, magistro Antonio de Castello dicti loci, magistris Francisco Rostagni et Johanne Olivarii de Brelio, notariis, testibus vocatis et rogatis. Et me Antonio Cigaloni, notario, etc.

Manuscrit T.

CCLII

1383, 13 novembre. — Dame Bertrande Bauda[1] de Nice, vend à Jacques Massacan, apothicaire, et au prix de 24 florins, une maison sise dans cette ville et dans la localité nommée « lo Carrayrol dels baus », confrontant les maisons de Luquin Prioris, de Jacques Massacan, de Grégoire de Ursetis, et la voie publique[2], sous le service et les droits usagers en faveur du monastère. Présents : Guillaume Mascaron de Grasse, Jean de Rodet, habitants à Nice, et Monet Scurlamassa de Nice. — Justace Niel, notaire.

Manuscrit T.

CCLIII

1384, 26 janvier. — In nomine domini nostri Jesu Christi, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo tercentesimo octuagesimo quarto, die vicesima sexta mensis januarii[3], septime indictionis. Ex tenore hujus publici instrumenti, pateat universis tam presentibus quam futuris, quod cum egregius vir dominus Poncius de Ferris, miles, dominus dicti loci[4], magnifici et potentis

1 L'acte lui donne effectivement la qualification de *dompna*, qui ne paraît s'attribuer, dans ce temps, qu'aux dames de la noblesse.

2 Les Statuts de Nice fixent l'emplacement que les marchands de toile devront occuper pendant la foire, par ces mots : *in carreria Sancti Jacobi, videlicet a domo R. Marquesani usque ad domum Gregorii Urseti, discurrendo usque ad portale piscis et ultra usque ad tercenale; M. H. P.*, t. 1, *Leges Municipales*, col. 209. — On observera un rapprochement évident entre le *Carreyrol del baus* et la *Roache du Coddo*, indiqué dans le ms. Mellarède et rapporté par Toselli, vol. 1, p. 256, à propos de la distribution des habitants dans les rues de la ville.

3 Le ms. donne en toutes lettres la date du vingt-six janvier.

4 Pons Laugier des Ferres, châtelain du château-fort de Nice en 1387, était un puissant personnage, ayant part aux seigneuries des Ferres, de Mas, de Roquesteron, de Conségudes et de la Caynée. Il était marié avec Tiburge Badat, laquelle en 1400 nomma héritière Delphine, sa fille unique, par testament fait au Broc, par Pierre Gaufridi, de Levens, notaire et habitant du Broc. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc.; Archives d'état à Turin, *Nizza e Contado*, mazzo 47; Archives capitulaires de Nice; *Le fief de Châteauneuf*, p. 54.

viri domini Balthasaris de Spinolis, in comitatibus Provintie et Folcalquerii regii senescalli locumtenens, a loco Draguiniani citra, per suas patentes litteras, a tergo ipsarum ejus sigillo proprio sigillatas, comiserit nobili et circumspecto viro domino Mayfredo Gaufridi jurisperito de Nicia, ut infra : quarum litterarum tenor talis est, ut ecce. — Pontius de Ferris, miles[1], dominus dicti loci, viri magnifici et potentis domini Balthasar de Spinolis, in comitatibus Provincie et Folcalquerii regii senescalli locumtenens, a loco Draguiniani citra, nobili et circumspecto viro domino Mayffredo Gauffridi, jurisperito de Nicia salutem et sincere dilectionis affectum. De fide, industria, sufficientia et legalitate vestris plenarie confidentes, volumus et vobis, presentium tenore, regia qua fungimur auctoritate, expresse comittimus et mandamus, quatenus statim receptis presentibus, apud loca de Scarena, de Maria, de Raymplatio et de Sancto Salvatore[2], vos personaliter conferentes, omne dominium, et demum omnes et quascumque jurisdictiones omnium et quorumcumque dominorum vel condominorum, quicumque sint existenses in ipsis locis, ad manus curie domini nostri regis Karoli capiatis, annotetis, secrestetis et arrestetis, ipsasque captas et annotatas bene et fideliter et legaliter gubernare et administrare studeatis, in ipsis jurisdictionibus ponendo bajulos et alios officiales, sive rectores, prout vobis melius et utilius ad honorem et fidelitatem regiam videbitur faciendum et ordinandum. Nihilominus vos in predictis locis de Raimplatio, de Sancto Salvatore et de Scarena, constituentes et ordinantes judicem ordinarium, donec et quousque per dictum dominum senescallum vel nos, fuerit de alio judice, in dictis locis, provisum et ordinatum, quod possitis merito commendari. Ecce namque universis et singulis hominibus et personis ipsorum locorum, harum serie, damus

1 Cfr. Gioffredo, *Storia delle A. M.*, vol. III, p. 407, où ce document est également rapporté. La confiscation ordonnée par Spinola, sénéchal des Durazzo, avait nécessairement une cause politique, la tendance angevine des possesseurs de ces fiefs. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc. p. 13.

2 Ces trois derniers fiefs appartenaient alors presque intégralement à Pierre Balb, seigneur de Val-de-Bloure.

expressius in mandatis, ut vobis in omnibus obediant, pareant efficaciter et intendant devote. Nos enim penas et banna, quas et que pro premissis duxeritis ricte imponendas, ratas gerimus et firmas, easque exigi mandamus et volumus a transgressoribus, mediante justitia, irremissibiliter extorqueri. Datum Nicie sub nostro proprio sigillo quo utimur in hac parte, anno Domini millesimo tercentesimo octuagesimo tertio, die septima januarii, septime indictionis. In quarum quidem litterarum exequtione prefatus dominus Mayffredus judex et comissarius predictus, una mecum Hugone Fabri de Nicia, ad id electo per eundem dominum judicem et comissarium, hac die presenti ad locum de Scarena accessit et ibidem dum fuit, ad sui presentiam, vocari fecit per Johannem Sereni, nuncium et preconem publicum, electum in dicto loco per prefatum dominum judicem et comissarium, personas subscriptas dicti loci, videlicet Guilhermum Feraudi, Johannem Verani, Petrum Fulconis, Henricum Mascarelli, Johannem Mascarelli, Hugonem Bruni et Johannem Baudi, consiliarios, ut asseritur, et procuratores de Scarena et ibidem, in eorum presentia, jussit legi et publicari in vulgari dictas litteras per me notarium subscriptum. Quas ego dictus notarius legi et publicavi in presentia supranominatorum hominum de Scarena et testium subscriptorum. Quibus lectis et publicatis, idem dominus judex et comissarius, in exequtionem ipsarum litterarum, ad manus regie curie domini nostri regis Karoli tertii cepit, vigore et auctoritate dicte sue comissionis, omne dominium et senhoriam ipsius loci et jurisdictionem ejusdem, in temporalibus tantum. Precipiens idem dominus judex et comissarius supradictis hominibus, eorum propriis nominibus et vice et nomine aliorum hominum de Scarena absentium, ad penam centum marcharum argenti fini, ut ab inde in antea sint legales et fideles dicto domino nostro regi Karolo et ejus curie; et nihilominus hobediant nobili viro Anthonio de Massio [1] bajulo

1 Noble Antoine de Mas était probablement de la famille même de Pons des Ferres, lequel avait alors une partie de la seigneurie de Mas; car, quelques années auparavant, ce fief ainsi que le petit château d'Ayglun appartenaient exclusivement à la maison et

ibidem, pro parte regie curie ordinato per dictum dominum Poncium de Ferris, in hiis que ad officium bajulie pertinent et spectant, et aliter domino nostro hobediant, ab inde in antea, nisi tantummodo dicte regie curie et officialibus ejusdem. Postque incontinenti in signum adreptionis possessionis dictorum domini, senhorie et jurisdictionis predicte prefatus dominus judex et comissarius infra domum magistri Ludovici Vallete notarii, sitam in dicto loco de Scarena, in qua nunc habitat Johannes Baudi dicti loci, super quodam scannum pro tribunali more majorum sedens, quem locum ad hunc actum sibi elegit, precepit et injunxit dicto nuncio et preconi publico, ut supra electo et ordinato in dicto loco de Scarena, per dictum dominum judicem et comissarium, presenti, audienti et intelligenti, quatenus per locum de Scarena et ejus loca solita, ut est moris preconisationum, accedat et faciat preconisationes infrascriptas, videlicet : Mandamentum est domini nostri regis Karoli tertii, regis Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedemontis comitis, et sui judicis et comissarii, quod nulla persona extranea vel privata audeat seu presumat per locum de Scarena nec ejus territorium portare arma prohibita, de die nec de nocte, sub pena, de die, librarum viginti quinque, et de nocte, librarum quinquaginta coronatorum.

Item, quod nulla persona, audeat seu presumat jura regia occupare, nec in aliam jurisdictionem transferre, et sub pena, librarum centum coronatorum.

Item, quod nulla persona audeat seu presumat in loco de Scarena, nec ejus territorio, facere monapolium seu congregationem illicitam, sine licentia curie et eorum officialium et sub pena, librarum centum coronatorum.

hôpital de Capoue, de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, par la donation du roi Louis et de la reine Jeanne de Naples, faite le 5 mars 1349, à Isoard du Bar (*de Albarno*) son prieur, pour être tenu en fief par ses chevaliers et ses successeurs, à l'exclusion pourtant des hospitaliers. — Archives de la Cour des Comptes à Turin, *Atti per feudi*, *M.* 1., n° 12.

Item, quod nulla persona, audeat nec presumat aliquem de possessione eijcere sine interrogatione, et sub pena librarum xxv coronatorum.

Item, quod nulla persona, audeat vel presumat bona minorum administrare, in loco de Scarena, sine licentia curie, seu dicti domini judicis et comissarii, et sub pena librarum viginti quinque coronatorum.

Item, quod nulla persona, audeat vel presumat occupare itinera publica, ymmo illa aptare procurent, tantum quantum durat eorum possessio, prout actenus est fieri consuetum, et sub pena librarum viginti quinque coronatorum.

Qui nuntius iens et paulo post rediens retulit mihi Hugoni Fabri notario, se de mandato supradicti domini judicis et comissarii dictas preconisationes fecisse per locum de Scarena et ejus loca solita, prout supra habuit in mandatis. Actum in Scarena in domo magistri Ludovici Vallete notarii, presentibus providis viris Antonio Gati de Nicia, Petro Germani de Luceramo et Nicolao Pepini de Berra. Et me Hugone Fabri, notario, etc.

Manuscrit T.

CCLIV

1384, 22 février. — Jean Lombardi, prieur et seigneur de l'Escarène[1], « attento quod domus et terra subscripte defectu possidentium deteriorantur, nec fructus propterea consequuntur seu lucrum aliquod prioratui proveniebat, eo meliori modo, via, jure et forma quibus potest ad sanum consilium cujuslibet in jure periti », il vend à Jean Baudi de l'Escarène et pour l'achept de 4 florins, une maison sise dans ledit village, confrontant celle de l'acquéreur et la voie publique, sous le cens et service

1 Malgré la confiscation dont il est question dans l'acte ci-dessus, le prieur se qualifie encore de *dominus castri de Scarena*.

de 4 deniers de Gênes, payables à la Noël. Il déclare d'avoir reçu les quatre florins et les avoir dépensés en plaideries « super questione seu novitate quam faciunt eidem domino priori, tam curia regia quam sui homines dicti domini prioris de Scarena, super facto jurisdictionis sue dicti castri. » En plus il donne en emphythéose perpétuelle, au même Jean Baudi, une terre dans la localité nommée « La Gatosa forana», ayant comme confrontant le lit du Paillon et un champ du prieuré vers la « Magnam Gatosam ». Ledit Jean payera le service de 2 sous « parvorum », en comptant le blanc d'argent à 25 deniers « parvorum » : le tout sous la seigneurie du prieuré et soumis aux droits usagers. Fait à l'Escarène dans la maison de Raymond de Castello fils de Hugues. — Hugues de Castello de Lucéram, notaire[1].

Manuscrit T.

CCLV

1384, 2 mars. — Marguerite, veuve de Thomassin Margoti et Philippine, femme de Pierre Novelli de Nice, vendent à frère Bernard Mercerii, prieur de Sainte-Réparate, une maison sise à Nice, « in podio viridarii », confrontant celles de Benoît Conradi, les héritiers d'Alexis Gaufredi et Jacques Goyani. Les venderesses soumettent leur maison au service annuel d'un florin, payable à Pâque; en plus une vigne sise au vallon de Saint-Pons, près de celles de maître Louis Taloni[2], Antoine Nicolay et Paul Rostagny, en la soumettant, de même, au service d'un second florin. Le prix complessif de ladite maison et vigne est de 40 florins d'or. Fait à Nice en la cour de la maison abbatiale. Sont présents :

1 Ce document, que nous donnons sous forme d'analyse, se trouve *in extenso* dans le manuscrit T.

2 Ludovic Taloni était un des syndics de Nice, présents en 1388 au pacte de soumission de la ville au comte de Savoie; il l'était une seconde fois en 1391. — Cfr. Gioffredo, vol. III, p. 477; *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 353.

Boniface Pellegrin, précepteur de l'hôpital de Saint-Laurent-du Var, Raymond Badat, prieur de Saint-Blaise, Antoine Malamayre, chapelain de Saint-Jeannet et Othon Alborni, notaire de Nice. — Jean Trophime, notaire.

Manuscrit L.

CCLVI

1385, 5 octobre. — Ludovic Mayfredi, moine de l'abbaye de Saint-Pons et prieur de l'église de Saint-Pierre d'Oliva, territoire du Broc et d'Oliva, diocèse de Vence, concède en emphytéose à Jean Fumas, du Broc, une terre inculte, « quendam hermacium » audit lieu d'Oliva, nommée « lo campum de Sant Peyre », sous le service d'un denier « reforciatorum », payable à la Saint-Michel et les droits usagers. Fait sur le territoire du Broc et d'Oliva et en ladite église « in cortili dicte ecclesie ». Présents : Ludovic Bernardi, vicaire de l'église de Sainte-Madeleine au Broc, Laurent Olivari dudit lieu, Louis Augeri, prieur de Sainte-Marie de Falicon. — Pierre Gaufridi, notaire de Levens.

Manuscrit L.

CCLVII

1386, 2 août. — Jacques Canestre de Nice s'était obligé envers Hugues Lamberti, prieur de Sainte-Réparate, pour la somme de 150 « januynos auri. » A sa mort Hélène, sa femme, en avait effectué le payement au chapitre et précisément en mains de Jacques Castillon, moine de Saint-Pons et son successeur audit prieuré, le quel avait retenu l'argent et en avait gaspillé une partie, soit 75 florins d'or de petit poids. Aussi, lorsque peu après le frère Castillon échangea avec frère Bernard Mercier le prieuré de Sainte-Réparate pour celui de Saint-Pierre de Bonvillars

au diocèse de Glandevès[1], il ne remit pas à son successeur le capital dont il avait charge, et dont il lui fut demandé restitution avec les plus vives sollicitations. S'apercevant de ne pouvoir solder sa dette, « cum, propter guerram que viget et viguit a quatuor annis citra in hac Provincie patria, de fructibus sui prioratus Sancti Petri non gaudeat nisi de florenis quindecim, et ultra habere non possit », il se présenta à l'abbaye de Saint-Pons.

Le chapitre tint, à son sujet, une réunion dans la cour de la maison abbatiale de Nice. Etaient présents : Bernard Mercier, nouveau prieur de Sainte-Réparate, Laurent Audiberti, prieur d'Aspremont et vicaire de l'abbé Raymond, alors absent, « in remotis agentis ob dictam guerram[2] », Ludovic Augeri, camérier du monastère et prieur de Falicon, Jean Bermondi, infirmier, François Cravi, prieur de Sainte-Dévote[3], Bertrand Badat, prieur de Saint-Blaise, Ludovic Mayfredi et François Giraudi, moines conventuels. Le pauvre prieur supplia humblement le vicaire et le chapitre de l'abbaye, « ut, ob reverentiam Dei et religionis, cui ipse et dicti domini sunt submissi, et fraternitatis quam invicem in dicto monasterio habuerunt, ut restitucionem dictorum florenorum septuaginta quinque dignentur sibi per tales competentes soluciones ponere et ordinare, per quas comode facere ipsam possit, actenta quantitate fructuum quos percipit ex dicto suo prioratu Sancti Petri de presenti ». Le chapitre

1 Ce prieuré dépendait de Saint-Victor qui avait eu en ce lieu des donations en 1044. Cfr. *Cart. de Saint-Victor*, 783.

2 L'abbé Raymond s'était enfui de Nice à cause de ses relations angevines. Il était frère d'Amiel d'Agout avec qui il prêta serment de fidélité à la reine le 27 mars 1386 (n. s.). — « Item, fist hommage lige un chevalier nommé messire Amiel d'Agout de ce que il tient en Prouvence. — Item, fist hommage l'abbé de Nice, frère dudit messire Amiel. » — MORANVILLE, *Journal de Jean le Fèvre*, vol. 1, p. 254. — Dans l'intéressante plaquette de M. V. LIEUTAUD, de Volone : *Quelques hommages Bas-Alpins*, on trouve cet hommage tiré des *Archives des Bouches-du-Rhône* (B. 764) : « Amiel d'Agout, seigneur du Claret, pour Claret, Melve, Château-Arnoux et Rousset. — L'abbé innomé du monastère de Saint-Pons à Nice, pour Saint-Blaise, Gordolon et la moitié de Falicon. »

3 On peut supposer que le moine François Cravi soit celui même qui prit part en mars 1436, à l'insurrection de Nice, avec Jean Capponi, autre moine de Saint-Pons. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 182.

considérant « quod nemo ad impossibile obligatur », que ledit prieur se trouvait dans ce cas : « patria ista, in statu in quo nunc est, existente », décida que le prieur opérerait la restitution des 75 florins par annuités de 10 florins, « quamdiu dicta guerra durabit » ; au cas pourtant où « patria per pacem finalem vel treugam pacificaretur, propter quam dictus dominus Jacobus gausitis et fructibus dicti prioratus gauderet et uteretur », alors il payerait des à-comptes annuels de 25 florins.

Le moine exprima toute sa gratitude au chapitre et promit, en bonne foi et en force de l'obéissance qui le liait à son ordre et à l'abbaye de Saint-Victor de Marseille, dont il dépendait maintenant, d'effectuer les payements aux termes qu'on venait de lui accorder. En attendant, pour prouver son bon vouloir, il renonçait en faveur du prieur de Sainte-Réparate au revenu de 100 sous qui lui étaient dû par Barthélemy Armandi pour le prix d'une vigne achetée de l'abbaye, et que celle-ci lui avait jadis concédé en rente viagère. Fait à Nice. Présents : Jean Laugier, prieur de Valauris, et Antoine Peyre[1], notaire de Nice. — Barthélemy Toyrani, notaire.

Manuscrit T.

CCLVIII

1387, 31 juillet. — Marguerite Margoti ayant laissé, pendant trois ans, de payer le service convenu d'un florin d'or pour la vigne qui lui avait été vendue par le monastère[2], Bernard Mer-

1 Ce nom est écrit sous la forme latine de *Antonius Petri*, soit Antoine Peyre, tige probable des modernes seigneurs de Châteauneuf. Il devait être fils de Pierre Peyre, conseiller de la ville lors de l'élection des consuls en 1333. On le trouve en 1379 clavaire de la viguerie de Sospel. Partisan des Sires de Beuil au moment de leur révolte contre le comte de Savoie, en 1397, il fut arrêté par les officiers de celui-ci et emprisonné à Senez, d'où il ne put se sauver qu'en payant la somme de 300 florins. — Cfr. Archives Communales de Nice, B. 47; Archives d'Etat à Turin, *Nizza e Contado*, mazzo 31 ; *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc. p. 72. — Revue *Roumania*, année 1893, p. 411.

2 V. le nº CCLV.

cier, prieur de Sainte-Réparate, fit requête à noble-homme Jacques Guisol[1], bachelier en droit, juge de Nice, pour qu'il déclarât ladite vigne tombée en commise ; celui-ci, attendu la coutumace de ladite Marguerite, quoique régulièrement citée, déclare que dorénavant elle ne pourraît plus s'introduire dans ladite vigne, sous peine de 10 livres. Le 8 août suivant le prieur en prit possession formelle, « Scindendo arbores in dicta possessione, prout in talibus est fieri consuetum ». — Ludovic Aloysii, notaire[2].

Manuscrit L.

CCLIX

1390, 29 avril. — In nomine domini nostri Jesu Christi, amen. Anno a nativitate Domini millesimo tricentesimo nonagesimo, die vicesima nona mensis aprilis, decime tertie indictionis, nos Johannes de Grimaldis, baronie Bolii et Rocheforti in Sabaudia dominus, illustrissimi principis et domini nostri domini Amedei, Sabaudie comitis, sacri imperii vicarii generalis, in comitatibus Provincie et Forcalquerii locumtenens et senescallus, tenore

1 La famille Guisol devait être originaire de la viguerie de Draguignan, car en 1426 on trouve noble Jacques Guisol, jurisconsulte de Fayence, et habitant de Nice, qui vend à Luc de Murris une vigne à Cimiez et institue héritiers les fils de son frère Raymond. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc. p. 283.

2 Il est remarquable que pendant les trois années suivantes aucune espèce d'acte ne fut fait à l'abbaye. Il est question d'elle dans le pacte de soumission de la ville au comte de Savoie, du 28 sept. 1388, où on lit l'article qui suit. — « Item prefatus d. comes, imperialis vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit et convenit dictis syndicis ut supra stipulantibus, ad ipsorum supplicationem humilem, quod quando contigerit dictam civitatem Nicie se declarare pro aliquo Summo Pontifice, quod tunc dictus d. comes teneatur cum dicto d. Summo Pontifice obtinere suo posse quod hospitalia sistentia infra dictam civitatem Nicie, que tenentur sub majori dominio monasterii Sancti Pontii extra muros Nicie sub certis annuis servitiis, dictus d. Summus Pontifex affranchibit, dato competenti cambio per ipsum d. comitem, de aliquo illorum castrorum que fuerunt rebellia predicto d. regi Ladizlaus, acquirendorum per dictum d. comitem uno videlicet vel pluribus ad sufficientiam excambii supradicti ». — Guichenon, *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, t. iv, *preuves*, p. 230.

hujus scripti, publicique instrumenti ac nostre presentis et diffinitive sententie, notum facimus universis et singulis, tam presentibus quam futuris, quod cum dudum certa lis mota fuerit coram nobis inter venerabilem et religiosum virum dominum Johannem Lombardi, priorem ecclesie de Scarena, diocesis Niciensis, ordinis sive monasterii Sancti Pontii extra muros civitatis Nicie, ex una parte, et Franciscum Brunenqui[1], notarium civitatis Nicie, procuratorem et procuratorio nomine universitatis hominum dicti loci de Scarena ex parte altera, super eo videlicet et pro eo, quia dictus dominus Johannes prior dicti loci, asserens et affirmans jurisdictionem bassam et mixtum imperium ad eandem ecclesiam suam ac ad eum et per eum monasterio Sancti Pontii spectare, dicebat et asserebat homines dicti loci, contra debitum rationis, jurisdictionem et illius exercitium, ab ejus manibus, de facto et indebite abstulisse et ad curiam domini nostri comitis transportasse, in dampnum et prejudicium dicti sui monasterii et dicte sue ecclesie, ac domini prioris predicti, adeo quod a tempore guerre et reductionis Provincie citra, facto insultu quodam in ipso loco per dictos homines contra eundem priorem, ipse prior jurisdictione sua minime uti ausus extitit, seu gaudere, nec exinde valuit illam facere exerceri, sicut ipse et sui precessores fecerant temporibus retroactis, prout constare dicebat per plurima parlamenta et condempnationum sententias factas et prolatas in loco ipso per judicem domini prioris antedicti.

Item, dicebat ipse dominus prior et asserebat, in dicto loco de Scarena habere et actenus habuisse, suosque precessores, et habere debere quamplurima et diversa jura servitiorum censualium, tascharum, corroatarum et aliorum subsidiorum diversorum, ad que prestanda tenentur eidem homines dicti loci, tam ex antiquis juribus ipsius ecclesie sue quam vigore cujusdam transactionis dudum habite, inhite et firmate inter ipsum et homines loci ipsius, scripte in publicum et redacte manu Ludovici Vallete,

1 François Brunengui, clavaire de Nice en 1385-1386. — *La ville de Nice pendant le premier siècle,* etc. p. 46.

notarii publici de Cespitello, sub anno et die contentis in illa. Ad quorum quidem jurium prestationem et annualem solutionem homines ipsi, ex eorum motu proprio, se reddunt difficiles penitus et remissi, recusantes id solvere ad quod tenentur rationabiliter et de jure, in dampnum non modicum, evidensque prejudicium, tam dictorum monasterii et ecclesie sive prioratus de Scarena, quam ipsius domini prioris, non valentis, absque suorum perceptione jurium, ibidem vivere et Dei servitio insudare.

Item, ab alia parte, dicebat et asserebat dictus dominus prior in dicto loco de Scarena, jure majoris dominii, habere et habuisse, suosque precessores, et habere debere jus imponendi, seu tenendi gabellam vini, certo tempere anni, ita quod nullus alius, preter ipsum, ausus est vel esse debet, quoquo modo, vendere vinum in dicto loco, prout de premissis paratum se offerebat dare legitimas informationes. Petebat ideo et requirebat dictam universitatem loci de Scarena et singulares personas illius compelli ad obediendum sibi in omnibus ad ejus jurisdictionem spectantibus, nec non ad solvendum sibi jura omnia servitiorum, corrohatarum et censuum, ad que tenentur eidem occasione predicta, nec non ad permittendum ipsum priorem facere prout solitus extitit et tenere gabellam vini in dicto loco suo, remediis opportunis. Dictus vero Franciscus Brunenqui, ex adverso, nomine procuratorio antedicte universitatis hominum dicti loci de Scarena, dicebat et allegabat se, et per eum homines jam dicte universitatis de Scarena, ad premissa per dictum dominum priorem in suis predictis peticionibus dicta, petita et asserta minime teneri, pluribus et diversis rationibus atque causis, per eum dicto nomine propositis, assertis et allegatis. Et presertim quia dicebat et asserebat curia domini nostri comitis fore in possessionem, a longo citra tempore, exercitii et gubernationis jurisdictionis et mixti merique imperii dicti loci, prout constare dicebat ex parlamentis factis ibidem per judicem comitatus Vintimillii, sub cujus judicatura locus ipse, a longo citra tempore exitit gubernatus, per quem judicem omnes inquisitiones facte in curia ipsius loci contra

omnes delinquentes in ipso loco aut ejus territorio fuerunt, prout asseruit, terminate et sententialiter diffinite.

Item, et etiam pro eo quia, sicut asseruit, predictus dominus noster comes, hiis annis, dum per ipsum locum transivit, castrum ipsum cum omnimoda jurisdictione, meroque et mixto imperio, quam et quod in dicto castro curia habebat, ad manus suas et demanium expresse retinuit et acceptavit, prout ex conventione cum eo tunc habite clare constare dicebat. Cumque, tam pro parte dicti domini prioris, nomine dicti monasterii sui quam pro parte dicte universitatis de Scarena, multe, varie et diverse perferrentur, dicerentur et allegarentur rationes et cause, producerentque per ipsas partes multe, varie et infinite scripture publice et private pro earum juris comprobatione, summarie tamen et de plano coram nobis, juxta factam ordinationem per nos, ut inter ipsas partes sumptus, litiumque dispendia evitentur, tandem comparentibus dictis partibus coram nobis in termino per nos eis, ad audiendam nostram sententiam assignato, viso et diligenter examinato tenore scripturarum, cartulariorum et parlamentorum per utramque partium coram nobis exhibitorum, productorum et mostratorum et illius effectu plurimum perpensato et presertim instrumentorum, pactorum et conventionnum habitarum et observatarum jam diu retro inter partes easdem, per ipsum dominum priorem productis nobis et ostensis, nec non visis omnibus aliis, que partes ipse coram nobis dicere, proponere et allegare voluerunt, summarie tamen et de plano, attendentes effectum petitionum factarum per ipsum dominum priorem et responsionum ex adverso sequutarum, et hiis omnibus cum diligentia ruminatis, cum consilio et studio diligenti virorum nobilium et egregiorum dominorum Jeronymi de Balardis [1], legum doctoris, magne curie cancellarii et magistri rationalis, majorisque et secundarum appellationum judicis, et

1 Sur Jérôme de Balardi, voir, *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., page 48, note 1.

Giraudi Rocamaure[1], jurisperiti, primarum appellationum judicis comitatum predictorum, nobis pro premissis assistentium et consilium juridice prebentium ad subscripta, cupientes huic negotio finem salubriter imponere, ne ipso pendente, valeant oriri scandala inter partes easdem : per hanc nostram ordinationem, sive sententiam, dicimus, cognoscimus, pronunciamus et declaramus. Primo, circa primam petitionem factam pro jurisdictione dicti loci, quam dictus dominus prior, quibus supra nominibus, ad se asseruit spectare, cum constet nobis curia domini nostri comitis fore presentialiter in possessionem exercitii et gubernationis dicte jurisdictionis, volumus et ordinamus illam jurisdictionem per curiam domini nostri comitis gubernari, regi et administrari, eo modo quibus nunc regitur usquequo per dominum nostrum comitem antedictum aliud circha hoc fuerit cognitum, sive ordinatum : quia circha passum hunc monasterio predicto, seu prioratui, aut priori predicto, in eo quod suum reperiretur, nec per consequens curie antedicte nullum volumus detrimentum inferri, per hanc nostram sententiam, sive prejudicium generari, quinimo jus suum utrique partium volumus salvum perpetuo remanere, quamvis ipsa jurisdictio hoc tempore per curiam exerceatur. Circha vero secundam petitionem factam per dictum dominum priorem, dicimus, cognoscimus et declaramus, ipsos homines de Scarena, nec non universitatem et singulares personas illius teneri dicto priori et ejus ecclesie, seu prioratui, ad prestandum, dandum et serviendum omnia jura servitiorum, decimarum, corroatarum, aliorumque munerum quorumcumque, tam realium quam personalium, in dicto instrumento per ipsum priorem producto contentorum et descriptorum : cujus per omnia tenorem mandamus et volumus ab ipsis partibus et utraque ipsorum inviolabiliter observari. Concedentes et dari jubentes copiam ipsius instrumenti dicto Francisco, quo

1 Giraud Roquemaure, créature et partisan des Grimaldi de Beuil, était frère de Jean Roquemaure, notaire de Nice. — *Ibidem*, page 34, note 3.

supra nomine, qui eam sibi dari cum instantia postulavit. Circa tertiam vero et ultimam petitionem factam per dictum dominum priorem, de gabella vini quam asseruit se habuisse et habere in dicto castro, volumus, dicimus et ordinamus quod donec ipse dominus prior aliter et ulterius quam probavit nunc usque, probabit ipsam gabellam in dicto castro habere debere et consuevisse habere, nullam ibi habeat sive faciat aut teneat quovismodo. Hanc nostram sententiam in hiis scriptis presentibus proferentes, juribus ipsorum partium in omnibus semper salvis; de qua jubemus utrique parti, habere volenti, fieri publicum instrumentum. Per me notarium infrascriptum, lata, lecta, recitata et publicata fuit presens sententia et acta fuerunt hec omnia Nicie, in aula domus Guillelmi Riquerii, in qua habitat dictus dominus Hyeronimus. Testibus presentibus, ipsis dominis Hyeronimo de Balardis et Giraudo Roccamaure, nobili Giraudo de Perriera, nobili Luquino de Murris[1] habitatore Nicie et magistro Antonio de Castello notario de Turbia, ad premissa vocatis. Et me Johanne Roccamaure, notario de Nicia. Ego autem Gaspar Roccamaure, notarius publicus[2], auctoritate imperiali ubique constitutus, per dictum magistrum Johannem Roccamaure notarium publicum, ad id adhibitus, habentem potestatem et licentiam faciendi extrahi sua instrumenta per alium notarium, per eum adhibendum, vigore litterarum patentium emanatarum a magnifico viro Balthazare de Spinolis, regio olim Provincie senescallo, datarum Aquis per virum nobilem dominum Leonardum de Afflicto de Stabia, etc., anno a nativitate Domini millesimo tricentesimo octuagesimo tertio, die XI^a mensis septembris, VIe indictionis, etc.[3]

Manuscrit T.

1 Sur ce personnage historique voir notre ouvrage : *La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des princes de Savoie*, p. 18, 20, 22 et *passim*.

2 Voir sur le notaire Gaspard Roquemaure, originaire de Callian, en la viguerie de Draguignan, *Le fief de Châteauneuf*, pages 103 et suivantes.

3 Selon l'historien piémontais Augustin Della Chiesa, et Gioffredo, dans le *Nicca*

CCLX

1390, 12 octobre. — Anno a nativitate Domini millesimo CCC° LXXXX, die XII^a mensis octobris, XIII^a indictione; instante et requirente coram nobilibus et egregiis viris dominis Jeronimo de Balardis, et Giraudo Roccamaure, commissariis ad subscripta specialiter deputatis per magnificum et potentem virum Johannem de Grimaldis, baronie Bolii et Rupefortis in Sabaudia dominum, venerabili et religioso viro domino Johanne Lombardi, monacho Sancti Pontii, extra muros Nicie, priore ecclesie de Scarena, et asserente homines ipsius loci, non obstante quod vigore cujusdam sententie pridem late per dictum dominum senescallum, inter eum, ex una parte, et homines dicti loci, seu eorum procuratores, ex altera, teneantur eidem requirenti et ecclesie sue predicte prestare, servire et donare omnia contenta in quodam instrumento cujusdam facte transactionis hactenus inter ipsas partes, scripto manu magistri Ludovici Vallete publici notarii, habitatoris de Cespitello, prout in dicta sententia est expressum de rebus subscriptis, inter alia, in dicta transactione declaratis, ipsi requirenti servire et solvere contradixisse in ejus prejudicium usque modo, videlicet de juribus denariorum, feni ressequi, canaporum et ficuum, de quibus, juxta tenorem dicti instrumenti transactionis, dare tenerentur decimam sextam partem.

Civitas, l'abbé de Saint-Pons de cette époque aurait été Jacques Provana, de la branche de cette illustre famille demeurant à Carignan *(Piémont)*. Ce n'est pas exact, car le nom de l'abbé Raymond se retrouve encore dans deux documents des 1[er] novembre 1399 et 6 janvier 1401. Si pourtant l'existence réelle d'un Jacques Provana était prouvée, on pourrait supposer que l'abbé Raymond d'Agout étant en fuite, le pape Boniface IX, partisan des Durazzo, ait nommé Provana sur proposition du chapitre et qu'ensuite la maison de Savoie, toute dévouée aux papes d'Avignon, ait reconnu les droits de Raymond au siège abbatial.

Item, de juribus laudimiorum et trezenorum possessionum, quando alienari inter homines ipsos contingunt.

Item, de juribus corrohatarum.

Item, de juribus macelli dicti loci, in quo habere debet unum denarium Januinorum pro animali quolibet lanuto aut caprino, et quatuor denarios Januinorum pro quolibet animali bovino, quod interfici ac macellari contingit in illo.

Item, de juribus panis et vini ad minutum vendendum, in quo percipere debet, pro singulis sextariis grani et salmatis vini, denarium unum Januinorum.

Item, de juribus porcorum, de quibus habere debet desclobam[1] de quolibet porco, in dicto loco interficiendo.

Item, etiam in macello, quando pro usu domus sue carnes vult emere, minori pretio unius denarii quam alii homines dicti loci, quemlibet tertium carnium potest et debet habere.

Ex adverso vero, comparente magistro Francisco Brunengui de Nicia, procuratore et nomine procuratorio dictorum hominum de Scarena et dicente ipsos homines non teneri ad premissa, pluribus et diversis rationibus, suis loco et tempore proponendis, si ipsi domini commissarii ad id, eidem dilationem congruam voluerint assignare, eo presertim, quod licet in dicto instrumento transactionis, premissa et multa alia sint expressa, tamen dicebant ipsam transactionem violentam fuisse, ex potentia domini tunc abbatis monasterii predicti.

Item, ex eo quod homines locorum convicinorum ad similia dominis eorum tenentur minime, nec reperiuntur astricti : idcirco, dicti domini comissarii, attendentes formam dicte sententie, per dictum dominum senescallum nuper late, in qua expresse ordinatum extitit, ipsos homines debere dicto requirenti omnia universa et singula solvere, ad que tenentur vigore dicte

1 Le manuscrit L donne ce nom sous la forme de *disclobedam*. Ce mot signifie ici une pièce de chair de porc sans gras. Ducange n'admet que la seule forme de *descobleda*, qui se trouve en 1234 à Saint-Tropez dans un acte du *Cartulaire de Saint-Victor*, ch. 975.

transactionis, preceperunt etiam dicto magistro Franscisco, et per eum omnibus hominibus et personis dicti loci de Scarena omnia contenta in dicta sententia, per ipsum dominum senescallum lata, usquequo aliud per dictum dominum nostrum Sabaudie comitem ordinatum fuerit, infallibiliter adimplere, perficere et complere. Ego Johannes Roccamaure, notarius, etc.

Manuscrit T.

CCLXI

1397, 9 août. — Réunion du chapitre dans la maison abbatiale de Nice. Interviennent l'abbé Raymond, Jean Bermondi, prieur claustral et infirmier, Durand de Segontia[1], sacristain, Ludovic Mayfredi, prieur de Falicon et camérier, Bertrand de Cayrasco, prieur de Sainte-Dévote, François Blacas, Nicolas Papachini, Nicolas Gandille[2], Giraud Capelli et Guillaume de la Roche[3] Barthélemy Blanqui, prieur de Sainte-Réparate et de Notre-Dame sous Gattières, tous moines de l'abbaye de Saint-Pons. Ils concèdent à Jacques Franqui de Gattières en emphytéose et avec l'achept, soit droit d'entrée, de deux poussins[4], un champ appartenant à l'église de Gattières, touchant l' « Iscla » du Var, la vigne de « Molleriis » de Guillaume Durand, et le vallon de « Fontis Calhole », sous le service du onzième des fruits. Plus un autre champ situé « supra Balmam Bassinam » et contigu à la Condamine de Guillaume Durand, aux mêmes conditions d'achept et de service. Sont présents : Pierre Capelli, Antoine Cravi, citoyen de Nice, Guillaume Durand et Antoine Bonnefoy de Gattières. — Justace Niel, notaire.

Manuscrit L.

1 *Segoncia*, ancienne ville d'Espagne, maintenant Siguenza.

2 Nous croyons de pouvoir ainsi formuler ce nom, quoique le texte dit *Gandelhe*.

3 Le texte a *G. de Rocha*.

4 Curieuse la dernière expression qui se trouve à ce propos dans le texte : *ad acaptum seu pro intrata et nomine intrate et acapte duorum pullorum galline seu quasi*.

CCLXII

1398, 13 octobre. — Une terre du prieuré de Saint-Hermentain de Draguignan ayant été abandonnée à cause de la mort, sans héritiers, de Bertrand Garneri son possesseur, Jean Rodulphi, moine et prieur de ladite église et de Notre-Dame de Salis, eut recours à maître Jacques de Stella, notaire et vice-juge de la Cour de Draguignan, lequel, siégeant en son tribunal, le 3 octobre, ordonna, au nonce et crieur public de la cour, « quatenus per loca solita Draguiniani sono tube premite, ut moris est, preconisationem publicam faciat, videlicet : Mandamentum est domini nostri regis Ludovici et sui vicarii et capitanei quod omnis persona que voluerit amparare seu defendere quandam terram de bonis domini Bertrandi Garnerii quondam, jurisperiti, sitam loco dicto in campis[1] prope fontem Cabretam... infra decem octo dies proximos in presenti curia comparere procuret etc. » — Personne ne s'étant présenté au temps voulu, le prieur se rendit par-devant Jean Falconis, jurisconsulte et vice-juge de la Cour, et lui demanda de constater le défaut de toute réclamation. Celui-ci alors concéda ladite terre au prieur pour en jouir et en disposer comme il l'entendrait.— Laurent Sestaron, vice-notaire de la cour.

Manuscrit L.

CCLXIII

1399, 25 avril.—Jean Rodulphi, prieur de Saint-Hermentaire de Draguignan, donne à Antoine Bernardi dudit lieu, à titre d'achept et au prix de 4 florins d'or, au cours de 16 sous parvorum de Nice,

1 Le manuscrit L a bien ici « in capis », mais nous croyons que le transcripteur n'a pas tenu compte du trait d'abréviation qui devait se trouver sur la lettre *m*.

une terre inculte sise à Draguignan au lieu dit « in campis prope fontem Cabretam » contiguë aux prés de Dyaudel Rasaudi et de Philippe Roberti, sous le service de 5 sous « parvorum » monnaie courante à Nice. — Jacques de Stella, notaire.

Manuscrit L.

CCLXIV

1399, 20 mai. — Monet Jourdan de Roquebillère vend à Antoine Ruffi de la Bollène, une prairie sise au territoire de Gordolon au lieu dit « Ferragine » pour le prix de 6 livres de petit poids. « Actum Rochabelherie, in Roynacio, in porticu Johannis Laugerii; presentibus, religioso viro domino Hugone Johannis, Ordinis Sancti Johannis Jerusalem, rectore ecclesie dicti loci[1], Raynardo Mayfredi et Audeberto Cuca dicti loci. Et me Ludovico Tornaforti de Abolena, nunc Lantusce habitatore, notario. »

Manuscrit L.

1 C'est la première notice que nous ayons trouvée sur la dépendance de l'église de Saint-Michel, de l'Ordre de Saint-Jean. Ces chevaliers y possédaient l'église du Gast que l'évêque Pierre leur avait donné dès 1141 — *Cartulaire de la Cathédrale de Nice*, ch. 52 — M. Auguste Musso, l'aimable secrétaire communal de Roquebillère nous informe que le souvenir du domaine du Gast se retrouve encore audit territoire dans la localité de *Plan Gast*. Il ajoute que ce même prieur, le 19 avril 1381, fit don à ladite église d'un livre appelé vulgairement *Livre Vermeil* (Arch. Comm., G, 67, p. 449). — Le fief devait appartenir dans le XIVe siècle aux comtes de Vintimille, car dans une convention des comtes de Provence avec ceux-ci, il est dit : « Item quod ipsis dominis comitibus restituantur per curia omnia jura, redditus et servicia, que ipsi percipiebant et percipi consueverant in locis vallis Lantusce, videlicet in castris de Sancto Martino, de Venazono, de Rochabelleria et de Bellovidere, ante quam presens guerra inciperet ». — *Privilèges et statuts du comté de Vintimille et Val de Lantosque*, etc., p. 21. — En 1359 le four banal appartenant au comte de Vintimille fut donné en acapt à Antoine Daniel au service annuel de 67 sous reforciats. — Arch. des Bouches-du-Rhône, C, 551.

CCLXV

1399, 1er novembre. — In nomine domini nostri Jesu Christi, amen. Anno ab incarnatione ejusdem Domini millesimo tricentesimo nonagesimo nono, die prima mensis novembris, octave indicionis, ex tenore hujus veri et publici instrumenti ellucescat evidenter et sit notum omnibus universis et singulis, tam presentibus quam successive futuris, quod constituti personaliter ante presentiam reverendi in Christo patris et domini domini Raymundi, Dei gratia abbatis monasterii Sancti Pontii extra muros civitatis Nicie, venerabiles et religiosi viri domini Antonius Boniffacii prior claustralis et Johannes Andree precentor et canonici cathedralis ecclesie Niciensis, ac procuratores, ut dixerunt, et procuratoriis nominibus ejusdem ecclesie, prefato domino abbati presenti et intelligenti, exhibuerunt et presentaverunt quandam papiri cedulam scriptam, protestacionem continentem, quam in ipsius presencia et audiencia legi et seriose publicari petierunt, et de ipsius publicatione dictique domini abbatis responsione eisdem fieri publicum instrumentum per me notarium publicum infrascriptum. Que quidem cedula lecta fuit incontinenti et de verbo ad verbum publicata coram dicti domino abbati et testibus inferius descriptis, presentibus et intelligentibus, per me dictum publicum notarium infrascriptum. Cujus quidem cedule tenor per omnia sequitur et est talis pro ut ecce, videlicet. — Constituti dominus Antonius Boniffacii prior claustralis et dominus Johannes Andree precentor et canonici ecclesie capituli, mandato, ut asserunt, reverendi in Christo patris et domini domini Johannis Niciensis episcopi, in domo abbatie Niciensis, presente ibidem domino Raymundo abbate Sancti Pontii extra muros civitatis Nicie, exposuerunt eidem domino abbati, mandato quo supra, quod pridie ipse dominus Antonius prior et procurator dicti

capituli una cum alio concanonico dicte Niciensis ecclesie tanquam ad hoc specialiter delegati per dictum dominum episcopum dixerunt eidem domino abbati quod sicut si ex privilegio domini nostri Pape habebatur ut posset in missis et aliis horis canonicis uti insigniis episcopalibus ac benedictionibus, eligeret locum tutum ad faciendum fidem de privilegiis, si que habere pretendit ut uti debeat premissis insigniis episcopalibus et benedictionibus, maxime in ecclesia Sancte Reparate, que subest ipsi domino episcopo in spiritualibus, vel aliis ecclesiis eidem domino abbati non pleno jure subjectis, cum de jure communi abbates contenti esse debeant in talibus de suo baculo pastorali, prout sic et latius in instrumento tum recepto per Bartholomeum Toyrani notarium publicum continetur, quod facere recusavit, sed in enervatione juris episcopalis utitur ipse dominus abbas dictis insigniis et benedictionibus episcopalibus in divinis, cum sibi placet et ubi vult. Quare prefati canonici et procuratores, mandato quo supra, eidem domino abbati inhibuerunt ne dictis insigniis et benedictionibus episcopalibus de cetero utatur. Alias si contraruim faceret, quod non creditur, protestati fuerunt contra dictum dominum abbatem de penis juris et de injuria irrogata ipsi domino episcopo et sue ecclesie. Et de presenti protestacione et responsione dicti domini abbatis, si quam duxerit faciendam petierunt sibi per me notarium subscriptum fieri publicum instrumentum. Et dictus Dominus abbas respondit quod a viginti annis citra et ultra[1] et priusquam dictus dominus episcopus

1 Il y avait effectivement plus de vingt ans que Raymond d'Agout siégeait comme abbé de Saint-Pons. — Gioffredo, vol. 3, p. 545, donne de lui le jugement suivant, qui nous paraît utile de rapporter textuellement : « Questo abbate Raimondo d'Agoult pare che reggesse molti anni quell'Abbazia; ed è quello che più d'una volta rese mal soddisfatto il Vescovo di Nizza, a competenza del quale usurpava le insegne pontificali, benediceva e faceva altre funzioni che solamente al grado pontificale appartengono. Ed oltre di cio', pare che fosse publicamente in stima di poco ritenuto circa la modestia dei costumi, e di vita qualche poco licenziosa. Se forse l'esser esso originato dalla famiglia d'Agoult che era, come si disse, generalmente odiata in quella città massime dopoché si fu separata dal resto della Provenza, non diede, contro del medesimo, luogo alla maldicenza degli appassionati. »

haberet suum Niciensis episcopatus beneficium[1], ipse usus est et fuit insigniis predictis et ab eis pro dicto domino episcopo non desisteret, cum sit in possessione illorum et a suo et dicti domini episcopi majore. Attamen, si super eis voluerit ab ipso aliquid petere coram suo majore, paratus est sibi juri stare. Actum Nicie, in aula domus abbatie Niciensis, presentibus ibidem religioso viro domino Francisco Cravi, ejusdem ordinis Sancti Pontii, priore Sancti Blasii, viro nobili Rostagno de Berra, et discretis viris Antonio Gaufridi et Therio de Cespitello, de Nicia, testibus ad premissa omnia specialiter evocatis pariter et rogatis. Et me Francisco Brunengui de Aquis, cive Nicie, notario, etc.[2]

CCLXVI

1401, 6 janvier. — Anno a nativitate Domini millesimo ccc° primo, die vi^a^ mensis januarii, viiii^e^ indictionis. Tenore hujus instrumenti publici, cunctis intuentibus ellucescat, quod presentatis per religiosum virum dominum Johannem Andree canonicum et precentorem ecclesie cathedralis civitatis Nicie, nomine et pro parte reverendi in Christo patris et domini domini Johannis, divina providentia episcopi Niciensis domino Antonio Malematris[3], capellano curato ecclesie Sancte Reparate dicte civitatis Nicie, quibusdam patentibus litteris emanatis a reverendissimo in Christo patre et domino domino Ludovico, Dei gratia, Forojuliensi episcopo, conservatore et judice delegato ipsius domini Niciensis episcopi per sanctissimum in Christo patrem et dominum

1 Il s'agit de Jean de Tournefort, évêque de Nice par bulle du 24 février 1382.

2 *Liber Niger*, aux archives capitulaires de la cathédrale de Nice, f° 77 v°. — Cet acte est précédé du titre : « Inhibitio facta abbati Sancti Pontii, ne sit ausus uti benedictione ». — Le *Nicea Civitas* dit au sujet de l'abbé Raymond et de ses contrastes avec le chapitre : « Super jurisdictione, saepius cum Niciensi Episcopo disceptavit. »

3. La lecture du manuscrit est douteuse et le nom peut aussi bien être *Male matis* que *Male matris*.

nostrum dominum Benedictum, divina providentia Sacrosancte ac universalis ecclesie supremum pontificem, contra venerabilem virum dominum Raymundum, Dei gratia abbatem monasterii Sancti Pontii extra muros Nicie, petentem illas debite executioni mandare : quarum litterarum tenor talis est. — Ludovicus, miseratione divina Forojuliensis episcopus, conservator judex apostolicus ad infrascripta, universis et singulis capitulis, abbatibus, archidiaconis, capellanis curatis, ac tabellionibus publicis et eorum cuilibet civitatis et diocesis Niciensis, ad quos vel ad quem presentes pervenerint, salutem. Litteras potestatis nostre a sanctissimo patre domino Benedicto emanatas, nos cum debita reverentia recepisse noveritis quas vobis volumus exhiberi, sed propter prolixitate hic inserere non curavimus. Post quarum quidem litterarum presentacionem vobis factam, audivimus querelam procuratoris reverendi patris in Christo domini Johannis, miseratione divina episcopi Niciensis, continentem quod venerabilis pater dominus Raymundus abbas Sancti Pontii extra muros Nicie, de facto et volens falcem suam ponere in messem alienam, districte usurpat usum insigniorum episcopalium, tam intra monasterium quam extra, ipsis utendo atque populo intus et extra benedicendo, nulla tamen auctoritate apostolica quod apareat sufultus, sed propria voluntate motus, ut de predictis nos summarie dictus procurator informavit et etiam publice fama laborat in civitate Nicie et locis eorum vicinis, et nos super remedio requisivit. Nos vero volentes jura episcopalia deffendere et thueri prout ex nostre commissionis offlcio censemur astricti, et attendentes quod si dictus dominus abbas obtinuerit a sede apostolica privilegium super hujusmodi causa, ipse teneatur quam citius ostendere dicta privilegia prefato domino episcopo et capitulo et ipsa publicare, cum littere apostolice debeant esse comunes et cum sit clarum de jure quod dictus dominus abbas talia non potest nec debet facere absquam privilegiis. Que quidem privilegia, si habeat, minime publicavit; ymo etiam, quamvis sepius pro parte domini episcopi requisitus ostendere recusavit,

ut constare dicitur publicis instrumentis, prout etiam ex relatione fide digna nobis constat. Ideo vobis et vestrum cuilibet, in virtute sancte obedientie et sub excomunicationis pena quam in vos et vestrum quemlibet in his scriptis ferimus, si mandatis nostris ymo verius apostolicis non parueritis cum effectu districte precipiendo mandamus, quathenus publice et in generali populi presentia in ecclesiis inhibeatis dicto venerabili patri domino Raymundo abbati, cui nos etiam, tenore presentium inhibemus ut ab illa die publicationis et notificationis publice sibi factis in antea nullatenus dictis insigniis episcopalibus utatur, presente ipso domino episcopo vel absente, aut benedictionibus supradictis, donec docuerit coram nobis, modo legitimo, se super hiis esse privilegiatum et in qua potestate hoc facit, et hoc mandetis ei, et nos etiam mandamus sub pena excomunicationis quem in dictum monendum et contrafacientem canonica monitione premissa ferimus in his scriptis nisi juxtam causam et rationabilem voluerit allegare, seu privilegia ostendere cur ad premissa non teneatur. Ad quam allegandam diem primam juridicam post festum beati Hilarii proximum eidem domino abbati seu ejus legitimo procuratore coram nobis assignamus; quod si non comparuerit procedemus, ejus absentia non obstante, ut fuerit racionis. Datum Fayentie, die prima januarii, anno a nativitate domini millesimo cccc primo. — Idem dominus Antonius capellanus curatus, litteris ipsis reverenter receptis obtulit se fore paratum illas reverenter exequi, prout in eisdem precipitur et mandatur. In quarum quidem litterarum exequutione dictus Antonius capellanus curatus illico eadem hora matutina, existente dicto domino Raymundo abbate infra dictam ecclesiam Sancte Reparate retro magnum altare, inhibuit eidem domino abbati audienti et intelligenti quatenus abinde in antea non utatur nec uti debeat insigniis episcopalibus in presentia vel absencia ipsius domini Niciensis episcopi, et sub pena excomunicationis in scriptis prolata, nisi causam justam et rationalem allegare valuerit, ad quem allegandam die prima juridica post festum sancti Ylarii proximun coram

eodem domino conservatore debeat legitime comparere. De quibus omnibus dictus Johannes Andree, nomine antedicto, sibi fieri petiit publicum instrumentum per me notarium subscriptum. Actum Nicie in dicta ecclesia Sante Reparate et loco predicto; presentibus testibus, domimo Raymundo Allegre priore Sancti Dalmacii de Plano[1], domino Antonio Bonifacii priore claustrali et de Turbia, domino Nicolao Papachini monaco Sancti Pontii et pluribus aliis ad premissa vocatis, specialiterque rogatis. Et me Guilielmo Lamberti de Nicia, notario, etc.[2]

CCLXVII

1401, 12 février. — Les chanoines de Nice, Hugues Bovis, précepteur de Fenêtres, Antoine Bonifacy, prieur claustral du chapitre et prieur de la Turbie, Jean André, précenteur de la cathédrale, investis des revenus de la prévôté par le prévôt Bertrand Sardina, réclament au moine Jean Bermondi, prieur de Sainte-Réparate, la pension de 4 livres et demi de Gênes, que le prieuré doit annuellement à la prévôté de la cathédrale à l'époque de la Chandeleur : ils procéderont contre lui à défaut de payement. Le moine se contente de répondre qu'il y a procès à ce sujet à la Cour d'Avignon, et que, à question résolue, il payera ce qu'il doit. « Actum Nicie, subtus ulmum cymenterii Sancte Reparate, presentibus venerabilibus viris, domino Johanne Laugerii priore Vallis Auree et domino Raymundo Alegre priore Sancti Dalmacii de Plano et me Guillelmo Lamberti de Nicia, notario, etc. »

Manuscrit L.

1 Sur ce prieur bénédictin de Saint-Dalmas en Val-de-Blore, cfr. *Le XIe siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 108; *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 287. — On y verra que ce moine, outre la qualité de co-seigneur féodal de Val-de-Blore, avait celle de vice-gouverneur du château-fort de Belvédère en 1417.

2 *Liber Niger*, f° 78,v°. — Cet acte porte le titre suivant : « Pro domino episcopo Niciensi copia literarum domini conservatoris et inhibitio contra abbatem Santi Pontii ne utatur insigniis episcopalibus nec benedictione. »

CCLXVIII

1404, 3 avril. — Batrona, veuve de Guillaume Verani de l'Escarène, donne en location pour la durée de 29 ans, à Pierre Verani, le moulin situé au lieu dit « ad hortos », avec l'obligation au preneur de donner annuellement au prieur 8 boisseaux de froment et de moudre[1] gratuitement son blé : à elle même un setier de gros blé et la mouture franche. — Antoine de Castello de Lucéram, notaire.

Manuscrit T.

CCLXIX

1411, 2 février. — Monet Guessi de Coaraze vend à Pierre Feraudi de l'Escarène au prix de 10 livres, une maison sise à l'Escarene et contiguë à celles de Raybaud Baudi et Jean Mascarelli, dépendant du prieuré et grevée d'un service de 28 deniers; et au prix de 28 livres les possessions suivantes : une prairie « justa pratum rotundum », une vigne « ad robinacium », et une terre a « las collas. » — Paul Rostagni, notaire.[2]

Manuscrit T.

CCLXX

1411, 19 mars. — Jean[3], évêque de Nice et administrateur apostolique de l'abbaye de Saint-Pons, donne à Bertrand Goyani, moine profès, le prieuré de Saint-Pierre de l'Escarène resté vacant

1 Le texte porte : *molere seu destrictare francum*. — Le ms. donne cet acte *in extenso*.

2 Le texte complet dans le manuscrit T.

3 Il s'agit de Jean Burla (non *Barla*, comme écrit Gioffredo), qui prit l'investiture de Drap, pour l'évêché, et celle de Saint-Blaise, au nom de l'abbaye, le 15 juin 1411. — Archivio di Stato a Turin, *Protocole du secrétaire ducal Bombat*, vol. 69, f° 242, v°.

par la renonciation de Jean Lombardi qui avait reçu celui de Gordolon tenu jusque-là par le précédent. « Actum in domo nostra episcopali Nicie, presentibus discretis viris : magistro Philippo Plage licentiato in legibus, sacrista Sancti Justi Lugdunensis et canonico Cameracense, Laurencio de Frontaniano bacalario in legibus, priore Sancti Salvatoris de Verunis vicario et officiale nostro, et Philippo de Cobert clerico de Lugduno, testibus. »

Manuscrit L.

CCLXXI

1413, 13 mars.— Pierre Spina, moine de l'abbaye de Saint-Victor et prieur de Notre-Dame de Crottons, au diocèse de Vence[1], et les tuteurs de noble dame Barthélemy Spina, sa nièce, avaient remis à l'arbitrage de Raymond Armandi de Nice et du notaire Guigues de Monte, de la même ville, la solution de certains différends; mais ledit moine n'ayant pas été satisfait de la sentence, il s'en appela par-devant l'official de Nice, et l'acte d'acceptation d'appel fut rédigé « in banco Ludovici Galeani apothecarii[2]; presentibus ipso Ludovico et Honorato Figuerie de Nicia, testibus. » — Ludovic de Massilia, notaire.

Manuscrit L.

1 Un hameau de la commune de Vence porte encore le même nom. Cette église était parvenue à l'abbaye de Saint-Victor par les donations de 1040 et 1042 de Durant, évêque, et de Lambert, co-seigneur de Vence. — *Cartul. de Saint-Victor,* ch. 795, 797 et *passim.*

2 Voir sur ce Galleani ascendant des principaux co-seigneurs de Châteauneuf, et sur cette famille en général, *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 238, 543 et *passim; Le fief de Châteauneuf*, p. 104; *Obituaire de la Cathédrale de Nice*, p. 3, note 1.

CCLXXII

1414, 19 février. — Anno Domini millesimo cccc° xiv°, viiª indictione, die xixª mensis februarii, presentis publici instrumenti tenore, omnibus presentibus et futuris appareat manifestum, quod in presentia nobilis et egregii viri Petri Cantonis, magnifici militis domini Johannis de Camera [2], harum parcium Provincie locumtenentis et generalis gubernatoris pro illustri principe domino nostro, domino Amedeo comite Sabaudie, vices gerentis, personaliter constitutus magister Antonius Papachini notarius, procurator religiosi viri domini Bertrandi Goyani, prioris de Scarena, idem magister Antonius, procuratorio nomine predicto, dicto domino vices gerenti presentavit et realiter exhibuit cedulam papiraceam scriptam, in se appellationem continentem, que ipso requirente, per me suprascriptum notarium, coram dicto domino locumtenente lecta fuit et publicata. Cujus cedule, de verbo ad verbum tenor sequitur prout ecce. Coram vobis nobili et magnifico viro Petro Cantonis locumtenenti spectabilis militis domini Johannis de Camera, generalis gubernatoris in Provincia pro illustri principe domino nostro Sabaudie comite, comparet magister Antonius Papachini, procurator et nomine procuratorio venerabilis et religiosi viri domini Bertrandi Goyani prioris de Scarena, diocesis Niciensis, proponens et dicens quod vos nuper a decem diebus citra in quadam causa coram vobis tunc vertente inter dictum dominum priorem petitorem, ex una, et homines de Scarena reos, partibus ex altera, super executione et observatione nonnullarum sententiarum et rerum judicatarum, fuisse quandam sententiam latam, si sententia dici mereatur, per quam pronunciastis et

1 Jean, bâtard de la Chambre, nommé gouverneur de Nice le 11 août 1411, mourut dans cette ville le 1er juillet 1415, d'après l'*Obituaire de la Cathédrale de Nice*. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 105.

ordinastis causam ipsam fuisse et esse desertam, causis et rationibus in dicta asserta sententia insertis. Que sententia fuit et est contra jus et justiciam lata (vestra reverentia tamen salva), tum ex eo quia super executione rei judicate agebatur, que executio fuit actenus dilatata, tam ob affectum infractionis justitie quam propter absentiam vestri assessoris, quam etiam propter frustatorias exceptiones per partem adversam objectas : tum ex eo quia capitulum ex adverso allegatum, de quo in dicta asserta sententia fit mentio, dicto priori in aliquo non obest neque juribus suis, et si sibi obesset, quod non credit ipsum nec jura sua potuit aliqualiter ligare de jure, tum aliis pluribus rationibus et causis, loco et tempore debitis edocendis. Sentiens propterea se et dictum priorem atque prioratum lesum et aggravatum, dubitans fortius imposterum aggravari, ea propter vobis et dicta tali quali cognitione seu sententia, in hiis scriptis presentibus, provocat et appellat infra tempus legitimum, procuratorio nomine quo supra, ad illustrem principem dominum nostrum Sabaudie comitem, seu ad illum vel ad illos, ad quem seu quos melius et appellatio devolvi potest et debet, de quo solempniter protestatur, petens, appellans et litteras dimissorias sepe sepius et instantissime per vos sibi concedi et tradi. Protestans nil per vos innovari contra eundem, presente appellatione pendente, offerens se, nomine quo supra, paratum appellationem prosequi et ad finem deducere, habitis postulatis aut non. De quibus petit sibi per notarium curie vestre fieri publicum instrumentum, si et quando habere voluerit. Qua cedula audita dictus dominus vices gerens dicto magistro Antonio, procuratorio nomine predicto, ad audiendum suam responsionem super dicta appellatione, diem vigesimam sextam mensis predicti pro termino assignavit. Qua quidem die vicesima sexta dicti mensis, ut premittitur assignata, comparuit coram domino vices gerente dictus magister Antonius Papachini, procuratorio nomine predicto, petens per dictum dominum vices gerentem suam responsionem fieri, quam paratus est audire super appellatione predicta, juxta forman assignationis memorate. Et dictus dominus vices gerens,

juxta termini predicti assignationem, respondit dicte appellationi, quod ipsum appellationem non admittit, nisi si et in quantum de jure recipienda et admittenda, non autem aliter, neque ultra presentem responsionem faciendam loco epistolarum et litterarum dimissoriarum talium, quales de jure veniunt concedendas. De quibus magister Antonius, dicto nomine petiit per me dictum notarium publicum instrumentum sibi fieri. Acta sunt hec in logia platee posite ante curiam ordinariam civitatis Nicie; presentibus : nobili Ludovico Badati, magistris Martino Garnerio et Antonio Lamberti notariis vocatis et rogatis. Ego autem Petrus Castini Bellicensis diecesis clericus, notarius etc.

Manuscrit T.

CCLXXIII

1414, 20 avril. — Lambertus Oddineti, legum doctor, judex generalis causarum appellationum et nullitatum Sabaudie comitatus et earum que ad illustrem et magnificum principem dominum nostrum Amedeum Sabaudie comitem per appellationem devolvuntur, dilecto nostro domino gubernatori Nicie vel ejus vices gerenti singulisque ceteris officiariis in partibus Provincie, vice et nomine prefati domini nostri comitis ubilibet constituti ad quos spectat et presentes pervenerint salutem. Appellationem in publico instrumento presentibus annexo descriptam, die presenti subscripto pro parte venerabilis et religiosi viri domini Bertrandi Goyani, prioris de Scarena appellantis, in ea nominati, nobis oblatam recepimus et admisimus, si tantum et in quantum de jure est recipienda, admittendaque, non alias, neque ultra : vobis propterea et vestrum cuilibet in solidum, tenore presentium mandantes quatenus partem appellatam, videlicet homines de Scarena citatis ad diem vicesimam sextam instantis mensis martii, nisi feriata fuerit, alias...[1] Chamberiaci, in nostro causarum auditorio,

[1] Le ms. lui-même supprime ici les formules qu'on trouve manquer.

hora xxi horologii, coram nobis, et in nostra absentia coram locum tenente, peremptorie comparituros, petitionibus appellatorum dicti domini appellantis debite responsuros : inhibentes singulis vestrum, harum serie, nec non venerabili viro Petro Cantonis, locum tenenti dicti domini gubernatoris, a quo expressius, ne pendente termino citationis presentis, nec per decem dies post, in prejudicium dicti domini appellantis, pretextu sententie a quo extitit appellatum, quicquam novi faciatis, et si quid factum fuerit, illud illico ad statum pristinum reducatis. Datum Chamberyaci, die vicesima mensis aprilis, millesimo, cccc° xiiii°.

Manuscrit T.

CCLXXIV

1415, 9 mars. — Anno domini millesimo cccc° xv°, octava indictione, die nona mensis martii, presentatis litteris retroscriptis magnifico militi domino Johanni de Camera, gubernatori retro nominato, per magistrum Antonium Papachini notarium, procuratorem et procuratorio nomine partis appellantis, idem dominus gubernator ipsas litteras, cum quibus decet honore et reverentia, recepit, paratum se offerens dictis litteris obedire et ea facere que in eisdem precipiuntur et mandantur. In quarum quidem litterarum executionem, precepit partem appellatam citari juxta formam earundem litterarum per unum ex nunciis curie et inde litteras opportunas fieri. Hec scripsi, ego Petrus Castini, dicti magnifici domini gubernatoris notarius et signo curie signavi. Die lune, xi[a] mensis martii predicti, Girardinus de Girardinis, nuncius curie comitalis Niciensis predicte, retulit mihi dicto notario, vigore precepti per dictum dominum gubernatorem facti in executionem litterarum retroscriptarum, fuisse ad locum de Scarena et in eodem loco personaliter invenisse Johannem Baudonis, Pontium Troscellis, Monetum Isnardi, Petrum Feraudi, Petrum Verani, Paulum Albi, Petrum Fulconis, Johannem Mascarelli, Reybaudum Baudi

et Isnardum Gerbaudi, dicti loci de Scarena, ipsosque et eorum quemlibet citasse, prout et quemadmodum in dictis retroscriptis litteris precipitur et mandatur, ad diem et horam in easdem litteras contentas, eisque, in signum vere executionis, copiam earundem litterarum de verbo ad verbum tradidisse. Hec scripsi, ego Petrus Castini notarius. Anno a nativitate Domini millesimo cccc° xv°, die xiii[a] mensis martii, octave indictionis, noverint etc., quod super quadam questione, in presentibus litteris dominicalibus contenta, universitas hominum de Scarena, ad instantiam venerabilis domini Bertrandi Goyani prioris dicti loci de Scarena, homines universitatis predicte, in Chamberiaco, ubi questio ipsa pendet, fuissent et sint citati ad diem in predictis litteris contentam prout in eisdem latius et evidenter apparet. Hinc est quod partes ipse, scilicet dictus dominus prior et Guillelmus Fulconis, syndicus et procurator, ut asseritur, universitatis loci predicti, ac etiam Petrus Faraudi dicti loci, pro qua universitate promiserunt de rato habendo, sub obligatione omnium bonorum suorum presentium et futurorum, promiseruntque omnia in presenti publica scriptura contenta ratificari facere dicte universitati, sub obligatione predicta, sub spe pacis et concordie, terminum in presentibus litteris dominicalibus contentum, prorogaverunt hinc ad diem beati Johannis Baptiste proximum. Actum Nicie, in cemeterio Sancte Reparate; testibus, nobili Honorato Marquisani, domino castri de Caudarasa[1], venerabili domino Francisco Cravi, et magistro Guigoneto de Monte de Nicia. — Quam ego Emilius Cravi etc.

Manuscrit T.

1 Honoré Marquésan, seigneur de Coaraze et de Roquesparvière, ensuite d'une part du Thoët, achetée de Laurent d'Alaysis, héritier de Catherine Grimaldi, sa femme, et d'autres parties du même fief confisquées aux Cays, était fils de Pierre Marquésan.

CCLXXV

1415, 27 mai. — Le prieur de l'Escarène, Bertrand Goyani et les hommes de ce lieu, étant présents Bertrand Mayneri, prieur de Berre, Jean Aynesi d'Utelle, habitant de Lucéram, Jean de Ruffo, l'aîné, de Lucéram, Guillaume Galliardi et Monet Bayle de Berre, choisissent comme arbitre Honoré Marquésan, seigneur de Coaraze et Ludovic Badat[1]. Ceux-ci prononcent le jugement arbitral suivant :

1° Les hommes de l'Ecarène et les étrangers y possédant des biens, chaque fois qu'ils vendront ou transmettront la propriété des biens qu'ils ont dans ce territoire, seront tenus à payer le trézain au prieur;

2° Ils y seront également tenus toutes les fois qu'il s'agira de succession, sauf pour les possessions qui seraient franches;

3° Ils ne pourront aliéner leurs biens en mains mortes ou prohibées par le droit; mais au cas où le prieur voudrait les acquérir au nom du prieuré, il en aura la faculté, à cinq sous de moins-value du prix courant;

4° Tous les habitants des deux sexes payeront au prieur, à titre de dîme, le quinzième de tous les produits de leurs possessions ;

5° Pourtant, dans le but de maintenir la paix et enlever toute cause de scandales, les produits du jardinage seront exclus de l'obligation de ladite dîme ;

6° Malgré que les habitants aient reconnu d'être soumis envers le prieur à l'obligation de lui payer un denier de Gênes par tête

1 Andaron Badat eut de Philippine des Ferres, sa femme, un fils du nom de Ludovic, mais nous n'avons pu savoir si ce dernier est l'arbitre en question ou celui qui devint ensuite abbé de Saint-Pons et évêque de Nice. Andaron était co-seigneur du fief d'Eze qu'il vendit en 1373 au duc de Savoie en échange d'une partie de celui de Saint-Sauveur.

de menu bétail se vendant au détail à la boucherie, et de quatre deniers pour le gros bétail, et pareillement celle d'un denier par boisseau de blé vendu au détail et réduit en pain, et à la même taxe par chaque charge de vin, et malgré le droit qu'avait le prieur de payer un tiers de la viande qu'il achèterait à la boucherie à un denier au-dessous du prix moyen payé par les autres, toutefois on déclarait que ces taxes et privilèges seraient abolis, mais qu'à titre de compensation le prieur recevrait à la Toussaint de chaque année un florin d'or, monnaie courante à Nice ;

7° Le béal du moulin du prieuré sera maintenu et nettoyé aux frais des habitants;

8° Le prieur ne pourra réclamer aucune espèce d'arrérage pour les services, dîmes, droits d'arrosages ou autres, qui lui seraient dus pour le passé ;

9° Les frais de justice se déclaraient compensés.

Fait à Nice « in logia ante domum et placetam curie ordinarie Nicie. » Sont présents : frère Pierre Chabert, chevalier de l'Ordre de Saint-Jean, commandeur de Nice, Jean Riquieri et Antoine Bothoni, chanoines de Nice, Georges Martini et Antoine Garneri, notaires de Nice. — Guillaume Gandini de Tournefort, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXVI

1419, 24 octobre. — L'abbé de Saint-Pons Ludovic[1], ainsi que les moines, Jacques Grallieri, prieur de Falicon, Luquin Gastaudi[2], prieur de Sainte-Dévote, Antoine Moreni, prieur de Gordolon, François Eméric, donnent en emphytéose, sous l'achept de 3 gros

1 L'auteur du ms. fait suivre le prénom de *Ludovic* par le nom de *Badat*, pourtant entre parenthèses. Comme l'érudit copiste a eu en mains pendant longtemps les archives de l'abbaye, il y a tout à croire qu'il avait puisé à bonne source le nom de famille de cet abbé. — V. ci-après le ch. CCLXXXIII, p. 249 et la note qui l'accompagne.

2 Ce nom a pris parfois la forme italienne de Gastaldi, surtout à Monaco.

du Pape et au service annuel de 5 sous, à Monet et Barthélemy Audiberti de Tourette de Revest[1], une terre sise à Nice à la région dite « a la lenga de la Clusa, » confrontant Raphaël Romageri, François Raybaudi, et l'hôpital de Saint-Lazare. En plus une autre terre « valleriam terre cum duabus collis simul contiguis », sise au même territoire, en la région dite « a la Colla del Bast », confrontant Laurent Falicon, Etienne Maurel, maître Monon Milonis, le vallon de Fornayris et les terres incultes de l'abbaye. Les acquéreurs payent le même droit d'achept et s'obligent au service de 16 deniers et au vingtième du blé, du vin et des figues. Présents : Antoine Brandi, Antoine Capelli, Barthélemy Larde, Monet Maliverni. — Louis Gaufridi, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXVII

1419, 28 octobre. — L'abbé Ludovic donne en emphytéose à Ancelin Mascaroni 12 setiers de terre « a la Colla del Bast », sur la route de « Friderici »[2], sous le service de 12 deniers et du vingtième des fruits. Présent : François Raybaudi — Louis Gaufridi, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXVIII

1419, 28 octobre. — L'abbé Ludovic et les moines réunis en chapitre, Giraud Capelli, François Eméric, Honoré Fabri, Antoine Grallieri, et Jean Caponi[3], donnent à Monet Milonis, serrurier de

1 Le ms. porte *Torreta Revestoni.*

2 Maintenant la région de *Féric.*

3 Ce moine Jean Caponi et son confrère François Cravi prirent part à l'insurrection de Nice en 1437; ils reçurent pourtant des lettres de grâce, ainsi que quarante-quatre autres insurgés et ne payèrent qu'une multe. — *La ville de Nice pendant le premier siècle,* etc., p. 182.

Nice, 20 setiers de terres gastes, « a la Colla del Bast », confrontant la terre de Raphaël Laurenti, le chemin de Féric et le vallon de Cantao[1], sous le service de 16 deniers et du vingtième des fruits. Présent : Anselme Mascaroni — Louis Gaufridi, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXIX

1419, 28 octobre. — L'abbé Ludovic donne en emphytéose à François Raybaudi et à Pierre Seva, gendre de celui-ci, qui se déclarent solidaires, une terre de 8 setiers, sise à Nice aux régions dites « Solelha bou de la Clusa[2] » et « al pas de Figayret », contiguë aux autres terres de l'abbaye et à celle de Jean Briançon, sous le service de 12 deniers et du vingtième des fruits; plus une autre terre à la première desdites régions, contiguës à la tuilerie de François Raybaudi, sous les mêmes conditions. — Louis Gaufridi, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXX

1421, 2 février. — Quittance passée par le prévôt du chapitre de Nice, Ambroise, des comtes de Vintimille, à Bertrand Goyani, prieur de Sainte-Réparate, pour la somme de quatre livres et demi de Gênes[3], payables annuellement à la Purification, pour la pension due par le prieuré à la cathédrale, selon la teneur de la

1 Le manuscrit T. porte : *il vallone del Caniero.*

2 Depuis cette époque, au nom de la famille *Seva*, fort souvent nommée dans les documents niçois, se trouve toujours ajouté le surnom *de la Clusa*. Nous avons adopté pour ce nom la forme donnée par le manuscrit T., tandis que l'autre ms. porte *Sieva* ; ailleurs on le trouve généralement écrit *Ceva*, mais il se prononçait à la française.

3 Le ms. porte, *videlicet librarum Januinorum in Saoninis quatuor et mediam,ad rationem solidorum triginta parvorum pro quolibet floreno.*

bulle pontificale dont présentation est faite. Passé à Nice en la salle de la prévôté. Présents : noble Bertrand Riquieri, le moine Pierre Spina et Jean Mayfredi, notaire de la ville—Barthélemy Ymberti, de Puget-Théniers, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXXI

1422, 11 mai. — In nomine domini nostri Jesu Christi, amen. Anno a nativitate ejusdem M° CCCC° XXII°, die XI^{a} mensis maii, XV^{a} indictione, serie hujus veri et publici instrumenti, universis et singulis tam presentibus quam futuris, fiat notum et manifestum, quod cum reverendus in Christo pater et dominus dominus Ludovicus, Dei gratia abbas sacri Monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie, a paucis diebus citra, in monachum dicti monasterii receperit fratrem Jacobum Larde, filium Bartholomei Larde de Nicia : sitque dari consuetum per quemlibet monacum intrantem in dictum monasterium florenos decem aut unum palium valoris dictorum decem florenorum, item unam mapam, unam longeriam et unum toalhonum sive manutergium, et ultra unum par linteaminum infirmario monasterii prelibati : hinc vero est quod prefatus dominus abbas, una cum venerabilibus viris domino Francisco Cravi priore Sancti Blasii, Petro Spina priore de Virimanda, Jacobo Gralherii vice camerario, Bertrando de Barracio sacrista dicti Monasterii, Antonio Lamberti priore de Scarena, Antonio Moreni priore Gordoloni, Luquo Gastaudi priore Sancte Devote, Antonio Gralherii, Johanne Caponi, Honorato Fabri et Petro Pellatani [1], monachis dicti monasterii, existentibus et congregatis

1 Nous ne saurions fixer le vrai nom de ce moine de Saint-Pons, car le manuscrit T. le donne *Pellatani*, le manuscrit L., *Pellatari;* GIOFFREDO (vol. 4, 96) a *Pellatacii*. Ne s'agirai-t-il pas de *Pelloterii*, famille connue en Provence, ou de *Pelletan ?* — D'autre part le manuscrit T. lui donne le prénom de *Pierre*, l'autre écrit *Jacques*, tandis que dans les pièces suivantes ils s'accordent sur *Barthélemy*.

in capitulo... confessus fuit et confessi fuerunt habuisse et recepisse realiter a dicto Bartholomeo Larde, patre dicti domini fratris Jacobi Larde, tradendum vice et nomine dicti fratris Jacobi filii sui, dictos florenos decem pro uno palio memorato, item unam mapam, unam longeriam et unum toalhonum; item prefatus dominus Antonius Moreni prior de Gordolon procurator domini Fulconis Tripoli monachi et infirmarii monasterii supradicti, confessus fuit habuisse et recepisse a dicto Bartholomeo Larde nomine dicti fratris Jacobi unum par linteaminum. De quibus rebus et pecuniis prefati domini abbas et monachi et procurator eundem Bartholomeum et dictum fratrem Jacobum ac suos heredes presentes tamen stipulantes et recipientes quitarunt... Actum in capitulo ipsius monasterii; presentibus ibidem Dominico Bertrandi, Jacobo Raymundi, Bertino Sigaudi et Antonio Costra de Nicia, testibus. Et me Ludovico Gaufridi de Nicia, notario.

Manuscrit T.

CCLXXXII

1422, 4 décembre. — Honorine, fille de feu Audibert Cravi, notaire, et femme d'Antoine Martelli, vend à Barthélemy Larde et au prix de 125 florins d'or « parvorum », une maison, son bien dotal, sise à Nice dans la rue « Putei Novi » contiguë à noble Barthélemy de Luserna, au service de 6 deniers de Gênes et autres droits usagers. Guillaume Cravi et le révérend François Cravi, frère et oncle de la venderesse donnent leur consentement. Présents : Jacques Raymondi, Pierre Alberti, Laurent Jaque de Nice. — Louis Gaufridi, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXXIII

1422, 30 novembre. — In nomine domini Jesu Christi, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo quadragesimo vigesimo secundo, die ultima mensis novembris, prime indictionis, ex tenore hujusmodi veri et publici instrumenti universis et singulis tam presentibus quam futuris pateat et sit notum quod venientes ad presentiam reverendi in Christi patris et domini domini Ludovici miseratione[1] divina abbatis sacri monasterii Sancti Pontii extra muros Nicie existentis in capitulo dicti monasterii una cum venerabilibus viris fratribus, Francisco Cravi priore Sancti Blasii, Bertrando Goyrani priore Sancte Reparate, Jacobo Gralherii vice priore claustrali, Bertrando de Baracio sacrista dicti monasterii, Luquo Gastaldi priore Sancte Devote, Antonio Gralerii, Johanne Caponi, Honorato Fabri, Bartolomeo Pellatani et Jacobo Larde, monacis dicti monasterii, congregati in capitulo ipsius monasterii ad sonum campane, ut est moris, de mandato dicti domini abbatis, capitulum ex causa infrascripta facientes, Giraudus Bocholenus et Tropetus Macarii de civitate Nicie confratres elemosine Misericordie dicte civitatis, tam nominibus ipsorum ipsis quam vice et nomine aliorum confratrum dicte elemosine, dixerunt et reverenter exposuerunt coram dicto domino abbate et monacis antedictis, quod cum ipsi et socii eorum, cum bene placito et voluntate dictorum dominorum abbatis et monacorum intendant construere et edificari facere in ecclesia Sancte Reparate Niciensis unam capellam ad honorem

1 Le mot *miseratione*, nécessaire au sens, manque ici et à sa place on lit dans la copie authentique de Turin, *Azisereten*, probablement ce mot a été mal lu par le rédacteur du cartulaire de la Miséricorde qui a décomposé la majuscule M, qui se trouve comme initiale du mot *Miseratione* en deux lettres, *Az*. De ce fait est dérivé l'erreur de Gioffredo qui a enregistré ici un abbé ayant le nom de *Azo*; on observera, du reste, que selon l'usage de l'époque les abbés n'étaient pas nommés avec leur nom de famille dans les actes capitulaires.

et reverentiam Beate Marie de Misericordia de certis pecuniis eis datis et dandis ob reverentiam Dei. Ideo eundem dominum abbatem et monacos, cum quanta potuerunt instantia, requisiverunt quod placeat eidem domino abbati et priori Sancte Reparate et monacis antedictis eisdem confratribus licentiam concedere et dare posse edificare seu edificari facere et construere in dicta ecclesia Sancte Reparate seu ipsius ciminterio unam capellam ad honorem Beate Virginis Marie et locum ipsius capelle eisdem requirentibus dare. Quiquidem dominus abbas et monaci, audita requisitione predicta per ipsos Giraudum et Tropetem confratres facta, cum voluntate et consensu dicti prioris Sancte Reparate et dictorum monacorum licentiam et auctoritatem dedit et dederunt eisdem confratribus presentibus et stipulantibus pro se et sociis et confratribus eorum presentibus et futuris edificari faciendi unam capellam in ecclesia seu cimiterio Sancte Reparate ad honorem et reverentiam Beate Marie Virginis, et hoc cum pactis et conditionibus infrascriptis. Et primo fuit actum quod dicti confratres qui nunc sunt aut pro tempore erunt, possint eligere unum sacerdotem aut capellanum qui possit dicere et celebrare omni die aut quando eis placuerit in dicta capella unam missam, et in ea capella ipsi confratres presentes aut futuri habeant jus patronatus. Item, quod si ipsi confratres presentes aut futuri habeant calicem, vestiaria, paramenta, ornamenta, libros, servitia, redditus aut alia reliquiaria sive bona, quod ipsi confratres possint illa tenere ad eorum libitum voluntatis, et in hoc ipsi dominus abbas, prior et conventus Sancti Pontii presentes ant futuri contradicere non possint. Item, si contingeret aliquem ex confratribus mori, quod ille sic moriens possit et debeat sepelliri infra dictam capellam absque aliqua solutione sepulture, sed si alter qui confrater non sit velit infra dictam capellam sepelliri, quod illud quod dabitur ratione sepulture dividatur inter priorem Sancte Reparate et priores seu confratres confratrie predicte. Item, quod legata quecumque et alia que darentur pro reparatione dicte capelle sint dictorum priorum seu confratrum et poni debeant in reparatione

dicte capelle. Item, fuit actum quod Hugo Pelletorni et Veranus Durandi ac Milanus Buyssi et sui heredes et in posterum successores possint sepelliri in dicta ecclesia seu capella absque aliqua solutione sepulture. Item, quod omnes oblationes funeralia quecumque que pervenient et dabuntur dicte capelle, sint et esse debeant prioris Sancte Reparate presentis aut futuri. Item, quod dicti confratres pro tempore futuro nullo modo possint calicem seu calices, vestimenta, paramenta, libros, servitia aut aliqua bona seu jura data aut empta eidem capelle transportari seu transferri in aliam capellam seu ecclesiam civitatis Nicie. Item, quod dicti Giraudus et Tropetus facient ratificare et approbare per omnes alias confratres omnia supradicta... Actum Nicie in capitulo dicti monasterii; presentibus ibidem, magistro Bernardo Foresterii notario, Gabriele Martini famulo dicti domini abbatis et Guillelmi Ferraudi de Ventia, testibus. — Et me Ludovico Gaufridi de Nicia, notario, etc. [1]

CCLXXXIV

1424, 6 mars. — L'abbé Ludovic et le chapitre : François Cravi, prieur de Saint-Blaise, Jacques Grallieri, prieur de Falicon, Bertrand de Barras, sacristain[2], Luquin Gastaudi, prieur de Sainte-Dévote, Jean Caponi, Honoré Fabri, Barthélemy Pelatani, Jacques Larde, Jacques Terrini, donnent à Pierre Castini, notaire et citoyen de Nice, en emphytéose et sous le service de 21 deniers de

1 Archivio di Stato de Turin, *Luoghi pii di quà dei Monti : Nizza et Contado, Oneglia Dolceaqua*. Mazzo 14. 1. n°4 — D'après l'extrait du notaire Fighiera fait, vers la fin du XVII° siècle, sur la copie existant aux archives de la confrérie de la Miséricorde de Nice.

2 Ce Bertrand Barras doit être le moine de Saint-Pons du nom de *Bertrand*, lequel en 1423 engagea à un juif, et pour la somme de 9 florins, les objets sacrés indiqués dans la petite note suivante : *Calicem cum patena, cayblam de velluto brodatam perlarum et duos folquetos de sirico cum quatuor candelis de sera alba*. Ce fait, peut-être coupable, fut découvert parce que le juif, engagea ces objets à la Casane.— *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 243.

Gênes, deux vignes dont jouissait, à même titre, noble Jacques Guisolis, jurisconsulte, contre lequel déchéance a été prononcée. Elles sont situées à Cimiez et contiguës à celles de nobles Barthélemy et Jean de Luserna[2], d'Antoine Presbiteri, du notaire Antoine de Mougins, de Jean Mayentoni, de Jean Borromini, à la Vallière de Monet Clavelli et aux autres terres de l'abbaye. L'achept consiste en un quartier de mouton. Présents : Jean Rocelli, précepteur de Fenêtres, Antoine de Cayrasc, moine de l'abbaye de Saint-Victor, prieur de Notre-Dame de Crottons, Alexis Bermondi « alias Agalh » de Nice. — Georges Museti, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXXV

1425, 10 août. — Laurent Falicon vend à Monet et Barthélemy Audiberti de Tourette, citoyens de Nice, et pour le prix de 20 florins, une terre sise à Nice, « in Colle del Bast in puata », contiguë à Laurent Verdoni ; une autre terre en la même région, contiguë à Jacques France : le tout dépendant de l'abbaye et du prieuré de Saint-Jacques de Nice. La vente est ratifiée par noble Guigues Flotte, « confirmarius » de l'abbaye, et par Raymond Gauffredi, prieur de Saint-Jacques. Présents : Guillaume Philippi, Etienne Martini, « alias Pruhata », Nicolas Aler, tisserand. — Georges Museti, notaire.

Manuscrit L.

1 Barthélemy de Luserna et Jean son frère, fils de Jean Pierre de Luserna et de Bienvenue de Solaro (famille d'Asti venue à Nice où elle tenait les châtellenies d'Eze et de Villefranche et la gabelle du sel), étaient en 1413 sous la tutelle du notaire Guigues de Monte. Le premier avait ensuite épousé Barthélemye Spina de Nice. — Cfr. *La ville de Nice pendant le premier siècle*, etc., p. 254 et 282; *Le fief de Châteauneuf*, p. 82; *Protocole des secrétaires ducaux*, vol. 75, f° 308.

CCLXXXVI

1425, 14 et 16 octobre.— Ludovic, abbé de Saint-Pons, accorde à frère François Cravi, moine de son abbaye, le prieuré de Saint-Hermentaire de Draguignan, vacant par la mort de frère Jean Rodulphi, licencié en décrétales. « Datum in Bastida Glandatense, videlicet in tinello. » Présents : noble Antoine Cays, citoyen de Nice[1], Pierre Compagnon, prieur de Puget-Figette, Jean Rocelli, précepteur de Notre-Dame-de-Fenêtres. — Erige Moneri, notaire public et scribe de l'abbé [2].

Le lendemain le nouvel élu se trouva devant la première porte de l'église de Saint-Hermentaire et présenta le décret abbatial de sa nomination à Luquin Gastaudi, représentant de l'abbaye, lui demandant investiture et prise de possession du prieuré. Celui-ci « eundem dominum Franciscum Cravi in possessionem corporalem, realem et actualem ipsius prioratus corporaliter imposuit, immisit et induxit per aprehencionem manuum et aprehencionem ferrolhi ejusdem porte et firmationem inde illius cum clave factam et, ut est moris, per tradicionem cujusdam immaginis beate ac gloriose virginis Marie reperte in altari magno, sedendo etiam in cathedra ibidem a parte dextra dicti altaris posita. Et demum accedentes ad cappellam Sancti Hermentarii, quandam parvam crucem fusteam eidem priori tradidit manualiter, campanas etiam dicte ecclesie et monasterii pulsari faciendo, nec non etiam

1 Antoine Cays était neveu de l'abbé Ludovic Badat, par sa mère, Marguerite, sœur de celui-ci, mariée à Ludovic Cays son père. Antoine et sa mère vendirent le 6 avril 1416 leur part du fief de Saint-Sauveur à André Raymberti, dont la fille unique Antonia, la porta en dot à Jacques Loques de Saint-Etienne. — *Le fief de Châteauneuf*, p. 54; Archivio di Stato à Turin, *Reconnaissances*, vol. 536, f° 494.

2 L'acte commence par la formule : *Regnante feliciter serenissimo et inclito principe et domino nostro domino Ludovico tercio etc.*

accedentes ante portam claustri seu hospitii dicti monasterii similiter per aprehencionem ferrolhi dicte porte et firmationem. Acta fuerunt hec omnia Draguiniani in dicto monasterio Sancti Hermentarii; presentibus, nobilibus et discretis viris, magistro Anthonio de Pratis, licenciato in medicina, Petro Blasii, magistro Monneto Barsiloni notario, Alziario Burlantii et Antonio Gaudoni de Draguiniano, testibus. Et me Johanne Albanelli de Draguiniano, notario etc.»

Manuscrit L.

CCLXXXVII

1425, 15 octobre. — Le chanoine Louis Grenoni, vice-official de l'évêché de Grasse, confère le prieuré de Saint-Hermentaire de Draguignan, vacant par la mort du titulaire Jean Radulphi, licencié en décrétales, à Pierre Isnardi, sacristain et chanoine de Grasse, ce dernier en qualité de procureur de Jean de Jubino, abbé dépositaire de l'abbaye de Saint-Victor, ainsi qu'il résulte par acte de procuration du notaire Pierre Veillon, clerc du diocèse d'Abiens. La collation a été ainsi faite parce que le chanoine de Grasse avait exposé à l'abbé [1], que ledit prieuré dépendait de l'abbaye de Saint-Victor et que le prieur défunt était moine de celle-ci ; il avait ajouté que le pape Martin V ayant accordé à l'abbé, son supérieur, la survivance au premier bénéfice ecclésiastique, « cum cura vel sine sura », se donnant habituellement aux religieux des abbayes de Saint-Victor ou de Lérins, « etiamsi prioratus aut dignitas personatus administratio vel officium fuerit, dummodo prioratus aut dignitas conventualis non existat, » la grâce papale devait, au cas présent, obtenir son plein effet.

1 Dans l'analyse de cet acte on trouve sur le manuscrit L. les mots : *per avergli questo procuratore erroneamente esposto*. L'expression *erroneamente* est évidemment une appréciation personnelle du transcripteur, mais qui était pourtant exacte de tous points.

L'investiture fut donc accordée par l'official de l'évêché au chanoine Isnardi, comme fondé de pouvoirs de l'abbé « per traditionem sui birreti ». Passé à Grasse; présents : noble Barthélemy Bartholeri, jurisconsulte, et Hugues Gauthier de Grasse. — Jacques Johannis, notaire.

Manuscrit L.

CCLXXXVIII

1425, 17 décembre. — Bulle du pape Martin V adressée à l'abbé de Lérins, lui ordonnant de conférer au moine de Saint-Pons, François Cravi, prieur de Saint-Blaise, le prieuré de Saint-Hermentaire de Draguignan, « qui conventualis aut curatus seu dignitas vel personatus non existit, et ad quem quisque per electionem non assumitur, quique a monasterio Sancti Poncii, ordinis Sancti Benedicti et Niciensis diocesis, predictorum dependet, ac per illius monachos gubernari consuevit. » Il devra diligemment examiner ledit François Cravi, qui est prêtre et moine profès à Saint-Pons, et ensuite, s'il l'en croit digne, il le mettra en possession du prieuré de Draguignan. « Datum Rome apud Sanctos Apostolos, XVI kal, decembris, pontificatus nostri anno octavo ».

Manuscrit L.

CCLXXXIX

1425, 21 décembre, 4e indiction. — L'abbé Ludovic donne en emphytéose à Vincent Mathey, sous l'achept de 5 sous « parvorum » le four de l'abbaye, portant le nom de « furnum de Puiata », situé dans la ville de Nice et contigu aux maisons de noble François Tobie, jurisconsulte, et des héritiers de Guigues Allegre, moyennant le service annuel de 5 florins de la Reine et les autres

droits usagers. Fait à Nice devant l'église des Carmes; présents : frère Jacques Guigonis, de l'ordre des Carmes, maître François Facy, physicien, et Antoine Peytavin, tous de Nice. — Georges Museti, notaire[1].

Manuscrit L.

CCXC

1427[2]. — Lettres de Geoffroy, abbé de Lérins[3], à l'abbé et chapitre de Saint-Pons par lesquelles, en leur notifiant la bulle du pape Martin V, lui donnant l'autorité de conférer le prieuré de Saint-Hermentaire à frère François Cravi, et la collation qu'il lui en a faite. Il leur ordonne de le mettre en possession du prieuré et des biens qui en dépendent. Fait au monastère de Saint-Honorat « sub anno nativitatis Domini millesimo quadringentesimo vicesimo septimo, indictione v[a], pontificatus vero domini nostri Martini pape V anno decimo ». Présents : vénérables et nobles hommes, Rostaing Vaysselli, moine de ladite abbaye, Symon Sigalesi, Jean de Cabriez du diocèse de Grasse.

Manuscrit L.

CCXCI

1428, 22 mars. — Bulle du pape Martin V adressée aux religieux de Saint-Pons : « Ex ea quod nos nuper de persona dilecti filii Ludovici electi Niciensis, tunc abbatis dicti monasterii, licet absentis, ecclesie Niciensi tunc pastore carenti duxerimus aucto-

1 Suit, à la date du 27 décembre 1426, 4[e] indiction, la ratification du chapitre composé comme les précédents, à l'exception d'Antoine Grallieri qui est qualifié prieur de Saint-Pierre d'Oliva.

2 Le mois et le quantième du mois sont en blanc dans le manuscrit.

3 Geoffroy de Mont-Choisi — *Inventaire sommaire des Archives du département des Alpes-Maritimes,* par H. Moris; série H, 17.

ritate apostolica providendum, preficiendo eum eidem ecclesie in episcopum et pastorem », il nomme à la dignité d'abbé de Saint-Pons, à la place de Ludovic Badat, élu à l'évêché de Nice[1], le révérend Robert de La Roquette[2], sacristain du prieuré de Saint-Jean, près de Genève, de l'ordre des Bénédictins : « ordinem ipsum expresse professum et in sacerdotio constitutum, cui de religionis zelo, literarum scientia, vite mundicia, honestate morum, spiritualium providencia, et temporalium circumspectione, et aliis multiplicum virtutum donis, fide digna testimonia perhibentur..... Datum Rome, apud Sanctos Apostolos, xi kal. aprilis, pontificatus nostri anno undecimo[3] ».

Manuscrit L.

CCXCII

1428, 22 avril, 6e indiction. — Profession solennelle du moine de Saint-Pons, Jacques Larde, — « clausis manibus infra manus reverendi in Christo patris et domini Ludovici, Dei gratia abbatis monasterii Sancti Poncii. Ipse enim frater Jacobus, flexis genibus, coram magno altari ecclesie dicti monasterii quandam

1 Cette nomination avait été faite par bulle du 10 mars 1428. — Gioffredo, vol. 4, p. 95.

2 Robert de La Roquette avait fait sa profession, le 13 novembre 1421, à Lyon, dans l'abbaye d'Ainay, entre les mains de l'abbé de ce monastère, Antoine du Terrail. L'acte se trouvait aux archives de Saint-Pons et portait le n° ccLx de l'inventaire. — Gioffredo se trompe donc dans le *Nicæa Civitas* (p. 218) et dans la *Storia delle Alpi Maritime* (vol. 4, 95) en indiquant cet abbé en 1400. Quant à l'abbé Ludovic De Ponte, d'une vieille famille d'Asti, qu'il donne comme successeur à Ludovic Badat, et qui devint ensuite abbé de Saint-Pierre de Savaillon et de Sainte-Marie de Pignerol, il en tire l'indication de l'ouvrage de Della Chiesa sur les abbayes du Piémont; mais l'abbé Ludovic qui s'y trouve cité est bien toujours Ludovic Badat. Après ce dernier Gioffredo donne pour abbé de Saint-Pons l'abbé Robert (sans nom de famille) : c'est précisément le *Robertus de Rupecula* qu'il avait fixé à la date de 1400.

3 On verra dans la charte n° ccxciv le procès-verbal de prise de possession de l'abbaye par le nouvel élu.

cedulam in manu tenens legit, tenoris et continencie subsequencium : — M.CCCC.XXVIII, die XXII mensis aprilis, sexte indictionis, ego frater Jacobus Larde, monachus monasterii Sancti Poncii extra muros Nicie, offerens trado me ipsum Deo et monasterio predicto, et vobis reverendo in Christi patri et domino, domino Ludovico, Dei gratia abbati dicti monasterii, vestrisque successoribus canonice intrantibus, obedientiam et reverentiam debitam secundum regulam canonicam Sancti Benedicti ; promitto et vobis et conventui ejusdem monasterii, presenti et futuro, me perpetuo servaturum continenciam, quantum humana fragilitas permiserit, atque stabilitatem in loco et morum emendationem, et renuncio propriis ». — En suite de cette déclaration le postulant reçut le baiser de paix par l'abbé et les moines Jacques Grallieri, camérier, Antoine Moreni, infirmier, Antoine Grallieri, sacristain, Jean Caponi, Antoine de Cayrasc, Barthélemy Pelatain et Jacques Terrini. — Georges Museti, notaire.

Manuscrit L.

CCXCIII

1428, 4 mai. — Compromis entre Bertrand Goyani, moine de Saint-Pons et prieur du prieuré paroissial de Sainte-Réparate, et frère Jean Marini, prieur des frères Dominicains, sur le procès qui se débattait entre eux en la cour de Rome au sujet des paroissiens de Sainte-Réparate qui se faisaient ensevelir dans l'église de Saint-Dominique, et pour lesquels le prieur bénédictin réclamait la quatrième partie. Les arbitres choisis furent Ludovic, évêque de Nice, et Jean de Colliargis, de l'ordre des frères Prêcheurs et prieur provincial de Provence. Le chapitre des frères Dominicains qui autorise le compromis est le suivant : frères Barthélemy Scale, professeur ès saintes-écritures, Hugues Auricule, Antoine Sanxy, Boniface Blanqui, Ludovic Gilete, Nicolas Garin. Ludovic Assery,

Barthélemy Pons. Fait au couvent de Saint-Dominique. Présents : Pierre Cepolle, docteur en droit, Pierre de Massilia, Pierre Gautier, apothicaire, Guillaume Cravi, citoyens de Nice, et noble Guillaume Giraudi, co-seigneur du Broc. — Ludovic de Massilia, notaire [1].

Manuscrit L.

CCXCIV

1428, 14 septembre. — Noble Symonet de Montfaucon, en qualité de procureur de Robert de La Roquette, présente au chapitre de l'abbaye, réuni « ante introytum janue superioris monasterii Sancti Poncii », la bulle de nomination du nouvel abbé et demande que lecture et publication en soit faite. Sont présents : Antoine de Cayrasc, moine de l'abbaye de Saint-Victor et vice-prieur claustral de Saint-Pons, Antoine Moreni, infirmier, Jacques Grallier, camérier, Lucien Gastaudi, prieur de Sainte-Dévote, Jean Caponi, tous prêtres, ainsi que Jacques Larde et Jacques Terrini, moines de ladite abbaye. La bulle est reçue et baisée « cum omnibus humilitate et reverencia quibus decet » : puis on en fait lecture. Les moines se déclarent disposés à lui obéir, après pourtant que ledit seigneur de Montfaucon aura juré, au nom du nouvel abbé, d'observer les statuts, libertés et coutumes de l'abbaye. Le procureur prête le serment voulu et les moines lui font prendre possession de l'église et de l'abbaye : il ouvre et ferme les portes, entre et sort par elles, va au grand autel, qu'il découvre et baise respectueusement, il lit quelques livres du monastère, fait sonner les cloches. Présents : Noble Antoine Cays, Ludovic Prioris, moine de l'abbaye du Bourg de Saint-Dalmas au diocèse d'Asti,

[1] D'après l'analyse de cet acte, une sentence arbitrale sur la même question avait déjà été prononcée le 9 juin 1419 par Antoine, évêque de Nice; ce fait reculerait jusqu'à cette date l'époque où siégeait cet évêque qui d'après la *Nicæa Civitas* ne parait qu'en 1422.

Jean Vallete, moine de l'abbaye de Lérins, Napoléon Prioris, Rostaing Anfocy, Corse David, tous de la ville de Nice. — Georges Museti, notaire.

Manuscrit L.

CCXCV

1429, 28 octobre. — L'abbé de Saint-Pons, concède en emphytéose à Anselme Mascaron une terre de 12 setérées sise « à la Colla del Bast », sous le service de 12 deniers. — Antoine Arnaud, notaire.

Manuscrit T.

CCXCVI

1430, 29 juillet. — Testament de dame Jeannette, veuve de Laurent Moreni de Nice, qui, en suffrage de son âme et de celle de frère Antoine Moreni, moine de Saint-Pons, lègue 50 florins d'or à l'abbaye, un reliquaire pour y déposer les ossements de saint Pons et de saint Siacre, et institue son héritier universel sa belle-fille Batrona, fille d'Antoine Martelli de Nice, veuve d'André Moreni, son propre fils ; en plus elle lègue à frère Mathieu Maledent, moine de Saint-Pons, 15 florins d'or pour célébration de messes. Sont présents : Bertrand Goyani, Antoine Lamberti, Honoré Fabri, moines de Saint-Pons, Jean Arnaud de Villefranche, chapelain, Pierre Savineri de la ville d'Argentière au diocèse du Viviers, chapelain, curé de Sainte-Réparate de Nice, noble Guigues Flotte et Ludovic Prioris et les notaires Hugues Durandi et Antoine Blaise de Nice. — Jean David, notaire.

Manuscrit L.

CCXCVII

1430, 20 octobre. — Demande judiciaire renouvelée à trois reprises par Bertrand Goyani, prieur de Sainte-Réparate, envers frère Jean Berta, vicaire du couvent de Saint-Dominique, au sujet du paiement de 15 florins qui lui étaient dus en conséquence de la sentence arbitrale de Ludovic Badat, évêque de Nice, ainsi que pour la quatrième partie du produit de quelques funérailles qui avaient eu lieu depuis. Présents : Pierre Spina, moine de Saint-Pons, frère Honoré Caravadossi, de l'ordre des Dominicains, Louis Braqui, Jean de Monte, fils de Guigonet et Georges Laugier de Nice. — Georges Museti, notaire.

Manuscrit L.

CCXCVIII

1431, 30 décembre. — Citation expédiée par Jean, cardinal de Saint-Laurent « in Lucina », à l'adresse de Ludovic, évêque de Nice et jadis abbé de Saint-Pons « de et super reparationibus fiendis per ipsum dominum episcopum in dicto monasterio Sancti Poncii, in quo fuit alias abbas, necnon super certis rebus et pecuniis eidem monasterio spectantibus et quas injuste recepit et detinet et occupat. » Est présent, parmi d'autres, Hugues, abbé de Saint-Michel, de l'ordre des Bénédictins. — Pierre Salomon, notaire et scribe dudit cardinal.

Manuscrit L.

CCXCIX

1432, 15 mars. — Citation expédiée par Ludovic de Frassengis, doyen de la collégiale de Saint-Pierre d'Avignon et conservateur des privilèges du Saint-Siège, à toutes les autorités ecclésiastiques des diocèses de Nice, Grasse et Fréjus, ordonnant, sur l'instance de Robert de La Roquette, abbé de Saint-Pons, et étudiant à Avignon, à Antoine Botoni, prieur d'Eze, sous-collecteur du diocèse de Nice, de comparaître devant lui à Avignon dans le délai de 20 jours et y répondre aux demandes dudit abbé.

Manuscrit L.

CCC

1432, 15 mars. — Semblable citation de comparution dans l'espace de 15 jours est adressée à Ludovic, évêque de Nice, sur demande de Robert, abbé de Saint-Pons, étudiant à Avignon.

Manuscrit L.

CCCI

1432, 27 novembre. — Procuration passée par l'abbé Robert de La Roquette à ses deux moines, François Cravi, prieur de Saint-Hermentaire et Bertrand Goyani, prieur de Sainte-Réparate, pour qu'ils aient à se présenter par-devant Ambroise, des comtes de Vintimille, prévôt de la cathédrale de Nice, juge et sous-conservateur des privilèges des abbayes de Saint-Victor et de Saint-Pons, à l'effet d'obtenir de lui révocation des lettres monitoriales qu'il a expédiées, sur l'instance de frère Luquin Gastaudi, jadis

moine et prieur claustral de Saint-Pons, contre magnifique et puissant seigneur Arnaud de Villeneuve, chevalier, seigneur de Trans et Pierre Radulphi « alias » Gandili, de Draguignan, au sujet des actes de spoliation commis par eux envers frère Jean Rodulphi, de son vivant, moine de Saint-Pons et prieur de Saint-Hermentaire. Fait au prieuré de Saint-Jean près de Genève. — Antermet Marval, clerc du duc de Savoie.

Manuscrit L.

CCCII

1435, 15 août. — Réunion du chapitre, sur l'ordre de l'abbé Robert, où sont présents Giraud Capelli, moine du monastère de Saint-Eusèbe et prieur claustral de Saint-Pons, Honoré Fabri, camérier et prieur de Falicon, Jacques Larde, sacristain, Barthélemy Pellatari, prieur de Sainte-Dévote, Jacques Terrini, prieur de Saint-Pierre d'Oliva au diocèse de Vence, Georges Laneri, François Autiony, Mathieu Maladent et Jean Locas « alias Ausa », tous moines de ladite abbaye. On déclare la commise au préjudice de dame Marguerite Canina et du notaire Antoine Bertrandi, de deux maisons situées, l'une « in carreria recta partis inferioris », l'autre « in carreria Malcoynati », toutes deux contiguës à celles d'Antoine Galli et Cosme Mercier. Puis, sur la requête de Jeannette, fille de feu Antoine Ballatoris, veuve d'Antoine Bertrandi ci-dessus, et petite-fille de dame Marguerite Canina, on concède en emphytéose ces deux maisons à ladite Jeannette, représentée par Marc Ballatoris son propre père ; ceci sous l'achept de 12 florins et moyennant le service de 8 sous de Gênes, et avec l'obligation de la prise de possession par noble Blondet, neveu et procureur de l'abbé. Fait en l'abbaye ; présents : noble Pierre de Grimaldis, Antoine Brandi, épicier, Jean Bellandi « alias Badri » tailleur, de Nice. — Georges Museti, notaire.

Suit l'acte de reconnaissance par la veuve Jeannette et sa prise de possession. « Actum Nicie, in villa superiori, in plasseta domus heredum dicti condam Anthonii Bertrandi. » Présents : Antoine et Honoré Caroli et Louis Gardoni de Nice.

Manuscrit L.

CCCIII

1437, 23 mars. — Frère Foulque Tripolis, moine profès de Saint-Pons, au moyen de son procureur Pierre Barralis, de Lucéram, lequel à genoux devant l'abbé Robert lui en présente humblement la requête, renonce à l'infirmerie de l'abbaye avec tous les honneurs et revenus qui lui sont attachés, y compris le prieuré de Notre-Dame de Moustiers de Lucéram : ceci pour pouvoir échanger ladite dignité avec celle de la sacristainie de l'abbaye tenue par le moine Jacques Larde. Fait à Saint-Pons. Présents : Giraud Capelli, moine de l'abbaye de Saint-Eusèbe d'Apt et prieur de Saint-Sauveur au diocèse de Nice. Honoré Fabri, prieur de Falicon et camérier de l'abbaye de Saint-Pons, noble Jean Blondet, neveu du seigneur abbé. Guillaume Cravi et Antonin Garassi de Nice. — Georges Museti, notaire.

Manuscrit L.

CCCIV

1439, 17 mars. — Frère Jacques Larde, prieur de l'Escarène, en la neuvième année du pape Eugène IV, au moyen de noble Jean Blondet, son procureur, fait appel à l'évêque de Nice de certaines lettres d'un soi-disant délégué apostolique et qui avaient été publiées par Nicolas Lascaris, prieur de Romolis, contre lui-même, son supérieur, sans lui en laisser copie et malgré qu'il en eût fait requête. Attendu que telles lettres avaient une

provenance suspecte, soit comme autorité judiciaire, soit comme commissaire, et qu'elles pouvaient conduire à de plus graves et injustes préjudices, il les retenaient nulles, et avait recours au souverain Pontife et au saint concile de Bâle. L'évêque répondit à Blondet de retourner « hac die, hora vesperarum ». Passé dans les cloîtres de la cathédrale. Présents : noble Antoine Cays, Antonin Laneri, notaire, Pierre Nervi, chapelain de la cathédrale, Honoré Fabri, moine de Saint-Pons.

A l'heure dite, l'évêque répondit qu'il acceptait l'instance d'appel « in quantum potest, valet et debet et non alias. » Passé à Nice en la galerie supérieure du palais épiscopal. Présents : Antoine de Mougins et Antoine Laneri, notaires, et Pierre Nervi, chapelain séculier. — Antoine Garneri, notaire.

Manuscrit L.

CCCV

1439, 22 juin. — L'abbé Robert, ainsi que nobles Jean Blondet, Nycod, bâtard de La Roquette, et Richard Cohen, ses parents et serviteurs, au moyen du notaire Bompars de Grasse font appel à la cour épiscopale de cette ville au sujet de l'excomunication lancée contre eux par le vicaire et official général de cet évêché, se disant sous-conservateur des privilèges de l'abbaye, à cause de ce que ledit abbé, au moyen des personnes ci-dessus nommées, a fait enlever du cimetière, où il s'y était réfugié, le moine Terrini, et l'a fait amener dans son monastère, commettant de ce fait un sacrilège, comme violation d'un lieu consacré et de la personne d'un religieux, et ce, comme coupable d'avoir fait croire audit vicaire qu'il n'était plus moine de l'abbaye Saint-Pons, mais qu'il avait été transféré à celle de Lérins par autorité apostolique, tandis que par le fait il n'était que fugitif. Aucun sacrilège, dit le défendeur, n'a été commis par l'abbé ou par les gens qui ont exécuté ses ordres. « sicuti equidem ipsi domino abbati suum

monachum Jacobum Terrini vagantem reducere vel reduci facere etiam per laycos, et, si opportebat, violenter, et de mandato sui superioris. Hoc egerunt et juste, ne monachus ipse errando periret, ob quod nulla vis, aut injuria, vel violentia ipsi monacho facta fuit. » Il poursuit en disant que si l'official de Grasse avait mieux examiné la question, ainsi que c'était son devoir, il aurait constaté que Jacques Terrini n'avait nullement été transféré à Lérins ; le rescrit apostolique qu'il prétendait avoir obtenu pour ce transfert étant atteint de nullité, car il avait tu la vérité et affirmé le faux dans ce but, tandis qu'il ne l'aurait certainement pas obtenu si, au lieu d'exposer des griefs immaginaires, il avait fait connaître sa condamnation à faire pénitence au monastère de Saint-Pons. « Hinc est quod, ipsa durante obligatione, non agens idem monachus ipsam penitentiam, sed vagans et fugiens, potuit et debuit, sicut fecit, capi et in arctam custodiam detineri, ut corrigeretur ; offensaque est publica disciplina, perturbando hujusmodi correctionem. Delicta enim non debent remanere impunita, que nec vos scire curastis, nec hec audire, quod tum agere vos opportuit et mature digerere causam ; opportuitque vos pensare quam grave sit excomunicationis sententiam sine maturitate debita fulminare. Sed quo animo sententia ipsa lata sit, ex ejus apparet lectione et tenore processus. Preterea, etsi monachus dicti monasterii idem Terrini non fuisset, qui tamen est, non incidissent ideo ipsi mandator et mandatarii in excomunicationis sententia, nec in edicti penam, vel statuti ecclesie. Tum etiam redditur ipsa sententia, salvis premissis, nulla, quia minime canonice lata : partibus silicet non monitis debite, nec terminus aut citatio ad illam audiendam precessit, ut opportuit, etc. » L'official de Grasse accueillit l'appel sous les réserves de droit. Présents : Barthélemy Macharoni, chanoine de Grasse et maîtres Elzéar Corine et Pierre Turleritor, notaires de ladite ville. — Jacques Johannis, notaire.

Manuscrit L.

CCCVI

1439, 6 juillet, 2e indiction. — L'abbé Robert, ayant eu recours au Concile de Bâle « sede Romane ecclesie vacante », contre l'evêque de Nice au sujet de certaines sommes et de certains objets qu'il réclamait de lui, comme n'ayant pas été remis au monastère, à l'époque où il avait cessé d'y avoir la dignité abbatiale, le Conseil répondit en la forme suivante : « Audiat dominus Raymundus Thaloni confirmatus Sistaricensis, et constito quod non potest consequi justiciam in partibus, citet et inhibeat etiam per edictum, si sit opus, ut petitur, et justiciam faciat. » Le délégué apostolique à la date indiquée cite les parties devant lui en leur donnant vingt cinq jours de temps à ce faire. — Jean Schade de Lochen, notaire apostolique.

Manuscrit L.

CCCVII

1439, 18 décembre, 3e indiction.— Louis Faraudi de l'Escarène avait vendu à Jean Verani et au prix de 8 livres, une prairie sise sur ce territoire « videlicet in riperia de vallono de rivo de Bravo, » laquelle était traversée par un béal et se trouvait contiguë avec la prairie d'Antoine Johannis « alias Crispini », la terre gaste du prieuré de Saint-Pierre et le béal du moulin, sous le service dû au prieuré de 4 sous; en plus un casal dans le village confrontant la maison de l'acheteur, la rue et la prairie du prieuré, celui-ci au prix de 12 livres. L'acte avait eu lieu devant la maison d'Astrugue Ysoarte, et à la présence d'Antoine Fulconis de l'Escarène et de Barthélemy Travaque, menuisier de Contes. Averti de cette vente, était intervenu frère Nicolas, des comtes de Vintimille,

moine de l'abbaye de Lérins, alors prieur ou commandeur du prieuré de Saint-Pierre de l'Escarène et avait ratifié la vente en donnant solennellement l'investiture à l'acheteur, qui en passa reconnaissance aux conditions d'usage. Fait à l'Escarène. Présents : Jean Baudi, Antoine Fulconis, de l'Escarène, et Jean Prioris, chapelain du Bourg de Saint-Dalmas. — Hugues de Castello, de Lucéram, notaire[1].

Manuscrit L.

CCCVIII

1440, 5 mai, 3me indiction. — [L'abbé Robert réunit le chapitre, et y interviennent : Giraud Capelli, moine du monastère de Saint-Eusèbe d'Apt, prieur de Saint-Sauveur et prieur claustral de Saint-Pons, Honoré Fabri, camérier et prieur de Falicon, Jacques Larde, infirmier, Nicolas Papachini, prieur de Sainte-Dévote au diocèse de Nice, François de la Croix[2], sacristain et François Aution, prieur de Saint-Pierre d'Olive au diocèse de Vence. Le moine sacristain, en dépendance de la promesse faite lors de la prise de possession de son office, présente l'inventaire des objets de la sacristie, tels qu'il en a reçu la consigne du frère Jacques Larde, son prédécesseur[3]]. — Et primo duo capita, unum S. Siacrii et aliud S. Ancelmi. Item, duo brachia, unum dicti S. Siacrii et aliud S. Poncii. Item, unum calicem deauratum. Item, unam crucem de vorio, cum tribus imaginibus. Item, unam capellam albam cum tribus floquetis et cum una capa. Item, unam clausulam[4] veluti rubei. Item, unam aliam viridam, quam dedit nobilis

1 Nous ignorons comment le prieuré de l'Escarène avait pu passer comme commanderie en mains d'un moine de Lérins; mais on a vu plus haut, n° CCCI, une protestation faite contre ce dernier par le prieur de l'Escarène, moine de Saint-Pons.

2 La forme latine du nom est *de Cruce*.

3 Nous croyons bien d'observer que dans l'inventaire donné par le ms. il se trouve de fort nombreux *item*, plus d'une centaine sans que rien ne les suive ; on peut supposer que le scribe n'ait pas su déchiffrer, ou plutôt, qu'il ait supprimé les objets qu'il jugeait de moindre importance.

4 Evidemment *casulam*, chasuble.

Johannes de Solario pro palio fratris Johannis Caponi, olim monachi dicti monasterii. Item, unam aliam chameloti nigri, quam dedit R. in Christo pater et dominus, dominus Ludovicus Badati, olim abbas dicti monasterii et nunc episcopus Niciensis. Item, mapas altaris, tam dicti monasterii quam ecclesiarum de Cimeriis et S. Bartholomei ac aliorum membrorum ejusdem monasterii, centum et novem. Item, unam capam rubeam aucellatam de virido de seda. Item duas capas de seda blava, et in suis caponis sunt depicta duo castra. Item, unum copertorium altaris de seta linida quod dedit domina Monna de Florencia. Item, duas mitras auripellis. Item, unum massapanum plenum reliquiarum, quorum nomina ipsarum reliquiarum inferius describuntur. Item, unum coffretum reliquiarum, in quo sunt reliquie S. Poncii, S. Siacrii et S. Bartholomei. Item, quatuor vinacherias. Item, unum librum vocatum « Legendarium » talem qualem. Item, unum sposicionarium evangeliorum talem qualem. Item, unum messale, quod dedit conventui D. Franciscus Cravi. Item, unum santorale. Item, unum salterium glosatum. Item aliud salterium vetustum. Item, unam bibliam existentem in choro in duobus voluminibus. Item, unum librum qui vocatur « Carolus ». Item, unum passionarium cum vitis patrum. Item, vitam S. Poncii, cum vita aliquorum sanctorum sive sanctarum simul. Item, constituciones et collectarium simul. Item, unum caternetum in quo est officium beate Marie notatum, et Patres, et Kirieleyson, et Gloria simul. Item, unum alium cadernum in quo est vita S. Fotini, talem qualem. Item, duo indumenta completa altaris, unum de seda listata blava, et aliud de seda crossea sive gruega. Item, duo candelabra magna de ferro. Item, vincos osterios ad faciendum ostias. Item, unam regulam S. Benedicti, et mortaligium [1] simul. Item, aliam regulam prioratus Scarene, cum vitis Patrum simul, quam habet D. Antonius Lamberti, olim prior dicti loci in Nicia. Item, aliud psalterium cum comuni Sanctorum et missale notatum simul, quod erat

1 Peut-être *martyrologium*.

Burlani monachi dicti monasterii quondam. Item, unam capsietam ad tenendum hostias. Item, unam capsiam infra depictam, in qua stant reliquie et indumenta. Item, unum mesterium[1] Domine Nostre de Veraculis. Item, unum psalterium Venelli. Item, unum collectarum et missale S. Poncii. Item, unam magnam crucem de argento deauratam, cum quindecim botonis argenti deaurati, in quadam capsia magna, que est in sacristia nova, et que stabat in aula prioratus S. Reparate. Item, aliam crucem de argento albam, cum clavello, cum quo jungitur in bordono de argento. Item, aliam crucem parvam deauratam, de aramo, cum alia parva cruce de perlis, tenentes se simul, cum pede de aramo. Item, unum terribilum de argento, cum cupa de aramo. Item, unam navetam de aramo deauratam. Item, unam crucem ligni vere crucis Domini nostri Jhesu Christi in sua... de argento cum stuchio fusteo. Item, aliam crucem de ligno crucis sancti Andree, cum stuchio picto de supra. Item, unum coffretum de vorio, totum fractum, cum una rota de crossa et cum uno pomo. Item, unam mapam in qua sunt certe reliquie, quas aportavit D. Jacobus Gralheri, monachus dicti monasterii, de Sancto Laurentio loci Ysie. Item, duas mapas reclamatas de seda. Item, unam coperturam tele listate de nigro, seu pinctam de olocausto nigro. Item, duo auricularia pro altari. Item, unam crossiam argenti deaurati. Item, canonos tres argenti deaurati pro dicta crossia, in quodam stuchio corey. Item, unum par sirotecarum corey. Item, unam mitram de serico albo, operatam de filo aureo. Item, aliam mitram albam planam. Item, unum anulum pontificale magnum, cum certis lapidibus et perlis munitum. Item, tres anulos grossos deauratos. Item, una custodia argenti deaurati, in quo tenetur corpus Christi in altare S. Siacri. Item, unam mapam magnam, operatam de nigro, pro altari de S. Martino. Item, unum pontificale. Item, unum librum cantarie copertum de rubro. Item, unum pistolarium pauci valoris. Item, aliud pistola-

1 Probablement un ancien *mysterium*.

rium modici valoris. Item, unum librum sermonum Domini nostri. Item, unum parvum librum constitutionum Massilie. Item, unum librum papiri, de cantu, in quo est notata missa S. Siacri. Item, certos alios libros antiquos, quorum nomina ignorantur. Item, candelabra parva tria cupri. Item, unam albam et unum amit novum, datos per uxorem Georgii Ray.

Secuntur nomina reliquiarum prout ecce : De lapide sepulcri D. N. Jesu Christi. Item del fege sive jecore S. Antonii. Item, de capite S. Cucufati. Item de beato Siacrio. Item, de S. Poncio. Item, reliquie B. Aygulphi, martiris, abbatis, sociorumque ejus. Item de inventione Crucis, sive del trobament de la Cros, etc.

L'abbé et le chapitre prennent acte de l'inventaire et en déchargent Jacques Larde, le précédent sacristain. Sont présents : nobles frères Othon et Richard Cohengui, neveux de l'abbé, Ludovic de Saturno, Nicolas Gervais, savoyard, Gaillard Gole, de Bourg-Saint-Dalmas, serviteurs de l'abbé. — Georges Museti, notaire.

Manuscrit L.

CCCIX

1440, 26 juin. — Le conseil de l'université de la ville de Nice ayant été convoqué en présence du gouverneur de Nice et du juge-mage de la ville, l'abbé Robert de La Roquette est intervenu et a présenté au secrétaire dudit gouverneur un « factum » en en demandant lecture. Il y est dit que les représentants de la ville ayant exposé que l'abbaye occupe à tort certaines terres lui appartenant, l'abbé a soutenu, soit par cet acte, soit de vive voix, que lesdites terres appartiennent à juste titre au monastère, ainsi qu'il est prêt à le prouver; que d'autre part, il a toujours fait son possible et continuera à le faire pour maintenir les meilleurs rapports avec la ville. L'abbé requiert qu'on rédige un acte public de sa protestation, ce qui est fait par le notaire Pierre de Leone, secrétaire du gouverneur.

Manuscrit T.

CCCX

1441, 22 mai. — In nomine Domini, anno a nativitate ejusdem millesimo quadringintesimo quadragesimo primo, indictione quarta, sumpta cum anno ipso, et die vigesima secunda mensis maii, per hoc publicum instrumentum cunctis fiat notum et indubitatum, quod constitutus personaliter religiosus vir dominus Jacobus Larde, coram reverendo in Christo patre, domino Roberto de Rupecula abbate monasterii Sancti Pontii extra muros Nicie, et magnifico militi domino Nicodo de Menthone, gubernatore Nicie et patrie Provincie adjacentis, pro illustrissimo domino nostro Sabaudie duce, arbitris et arbitratoribus electis per nobilem et religiosum virum dominum Nicolinum, ex comitibus Vintimilii, ex una parte, et religiosum virum dominum Jacobum Larde prenominatum, ex altera, super quadam differentia et contentione suscitata et aliquamdiu agitata inter partes ipsas ad causam prioratus Scarene, Niciensis diocesis, instrumento compromissi per me notarium subscriptum inde recepto, dixit ore proprio quod comparebat juxta ordinationem factam per dictos dominos arbitros et arbitratores, vel quia ipsi statuerant ipsis partibus, ut quilibet earum daret sex ducatos auri et expediret, pro habendo concilio super controversia illiusmodi ac pro labore consultorum. Dixit ipse dominus Jacobus nullas pecunias habere nec dare posse, paratum se offerens tenere velle compromissum ut supra factum, et omnia contenta in eo, ratam quoque et gratam se habiturum pronunciationem, declarationem et sententiam quam dicti domini arbitri et arbitratores duxerint proferendam, dum tamen pecuniam non daret. Et ita dixit et protestatus est contra dominum Nicolinum, presentem et audientem, ut de pena in compromisso contenta. Et dominus Nicolinus protestatus est et respondit, prout in alio instrumento, quod a me notario petiit, continetur. Quo audito, magnificus dominus gubernator prefatus

cumarbiter et cumarbitrator, ut supra, electus, dixit intellexisse a reverendo domino abbate suprascripto, qui locutus est ei ad partem aliqua verba et quibus percepit, dictum dominum Jacobum Larde habere in ipsum dominum gubernatorem suspicionem ; propterea, certisque aliis motibus et causis quas dixit cummovere, dixit se nullo modo amplius intromittere velle de compromisso aut causa memoratis, se ex illis penitus ejiciens et expellens. De quibus premissis dictus dominus Jacobus Larde petiit a me notario subscripto sibi dari et fieri publicum instrumentum. Actum in castro ducali Nicie, presentibus nobilibus Richardo Corni et Nicodo Basardo de Rupecula, servitoribus prenominati domini abbatis Sancti Pontii et Amedeo Trompeta, servitore in dicto castro, testibus ad premissa vocatis et rogatis. Et ego Petrus de Leone, civis Nicie, publicus auctoritate imperiali notarius illustrissimi domini mei Sabaudie ducis, ac magnifici domini gubernatoris ante scripti secretarius, premissis dum sic agerentur, dicerentur et fierent presens fui, etc.

Manuscrit T.

CCCXI

1441, 28 juillet. — Testament d'Alasia Milomessa, femme de Pierre Massoni de Nice, qui demande à être ensevelie dans le cimetière de Sainte-Réparate. — Antoine Laneri, notaire.

Manuscrit L.

CCCXII

1441, 23 décembre. — Lettres du cardinal de Sainte-Cécile, conservateur des privilèges de l'abbaye de Saint-Victor et des monastères en dépendant, par lesquelles il renouvelle ces privilèges, spécialement en ce qui concerne l'abbaye de Saint-Pons,

hors les murs de Nice, dépendant de Saint-Victor en vertu de la bulle du pape Urbain V, datée d'Avignon, de la troisième année de son pontificat. Ces lettres furent délivrées par le cardinal à la requête de l'abbé de Saint-Pons, Robert de la Roquette, à Bâle, où il assistait au concile. -- Jean de Templo, notaire.

Manuscrits L. et T.

CCCXIII

1442, 20 janvier. — Créance de Jacques Audemaris de Draguignan, en faveur de dom François Cravi, prieur de Saint-Hermentaire, pour la somme de 18 gros, relatifs à certains arrérages de dîmes et autres droits. — Jean Albanelli, notaire.

Manuscrit T.

CCCXIV

1442, 7 février. — Sentence prononcée par Bernard de Boscho, commissaire et juge député par le concile de Bâle, sur l'usurpation violente du prieuré de l'Escarène faite par Nicolas, des comtes de Vintimille, moine de Lérins, au préjudice de Jacques Larde, prieur de l'Escarène. L'usurpateur est condamné à restituer le prieuré envahi, avec les frais et dépens du procès et avec les menaces d'excommunications en cas de retard : « tres lapides versus domos habitationum suarum projiciendo, in signum maledictionis eterne, quam Deus dedit Dathan et Abiron. — Datum Basilee, in ambitu conventus Fratrum Minorum, pontificatus SS. D. Felicis pape V anno secundo. »

Manuscrit T.

CCCXV

1442, 24 juillet. — Antoine Bertrandi vice-juge de la cour ducale du comté de Vintimille et Val de Lantosque, ordonne à Etienne Rostagni, notaire de Sospel, sur la demande de Jacques Larde, prieur de l'Escarène, signée par Jérôme Alberti, vice-scribe de ladite cour, de donner un extrait des services dus au prieuré par les tenanciers de Couaraze, tels qu'ils se trouvent inscrits et spécifiés dans les actes du notaire Ludovic Vallete à la date du 1er mai 1371.[1]

Manuscrit T.

CCCXVI

1442, 24 novembre. — Sentence de Guillaume de Littera, docteur en décrets, prévôt de l'église d'Aix et vicaire apostolique du pape Félix V en Provence, prononcée dans la maison des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, où habitait ledit légat, et dans la chambre lui servant de tribunal, au sujet des contestations surgies entre dom Bertrand Goyani, prieur de Sainte-Réparate et Pierre Nervi, fermier des dîmes de Gattières. Le dispositif de la sentence est le suivant : « Declaramus, dictum Bertrandum Goiani priorem Sancte Reparate predictum jus decimandi habere ex causa predicte sue ecclesie ruralis Sancte Marie, territorii de Gatteriis, tantum in iis prediis sibi seu ecclesie sue servientibus seu censum facientibus, mixta contenta in instrumentis supra productis et aliis instrumentis quibuscumque ad premissa facientibus, in quibus constiterit ipsum, ipsas décimas recipere debere, prout hactenus recepit et solitus est, et non in aliis possessionibus seu prediis dicti territorii, cum spectet de jure communi ad

1 Voyez cette note de tenanciers ci-dessus n° ccxxx et cccxxxi.

parrochialem ecclesiam de Gateriis... Presentibus egregiis viris dominis Jacobo de Albertis, legum doctore, Francisco Tobie jurisperito, ac discretis viris Georgio Museti et Victore Barqueri, notariis, civibus Nicie, testibus. Et ego Vincentius Pellegrini, Vingtimilliensis diocesis notarius et prefate vicarii apostolici vicescriba, etc. »

Manuscrit T.

CCCXVII

1443, 2 février. — Bertrand Goyani, prieur de Sainte-Réparate, proteste contre le prévôt et chapitre de la cathédrale; il ignore où se fait le payement du cens annuel de 4 livres et demi que ledit prieur doit aux chanoines; il n'a pas copie de la sentence prononcée par la cour de Rome au sujet de ce cens; il demande donc que le prévôt et les chanoines viennent eux-mêmes retirer ce service dans l'église de Sainte-Réparate. — Mattei, notaire.

Manuscrit T.

CCCXVIII

1443, 6 août. — Jacques Larde, prieur de l'Escarène et infirmier du monastère, charge qu'il occupe en commande par autorité apostolique, nomme ses procureurs à la cour de Rome, Guigues de La Roquette, protonotaire apostolique, Humbert de Chissy, docteur en décrétales, et Antoine de Challes, clerc, pour présenter au pape sa demande d'être exonéré de la dignité d'infirmier et de tous les honneurs et profits qui en dépendent, et qu'on accorde cette dignité au frère François de La Croix, moine et sacristain de Saint-Pons. Il déclare que cette cession qu'il demande n'est déterminée par aucun esprit de profit ou de simonie. Sont présents : Giraud Capelli, moine du monastère de Saint-Eusèbe d'Apt et prieur de Saint-Sauveur, diocèse de Nice,

et nobles Jean Blondeti et Nicod de La Roquette, bâtard, serviteurs et parents de l'abbé de Saint-Pons. — Georges Museti, notaire.

Manuscrit T.

CCCXIX

1444, 12 mai. — L'abbé de Saint-Pons fait appel devant le juge-mage de Nice contre la sentence du juge ordinaire de Nice dans la cause débatue entre noble Jacques de Solario et Féraud Maurino.

Manuscrit T.

CCCXX

1447, 29 octobre. — Transaction au sujet des différends existant entre le monastère de Saint-Pons représenté par Robert, son abbé, et la ville de Nice, d'après le conseil de Nycod de Menthon, seigneur de Versois et Nerinais, lieutenant du duc de Savoie et gouverneur général de la ville de Nice. L'abbé prétendait posséder dans le territoire de Nice « pleno jure dominii, collem de Basto, collem de Freyco, collem de Aura Fabrono, vallonum de Magnanis, de Gayraudi, vallonum Sancti Pontii et de Lauseta »; en sorte qu'il n'était pas permis à l'université des habitants de Nice d'établir de bandites et de pacages dans cette région, encore moins de couper du bois. L'abbé avait de toute antiquité « jus accusandi et banna exigendi et pignorandi quecumque avesia grossa et minata per graverias sive isclas intus ipsum monasterium et per monasterium S. Pontii transeuntia, eundo et redeundo ad Alpes pro stivando vel ad maritimam pro yemando ».

Ces prétentions étaient contestées par la ville de Nice.

Les deux parties firent compromis entre les mains des vénérables et honorables docteur en décrets, prieur de Notre-Dame de Peille, vicaire et official de Nice, Jacques de Albertis, docteur en droit, nobles hommes Jacques de Solario, Jacques

Andréi, Guillaume Paoli, Jean Ocquini, Guillaume Cravi et Georges Museti, notaire soussigné, lesquels ont été élus par l'abbé et les moines de Saint-Pons; et d'autre part entre les mains des honorables Guigon Rocamaura, licencié en droit, Hugon Grallieri, André Garnery, jurisconsultes, nobles hommes Guigon Flote, Antoine Cays, François Cays, Ciprien de Rouquilholis et Barthélémi Prioris, élus par l'université de Nice.

Les arbitres décidèrent que les droits et actions appartenant à l'abbé et au monastère, ou pouvant à l'avenir lui appartenir dans les possessions comprises dans le territoire de la ville et des autres lieux sus-mentionnés, reviendraient en entier à la ville, qui pourrait y former des bandites, droits de boscage et de lignéage, dépaissances, avec faculté d'accenser, vendre ou louer, sous la réserve au profit du monastère des droits dominants et directs, des lods et trézains, et des commises sur les biens dépendant de son domaine supérieur; en outre, dans les lieux qui pourraient tomber à l'avenir entre les mains du monastère, la ville ne pourra faire de bandites ou faire paître des troupeaux sans la volonté de l'abbé.

Si dans l'intérieur des territoires en bandites il se trouve des terres emphytéotiques laissées désertes et incultes, la ville pourra les incorporer dans les bandites pendant tout le temps qu'elles resteront incultes, et vendre, louer, accenser les pâturages. D'autre part, l'abbé pourra donner ces mêmes terres en emphytéose ou les faire cultiver : dans ce cas, elles ne pourront pas être comprises dans les bandites.

Les habitants de Nice pourront librement exercer le droit de boscage et de lignéage dans toutes les forêts du monastère; mais celui-ci pourra interdire cet usage s'il s'agit d'un bois lui appartenant en propre et d'une étendue continue de dix sétérées.

A l'occasion desdites bandites l'abbé devra être traité comme les citoyens de Nice; si elles venaient à être vendues, ou mises à l'enchères, il devrait, s'il voulait en acheter ou louer quelqu'une, en solder réellement le prix entre les mains du clavaire.

Les limites de la bandite qui restera en propre au monastère sont ainsi fixées : Partant dans la région dite « Ad Arborem » du chemin près de la vigne d'Antoine Sforciolis, par lequel on va à l'église de Sainte-Marie de Cimiez, de cette église par le chemin qui va « ad Crotas » ou vers Nice jusqu'au canton de la Croix, là où est commencée la grotte ou chapelle; tendant de là, par le chemin qui va directement à Falicon, et vers le vallon de Roqui, et par le fond de ce vallon jusqu'au chemin public supérieur qui va vers Tourette de Chabaud et à Nice, suivant vers Nice, sous le monastère et par le chemin qui traverse les condamines dudit monastère et ses possessions du territoire de l'Arbre, où l'on rejoint le chemin de la vigne d'Antoine Sforciolis.

Si le monastère faisait opérer quelque saisie par suite de dommages causés dans ses bandites, l'abbé pourrait retenir les objets saisis pendant vingt-quatre heures, au bout desquels, si le préjudice n'était pas réparé, les objets devraient être consignés entre les mains du juge ordinaire de la Cour ducale de Nice qui jugerait la régularité de la saisie; l'abbé pourrait ensuite faire procéder à la vente à l'encan.

Les habitants de Nice pourront, avec leurs troupeaux de toute espèce, passer librement « per isclas et graverias Palioni », sans être soumis à aucun droit, excepté dans la bandite plus haut réservée.

Les mêmes habitants et ceux des lieux nommés Bolcan et Primeyrans, près du béal de l'ancien moulin qui y existe, pourront prendre librement de l'eau de ce béal « pro oleribus, seu ortalhiis adaquandis, ac malholis radicandis seu imbarbandis dumtaxat rigandis ».

Le cours dudit béal ne devra pas être détourné dans son passage sur lesdits territoires; les propriétaires de terres non soumises au domaine supérieur du monastère, qui se serviront de l'eau, devront contribuer au prorata de l'étendue de leurs possessions aux frais d'écoulement des eaux et du nettoyage des aqueducs.

Pour recupérer le monastère de l'abandon des droits qu'il fait à la ville de Nice, celle-ci devra payer au monastère la somme de deux cents florins, de la valeur de trente-deux sous « parvorum ». Cette transaction devra être confirmée par le grand conseil réuni de la ville de Nice.— « Acta fuerunt hec infra majus refectorium conventus Sancti Dominici, ordinis Predicatorum dicte civitatis, presentibus reverendo in sacra pagina magistro Bartholomeo Scale, fratre Honorato Caravadossi et fratre Bartholomeo Andree, dicti conventus priore, testibus etc. » — Antonii Garneri, notaire.

Manuscrit L.

CCCXXI

1447, 21 décembre.[1] — Confirmation de la transaction ci-dessus et modifications introduites pour plus ample satisfaction des parties, spécialement pour ce qui a trait à la bandite, vulgairement nommée la bandite du Vallon de Saint-Pons « Actum Nicie in aula domus abbatialis monasterii. » Présents : Jérôme Alberti, de Sospel, Raphael Sismondini de Naulis et Pierre Martin de Villefranche. — Antoine Garneri, citoyen de Nice, notaire.

Manuscrit L.

CCCXXII

1450, 27 avril. — Lettres de citation obtenues par le procureur du monastère du révérend Antoine Prochet, chantre et chanoine de l'église de Genève et délégué apostolique, contre Lynoda, femme de Laurent Auda, notaire.

Manuscrit T.

1 Cet acte se trouve dans le même parchemin que le précédent.

CCCXXIII

1450, 31 juillet. — Procès entre Lynoda, femme de Laurent Auda et Jean Blondet, clerc, contre l'abbé Robert, par-devant le délégué apostolique Jean de Maglans, chanoine de Lausanne, au sujet d'une vigne. La sentence étant contraire à l'abbé, celui-ci fait appel par-devant le prévôt de Grasse, Jean Filioli, délégué pour cette cause par le cardinal de Sainte-Sabine, légat du Saint-Siège, lequel annulle la sentence, absout l'abbé de l'excommunication et condamne ladite Lynoda aux frais du procès. Cette sentence est publiée le 16 août pendant la messe du curé de la cathédrale.

Manuscrit T.

CCCXXIV

1451, 26 février. — Bulle du pape Nicolas V adressée à l'évêque et au prévôt de Glandevès au sujet des doléances faites par l'abbé Robert et les moines du monastère de Saint-Pons contre Guillaume Durandi d'Annot, moine dudit monastère et demeurant au diocèse de Glandevès, au sujet de certaines sommes d'argent et autres biens et droits appartenant audit monastère.

Manuscrit T.

CCCXXV

1451, 10 juin. — François Cravi, prieur bénédictin du prieuré de Saint-Hermentaire de Draguignan, se sentant assez malade et étant d'un âge très avancé, ne voulant pas que par sa faute ledit prieuré ait à souffrir préjudice « in divinis » renonce à sa dignité de prieur en faveur de dom Georges Laneri, moine de Saint-Pons, qu'il juge capable de régir le prieuré. Dans ce but

il a nommé un procureur auprès du pape Nicolas V; mais il demande qu'on lui assigne une pension de 60 ducats, de la valeur de 22 gros chacun, payable aux fêtes de la Saint-Jean et de Noël. — Antoine Garneri, notaire.

Manuscrit T.

CCCXXVI

1453, 26 mars. — L'abbé de Saint-Victor de Marseille présente à l'abbé de Saint-Gilles, au diocèse de Nîmes, conservateur des droits et privilèges de l'abbaye de Saint-Victor, des lettres apostoliques au sujet de l'exemption de la juridiction des ordinaires. — Jean de Monte, notaire.

Manuscrit T.

CCCXXVII

1453, 30 mai. — Accord de l'abbé et le chapitre du monastère de Saint-Pons avec noble Jacques-André de Nice, pour l'exécution d'un reliquaire d'argent en forme d'une tête pour le chef de Saint-Siagre. La somme à ce destinée montant à 340 florins avait été divertie pour d'autres besoins de l'abbaye. L'abbé et le chapitre s'obligent à déposer en mains sûres cinquante florins tous les ans pour assurer l'exécution du reliquaire. — Milano Constantini, notaire.

Manuscrit L.

CCCXXVIII

1455, 1er août. — Léon de Castello, de Contes, charpentier, passe reconnaissance à dom Jacques Larde, prieur de Saint-Pierre de l'Escarène, pour certaine terres et prairie situés à Contes, dans la région dite « Cipieras » confrontant la terre de Berre, celle d'Antoine Camous, de Tourette, la Reynam et la terre inculte

de Contes, sous le service de 5 sous petits. « Actum in loco de Scarena, infra claustrum, juxta portale dicti claustri. Testes dominus dominus Scutiferi[1], dominus Antonius Repaire, dicti loci de Contes capellanus, et magister Robertus Galli, loci de Luceramo. » — Honoré Barralis, notaire.

Manuscrit T.

CCCXXIX

1456, 8 novembre. — François Lamberti fait acquisition, d'un jardin potager situé près de l'église de Sainte-Réparate et soumis au monastère de Saint-Pons, pour le prix de 2 sous de Gênes. — Vincent Pellegrin, notaire.

Manuscrit T.

CCCXXX

1457, 8 février. — In nomine Domini nostri Jesu Christi, amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo septimo, indictione quinta, cum eodem anno sumpta, die vero octava mensis februarii, ex tenore hujus veri et publici instrumenti, universis et singulis presentibus et futuris pateat et sit notum, quod, veniens et personaliter constitutus coram egregio et eximio legum doctore, domino Jacobo de Albertis, judice comitatus Vintimilii et vallis Lantusce, venerabilis vir dominus Jacobus Larde, prior ecclesie Sancti-Petri, loci de Scarena, nomine dicte sue ecclesie, eidem domino Jabobo exhibuit et produxit quandam papiri cedulam, scriptam appellationem in se continentem : dicens, petens, protestans, provocans et appellans, prout in eadem cedula continetur, que per me notarium subscriptum lecta et publicata fuit ibidem incontinenti tenoris subsequentis : — Coram vobis spectabili legum doctore Jacobo de Albertis, judice Ces-

1 C'est la forme latine du nom de la famille *Escuderi*, très connue à Nice.

pitelli et asserto commissario ducali, se presentavit venerabilis vir dominus Jacobus Larde, prior ecclesie Sancti-Petri, loci de Scarena, nomine sue ecclesie, seu ejus legitimus procurator, occasione nonnulle ordinationis et sententie late per vos, a decem diebus infra, super divisione territorii dicti loci de Scarena, cui non consentit, sed dixit, excipit, protestatur et fieri requisit, ut infra, citra tamen indebitum consensum et jurisdictionis prorogationem, de quo protestatur. Et primo dixit, quod cum in dicta vestra asserta commissione mandatur ut alterius ratio servetur, prout juris est, in dicta vestra sententia respectum habere debebatis ad rationem et jus dicte ecclesie, quam publice et notorie constat jus habere in dicto territorio, jura hominum loci de Pilia videnda, si que habent, clarissime appareat dictam ecclesiam potiori jure fungi, cum fuerit ipse locus Scarene et territorium, dicte ecclesie Sancti Petri et ad ipsam ecclesiam spectaverint, quo, non obstante ipso domino priore, non vocato nec in juribus dicte ecclesie sue audito, declarastis et ordinastis, licet nulliter, cum debita reverentia loquendo, territorium dicti loci de Scarena dividi in duobus partibus, terminos imponi decernendo et unam partium adjudicando illis de Pilia; ordinando, quod si homines de Scarena seminaverint seu alias laboraverint campos terre gaste territorii attributi loco de Pilia, quod, elapso biennio, dicti campi remaneant pleno jure illis de Pilia, que cedunt contra lesionem maximam et contra jus dicte ecclesie et contra ejus jura, cum ex dicte partis territorii adjudicatione illis de Pilia, jura dicte ecclesie depereant in decimis possessionum et camporum et vinearum in dicta parte existentium, que est de quindecima parte fructuum in eisdem existentium pereunt et depereunt in trezenum dicte ecclesie debito in casum alienationis dictarum possessionum, camporum et ceterorum. Et maxima lesio ipsa in dictis decimis et trezeno est enormis, et maxime, si transacto dicto biennio, homines de Scarena non possunt cultivare dictos campos terre gaste predicte, ut ex hoc ipsa ecclesia non sit habitura decimas solitas. Item si remanere debeant pleno

jure illis de Pilia, gravatur ipsa ecclesia in trezeno quod assueta erat recipere et alienationibus predictis, que non sunt sequture, cum veniant in manibus potentium, lites inferre valentium, cum quibus dicta ecclesia tenuos habens redditus, stare minime posset quos pariter dicta ecclesia non habet ita astrictos et obligatos, sicut homines dicti loci Scarene. Propterea dicta ecclesia, seu prior ejusdem gravaretur in jure pascendi et arandi quod habet in dicto territorio toto, et in aliis pluribus, et quam plurimis erga premissa, non habendo considerationem quo fit ut idem dominus prior, sentiens se, nomine dicte ecclesie sue fortiter agravatum, et dubitans in futurum fortius aggravari, ex hiis de causis, tam conjunctim quam divisim, et aliis ipsorum congruis demonstrationibus, dicit et protestatur dictam vestram sententiam et ordinationem esse nullam et nullius momenti, si que tamen jus, quod non credit, cum debita reverentia loquendo, dixit illam iniquam et injustam et cedere contra jus dicte ecclesie, ob quem eidem minime consentit et protestatur se nolle illi dicto nomine stare, ymo, in quantum de jure opus foret et non aliter, nec alio modo ab eadem. Et inde se, dicto nomine, recurrit ad dominos conservatores monasterii Sancti Pontii extra muros civitatis Nicie, seu ad sanctissimum dominum nostrum Papam, seu ad illustrissimum dominum nostrum dominum Sabaudie ducem, vel ejus magnificum secum residens consilium, seu ad illum vel illos ad quem seu quos de jure esset recursendum, provocandum et appelandum, petens sepe, sepius et sepissime et cum instantia qua potest, ut apostolos et litteras dimissorias sibi dicto nomine concedi, protestans per eum non stare quin illos et illas et illa recipiat, si sibi tradantur et presentem appellationem prosequatur in quantum ad id de jure astringatur, habitis postulasis, vel non. De quibus, una cum responsione nostra, vel sine, petiit sibi fieri publicum instrumentum, si et quando illud habere voluerit — Franciscus Gaufridi. — Et prefatus dominus judex dictam appellationem admisit, si et quatenus de jure sit et veniat admittenda et non alias, aliter, vel alio modo et ad se presen-

tandum coram domino, ad quem unius mensis spatium pro termino statuit et assignavit hanc responsionem pro apostolis et litteris demissoriis concedendum. De quibus dictus dominus Jacobus Larde publicum sibi fieri petiit instrumentum per me notarium subscriptum. — Actum Nicie, videlicet ad porticum domus habitationis dicti domini Jacobi de Albertis[1], presentibus ibidem magistro Henrico de Albertis, notario, Salvatore Lombardi et Honorato Gaufredi, civibus dicte civitatis Nicie, testibus ad premissa vocatis et requisitis, et me Johanne Gili, cive Nicie, notario publico, ubique imperiali et ducali Sabaudie auctoritate instituto qui requisitus, etc.

Manuscrit T.

CCCXXXI

1460, 22 février. — Division du fief et des biens féodaux de Falicon entre le prieur, dom François de Cruce, et Antoine Marquesan.

Manuscrit L.

CCCXXXII

1461, 5 février. — Quittances mutuelles passées entre Jean Larde, de Nice, et Pierre Blanqui de l'Escarène, receveurs des rentes du prieuré de l'Escarène, en vertu d'un acte reçu par Jean Scalerii, notaire de Villefranche. Les différends avaient surtout origine « ratione victus capellani quem tenuerunt in ipso prioratu ipse partes ». Fait à Lucéram. Parmi les témoins : Guillaume Barralis, chapelain et précepteur de Bravo. — Robert Galli, notaire.

Manuscrit L.

1 C'est sans doute ce Jacques de Albertis, qui en 1481 a épousé Barthélemie, fille de Hugon Grimaldi ; son père Antoine avait épousé le même jour l'autre sœur, Antonia Grimaldi. (Contrats de mariage : Arch. di Stato. Turin prot. not. duc. 82 f. 225).

CCCXXXIII

1461, 26 mars. — François de La Croix, prieur de Notre-Dame de Falicon, en sa qualité de procureur de l'abbé, présente au révérend Albert de Maironis, chapelain et curé de l'église de Sainte-Réparate, les lettres apostoliques d'exemption du monastère de Saint-Pons et de ses dépendances, émanées de l'abbé de Saint-Gilles, conservateur des privilèges de l'abbaye de Saint-Victor, où est insérée la bulle du pape Urbain V; il présente aussi certaines lettres exécutoriales émanées d'Americ, évêque de Mondovi, vice-conservateur des privilèges de la même abbaye, et en demande la publication dans ladite paroisse et l'intimation à l'évêque de Nice, en protestant contre tout délai. — Le curé de Sainte-Réparate répond que les statuts synodaux ne lui permettent pas de publier des lettres émanant de prélats étrangers. — Jérôme Alberti, notaire.

Manuscrit T.

CCCXXXIV

1461, 5 mai. — Humbert Morandi,[1] moine de Saint-Pons, sacristain et procureur de l'abbaye, reçu par acte de procuration, par-devant Vincent Pellegrini, notaire, se présente à l'évêque de Nice, Aymon Provana, en compagnie dudit notaire, et lui intime les privilèges de l'abbaye de Saint-Victor et de ses dépendances, parmi lesquelles se trouve le monastère de Saint-Pons, au sujet de l'exemption dont elle jouit de la juridiction des ordinaires et de leurs juges. L'évêque répond que la juridiction sur le monastère de Saint-Pons lui appartient, et il lance l'excommunication contre

1 C'es par erreur que les éditeurs du *Gallia Christiana* (édit. 1725, t. 3, col. 1297) ont attribué à ce moine de Saint-Pons, la qualité d'évêque de Nice.

les moines. Ledit sacristain, fait appel de ce décret au Saint-Siège, aux conservateurs des privilèges, et à toute autorité que de droit. — Vincent Pellegrini, notaire.

Manuscrit T.

CCCXXXV

1461, 3 août. — Antoine Fulconis, prieur de l'église de Notre-Dame près de Lucéram, en son propre nom et en celui des prieurs de Falicon, de Gordolon et de Sainte-Dévote de Monaco, présente à Jacques Belmon, prieur de Saint-Pierre d'Oliva, les lettres apostoliques accordées par le prévôt d'Avignon, juge subrogé de l'abbé de Saint-Gilles, et contenant les citations à faire à l'évêque de Nice. Ledit prieur, ayant reçu ces lettres avec tout le respect qu'il leur est dû, vient avec le moine Fulconis à Drap, où se trouvait l'évêque, pour faire la citation. Les deux moines demandent si l'évêque s'y trouve; on leur répond affirmativement, mais il veut se mettre à table pour souper et on leur ferme la porte. Après souper on les fait appeler, mais ils doivent entrer seuls, car ils avaient en leur compagnie certaines personnes qui devaient servir de témoins à l'acte de citation. Enfin ils sont empêchés d'arriver jusqu'à l'évêque par les gens de celui-ci : « necnon nobilem Gabrielem de Provanis, assertum servitorem et familiarem dicti domini episopi, personaliter ibidem presentem et facientem, prout aspic surda, que aures suas claudit, ne audiat vocem inquantatoribus, at idem faciebat ipse Gabriel, qui aures suas cum digitis suis claudebat et dicebat : qui dirà que ieuo aya ausit, el mentira per sa gorgia, etc. [1] » A la suite d'un refus aussi formel, la citation fut publiée à la cathédrale et les autres paroisses, ainsi que cela résulte par l'acte reçu par le notaire Pierre Frumenti.

Manuscrit T.

1 Ce passage est malheureusement le seul qui soit rapporté d'après le texte original par l'analyse de notre ms.

CCCXXXVI

1461, 5 août. — Procuration faite par le chapitre de Saint-Pons pour le procès pendant à Avignon entre l'abbaye et l'évêque de Nice, pour raison de l'excommunication et de l'incarcération de trois moines.

Manuscjit T.

CCCXXXVII

1461, 16 septembre. — Les moines de l'abbaye, réunis en chapitre, ayant pris connaissance de la demande que leur avait adressé Paul Dalmas, de Bausson, de lui concéder en emphytéose perpétuelle une partie du territoire du lieu inhabité de Saint-Blaise, au service annuel qu'on fixerait après visite sur les lieux, et ayant entendu le rapport fait à ce sujet par les collecteurs des taxes, « tasquerii », accordent au demandeur ledit territoire, sous le service du neuvième de tous les fruits et autres droits. — Jean Vaquieri, notaire.

Manuscrit T.

CCCXXXVIII

1462, 13 novembre. — Acte d'appel de l'abbé à l'official de l'évêque au sujet du don gratuit que venait de faire le clergé de Nice à l'évêque; il est renvoyé au Saint-Siège, comme il résulte de l'acte du notaire Milan Constantin,[1] secrétaire de la cour épiscopale.

Manuscrit T.

1 Tige des *Constantins* de Nice. Il est qualifié en 1437 de *Milanus de Constantini notarius de Vulpiano Diocesis Eporedensii* et a la charge de clavaire du Puget. En 1462 il est aussi qualifié de *notarius de Vulpiano* et a la charge de scribe des appellations et nullités des causes dans les pays de Provence du duc de Savoie. *Arch. Stato de Turin Protocol de Clauso* 90 f. 274.

CCCXXXIX

1462, 30 novembre. — Procuration faite par le chapitre de Saint-Pons pour continuer le procès qu'il soutient devant la cour de Rome contre l'évêque de Nice, « Ad pertractandam causam appellationis interposite per procuratorem dictorum constituentium a quibusdam monitionibus, nulliter et de facto, ut dicitur, fulminatis per venerabilem virum dominum officialem Niciensem contra religiosos viros dominos Jacobum Gralherii, priorem Gordoloni, Franciscum de Cruce, priorem Faliconi et Franciscum Autroni, priorem Sancte-Devote et ipsorum quemlibet, de solvendo certum donum gratiosum procuratori reverendi domini episcopi Niciensis, licet in donatione presentes non fuerint, nec illi acquieverint et sint ab omni jurisdictione ordinaria, ex rescriptis et litteris per Sanctam Sedem Apostolicam concessis, prorsus exempti et contra ipsius exemptionis formam et tenorem et rebus aliis, in appelatione latius deductis et actis. » Acte reçu par le notaire Vincent Pellegrini, secrétaire du monastère.

Manuscrit T.

CCCXL

1463, 6 avril. — Antoine André, de Gorbio, habitant à Nice, a acheté certaines possessions [1] situées sur le territoire du château inhabité de Saint-André de La Roche, dans la région dite « in Ariana », consistant en terres, moulins et « iscles », qui dépendent de la seigneurie de l'abbaye, auquel elles doivent le service annuel de 3 florins et les autres droits usagers. L'abbé approuve et confirme l'achat. — Vincent Pellegrini, notaire.

Manuscrit T.

1 Une note du ms. dit que les limites indiquées dans l'acte, démontrent qu'il s'agit d'une très grande étendue de terrain.

CCCXLI

1463, 26 juillet - 8 août. — Lettres de confirmation par l'abbé de Saint-Victor de Marseille de l'élection, par les moines de Saint-Pons, de Guillaume Grimaldi de Beuil comme leur abbé[1].

Bref du pape Pie II demandant l'appui du duc de Savoie en faveur de Guillaume Grimaldi de Beuil qu'il vient de nommer à l'abbaye de Saint-Pons.

Manuscrit L.

CCCXLII

1464, 28 mai. — Quittance délivrée par Antoine de Forli, trésorier pontifical, à Guillaume de Beuil, abbé de Saint-Pons, pour la somme de 70 florins d'or, envoyés comme secours au pape pour la croisade contre les Turcs.

Manuscrit T.

CCCXLIII

1468, 15 février. — Honoré Fabri, prieur de Saint-Pierre de l'Escarène, renonce, entre les mains du Souverain Pontife, audit prieuré, en faveur du chanoine Bertrand Rogieri, moyennant une pension sur le prieuré.

Manuscrit T.

1 Georges Laneri, prieur de Saint-Hermentaire, s'obligea, le même jour 26 juillet 1463, envers Jacques Garnier, chanoine de Marseille, pour l'avance de 20 florins que coûtèrent les lettres de confirmation, manuscrit L.

CCCXLIV

1468, 31 octobre. — Jacques Torrini, vicaire de Sébastien d'Orly, abbé de Saint-Pons, accorde à Jacques Larde le prieuré de l'église paroissiale de Sainte-Réparate ; le nouvel élu est mis en possession par Humbert Morandi, moine et sacristain du monastère.

Manuscrit T.

CCCXLV

1469, 21 février. — Reconnaissance à l'abbé de Saint-Pons des trois quarts du fief de Falicon, par Honoré Marquesan.

Manuscrit L.

CCCXLVI

1470, 30 janvier. — Guillaume Auricula vend à Catherine, femme d'Antoine Corvesi et Antorona, femme de Jacques Corvesi, son fils, une pièce de terre située à Nice, région de Roquebillère, ayant pour confrontants : Pierre Busquetti, Honoré Caimat, Guillaume Pillota. — Jean de Constantin, notaire.

Manuscrit T.

CCCXLVII

1471, 3 novembre. — Andréine Aycarda donne en dot à sa fille Jeannette entr'autres choses une pièce de terre à Nice, région

de « Bolcan », dans la seigneurie du monastère et payant un service de 22 sous « parvorum ». — Antoine Museti, notaire.

Manuscrit T.

CCCXLVIII

1472, 25 juin. — Accord conclu par Bertrand Rogerii, prieur de l'Escarène, d'après la collation qui lui en a été faite par le Saint-Siège et par la renonciation du titulaire, dom Honoré Fabri. Ce dernier, selon les dispositions du pape Paul II, devait recevoir sur les recettes de l'abbaye 50 florins de pension ; par le présent acte, l'ancien prieur fait donation à son successeur de ladite somme, à condition qu'il le nourrisse, l'habille et le chausse selon sa position, paye ses dettes, « quorum mole est opressus, sicut dixit, » et lui passe un florin par mois pour ses petites dépenses. En l'absence de l'évêque de Nice, Barthélémy, administrateur perpétuel du monastère, alors résidant à Rome, le vicaire général de l'abbaye, dom Antoine Fulconis, ratifiera ladite convention. Les deux moines prêtent le serment, « ponendo eorum manus dexteras ad pectus super eorum habitum more eorum religionis ». Fait à Nice dans la maison de Georges Negui, cordier, sise sur la place « Selleye », où habite Léonard Blanconi, barbier. — Victor Barquieri, notaire.

Manuscrit T.

CCCXLIX

1473, 13 février.— Dilectis filiis sindicis de communitate Nicie.

Sixtus Papa quartus. — Dilecti filii, salutem et apostolicam benedictionem. Vacante nuper monasterio Sancti Pontii extra muros Nicie per obitum quondam Johannis de Quercubus, ultimi ejusdem abbatis, quod, ut acceptimus adeo regimine caret, ut, nec cultus divinus, nec ordo aut monastica regula in eo minime observetur, et dilecta in Christo filia, nobili muliere

Yolanta ducissa Sabaudie nobis humiliter supplicante ut, pro utilitate et reformatione dicti monasterii, sicut prefertur, vacantis, preficeremus eidem venerabilem fratrem Bartholomeum, episcopum Niciensem, prelatum admodum dignum et virtutibus preditum, nos, vobis tanquam honestis, annuere volentes, ipsique monasterio salubriter, Domino auctore, consulere cupientes, de venerabilum fratrum nostrorum Sancte Romane Ecclesie cardinalium consilio, dictum monasterium eidem episcopo perpetuo commendamus; quocirca, per apostolica scripta mandamus, et in virtute Sancte Sedis obedientie districte precipimus quatenus omnia servitia per vos aut vestrum aliquem singulis annis eidem monasterio debita dicto episcopo, tanquam commendatario perpetuo ejusdem, aut ab eo deputandis, et nulli alteri integraliter persolvatis; alioquin penas et censuras quos idem episcopus commendatarius in vos et alios sibi subditos rebelles rite tulerit, faciemus, auctore Domino, usque ad satisfactionem condignam, inviolabiliter observari. — Datum Rome, apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die decimo tertio februarii millesimo quadringentesimo septuagesimo tertio, pontificatus nostri anno secundo. — L. Griffus.

Manuscrit L.[1]

CCCL

1473, 18 mars. — Noble Georges de Adolaxio, fils de Jacques vend à Jean Januleti « causaterio civitatis Nicie » et pour le prix de 14 ducats d'or, une maison sise rue Borsalhi, soumise à la seigneurie du monastère de Saint-Pons. — Thomas de Constantini, aliàs de Perrotis, notaire[2].

Manuscrit Lanteri, Appendix, *Memorie*, tome 1, page 65.

1 Ce bref ne fait pas partie des pièces numérotées dans l'inventaire de l'abbaye de Saint-Pons; il se trouve dans les transcriptions de Lanteri, qui y font suite, dans le même manuscrit.

2 On trouve ce notaire dans un certain nombre d'actes, portant ce surnom *de Perrotis*. (*Arch. Stato de Turin.* Nizza e Contado, mazzo V. f. 5.).

CCCLI

1474, 11 février. — Testament de Jean Larde, dans lequel est mentionné le legs qu'il a fait à son fils Milan, moine de Saint-Pons, de la somme de 10 florins, plus de deux autres florins pour célébrer trente messes, d'une vigne à Cimiez et d'une maison à Nice, rue de Putei Novi, sujettes à la seigneurie du monastère et aux droits usagers. — Milan de Constantini, notaire.

Manuscrit T.

CCCLII

1474, 8 juillet. — Dilectis filiis sindicis et concilio civitatis Niciensis.

Sixtus papa quartus. — Dilecti filii, salutem et apostolicam benedictionem. Alias vacante monasterio Sancti Pontii, ordinis Sancti Benedicti, Niciensis diocesis, per obitum quondam Johannis ipsius monasterii abbatis, illius ultimi possessoris, extra Romanam curiam defuncti, ad supplicationem venerabilis fratris episcopi Niciensis ipsum sic vacans mense capitulari ipsius episcopatus, de venerabilium fratrum nostrorum Sancte Romane Ecclesie cardinalium consensu, canonice univimus, annexavimus, et incorporavimus, prout in litteris apostolicis denuper confectis plenius continetur; cupientes igitur ut prefatus episcopus ex unione, annexione et incorporatione hujusmodi speratura, prout equum et decens est, consequatur fructum. Devotionem vestram in Domino exhortamur et vobis in virtute sancte obedientie et sub excomunicationis pena mandamus quatenus, pro nostro honore et hujus Sedis Apostolica reverentia quam vos colere et observare non dubitemur, ipsi episcopo omnes vestros opportunos favores impendere velitis, quibus suffultus ad ipsius monasterii possessionem liberam et expeditam juxta ipsarum litterarum

seriem et tenorem admittatis, ut possitis apud nos et prefatam Sedem non immerito commendari. — Datum Rome, apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die octavo julii, millesimo quadringentesimo septuagesimo quarto, pontificatus nostri amo tertio. — L. Griffus.

Manuscrit L [1].

CCCLIII

1475, 25 décembre. — Le moine Jacques Terrini, prieur du prieuré régulier de Notre-Dame de Veres, au diocèse de Vintimille, vicaire de l'abbaye de Saint-Pons pour Barthélémy Chueti, évêque de Nice, administrateur perpétuel de ce monastère, présente au notaire Victor Barquieri une ordonnance du juge ordinaire de Nice, Ludovic de Berra, coseigneur de Tourette et de Châteauneuf, lui prescrivant d'extraire des protocoles du feu notaire Ludovic Gaufridi, tous les actes de concessions emphytéotiques faites par le défunt abbé Ludovic Badat; parmi elles se trouve celle du 28 octobre 1419 en faveur de François Raibaudi et Pierre Ceva son gendre, d'une terre de 16 sétérées à la « colla de Bast » ayant comme confrontants : Monet Malvienio, Ancellino Mascaron, Antoine Capello et Pietro Beraudo, sous le service de 12 deniers « parvorum » et autres droits usagers.

Manuscrit T.

CCCLIV

1476, 11 mai. — Sixtus episopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Antonio episcopo Montisregalis, in curia Romana residenti, salutem et apostolicam benedictionem. Romani pontificis providentia circumspecta ea que in certis suadentibus concessit, et aliis non minus ponderandis rationabilibus causis

1 Ce bref se trouve dans les copies des documents ne faisant pas partie de l'inventaire numérique à la fin du même manuscrit.

moderari et prestringi ac desuper decerni mandat, prout in Domino conspicit, salubria expedit. Dudum siquidem, per nos accepto quod fructus, redditus et proventus mense episcopalis Niciensis, adeo tenues et exiles existebant, quod venerabilis frater noster Bartholomeus, episcopus Niciensi, ex eis statum suum, juxta pontificalis dignitatis decentiam, tenere et onera sibi, ratione sue ecclesie Niciensis incumbentia, commode perferre non poterat, quodque si monasterium Sancti Pontii extra muros Nicienses, ordinis Sancti Benedicti, eidem mense perpetuo uniretur, annectaretur et incorporaretur, tam ipse Bartholomeus quam successores sui, episopi Nicienses, pro tempore existentes, eorum statum decentius tenere et onera hujusmodi commodius perferre valerent, nos, ex premissis et aliis rationabilibus causis animum nostrum tunc moventibus, monasterium predictum, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, eidem, de venerabilium fratrum nostrorum Sancte Romane Ecclesie cardinalium consilio, auctoritate apostolica, per quasdam nostras litteras perpetuo univimus, annexavimus et incorporavimus, ita quod, cedente vel decedente tamen dicti monasterii abbate, seu aliter, monasterium ipsum quomodolibet dimittente, dignitas abbatialis et dependentia, in dicto monasterio penitus extincte et supresse essent et esse censerentur; liceretque prefato Bartholomeo et pro tempore existenti episcopo Niciensi, per se, vel alium, seu alios, corporalem monasterii, juriumque et pertinentiarum predictorum possessionem, auctoritate propria, apprehendere, illiusque fructus, redditus et proventus hujusmodi in suos et mense predicte usum et utilitatem convertere et perpetuo retinere; cujusvis super hoc licentia minime requisita, prout in dictis litteris plenius continetur. Cum autem sicut exhibita nobis super, pro parte dilecte in Christo filie Iolant, ducisse Sabandie et dilectorum filiorum communitatis Niciensis petitio continebat, per nos pluribus rationibus suadentibus, post unionem, annexionem et incorporationem predictas consideratum fuerit et consulte conclusum quod si unio predicta transiret ad successores prefati Bartholomei episcopi,

posset successu temporis tam dilecto filio nobili viro Philiberto, ejusdem ducisse nato, moderno et pro tempore existenti duci Sabaudie, quam communitati prefate aliquod prejudicum generare, pro parte ducisse et communitatis predictorum nobis fuit nuper supplicatum ut unionem, annexionem et incorporationem predictas, post cessum vel decessum prefati Bartholomei episcopi durare non debere, et ad successores predictos, episcopos Nicienses, se non extendere, decernere et declarare, aliterque in premissis opportuna providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur, supplicationibus hujusmodi inclinati, fraternitati tue, per apostolica scripta mandamus, quatenus, si ita est, de consensu prefati Bartholomei episcopi et quod ipso Bartholomeo episcopo cedente vel decedente, omnis annexio et incorporatio expirent et cessent, dictumque monasterium in pristinum statum in quo erat ante unionem, incorporationem et annexionem predictas, revertatur eo ipso, nec in ipsius Bartholomei posteros seu successores episcopos Nicienses locum sibi vendicare, illosque inibi jus aliquod nisi solum cum contingat quo ad dependentiam et jurisdictionem episcopalem, secundum formam juris communis vindicare non posse, auctoritate nostra decernimus, non obstantibus premissis et constitutionibus etc. Datum Romæ, 1476, quinto idus maii, pontificatus anno quinto etc. [1]

Cette bulle est insérée dans le procès-verbal de sa présentation au délégué apostolique Antoine Fieschi, évêque de Mondovi, par Barthélémi Mérian, syndic de Nice et député de la duchesse Yolande de Savoie; le délégué du Saint-Siège, ayant examiné les circonstances de la cause et les témoins présentés, décréta que le monastère de Saint-Pons, après le décès de l'évêque Barthélémy, devait être réintégré dans son état primordial, — Olivari, notaire, secrétaire du gouverneur de Nice André de Monfort.

Manuscrit T.

1 Le ms. ne donne que sous cette forme la fin du document.

CCCLV

1476, 19 juin. — Lettres de nomination à la dignité de chapelain honoraire en faveur de Jacques de Bermundis, moine profès de Saint-Pons, par Jean Louis de Savoie, protonotaire apostolique et administrateur des biens de l'évêché de Genève.

Manuscrit T.

CCCLVI

1477, 13 février. — Lettres du pape Sixte, par lesquelles il mande à l'évêque de Glandevès et aux officiers des évêques de Nice et de Vence de faire payer annuellement au moine Jacques Larde, la pension de 17 livres et demi tournois, qui lui sont dus sur les rentes du prieuré de Sainte-Réparate par le moine Milan Larde, sacristain de Saint-Pons et prieur de Sainte-Réparate, d'après la renonciation qui en a été faite.

Manuscrit T.

CCCLVII

1478, 29 mai. — Le moine Milan Larde, prieur de Sainte-Réparate renonce à ce prieuré en faveur du moine Jacques Larde, sous réserve d'une pension de 17 livres et demi tournois, en déléguant le chanoine de Nice, Guillaume Michelotti pour l'exécution du payement convenu, ainsi qu'il résulte de l'acte reçu par le notaire Milan Constantin. — Au dos de cette pièce se trouve l'acte d'intimation faite pour ce payement, écrit et signé par ledit Milan Constantin.

Manuscrit T.

CCCLVIII

1483, 11 décembre.[1] — Réunion du chapitre de l'abbaye « de mandato reverendi in Christo patris et domini, domini Bartholomei, miseratione divina episcopi Niciensis et comitis; in quoquidem capitulo interfuerunt : primo dictus reverendus dominus perpetuus administrator, venerabiles fratres dominus Jacobus Bermundi, vicarius et infirmarius dicti sacri monasterii, dominus Franciscus Autroni prior claustralis, dominus Georgius Caysii prior Sancte-Devote, dominus Bertrandus Rogerii, prior de Scarena, dominus Johannes Gralherii, et dominus Jacobus Fulconis, monachi dicti monasterii conventuales etc. » On confirme aux deux frères Barthélémy et Jean Faraudi la concession emphytéotique d'une terre de 3 sétérés sise à l'Escarène, région de Saint-Sébastien, confrontant au béal du moulin et à la route ducale, sous le service d'un florin, de la quinzième partie des fruits recueillis, et de la même quote part du premier foin « feni malhenqui », dans le cas où cette terre serait réduite en prairie : le tout sans préjudicier à la transaction passée avec la commune de l'Escarène, reçue par le notaire, noble Milan Constantin. Fait à Nice, « in episcopali palatio, videlicet in galleria. » Parmi les témoins : noble Johanes Poveti, serviteur de l'évêque de Nice. — Jean Januesi, notaire.

Manuscrit L.

CCCLIX

1486, 4 février. — Bertrand Rogeri, prieur de l'Escarène, donne en emphytéose à Pierre Dalo, dit Ventura, de Roquespervière, un champ dépendant du prieuré de Saint-Pierre, situé audit territoire, région dite « Engalvin ; »[2] sous le service de 3

1 Le texte porte aussi le chiffre de l'indiction qui est la 1re et le jour de la semaine, jeudi.

2 Identique à *Engarvin*.

gros, monnaie de Nice. « Actum Nicie, ad bancum domus habitationis heredum honorandi viri Bartholomei Caravadossii quondam, presentibus ibidem nobili Martino Sfortiolis, cive Nicie, honorabili Petro Verani, notario de Pilia, et venerabili domino Foriano Bonfilii presbitero seculari, testibus idoneis notis, ad premissa omnia vocatis specialiter et rogatis. » — Jean Janugio, clerc notaire et scribe du monastère.

Manuscrit T.

CCCLX

1486, 1er septembre. — Milan Larde, sacristain du monastère interjette appel par-devant le légat apostolique Julien, évêque d'Ostie, cardinal et pénitencier du Saint-Siège, sur ce que l'évêque Chueti, commandataire et administrateur de Saint-Pons, sur la demande du promoteur des causes fiscales de la cour épiscopale, avait fait arrêter ledit moine, à cause de certains excès et d'irrégularités commises contre les règles dudit monastère, et l'avait retenu pendant deux mois enfermé dans les prisons épiscopales; ensuite de quoi, l'official de l'évêque, chargé de cette cause l'avait condamné à être privé pendant trois ans de l'administration de ses bénéfices.

Manuscrit T.

CCCLXI

1487, 16 mars. — Lettres patentes de Pierre Alberti, docteur en décrets, prévôt de l'église d'Avignon et conservateur des privilèges concédés par le Saint-Siège aux maîtres de province, docteurs, licenciés, bacheliers, étudiants de l'étude général de l'Université d'Avignon, en faveur du vénérable dom Pierre Lamberti, alors étudiant de cette université.

Manuscrit T.

CCCLXII

1491, 29 mai. — Lettres du pape Innocent VIII au sacristain de l'église de Vence pour qu'il pourvoie aux doléances faite par l'évêque de Nice et commandataire de Saint-Pons, contre Ludovic Borsarotti et autres, au sujet de certaines sommes d'argent et bien fonds qu'ils retiennent au détriment du monastère. Mention y est faite de la permission du sénéchal de Provence pour faire exécuter ces lettres apostoliques dans les états du roi de France.

Manuscrit T.

CCCLXIII

1492, 31 mars. — Procuration de frère Georges Laneri, prieur de Saint-Hermentaire de Draguignan, au sujet du procès existant entre lui et Jacques Broqui, de cette ville, pour faire appel par-devant le gouverneur de la ville et comtat d'Avignon. — Pierre Girola, notaire.

Manuscrit T.

CCCLXIV

1493, 9 mars. — Le vénérable Ludovic Caissii, chanoine et prieur de l'église paroissiale de Saint-Jacques, moyennant l'aumône de 5 florins, accorde sur l'humble requête de Dominique Cugéa et Jean Broveto[1] ses paroissiens, pour eux et leurs successeurs, un tombeau de 5 florins qui venait d'être construit dans ladite église, à côté du bénitier.

Manuscrit T.

1 Ce nom se trouve souvent écrit dans le même acte *Blavet* et *E*

CCCLXV

1494, 4 octobre. — Lettres monitoriales « ad revelandum » accordées par Pierre de Vicentia, évêque de Cezena et auditeur général de la chambre apostolique, sur l'instance des frères Véran et Milan Alberti, fils de feu Jérôme, citoyen de Nice, aux vicaires et officiers ecclésiastiques des diocèses de Nice et de Vence, et aux supérieurs réguliers des couvents de Nice. Parmi les nombreux articles soumis à l'obligation de la révélation est le suivant : si frère Pierre Alberti, de l'ordre des mineurs n'avait pas reçu à l'occasion de sa première messe « una cum convivio in dicto conventa, » 100 florins de Jérôme son père. Donné à Rome, en la troisième année du pontificat d'Alexandre VI. — Visa de Astruga, vicaire et official de Nice.

Manuscrit T.

CCCLXVI

1495, 23 mai. — Bref du pape Alexandre VI, ordonnant à Jean-Baptiste de Ferraris, chanoine de Modène, et aux officiers des cathédrales d'Aix et de Marseille, de faire payer annuellement au moine de Saint-Pons, Georges Laneri, la pension de 33 ducats d'or qu'il s'est réservé sur les rentes du prieuré de Saint-Hermentaire, qu'il a cédé à dom Jean Gralhieri.

Manuscrit T.

CCCLXVII

1495, 10 juillet. — Bulle du pape Alexandre VI nommant dom Jean Gralhieri, moine bénédictin, au prieuré de Saint-Hermentaire et de Sainte-Marie de Salis sur la résignation de Georges Laneri et donnant commission aux officiaux d'Aix et de Marseille de mettre le récipiendaire en possession.

Manuscrit T.

CCCLXVIII

1495, 15 juillet. — Autorisation à dom Jean Gralhieri de prendre possession du prieuré de Saint-Hermentaire de Draguignan et de Notre-Dame de Salis, par lettres du sénéchal de Provence, signées Morini.

Manuscrit T.

CCCLXIX

1495, 13 novembre. — Lettres de Charles VIII, roi de France, conférant à dom Milan Larde, moine de Saint-Pons, la dignité de chapelain et aumônier du Roi, avec tous les droits, émoluments et prééminences qui en dépendent.

Manuscrit T.

CCCLXX

1501, 20 avril. — Pierre Dalmas, fils de feu Paul, de Bausson, diocèse de Glandevès, vend à Honoré Raibaud, fils de Jacques, de La Roquette du Var, une terre sise au territoire de Saint-Blaise, confrontant au Var, au vallon de la Garde et à « la balma de Bieu Strech », que le vendeur a achetée le 16 septembre 1468, ainsi qu'il résulte de l'acte reçu par Jean Vaquiéri, notaire de Sospel; laquelle terre, ainsi que le lieu de Saint-Blaise, appartient à Saint-Pons. L'évêque de Nice, Barthélemy Chueti, commandataire perpétuel du monastère de Saint-Pons, approuve ladite vente et donne l'investiture audit Raibaud, qui reconnaît tenir ladite terre en emphytéose perpétuelle, sous les droits usagers, d'après l'acte spécifié. — Jean Janoesii, notaire et secrétaire du monastère.

Manuscrit T.

CCCLXXI

1501, 13 décembre. — Lettres monitoriales du pape Alexandre VI données sur l'instance de Jean, évêque de Nice, contre les détenteurs des biens, meubles, et effets de tout genre mentionnés dans le bref, ayant appartenu en son vivant à Barthélemy Chuetti, évêque de Nice, abbé commandataire perpétuel du monastère de Saint-Pons.

Manuscrit T.

CCCLXXII

1506, 27 mai. — Acte de reconnaissance envers le monastère passé par le révérend Antoine Castelli, pour un jardin potager situé à Contes, région de « la Colletta », sous le service d'une obole de Gênes. — Martin Sfortiolis, notaire.

Manuscrit T.

CCCLXXIII

1508, 7 janvier. — Brigitte, veuve de François Fulconis, de l'Escarène, comme tutrice de Louisette, leur fille, reconnaît tenir de la seigneurie de l'église de Saint-Pierre, la maison qu'elle habite, sous le service annuel « quatuor patacorum » et autres droits usagers. Fait en la présence de dom Humbert Sfortiolis, moine et prieur de l'église paroissiale de Saint-Pierre de l'Escarène. Sont témoins : Napoléon Blanqui, et Jean Nitardi. — François Dardini, de Peille, notaire.

Manuscrit T.

CCCLXXIV

1508, 4 février. — Jean Badat, vicaire général du monastère de Saint-Pons, « sede vacante » et les moines réunis en chapitre, renouvellent à Jean Columboni la concession en emphytéose perpétuelle d'une terre de 10 sétérées, sise à « Raymies », sous la seigneurie du monastère et au service de 32 sous « parvorum. »

Manuscrit T.

CCCLXXV

1513, 3 mars. — Ratification de la concession précédente faite par les moines de Saint-Pons réunis en chapitre, avec l'approbation de Claude de Seyssel, abbé commandataire perpétuel du monastère.

Manuscrit T.

CCCLXXVI

1513, 12 décembre. — Dom Henri Columboni, moine de Saint-Pons et prieur de Notre-Dame de Saletis d'Aspremont expose au vicaire abbatial et au chapitre, la nécessité qu'il a de se rendre à Rome pour certains intérêts de son prieuré et y constituer procureur : il demande qu'on lui en accorde la permission. — Martin Sfortiolis, notaire.

Manuscrit T.

CCCLXXVII

1517, 20 mai. — Copie du décret fait dans le chapitre général de l'ordre de Citeaux, tenu à cette date, signée et extraite du registre par le notaire de Avalone.

Manuscrit T.

CCCLXXVIII

1518, 19 octobre. — Le chapitre de Saint-Pons se réunit sur l'instance qui lui en a été faite par dom Humbert Sfortiolis, moine et prieur de Saint-Pierre de l'Escarène et de Claude de Seyssel, archevêque de Turin, procureur aux droits du monastère pour le cardinal Innocent Cybo, commandataire perpétuel de Saint-Pons dans le spirituel et le temporel. Ont pris part à l'assemblée, les révérends religieux : Jean Gralherii, prieur claustral, Léopard de Astruga, sacristain, François Lamberti, prieur de Sainte-Dévote au diocèse de Nice, Pierre Cavassie, prieur de Saint-Pierre d'Oliva au diocèse de Vence, Pierre Pellicerii, Henri Columbi, Simon Johannis, prieur de Notre-Dame de Virimanda au diocèse de Glandevès, François Oquini, Pierre Joardi[1], Etienne Rochoni, Pierre Brandi et Pierre Moreti.

Le chapitre après avoir entendu la relation faite par dom François Lamberti et dom Henri Columbi, commissaires élus par le chapitre pour visiter l'oratoire construit dans l'église de Saint-Nicolas de Sospel, dépendance du prieuré de l'Escarène par la confrérie des « batutorum seu verberatorum », ainsi que les honorables hommes Dominique Vaquiéri, fils de feu Jacques, prieur de la confrérie, Bernard Pastoris, Jean Jordani et Obert Orsende, procureurs élus par ladite confrérie, suivant acte de procuration passé par-devant Me Ludovic Alberti, notairede Sospel, ledit chapitre décide d'accéder à la demande qui lui est faite d'allonger de 60 pans ledit chœur ou oratoire, sous plusieurs conditions, parmi lesquelles celles de construire un autel à la Vierge et faire exécuter un reliquaire en argent de la valeur de 100 florins « parvorum », d'ouvrir dans ladite église 5 fenêtres qui lui donnent plus de jour, et de payer annuellement au prieur de l'Escarène un service d'un gros, monnaie courante, aux fêtes de Noël. — Fait

1 Peut-être *Soardi* ou *Isoardi*.

par le notaire Martin Sforciolis. — Barthélemy Sfortia, notaire de Nice, en a fait extrait des protocoles de son père noble Martin Sfortia.

Manuscrit T.

CCCLXXIX

1519, 9 août. — Dom Etienne Rochioni, moine et infirmier de Saint-Pons, fait appel par-devant le chanoine Pierre d'Avignon de la sentence prononcée par l'auditeur apostolique Guillaume Cassador au sujet des différents qui existaient entre ledit moine de Saint-Pons et l'archidiacre de la cathédrale, Clément Barralis, pour l'infirmerie du monastère. Ledit chanoine fait droit audit appel, suivant acte reçu par le notaire Aménée de Coma.

Manuscrit T.

CCCLXXX

1522, 24 avril. — Antoine Calvini, dit Garalho, du Thoët, et Barthélemie sa femme, vendent à noble Philippe de Berra plusieurs biens situés au Thoët, aux régions dites « Peyrafuec, la Buga, la Colla », relevant de la seigneurie du prieuré de Saint-Pierre de l'Escarène, et sous les droits de lod, trézain et service d'un « motural » de blé, pour le prix de 60 florins, valant 32 sous. — Jacques Barralis, notaire de Lucéram.

Manuscrit T.

CCCLXXXI

1523, 26 mai. — Obert Adrechii reconnaît tenir du monastère et au service de 4 sous de Gênes et du droit de lod, trézain et prélation, une maison sise à Nice dans la rue « de Repayres », qu'il a acquise de Guillaume de Grasse, pour le prix de cent florins. — Martin Sfortiolis, notaire.

Manuscrit T.

CCCLXXXII

1524, 20 septembre. — Dom Henri Columbi, moine et chapelain de Saint-Pons, en qualité de mandataire de noble Nicolas de Jacobis, procureur du cardinal Paul de Caesis, abbé de Saint-Pons et avec le consentement des nobles frères Ludovic et Jean Pierre Carrari, fidejusseurs de feu noble Pierre de Astruga, docteur en droit et fermier des droits et trézains du monastère, a récupéré les arrérages de tous les droits dérivant de la ferme dudit Astruga ainsi qu'il suit : pour les services annuels, la somme de 538 florins et trois gros ; pour les trézains, 115 florins, 2 gros et 5 pataches ; en plus 30 « salmate » de vin existant dans la cave du monastère, estimées à 3 florins et demi par « salmate », d'après l'assertion des tasquiers ; pour différents autres droits, autre somme de 93 florins que dom Columbi assure avoir consignés audit noble de Jacobis, suivant acte reçu par le notaire Jean Barelli. Lesdits nobles Carrari donnent quittance pour les dites sommes. — Ludovic Milonis, notaire.

Manuscrit T.

CCCLXXXIII

1525, 6 octobre. — Recours des moines de Saint-Pons au pape Clément VII contre les chanoines de la cathédrale de Nice. Ceux-ci, après s'être employés activement auprès du duc de Savoie pour obtenir, par son intervention, la suppression du monastère et la réunion de ses revenus à la mense capitulaire, ont expédié à Rome le chanoine Isnardi et un nommé Jean Pinodi porteurs d'une lettre du duc recommandant leur requête, et présentant l'abbaye comme vacante, sans faire connaître la cause réelle de la vacance, en sorte que Jean Pinodi obtint des bulles

ordonnant l'expulsion du révérend Honoré Martelli comme intrus dans le monastère et nommant pour l'exécution le chanoine François Isnardi, prieur claustral, l'archidiacre Clément Barralis, le sacristain Jean Riquieri. Ceux-ci, quoique ne pouvant ignorer la fausseté de la requête « possessionem dicti monasterii et librorum ejusdem apprehendere seu verius invadere et monachos dicti monasterii, seu illius capitulum, ad eis prestandum obedientiam compellere non erubuerunt. »

Les moines se sont opposés à cette nouveauté, objectant qu'ils étaient obligés d'informer le révérend Paul de Cesis, cardinal diacre du titre de Saint-Eustache, possesseur depuis nombre d'années du monastère; cela a été en vain; les chanoines « ad excomunicationis declarationem in eosdem capitulum et monachos, vello levato tenere ac potius de facto quam de jure processerunt, ipsosque monachos et capitulum excomunicare presumpserunt et multa eis damna et injurias et alia gravamina intulerunt. »

Les moines appelèrent de ces procédés au pape Clément VII dont ils obtinrent la remise de l'affaire entre les mains de son auditeur Cornelio pour faire justice.

Manuscrit L.

CCCLXXXIV

1525, 28 décembre. — Procès-verbal dressé par le notaire Martin Sfociolis, contenant « informationes monachorum ejusdem monasterii et aliorum virorum super violenciis, ruinis et injuria passis per monasterium predictum, tam occasione pestis, quam guerre... per quas apparet armigeros tam Spanos quam Gallos violenter dictum monasterium intrasse, illudque majori parte utensilium et aliis mobilibus, bonis et rebus ipsius monasterii et monachorum spoliasse, et ea omnia in predam data fuisse et consumpsisse, tam comendando quam spargendo salmatas octuaginta vini boni et sufficientis existentis in vasis sexdecim vinariis,

item unam jarram olei capacitatis trium quintalium et reliqua omnia ibidem parata pro substentatione » — le reste du titre est détruit par l'humidité.

Manuscrit L. [1]

CCCLXXXV

1526, 29 avril. — Acte de nomination à la sacristie du monastère de Saint-Pons, de dom Henri Columbi, moine profès qui succède à dom Léopard de Astruga décédé, faite par Honoré Martelli, vicaire du cardinal Paul Medici de Caesis, abbé commandataire perpétuel dudit monastère.

Manuscrit T.

CCCLXXXVI

1528, 26 août. — Procuration de D. Honoré Martelli, clerc de Nice et commandataire de Saint-Pons de qui est dépendante l'église paroissiale de Sainte-Réparate de Nice, à Jean Amédée de Beaufort, protonotaire apostolique et commandataire du prieuré de Belleval, et à Jacques de Lancio, chambellan du duc de Savoie et son procureur à Nice, pour faire cession et renonciation, entre les mains du pape, de son monastère de Saint-Pons et de tous les droits qui lui appartiennent comme commandataire, auxquels devra intervenir la renonciation formelle du cardinal Cibo, qui avait la future succession dudit constituant, afin que Sa Sainteté fasse l'union perpétuelle et incorporation à la construction de la nouvelle église cathédrale de Nice et du nouveau palais épiscopal, et aussitôt après la construction terminée, les revenus du monastère être appliqués à la mense capitulaire de la cathédrale ; les revenus durant la construction devant être sous la main d'un administrateur nommé par le duc de Savoie.

1 Ce titre se trouve dans la partie du manuscrit qui fait suite à l'inventaire numérique.

Ledit constituant consent également à ce que l'église de Sainte-Réparate soit démembrée du monastère et unie perpétuellement à l'église cathédrale, afin que les chanoines qui n'ont actuellement aucun lieu fixe puissent y célébrer leurs offices ; le constituant fait les concessions et renonciations sous la condition expresse qu'il n'entend pas, par cette union, supprimer les moines de l'abbaye, qui doivent être conservés et maintenus au nombre ordinaire des religieux de l'ordre de Saint-Benoît, selon la forme et teneur de la fondation, et aussi sous la réserve d'une pension à toucher sa vie durant par le constituant. — « Acta fuerunt hec in castra Chamberiaci, presentibus ibidem magnificis et circumspectis viris D. D. Jheromius de Agatiis cancellario Sabaudie, Ludovico de Sabaudia, domino Raconixii, Bartholomeo de Montebello, comite Frugasci, magno magistro Hospicii, Glaudio, domino Ballenzonis, barones germani, Nycodo de Belloforte, domino Salagine, Francisco Noc, domino Bellegarde magistro Hospicii, testibus et me Johanne Vuilliet de Chamberiaco, Gratiopoletanensis diocesis publico imperiali auctoritate notario, ac ducalis Sabaudie celsitudinis secretario primario. »

Manuscrit I.

CCCLXXXVII

1529, 23 mars. — Par-devant Nicodo de Belloforte, gouverneur de Nice, présent dom Honoré Martelli « docteur en lois », est présentée à ce dernier copie des lettres du lieutenant de l'auditeur général des causes de la chambre apostolique, réclamant une pension annuelle imposée par le Souverain Pontife de deux cent vingt ducats d'or sur les fruits et revenus de l'abbaye de Saint-Pons. Martelli répond qu'il a déjà fait une convention avec l'évêque de Cesarée, bénéficiaire de ces lettres ; il prie en outre le gouverneur, pour dégager sa responsabilité, d'attester que le monastère de Saint-Pons est sous la main du duc de Savoie.

Cette attestation est donnée et confirmée par R. D. Bernard Busqueto, protonotaire apostolique, vicaire et official de l'évêque de Nice, et le moine Henri Colombani, sacristain et vicaire, député par le duc « ad regimen, gubernium et administrationem dicti monasterii et fructuum ejusdem. » Le même Colombani ajoute que, par lettres ducales, il lui est défendu de mettre en possession du monastère ni Honoré Martelli ni aucun autre sans la permission du duc. Comparaissent ensuite, dom François Arquini, prieur claustral du monastère, et le moine dom Guillaume Lambert, qui attestent sous serment que le monastère est sous la main du duc et l'administration du moine Colombani. — Jean Raiberti, notaire et secrétaire du gouverneur.

Manuscrit L.

CCCLXXXVIII

1529, 13 août. — Dom Honoré Martelli, abbé commandataire perpétuel du monastère de Saint-Pons, nomme à la charge de vicaire abbatial le révérend Henri Columbani, moine profès et sacristain de Saint-Pons. — Antoine Milonis, notaire.

Manuscrit T.

CCCLXXXIX

1531, 19 octobre.—Cession de l'église de Sainte-Réparate faite par Honoré Martelli et le monastère de Saint-Pons au chapitre cathédrale de Nice pour y établir la nouvelle cathédrale, l'ancienne se trouvant englobée dans la fortification de la citadelle. — Le monastère reçoit en échange et moyennant une soulte, l'église paroissiale de Saint-Jacques.

Manuscrit L.[1]

1 Nous ne reproduisons pas ce document qui est analysé dans le manuscrit de Lanteri à son rang chronologique et numérique de l'inventaire des archives de Saint-Pons d'après le texte donné par Gioffredo dans *Nicea Civitas* p. 199. Ce titre n'existait plus dans les archives de l'abbaye lors de la confection de l'inventaire ; le rédacteur suppose qu'il aura été distrait par Gioffredo et non rendu.

CCCXC

1532, 28 septembre. — Le chanoine Bertrand Romana est mis en possession du prieuré de Saint-Blaise de Vercellis, diocèse de Fréjus, comme mandataire de dom Pierre Moreto, prieur dudit prieuré, par le notaire Pierre Ronugati.

Manuscrit T.

CCCXCI

1541, 27 mars. — Le grand conseil de l'Université de la ville de Nice, réuni dans le grand réfectoire du couvent des Frères Mineurs, sur la sommation de Guillaume du Bellay, gouverneur français du Piémont, nomme Honoré Martelli, abbé commandataire de Saint-Pons, pour comparaître, au nom de la ville, devant le conseil privé du roi de France.— L'instrument de cette procuration est légalisé par François Galéani, vicaire et official de Gérome d'Arsagno, évêque de Nice [1].

Manuscrit L.

CCCXCII

1541, 6 avril. — Le chapitre de Saint-Pons se réunit en présence de l'abbé Honoré Martelli, dans la chapelle attenante à l'église et qui s'appelle « lo Capitol ». L'abbé s'exprime ainsi : « Sicuti alias per mortem quondam magistri Gasparii Gralherii, aromatarii et civis civitatis Aquensis, et mediante persona religiosi quondam domini Johannis Gralherii, prioris sancti Hermentarii,

1 Gioffredo (*Nicea Civitas*, p. 202), commet donc une erreur en faisant mourir cet évêque vers 1538, et en donnant comme évêque à Nice Jean-Baptiste Provana dès 1540.

prope Draguignanum, ejusdem quondam Gasparis fratris et dicti monasterii monachi professi, jus quesitum extitit dicto monasterio ad bona et hereditatem dicti Gasparis et Catherine ejus uxoris, ut fuerint dicta bona ad monasterium devoluta. Insuper, ex parte domini abbatis expositum extitit sicuti totalis administratio omnium rerum et bonorum ejusdem monasterii ad eundem reverendum dominum abbatem et ad alios dominos abbates pro tempore existentes, solum et in solidum pertinet et spectat, cum in eodem tantummodo una sit mensa abbatialis, sustineatque idem dominus abbas solus omnia onera, et etiam solus et in solidum fructus percipiat; et ex parte dicti abbatis expositum fuit, sicuti redditus dicti monasterii sunt exigui et tenues, quodque dictum monasterium maxima dampna protulit tempore presidii Hyspaniorum, quam etiam propter diversos transitus armigerorum; quodque oportuit et pernecessarium fuit reparare et restaurare illico quod ruinosum erat et quasi solo equatum. In qua quidem reparatione et restauratione dictus dominus abbas maximam pecuniarum summam exposuit; et plus quam necessarium sit dictas reparationes continuere et perficere, ac majorem pecuniarum quantitatem exponere, que aliunde haberi non potest, nisi ex bonis et juribus dicti quondam Gasparis Gralherii, aromatarii, eidem monasterio competentibus. Exposuit etiam idem dominus abbas se impetrasse quedam rescripta a Christianissimo Francorum rege et illius cancellaria, per que committitur dicte supreme curie Aquensi quod admittant eumdem dominum abbatem ad prosecutionem dictorum bonorum et jurium, et de eisdem eidem abbati et dicto suo monasterio justitiam ministrent.» — Le chapitre donne ensuite autorisation et procuration à l'abbé pour recouvrer ledit héritage, et à son procureur, Pierre de Pontevès, citoyen d'Aix. — Melchior Robiolis, notaire.

Manuscrit T.

CCCXCIII

1545, 6 juillet. — Acte d'échange passé entre Barthélémi Baudi et Luquin Auda de l'Escarène. Le premier cède une maison sise à l'Escarène, qu'il a achetée d'Antoine Verani, attenant à celle dudit Auda, à celle de Luquin Ricordi, et à la tour de noble Barthélémi Sfortiolis; le second cède une autre maison qu'il a achetée de sa nièce, fille de feu Pierre Verani, attenante à ladite maison, à ladite tour, au jardin de l'église et à la grande maison des Baudi. Les deux maisons relèvent de la seigneurie du monastère. Parmi les témoins se trouve « nobilis dominus Honoratus Bordini, condominus de Thueto ». — François Raiberti de Saint-Martin, notaire.

Mannscrit T.

CCCXCIV

1546, 13 novembre. — Bref du pape Paul III adressé à l'archidiacre et à l'infirmier de Nice, au sujet des plaintes que lui avaient adressées les moines de Saint-Pons sur ce que le nouvel abbé du monastère ne donne pas un maître pour l'instruction des novices et des profès, qu'il ne fournit pas les vêtements et la nourriture nécessaire, et qu'il refuse d'entendre les demandes des moines et les maltraite [1]. Le pape ordonne que les deux parties seront entendues et qu'on examine si les plaintes formulées contre l'abbé sont fondées.

Manuscrit T.

1 Le ms. porte *strepazzandoli.*

CCCXCV

1546, 10-25 novembre. — Cession par le monastère de Saint-Pons aux frères de l'Observance de Nice de l'église de Notre-Dame de Cimiez, en échange du territoire où s'élevaient leur église et leur couvent ruinés pendant le siège de Nice.

Manuscrit L.

CCCXCVI

1548, 4 juin. — Sentence de l'évêque de Nice, commis par le duc de Savoie, à l'enquête sur les plaintes formulées par les moines contre leur abbé. — L'abbé est condamné à faire les réparations nécessaires aux bâtiments, à fournir à la dépense, pour le vestiaire, la pitance et les autres réclamations justifiées. — L'abbé acquiesce à la sentence.

Manuscrit L.

CCCXCVII

1549, 26 mai. — Prise de possession du prieuré de Falicon par Ludovic Baldoino, d'après le bref apostolique présenté à Guiglion Lamberti, prieur de Saint-Pierre-d'Oliva, moine profès de Saint-Pons. — Nicolas Rocchioni, notaire.

Manuscrit L.

CCCXCVIII

1549, 23 décembre, et 1550, 4 février. — Reconnaissances pour le fief de Falicon, étant prieur dudit lieu, dom Barthélemy Tordolio, par Antoine, Claude et autres de la famille de Berre

pour un quart, et par Antoine Marquesan « aliàs Gaudino, » neveu et fils adoptif de Jean Marquesan, pour une part sur les trois dont il s'agit dans la reconnaissance du 21 février 1469, y compris ce qui était possédé par Jean de Chabaudis. — Celui-ci et sa femme, Louisette de Berre, avaient vendu cette part à Barthélemy Tonduti, le 20 novembre 1550[1].

Manuscrit Lanteri intitulé : *Appendix* II, p. 327.

CCCXCIX

1556, 20 février. — Bref du pape Paul III, ordonnant à l'official de l'évêque de Nice, de mettre Honoré Lambert en possession de la sacristie du monastère de Saint-Pons, rapportant la somme annuelle de 24 ducatons d'or « de camera », charge vacante par la cession qu'en a faite dom Guillon Lambert, oncle d'Honoré.

Manuscrit T.

CCCC

1558, 28 mars. — Barthélemi Cocati de Nice, reconnaît, devant noble Ludovic Martelli, procureur de l'abbé Honoré Martelli, tenir, du monastère, trois maisons sises à Nice dans la localité dite « lo Trincot, in carreria Anguli, juxta cimiterium Sancte Reparate. » — François Pellegrini, notaire.

Manuscrit Lanteri intitulé : *Appendix* II, p. 327.

1 Ces trois quarts passèrent ensuite à Pierre Antoine Rainaldi par héritage de son père Sébastien Rainaldi et par actes d'acquisition du 28 novembre 1596 de Clément Marchesan, et du 3 octobre 1590 de Claude de Berre.

CCCCI

1560, 5 juillet. — Acte d'hommage et de fidélité prêté au duc Emmanuel-Philibert de Savoie par dom Ludovic Jaucelleti, prieur et camerier du monastère de Saint-Pons, pour la quatrième partie de Falicon, mixte, impère et basse juridiction du territoire de ce lieu, dont investiture lui est accordée. — Jean François Roffier, secrétaire ducal.

Manuscrit L.

CCCCII

1561, 8 août. — Notum sit omnibus quod cum superioribus annis felicis recordationis illustrissimus dominus noster Carolus dux Sabaudie, tunc in humanis agens, pro sui status conservatione et defensione in eminenti loco civitatis Nicie tutissimam arcem condiderit et edificaverit, et in ea cathedralem ecclesiam Niciensem incluserit, ob quam causam divina officia commode et libere, ut fas est, in eadem ecclesia celebrari non possent, cum ad eam non pateret liber accessus; quapropter sepissime tractatum fuerit quod domini canonici et capitulum dicte ecclesie Niciensis divinum officium et sacra facerent in ecclesia parrochiali Sancte Reparate, dicte civitatis, a monasterio Sancti Pontii dependente, et per unum ex illius monachis regi et gubernari solita ; et quod prior ejusdem ecclesie Sancte Reparate et monachi dicti monasterii divinum officium et rem sacram facerent in ecclesia parrochiali Sancti Jacobi, ejusdem civitatis Nicie, et a dicta ecclesia Niciensi dependente, et per unum ex canonicis ejusdem, ordinis Sancti Augustini, qui prior appellatur, etiam regi et gubernari solita sit, sic dependentias earumdem ecclesiarium inter canonicos, abbatem, monachos et capitulum predictos permaturentur. Sed cum quamplures tractatus et concordie, supplicationumque

signature, tam R. D. episcopum Niciensem et canonicos dicte ecclesie quam abbatem et monachos Sancti Pontii et capitulum predictum concernentes, hinc inde subsecute fuerunt quatenus aliquem bonum effectum parere non potuerint, bono et pio zelo, felicis memorie illustrissimus Carolus, dux Sabaudie, ut divinus cultus, in grave populi Niciensis scandalum, qui divinis ac quotidianis ejusdem ecclesie Niciensis officiis videbatur destitutus, prefatos D. episcopum, canonicos, et capitulum dicte ecclesie Niciensis, sua auctoritate et beneplacito, sub certis modo et forma, in dicta parrochiali ecclesia Sancte Reparate, ut in ea divinum officium recitarent et sacra facerent, collocaverit, quemadmodum, ab annis pluribus citra, fecerent et recitarent et adhuc facient et recitant. Cumque nuper, seu dudum, dicta parochialis ecclesia Sancte Reparate per obitum quondam D. Guilhoni Lamberti, monachi, et dicte parrochialis ecclesie Sancte Reparate ultimi possessoris et prioris, vocaverit, et ad aures Serenissimi Domini nostri D. Emanuelis Philiberti, Dei gratia Sabaudie ducis, hujusmodi vacatio devenerit, et in eadem ecclesia Sancte Reparate canonicos et capitulum predictos per litteras sui beneplaciti et salveguardie eisdem canonicis et capitulo concessas confirmavit. Postmodum vero, idem Serenissimus dominus noster Dux, per litteras missivas R. D. Honorato Martelli, abbati seu commendatario moderno directas, ejus in hac re animum suum, piumque desiderium patefecit velle se, pro divini cultus conservatione, et predicte civitatis commoditate, dictam ecclesiam Sancte Reparate, sicut premittitur vacantem, in cathedralem ecclesiam Niciensem erigi facere, ita tamen quod, in compensam ejusdem ecclesie Sancte Reparate, a dicto monasterio, ut prefertur, dependente, ecclesia parrochialis Sancti Jacobi, civitatis Nicie predicte, cujus collatio et provisio, dum pro tempore vacat, ad episcopum, canonicos et capitulum dicte ecclesie Niciensis pleno jure spectat et pertinet, mense abbatiali Sancti Pontii perpetuo et pleno jure unita et incorporata remaneat, ad cujus monasterii etiam dicte parrochialis ecclesie Sancte Reparate provisio, collatio et omnimoda disposi-

tio, dum pro tempore vacat, pleno jure etiam pertinet et spectat, prout hec omnia reverendi domini constituentes vera fore asseruerunt. Hinc enim fuit et est quod in loco infrascripto capitulariter congregati R. D. Johannes Provana, prepositus, Franciscus de Berra, prior claustralis, Johannes Baptista Fulconis, canonicus et precantor, Ludovicus Baldoinus, canonicus infirmarius, Ludovicus Arnulfi et Johannes Roque, canonici dicte cathedralis ecclesie Niciensis, pro rebus infrascriptis capitulantes, majorem totum capitulum simul facientes, reverendis dominis Johanne Barralis archidiacono et Ludovico Badati canonico et sacrista absentibus, ipso archidiacono apud curiam ducalem Sabaudie celsitudinis et ipso domino sacrista vacante studiis, cum assistentia et auctoritate reverendi domini Johannis Provane, vicarii et officialis Niciencis, principales ex una, et reverendus dominus Honoratus Martelli, abbas seu perpetuus commandatarius dicte abbatie Sancti Pontii ac Serenissime domine Ducisse nostre Sabaudie eleemosinarius, et venerabilis dominus Johannes Antonius Alhaudi, sacre pagine doctor, monachus dicti monasterii Sancti Pontii, uti de dicta parrochiali ecclesia Sancte Reparate post obitum domini quondam Guilhoni Lamberti, ejusdem monasterii monachi, et parrochialis ecclesie Sancte Reparate predicte prioris et ultimi possessoris, ut prefertur, nuper seu alias vacantis, auctoritate ordinaria provisum extitit, principales etiam, ex altera, volentes et cupientes desideriis et voluntati dicti Serenissimi domini nostri Ducis obedire, ex omnibus predictis finem imponere, ad infrascriptum venerunt concordiam, Sancte Sedis Apostolice beneplacito de omnibus semper salvo et reservato.

Primo quod omnes tractatus cum quondam reverendo domino Honorato Martelli, seniore, ejusdem reverendi domini moderni abbatis predecessore[1] initi, cessent omnimodo.

1 Cet abbé était le neveu du précédent et portait les mêmes noms; il paraît avoir été nommé en 1548. Dans un acte du 18 septembre de cette année, il est qualifié de *dominus Honoratus Martelli, junior, quondam nobilis Ludovici, abbas commandatarius abbatie sacri monasterii Sancti Pontii.*

Item, ex quo idem dominus modernus abbas multa detrimenta, paucis abhinc annis, in dicte abbatie redditibus ac fructibus passus fuit ob dismembrationem ecclesiarum Nostre Domine de Cimelio, quam nunc fratres de Observantia detinent et possident, et Sancti Bartholomei, quam etiam fratres Scapuchini detinent et possident, quequidem ecclesie certos redditus et proventus eidem abbati Sancti Pontii hinc prestabant, preterea necesse fuerit eidem abbati proxime presentis anni cibaria et vestiaria monachis prefati monasterii, ad certam quantitatem adaugere, et propterea maximam reddituum dicte abbatie imminutionem passus fuerit, ut eidem et successoribus suis sit in premissis consultum, conveniens et concordatum quod ruralis ecclesia Nostre Domine de Gateriis, Venciencis diocesis, que est annexa dicte parrochiali Sancte Reparate, cum illius fructibus, redditibus necnon omnia servitia dicte ecclesie Sancte Reparate, que percipere solebat prior ejusdem ecclesie Sancte Reparate, que hic pro sufficienter expressis habeantur, exceptis decima grani et leguminum quam ultra servitium solvere tenentur heredes Bartholomei Borre, heredes Alayeti, relicte Joannis Larcaris, uxoris Petri Garde, et heredes Antonii Caroli, alias Franco, pro predis seu faissis sitis al Albre, territorio Nicie, sint et esse debeant, ac spectant et pertineant eidem domino abbati, seu successoribus suis, et pro tempore existentibus, pleno jure et perpetuo sue mense abbatiali annexentur et incorporentur.

Item, quod ecclesia Sancte Reparate et jura ad eam pertinentia demembrentur, illaque omnia et singula mense capitulari cathedralis, ad effectum ut canonici administrationem liberam habeant, perpetuo uniantur et quod post obitum moderni prioris Sancti Jacobi, dicta parrochialis ecclesia Sancti Jacobi et dependentia dicte ecclesie, cum annexis ac omnibus juribus ac servitiis annualibus suis, excepta decima frumenti et leguminum debita pro preda enfiteuticata a dicto capitulo ecclesie demembrentur et mense abbatiali perpetuo annexantur.

Item, quod venerabilis dominus Joannes Antonius Alhaudi,

teneatur cedere et renuntiare omni et cuicunque juri sibi competenti super ipsa ecclesia Sancte Reparate in favorem capituli, prout ex nunc cedit et renuntiat.

Item, quod dicti domini canonici promiserunt quod reverendus in Christo pater dominus Franciscus Lambertus, Niciensis episcopus, qui nunc a presenti civitate Nicie est absens, infra annum unum proximum approbabit et ratificabit conventionem hujusmodi, et procuratores in urbe Romana constituat ad consentiendum premissis : que omnia promittent.

Acta fuerunt hec omnia Nicie, infra ecclesiam Sancte Reparate et in capellania Nostre Domine de Misericordia, ubi erant dicti domini canonici capitulanter congregati, presentibus venerabilibus dominis Dominico Regis, curato ecclesie Sancte Reparate, Ludovico Barralis, presbytero, nobilibus Johanne Francisco de Roccamaura, Joanne Petri et Andrea Genoini, syndicis, honorabilibus Honorato et Dionisio Clareti, et Bernardino Canesio mercatoribus, et egregio Francisco Pelegrini, notario dicte civitatis, testibus, et me Gregorio Fulconis, clerico Niciense, notario.

Manuscrit L [1].

CCCCIII

1561, 11 octobre. — L'abbé de Saint-Pons, Honoré Martelli et le chapitre du monastère, concèdent en emphytéose à Jean Grinda, une terre sise à Saint-André, dans la troisième partie de ce territoire qui appartient au monastère, et dans la région dite « lo Camp Comun »; laquelle terre a pour confronts : au midi, la terre qui, pour deux parts sur trois, appartient à noble Melchior Michelotti, seigneur dudit lieu, et appartenait jadis aux seigneurs de Chabaudis, au couchant, le chemin public qui le traverse, au nord, le chemin qui va à l'Ariane, qui le traverse, au levant, le

1 Ce document est transcrit dans la partie du manuscrit de Lantcri qui fait suite à l'inventaire.

petit vallon de Sicco. Le service annuel est de 8 florins en sus des droits usagers. Le monastère se réserve le droit de prendre les bois et branches nécessaires au four du monastère. En foi de quoi le notaire François Pellegrini, secrétaire du monastère, a dessiné sur deux feuilles de papier les crosses du monastère.

Manuscrit T.

CCCCIV

1567, 20-22 janvier.— In nomine Domini nostri Jesu Christi, amen. Anno a Nativitate ejusdem millesimo quingentesimo sexagesimo septimo, inditione decima, et die vigesimo januarii universis tam præsentibus, quam futuris sit manifestum, quod in monasterio Sancti Pontii, ordinis Sancti Benedicti, prope et extra muros Niciæ in præsentia mei notarii subscripti, necnon reverendi domini Joannis Filippi Fulconis, capelani, et Antonii Simonis de Leventio, testium specialiter vocatorum et rogatorum ad infrascripta, congregato venerabili capitulo dicti monasterii ad sonum campanæ, ut moris est, in loco capitulari consueto, de præcepto mandato R. domini Honorati Martelli, abbatis dicti monasterii, ad requisitionem reverendorum domini Joannis Comitis prioris majoris claustralis devoti monasterii Sancti Victoris Maxilliensis extra muros, et Joannis Pasterii Armanarii et prioris Sancti Ferreolis, etiam monaci dicti monasterii Sancti Victoris, in quo quidem capitulo interfuerunt supradicti : reverendus D. Abbas, reverendus D. Isoardus Colomboni, prior claustralis, D. Ludovicus Giaseletus, camerarius et prior de Falicono, D. Joannes Antonius Agliaudi, prior Nostræ Dominæ de Virimanda, sacræ theologiæ doctor, D. Augustinus de Constantinis, prior Sancti Petri de Oliva, dominus Petrus Martelli, dominus Christoforus Galleani, D. Honoratus Lamberti, sachrista, Antonius de Ulmo, infirmarius, Guglielmus Gapeanus, novitius, capitulantes, et capitulum tenentes ad actum infras-

criptum, in quo fuit expositum a suprascriptis reverendis dominis Joanne Comitis et Joanne Pasterii, in executionem ordinationis factæ a monasterio Sancti Victoris, ad requisitionem reverendi domini Honorati Martelli, abbatis Sancti Pontii, juris utriusque doctoris, die secunda novembris millesimo quingentesimo sexagesimo sexto, quorum exhibuerunt subscriptam, Baruier notarius, inferius insertam, præcedente ordinatione capituli prefacti monasteri Sancti Pontii sumpta per egregium Franciscum Pelegrini inferius inserta, fuisse injunctum constitutos visitatores dicti monasterii Sancti Pontii a vicario generali reverendissimi D. Philippi de Rodulphis, abbatis monasterii Sancti Victoris, ut ex litteris constitutionis patentibus, datis decima quinta januarii presentis anni, subscriptis Bartolomæo Bonvicino, vicario supradicto, et subscriptis Baruier notarius, sigillatis per duobus sigillis *(sic)* altero abbatis, altero monasterii, quas exhibuerunt, apparet etiam inferius insertis, necnon, et a capitulo dicti monasterii Sancti Victoris, ut constat instrumento constitutionis sub decima januarii dicto anno millesimo quingentesimo sexagesimo septimo, subscripto Baruier, notarius, quod etiam exhibuerunt, inferius insertum, idque factum in vim privilegiorum concessorum monasteriis Sancti Victoris, et Sancti Pontii a summis pontificibus, et maxime ab Urbano pontifice, de quibus in bulla, quam etiam exhibuerunt sub data Avenioni sexto idus februarii, pontificatus nostri anno 4°, cum plumbeo sigillo, seu bulla, pendenti ex fillo rubeo, et crocco sericeo, inferius etiam insertam sequi transtulisse ab eodem monasterio Sancti Victoris Maxiliensis in presentem locum visitationis, causa ad reformationem abbatiæ, si quis reperiatur, necnon ad monasticam disciplinam instaurandam et reficiendam, si qua in parte laberetur præcipere, propterea in virtute sanctæ obedientiæ, sub pœna excommunicationis, aliisque arbitrariis eidem, ut se pararent ad visitationem assumendam, propalarentque, si qua in monasterio tam iu capite, quam in membris egerent emendatione eorumque ad mentem rogasset, ut æqui bonique consulerint. Quibus auditis a

reverendo Honorato Martelli, abbate, necnon R. D. Isoardo Colomboni, priore, tam eorum nomine, quam aliorum monacorum in capitulo constitutorum, fuit responsum, salvis eorum privilegiis, juribus, et constitutionibus, acceptum et gratum eorum adventum jamdiu optatum habere, singula que eorum officio incumbunt, quatenus posset facturos, et executuros. De quibus a prædidictis visitatoribus, abbate et monachis fuit rogatum a me notario infrascripto præsens instrumentum, quod recepi, ad futuram memoriam anno, et die suprascriptis, præsentibus R. D. Joanne Philippo Fulconis, et Antonio Simoni de Leventio, testibus rogatis et requisitis, et ego Franciscus Pelegrini notarius.

Anno, et die præmissis, et præsentibus me notario infrascripto, et R. D. Joanne Philippo Fulconis, et Antonio Simoni, testibus ad infrascripta rogatis, supradicti D. Joannes Comitis, et Joannes Pasterii visitatores, eorum visitationibus principium dantes, comitantibus suprascriptis abbate, et monachis, accesserunt ad ecclesiam, et ad altare magnum in quo observatur Sancta Eucharestia, ibique, prius decantatis divinis precibus, et oratione de Spiritu Sancto, visitarunt Sanctissimam Eucharistiam, quam reperierunt sub clavibus in capsula inclusa, in arca cipressi decenter et magnifice observatam; quam tamen, ut decentius observaretur, ordinarunt tabernaculo inaurato includi infra sex menses; fuitque id præceptum R. D. Honorato Marteli, abbati præsenti, et se id facturum promittenti.

Inde se transtulerunt ad sachristiam, et quia reliquiaria non erant in monasterio, sed transportata Niceam, custodiæ gratia, fuit præceptum monachis ut curarent ea reportari in monasterio ut visitarentur.

Post visitata fuerunt pannia, lania, et linea, et serica veste, et indumenta, vasa, et reliqua mobilia in sachristiam, et religionem pertinentia, quibus decenter observatis repertis, fuit ad instantiam monachorum supradictorum injunctum R. D. Honorato Lamberto, sachristæ, ut inventarium eorum faceret infra biduum sub

pœna obedientiæ, et priori sub pœna depositionis officii, ut curaret id a dicto sachrista osservaretur; qui quidem sachrista obtulit, et promisit se id facturum. De quibus omnibus itidem fui rogatus a supradictis Domini visitatoribus, abbate, et monachis conficeretur presens instrumentum, quod et confeci, præsentibus testibus suprascriptis nominatis et rogatis.

Anno prædicto, et die vigesima prima januarii, in dicto monasterio, coram me notario subscripto, et testibus supranominatis, prædicti visitantes a prædictis monachis, cum eorum abbate de vasis reliquiarum ejusdem monasterii, nec non votivis donis argenteis a prætiosis reliquiis percunctantes eis prius Nicia ad presentem locum transportatis in sachrista, et in essecutionem præcepti die primo facti, se transtulerunt in dictum locum sachristiæ, ibidemque apulsi reperierunt, quæ sequntur :

Primo caput argenteum cum mithra argentea, lapidibus ornata, quod erat preparatum ad osservationem capitis sancti Siacri, olim abbatis dicti monasterii et postea episcopi Niciencis, in quo tamen vase nunquam appositum, sed osservatur ibidem præ multis reliquiis sanctorum; quod quidem caput immittitur humeris etiam argenteis, cum duobus stolis argenteis pendentibus et bulla seu medaglia in pectore cum stella. Item, duo capita sanctorum Siacri et Anselmi in duobus vasibus ligneis deauratis, in forma capitis humani, cum humeris, una cum duabus mitris, altera serica et altera bombitia, cum bulla seu medaglia pendenti a colo capitis S. Anselmi scripta. Item, brachium busteum inauratum, in quo osservatur os brachii S. Pontii. Item, vas parvum lotoni inauratum, vulgo vocatum reliquiarium, in quo osservantur nonnullæ reliquiæ sanctorum. Item, brachium fusteum inauratum, in quo osservatur os brachii S. Siachri. Item, duæ arculæ in quibus osservantur multæ reliquiæ sanctorum. Item, parva crux argentea, in qua est fustum ligni crucis domini nostri Jhesu Christi, cum arca in qua includitur crux. Item, parva crux lignea deaurata de vero ligno crucis S. Andreæ, inclusa in arcula. Item, crux magna argentea cum

imagine crucifixi argentei. Item, tres calices cum suis patenis argenteis. Item, vas turribulum argenteum. Item navis argentea cum arboribus et funibus argenteis. Item, vas cupri deauratum ad osservandum tur, vulgo naveta, et alia cupri sine pede. Item, bulla aurea sive medaglia sculpta imagine S. Hieronimi ab altera parte, et ab altera parte imagine S. Dominici. Item, pissis fustea rubea sive boiscola. Et quia, habita informatione ex senioribus, deficiunt reliquiæ quæ sequntur, nempe : uncia digiti beate Mariæ Magdalenæ, pars jecoris S. Antonii et bustum pellis S. Bartolomæi, qui sunt penes Antonium Agliaudi, eo transportatæ a reverendo D. Francisco Caravadotii, monacho, dum viveret, et priore presentis monasterii, fuit injunctum prædictis abbati et monachis ut instruerent actionem adversum eum, earum repetendarum gratia, si monitus extra judicium nolit restituere. Item, vas vulgo vocatum reliquiarium, ex materia lignea, vulgo vocata archimia.— Et conversis oculis ad arcam ligneam tribus clavibus osservatam, in dicto loco sacristiæ existentem, precepit habentibus claves ut eam aperirent; eaque fuit aperta et in ea reperta multa documenta seu instrumenta, aliaque scripta jurium monasterii satis decenter osservata; acceptisque clavibus, remiserunt unam reverendo priori Isoardo Colomboni, alteram reverendo D. Joani Antonio Agliaudi, tertiam reverendo D. Augustino Constantino : illisque fuit injunctum ut illa recte ac decenter conservarent usque ad vigiliam Sancti Pontii, sub anno millesimo quingentesimo sexagesimo octavo; ordinaruntque ut eadem die, singulis annis, ab abbate et capitulo eligerentur tres clavium custodes, quibus ibidem claves consignarent, quodque claves sacra in arca scripturarum reponantur. Et habita informatione a senioribus monachis deficere nonulla documenta, fuit injunctum prædictis abbati et monachis, sub pœna obedientiæ et excommunicationis, ut quæcumque documenta penes eos existentia respective, et ad monasterium pertinentia, restituerent dictis custodibus clavium et reponantur in dicta arca, hocque infra duos menses; quæ scripturæ penes alios reperiuntur curarent omnimodo ut

restituerentur, reponerenturque congruo tempore in eadem arca. Item, fuit ordinatum ne tales scripturæ removerentur a dicta arca absque capituli consensu. Reliquiæ, vasa, bocalia, aliave mobilia idem monasterium pertinentia asportarentur; cum autem prædicta vasa, reliquiæ, ac jocalia in ecclesia necessaria non sunt, in sachristia recondita teneantur. Item fuit præceptum abbati ut archis, quæ adsunt sero cum clavibus sachristæ subministraret ad osservandum vestimenta quæ sub cura sua sunt, et ad monasterium pertinentia; cui sachristæ injunctum fuit ut eadem vestimenta sartaque texta conservarentur connessi.

Inde a sachristia ad altare magnum, et habita informatione tabulas et imagines ibidem depictas ad monasterium pertinere, fuit injunctum eidem domino abbati ut infra triennium, aut novas de suo tabulas, et imagines, aut easdem ibi existentes compararet, item et duo candelabra lignea depicta modernæ formæ subministraret. De quibus omnibus præmissis prædicti domini visitatores, necnon abbas, et monachi rogarunt coram nobis notario subsignato, in præsentia dictorum testium specialiter rogatorum, præsens instrumentum, quod et nos rogati recepimus anno prædicto.

Die vero vigesima secunda mensis januarii, præsentibus me notario subscripto, Antonio Simoni, et Georgio Antonio Ulmensi testibus ad infrascripta vocatis, supradicti domini visitatores, eorum visitationem continuantes, convocatis prædictis domino abbate, et monachis, accesserunt ad ecclesiam prædicti monasterii; conversique ad altare Sancti Siacri, in quo est crux magna cum imagine crucifixi, destituta linteo pendenti, quo debuerat velari, præceptum fuit sacristæ ut linteo pendenti eam ornaret, et abbati autem ut id subministraret; conversisque oculis ad concamerationem ecclesiæ, necnon ad tectum, et reliquos parietes, circumpexerunt ecclesiam seu edificium ecclesiæ satis decenter sartum tectumque, ornatumque, abbatem prædictum ut eum statum, sacristæ autem præceperunt ut parietes ab araneis telis reliquisque ejusdem generis immonditiis mundas teneret. Inde

conversi ad campanile, habitaque informatione necessitatis campanarum defficientium, præceptum fuit domino abbati ut infra biennium conficeret, seu curaret ut conficerentur suis sumptibus duæ campanæ, altera major, et altera minor, item ut campanella super porta sacristiæ reponeretur, quodque apex turris campanarum cruce ferrea cum accessionibus ornetur. Hinc conversi ad magnum altare, ordinarunt et præceperunt eidem abbati ut suis sumptibus conficerent tres sedes a latere dicti altaris infra biennium; postea conversi ad chorum, visitatisque libris, præceperunt eidem reverendo abbati ut compararet magnum salterium, unum antifonarium, et unum epistolarium infra unum annum, aut, si mallet, unum missale. Item custodia librorum fuit sacristæ comissa, de quibus teneatur facere inventarium, præceptumque abbati ut provideret de porta cum serriis, et clavibus, quibus clauderetur armarium in quod reconderentur libri, necnon ut portæ chori etiam providerentur de serra, et clave, transitumque ab ecclesia in choro tecto aperiret. Item fuit injunctum eidem abbati ut infra sexennium chorum sedibus commodiorem redderet et autem de vitreis fenestris provideret suis; item ordinatum, præceptumque monachis ne sine cucula in choro starent, orarent, et ne inter cantandum, et orationes obligarentur; qui autem hoc tempore cuculam non haberent, curarent ut infra mediam quadragesimam eam compararent, ne quisquam laicus in choro cum eis inter divina officia maneret absque abbatis aut prioris licentia concessum, ut ritus et mores officiorum hactenus observanter sequerentur. Salvis infrascriptis, præceptum fuit priori ut curaret quod divina officia omnia rite et recte, ac juxta regulam beati Benedicti peragerentur. Quibus omnibus dicti domini visitatores præbuerunt fieri unum publicum instrumentum per nos notarios subscriptos; actum ut supra.

Anno, et die præmissis, et presentibus nobis notariis subscriptis, et testibus antedictis, visitatores prædicti, comitantibus monachis suprascriptis continuantes eorum visitationem, accesserunt ad cameram singulorum monachorum, excepta camera

D. Gasparis Levesii absentis, easque reperierunt decenter munitas, secundum statum et conditionem cujusque monachi, ordinaruntque statui cameram certam et separatam novitiis. Item accesserunt ad refectorium, in quo ordinarunt statui imaginem crucifixi, et continuari lectionem inter prandium, et cenam, juxta hactennus ut supra consueta. Inde se transtulerunt ad coquinam; visitatisque mobilibus ad eam pertinentibus, ordinarunt provideri ab abbate de utensilibus ad coquinam necessariis. De quibus, etc.

Anno, et die præmissis, coram dominis visitatoribus supradictis comparuit R. D. Carolus Malespina prior, Joannes Cassiani monachus monasterii Sancti Victoris, constitutus procurator jurisdictionalis ab eisdem visitatoribus, constante instruinstrumento sumpto per me Franciscum Pelegrini, alterum ex actuariis et notariis subscriptis, anno, et die præmissis, quod exibuit inferius insertum, eoque instante, et sic fieri recorrente, fuit injunctum abbati, et monachis supra in camera prioris claustralis congregatis, ut propalarent utrum aliquid eget reformandum tam in capite, quam in membris, et utrum scirent, vel crederent, vel fama eget aliquidem ex eorum numero, cujusque status vel ordinis concubinam haberet, vel suis spensis monasterio, aut extra retinere, vel ad aliquam accedere, vel curare ut ad se veniret, aut cum aliqua suspecta muliere consortium vel colloquium habere, aliud, aut nefandum crimen commitere, alleatoremve esse blasphæmum, usurarium, conjuratorem, confiscatorem, alienatorem rerum ecclesiasticarum, earumve obligatorem, malum administratorem; item propallarent, si scirent, vel crederent, vel fama esset sacristam, aliumve custodem vasa, vel vestimenta, et alias res, vel ornamenta ecclesiæ, aut alia divino cultui dedicata bene conservaverint; et si aliquod de immobilibus, vel mobilibus diminuta fuerunt, et per quem, et quare, et quando, et qualiter; item an officia divina de die, et de nocte, feriis competentibus sit quemquam esse in monasterio hæreticum, vel de hæresi suspectum, et conventiculos facere,

oreumve resectator, vel fauctor, aut defensor sit, et an eorum honeste, et cum honestis vestibus intrent, et honeste stent, et comedant in communi mensa, regulariaque ordinis statuta, et mores religionis observent. Qui quidem abbas, et monachi obtulerunt se seriatim, et ad partem in secretis, juxta eorum conscientiam propallaturos petentes, ut cum eis misericorditer ageretur, sic ubi lapsi fuissent; quæ quidem fuerunt accepta a supradicto procuratore jurisdictionali, petiitque ut culpabiles repertos ex propallationibus secretis juxta ordinis regulam, et monastica instituta, ac sine scriptis coercerentur, ac super hiis jus, et justitiam ministrari officium eorum, implorando, ac de hiis testimoniale ssibi concedi ab eisdem visitatoribus, et nobis notariis subscriptis; quas ipsi cum nobis concesserunt. Datum ut supra.

Bibliothèque Royale de Turin — *Mss. di Storia Patria*, vol. 361.

CCCCV

1567, 1er juillet. — Procuration de l'abbé et du chapitre de Saint-Victor de Marseille à dom Isoard Colomboni, prieur claustral de Saint-Pons, pour les représenter à Nice devant les délégués apostoliques, et en cour de Rome, à l'effet de s'opposer aux prétentions de l'évêque de Nice qui entendait visiter le monastère dépendant de la juridiction de Saint-Victor.

Manuscrit L.

CCCCVI

1569, 22 janvier. — Lettres par lesquelles le cardinal Strozzi, archevêque d'Aix, abbé commendataire de Saint-Victor de Marseille, enjoint à dom Honoré Martelli, abbé commendataire de Saint-Pons, dépendant de Saint-Victor, de faire exactement observer par ses moines les constitutions et prescriptions ordonnées par les visiteurs qu'il a envoyés pour la réforme de l'abbaye

et de ses moines, le recensement des religieux et la translation des délinquants dans d'autres monastères, avec la faculté de recourir à cette occasion au bras séculier.

Manuscrit L.

CCCCVII

1576, 22 juillet. — Le chapitre de Nice « s'étant emparé » de l'église et du prieuré de Sainte-Réparate, dépendant du monastère de Saint-Pons[1], les moines avaient fait recours au duc de Savoie; l'évêque de Nice amèna les parties à abandonner le procès déjà porté en appel devant le nonce à Turin.

En conséquence ayant été constitués : Clément Isnardi, prévôt, Dominique Carena, prieur claustral, Gaspard Barralis, sacristain, Jean Barralis, archidiacre, Jean-Ambroise Fulconis, cabiscol, Ludovic Baldoino, infirmier, Ludovic Arnulfi et Melchior Boldorni, tous chanoines de la cathédrale, d'une part, et de l'autre les révérends Pierre Martelli, prieur claustral, Augustin Constantin, camérier et prieur de Falicon, Antoine de Ulmo, infirmier, Gaspar Levesie et Pierre Delfino, moines du monastère de Saint-Pons, ceux-ci cèdent leurs droits sur l'église de Sainte-Réparate et ses dépendances, en se réservant le prieuré de Notre-Dame de Gattières qui en dépendait; d'autre part les chanoines cèdent le prieuré de Saint-Jacques, dépendant du chapitre, qui passera à la collation de l'abbé de Saint-Pons, et sera uni à la mense monacale. Les chanoines payeront en outre au monastère une soulte de trente écus d'or. Les maisons de la rue de la Paneterie sont également retenues par le monastère.

Fait en présence de Nicolas Morzo, Jacques Ruffi et Guillaume Baudi, prêtres, habitants à Nice, témoins. — Honoré Baldoino de Nice, notaire.

Manuscrit L,

1 Il résulte de cet acte que la convention d'échange de 1561, (voy. plus haut n° CCCCII), n'avait pas été suivie d'effet, pas plus que celle de 1531 (n° CCCLXXXIX).

CCCCVIII

1582, 7 avril. — Acte d'hommage et de fidélité prêté au duc Charles-Emmanuel de Savoie, par l'abbé Honoré Martelli, pour le château non habité de Saint-Blaise et la quatrième partie du territoire de Saint-André. — Signé, Spalis, secrétaire.

Manuscrit T.

CCCCIX

1590, 4 février. — L'évêque de Nice, François Lamberti, les chanoines et le chapitre de la cathédrale avaient cédé aux moines le prieuré et l'église paroissiale de Saint-Jacques par acte du 22 juillet 1576[1]; mais depuis, par ordre du duc de Savoie, cette église avait été occupée par les Carmes, leur couvent trop voisin du château de Nice ayant été détruit lors du siège des Turcs et des Français en 1541; il intervint alors la convention suivante entre les Carmes et les moines réunis en chapitre, Raphaël Palatio, prieur claustral, Antoine-François Barralis, vicaire, Jean-Baptiste Salvatoris, infirmier, Antoine Maifredo, Jean Lossi, et Jules Ramin, moines profès, et les pères Carmes, frère Ambroise Causse, prieur, Georges Emelin, lecteur, Esprit Cane, vicaire, Bertrand Carron, Lazarin Larche et Thomas Ochiri. Il sera permis aux moines de Saint-Pons, lorsqu'en temps de guerre ils devront se retirer dans la ville, de célébrer les offices, dans l'église Saint-Jacques et d'y habiter. Les Carmes remettront aux moines tous les titres qui appartiennent au prieuré. Une construction sera faite contre l'église pour l'habitation des moines, la dépense en sera prise sur les revenus courus depuis la mort du dernier prieur; le reste sera à charges communes. Tant que l'édifice

1 Voyez le n° ccccv.

ne sera pas terminé, les Carmes seront tenus de recevoir les moines et leurs familiers dans leurs chambres, que ceux-ci habiteront le plus commodément possible, ayant égard à l'étroitesse des lieux. Dans le cas où le monastère de Saint-Pons, par faits de guerre, serait détruit ou rendu inhabitable, les moines auraient leur séjour perpétuel dans les bâtiments à construire et officieraient dans l'église et le chœur, les Carmes célébrant les premiers l'office du matin, qui devra être terminé à l'aube, les moines disant ensuite les matines et la grand'messe ; pour la messe basse, un moine dirait la première, un carme la seconde, et ainsi de suite. Les moines pourront se servir de l'eau du puits; les Carmes devront aussi laisser déposer leur vin dans la cantine, mais pour leur usage seulement et celui de leurs familiers. — Jean-Pierre Barelli, notaire.

Manuscrit L.

CCCCX

1592, 26 avril. — Bulle de provisions de l'abbaye en faveur de Louis de Grimaldi, évêque de Vence[1].

Manuscrit L.

CCCCXI

1593, 20 et 21 janvier. — Concession du prieuré de Notre-Dame de Beaulieu *(de Pulcro Loco)*, territoire de Villefranche, faite par Louis de Grimaldi, évêque de Vence, abbé commendataire de Saint-Pons, en faveur de Jean Ruffi, ledit prieuré étant vacant par la mort de Louis Baldoini.

Dom Jean Ruffi, ayant renoncé au prieuré, l'abbé nomme à sa place dom François Barralis. — Signé, Robini.

Manuscrit T.

1 Voyez au *Gallia Christiana*, t. III, inst. col. 244 et 246, le procès-verbal de l'élection de Louis de Grimaldi, par les moines de Saint-Pons, le 23 janvier 1590 et la confirmation par l'abbé de Saint-Victor de Marseille du 10 février suivant.

CCCCXII

1593, 24 février. — Transaction entre Louis de Grimaldi, évêque de Vence et abbé commandataire de Saint-Pons, et les moines dudit monastère : Dom Raphaël Pallazio, prieur claustral, et de N. D. de Virimanda, recteur de Saint-Pierre d'Oliva; dom Antoine-François Barralis, vicaire du monastère, prieur de Saint-Jacques de Nice dépendant de l'abbaye, dom Urbain Lambert, camérier de l'abbaye, prieur de Falicon, dom Jean-Baptiste Salvatoris, infirmier, dom Antoine Maifredo, prieur de Sainte-Dévote; dom Jean Rosso, moines prêtres, le révérend Jules Ramin, profès, le vénérable Jérôme Baldoino, sacristain, François Barelli et Nicolas Giuglaris, novices présents; et Jean-Louis Dago, novice, absent par maladie; tous moines conventuels dudit monastère, réfugiés à Nice par suite des événements de guerre, réunis dans la maison du magnifique seigneur Louis Laugier, docteur ès lois, où l'abbé faisait sa résidence, et dans la chambre de l'abbé, lieu choisi comme salle capitulaire.

L'abbé cède aux moines, pour la provision de pain, montant à cent cinquante setiers de blé, toutes les redevances en grains des terres situées au lieu de la Condamine de Saint-Pons, montant à soixante-dix-sept setiers, et en motural, les redevances exigées des graves contenues auxdites terres, payées en argent et montant à cent sept sous et un denier, des petits, payables annuellement à la Sainte-Marie de la mi-août.

Il abandonne également le domaine direct, la seigneurie et toute la juridiction qu'avait l'abbaye sur ces terres ou graves, les lods, trézains, prélations; il leur remet les terres, champs, jardins bas du monastère, avec la « giaina » y existant près de la route et estimée à vingt-cinq setiers de blé par an.

Il cède également les moulins de l'abbaye, logements, jardins, terres, prés, arbres, situés au lieu dit Saint-Barthélemy, confinant

au levant avec la route, du couchant avec la propriété de noble Melchior Vachieri, du nord avec les propriétés de Fabrizio Fabri et Barthélemy Barnonio, du midi avec celles de Pierre Catani et Antoine Gerbini, le tout pour quarante setiers de blé annuels, l'abbé s'obligeant à payer annuellement, chaque année, à la Saint-Michel, les autres huit setiers, moins un motural, nécessaires pour compléter les cent cinquante setiers convenus.

Il cède, pour la provision de vin et de fruits, la vigne et le verger et tout le tènement qu'il faisait cultiver pour son compte.

Pour les ustensiles, meubles et autres choses nécessaires aux moines, l'abbé abandonne le droit sur le passage des troupeaux.

Pour le vêtement et la pitance des moines, les salaires d'un maître d'école, du barbier, du fournier, du cuisinier, etc., montant à huit cent florins, monnaie de Nice, l'abbé assigne la bandiole de Saint-Pons pour soixante florins annuels, s'obligeant à payer les autres sept cent quarante florins annuels en deux fois; trois cent soixante à la Saint-Michel et le reste à Pâques.

Il cède encore la moitié des oignons et aulx des lieux de Prémoirans et Bolcan pour la provision du monastère.

L'abbé se réserve, pour son usage personnel, le jardin qui est sous la « giaina », avec l'usage de l'eau et de la fontaine, ainsi que le champ qui est sur la route pour subvenir aux aumônes qui restent à sa charge et qui se feront au monastère lorsque les moines y seront revenus.

Fait à Nice, en présence de Donato Vachier, docteur ès lois, et de Laurent Cotto, citoyens de Nice, témoins.— André Robino de la Bollène, notaire.

Manuscrit L.

CCCCXIII

1594, 1er juin. — Bulle du pape Clément VIII approuvant et confirmant la transaction précédente.

Manuscrit L.

CCCCXIV

1604, 23 novembre. — Transaction intervenue entre l'abbaye de Saint-Pons et les pères Carmes au sujet du prieuré de Saint-Jacques de Nice, les conventions précédentes[1] n'ayant pu empêcher de graves conflits entre les parties. Cette transaction se fait sous l'arbitrage de François Martinengo, évêque de Nice, et de Louis de Grimaldi, abbé commendataire.

Les fonctions curiales, avec tous les fruits et émoluments y affèrents, sont abandonnées aux Carmes. Le titre de prieur reste au titulaire actuel, moine de Saint-Pons, et à ses successeurs moines, sous la collation de l'abbé; il touchera une pension annuelle de 65 florins monnaie de Nice; les Carmes devront également à l'abbé commendataire 25 livres de cierge blanc à la Purification. Les cens, dîmes, lods et trézains resteront au prieur, qui ne pourra pas habiter dans la clôture des Carmes; il pourra célébrer la grand'messe et les offices le jour de Saint-Jacques. Les moines de l'abbaye pourront faire construire près de l'église Saint-Jacques une maison à leurs frais, hors de la clôture, à l'effet de s'y retirer en cas de guerre; ils pourront alors célébrer leurs offices dans l'église, pouvoir cependant empêcher ceux des Carmes et encore moins ceux de la cure.

Manuscrit L.

CCCCXV

1606, 3 avril. — Prise de possession de l'abbaye de Saint-Pons par Honoré Laugier, commendataire.

Manuscrit L.

1 Voy. n° CCCCVIII.

CCCCXVI

1610, 10 mai. — Bulle de Paul V pour l'approbation du statut voté par le chapitre de l'abbaye par lequel la charge de prieur claustral, à laquelle reste uni le prieuré de Virimanda, ne sera plus viagère, mais renouvelée tous les trois ans, par vote secret, au profit de religieux ayant douze ans de profession.

Manuscrit L.

CCCCXVII

1649, 28 novembre. — Prise de possession de l'abbaye par le prince Maurice-Eugène de Savoie, commendataire.

Manuscrit L.

CCCCXVIII

1669-1721. — Documents relatifs au droit de l'abbé de Saint-Pons de nommer les « abbés du bal de *Soprabarri* » à Nice.

Manuscrit L.

CCCCXIX

1673, 3 mars.— Sacra congregatio a Sanctissimo Domino nostro specialiter deputata super negotio monasterii Sancti Pontii, ordinis Sancti Benedicti, extra muros Nicienses, quod consistorialiter providere et in commendam dari solet, taxatum ad florenos 242, quodque hodie in congregationem redactum non reperitur, cognito illud, in præsens, ex magna opulentia et eximia sanctitate, quam olim florebat, eo paulatim collabente disciplina redactum esse ut et reddituum inopia laboret, et non solum nulla penes in eo monasticæ observantiæ vestigia supersint, sed neque hujus per præsentes monachos instaurandæ ulla spes affulgeat, inhærens

menti sacrorum canonum et laudabili æcclesiæ consuetudini, decretisque aliàs super hoc ipso negotio, ab hac Sancta Sede factis, censuit prefatum monasterium, salva mensa abbatiali, quæ dudum a conventuali separata fuit, aliisque juribus abbatis commendatarii pro tempore, salvis item juribus cameræ apostolicæ et sacri cardinalium collegii, uniendum quam primum esse, si Sanctissimo Domino nostro videbitur, congregationi Casinensi ejusdem ordinis, cum clausulis et conditionibus quæ in litteris apostolicis exprimentur.— Et, facta relatione, Sanctitas Sua ejusdem congregationis sententiam benigne approbavit. — Datum Romæ die tertia martii MDCLXXIII. — Cardinalis. Gaspar Carpineus — locus sigilli — Augustinus Favoritus, secretarius.

Manuscrit L.

CCCCXX

1687, 11 mars. — Bulle d'Innocent XI considérant que l'état moral et matériel de l'abbaye ne fait que péricliter par suite de l'incurie des abbés, les bâtiments étant presqu'entièrement en ruine et les ressources ne pouvant fournir à la subsistance plus de cinq moines; en conséquence le pape décrète qu'une partie des revenus de la mense abbatiale sera reportée sur la mense conventuelle afin qu'il puisse y être entretenus douze moines et quatre frères lais ou convers dans le monastère.

Manuscrit L.[1]

CCCCXXI

1688, 31 décembre. — Prise de possession de l'abbaye par Jean-Thomas Provana, abbé commendataire.

Manuscrit L.

1 Cette bulle est publiée dans *Gallia Christiana*, t. III, *inst.* col. 247 d'après les archives de Saint-Victor de Marseille. Le manuscrit Lanteri n'en donne qu'une analyse.

CCCCXXII

1689, 4 juillet[1]. — Anno a nativitate Domini Jesu Christi millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, indictione XII, die vero quarta mensis julii, sit notum quod cum in ecclesia monasterii Sancti Pontii nonullas ab antico tempore Christi fideles venerari consueverint insignes sanctorum reliquias, præcipue vero in ejusdem ecclesiæ latere interiore, a parte evangelii, prope altare majus, appareat in muro imago quædam sub qua olim legebatur : « *Corpus Sanctæ Simpliciæ virginis et martyris* » ; quod quidem corpus, die 19 maii 1645, ill. et rev. D. Desiderius Palletis, nunc episcopus Niciensis, ad instantiam atque requisitionem illustrissimorum eodem tempore memoratæ civitatis

1 Cet acte relatif à la recherche des reliques de sainte Réparate est précédé au manustrit de la transcription par Lanteri du document suivant « écrit », dit-il, « sur une « feuille volante conservée aux archives de « l'abbaye. »

Ex registro Antonii, cardinalis de Chalango, ad annum Christi Domini 1406.

Antonius de Chalango, Gallus, cardinalis diaconus Sainte-Marie in Via Lata, fuit a secretis sanctissimi domini pape Benedicti XIII. cujus acta collegit et servavit. Quando autem discessit ab obedientia ejusdem sanctissimi pape, propter concilium Pisis coactum, aufugit ab eo ; et ingressus et admissus in concilium, cum pervenisset paulo ante ingressum conclavii, in concilio depositis duobus pontificibus inter se certantibus, Alexandre V pontifex maximus creatus est ; presentavit acta Benedicti, tempore sue obedientie, que approbata fuere et reposita in Vaticano, ubi etiam asservantur. Inter alia hec ad verba desumpta habentur, fideliter descripta ad annum Christi Domini 1406.

« Anno domini MCCCCVI, sanctissimus do- « minus papa Benedictus XIII Niceam Pro- « vincie elegit, cum turbate essent nationes « omnes pro schismate; credidit enim se « in illa civitate securum... Mense augusti, « die XVIII, rumor factus est magnus in « civitate pro reliquiis sanctorum que asser- « vabantur in ecclesia monasterii Sancte « Crucis, fratrum de Observantia. Cum enim « propter incursiones militum agitaretur « de demolitione monasterii et ecclesie, « sindici civitatis, tales enim vocantur, qui « gubernant civitatis jura, collecti cum omni « ordine gentium, instabant ut sibi darentur « ossa Sancte Reparate virginis et martiris, « qui in depositum fratribus de Observantia « data fuerant ut servarentur postquam « requievissent in arce urbis multis annis. « Fratres autem de Observantia negabant « corpus velie restituere, asserentes illis « datum fuisse a civitate ; et ostendebant « scriptum signatum in concilio pro hoc « negocio, collecto et coacto in civitate. « Insurgerunt tunc episcopus et clerus uni- « versus et, concitato tumultu, cum milite « armato ingressi sunt sacerdotes comitantes « episcopum in ecclesia fratrum, dicta de « Sancta Cruce, et vim facientes, altari in « quo requiescebat corpus accurrerunt, fratres « impedientes episcopum ne corpus inde « auferret. Sanctissimus dominus noster « Benedictus, auditis partibus, declaravit

sindicorum, asserentium et pretendentium dictum sacrum corpus, quamvis præferre titulum de Simplicia, revera tamen esse et dici debere Sanctæ Reparatæ, virginis et martiris, ecclesiæ cathedralis ejusdem civitatis titularis et patronæ; inde removere jusserat, atque in armario sacrarum reliquiarum existente intus capellam Beatæ Mariæ Virginis, in eadem Sancti Pontii ecclesia, in capsula repositum, sigillis pluribus cum ejus insigniis ab eodem domino episcopo signatum, diligenterque occlusum, remanente apud eumdem dominum episcopum clave, collocari, donec de in veritate liquido constaret, ut apparet instrumento, supradicto die et anno, per D. Marcum Antonium Daiderium notarium publicum, ac mensæ episcopalis secretarium sumpto. Cumque ab illo tempore usque ad præsentem diem nihil omnino deductum sive allegatum sit pro parte dictorum dominorum

« corpus pertinere ad civitatem et clerum, « postquam, audivit sententias trium cardi- « nalium quibus mandavit examinare ra- « tiones singulorum. Fuerunt autem cardi- « nales ad id munus electi, Nicolaus Albanus, « episcopus cardinalis Albanensis, Gallus, « Petrus de Podio, Gallus, episcopus cardi- « nalis Tusculanus; Amedeus de Saluciis, « Longobardus, diaconus Sancte Marie Nove.

« Presentibus istis cardinalibus, datum fuit « corpus episcopo et clero. Ut autem « securius servaretur, depositum, est denuo « in arce urbis, ad latus dexterum sacelli. « Quia autem timebatur de irruptione mili- « tum, inde illud apportarunt post paucos « menses, et adjuncto tribus cardinalibus « altero, qui fuit Petrus de Tureyo, Gallus « presbiter cardinalis Sancte Susanne ad « Duos Domos, asportatum fuit corpus ad « monasterium Sancti Pontii et in depositum « consignatum Paulo de Laugeriis abbati, « Carolo Ratto priori, Alexandro Lascaro de « Castellario procuratori et Ludovico de « Berra, sagriste, presentibus tredecim civi- « bus et tribus sacerdotibus nomine cleri et « episcopi.

« Dicti abbas, prior, procurator et sacrista « juraverunt coram dictis cardinalibus et « testibus servaturos fideliter dictas reliquias « Sancte Reparate et fideliter daturas dictis « civibus et clero quando voluissent. Reposite « fuerunt reliquie in capsula lignea ad « latus dexterum ecclesie monasterii, super « altare lapideum ibi erectum, et lapide « munierunt capsulam.

« Quia autem fratres de Observantia con- « venerunt cum aliquibus ut raperent cor- « pus, Sanctissimus Dominus noster Petro « de Podio et Amedeo de Saluciis, altero « cardinali, ordinavit ut de altari lapideo « removentes corpus, in alio loco reponerent, « mutato nomine Sancte Reparate in aliud « quod non esset commune alicujus sancte « cognite in regione nec in ecclesia Dei. « Quare dicti domini cardinales, presentibus « supradictis abbate, priore, procuratore et « sagrista, sub nomine Sancte Simplicie « virginis et martyris reposuerunt corpus in « parvo sacello extra ecclesiam, ad latus « dexterum, ubi est sepulcrum monachorum; « et in concavitate muri posuerunt corpus, « et in signum loci appositus est lapis longi- « tudinis circiter trium aut quatuor pal- « marum, latitudinis vero unius, in quo « incisi sunt Magi Reges, simul accinti et « annexi, cum camellis adorantes dominum. « Quia autem sanctissimus dominus noster « Papa, judicavit locum sepulchri mona-

sindicorum quod prefatas sacras reliqiaas esse Sanctæ Reparatæ convincat, quinimo, propter loci humiditatem, novæque ædificationis necessitatem, memoratæ Sanctæ Simpliciæ virginis et martyris reliquiæ ad loca decentia sint transferendæ. Hinc fuit et est quod volens ill. et rev. D. abbas Petrus Gioffredus, regius elemosinarius, ac pro ill, et rev. D. Joanne Thoma Provana, moderno abbate atque commendatario in spiritualibus ac temporalibus vicarius generalis, attenta etiam facultate ad idem sibi specialiter concessa ab ill. et rev. D. fratre Henrico Provana, episcopo Niciensi, ad quem, vigore sacri concilii Tridentini, spectat reliquiarum in cunctis diocesis suæ locis, etiam exemptis, recognitio ac repositio, per litteras tenoris sequentis : — « Frater Henricus Provana, Dei et apostolicæ sedis « gratia, episcopus Niciensis et comes Drapi, reverendissimo « domino Petro Giofredo, Regiæ Celsitudinis eleemosinario, sacri

« corum non esse proprium reliquie tam « insigni, ab eisdem dominis cardinalibus « collocatum est idem corpus ad latus dexterum altaris majoris, quod est in inferiori « parte ecclesie monasterii, cum hac inscrip« tione : « *Corpus Sancte Simplicie, virginis « et martyris.* » Ut autem memoria servaretur « hujus depositi, omnia que evenerunt a « principio tumultus et acta sanctissimi « domini nostri pape Benedicti XIII des« cripta sunt et signata sigillo quatuor cardi« nalium et consignate littere abbati Laugerio « de Sancto Pontio et in archivio reposite. »

Hec ad verbum fideliter desumpta sunt ex actis sanctissimi domini Benedicti XIII descriptis, et asservantur in biblioteca Vaticana sub regesto Aatonii de Calango. Gallo, cardinali diacono Sancte Marie in Via Lata.

Hoc autem regestum est juxta regestum Nigravalli bibliotecarii apostolici, cujus titulus est « *Johannes Nigravalius, ordinis Premonstratensis* », cujus registri aliud exemplar asservatur post regestum Anastasii cardinalis bibliotecarii apostolici.

Aliud exemplar ad verbum asservatur inter scripta collecta a cardinali Baronio, de verbo excerptum a manuscriptis ecclesie Niciensis, que citat in suo martyrologio 5 decembris, ubi in addictionibus ad Sanctum Bassum episcopum Niciensem ait : « de quo tabule « ejus ecclesie, unde et acta ejus manuscripta « accepimus hec ; illec in istis autem est « exemplar ad verbum, ut supra, ex regesto « cardinalis de Calango. »

Lanteri remarque que dans l'inventaire des reliques existant dans la sacristie de Saint-Pons en 1440, (voy. n° CCCVIII) il n'est question ni de Sainte-Réparate ni de Sainte-Simplicie, non plus que dans les actes de cession de l'église de Sainte-Réparate par l'abbaye au chapitre de Nice (n°s CCCLXXXIX et CCCCII). L'autre inventaire du trésor de 1566, n'en fait pas davantage mention (n° CCCCIV) ; mais il faut observer que ces inventaires ne concernent que le trésor existant dans la sacristie de l'abbaye et non pas des reliques qui auraient existé en dehors de ce trésor.— Remarquons, en outre, que la relation du cardinal de Challant nous fait connaître un nouvel abbé de Saint-Pons, Paul Laugier, qui aurait occupé le siège abbatial à l'époque du séjour de Benoît XIII à Nice en 1406 ; il y a, en effet, une interruption dans la liste des abbés entre Raymond d'Agout dont le dernier acte est de 1401 et Louis Badat qui ne paraît qu'en 1419 (voy. n°s CCLXVI, et CCLXXVI).

« monasterii Sancti Pontii prope et extra muros civitatis Niciensis,
« abbatiæ, pro reverendissimo domino abbate Johanne Thoma
« Provana administratore ejusdem, in spiritualibus et tempora-
« libus vicario generali, salutem et dilectionem sinceram. Quum ex
« prescripto sacri concilii Tridentini nobis competat, etc., tibi
« harum serie committimus, etc. In cujus rei testimorium, etc. —
« Niciæ, in nostro episcopali palatio die 17 junii 1689, etc. » — Attenta etiam instantia sibi facta ab admodum reverendissimis dominis Carolo Celebrino, priori claustrali et infirmario, Johanne Baptista Trincherio sacrista, Johanne Baptista Blaveto seniore, priore Sancti Jacobi, Joanne Baptista Peyrani, priore loci Scarena et Johanne Baptista Blaveto juniore, priore Faliconi, ejusdem monasterii monachis professis, idemque monasterium capitulariter congregatum representantibus, hodie, in præsentia testium, invocato prius auxilio Spiritus Sancti, personaliter accedens, comitantibus iisdem monachis ad supradictum armarium seu repositionis locum, idem Sanctæ Simpliciæ virginis et martiris corpus sive reliquias in capsula lignea, ut in superius designato instrumento notatur, occlusa, ac pluribus sigillis supradicti domini Desiderii Palletis episcopi insignia representantibus munita, inventas, ossa videlicet cranei, tibias, costulas, partem maxillarum, cum duobus dentibus, lacertum, aliasque ossium particulas in eadem capsula, gossipio pannoque ceriсeo coopertas, inventas, reverenter extraxit et recognovit, iterumque in eadem capsula aptatas, clausas et quadruplici sigillo, quo uti solet, signatas, in locum pristinum, prope altare majus, ut supra diximus, situm, reduxit, atque in absida olim ad hunc effectum constructa collocavit; sicque repositam eamdem capsulam arca lignea primum deinde lapidibus, cementoque in sui præsentia firmiter occludi jussit, præsentibus etiam ad omnia suprascripta testibus inferius nominandis. — Actum in supradicto Sancti Pontii monasterio, præsentibus admodum illustribus dominis D. Petro Antonio Laugerio juris utriusque doctore necnon D. bombardarum S. Regiæ Celsitudinis capitaneo Johanne Thoma Rasino, et me notario infrascripto, qui se

præsentibus, una cum supranominatis domino abbate et monachis, manualiter subscripserunt.— Petrus Giofredus, vicarius abbatialis generalis, D. Carolus Celebrinus prior, D. Joannes Baptista Trincherius sacrista, D. Joannes Baptista Blavetus senior, D. Joannes Baptista Peyranus, prior Scarene, D. Joannes Baptista Blavetus junior, prior Faliconi, Petrus Antonius Laugerius testis, Joannes Thomas Rasinus testis, Joannes Baptista Pontius, notarius ac supradicti monasterii secretarius.

Manuscrit L.

CCCCXXIII

1689, 16 octobre.— Bulle d'Alexandre VIII conférant l'abbaye de Saint-Pons, vacante par la renonciation de Jean-Thomas Provana, à Pierre Gioffredo de Nice.

Manuscrit L.

CCCCXXIV

1704, 1er juillet. — Protestation des moines de l'abbaye de Saint-Pons contre la décision de S. A. R. ordonnant le transport dans les bâtiments des Augustins déchaussés pour laisser le couvent de ceux-ci à la disposition des religieuses de Sainte-Claire, dont le monastère devait être démoli.

Manuscrit L.

CCCCXXV

1727, 25 novembre. — Bulle de Benoît XIII conférant à François-Dominique Bencini l'abbaye de Saint-Pons, vacante depuis le décès de Pierre Gioffredo.

Manuscrit L.

CCCCXXVI

1746, 24 novembre.— Bulle de Benoît XIV nommant abbé commendataire de Saint-Pons Joseph-Jean-Luc Columbardi en remplacement de François-Dominique Bencini, décédé.

Manuscrit L.

CCCCXXVII

1749, 9 août. — Le conseil du mont Saint-Jean-Baptiste de Turin reconnaît avoir vendu au monastère de Saint-Pons, dix-huit bons (*luoghi*) et un tiers fixes pour un capital de 733 écus et un tiers d'or au soleil, de 7 livres 10 chacun, à raison de 40 écus par chaque bon; il est dû pour le revenu annuel desdits bons, à raison de quatre pour cent, 29 écus 1/3 d'or.

Manuscrit L.[1]

1 Ce document est le dernier inscrit dans l'inventaire rédigé par Lanreri; il y porte le n° romain DCXXIII et le n° arabe 749. Il était transcrit à la page 1303 du septième volume des enregistrement des titres de l'abbaye.

FIN DES CHARTES DE SAINT-PONS

TABLE DES DOCUMENTS

PUBLIÉS DANS CE VOLUME

AVEC RÉFÉRENCE AUX MANUSCRITS

(1) Ce document n'est qu'analysé au manuscrit Lanteri dans l'inventaire des titres de l'abbaye.

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
XIX	29	1144	*Cartul. de la Cath. de Nice*, charte 72.		
XX	30	1145, 27 août	Id. Id. 73.		
XXI	31	1145, 8 novembre	Id. Id. 74.		
XXII	32	1146, 14 janvier	*Liber Niger*, fol. 82.		
XXIII	33	1146, 16 mai	*Cartul. de la Cath. de Nice*, charte 75.		
XXIV	34	1146, 25 novembre	Id. Id. 76.		
XXV	35	1146, 25 novembre	Id. Id. 77.		
XXVI	36	1183, 19 janvier	Id. Id. 91.		
XXVII	37	1184, septembre	Id. Id. 93.		
XXVIII	38	1185, 31 mars	Id. Id. 92.		
XXIX	39	1203, 7 juin	XVI	9	
XXX	40	1203, 3 décembre	Archives d'Etat de Turin		
XXXI	42	1205, 24 juillet	Id. *mss. Gioffredo*, p. 17.		
XXXII	42	1206, 11 mai	XVII	10	
XXXIII	43	1208, 5 mars		517[1]	
XXXIV	47	1226, 11 février	XVIII	10	
XXXV	48	1229, 17 avril	CXIV, 2e charte	89	80
XXXVI	50	1230, 22 août	XIX	11	
XXXVII	50	1233, 16 août	XX	11	688
XXXVIII	51	1235, 8 août	XXI	12	
XXXIX	52	1239, 9 janvier	XXII	12	693
XL	53	1242, 30 novembre	XXIII	13	
XLI	53	1245, 5 mars	XXV	13	
XLII	53	1246, 11 novembre	XXVI	14	
XLIII	54	1247, 12 mai	XXVII	14	
XLIV	55	1247, 15 mai	XXVIII	15	
XLV	55	1247, 24 mai	XXIX	15	607
XLVI	56	1247, 13 juin	XXX	16	
XLVII	60	1247, 23 novembre	XXXI	17	642
XLVIII	61	1248, 3 janvier	XXXII	17	633
XLIX	61	1248, 20 août	XXXIII	18	
L	63	1248, 7 octobre	XXXVI	20	
LI	65	1249, 6 juin	XXXIV	19	
LII	66	1250, 6 janvier	XXXVII	22	606
LIII	66	1250, 12 mai	XXXVIII	22	694
LIV	66	1251, 7 février	XXXIX	23	
LV	67	1251, 2 juin	XL	23	
LVI	68	1251, 13 juin	XLI	24	12

(1) Cette charte est transcrite au manuscrit Lanteri parmi celles qui suivent l'inventaire.

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
LVII	69	1252, 30 janvier	XLII	25	
LVIII	70	1252, 20 février	XLIII	25 (1)	
LIX	71	1252, 16 avril	XLIV	26	
LX	73	1252, 23 octobre	XLV	27	
LXI	75	1254, 4 mars	XLVI, 1re charte	29	
LXII	75	1254, 20 mars	XLVI, 2e charte	29	
LXIII	75	1254, 2 avril	XLVI, 3e charte	29	
LXIV	76	1254, 5 mars	XLVII	30	679
LXV	76	1254, 8 avril	XLVIII	31	629
LXVI	77	1254, 15 avril	XLIX, 1re charte	31	676
LXVII	77	1254, 15 avril	XLIX, 3e charte	32	
LXVIII	77	1254, 14 juillet	L	32	
LXIX	77	1254, 24 juillet	LI, 1re charte	33	677
LXX	78	1254, 18 octobre	LI, 3e charte	33	
LXXI	78	1254, 30 octobre	LII	34	642
LXXII	78	1255, 5 novembre	LIII	34	682
LXXIII	79	1258, 1er octobre	LIV	35	682
LXXIV	79	1259, 9 juin	LV	36	625
LXXV	80	1261, 21 mai	LVI	36	
LXXVI	81	1262, 14 mars	LVII, 1re charte	36	
LXXVII	81	1262, 25 mai	LVII, 2e charte	37	
LXXVIII	82	1262, 1er juin	LVIII	37	
LXXIX	83	1263, 26 février		520 (2)	
LXXX	84	1264, 12 mai	LIX	39	
LXXXI	85	1265, 18 mars	LX	39	
LXXXII	87	1267, 25 juin	LXI	40	17
LXXXIII	87	1269, 13 septembre	LXII, 1re charte	40	
LXXXIV	89	1269, 19 novembre	LXII, 2e charte	41	
LXXXV	91	1270, 11 septembre et 1271, 15 juin	LXIII	44	
LXXXVI	96	1271, 12 novembre	LXV	49	674
LXXXVII	96	1272, 31 mai	Arch. d'Etat de Turin, *Monaco e Turbia*, t, n° 18.		
LXXXVIII	98	1276, 2 décembre	LXVI	50	21
LXXXIX	100	1278, 9 septembre	LXVII	51	
XC	101	1279, 1er août	LXVIII	51	697
XCI	102	1279, 7 août	LXIX	52	

(1) Ce document, en extrait au ms. Lanteri, est publié d'après un titre des archives Cais de Pierlas.
(2) Cette pièce est transcrite par Lanteri parmi celles qui suivent l'inventaire.

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
XCII	107	1284, 26 janvier	LXX	57	
XCIII	107	1285, 7 janvier	LXXI, 1re charte	57	
XCIV	108	1285, 7 mars	LXXI, 2e charte	58	
XCV	108	1285, 13 avril	LXXII	58	
XCVI	109	1285, 17 mai	LXXIII	59	
XCVII	110	1285, 14 août	LXXIV	59	
XCVIII	110	1286, 7 mars	LXXV	60	45
XCIX	112	1286, 29 juillet	LXXVI	61	686
C	112	1290, 12 mai			681
CI	113	1291, 10 février	LXXVII	61	628
CII	114	1291, 12 mai	LXXVIII	62	
CIII	115	1292, 26 avril	LXXIX	63	51
CIV	117	1293, 18 janvier	LXXX	63	690
CV	118	1297, 24 janvier	LXXXI	63	
CVI	118	1301, 21 septembre	LXXXII	64	
CVII	119	1303, 23 avril	LXXXIII	65	
CVIII	119	1303, 20 juin	LXXXIV	64	
CIX	122	1308, 25 avril	LXXXV	66	
CX	122	1308, 21 septembre	LXXXVI	66	668
CXI	122	1312, 27 janvier	LXXXVII	67	613
CXII	123	1315, 17 juillet	LXXXIX	67	
CXIII	123	1315, 27 octobre	XC	67	684
CXIV	124	1320, 30 octobre	XCI, 1re charte	68	
CXV	125	1320, 1er novembre	XCI, 2e charte	69	
CXVI	132	1320, 12 novembre	XCII	75	
CXVII	135	1321, 17 février	XCIII	78	
CXVIII	135	1321, 4 septembre	XCIV	78	
CXIX	136	1322, 7 septembre	XCV	79	
CXX	137	1322, 10 novembre	XCVI	79	63
CXXI	138	1322, 13 et 20 mai	XCVII	80	
CXXII	138	1324, 22 mai	XCVIII	80	
CXXIII	139	1325, 20 janvier	XCIX	80	
CXXIV	139	1325, 7 octobre	C	81	67
CXXV	141	1325, 23 octobre	CI	81	73
CXXVI	142	1326, 16 février	CII	81	
CXXVII	142	1327, 28 février	CIII	82	
CXXVIII	143	1327, 28 mars	CIV	82	
CXXIX	143	1327, 13 avril	CV	82	
CXXX	144	1327, 22 octobre	CVI	83	638
CXXXI	144	1329, 18 décembre	CVIII	83	627

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
CXXXII	146	1330, 20 février	CIX	84	
CXXXIII	147	1332, 23 mai	CX	85	
CXXXIV	147	1333, 18 février	CXI	86	
CXXXV	148	1333, 14 avril	CXII	90	624
CXXXVI	148	1333, 8 octobre	CXIII	90	
CXXXVII	149	1334, octobre	CXV	90	
CXXXVIII	150	1334, 10 décembre	CXVI	91	
CXXXIX	152	1336, 20 juin	CXIX	93	
CXL	152	1337, 10 mars	CXVIII	93	
CXLI	153	1337, 1er septembre	CXX	93	
CXLII	154	1337, 3 septembre	CXXI	94	
CXLIII	154	1338, 12 février	CXXII	94	
CXLIV	155	1338, 19 novembre	CXXIII	94	685
CXLV	155	1339, 2 février	CXXIV	95	
CXLVI	156	1339, 7 mai	CXXV	95	
CXLVII	157	1339, 12 juillet	CXXVI	96	667
CXLVIII	157	1339, 26 octobre	CXXVIII	99	
CXLIX	160	1340, 28 juillet	CXXIX	100	
CL	160	1340, 21 août	CXXX et CXXXI	100, 101	
CLI	161	1341, 8 mars	CXXXII	101	
CLII	161	1341, 16 décembre	CXXXIII	102	91
CLIII	162	1343, 13 juin	CXXXIV	102	
CLIV	164	1343, 24 septembre	CXXXV	104	661
CLV	169	1344, 20 janvier	CXXXVII	106	
CLVI	169	1344, 23 juin	CXXXVIII	106	672
CLVII	170	1344, 24 octobre	CXXXIX	106	
CLVIII	170	1346, 27 septembre	CXL	107	97
CLIX	176	1347, 22 avril	CL	114	
CLX	176	1348, 8 janvier			655
CLXI	177	1348, 24 août	CXLI	109	675
CLXII	178	1348, 15 octobre	CXLII	110	652
CLXIII	178	1348, 5 novembre	CXLIII	110	
CLXIV	179	1348, 26 novembre	CXLIV	111	134, 672
CLXV	180	1349, 8 janvier	CXLV	111	
CLXVI	180	1349, 21 janvier	CXLVI	112	638
CLXVII	181	1349, 1er mars	CXLVII	112	685
CLXVIII	182	1349, 1er octobre	CXLVIII	113	
CLXIX	182	1351, 9 avril	CXLIX	114	672
CLXX	183	1352, 23 janvier	CLI	115	
CLXXI	183	1352, 19 mars	CLII	115	

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
CLXXII	184	1352, 20 septembre	CLIII	116	
CLXXIII	184	1352, 5 novembre	CLIV	116	674
CLXXIV	185	1353, 18 février			587
CLXXV	187	1353, 18 février	CLVI	117	
CLXXVI	188	1353, 31 juillet	CLVII	118	137
CLXXVII	192	1353, 20 août	CLVIII	118	683
CLXXVIII	193	1354, 14 février	CLIX	119	610
CLXXIX	196	1354, 24 septembre	CLX	120	145
CLXXX	200	1353, 12 octobre	CLXI	121	
CLXXXI	201	1355, 25 janvier	CLXII	121	
CLXXXII	202	1355, 30 mars	CLXIII	122	
CLXXXIII	203	1355, 5 juin	CLXIV	123	
CLXXXIV	203	1355, 5 septembre	CLXV	123	
CLXXXV	204	1356, 30 juin	CLXVII	125	683
CLXXXVI	204	1357, 4 septembre	CCCXCIV	313	
CLXXXVII	210	1358, 23 octobre	CLXVIII	125	
CLXXXVIII	210	1358, 6 novembre	CLXIX	126	
CLXXXIX	210	1358, 5 décembre	CLXX	126	594
CXC	211	1359, 9 janvier	CLXXI	126	157
CXCI	219	1359. 12 mai	CLXXII	128	
CXCII	220	1359, 28 juin	CLXXIII	128	
CXCIII	221	1359, 9 décembre	CLXXIV	129	
CXCIV	221	1360, 20 avril	CLXXVI	130	
CXCV	221	1360, 5 juin	CLXXVII	130	
CXCVI	222	1360, 26 juin	CLXXIX	131	
CXCVII	222	1360, 1er octobre	CLXXX	131	
CXCVIII	222	1361, 1er avril	CLXXXI	131	
CXCIX	223	1362, 7 juillet	Archives d'Etat de Turin : *Abbazia di S. Ponzio*, mazzo 1, n° 5.		
CC	236	1362, 4 octobre	CLXXXIII	134	
CCI	238	1362, 14 décembre	CLXXXIV	135	
CCII	239	1363, 2 janvier	CLXXXV	135	
CCIII	239	1365, 5 mars	CLXXXVI	136	
CCIV	241	1365, 21 mai	CLXXXVII	138	169
CCV	241	1365, 18 octobre	CLXXXVIII	138	
CCVI	242	1366, 24 janvier	CLXXXIX	139	
CCVII	242	1366, 8 février	CCLXXXII	218(1)	

1 Le manuscrit Lanteri ne donne qu'une analyse, le texte est aux Archives d'Etat de Turin : *Abbazia di S. Ponzio*, mazzo 1, n° 3.

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
CCVIII	245	1366, 12 avril	cxc	139	173
CCIX	246	1367, 6 janvier	cccxciv, 2e charte	322	
CCX	247	1367, 4 février	cxci	140	
CCXI	248	1367, 5 mars	cxcii	142	185
CCXII	254	1367, 8 juillet	cxciii	143	197
CCXIII	265	1367, 29 octobre		*App.* II 321 (1)	
CCXIV	265	1367, 29 novembre	cxciv, 1re charte	145	
CCXV	266	1367, 14 décembre	cxcv	147	637
CCXVI	267	1368, 6 janvier	cxcvi	147	689
CCXVII	267	1368, 17 septembre	cxcviii	149	644
CCXVIII	268	1368, 28 novembre	cxciv, 2e charte	146	
CCXIX	269	1369, 22 février	cc	150	627
CCXX	269	1369, 18 juillet	cciii	151	643
CCXXI	270	1370, 20 mai	cciv	152	215
CCXXII	270	1370, 9 septembre	ccv	152	686
CCXXIII	271	1370, 24 novembre			225
CCXXIV	272	1370, 27 novembre	ccvi	153	
CCXXV	274	1370, 29 novembre	ccvii, 1re charte	154	221
CCXXVI	275	1370, 29 novembre	ccvii, 2e charte	154	
CCXXVII	276	1370, 3 décembre	ccviii	155	
CCXXVIII	276	1370, 19 décembre	ccix, 1re charte	155	233
CCXXIX	281	1370, 28 décembre	ccix, 2e charte	159	
CCXXX	283	1371, 1er mai	ccx, 1re charte	161	257
CCXXXI	290	1371, 1er mai	ccx, 2e charte	162	270
CCXXXII	293	1371, 23 août			251
CCXXXIII	295	1374, 11 mai	ccxi	163	
CCXXXIV	296	1374, 11 mai	ccxii	163	277
CCXXXV	296	1375, 22 juin	ccxiii	164	
CCXXXVI	297	1375, 10 juillet	ccxiv	165	280
CCXXXVII	298	1375, 26 octobre	ccxv	165	
CCXXXVIII	298	1376, 24 janvier	ccxvi	166	
CCXXXIX	299	1376, 27 février	ccxvii	166	632
CCXL	300	1376, 4 mai	ccxviii	167	
CCXLI	301	1377, 8 juin	ccxix	168	629
CCXLII	301	1377, 11 septembre	ccxx	168	
CCXLIII	301	1377, 21 novembre	ccxxi	169	639
CCXLIV	302	1378, 26 août	ccxxiii	170	

(1) Il faut corriger l'indication de la page 265 qui attribue cette charte au manuscrit Torrini.

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
CCXLV	304	1379, 11 mai	CCXXIV	171	625
CCXLVI	305	1379, 8 novembre	CCXXV, 1re charte	172	291
CCXLVII	306	1379, 8 novembre	CCXXV, 2e charte	172	295
CCXLVIII	306	1379, 8 novembre	CCXXVI	173	299
CCXLIX	306	1380, 6 octobre	CCXXVII	173	645
CCL	307	1380, 24 novembre	CCXXVIII	174	673
CCLI	308	1383, 29 avril	CCXXIX	175	325
CCLII	310	1383, 13 novembre	CCXXX	176	683
CCLIII	310	1384, 26 janvier	CCXXXI	176	307
CCLIV	314	1384, 22 février	CCXXXII	177	317
CCLV	315	1384, 2 mars	CCXXXIV, 1re charte	179	654
CCLVI	316	1385, 5 octobre	CCXXXV	180	637
CCLVII	316	1386, 2 août	CCXXXVI	180	
CCLVIII	318	1387, 31 juillet	CCXXXIV, 2e charte	179	655
CCLIX	319	1390, 29 avril	CCXXXVIII	183	335
CCLX	325	1390, 12 octobre	CCXXXIX	185	351
CCLXI	327	1397, 9 août	CCXL	186	
CCLXII	328	1398, 13 octobre	CCXLI, 2e charte	188	
CCLXIII	328	1399, 25 avril	CCXLI, 1re charte	187	
CCLXIV	329	1399, 20 mai	CCXLII	188	
CCLXV	330	1399, 1er novembre	*Liber Niger* aux archives capitulaires de Nice, fol. 77vo.		
CCLXVI	332	1401, 6 janvier	*Liber Niger* aux archives capitulaires de Nice, fol. 78vo.		
CCLXVII	335	1401, 12 février	CCXLIII	189	668
CCLXVIII	336	1404, 3 avril	CCXLIV	189	357
CCCCXXII note	441	1406, 4 juillet		510	
CCLXIX	336	1411, 2 février	CCXLVI	190	369
CCLXX	336	1411, 19 mars	CCXLVII	190	
CCLXXI	337	1413, 13 mars	CCXLVIII	191	
CCLXXII	338	1414, 19 février	CCXLIX, 1re charte	191	383
CCLXXIII	340	1414, 20 avril	CCXLIX, 2e charte	192	387
CCLXXIV	341	1415, 9 mars	CCXLIX, 3e charte	192	388
CCLXXV	343	1415, 27 mai	CCLI	193	
CCLXXVI	344	1419, 24 octobre	CCLV	198	680, 692
CCLXXVII	345	1419, 28 octobre	CCLVI	199	
CCLXXVIII	345	1419, 28 octobre	CCLVII	199	678
CCLXXIX	346	1419, 28 octobre	CCLVIII	199	689
CCLXXX	346	1421, 2 février	CCLIX	200	668
CCLXXXI	347	1422, 11 mai	CCLXI	201	391

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
CCLXXXII	348	1422, 4 décembre	CCLXII	202	394
CCLXXXIII	349	1422, 30 novembre	Archives d'Etat de Turin, *Nizza e Contado*, mazzo XIV, 1, n° 4.		
CCLXXXIV	351	1424, 6 mars	CCLXIII	202	
CCLXXXV	352	1425, 10 août	CCLXIV	203	257
CCLXXXVI	353	1425, 14 et 16 octobre	CCLXVI	205	
CCLXXXVII	354	1425, 15 octobre	CCLXV	204	
CCLXXXVIII	355	1425, 17 décembre	CCLXVII	207	
CCLXXXIX	355	1425, 21 décembre	CCLXVIII bis	207	593
CCXC	356	1427	CCLXVIII	208	
CCXCI	356	1428, 22 mars	CCLXX, 1re charte	209	
CCXCII	357	1428, 22 avril	CCLXIX	209	
CCXCIII	358	1428, 4 mai	CCLXXIII	211	
CCXCIV	359	1429, 14 septembre	CCLXX, 2e charte	210	615
CCXCV	360	1429, 28 octobre			684
CCXCVI	360	1430, 29 juillet	CCLXXV	212	
CCXCVII	361	1430, 20 octobre	CCLXXVI	213	
CCXCVIII	361	1431, 30 décembre	CCLXXVIII	214	
CCXCIX	362	1432, 15 mars	CCLXXIX	214	
CCC	362	1432, 15 mars	CCLXXX	215	
CCCI	362	1432, 27 novembre	CCLXXXI	215	
CCCII	363	1435, 15 août	CCLXXXIV	218	604
CCCIII	364	1437, 23 mars	CCLXXXV	220	
CCCIV	364	1439, 17 mars	CCLXXXVI	220	
CCCV	365	1439, 22 juin	CCLXXXVII	222	
CCCVI	367	1439, 6 juillet	CCLXXXVIII	223	605
CCCVII	367	1439, 18 décembre	CCLXXXIX	224	
CCCVIII	368	1440, 5 mai	CCXC	225	
CCCIX	371	1440, 26 juin	CCXCI	228	656
CCCX	372	1441, 22 mai	CCXCIII	230	461
CCCXI	373	1441, 28 juillet	CCXCV	232	
CCCXII	373	1441, 23 décembre	CCXCVII	234	610
CCCXIII	374	1442, 20 janvier	CCXCVIII	235	652
CCCXIV	374	1442, 7 février	CCXCIX	235	409
CCCXV	375	1442, 24 juillet	CCCI	236	449
CCCXVI	375	1442, 24 novembre	CCCII	236	592
CCCXVII	376	1443, 2 février	CCCIII	237	657
CCCXVIII	376	1443, 6 août	CCCIV	237	467
CCCXIX	377	1444, 12 mai	CCCVII	238	626
CCCXX	377	1447, 29 octobre	CCCXII, 1re charte	241	445

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
CCCXXI	380	1447, 21 décembre	CCCXII, 3e charte	249	445
CCCXXII	380	1450, 27 avril	CCCXVI	254	642
CCCXXIII	381	1450, 31 juillet	CCCXVIII	254	587
CCCXXIV	381	1451, 26 février	CCCXXII	256	616
CCCXXV	381	1451, 10 juin	CCCXXIII	257	600
CCCXXVI	382	1453, 26 mars	CCCXXVIII	260	649
CCCXXVII	382	1453, 30 mai	CCCXXIX	261	
CCCXXVIII	382	1455, 1er août	CCCXXXI	262	471
CCCXXIX	383	1456, 8 novembre	CCCXXXIII	264	626
CCCXXX	383	1457, 8 février	CCCXXXIV	264	475
CCCXXXI	386	1460, 22 février		App. II 65	
CCCXXXII	386	1461, 5 février	CCCXXXVI	268	697
CCCXXXIII	387	1461, 26 mars	CCCXXXVII	268	653
CCCXXXIV	387	1461, 5 mai	CCCXXXVIII	269	608
CCCXXXV	388	1461, 3 août			609
CCCXXXVI	389	1461, 5 août	CCCXLI	276	614
CCCXXXVII	389	1461, 16 septembre			648
CCCXXXVIII	389	1462, 13 novembre	CCCXLIII	279	599
CCCXXXIX	390	1462, 30 novembre	CCCXLIV	280	659
CCCXL	390	1463, 6 avril	CCCXLVII	282	636
CCCXLI	391	1463, 26 juillet	CCCXLVIII	283	640
CCCXLII	391	1464, 28 mai	CCCLII	287	645
CCCXLIII	391	1468, 15 février	CCCLIV	288	591
CCCXLIV	392	1468, 31 octobre	CCCLVII	290	631
CCCXLV	392	1469, 21 février		App. II 65	
CCCXLVI	392	1470, 30 janvier	CCCLX	292	661
CCCXLVII	392	1471, 3 novembre	CCCLXII	293	630
CCCXLVIII	393	1472, 25 juin	CCCLXIII	294	485, 648
CCCXLIX	393	1473, 13 février		527	
CCCL	394	1473, 18 mars		App. II 65	
CCCLI	395	1474, 11 février	CCCLXIV	295	618
CCCLII	395	1474, 8 juillet		528	
CCCLIII	396	1475, 25 décembre	CCCLXV	296	687
CCCLIV	396	1476, 21 mai	CCCLXVI, 2e pièce	298	621
CCCLV	399	1476, 19 juin	CCCLXVIII	299	634
CCCLVI	399	1477, 13 février	CCCLXX	301	615
CCCLVII	399	1478, 29 mai			691

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
CCCLVIII	400	1483, 11 décembre	CCCLXXX	306	501
CCCLIX	400	1486, 4 février	CCCLXXXIV	308	525
CCCLX	401	1486, 2 septembre	CCCLXXXV	308	596
CCCLXI	401	1487, 16 mars	CCCLXXXVI	309	541, 618
CCCLXII	402	1491, 29 mai	CCCXC	311	617
CCCLXIII	402	1492, 31 mars	CCCXCII	312	641
CCCLXIV	402	1493, 9 mars	CCCXCIII	312	679
CCCLXV	403	1494, 4 octobre	CCCXCVII	327	541
CCCLXVI	403	1495, 28 mai	CCCXCIX	328	616, 641
CCCLXVII	403	1495, 10 juillet	CCCCIV	330	600
CCCLXVIII	404	1495, 15 juillet	CCCCV	331	592
CCCLXIX	404	1495, 13 novembre	CCCCVII	332	519, 632
CCCLXX	404	1501, 20 avril	CCCCXIV	336	601
CCCLXXI	405	1501, 13 décembre	CCCCXVI	337	616
CCCLXXII	405	1506, 27 mai	CCCCXXIII	340	631
CCCLXXIII	405	1508, 7 janvier	CCCCXXV	341	545
CCCLXXIV	406	1508, 4 février	CCCCXXVII	343	625
CCCLXXV	406	1513, 3 mars	CCCCXXXVIII	349	633
CCCLXXVI	406	1513, 12 décembre			645
CCCLXXVII	406	1517, 20 mai	CCCCLIV	355	651
CCCLXXVIII	407	1518, 19 octobre	CCCCLIX	357	553
CCCLXXIX	408	1519, 9 août	CCCCLX	359	585
CCCLXXX	408	1522, 24 avril	CCCCLXVI	361	565
CCCLXXXI	408	1523, 26 mai	CCCCLXVII	362	669
CCCLXXXII	409	1524, 20 septembre			691
CCCLXXXIII	409	1525, 6 octobre	CCCCLXII	365	
CCCLXXXIV	410	1525, 28 décembre		494	
CCCLXXXV	411	1526, 29 avril	CCCCLXXIII	366	646
CCCLXXXVI	411	1528, 26 août	CCCCLXXXI	369	
CCCLXXXVII	412	1529, 23 mars	CCCCLXXXII	371	
CCCLXXXVIII	413	1529, 13 août	CCCCLXXXIV	373	651
CCCLXXXIX	413	1531, 19 octobre	CCCCLXXXVII	374	
CCCXC	414	1532, 28 septembre	CCCCLXXXIX	377	676
CCCXCI	414	1541, 27 mars	DII	402	
CCCXCII	414	1541, 6 avril	DIII	403	618
CCCXCIII	416	1545, 6 juillet	DVIII	406	573
CCCXCIV	416	1546, 13 novembre	DIX	407	617
CCCXCV	417	1546, 10-25 novembre		484	
CCCXCVI	417	1548, 4 juin	DXII	408	
CCCXCVII	417	1549, 26 mai			676

NUMÉROS DES DOCUMENTS PUBLIÉS	PAGES	DATES	NUMÉROS DES CHARTES AUX ARCHIVES DE SAINT-PONS	MANUSCRIT LANTERI — PAGES	MANUSCRIT TORRINI — PAGES
CCCXCVIII	417	1549, 23 décembre 1550, 4 février		*App.* II 65	
CCCXCIX	418	1556, 20 février	DXVIII	412	617
CCCC	418	1558, 28 mars		*App.* II 327	
CCCCI	419	1560, 5 juillet	DXXVI	416	585
CCCCII	419	1561, 8 août		539	
CCCCIII	423	1561, 11 octobre			598
CCCCIV	424	1567, 20-22 janvier	Bibliothèque royale de Turin, *mss. di Storia Patria*, vol. 361.		
CCCCV	432	1567, 1er juillet	DXXXII	419	
CCCCVI	432	1569, 22 janvier	DXXXIII	419	
CCCCVII	433	1576, 22 juillet		514	
CCCCVIII	434	1582, 7 avril	DXLV	426	598
CCCCIX	434	1590, 4 février	DLII	429	
CCCCX	435	1592, 26 avril			
CCCCXI	435	1593, 20-21 janvier	DLIV et DLV	432	650-649
CCCCXII	436	1593, 24 février	DLVI	433	
CCCCXIII	437	1594, 1er juin	DLVIII	438	
CCCCXIV	438	1604, 23 novembre	DLXIV	433	
CCCCXV	438	1606, 3 avril		499	
CCCCXVI	439	1610, 10 mai	DLXIX	451	
CCCCXVII	439	1649, 28 novembre		501	
CCCCXVIII	439	1669 à 1721		595	
CCCCXIX	439	1673, 3 mars		547	
CCCCXX	440	1687, 11 mars	DXCI	462	
CCCCXXI	440	1688, 31 décembre		502	
CCCCXXII	441	1689, 4 juillet		512	
CCCCXXIII	445	1689, 16 octobre		504	
CCCCXXIV	445	1704, 1er juillet		516	
CCCCXXV	445	1727, 25 novembre		508	
CCCCXXVI	446	1746, 24 novembre		505	
CCCCXXVII	446	1749, 9 août	DCXXIII	483	

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS ET DES MATIÈRES

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

Y

Z

ERRATA

Pages		
20	note 5 :	Arriaut, évêque de Nîmes, *lisez* Arnaud.
27	ligne 12 :	susum *lisez* sursum.
167	note 3 :	Ermengaud d'Agout *lisez* Ermengaude.
175	— 1 :	collectivo *lisez* collectio.
354	ligne 18 :	Abiens *lisez* Amiens.
363	— 16 :	Autioni *lisez* Autroni.
381	— 15 :	Glandevès *lisez* Glandèves.
413	— 17 :	Columbani *lisez* Columboni.
491	2e col., ligne 28 :	mophyte *lisez* néophyte.

MCMIII

